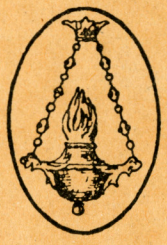
INSTITUTUM HISTORICUM POLONICUM ROMAE

ANTEMURALE VII - VIII

STANISŁAW BÓBR-TYLINGO

NAPOLÉON III, L'EUROPE ET LA POLOGNE EN 1863 - 4.



NON EXSTINGUETUR

ROMAE 1963

INSTITUTUM HISTORICUM POLONICUM ROMAE
VIA DEGLI SCIPIONI 284 - ROMA

IAM PRIDEM ROMAE PRODIERUNT HAEC VOLUMINA
(continuatio *Studia Teologiczne* — Wilno, vol. I-X):

XI — Meysztowicz V., *Repertorium bibliographicum pro rebus Polonicis Archivi Secreti Vaticani.* Vaticani, 1943.

XII — Meysztowicz V., *De archivo Nuntiaturae Varsaviensis quod nunc in Archivo Secreto Vaticano servatur.* Vaticani, 1944.

XIII — Savio P., *De Actis Nuntiaturae Poloniae quae partem Archivi Secretariatus Status constituunt.* Romae, 1947.

XIV — Meysztowicz V., *Prospectica descriptio Archivi Secreti Vaticani.* (Ed. chirotypica, exhausta).

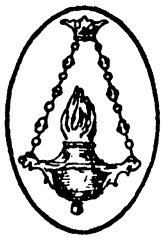
ANTEMURALE, I-VIII. Roma, 1954-1963.

INSTITUTUM HISTORICUM POLONICUM ROMAE

VII - VIII

ANTEMURALE

1863 - 1963



NON EXSTINGUETUR

ROMAE 1963

SUMPTIBUS
FUNDATIONIS
MEMORIAE
CAROLI DE BRZEZIE
LANCKOROŃSKI
DICATAE

EDIDIT:
INSTITUTUM HISTORICUM POLONICUM ROMAE
VIA DEGLI SCIPIONI, 284 - ROMA

EDITIONEM CURAVERUNT:

VALERIANUS MEYSZTOWICZ
HENRICUS PASZKIEWICZ
CAROLINA LANCKOROŃSKA

STANISŁAW BÓBR-TYLINGO

NAPOLÉON III, L'EUROPE ET LA POLOGNE EN 1863-4.

TABLE DE MATIÈRES

Préface . . . . . p. 1

Chapitre I. . . . . p. 4

Le début du soulèvement et la convention d'Alvensleben.

LA NOMINATION DE WIELOPOLSKI. - LA RECONNAISSANCE DU ROYAUME D'ITALIE. - LA RUSSIE AU JAPON. - LA RUSSIE EN PERSE. - LA RUSSIE DANS LES BALKANS. - LA CONVERSATION DU 4 DÉCEMBRE. - L'OFFRE D'ALLIANCE À L'ADRESSE DE L'AUTRICHE. - LA GUERRE CIVILE AUX ETATS-UNIS. - LE DISCOURS DE NAPOLÉON III DU 12 JANVIER 1863. - LE DÉBUT DU SOULÈVEMENT, LES PREMIÈRES RÉACTIONS. - LA MISSION D'ALVENSLEBEN À ST. PÉTERSBOURG. - LA CONVENTION DU 8 FÉVRIER. - L'OPINION PUBLIQUE FRANÇAISE COMMENCE À S'AGITER. - L'INITIATIVE FRANÇAISE DU 21 FÉVRIER. - L'ÉVOLUTION RAPIDE DE LA POLITIQUE PRUSSIENNE.

Chapitre II. . . . . p. 53

La mission de Metternich

L'OPINION PUBLIQUE FRANÇAISE. - LES SOUSCRIPTIONS. - LES BROCHURES. - LA SITUATION GÉNÉRALE ET LA MISSION DE METTERNICH. - LA DISCUSSION AU SÉNAT. - LE REFUS AUTRICHIEN. - LES OFFRES D'ALLIANCE. - LA PRESSION FRANÇAISE SUR ROME. - LES NOTES DES TROIS COURS OCCIDENTALES. - LES INTENTIONS GUERRIÈRES DE NAPOLÉON III. - DUREZ! - LES NOTES DES AUTRES ÉTATS EUROPÉENS.

Chapitre III. . . . . p. 134

Les six points.

L'OPINION PUBLIQUE EN FRANCE. - LA RÉPONSE RUSSE. - LES RELATIONS ANGLO-AMÉRICAINES. - LE PROJET ANGLAIS DE L'ARMISTICE. - LE PROJET AUTRICHIEN DE SIX POINTS. - L'AUTRICHE SE DÉROBE À UNE NOUVELLE OFFRE D'ALLIANCE DE NAPOLÉON III. - LA DEUXIÈME INTERVENTION DIPLOMATIQUE DES PUISSANCE OCCIDENTALES. - L'OPINION PUBLIQUE EN RUSSIE. - LES PRÉPARATIFS MILITAIRES. - LES FORCES MILITAIRES DES PRINCIPALES PUISSANCES. - L'IDÉE D'UN PLÉBISCITE. - « DUREZ ».

Chapitre IV. . . . . p. 182

La troisième intervention diplomatique.

La réponse russe du 13 juillet. - Les Russes se croient à la veille d'une guerre. - Leurs derniers préparatifs militaires; la flotte fuit la Russie. - Les Anglais attendent une décision française. - Les nouvelles propositions autrichiennes. - La brochure de Granier de Cassagnac. - Une note identique, acceptée par Londres et Vienne. - L'attitude du Vatican. - La pression française sur Vienne. - L'Autriche et l'Angleterre s'opposent au projet d'une note identique. - Le conseil des ministres du 5 août. - La lettre à Charles XV. - Nouveau refus russe de rapprochement. - Les notes occidentales. - L'exaspération des Russes contre la Pologne. - Le congrès de Francfort. - Le moment critique dépassé.

Chapitre V. . . . . p. 210

La fin de l'action diplomatique.

La réponse russe. - La note du gouvernement polonais. - L'aide française donnée à l'expédition polonaise en Circassie. - La note anglaise du 20 octobre. - La campagne antifrançaise en Russie; Katkow et la Gazette de Moscou. - L'attitude de Pie IX. - La flotte russe aux Etats-Unis. - L'opinion publique en France. - L'offre d'alliance à l'Autriche. - La pression du Vatican sur Vienne. - La deuxième mission de Metternich. - L'idée d'un rapprochement franco-prussien. - Le discours de Napoléon III. - Les offres d'alliance du prince Couza et de la Perse. - Réaction des autres cours. - « Durez ». - Réactions des grandes puissances. - Gortchakow veut former une coalition antifrançaise. - Le congrès restreint. - La mission de Pasolini. - L'influence de l'entourage de Napoléon III. - Influences des financiers. - Morny.

Chapitre VI. . . . . p. 264

« La Pologne errante s'est assise à notre foyer »

La crainte d'une guerre au printemps. - Les préparatifs russes. - La France repousse les congrès à Paris. - La discussion au Sénat et au Corps Législatif. - Les rapports des procureurs généraux. - La politique polonaise de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie. - L'effondrement de l'insurrection. - Le ressentiment français contre l'Autriche. - Napoléon III continue à s'intéresser a la Pologne. - « Non, la Pologne n'est pas morte ».

Annexes . . . . . p. 295

Bibliographie . . . . . p. 242

Liste des noms . . . . . p. 361

PRÉFACE

La France a vu, dans la période 1830-63, la question polonaise se poser quatre fois devant elle: en 1830, en 1848, en 1854-56, en 1863. Le sort de la Pologne dépendait quatre fois des décisions du gouvernement français. Quatre fois la France refusa de s'engager dans une action militaire en faveur de la Pologne. Le refus a été chaque fois motivé par le même raisonnement: « Ni l'intérêt ni l'honneur français n'exigeait une telle action ».

Le 19 mars 1831, donc après la première grande victoire polonaise, Casimir-Périer déclara à la Chambre des Députés: « L'intérêt ou la dignité de la France pourraient seuls nous faire prendre les armes. Nous ne concédons à aucun peuple le droit de nous forcer à combattre pour sa cause, et le sang des Français n'appartient qu'à la France ». Le 9 août, donc au moment où les armées polonaises n'avaient pas encore livré de batailles décisives, il répéta: « J'en appelle à la raison de cette Chambre; car ici, ce n'est pas l'émotion et l'enthousiasme qui doivent prononcer, c'est la raison. La France, doit-elle chercher la guerre? Doit-elle recommencer la campagne gigantesque où se perdit la fortune de Napoléon? ».

Le gouvernement polonais ne demandait à la France que le blocus naval de la Russie et la fourniture des armes aux troupes insurrectionnelles [1]. La Pologne a été écrasée en 1831 parce qu'elle n'avait pas de moyens de créer de nouveaux régiments; et ce n'étaient pas les hommes qui lui manquaient.

Neuf ans plus tard, la France vit l'entente de toutes les grandes puissances européennes se dresser contre elle. Mais elle n'aperçut aucun allié qui voudrait la soutenir.

Le 31 mars 1848, le ministre de France à Berlin, Circourt, informa Lamartine, ministre des affaires étrangères, que la Prusse avait offert à la France une alliance offensive en vue de rétablir l'indépendance polo-

---

1) Dutkiewicz J.: Francja a Polska w 1831 roku, Łodź, 1950, p. 120-1.

naise. Le baron Arnim, ministre des affaires étrangères de Prusse, demandait une alliance formelle qui aurait pour but la guerre contre la Russie et l'envoi d'une escadre française dans la Baltique.

La révolution de 1848 en Allemagne était inspirée par une haine farouche envers la Russie, le gouvernement libéral de la Prusse regardait comme son dévoir le plus sacré de donner satisfaction à ce sentiment [2]. Circourt ne cachait pas cet état de chose à son ministre. Il lui avait écrit le 29 mars: « Une partie de la presse quotidienne prêche la guerre, et la guerre implacable, immédiate, contre la Russie » [3]. Une telle éventualité répugnait à Lamartine. Il n'avait aucune sympathie personnelle pour la Pologne, en revanche, il régardait toujours de bons rapports avec la Russie comme indispensables à son pays [4]. En ne voyant aucun conflit qui pût séparer la France et la Russie, même « aucune différence religieuse », il refusa l'offre de la Prusse. « Les Polonais, enfin — expliqua-t-il dans ses mémoires [5]. — peuple expatrié qui prend pour patrie l'univers, et qui porte dans ses patries d'adoption les vertus et les vices de ce grand et malheureux peuple: l'héroisme, la turbulence et l'anarchie, remuaient jusq'au délire la population de Paris. La France devait sans doute beaucoup à cette brave nation en ruine, mais elle ne lui devait pas sa politique et la rupture de la paix du monde » [6].

Pendant la guerre de Crimée, Napoléon III subordonna sa politique polonaise aux avis de l'Angleterre et de l'Autriche. Il refusait constamment de prendre une initiative personnelle, et même la nouvelle que tout était préparé en Pologne pour commencer un soulèvement général ne l'incita pas à passer outre aux objections anglaises et autrichiennes. Après la chute de Sebastopol, il conclut la paix, malgré qu'il savait que la prolongation de la guerre forcerait l'Angleterre à consentir à l'indépen-

---

2) Le ministre de Belgique à Londres écrivait le 21 mars à son gouvernement: « Je résumerai en quelques mots le contenu des dépêches qui sont arrivées hier soir de St. Pétersbourg, de Berlin et de Lisbonne... A Vienne, comme dans toutes les autres capitales de l'Allemagne, la haine qu'inspire la Russie s'est manifestée de la manière la moins équivoque et n'a pas peu contribué au mouvement insurrectionnel ».

Le ministre de Belgique à Berlin constata: « Dans le mouvement qui s'opére depuis plusieurs semaines, ce qu'on remarque, c'est la haine contre la Russie, sentiment qui a été exprimé dans les Chambres dans les termes les plus violents par des hommes envoyés ou destinés à être envoyés au Parlement germanique... Le parti libéral est résigné en Prusse à la perte du Grand Duché de Posen... L'Allemagne est plus près d'une guerre avec la Russie qu'avec la France ». - Ridder A.: *La crise de la neutralité belge de 1848*, Bruxelles, 1928, p. 231, 240.

3) Circourt A.: *Souvenirs d'une mission à Berlin en 1848*, Paris, 1908, p. 306, 325.

4) Déjà en 1826, Lamartine avait affirmé: « Quels sont les intérêts de la Russie? D'affaiblir l'Allemagne afin de braver l'Angleterre: ces intérêts sont aussi ceux de la France. La Russie aime donc la France. Elle a en elle une alliée contre l'Autriche; son existence, sa prospérité, sa grandeur sont les conditions essentielles aux projets futurs de la Russie. Aucune arrière-pensée, aucun conflit d'interêts, aucune différence de doctrines religieuses ou politiques, aucune rivalité de territoire ou de commerce ne peuvent inquiéter ces deux peuples sur leurs dispositions mutuelles; la nature en séparant leur sphère d'action les a faits amis, et la nécessité a scellé pour longtemps encore ce traité tacite ». - Contenson: *Lamartine, secrétaire de légation.* Son mémoire de concours en 1826. *Revue d'histoire diplomatique*, juillet 1925.

5) Lamartine: *Oevres complètes*, Mémoires politiques, Paris, 1863, vol. XXXIX, p. 141.

6) Sur ces aspects de la politique étrangère de la Seconde République: Feldman J.: Sprawa polska w roku 1848, Cracovie, 1933. Knapowska W.: La France, la Prusse et la question polonaise en 1848. Extrait de « La Pologne au VI-e Congrès International des Sciences Historiques », 1928.

dance polonaise [7]. Un an après le congrès de Paris, l'empereur constata: « Il n'y avait plus de raison de continuer la guerre » [8].

Deux ans plus tard, l'entrevue de Villafranca serait-elle nécessaire, s'il existait une monarchie polonaise indépendante?

En 1863, Napoléon III subordonna sa politique envers la Pologne une fois de plus au consentement de l'Autriche de conclure avec lui une alliance antirusse. Malgré les offres d'appui militaire venant du Danemark, de l'Italie, de la Perse et de la Suède, et avec l'espoir d'entraîner dans cette coalition la Turquie, le souverain des Tuileries ne se décida pas à donner secours aux Polonais soulevés. En 1864, Napoléon expliqua au prince Metternich son attitude: « Je n'ai pas fait la guerre pour la Pologne parce que l'intérêt de la France ne l'exigeait pas » [9].

Le Second Empire, comme le Premier, tomba à cause d'une guerre perdue. Le désastre de 1870-71 fut le prix payé par la France pour son quadruple refus d'intervenir activement en faveur de l'indépendance polonaise. Pour faire « une Europe française », les armées dont disposait le gouvernement de Paris ne suffisaient pas, il lui fallait encore un allié. Une seule nation, à part des Français, était prête à mourir pour une telle Europe: c'était la Pologne.

* * *

Il va de soi que nous supposons chez nos lecteurs la connaissance des grands faits de l'histoire polonaise et de l'Eglise Catholique, auxquels l'histoire de l'année 1863 est intimement liée. Nous nous sommes efforcés, pour préparer notre travail, d'utiliser surtout des documents originaux. Depuis quinze ans nous avons visité les principaux dépôts d'archives de l'Europe occidentale. Nous avons notament travaillé à Paris, aux archives du ministère des Affaires Ètrangères, initiés aux complications de la recherche historique par notre maître, Pierre Renouvin. Nous avons travaillé, toujours à Paris, aux archives nationales, aux archives de la guerre, et ceux de la marine, aux archives de la Bibliothèque Thiers. A Londres aux archives du Public Record Office et du British Museum, à Windsor aux archives royales.

Ce travail, toutefois, n'aurait pas pu voir le jour si son auteur n'avait pas été aidé dans ses recherches et ses voyages par la « Fondation Charles de Brzezie Lanckoroński ». Qu'il me soit permis d'exprimer toute ma reconnaissance à cette Fondation pour m'avoir rendu possible les recherches dans les archives d'Allemagne, d'Autriche, de Belgique et de Suisse. Mes remerciements vont aussi à l'Institut Historique Polonais de Rome pour la laborieuse publication de ce travail. Ma gratitude va également à ma femme, Halina Bóbr-Tylingo, pour avoir dessiné la carte de la monarchie polonaise. L'auteur croirait manquer à ses devoirs s'il n'adressait au personnel des archives où il a travaillé les remerciements qui leur sont dûs.

---

7) Bóbr-Tylingo S.: Napoléon III et le problème polonais, 1830-1859. Revue internationale d'histoire politique et constitutionnelle, juillet 1955, p. 270-2.

8) Napoléon III et Totleben. - Feuilles d'histoire, mai 1910.

9) Rapport de Metternich, 5-XII-1864, HHS. Frankreich 79.

Chapitre I.

Le début du soulèvement et la convention d'Alvensleben

LA NOMINATION DE WIELOPOLSKI. - LA RECONNAISSANCE DU ROYAUME D'ITALIE. - LA RUSSIE AU JAPON. - LA RUSSIE EN PERSE. - LA RUSSIE DANS LES BALKANS. - LA CONVERSATION DU 4 DÉCEMBRE. - L'OFFRE D'ALLIANCE À L'ADRESSE DE L'AUTRICHE. - LA GUERRE CIVILE AUX ETATS-UNIS. - LE DISCOURS DE NAPOLÉON III DU 12 JANVIER 1863. - LE DÉBUT DU SOULÈVEMENT, LES PREMIÈRES RÉACTIONS. - LA MISSION D'ALVENSLEBEN À ST. PÉTERSBOURG. - LA CONVENTION DU 8 FÉVRIER. - L'OPINION PUBLIQUE FRANÇAISE COMMENCE À S'AGITER. - L'INITIATIVE FRANÇAISE DU 21 FÉVRIER. - L'ÉVOLUTION RAPIDE DE LA POLITIQUE PRUSSIENNE.

* * *

Le 26 mai 1862 le tzar Alexandre II appela à Tzarskoe Selo le marquis Wielopolski et l'informa que le grand-duc Constantin était nommé « Lieutenant pour le Royaume de Pologne » (créé par le congrès de Vienne d'une partie des territoires de la Pologne et couramment appelé « Royaume du Congrès »). Le tzar ajouta que le marquis lui-même était nommé gouverneur civil du dit Royaume *). Cette nomination provoqua un vif mécontentement aussi bien à Vienne qu'à Berlin.

Rechberg, ministre des affaires étrangères d'Autriche mettait cette décision en relation avec le choix du baron Bismarck comme représentant de la Prusse auprès du gouvernement français et avec la mission du baron Budberg, diplomate russe à Paris [1]). Les mesures relatives au Royaume, affirmait Rechberg, inauguraient un régime plus libéral que ne lui semblaient comporter les intérêts bien entendus de la Russie. Pour ce qui concernait les nouvelles fonctions confiées au grand-duc Constantin, l'Autriche ne saurait voir sans appréhension placé à la tête du gouvernement à Varsovie

---

*) Wielopolski avait réussi à faire accepter par Alexandre II un programme, d'après lequel le tzar, tout en conservant le « Royaume de Pologne » sous sa domination, y concédait aux Polonais une autonomie nationale. Les provinces orientales de la Pologne resteraient en dehors de cette autonomie, sous l'administration directe du gouvernement russe.

Ce programme ne pouvait point satisfaire les Polonais, qui voulaient non l'autonomie sous la férule de St. Pétersbourg, mais l'indépendance complète, c'est à dire le détachement de leur pays de l'empire des tzars; et cela non seulement pour le « Royaume », mais pour leur territoire national tout entier. Dès le début du soulèvement, le gouvernement insurrectionnel fut reconnu par les Polonais, les Lithuaniens et les Ruthènes pour leur gouvernement national légitime. C'était l'effondrement définitif du programme de Wielopolski.

1) « Pour la Pologne, enfin, s'il est vrai que c'était là l'objet principal de sa mission, le Diplomate russe n'a pas lieu d'être satisfait, car l'Empereur a montré sur ce chapitre une réserve génuine, une sévérité dont M. de Budberg n'a pu s'empêcher de se plaindre à quelques intimes ». - Beyens, ministre de Belgique à Paris, rapport, 8 VI 1862, AE. B, France 20.

« M. de Budberg s'est plaint de la sévérité dont l'Empereur s'est exprimé envers lui sur les affaires de la Pologne. Si cette question est le but spécial de sa mission; il s'en ira d'ici peu édifié ». - Metternich, ambassadeur d'Autriche à Paris, à Rechberg, rapport, 9 VI 1862, H.H.S., Frankreich 72.

un prince dont les sentiments sont notoirement peu bienveillants à son égard et qui sous l'influence du marquis Wielopolski pourrait bien se laisser aller à des concessions en faveur des aspirations polonaises qui seraient de nature à susciter de graves embarras en Galicie de même qu'en Hongrie. « Nous aimons à espérer que la Cour Impériale de Russie, mesurant toute la portée d'une question qui touche à ses intérêts vitaux, évitera de se lancer dans une voie qui ne pourrait que la conduire à une lutte ouverte avec les velléités d'affranchissement de la nation polonaise ». Thun, ambassadeur d'Autriche à St. Pétersbourg, devait donc saisir toutes les occasions et faire valoir tous les arguments pris « dans la nature de l'objet » pour prévenir de la part du cabinet de St. Pétersbourg des écarts qui ne manqueraient pas d'exercer le plus fâcheux contre-coup en Autriche. En ce qui concernait la nomination de Bismarck elle présageait un rapprochement de la Prusse et de la Russie avec Paris qui ne pouvait être dirigé que contre Vienne [2]. Rechberg revenait à la charge trois semaines plus tard. « Le système que l'on va inaugurer en Pologne — affirma-t-il de nouveau — est, à nos yeux, de nature à susciter à la Russie de graves embarras en flattant des aspirations qu'elle ne peut satisfaire, pas plus en Pologne que dans ses autres Etats, sans commettre un suicide » [3].

La nomination de Wielopolski était aussi mal vue à Berlin. Le premier ministre Bernstorff n'hésitait pas à exprimer des doutes relativement à l'opportunité de ces mesures, et la crainte que des concessions trop larges faites à l'idée nationale des Polonais ne causassent plus tard à la Russie elle-même de sérieux inconvénients [4]. La Prusse ne se faisait point d'illusions: la question polonaise se posait lentement, graduellement. Comme le remarqua pertinement le ministre de Belgique à Berlin: « Le crime commun du partage doit amener la réconciliation de trois grands Etats du nord ou des complications nouvelles d'une portée incalculable » [5].

* * *

La nomination de Wielopolski permettait à la Russie d'espérer une tranquillité relative des Polonais [6]. Le gouvernement de St. Pétersbourg pensait être plus libre pour ses actions extérieures. Son premier pas vers

---

2) Rechberg à Thun, 5-VI 1862, H.H.S., Russland 53.

3) Rechberg, 26-VI, ibid.

« L'envoi du Grand-Duc Constantin à Varsovie est un autre sujet d'appréhension pour le Comte de Rechberg. Ce Prince ne partage que trop les haines de M. de Bismarck. Sa nomination à Varsovie est l'indice d'une attitude envers la Pologne qui ne peut qu'embarrasser l'Autriche à Lemberg et même à Pesth ». - O Sullivan, ministre de Belgique à Vienne, rapport, 31-V-1862, Autriche-Hongrie 30.

4) Bernstorff aux ministres de Prusse à Londres, Vienne, Bruxelles et Paris, 11-VI-1862, APP, II, No. 462.

5) Nothomb, rapport, 20-VI-1862, AE. B, Prusse 21.

En analysant la situation, le ministre de Belgique à St.-Pétersbourg exprimait des doutes sur la réussite de la mission du grand-duc à Varsovie, et il ajouta: « Les plus modérés veulent la séparation complète de la Pologne et de la Russie ». Cette remarque provoqua un spirituel commentaire du chef de cabinet du ministre des affaires étrangères à Bruxelles: « On peut juger par là de ce que désirent les moins modérés ». - AE. B, Russie 6/2, 1862. AGR, les papiers de Charles Rogier, lettres du comte P. de Bouchgrave d'Altena, lettre du 29-VIII 3 septembre 1862.

6) La tzarine écrivit à son frère, le prince Alexandre de Hesse: « Ich glaube dass man im jetzigen Moment nichts anders machen kann. Die Polen wünschen einen Grossfürsten, einen Hof, Repräsentationen, selbst Hofintrigen, um andere solche mattzusetzen ». - Egon Caesar Conte Corti: Unter Zaren und gekrönten Frauen, lettre du 25 mai 1862, p. 172.

une politique plus active était la reconnaissance du royaume d'Italie [7]. La Russie y posa comme condition « sine qua non » la dissolution de l'école militaire polonaise créé en Italie en 1861. Gortchakow, ministre des affaires étrangères, expliqua lui-même que le but de cette reconnaissance était d'affaiblir le foyer de l'agitation polonaise, qui nulle part ne se développait aussi librement que dans les états du roi Victor-Emmanuel, avec la tolérance des autorités locales. Il s'agissait d'amener cet affaiblissement en mettant le gouvernement de Turin dans la nécessité de se détacher publiquement de l'émigration polonaise. « C'est ce qui est fait, et nous pouvons juger du résultat d'après le ressentiment et le découragement des révolutionnaires Polonais tant à Londres qu'à Paris ». En outre, la reconnaissance par l'entremise de la France était un service essentiel rendu à l'empereur Napoléon. « Comme il ne pouvait l'obtenir qu'en soutenant les principes dont l'adoption avait été posée par nous comme condition, il s'est trouvé indirectement engagé dans la voie antirévolutionnaire Polonaise » [8]. Il y avait encore un autre aspect de cette reconnaissance: les relations de la Russie avec le Saint-Siège. Effrayé par la tournure des choses en Pologne et redoutant l'influence du clergé catholique sur le peuple, le gouvernement russe s'était rapproché de Rome lorsque l'appui, ou même la neutralité du pape lui était nécessaire; maintenant, en juin 1862, quand il croyait le danger conjuré ou du moins amoindri, il cherchait sans cesse de nouveaux prétextes pour éluder ses promesses d'accueillir en Russie un nonce apostolique; il semblait plus décidé que jamais à ne pas renoncer à son ancienne politique, hostile envers le Saint-Siège et oppressive pour les nombreux catholiques sous sa domination [9]. Les Russes reprochaient d'ailleurs ouvertement à Pie IX d'avoir des sympathies polonaises [10]. Rechberg de son côté prévoyait des difficultés pour la Russie qui résulteraient fatalement de la reconnaissance du royaume d'Italie [11]. Il n'était pas seul à les voir. « Rien au monde ne peut détruire la portée morale et politique du précédent qui sera posé par la reconnaissance de l'Italie; il ne se passera pas trois ans, et nous aurons une question polonaise; le libéralisme européen qui aura obtenu la reconnaissance de la nationalité italienne demandera la reconnaissance de la nationalité polonaise » [12].

En même temps les rapports diplomatiques des ministres anglais et des ministres français laissaient prévoir une prochaine initiative russe sur trois points du globe: au Japon, en Perse et dans les Balkans.

* * *

Pendant toute l'année 1862 le consul d'Angleterre à Hakodate signalait

---

7) I Documenti Diplomatici Italiani, Prima Serie, vol. II, juin-juillet 1862.

8) Gortchakow à Olga, Stuttgart, Hausarchiv, CCCXIV/7, lettre du 10 août 1862.

9) Rapport de Bach, ministre d'Autriche à Rome, HHS. Vatican 204, 5-VII-1862.

10) HHS. Russland 52, 5-VIII 1862.

Le général Ignatieff, un des diplomates russes, avait déclaré déjà en février 1862: « Si nous avons à nous plaindre du clergé, en Pologne, nous reconnaissons immédiatement l'Italie ». - AE. Papiers de Thouvenel, Nr. 9, Fournier à Thouvenel, 26-II-1862.

11) Rechberg à Revertera, St.-Pétersbourg, 14-VI-1862, HHS. Russland 53.

« La reconnaissance de l'Italie par le Czar n'a pu avoir en Pologne d'autre effet que celui d'un encouragement ». - O'Sullivan à Rogier, 5-VII-1862, AE. B, Autriche-Hongrie 30.

12) Nothomb, 16-VI-1862, AE. B, Prusse 21.

les préparatifs russes pour s'emparer de l'île de Yéso et des Kouriles. Les Russes, précisa le consul, attendaient seulement le moment propice pour exécuter leurs desseins. Les officiers de marine ne se donnaient même pas la peine de dissimuler le but de leurs fréquentes visites dans ce port. Tout le monde parlait, dans le nord du Japon, de l'imminence de l'invasion. Les habitants de l'île de Yéso la prévoyaient déjà dans leurs transactions commerciales et privées. Le consulat russe comptait un nombre considérable d'employés, de docteurs, de secrétaires, de prêtres, de traducteurs. Il existait un quartier russe dans la ville. Les Japonais avaient un grand respect de la force manifestée toujours par les intrus occidentaux, mais en même temps ils affichaient ostensiblement leur mépris pour la civilisation et le comportement des Russes. Les récits des marchands qui avaient eu la possibilité de visiter Nikolaiewsk contribuaient encore à renforcer ces sentiments. Ce qui surtout attirait les Russes, c'étaient les mines de charbon et les riches forêts de pins et de chênes. Un seul bâtiment avec cent hommes serait capable d'occuper l'île en deux heures. Hakodate était déjà le principal port fréquenté par la marine russe au Japon, quoique les relations commerciales entre les deux pays fussent presque nulles. Les Russes justifiaient la présence de leurs navires de guerre par la nécessité de protéger les Japonais, sans jamais spécifier contre qui. « Il est dans notre habitude de sauvegarder ceux avec qui nous vivons en paix » - était la réponse qu'entendaient toujours les diplomates japonais. « La conquête est impossible sans le consentement des autres puissances » - objectaient les Japonais. « C'est vrai - répliquait le consul russe - mais notre gouvernement obtient toujours leur consentement ». Le but principal de la politique de St. Pétersbourg en Extrême Orient était de refouler l'influence des puissances européennes et de convaincre les Japonais que leurs intérêts étaient diamétralement opposés à ceux de la France et de l'Angleterre [13].

Les rapports du consul français ne différaient point de ceux de son collègue anglais. Ils soulignaient le grand effort des Russes pour supplanter l'Angleterre, mais traitaient aussi de la politique américaine, et des menées concertées de la Russie et des Etats-Unis [14]. Le but de cette alliance « antieuropéenne » serait de faire du Japon un entrepôt commercial américain qui favoriserait ainsi la nouvelle route que la Russie s'efforçait d'ouvrir à travers la Sibérie pour relier l'océan Pacifique à la mer Baltique. En poussant le gouvernement japonais à expulser tous les autres étrangers, la Russie et les Etats-Unis espéraient obtenir ensuite des privilèges commerciaux importants et exclusifs. Ainsi le Japon serait non pas un pays ouvert à toutes les nations du globe, mais, sous une forme plus ou moins déguisée, un état vassal de ces deux puissances. Conception large qui justifierait, si elle avait quelque chance de succès, les nombreuses dépenses occasionnées par les continuels déplacements de la marine russe aux deux extrémités du Japon [15]. Tous ces projets furent contrecarrés par le soulèvement polonais.

---

13) FO. 46/24, Japon, 2-IX, 25-X-1862.
FO. 46/25, Japon, 29-IX-1862.

14) Seward, ministre américain des affaires étrangères, avait souligné dans ses instructions à son ministre en Russie, en 1861, l'importance de l'amitié des deux pays pour leurs intérêts réciproques en Extrême Orient. - T. Dennett: Seward's Far Eastern Policy, American Historical Review, octobre 1922.

15) AE. Japon, 3-VI, 4-VII-1863.

* * *

Le second point du globe où le cabinet de St. Pétersbourg se préparait à prendre une initiative était la Perse. « Le consul de Russie — écrivait le consul anglais — a affirmé à un de ses amis que la prise de possession des territoires situés au Sud de la mer Caspienne est déjà décidée par le gouvernement du tzar, elle n'est qu'une question de temps. Cette remarque confirme donc la vérité des plans attribués généralement aux Russes » [16]. Lord Palmerston était d'ailleurs déjà depuis longtemps inquiet de la situation dans ces contrées. Au début de janvier de 1863 il invita l'agent secret Klindworth à se rendre à Paris et il le chargea de sonder le gouvernement impérial sur sa politique étrangère. Un des points de ses instructions concernait précisément la Perse. Le premier ministre britanique voulait savoir s'il existait des engagements éventuels ou même une entente secrète entre les cabinets de Paris et de St. Pétersbourg sur les affaires des provinces de l'Asie centrale de la Turquie et de la Perse, et dans le cas où ils existeraient, quel était le but et la tendance des engagements ou des pourparlers à ce sujet. En rendant compte de son voyage à Rechberg. Klindworth fit savoir qu'il avait appris d'un côté que des agents russes étaient activement employés à préparer le chemin à de nouvelles entreprises et que, d'un autre côté, l'Angleterre était décidée à ne plus les tolérer et qu'elle ferait sous peu une déclaration catégorique à ce sujet au gouvernement russe [17].

* * *

Mais ce fut surtout l'action de la Russie dans les Balkans qui attira l'attention des principales puissances. Les mouvements nationaux des Slaves étaient habilement exploités par la diplomatie russe pour saper l'autorité du sultan. Une telle protection des aspirations nationales des sujets de l'empire ottoman éveilla l'inquiétude du cabinet de Londres. « Il semble qu'au moment où la France est occupée à miner le pouvoir du tzar en Pologne, celui-ci s'occupe d'exciter les Serbes contre les Turcs » - constata Russell [18]. Il croyait prédire qu'un soulèvement général éclaterait dans les Balkans au cours de l'été de l'année 1862 [19]. Il fit d'ailleurs observer au baron Brunnow, ambassadeur du tzar, que si la Russie reconnaissait le droit aux Monténégrins de se soulever contre la Porte, elle ne devrait pas refuser le même droit aux peuples du Caucase » [20]. Tous les rapports qui

16) FO. 248/215, Persia, Tabrez, 19-II-1863.

17) Klindworth à Rechberg, HHS. Belgien 26, 21-I-1863.

18) Russell à Napier, ambassadeur l'Angleterre à St.-Pétersbourg, 7-III-1862. PRO. 114.

Cowley, ambassadeur d'Angleterre à Paris constata de son côté: « It is singular that Russia... advises a policy to the Sultan exactly the contrary to that which the Emperor pursues in his own dominions. The Emperor of Russia advised the Turks to evacuate Belgrade and all the Turkish fortresses in Servia, because it would please Servians. But he sends strong garrisons to Warsaw, and the fortresses in Poland although their evacuation by Russian troops would no doubt be pleasing to the Poles ». - Une note de Cowley, sans date, mais l'allusion à la fortresse de Belgrade indique qu'il s'agit d'une note de la fin de l'année 1862, FO. 96/27.

19) 21-III-1862, PRO. 114.

20) HHS. England 58, 3-XII-1862.

parvenaient au Foreign Office insistaient sur l'imminence d'une grave crise. Les Anglais se rendaient compte que la Russie ne pouvait agir seule, qu'elle avait besoin d'une alliance continentale pour pouvoir affronter les dangers qui résulteraient d'un appui donné aux insurgés slaves. Pendant toute la deuxième moitié de 1862 et les trois premiers mois de 1863 la diplomatie britannique soupçonna l'existence d'un traité secret entre Paris et St. Pétersbourg; la crainte d'une telle éventualité explique l'attitude prise par l'Angleterre envers l'insurrection polonaise dans les mois février-avril 1863.

En juillet 1862, le ministre de Prusse auprès de la cour française séjourna à Londres. Palmerston l'interrogea sur la possibilité d'une alliance secrète entre Napoléon III et Alexandre II. Bismarck répondit que, vu les complications de la question monténégrine et de la question serbe, un accord entre ces deux souverains était certain, même sans une alliance formelle [21].

Un trafic d'armes à travers les Principautés Danubiennes vers la Serbie fut découvert en automne de 1862. Les armes provenaient de Russie. La première pensée de Russell fut de se demander si Gortchakow pourrait compter sur Napoléon III, s'il provoquait, au printemps, un soulèvement dans les Balkans [22]. L'inquiétude était d'autant plus grande que la diplomatie française semblait négliger l'affaire du trafic des armes [23]; Gortchakow de son côté était évasif: il aurait besoin d'être plus amplement informé de la nature de cette affaire, il ne pouvait pas protester auprès du gouvernement moldo-valaque contre des actes dont l'illégalité n'était pas encore, à ses yeux, suffisamment prouvée. Si les armes dont il s'agissait étaient commandées par le prince de Serbie, ainsi qu'il y avait lieu de le croire, les puissances n'auraient rien à y voir, car ce prince avait sans doute le droit d'armer sa milice. « L'attitude du Prince Couza d'ailleurs a été telle en dernier lieu qu'on ne saurait croire à des abus protégés par lui dans le but de fournir des armes soit à l'émigration polonaise dans les Principautés, soit aux populations bulgares ou autres qui auraient envie de se soulever ». Les discussions avec le ministre russe des affaires étrangères étaient d'ailleurs un peu pénibles à cause de sa soudaine indisposi-

---

21) Rapport de Bismarck, 8-VII-1862, Gesammelte Werke, vol. III, No. 357.

Bismarck constata dans une lettre privée: « Ich nehme an, dass Russland in Italien und Polen die bekannten Concessionen gemacht und dafür die Sicherheit erlangt hat, dass Frankreich wenigstens jede Verschlechterung der Lage des griechisch-slavischen Elements in Montenegro, Serbien, Herzegovina verhindern hilft. Dagegen bezweifle ich durchaus die Existenz irgend einer Verschwörung beider Cabinette gegen das europäische Gleichgewicht, wie sie den englischen Politikern bei meiner dortigen Anwesenheit vorzuschweben schien ». - Bismarck à Bernstorff, 15-VII-1862, ibid, No. 361.

22) PRO. 114, 26-XI, 31-XII-1862.

Il n'existait aucun accord à ce sujet entre Paris et St. Pétersbourg. Néanmoins, Drouyn de Lhuys affirma: « La France est disposée à considérer l'opération comme légitime et morale si les armes dont il s'agit sont en effet destinées à l'armement régulier de la milice serbe et si la quantité de ces armes n'est pas hors de proportions avec les besoins du pays ». - AE. Turquie, Belgrade, 19-XII-1862.

tion [24]. Russell ne dissimulait pas qu'il comptait sérieusement avec les troubles provoqués par le prince Michel et le prince Couza [25]. « Je ne dois cacher à Votre Excellence — mandait le chargé d'affaires français à Londres — que la défiance réciproque qui marque les rapports entre les gouvernements russe et anglais sur toutes les questions orientales me paraît avoir augmenté dans une certaine mesure, depuis quelque temps, en ce qui concerne du moins le cabinet de Londres » [26]. Napier avertit d'ailleurs Gortchakow que la question d'Orient pourrait déterminer la paix ou la guerre du monde entier [27].

Le prince Metternich attira aussi l'attention de la France sur les menées russes dans les Balkans. Il fut chargé par Rechberg de donner lecture des extraits de la correspondance des consuls autrichiens qui dépeignaient la situation comme assez grave. Des préparatifs étaient faits par la Serbie et les Principautés danubiennes pour engager au moment propice une lutte à main armée contre les Turcs et provoquer un soulèvement des Bulgares.

* * *

La date de cette communication, le 4 février 1863 [28], était très caractéristique. Le 4 décembre avait eu lieu la conversation du premier ministre de Prusse avec l'ambassadeur autrichien. Bismarck avait déclaré franche-

---

24) Revertera écrivit dans son rapport à Rechberg: « Lorsque jeudi je fis mon entrée chez le Ministre, j'ai vu venir au-devant de moi un homme courbé et ne pouvant qu'avec peine proférer quelques paroles quasi éteintes par la faiblesse. Au bout de cinq minutes la souffrance du Ministre avait disparu, à ma vive satisfaction, et il a continué à causer avec moi pendant une heure, de sa voix naturelle, et sans donner signe de fatique. Lord Napier à qui j'ai raconté cette scène étrange, m'a affirmé que la même chose lui était arrivée dans les plus petits détails. Lui aussi, avait reçu l'ordre de son Gouvernement d'entretenir le Prince Gortschakow de l'affaire des armes importées en Moldo-Valachie. Il n'a pas pu, comme moi, être reçu la veille, et quand il entra chez le Ministre, au moment où j'en sortais, il l'a trouvé dans un état de prostration complète (peut-être une rechute causée par l'effort de l'entretien précédent), mais qui ne tarda pas à être oubliée dans la chaleur de la conversation ». - HHS. Russland 52, 13-XII-1862.

Russell constata de son côté: « The trickery of Gortchakoff... about the arms has been almost intolerable. Drouyn de Lhuys says he is like a comédien du théatre de la Porte St. Martin and this I fear is not far from the truth ». - Russell à Napier, 6-I-1863, PRO. 114.

25) Couza cherchait à faire croire que les armes étaient destinées à la Bulgarie. - AE. Turquie, Belgrade, 25-XI-1862.

La baron Brunnow, ambassadeur de Russie à Londres, prétextait l'ignorance la plus complète et feignait même de craindre que les armes ne pussent être destinées pour la Pologne. - Apponyi, Londres, à Rechberg, 10-XII-1862, HHS. England 58.

26) AE. Angleterre, 5-I-1863.

27) Rapport de Napier, FO. 65/626, Russia, 19-I-1863.

Le même jour il constata dans sa lettre privée: « I don't believe in a serious alliance for high political aims between France and Russia. France is either catholic or revolutionary in her foreign operations. Those are the ideas with which she alternately moves the world but neither of those ideas suits the Russian court and nation. The nation hate the catholics and the Emperor is at heart a German legitimist ». - Napier à Russell, 19-I-1863, PRO. 84.

Drouyn de Lhuys de son côté exprimait la crainte que la Turquie fût à la veille d'une grande catastrophe. - Cowley, Paris à Russell, 2-I-1863, FO. 27/1484, France.

« La situation, en ce qui concerne la question d'Orient et la manière dont elle est envisagée ici, n'en reste pas moins fort tendue ». - Metternich à Rechberg, 8-I-1863, HHS. Frankreich 75.

En octobre 1862, Drouyn de Lhuys avait déclaré à Metternich à propos de la politique étrangère de Napoléon III: « Je vois cet homme lutter contre une fatalité qui l'entraîne et je ne puis me soustraire à une certaine émotion et au désir de lui venir en aide ». - Metternich à Rechberg, 2-X-1862, HHS. Frankreich 73.

28) AE. Autriche, 4-II-1863.

ment à Karolyi que son pays visait à l'hégémonie en Allemagne et il indiqua les Balkans comme l'espace où devrait s'exercer l'influence exclusive de la monarchie danubienne. Le rapport de Karolyi fut publié par Rechberg dans la presse.

Le retentissement en fut immense. L'opinion publique européenne se demanda si le langage de Bismarck n'était pas un signal de guerre générale. Russell enjoignit à Buchanan, ambassadeur d'Angleterre à Berlin, de solliciter une audience auprès du roi Guillaume et lui exposer les dangers de la politique préconisée par Bismarck. Une hégémonie de la Prusse en Allemagne n'était concevable qu'après une guerre victorieuse contre l'Autriche et ses alliés germaniques. La Prusse aurait donc besoin d'un appui étranger; cet appui serait donné par l'armée française. Mais, souligna l'Anglais, la France ne sacrifierait pas la vie de ses soldats sans demander des compensations; la perte de la rive gauche du Rhin serait pour la Prusse le prix de son hégémonie en Allemagne. Une telle éventualité n'était pas digne du roi Guillaume - ajouta Russell [29].

* * *

Drouyn de Lhuys déclara à Metternich, en faisant allusion à la conversation de Bismarck avec Karolyi, que la France regardait toujours l'alliance avec l'Autriche comme la plus efficace pour les intérêts des deux puissances [30]. Le 23 janvier 1863 commença le soulèvement polonais; le 4 février la diplomatie autrichienne attira l'attention du gouvernement français sur la situation grave de la Turquie, mais elle n'ajouta aucun commentaire ni aux paroles de Drouyn de Lhuys ni aux événements qui se passaient sur sa frontière du nord.

La crise des Balkans se compliqua encore par la révolution grecque et par la fuite du roi Otton; un nouveau problème se posa devant les capitales européennes. Qui serait élu au trône vacant?

L'Angleterre voulait d'abord disposer elle-même de ce trône et elle avança la candidature du prince Cobourg. Drouyn de Lhuys protesta; il affirma au baron Budberg, ambassadeur russe, que la France et la Russie auraient à s'entendre pour s'opposer à cette candidature. Gortchakow demanda tout de suite à Montebello s'il ne serait pas temps de commencer cette entente et comment la diplomatie française l'entendait. La demande de Gortchakow eut lieu le 24 janvier [31]. Le lendemain, l'Europe apprit le soulèvement de la Pologne.

---

29) FO. 64/536 Prussia, 7-I-1863.

30) Metternich à Rechberg, 18-XII-1862, HHS. Frankreich 74. Annexe I.

31) AE. Russie, 24-I-1863.

En même temps Gortchakow écrivit à Olga: « Le Reine Victoria vient de proposer officiellement aux deux autres Cours le Duc régnant de Saxe-Cobourg, du consentement préalable duquel elle se sera certainement assurée. Il y a là-dedans de la naiveté et du cynisme. Un Cobourg en Grèce est une Angleterre à peine déguisée. De plus le transfert du Duc assurerait immédiatement une Souveraineté Germanique au fils cadet de la Reine.

J'ai fait pressentir la France si cette fois au moins elle ne voudrait pas partager avec nous le lourd fardeau d'élever la voix en faveur du droit et de la dignité. Elle ne dit ni oui ni non. Elle tergiverse... Bismarck regrette notre opposition. Il voudrait se débarrasser du Cobourg en Allemagne. Ce n'est pas une raison pour en affubler la Grèce ». - Gortchakow à Olga, Stuttgart, Haus-archiv, CCCXIV/7, lettre du 26 décembre 1862.

* * *

Un autre sujet des préoccupations de la diplomatie était la guerre civile aux Etats-Unis. Le gouvernement français avait proposé, en octobre 1862, aux cabinets anglais et russe de se concerter en vue d'une médiation de ces trois puissances. L'Angleterre et la Russie avaient décliné l'invitation de Paris [32], mais une question resta en suspens. La France reconnaîtrait-elle le Sud comme un pays indépendant? Les milieux officiels de Washington déclaraient hautement qu'une telle reconnaissance entraînerait un conflit armé entre le Nord et la France; une éventuelle médiation serait regardée aussi comme « un acte non amical » [33]. Les discours des sénateurs au Congrès et les articles de la presse américaine commençaient à préparer l'opinion publique à l'idée d'une telle guerre. Les conseils de prudence donnés par Napoléon aux Polonais étaient interprétés comme la preuve que celui-ci voulait tourner toute son attention vers le continent américain. La campagne du Mexique n'avait-elle pas indiqué les desseins politiques du gouvernement de Paris? [34]

* * *

Klindworth, dans une note du 22 décembre, analysait les possibilités d'une alliance franco-russe pour la résolution des questions en Orient. Il ne croyait pas à une telle alliance. Mais il prévoyait de nouveaux mouvements révolutionnaires en Europe orientale et centrale. Outre l'entente franco-anglaise, il voyait encore un autre obstacle à un sincère rapprochement entre Paris et St. Pétersbourg. « Tant qu'il y aura une Pologne russe — notait-t-il —, elle sera, dans l'opinion publique en France, une barrière insurmontable contre tout projet d'alliance entre les deux politiques de l'Orient et de l'Occident. Or, le Gouvernement de l'Empereur Alexandre voudra-t-il, de son propre chef, s'arracher cette grosse épine du pied? Et, en supposant même qu'en vue d'un rapprochement intime avec la France, toujours fort engouée des réminiscences de l'ancienne camaraderie des Polonais sur les champs de bataille du premier Empire, il procédât à cette opération d'une délicatesse et d'une gravité à inspirer une sorte de terreur, ne se livrerait-il pas par là à une amputation mortelle? » [35].

Le 12 janvier 1863, Napoléon ouvrit par un discours la session législative [36]. Il souligna fièrement les résultats de sa politique étrangère. « En

---

32) « Our answer to the French overture about America will be of a negative kind for the present - but only for the present ». - Russell à Napier, 12-XI-1862, PRO. 114.

33) « Congress will be obliged to look upon any further attempt in the same direction as an unfriendly act whick it earnestly deprecates » - 56th Congress 2d Session. Compilation of reports of Committee on Foreign Relations, United States Senate, 1798-1901, vol. VI, Washington 1901. Thirty-Seventh Congress, Third Series, February 28, 1863, p. 219-221.

34) AE. Etats-Unis, 20-II-1863. Staatsarchiv, vol. III-IV.

35) Une note de Klindworth, 22-XII-1863, HHS. Belgien 25.

36) « Mr. Drouyn de Lhuys m'a renouvelé ses assurances tout amicales au sujet de l'entente progressive que nous amènerions au fur et à mesure que les circonstances le permettaient ». - Metternich à Rechberg, rapport 2B, 13-I-1863, HHS. Frankreich 75.

« Drouyn de Lhuys m'a donné à entendre que l'Empereur avait été obsédé par la Russie, qui prenait les choses à la légère et voulait L'entraîner à revenir sur les décisions prises au sujet de nos propositions. Le Ministre a dû, selon son expression, « mettre un peu d'eau dans son vin » pour contrebalancer les efforts du Baron Budberg ». - Metternich à Rechberg, rapport 2C, 13-I-1863, ibid.

Orient — déclara l'empereur —, le voeu national des Principautés Danubiennes de ne former qu'un même peuple ne pouvait nous trouver insensibles, et notre concours a contribué à cimenter leur union. Nous avons appuyé ce qu'il avait de fondé dans les griefs de la Serbie, du Monténégro et des chrétiens de Syrie, sans méconnaître les droits de la Porte Ottomane... Enfin des expéditions en Chine, en Cochinchine et au Mexique prouvent qu'il n'y pas de contrées si lointaines où une atteinte portée à l'honneur de la France demeure impunie ».

Dix jours plus tard commença l'insurrection polonaise.

* * *

Les principales capitales européennes réagirent de façon très différente à la nouvelle du soulèvement. En Europe occidentale on ne vit d'abord que ce qu'il était en réalité: un mouvement irréfléchi d'une jeunesse désorientée par de longs mois de conspiration [37]. L'opinion publique croyait à une fin rapide des troubles et les déclarations officielles russes confirmèrent encore cette opinion [38]. Les hommes d'Etat ne pouvaient admettre, même pour un seul instant, que les coups de feu échangés dans la nuit du 22 au 23 janvier seraient le signal de la reprise de la lutte acharnée que l'Occident et l'Orient se livraient depuis des siècles sur le sol de la Pologne [39]. Le manifeste du Gouvernement National Provisoire qui « à la face de Dieu et du monde entier », avait proclamé « un combat terrible de destruction, le dernier combat de la civilisation européenne contre la barbarie sauvage de l'Asie », ne trouva aucun écho.

La diplomatie anglaise pensa surtout à la Turquie. Avec une satisfaction non dissimulée John Russell constata que l'insurrection polonaise pourrait empêcher le tzar de « comploter » ailleurs. Le sultan devait seulement être prudent et ferme, et mettre en ordre ses finances. La France isolée ne prendrait aucune initiative dans la péninsule balkanique. Elle ne soutiendrait pas les desseins révolutionnaires du prince Couza ou du prince de Serbie [40]. Ce fut la modération de langage de Gortchakow à l'égard de la

---

37) « Bientôt sans doute la tranquillité publique sera rétablie partout dans le Royaume. On ne comprend pas en vérité la folie des promoteurs de cette insurrection qui ne peut aboutir qu'à une douloureuse et inutile effusion de sang et à augmenter sans résultats possibles le nombre des victimes de ces malheureuses passions politiques ». - Jonghe, ministre de Belgique à St. Pétersbourg, AE. B, Russie 71, 29-I-1863.

38) « M. de Balabine m'a dit hier au soir qu'il avait reçu dans la journée un télégramme annonçant que la tranquillité était établie ». - O' Sullivan à Rogiers, 26-I-1863, AE. B, Autriche-Hongrie 31.

39) « Vue de haut, l'attitude de la Pologne et de la Russie représente le choc de deux civilisations, de deux esprits: l'une occidentale, latinisée; l'autre, dominée par l'influence asiatique, personnifiant de plus en plus l'absorption de l'individu par l'Etat... puissance barbare armée des moyens de la civilisation ». - F. Ponteil: L'éveil des nationalités et le mouvement libéral. Peuples et Civilisations vol. XV, Paris 1960, p. 240.

40) Russell à Bulwer, ambassadeur d'Angleterre à Constantinople, 26-I-1863, FO. 78/1728. Hammond à Layard, 28-I-1863, Br. M., vol. XXII.

« I suspect the Russians are more afraid of the Polish affair than they choose to admit, but their sudden good disposition in Turkish affair sufficiently proves their alarm ». - Hammond à Cowley, FO. 519/191, 28-I-1863.

« Il est remarquable que, tandis que la Russie s'efforce à fomenter un événement pareil en Serbie, elle ait à s'en défendre chez elle ». - Rapport de Paris, 27-I-1863, Staatsarchiv Darmstadt, Gesandtschaften 28b.

Le baron Gros, ambassadeur de France à Londres, manda à Paris que c'était surtout la question grecque qui attirait le plus l'attention du gouvernement anglais. - AE. Angleterre 26-I-1863.

Turquie [41] qui éveilla en Angleterre le soupçon que le mouvement polonais ne fut beaucoup plus fort et plus considérable que les Russes ne le disaient dans leurs communiqués militaires [42].

A Paris, l'intérêt fut vif; mais officiellement on se garda bien d'émettre une opinion quelconque sur ce qui se passait sur les bords de la Vistule et du Niemen. L'attention des milieux gouvernementaux était prise par les complications orientales. La recherche d'un candidat au trône grec, la question des biens sécularisés dans les Principautés Danubiennes, l'affaire de la contrebande d'armes vers la Serbie à travers la Roumanie, les préparatifs militaires des peuples slaves de l'empire ottoman indiquaient un état de crise permanente et l'imminence de nouvelles complications internationales. « On a beau avoir de la sympathie pour les aspirations nationales de tel ou tel peuple — déclara Napoléon au prince Metternich —, c'est la révolution qui en s'interposant, gâte tout. C'est parce que je ne veux et ne puis transiger avec la révolution que j'ai tant d'embarras aujourd'hui, c'est la révolution qui perd les meilleures causes, qui détruit les sympathies que l'on pourrait avoir, qui me rend l'Italie odieuse et me dégoûte de la Pologne » [43]. Le même jour Drouyn et Lhuys souligna au prince que l'empereur était libre de tout engagement de quelque côté que ce fût [44].

Klindworth remarqua dans son rapport sur l'affaire polonaise que Napoléon III éprouvait toujours une grande antipathie pour tous les mouvements révolutionnaires qu'il ne dirigeait pas, ou dans le secret desquels il n'avait pas été mis. Il ajouta que la communauté d'intérêts franco-russes devait dans le cas présent l'inciter à ne pas soutenir l'insurrection [45].

L'empereur affirma à l'ambassadeur d'Angleterre qu'il savait que Mazzini et les Polonais avaient préparé un plan général d'opérations et que Paris et Londres avaient été les principaux centres de la conspiration. La correspondance interceptée le prouvait nettement [46].

Drouyn de Lhuys ne dissimula pas non plus son animosité envers le soulèvement. Dans une conversation avec le comte de Goltz, après avoir exprimé son mécontentement de l'initiative polonaise, il s'enquit de la situation dans le Grand-Duché de Poznan et du système politique de cette province [47].

---

41) Le ministre ottoman à St. Pétersbourg, qui était revenu à son poste d'une course en congé à Paris, relevait dans ses rapports l'amabilité toute particulière et inusitée avec laquelle il avait été reçu de la part du prince Gortchakow. - HHS. Türkei 80, 6-II-1863.

Napier constata dans son rapport du même jour: « The manoeuvres of the Russian Foreign Department in the East during the last two years may naturally inspire serious reflection and apprehensions on the part of Her Majesty's Government. The tendency of Russian policy during that period has certainly been to embarrass and discredit as much as possible the authority of the Sultan ». - FO. 65/627, Russia, 6-II.

42) Palmerston écrivit à l'ambassadeur russe, le baron de Brunnow: « Mais, quant au gouvernement russe, je considère ces insurrections [polonaises] comme une juste punition du Ciel pour les menées dont ce gouvernement a été coupable, pour préparer pour le printemps des révoltes et des insurrections dans la Moldo-Wallachie, en Serbie, en Bosnie, contre le Sultan ». - Palmerston: Sa correspondance intime, vol. II, lettre du 4 février 1863.

43) Metternich à Rechberg, 24-I-1863, rapport 6 C, HHS. Frankreich 75. Ce rapport est imprimé dans: Bossy: L'Autriche, p. 343-4.

44) HHS. Frankreich 75, 24-I, rapport 6 D.

45) Annexe II.

46) PRO. 59, 27-I,. Filipowicz, No. 2.

47) Goltz à Bismarck, 28-I-1863, APP. III, No. 146.

Ainsi, officiellement, la diplomatie française ignora le mouvement polonais. Les instructions envoyées aux ambassadeurs concernaient uniquement les questions orientales; les premières réactions n'apparaîtront qu'après l'acte du 8 février. Dans sa dépêche du 7 février au consul à Varsovie, le comte de Valberen, le ministre français des affaires étrangères exprimait son regret au sujet des événements de Pologne. La sympathie des Français pour les Polonais n'était pas douteuse — précisait-t-il —, et l'inquiétude que la France éprouvait à voir ce malheureux pays s'engager de nouveau dans la voie des conflits armés n'en était que plus grande. C'était naturellement sur les conséquences que cette lutte inégale pourrait entraîner que se portait son attention. Il n'entrait pas dans les intentions du gouvernement impérial d'encourager par des paroles des espérances qu'il n'aurait pas été en mesure d'appuyer par des actes. En s'abstenant avec soin de toute manifestation inutile, il devait se contenter de faire des voeux pour que le gouvernement du grand-duc usât dans ces pénibles circonstances de toute la modération que la politique conseillait. Pour son compte, Drouyn de Lhuys applaudirait à toute mesure qui serait propre à faire cesser la lutte ou à réparer les maux qu'elle aurait causés. Le comte de Valberen devait maintenir l'attitude de réserve et de prudence prescrite au membres du consulat général à Varsovie [48].

Quant à la presse, le « Constitutionnel », dont les articles étaient inspirés par le ministère des affaires étrangères, constatait [49], le 31 janvier, que le mouvement polonais était, sinon complètement éteint, du moins considérablement limité. Quelques jours plus tard [50] il écrivait: « C'est précisément parce que nous aimons la Pologne, et que nous l'aimons de vieille date, que nous voyons avec une affliction profonde les mouvements insurrectionnels qui la troublent et l'ensanglantent en ce moment ». Le 7 février, le journal expliqua l'attitude du gouvernement impérial: « Toute manifestation de la part de la France en faveur du soulèvement d'aujord'hui ne pourrait causer que de nouveaux désastres. Le sentiment de son propre honneur et un sentiment d'humanité lui tracent donc sa ligne de conduite. La France ne peut que plaindre la Pologne, elle ne doit pas l'encourager dans ses espérances impossibles ».

Le langage des autres journaux était moins diplomatique [51]. « La question de Pologne — souligna « La Gazette de France » — se pose de nouveau devant l'Europe... L'ordre ne règne pas encore à Varsovie, mais l'état de siège et la loi martiale ont été proclamés, et l'on sait ce que ces mots signifient pour le Russe à l'égard du Polonais » [52]. « L'insurrection

---

48) AE. Russie, Varsovie, 7-II-1863.

49) Nous n'avons dépouillé que les journaux de Paris. Les milieux diplomatiques français ne lisaient en général que la presse paraissant dans la capitale. C'était cette presse qui pouvait éventuellement influencer par ses articles l'opinion des hommes politiques, c'était elle qui était lue par des diplomates étrangers. D'autre part, il y avait en France, en 1863, 138 journaux politiques; leur dépouillement est impossible à Paris — la Bibliothèque Nationale ne les possède pas tous —, le choix arbitraire de quelques journaux provinciaux n'apporterait rien de nouveau pour l'étude de la question diplomatique de l'Europe en 1863.

50) 4 février.

51) Caractéristique fut l'attitude d'un autre journal officieux, « Le Pays ». Il exalta dans son premier commentaire, du 27 février, la prise des armes par les Polonais.
Dès le lendemain ces articles étaient conformes à ceux du « Constitutionnel ».

52) La Gazette de France, 27-I-1863.

de Pologne — disait l'« Opinion Nationale » — est un des événements les plus considérables qui puissent survenir en Europe... Le partage de la Pologne n'a cessé un instant, depuis 1772, d'être la preuve vivante de la vérité de cet adage: le bien volé ne profite pas. Depuis 1772 jusqu'à la guerre de Crimée, la Russie devenue, grâce au partage, une puissance occidentale, a été la terreur et le cauchemar de ses deux complices, qui expiaient ainsi, par une vassalité mal déguisée, la faute d'avoir amené les armes russes à quelques journées seulement de leurs capitales... La Russie n'a pu s'affermir en Pologne; elle n'a réussi qu'à s'y déshonorer... La France ne peut oublier que, pendant dix-sept ans, un gouvernement qui pesait moins que le gouvernement impérial, dans la balance politique de l'Europe, n'a cessé d'admettre la protestation annuelle des Chambres en faveur de la nationalité polonaise. Il nous parait difficile que le gouvernement qui a arraché la Lombardie au joug de l'Autriche, qui est intervenu, pour des motifs moins incontestables, en Chine et au Mexique, restât insensible à cet effort désespéré d'un peuple généreux » [53].

Le langage des autres journaux n'était pas différent. La presse souligna d'une part que la prépondérance, sinon l'entrée, de la Russie en Europe orientale datait du premier partage de la Pologne, d'autre part elle se demanda si le gouvernement de Napoléon III pourrait admettre l'écrasement du soulèvement polonais.

Toutes différentes furent naturellement les réactions des capitales copartageantes.

A St. Pétersbourg, le premier réflexe parmi les étrangers, parmi quelques membres du corps diplomatique et une partie de l'opinion libérale, surtout la partie féminine, fut un sentiment de réprobation contre le mode de recrutement. La résistance leur paraissait un droit et l'insurrection était considérée comme une juste représaille. « La masse du public cependant, très blasée sur l'arbitraire et accoutumée à cette manière de procéder, qui s'était toujours pratiquée en Russie, nourrissant d'ailleurs, à l'égard des Polonais, la vieille haine moscovite toujours facile à réveiller, resta plus indifférente » [54]. « J'ai parlé à des personnes du gouvernement, qui ont eu l'opinion, que ces tristes événements produiraient, comme elles espéraient, le bienfait de changer enfin le système de modération observé par le gouvernement russe jusqu'à présent si inutilement envers les Polonais... Peut-être que ce malheureux incident opérera également quelqu'influence favorable sur la politique extérieure du Prince Gortschakow - il n'y a pas moyen d'éviter chez soi la révolution et le désordre, quand on approuve et appuie ces tendances à l'étranger. Les Polonais n'ont pas moins de droit de renverser leur gouvernement que les Grecs et les Italiens » [55].

D'après lord Napier, les personnes les plus influentes de l'administration et de la cour critiquaient âprement dans leur conversation privée les

---

53) Opinion Nationale, 6-II-1863.

54) AE. Russie, 30-I.

55) Rapport de St. Pétersbourg, Geheimes Staatsarchiv, Russland, 26-I.
Quelques jours plus tard le ministre bavarois, Freiherr Pergler von Perglas, revenait à la charge: « La politique du Cabinet Impérial en faveur des principes de nationalités et des mouvements révolutionnaires, telle qu'elle s'est officiellement déclarée par la reconnaissance du Roi d'Italie, par l'encouragement et la sympathie accordés aux populations des provinces ottomanes, et par sa conduite à l'égard de la révolution en Grèce, en abandonnant ses devoirs et obligations, reposant sur des traités sacrés, rend tout naturellement la conservation de la Pologne de jour en jour plus difficile ». - 6-II, ibid.

mesures qui avaient provoqué le soulèvement [56]. Le tzar lui-même, dans une allocution faite à un régiment de la capitale, souligna, par des paroles pleines de tristesse, le caractère subversif de la lutte. Il affirma en outre qu'il n'accusait pas toute la nation polonaise, mais le parti révolutionnaire, du déclanchement des troubles [57]. Le lendemain il fit publier une ordonnance qui prévoyait que « les chefs et principaux fauteurs » et « les individus les plus coupables » d'une aide aux insurgés passeraient immédiatement à la justice militaire et seraient exécutées dans les lieux qui auraient été le théâtre de leur « crime ».

Le prince Gortchakow était plutôt satisfait. « Il y a longtemps que nous nous attendions à voir aboutir l'abcès; il n'est pas étonnant qu'avec l'humeur coule un peu de sang » — répondit-il aux questions des diplomates allemands [58]. Il déclara à l'ambassadeur français que l'insurrection une fois maîtrisée, le gouvernement russe continuerait à développer les institutions du Royaume dont il avait posé les bases et dont le but devait être l'autonomie administrative et financière du pays [59].

La même optimisme se faisait jour dans la dépêche du grand-duc Constantin: « Je préfére la guerre ouverte à la guerre sourde qu'on nous faisait jusqu'ici et qui nous empêchait d'agir. A présent nous agirons et nous espérons terminer l'affaire sous peu » [60]. Cette opinion sur la fin rapide des troubles était partagée aussi par Wielopolski. Les premières escarmouches avaient démontré le caractère désespéré de la conspiration et son impuissance à mener une lutte contre les troupes régulières. Et c'est alors que s'effectua la grande manoeuvre de l'armée russe qui devait fatalement prolonger le soulèvement. Au lieu de poursuivre les détachements dispersés et sans armes, elle évacua les petites localités et se concentra dans les villes, donnant ainsi aux insurgés la possibilité de se reprendre. En prolongeant volontairement le combat, elle espérait faire échouer le programme de Wielopolski. D'autre part les autorités autrichiennes dégagèrent une partie de la frontière pour permettre aux convois d'armes de passer [61].

L'ambassadeur d'Angleterre à St. Pétersbourg constata que le soulèvement était surtout un crime contre la Pologne. Les actes les plus graves

---

56) Napier, 7-II, Filipowicz No. 25.

57) Napier, 26-I, Filipowicz, No. 10.

58) AE. Saxe, 30-I.

59) AE. Russie, 30-I.

60) Le grand-duc Constantin à Alexandre II, dépêche du 27 janvier.

61) Rapport du 3 février parvenu à Varsovie. - Skałkowski: Wielopolski, vol. III, p. 164. Mensdorff-Pouilly, gouverneur de Galicie, se détourna ostensiblement dans les rues de Lwów quand il aperçut un détachement de Polonais et de Ruthènes se rendant sur le champ de bataille. - Jeż: Od kolebki, vol. II, p. 442.

Le consul d'Angleterre à Jassy informa son gouvernement que les Autrichiens permettaient à chaque Polonais de rentrer en Galicie, sans même leur demander de passeport. Il répéta aussi la conversation qu'il avait eue, en passant par Lwów, avec Mensdorff-Pouilly. Celui-ci avait déclaré: « Notre frontière avec la Russie est très difficile à garder, je n'ai pas assez de soldats pour établir un cordon, mais je ne désire pas les avoir en nombre suffisant ». - FO. 78/1744, Turkey, Moldavia, 17-III.

L'identique information fut reçue par le gouvernement français. - AE. Turquie, Galatz, 18-IV.

Sur les sentiments de l'armée autrichienne voir: H. Sutherland Edwards: Sir William White, London 1902, p. 39.

de provocation et les plus grandes iniquités de l'administration russe ne le justifiaient pas. Les insurgés n'avaient aucune chance de succès, la lutte ne pouvait se terminer que par de nouveaux malheurs pour les Polonais et par un nouvel accroissement de la haine réciproque [62].

A Vienne on ne se dissimula pas l'anxiété suscitée par la nouvelle de l'insurrection. « On est fort préoccupé ici des nouvelles de la Pologne — constatait dans son rapport le ministre de Belgique —, on en est même inquiet, mais on ne sait guère à quoi s'en tenir sur le véritable état des choses et sur les conséquences probables du mouvement qui a éclaté » [63]. Dans sa conversation avec l'ambassadeur de Prusse, Rechberg exprima l'opinion que le mouvement insurrectionnel pourrait peut-être empêcher Wielopolski de réaliser son programme. La politique inaugurée par celui-ci présentait de grands dangers pour les possessions polonaises des deux puissances allemandes [64]. L'empereur François-Joseph fit allusion à la question polonaise comme à un terrain où les intérêts prussiens et autrichiens s'étaient toujours rencontrés [65].

Le gouvernement de Vienne ne prit officiellement aucune position, il laissa les événements se dérouler. Cette attitude produisit un effet favorable dans les capitales occidentales. John Russell soulignait, avec une satisfaction à peine cachée, la conduite de la monarchie danubienne. Le soulèvement était une faute politique, mais, ajouta le ministre anglais, il ne serait pas étonné si l'Autriche prenait en Europe la direction du mouvement libéral. L'Angleterre lui abandonnerait volontiers ce rôle [66].

En poussant un peu le cabinet de Vienne dans la question polonaise et en promettant un vague appui, Londres pensait certainement à Paris et à la possibilité de rompre l'entente franco-russe. Mais l'Autriche était à ce moment peu disposée à prendre une initiative quelconque dans cette question. Toute la tradition, tous les intérêts autrichiens étaient opposés au principe des nationalités; ayant elle-même sous sa coupe des peuples aspirant à s'affranchir de sa domination, elle ne pouvait pas se faire le porte-parole d'un soulèvement national.

Le 11 février, Rechberg envoya à Paris et à Londres une dépêche of-

---

62) Napier, 26-I, Filipowicz, No. 9.

63) O' Sullivan à Rogier, AE. B, Autriche-Hongrie 31, 1-II.
« In den finanziellen und Börsenkreisen nimmt man die Sache vorläufig sehr leicht, ja es fehlte nicht viel, so hätte man die Nachrichten mit einer « hausse » begrüsst, da man darin eine Garantie dafür erblickte, dass die Russische Regierung ihre in der letzten Zeit sehr stark getriebenen Wühlereien in den Donauprovinzen und angrenzenden türkischen Ländern für die nächste Zeit werde unterlassen müssen.
In den diplomatischen Kreisen nahm man die Sache vom Anfang an viel ernster und befürchtete alsbald nicht nur eine zeitliche Verschleppung und raümliche Ausbreitung der Bewegung über die Grenzen, eines Theils nach Russland und anderen Theils nach Posen. Galizien hält man für viel weniger bedenklich. Im Allgemeinen zweifelt man jedoch nicht, dass es der Russischen Regierung in einiger Zeit gelingen werde, der Bewegung Herr zu werden und dieselbe zu ersticken.
Bei der kaiserlichen Regierung war das vorherrschende Gefühl, soweit ich es beobachten konnte, Freude und Befriedigung über das Fiasko der Politik des Fürsten Gortschakoff ». - Rapport de Vienne, Generallandesarchiv Karlsruhe, Diplomatische Specialakten: Russland II, 48/3009, 1-II-1863.

64) Werther, Vienne, à Bismarck, 28-I-1863, APP. III, No. 148. Bloomfield, Vienne, à Russell, 29-I, 5-II-1863. Filipowicz, No. 15, 18.

65) Werther, 5-II-1863. APP. III, No. 161.

66) Apponyi, Londres, à Rechberg, 4-II-1863. HHS., England 60.

ficielle qui devait expliquer l'attitude de son gouvernement en présence des événements polonais. Celui-ci n'avait pris d'autres précautions que celles justifiées par ses devoirs envers la Russie et envers la sécurité publique. L'empereur avait désiré épargner à ses sujets d'origine polonaise toute mesure vexatoire qui serait l'indice d'une méfiance qu'on était loin d'éprouver à leur égard. La plus grande vigilance à la frontière avait été ordonnée pour prévenir toute contrebande d'armes et de munitions de guerre, et pour empêcher le passage d'individus isolés ou de bandes allant rejoindre les insurgés. Les autorités locales de Galicie avaient reçu l'ordre de calmer par de sages conseils l'effervescence de la population. Le cabinet de Vienne s'était refusé à appliquer des mesures de répression qui répugnaient aux sentiments généreux de l'empereur. L'ajournement provisoire de la Diète de Galicie avait été réclamé par les hommes les plus éclairés de la province et même par des membres influents de cette diète même [67].

On se garda donc, aussi bien à Vienne qu'à Paris et à St. Pétersbourg de poser la question polonaise comme un problème international. Le gouvernement français n'avait aucun désir, même par une allusion discrète, de jeter une ombre sur ses rapports avec la Russie. Celle-ci déclara nettement qu'elle ne rendait pas toute la nation polonaise responsable des troubles et qu'elle poursuivrait le développement des institutions autonomes du Royaume. L'Autriche s'efforçait de se mettre dans la position d'une puissance neutre et indifférente au conflit polono-russe. Il semblait donc que Wielopolski fût sur le point de remporter une grande victoire qui serait aussi celle de la Pologne.

Ce fut l'initiative de Berlin qui mis fin à l'espoir de Paris, de St. Pétersbourg et de Varsovie de voir se terminer rapidement et sans complications le mouvement insurrectionnel.

La nouvelle du soulèvement effraya Berlin, qui avait suivi avec une grande attention les phases successives de l'affaire polonaise [68]. La Prusse craignait surtout le régime introduit par Wielopolski et considérait l'insurrection comme un obstacle nécessaire et salutaire au programme politique du marquis. Néanmoins la dépêche annonçant le début des troubles révolutionnaires causa une appréhension excessive. Une Française a laissé dans ses mémoires des témoignages sur les réactions de la cour prussienne en ces dernier jours de janvier 1863 [69].

Les troupes russes, d'après les nouvelles reçues par le gouvernement de Berlin, avaient été partout battues par les insurgés. Les paysans avaient formé de vraies armées qui repoussaient tous les assauts russes. « Le roi et la reine étaient très alarmés de ces nouvelles ». Bismarck, dans un télégramme à St. Pétersbourg affirma que la garnison de Płock était assiégée par 6.000 insurgés et que le nombre des Polonais armés rassemblés aux

---

67) AE. Autriche, 11-II-1863.
Annexe III.

68) Bernhardi nota dans son journal: « 27 Januar. Ich bin bei der Königin. Es ist fast nur von Polen die Rede ». - 3 Februar. Abend bei dem Minister von Bernuth... Es war von den Unruhen in Polen die Rede, und obgleich alle irgend zuverlässigen Nachrichten fehlen, waren die Leute sämmtlich geneigt, die Sache für sehr ernsthaft zu halten ». - Bernhardi: Tageblätter, vol. V, p. 26-29.

69) Princesse Radziwiłł: Souvenirs, p. 50-55.

environs de Varsovie, dépassait 10.000 hommes [70]. Dans une dépêche confidentielle à Francfort Bismarck annonça que l'insurrection prenait des proportions considérables et que les Russes n'étaient pas encore maîtres de la situation. Des nouvelles parvenues à Francfort quelques jours plus tard, et elles passaient toutes par Berlin, prévoyaient une lutte de durée considerable. Les insurgés ne manquaient ni d'armes ni d'argent, et l'armée russe n'était pas assez nombreuse pour les écraser rapidement [71].

Les rapports du consul de Prusse à Varsovie n'étaient pas pour calmer les esprits. La désorganisation dans le camp insurrectionnel aurait pu — disait-il — faciliter une pacification rapide. Mais à Varsovie la cour du grand-duc désirait toujours régler la question à l'amiable et personne parmi les Russes ne voulait prendre la responsabilité d'une répression brutale. Au contraire, l'entourage de Constantin disait qu'en faisant preuve d'indulgence les autorités sauraient gagner la population et empêcher ainsi le développement du mouvement [72].

Les dépêches arrivées de St. Pétersbourg à Berlin confirmaient le désir russe de profiter de ce qui se passait dans le Royaume pour renforcer la position de Wielopolski. Gortchakow laissa nettement comprendre à Redern qu'il n'avait pas l'intention de changer sa politique [73].

Bismarck savait bien ce que signifiaient ces paroles. Le régime inauguré par le marquis s'efforçait de créer au milieu des territoires polonais un noyau de renaissance de la vie nationale, dirigée surtout contre les possessions orientales de la Prusse et de faire disparaître ainsi le dernier obstacle à une entente plus intime entre la France et la Russie avec, comme conséquence, une menace plus précise sur le Rhin [74].

A la nouvelle du soulèvement naquit dans les milieux militaires l'idée qu'il fallait profiter de l'occasion pour mobiliser l'armée. Cette mesure aurait une influence salutaire sur les Polonais du Grand-Duché de Poznań, sur le parlement, sur toute l'Allemagne, ainsi que sur les cabinets européens. Rien ne pourrait être plus utile au gouvernement que de montrer « la force, l'énergie, la vaillance prusiennes » [75].

Dans une note au roi, le ministre de la guerre exprima son accord au sujet de la nomination d'un commandant en chef des provinces orientales,

---

70) Bismarck à Redern, St. Pétersbourg, 24-I, APP. III, No. 139.
Le ministre de Bade à Berlin manda: « Ueber den Umfang der in Polen ausgebrochenen Unruhen ist man hier noch im Unklaren ». - Generallandesarchiv, Karlsruhe, Diplomatische Specialakten, Russland II, No. 48/3009.
« Ueber die Verhältnisse in dem Königreich Polen laufen hier noch immer die widersprechendsten Nachrichten ein ». - Staatsarchiv Darmstadt, Gesandschaften 87 e/I, Berlin, 30-I.
« Aus Polen treffen fortwährend höchst unbestimmte Nachrichten hier ein ». - 7-II, ibid.

71) AE. Allemagne, 26-I, 31-I.

72) Tettau, Varsovie, à Bismarck, 24-I. Feldman: Bismarck a Polska, p. 155.
Karolyi à Rechberg, d'après les rapports de Tettau, 30-I. Srbik: Quellen, vol. III, No. 1074.

73) Redern, St. Pétersbourg, à Bismarck, 27-I-1863, APP. III, No. 143.

74) Die polnische Revolution vom Jahre 1863. Aus dem Tagebuche eines verstorbenen Diplomaten. - Deutsche Revue, 1892-93.
L'autre souci du moment pour le gouvernement prussien était l'opposition du parlement à la réforme de l'armée proposée par le roi. La chambre, issue des élections générales, refusait systématiquement le vote des crédits nécessaires à la prolongation du service des recrues.

75) APP. III, No. 142. - Aus dem Leben des Oberpraesidenten Carl von Horn. Deutsche Revue, Bernhardi, V, p. 28.

mais il attira l'attention sur la nécessité d'avoir les renseignements les plus exacts sur les événements de Pologne. Le gouvernement russe ne les communiquait plus et ceux qu'on obtenait d'autres sources n'étaient ni sûrs ni dignes de foi. Il serait peut-être possible, dans l'intérêt des deux capitales, d'entrer directement en contact soit avec le grand-duc Constantin soit avec le général Ramsay, commandant en chef des troupes du Royaume. On pourrait alors envoyer un officier à Varsovie [76].

Le lendemain, 29 janvier, le général Werder fut nommé commandant en chef des troupes de l'Est. La moitié de l'armée prussienne, soit 60.0000 hommes, fut rassemblée sur la frontière polonaise.

* * *

Le 30 janvier, le général Alvensleben reçut l'ordre de partir en mission en Russie.

L'ambassadeur russe, le baron d'Oubril, au cours de sa conversation du 29 janvier avec le roi, exprima l'espoir que les troubles dont le Royaume était le théâtre n'auraient pas de conséquences graves; il ajouta néanmoins qu'il lui serait très agréable de pouvoir transmettre à St. Pétersbourg l'assurance que son gouvernement pourrait en tout état de cause compter sur une attitude favorable du cabinet de Berlin [77]. Mais le diplomate russe avait pris cette initiative sans avoir reçu des instructions préalables et, vraisemblablement, sous l'impulsion des premières nouvelles parvenues dans la capitale prussienne.

Ce fut Bismarck qui rédigea personnellement les instructions destinées à Alvensleben. La mission de ce dernier avait deux buts principaux. En premier lieu, il devait découvrir les origines du soulèvement et essayer de trouver les liens unissant les insurgés aux habitants de la monarchie de Guillaume Ier. Mais le second point des instructions données à Alvensleben était plus important. Il devait s'efforcer d'aboutir à une étroite communauté de vues avec Alexandre II, afin d'amener les gouvernements de Berlin et de St. Pétersbourg à collaborer étroitement contre l'insurrection polonaise, et de prévenir le retour de semblables événements. Le roi de Prusse, ajouta Bismarck, était persuadé que les intérêts des deux puissances étaient toujours menacés par une action militaire polonaise, et que toute émancipation des Polonais de l'autorité du tzar aurait des conséquences non seulement dans le Royaume, mais aussi dans les provinces orientales de la Prusse et dans les autres provinces polonaises de la Russie. L'attitude des deux cabinets à l'égard de la révolution était celle de deux alliés en face d'un ennemi commun. Le roi désirait donc que cette communauté d'intérêts se manifestât dans un effort commun pour écraser le soulèvement.

Alvensleben devait se rendre d'abord à St. Pétersbourg pour rencontrer le tzar, et ensuite à Varsovie, où Bismarck prévoyait une hostilité du grand-duc Constantin et de Wielopolski à ses projets [78].

---

76) APP. III, No. 144, 28-I-1863.
Roon: Denkwürdigkeiten, vol. II, p. 117.

77) Oubril à Gortchakow; APP. III, No. 151, rapport du 29 janvier.

78) Bismarck à Alvensleben, 29-I-1863, APP. III, No. 155, à Redern, 1-II-1863, ibid. No. 156.

Le choix d'Alvensleben pour cette mission était prémédité. Le général avait des idées très réactionnaires, il voyait partout la nécessité de la lutte contre la révolution. Son désir constant était d'aider son parti à vaincre les mouvements subversifs, « sur ce point il était doctrinaire ». L'envoyé prussien par sa personnalité même donnait toute garantie qu'il ferait tout ce qui était en son pouvoir pour réussir [79]).

* * *

Alvensleben quitta Berlin le 2 février, le 6 il arriva à St. Pétersbourg. De la gare il alla directement au Palais d'Hiver, où il fut reçu immédiatement par Alexandre II à qui il remit la lettre de son souverain. Le tzar la lut avec une satisfaction non dissimulée. « Le roi vient au-devant de moi » dit-il ému.

A la suite de cette audience, Gortchakow fut chargé de discuter avec le général les termes de l'accord. Quant aux modalités de cette entente, le Prussien insista pour qu'elles fussent consignées par écrit. Il répéta plusieurs fois: « der König will etwas Schriftliches haben ». Il rédigea, en allemand, un projet de préambule, qui fut traduit ensuite en français. Gortchakow voulait poser le principe d'une assistance militaire mutuelle, en subordonnant l'étude des détails à une entente locale. Ce fut Alvensleben qui insista pour réclamer l'envoi d'officiers des deux pays aux quartiers généraux respectifs et aussi la communication mutuelle des emplacements de troupes. Ce fut lui qui désira que l'assistance militaire fût prêtée non seulement à la réquisition des commandants en chef, mais encore à celle des chefs des corps détachés et des autorités locales respectives. Ce fut encore lui qui exprima le désir d'étendre cette collaboration aux questions politiques intéressant les deux gouvernements, et il rédigea lui-même la clause additionnelle à ce projet, clause que Gortchakow consigna avec quelques modifications dans un article séparé et secret [80]).

La convention fut signée le 8 février. Les cours de Russie et de Prusse, disait ce texte, considérant que les événements survenus dans le Royaume portaient de graves atteintes à la propriété publique et privée et qu'ils pourraient affecter ainsi la sécurité et l'ordre dans les provinces prussiennes limitrophes, s'étaient mises d'accord sur un concours mutuel que devaient se prêter les chefs des détachements russes et prussiens. En cas de besoin les troupes franchiraient la frontière afin de poursuivre les rebelles qui passeraient d'un pays dans l'autre. Des officiers seraient envoyés, de part et d'autre, tant aux quartiers généraux des deux armées qu'auprès des chefs des corps détachés, dans le but de mettre en application les dispositions adoptées. Ces officiers seraient mis au courant des emplacements des troupes afin de pouvoir les communiquer à leurs autorités respectives. L'arrangement resterait en vigueur aussi longtemps que l'état des choses l'exigerait, ou que les deux cours le jugeraient à propos.

Par une clause secrète les deux gouvernements s'engagèrent à se communiquer réciproquement, au moyen de leurs organismes militaires et ci-

---

79) Bernhardi: Tageblätter, vol. V, p. 29, 34.

80) APP. III, No. 307 et 482.
GFM. 10/304, 1863 - Acta betr. Secretanda zur polnischen Angelegenheit.

vils, tous les indices de menées polonaises intéressant soit le Royaume soit le Grand-Duché de Poznań [81].

* * *

Cette convention [82] sera à l'origine de l'action diplomatique des puissances occidentales en faveur de la Pologne. Et ce fut précisément cette action qui ralluma le soulèvement. La nation polonaise tout entière, sauf le parti « rouge » de la conspiration, repoussait l'idée de l'insurrection; les Polonais soumis à la triple domination étrangère aussi bien que les émigrés dont le centre était à Paris, à l'Hôtel Lambert [83] avaient unanimement blâmé la tentative d'un mouvement militaire, considéré par eux comme un suicide national [84]. Les personnages les plus opposés au programme de Wielopolski, comme le comte Andrzej Zamoyski [85] avaient écarté avec horreur la pensée d'une révolution par les armes [86].

La prolongation du combat [87] amena les puissances occidentales à réclamer à la Russie des concessions que son intérêt ne put admettre, et qui renforcèrent les Polonais dans leur décision de persévérer jusqu'à l'éventuelle intervention militaire de l'Occident. Personne ne pouvait supposer que la Russie braverait impunément les démarches des trois capitales européennes.

---

81) Le texte de la convention dans Lutostański: Les partages de la Pologne, No. 321.

82) Un ancien diplomate prussien qui publia ses souvenirs anonymement et dont les affirmations sont en général confirmées par les documents officiels, prétend que Bismarck au moment où il envoyait Alvensleben à St. Pétersbourg pour offrir à la Russie l'appui militaire et diplomatique, avait deux questions principales: la danoise et la polonaise. - Bismarck und Russland, Enthüllungen über die Beziehungen Deutschlands und Russlands, p. 38.

83) L'Hôtel Lambert niait encore le 29 janvier qu'une insurrection avait lieu en Pologne. « C'est pour justifier les violences par lesquelles elle essaie d'étouffer des résistances aussi naturelles, que la Russie voudrait accréditer la croyance à une révolte générale du pays ». - Journal des Débats, 29 janvier 1863, article inspiré par Czartoryski.

84) Le général Władysław Zamoyski avait écrit, le 17 septembre 1862, à Thouvenel: « Mon frère André est celui-là même auquel, l'année passée, le prince Gortchakow, Lieutenant du Royaume, disait déjà: « Battons-nous. Je vous donnerai des armes », et qui répondit: « Nous ne nous battrons pas, Prince. Vous pouvez nous tuer, comme vos troupes ont fait ce matin. Mais nous n'avons que faire de vos armes »... En ce moment en Pologne, les habitants se divisent en deux catégories: les uns persistent à attendre le triomphe du droit par la seule force des choses et par le courage qu'ils mettent à proclamer cette confiance; les autres, dans leur impatience se livrent aux rêves criminels et insensés ». - AE. Mémoires et Documents, Pologne 34.

85) Andrzej Zamoyski, quittant Varsovie en 1862, avait déclaré à ses amis rassemblés à la gare: « Mais à aucun prix ne commencez un soulèvement ». - Feliński: Pamiętniki, vol. II, p. 243.

86) Vers le milieu de février, la noblesse, alors classe dirigeante de la Pologne, rassemblée à Varsovie pour délibérer et décider de l'attitude à prendre en présence de l'aggravation de la situation, avait demandé aux chefs des détachements insurrectionnels de cesser la lutte qui ne pourrait que ruiner le pays. Mais, les instructions reçues de l'Hôtel Lambert — instructions que le prince Czartoryski envoya après ses conversations avec Mocquard, Walewski, le prince Napoléon et surtout après l'audience chez l'empereur qu'il avait eue le 26 mars — la poussèrent vers les rangs des insurgés. Le soulèvement, commencé par une groupe d'extrémistes, prenait ainsi un caractère national.

87) Le 27 février, Władysław Zamoyski, un des diplomates polonais de l'Hôtel Lambert écrivit: « Napoléon a demandé que l'insurrection durât. Il a promis de montrer bientôt ses sentiments bienveillants. Il attend une réponse anglaise pour commencer sa pression sur l'Autriche. - Jenerał Zamoyski, vol. VI, p. 420.

Cette lettre, écrite à un autre diplomate polonais, reflète déjà le revirement de la diplomatie française qui suivit la signature de la convention d'Alvensleben.

Ce furent surtout Mocquard et Walewski qui demandèrent à l'Hôtel Lambert de tout faire pour que le combat ne cessât pas. - Stern: Geschichte Europas, vol. IX, p. 161.

Les positions prises par les cours occidentales après l'action diplomatique de 1863, et surtout le refroidissement des relations entre la France et l'Autriche, contribuèrent à faciliter les victoires prussiennes de 1864, de 1866 et de 1870, et toutes les complications internationales auxquelles donna ensuite naissance l'unité allemande. C'est dans l'accord du 8 février que se trouve l'origine de cette intervention, et par conséquent la cause de l'échec du programme de Wielopolski [88].

Les rapports envoyés par le consul prussien à Varsovie laissaient prévoir une lutte longue et opiniâtre. Le marquis avait réussi à décider le « Comité National » à se manifester. Il était donc étonnant que le gouvernement eût été surpris par le début du soulèvement. La cause profonde de l'incapacité dans laquelle se trouvaient les Russes de venir rapidement à bout des bandes, était l'animosité réciproque qui existait entre Wielopolski et les généraux. L'homme d'état polonais avait pour but le rétablissement de l'indépendance du « Royaume du Congrès ». Les militaires considéraient cette attitude comme contraire aux vrais intérêts de la Russie. Ce désaccord paralysait les opérations et donnait ainsi une chance unique aux insurgés. Mais, soulignaient ces rapports, le désastre polonais était certain, ce n'était qu'une question de temps [89].

Or, ce fut précisément la perspective de la prolongation de l'insurrection qui effraya Bismarck. Il craignait les réactions de la cour du tzar. La fin rapide des troubles signifierait le renforcement de la position de Wielopolski, au contraire, leur continuation pourrait amener le gouvernement de St. Pétersbourg à abandonner le Royaume [90].

Bismarck dans ses « Souvenirs et Pensées » évoque la mission d'Alvensleben et l'arrangement signé par le général. La convention avait, dit-il, pour le cabinet de Berlin un but plutôt diplomatique que militaire. Elle représentait une victoire remportée par la politique prussienne au sein du gouvernement du tzar sur la politique polonaise soutenue par Gortchakow, le grand-duc Constantin, Wielopolski et par d'autres personnages influents. Le succès était dû à une décision personnelle d'Alexandre II. Cet accord, ajoute Bismarck, que la Russie conclut avec l'ennemi germanique du panslavisme contre « la race soeur » polonaise, fut un coup de grâce porté aux espérances du parti polonais de la cour. A cet égard, l'entente, assez anodine au point de vue militaire, remplit largement son rôle. La nécessité d'un concours actif ne se présenta pas; les troupes russes conservèrent l'avantage; la plupart des victoires des insurgés n'ont existé que dans l'imagination des informateurs. La convention fut un coup heureux,

---

88) Alexandre II, pour souligner l'importance de la convention, décora, en tant que roi de Pologne, le général Alvensleben de l'ordre de l'Aigle Blanc.

Bismarck avait été décoré du même ordre en 1860 pour son attitude antipolonaise pendant la guerre de Crimée. Napoléon III l'avait reçu après le Congrès de Paris en 1856 comme témoignage de la sincérité des promesses russes à l'égard de la Pologne.

« Der Reise des Generals von Alvensleben nach Petersburg gebührt das Verdienst, die Polnische Frage zu einer Europäischen erhoben zu haben ». - Rapport de Berlin, 13-III, Staatsarchiv Darmstadt, Gesandschaften 87 e/I.

89) Feldman: Bismarck, p. 163.

90) Ce qui caractérisa l'attitude de Bismarck pendant les premières semaines du soulèvement c'était l'inquiétude de l'avenir le plus proche. Ses jugements de la situation varient d'un jour à l'autre.

décidant de la partie que jouaient dans le cabinet russe l'influence monarchique antipolonaise et l'influence panslaviste polonisante [91].

Ces réflexions sont confirmées par les contemporains. « Bismarck avait conclu la convention afin de renverser Gortchakow » — nota le futur empereur d'Allemagne [92]. « Le soulèvement doit se terminer très vite, nous ne voulons pas que l'Europe s'intéresse à une question polonaise » — remarqua Schleinitz [93].

La nouvelle de cet accord donna lieu dans toute l'Europe à des manifestations très malveillantes à l'égard du gouvernement prussien, et surtout de son chef. Bismarck devint l'homme le plus impopulaire de l'Allemagne libérale; son nom, et celui de l'électeur de Hesse, furent toujours accompagnés d'épithètes injurieuses. Il fut considéré par l'opinion publique allemande comme un serviteur du tzar assis sur le banc des ministres de Prusse [94]. « On ne croyait pas qu'il irait jusqu'à se faire, sans nécessité aucune, le gendarme de la Russie. Quoique les Allemands n'aient pas grande sympathie pour les Polonais, ils s'indignent qu'il se soit trouvé un Allemand pour accepter un pareil rôle » [95]. Cette opinion lui reprocha la signature de la convention comme une action inutile et imprudente. La cour royale de Guillaume Ier ne fit pas exception; elle jugeait sévèrement l'initiative du premier ministre; les milieux politiques de la capitale craignaient surtout la restauration de l'influence russe qui avait pesé si lourdement sur la diplomatie prussienne avant la guerre de Crimée [96]. Cet arrangement fournissait un excellent prétexte à l'intervention française; les Allemands accusaient le gouvernement de Berlin d'avoir ouvert aux ingérences étrangères une porte dont ils désiraient ardemment ne jamais les voir dépasser le seuil. En signant cette convention la Prusse avait été au-delà de ce que ses intérêts exigeaient; elle aurait dû se borner à prendre des mesures pour empêcher l'extension de l'insurrection dans le Grand-Duché de Poznań. Ainsi la question polonaise constituait pour l'intégrité de la patrie allemande une source de complications et de dangers. Cette intégrité était menacée aussi bien sur le Rhin que dans les provinces orientales de la Prusse que le public, même libéral, s'était habitué à considérer

---

91) Bismarck: Erinnerungen, p. 215.
« L'animosité russe contre la Pologne qui avait presque disparu dans ces dernières années, renait de nouveau ». - Rapport de St. Pétersbourg, AE. B, Russie 7/1, 7-II.

92) Friedrich III: Tagebücher, 20-III-1863.

93) Bernhardi, V, p. 34.
« Deux membres du Cabinet le Comte d'Eulenburg Ministre de l'Intérieur et M. de Muhler Ministre de l'instruction publique se sont énergiquement prononcés contre la convention du 8 février. Depuis plusieurs jours le Prince Royal, aujourd'hui absent, avait fait connaître son mécontentement. Le Roi a reproché à M. de Bismarck de ne pas lui avoir expliqué toute la portée de l'acte et de l'avoir laissé dans la croyance qu'il ne s'agissait que de l'application du Cartel de 1857 ». - Rapport de Berlin, 25-II, AE. B, Prusse 22.
Voir aussi le rapport du ministre d'Angleterre à Leipzig, 18-II, Filipowicz, No. 62.

94) AE. Danemark, Kiel, 22-II, 22-III. AE. Hesse-Darmstadt, 16-III.
« Das königliche preussische Ministerium habe sich durch die Militärkonvention mit Russland vollends um alles Ansehen in und ausserhalb Deutschland gebracht und der Nationalverein sei gegenwärtig brach gelegt ». - Rapport de Stuttgart, 28-II, Srbik, op. cit. III, No. 1096.

95) Rapport de Francfort, 26-II, AE. B, Confédération Germanique 10.

96) Feldman: Bismarck, p. 175. La princesse Radziwill, p. 55.

comme une terre germanique. Tout autre fut le langage de l'Allemagne aristocratique, de l'Allemagne des diplomates et des militaires. Cette Allemagne voyait surtout le danger du rétablissement de la Pologne. Si elle critiquait parfois la signature de la convention, elle le faisait, non pas au nom des principes humanitaires, mais parce que ce document pouvait donner prétexte à une intervention des armées étrangères, surtout françaises, contre la Prusse [97].

Néanmoins, un seul souverain prit parti pour Bismarck et le félicita, celui de Wurtemberg: Guillaume Ier.

Le même sentiment de réprobation se manifesta, plus ou moins ouvertement, dans tous les autres pays européens. L'opinion publique estima que la convention était inutile et déshonorante pour la Prusse qui s'était alliée avec une puissance asiatique contre une nation de civilisation latine. En Angleterre la conduite du gouvernement de Berlin était jugée par l'opinion publique tout entière plus sévèrement encore que celle du gouvernement russe. Le Times du 21 février, en se rendant l'organe de l'indignation générale, constata: « Quelle que soit notre hostilité contre l'ours, il ne saurait y avoir de doutes sur nos sentiments envers le chacal » [98]. En France l'agitation relative à la Pologne et à la convention prenait « des proportions extraordinaires » [99].

Au moment de l'arrivée du général Alvensleben en Russie et d'un autre officier prussien à Varsovie, le gouvernement de Vienne fut informé par son ambassadeur à St. Pétersbourg que les autorités russes à Varsovie recevraient volontiers aussi un officier autrichien et que le grand-duc Constantin avait été autorisé à conclure avec lui un arrangement militaire. La réponse fut caractéristique. Le cabinet de Vienne souhaitait ardemment, dans l'intérêt des deux pays, une prompte victoire russe. Mais la révolution polonaise devait être considérée d'un point de vue plus large. C'était l'annonce d'un mouvement plus vaste encore qui couvait dans les Balkans. Une collaboration ainsi restreinte ne donnerait pas de résultats; il fallait une entente couvrant tous les problèmes et surtout la question d'Orient [100].

---

97) L'Allemagne libérale critiqua donc la convention qu'elle jugea inutile et même imprudente à cause du danger d'intervention française ou de restauration de l'influence russe. L'Allemagne aristocratique ne craignit pas cette restauration de l'influence russe, et, en général, elle ne blâma pas la signature de la convention qu'elle jugeait nécessaire pour empêcher un éventuel succès polonais. Ce sentiment fut commun aussi bien à la Prusse qu'aux états secondaires.

« Un bon Allemand ne peut pas désirer le rétablissement de la Pologne, attendu que les Polonais sont les ennemis déclarés de l'Allemagne, et que le rétablissement de cette nation affaiblirait mon pays, attendu que Dantzig et toute cette partie de la Prusse devrait forcément retourner à la Pologne » — affirma le représentant bavarois à Francfort. Et la même pensée, ajouta le ministre français, habitait tous ceux qui gouvernaient et qui avaient quelque influence dans le sud de l'Allemagne. - AE. Hesse-Darmstadt, 1-III-1863.

98) Apponyi, Londres, à Rechberg, 21-II, HHS. England 60.

99) Rapport de Paris, 24-II, Staatsarchiv Darmstadt, Gesandschaften 28 b.

Clarendon écrivit pour sa part: « I have no patience with that blockhead... of Prussia for in the present state of opinion here it would be impossible for us to do anything to rescue him from the consequences of his policy... and result may be the transfer to France of the Rheinisch Provinces ». - Clarendon à Hammond, 26-II, FO. 391/4.

100) L'échange des télégrammes eut lieu le 5 février.

« Die preussisch-russische Convention hat hier einen sehr unangenehmen Eindruck gemacht ». - Rapport de Vienne. Eidgenossisches Bundesarchiv, Berne. No. 397 - Schweizerische Gesandtschaft in Wien, 27-II-1863.

L'Autriche était donc prête à utiliser son attitude de neutralité officielle envers le soulèvement polonais comme une monnaie d'échange contre une modification de la politique russe envers l'empire ottoman. Mais elle refusera toujours les offres françaises d'alliance, même contre un appui formel sur le Danube et l'Adriatique.

Sa non-intervention et même son appui tacite dans les premières semaines de l'insurrection avaient un but précis: décider la Russie à changer sa politique à l'égard de la question d'Orient.

La note du gouvernement de Vienne resta sans réponse. La Russie ne craignant encore rien et espérant mettre rapidement fin aux troubles de Pologne, n'avait pas envie de discuter les questions balkaniques avec Rechberg.

Avant même la signature de la convention, Bismarck informa St. Pétersbourg que les troupes russes, qui avaient dû se réfugier sur le territoire prussien et qui avaient été désarmées, avaient récupéré leurs armes. Le roi, prévoyant l'entente prochaine avec le cabinet du tzar, avait ordonné de traiter les Russes en alliés. En même temps il demanda l'autorisation d'attaquer les insurgés qui avaient occupé les postes de frontiere, par exemple à Sosnowiec. Gortchakow répondit immédiatement qu'Alexandre II était d'accord pour mettre à exécution l'arrangement qui venait d'être conclu et que les troupes prussiennes étaient autorisées à reprendre au nom du tzar les postes abandonnés [101].

Quelques jours après la signature de la convention, l'ambassadeur russe, Oubril, fut surpris par les propos du premier ministre de Prusse. Les mesures militaires seraient bientôt achevées — déclara ce dernier — et le gouvernement de Berlin désirait savoir si l'armée prussienne pourrait dès lors entrer dans le Royaume et agir, ou si un échange préalable de correspondance serait encore nécessaire. Le Russe fit une réponse évasive: il attendait un message contenant des instructions apportées par le colonel Reutern, officier d'ordonnance du tzar. Bismarck expliqua que lui et le général Roon étaient pour une action immédiate entre Toruń et Mysłowice (Silésie), tandis que le roi tenait à assurer d'abord les frontières entre Toruń et Eydtkuhnen (Prusse Orientale) pour qu'un succès positif ne fût point assombri par quelque échec partiel en Poznanie.

Les Russes n'avaient pas prévu cette modification de la situation; leur orgueil national fut blessé par l'initiative prussienne. Déjà la convention avait été âprement critiquée comme inutile et plutôt humiliante pour la Russie. Les forces aux prises dans le Royaume étaient trop inégales pour qu'un concours étranger fût nécessaire; la comparaison avec l'Autriche au cours de la campagne de Hongrie de 1849 s'imposait aux esprits.

Oubril constata que la nouvelle de la signature de l'accord du 8 février était accueillie avec faveur dans l'armée prussienne et dans le parti conservateur. Mais cet enthousiasme et l'extension des mesures militaires l'amenèrent à croire que les Prussiens avaient tendance à donner au rôle que leur Etat serait appelé à jouer dans les affaires de Pologne la portée d'une véritable intervention. Est-ce qu'elle était dans les voeux de son gouvernement?

---

101) Bismarck à Redern 8-II, Gortchakow à Oubril, 9-II, APP. III, No. 166, 171.
Bismarck demanda cette autorisation avant que la nouvelle de la signature parvint à Berlin. Cette demande devait peut-être forcer la main aux Russes vers la signature rapide de l'arrangement.

Alexandre II nota en marge de ce rapport: « Je n'admets pas d'autre intervention que celle qui a été stipulée par écrit ». Gortchakow répondit, le 13 février, que donner à la convention une plus large portée ne correspondait ni aux nécessités du moment ni à la puissance relative des deux cours au regard de l'insurrection. Cette action serait contraire aux intentions du tzar [102].

Bismarck fut d'autant plus inquiet que l'ambassadeur anglais, Buchanan, arrivé la veille de Londres, lui demanda ce que ferait la Prusse en cas de succès polonais et d'abandon du Royaume par la Russie. Le premier ministre répondit que le cabinet de Berlin prendrait des mesures pour s'opposer à l'indépendance polonaise. Accorder cette indépendance aux Polonais, ce serait dépouiller la monarchie des Hohenzollern « de la plus grande partie » de son territoire et même de ses côtes, car la revendication du Grand-Duché de Poznan entraînerait celle de Dantzig. « Mais, remarqua l'Anglais, — faisant allusion au désir prussien d'occuper le Royaume — l'Europe ne souffrira jamais cela. — Qui est l'Europe? — Plusieurs grandes nations. — Sont-elles déjà d'accord là-dessus »? — Buchanan évita une réponse positive, mais déclara que la France n'admettrait pas une nouvelle oppression de la Pologne. Bismarck jugea inutile de discuter sur des hypothèses [103]. L'ambassadeur anglais fit part de la conversation à son collègue français et celui-ci la rapporta à Paris en ajoutant des précisions sur la convention.

Le premier ministre de Prusse développa sa pensée dans les instructions envoyées à Londres, à Bernstorff. Il était de nécessité politique que le soulèvement fût vaincu. Un Etat polonais entre la Silésie et la Prusse Orientale, avec une poussée naturelle vers la Poznanie et l'embouchure de la Vistule, serait un danger permanent pour la Prusse et la force de la future armée polonaise immobiliserait un nombre équivalent de soldats prussiens. Il serait impossible de satisfaire toutes les exigences de ce nouveau voisin. Outre la Poznanie, la Silésie et la Prusse Orientale les Polonaise demanderaient la ligne de l'Oder comme leur frontière occidentale. D'après les informations parvenues de Varsovie, et aussi d'après ce qu'il connaissait de la situation à la cour de St. Pétersbourg, Bismarck estimait qu'il était possible que les Russes évacuassent le Royaume du Congrès en l'abandonnant à son sort. La question de la cession de celui-ci avait été souvent posée au cours des derniers vingt ans par les plus hautes autorités russes. Il restait encore à savoir quel danger serait le plus grave: le rétablissement de l'indépendance polonaise ou les complications internationales qui suivraient l'occupation du Royaume par les Prussiens [104].

Les discussions sur cette question n'étaient pas limitées aux milieux gouvernementaux. Le Kronprinz demanda à un historien de rédiger un memorandum sur le problème polonais et sur la position à prendre en cas d'abandon du pays par les Russes. Un autre historien, Max Duncker, avertit Bismarck que les Polonais pourraient contraindre leurs ennemis à se retirer du Royaume, et qu'en ce cas il serait nécessaire de l'occuper. Il fallait se préparer secrètement et puis agir avec la rapidité de l'éclair

---

102) Oubril, 12-II-1863. APP. III, No. 179, 180.

103) AE. Prusse, 11-II-1863. APP. III, No. 174.

104) Bismarck à Bernstorff, 17-II-1863, APP. III, No. 193.

pour que la victoire sur l'insurrection fût un fait accompli avant l'intervention des puissances occidentales [105].

La question fut discutée aussi par la presse. Les journaux libéraux critiquèrent sévèrement l'idée d'une campagne militaire contre les insurgés. La « Gazette de la Croix », organe du parti conservateur, répliqua que les Prussiens avaient dans le Royaume d'importants intérêts matériels, tels que de gros capitaux dans les usines, des propriétés agricoles, des entreprises commerciales. Il y avait aussi un nombre considérable de colons allemands, qu'on ne pouvait pas laisser sous la domination polonaise [106].

Buchanan annonça le 15 février que l'opinion publique croyait de plus en plus à la possibilité d'une action prussienne, mais que cette action serait désapprouvée par la plus grande partie de la nation [107]. John Russell ne se faisait aucune illusion sur les désirs de Berlin. « Les Prussiens ne s'intéressent pas à l'aspect humanitaire de la question. Si le parlement n'y mettait aucun obstacle, Bismarck noyerait le soulèvement dans le sang » [108].

Ainsi le gouvernement prussien était non seulement décidé à agir, mais il savait déjà ce qu'il ferait après l'occupation du Royaume. Bismarck tout au moins le savait: il expliqua son projet au vice-président de la Chambre, Behrend, député du parti libéral. L'armée prussienne qui entrerait dans le Royaume et rétablirait l'ordre agirait non au profit de la Russie, mais pour créer un Etat indépendant, lié à la Prusse par une union dynastique. Cette déclaration trouva un grand écho, surtout à Vienne, car il y avait aussi une allusion au désir qu'avait Bismarck de voir la Galicie unie à cette nouvelle monarchie polonaise de la maison de Hohenzollern. A la suite d'une véhémente protestation de la diplomatie autrichienne, le premier ministre prussien nia toute la partie de cette conversation, ayant trait aux territoires polonais de l'Autriche. Il indiqua les motifs de son plan dans une note adressée à Vienne. L'insurrection polonaise présentait — expliqua-t-il — un grand danger pour la Prusse; ce danger était d'autant plus grand qu'il existait en Russie une faction politique

---

105) Bernhardi, V, pp. 32, 35.

106) Feldman: Bismarck, p. 165.

107) PRO. 81, 15-II. « Neben diesen auf volle Gegenseitigkeit abzielenden Regulationen ist, wie mir Herr von Thile sagte, für die Folge und besonders in dem Falle wo Russland für sich allein nicht in kürzester Zeit den Aufstand zu bewältigen vermöchte, eine gemeinsame Aktion in Aussicht genommen; es soll alsdann, um mich der eigenen Worte des Unterstaatsekretärs zu bedienen, ein Kesseltreiben veranstaltet werden ». - Rapport de Berlin, Staatsarchiv Darmstadt, Gesandschaften 87 e/I, 14-II.

« Denn allgemein glaubt man, dass das hiesige Kabinet zu bewaffnetem Einschreiten fast entschlossen ist, und dass es sich von demselben nur in dem Falle wird abhalten lassen, wo Russland für sich allein den Aufstand in kürzester Zeit würde bewältigen können ». - 17-II, ibid.

« Ich hatte dieser Tage ein Gespräch mit Herrn von Bismarck über die polnischen revolutionären Ereignisse. Bei dieser Gelegenheit konnte ich mich überzeugen, mit welchem Ernste die preussische Regierung diese nationale Schilderhebung betrachtet, mit welcher Entschlossenheit sie entschlossen ist gegen die Verbreitung des Aufstandes mit allen ihr zu Gebote stehenden Mitteln aufzutreten und denselben zu unterdrücken... Der Ministerpresident gab mir aber auch unverhohlen zu erkennen, dass für den Fall als die russische Militärmacht sich nicht bald ausreichend gegen die Insurrection erweise, und letzte sonach eine grössere Verbreitung gewinnen sollte, das preussiche Cabinet sofort eine diesseitige militärische Cooperation in Vorschlag bringen würde ». - Karolyi, Berlin, à Rechberg, 13-II, HHS. Preussen 80.

108) PRO. 105, 14-II-1863.

réclamant l'abandon du Royaume du Congrès. Déjà le tzar Nicolas avait parfaitement compris les inconvénients d'une occupation permanente de ce pays et il avait souvent exprimé au roi Frédéric-Guillaume IV son désir de renoncer aux territoires polonais jusqu'au Bug. Alexandre II avait fait part à Bismarck de ses craintes concernant la possibilité, pour les Russes, de rester en Pologne. Il était donc probable que le gouvernement de St. Pétersbourg se déciderait, en cas de succès des insurgés, à évacuer le Royaume. Cette éventualité mettrait la Prusse dans une situation très fâcheuse. Elle devrait ou tolérer un Etat polonais, toujours révolutionnaire, toujours menaçant, ou l'occuper, provoquant ainsi des complication internationales. La dernière solution paraissait encore la meilleure. Mais l'une et l'autre présentaient des dangers et la diplomatie du roi devrait faire tout son possible pour éviter que le problème polonais ne se posât de cette façon [109].

Toute cette action de Bismarck, car ce fut bien lui qui influença et dirigea la politique de la Prusse dans cette question polonaise, dénote la

---

109) La conversation de Bismarck avec Behrend eut lieu le 17 février. - APP. III, No. 203, 208, 230, 242, 263, 292. Srbik, op. cit., III, No. 1102, 1103.

« Graf Rechberg gab mir gestern vor Allem den Auszug einer Privat-Correspondenz in die Hand, in welcher der Hauptinhalt der merkwürdigen Unterredung des Herrn von Bismarck mit einem Abgeordneten enthalten ist, wonach Ersterer sich ungefähr dahin geäussert hätte: Russland würde es am Ende gar nicht so ungern sehen, wenn Preussen von Russisch-Polen bis an die Weichsel Besitz ergreifen, hiermit Galizien, Krakau und Preussisch-Polen verbinden und in diesen sämtlichen polnischen Ländern eine preussische Secundogenitur errichten würde. Auf meine Verwunderung... erwiderte mir Graf Rechberg, dass solche (Aeusserungen) ihm von drei verschiedenen Seiten darunter auch von Warschau aus bestätigt worden seyn. Ueber die Convention selbst äusserte Graf Rechberg, dass Oesterreich zur Zeit der Absendung des Herrn von Alvensleben nach Warschau von Preussen allerdings aufgefordet worden sey, ebenfalls Jemand dahin zu senden. Er habe es jedoch, da zunächst von russischer Seite ohnehin keine derartige Aufforderung ergangen sey, für überflüssig gehalten, sich an einer Convention zu betheiligen, von welcher er zum voraus gefürchtet habe, dass sie grössere Schwierigkeiten erst hervorrufen, während sie ihm bei den zunächst Betheiligten als überflüssig erschiene, weil es sich ja doch von selbst verstehe, dass bei dem gleichen Interesse, das auch Oesterreich an der schnellen Unterdrückung des polnischen Aufstandes habe, von hier aus nichts unterlassen werde, was zur Bewältigung desselben nach der Lage der Dinge geschehen könne, und zudem etwaige nothwendig werdenden grösseren militärische Massregeln innerhalb 24 Stunden vereinbart und angeordnet werden könnten. Er gehe überdies davon aus, dass Oesterreich durch die Vertagung des galizischen Landtages, welche nunmehr bis Mitte März verlängert sey, Russland grössere Dienste geleistet habe, als Preussen durch die viel besprochene Convention.

Aus der ganzen Unterredung mit dem K.K. Minister des Aeusseren konnte ich entnehmen, dass derselbe übereinstimmend mit allen österreichischen Staatsmännern, die ich seit einem Monat gesprochen, stets noch nichts sehnlicher wünscht, als das Russland, welches anstatt der auf dem Papier aufgezählten 120.000 Mann in Wirklichkeit nur 70.000 Mann in Polen gehabt habe, den polnischen Aufstand schnell möchlichst niederschlagen möchte ». - Rapport de Vienne, 28-II, Hauptstaatsarchiv Stuttgart, E 70/73/2.

« Am wenigstens gut ist Graf Rechberg über Herrn Bismarck zu sprechen, welcher durch seine Behandlung der polnischen und anderen Fragen gerade in einer Zeit, wo etwas mehr Ruhe in die europäischen Verhältnisse eingetreten sey, Alles wieder aufs Neue in Frage gestellt habe ». - 9-III, ibid.

Il y a plusieurs versions de cette conversation, elles sont discutées par H. Rothfels: Bismarck und der Osten, Berlin 1934, p. 98.

Nous en avons trouvé encore une autre, donnée par le colonel Bluhm, officier prussien au service de la Turquie. Elle affirme dans son passage le plus essentiel: « Audit cas (l'occupation du Royaume par la Prusse) il n'y avait pas beaucoup de difficultés de rétablir la nationalité polonaise. La Pologne se constituerait comme royaume séparé et lié à la Prusse seulement par l'union personnelle. Par un arrangement qui satisferait les Polonais, le Kronprinz (avec la Kronprinzessin Victoria) résiderait comme Vice-roi permanement à Varsovie. Après son avènement au trône, ce serait le prince Frédéric Charles, son cousin, qui le remplacerait comme Vice-Roi à Varsovie ». - Lettre du 13 mars, FO. 78/1746, Turkey, Wallachia.

précipitation et l'appréhension de complications inexistantes. Basant ses projets et ses plans sur des prémisses toujours logiques, il était enclin à croire que les autres agissaient de même. Mais il n'en était ainsi, ni des Polonais, ni, cette fois, des Russes. Le premier ministre prit trop au sérieux les allusions que les Russes avaient faites à la possibilité d'abandonner le Royaume. Les paroles prononcées par les tzars avaient bien mis en lumière les difficultés que présentait l'occupation de la Pologne, mais il n'était nullement dans l'intention des Russes de renoncer à une part quelconque des territoires placés sous leur domination.

La haine qui séparait les deux nations, — haine qu'on ne doit jamais oublier quand on parle des relations polono-russes, l'histoire moderne nous donne rarement un exemple d'animosité plus grande entre deux peuples — était plus forte que tout raisonnement. Les Polonais ne désiraient aucune concession; ils voulaient être libres chez eux, ce qui était impossible dans la situation actuelle. La Russie, ayant des ambitions européennes, ne pouvait pas consentir à l'abandon de la Pologne. Un Etat polonais indépendant signifierait le refoulement de la puissance moscovite vers l'Asie, recul qui contrecarrerait à jamais les aspirations nationales russes.

Or, Bismarck méconnut les données sentimentales du problème, il crut à la possibilité d'une réconciliation entre les deux « races soeurs »; mais c'était de sa part une erreur que de parler de deux nations slaves [110]. Pour les Polonais les Russes ne furent jamais des Slaves, mais des Mongols qui, en se mêlant à une population slave, avaient adopté la langue de celle-ci [111].

Bismarck ne comprit pas que l'appui trouvé à St. Pétersbourg par Wielopolski n'était qu'une manifestation de la volonté de quelques hommes seulement, et qu'il ne correspondait ni aux sentiments de la masse des Polonais ni des Russes qui n'avaient jamais pu, lorsque la question polonaise était en jeu, dominer leurs passions nationales.

Bismarck n'avait pas prévu les conséquences de son initiative. L'arrangement qui devait mettre rapidement fin au soulèvement, posa le problème polonais sur le plan international, et l'intervention des puissances occidentales en faveur des Polonais contribua au développement de l'insurrection, qui par le ralliement de la noblesse prit un caractère national.

A Vienne, Rechberg, à qui l'ambassadeur prussien communiqua la teneur de la convention, déclara qu'il tenait beaucoup à en connaître tous les termes afin de pouvoir conformer la conduite de l'Autriche à celle des deux autres Etats [112]. En même temps il télégraphia à St. Pétersbourg pour que son ambassadeur décourageât une invitation officielle des deux cours relative à une éventuelle adhésion autrichienne à l'entente du 8

---

110) Bismarck craignit que l'abandon du Royaume par les Russes ne fût suivi d'une réconciliation polono-russe; cette réconciliation aurait eu pour résultat de concentrer tous les efforts polonais vers la récupération des provinces occidentales.

111) Cette idée de l'origine plutôt mongole que slave des Russes était représentée en France par l'historien polonais Franciszek Duchinski, Dès 1860 commencèrent à paraître ses travaux, en français, relatifs à ce sujet.

112) Werther, de Vienne, à Bismarck, 11-II-1863. APP. III. No. 175.

février [113]). En surveillant attentivement l'évolution du mouvement polonais, le cabinet de Vienne ne perdait pas de vue la question orientale. Au cours de sa conversation avec lord Bloomfield, ambassadeur anglais auprès de sa cour, l'empereur François-Joseph souligna la nécessité d'une politique commune des deux gouvernements dans cette région. Il était difficile d'obtenir une coopération efficace de Paris et les procédés de la diplomatie française à Constantinople « étaient toujours singuliers ». En ce qui concernait le problème polonais l'empereur ne croyait pas à une fin rapide de l'insurrection. Celle-ci aurait des répercussions salutaires en Serbie et dans les Principautés Unies; la Russie absorbée dans la lutte contre la Pologne, ne pourrait soutenir les éventuels mouvements révolutionnaires dans les Balkans. Les Etats vassaux de la Turquie qui avaient attendu un signal de la Russie pour déclancher une révolution seraient cette fois désappointés, mais François-Joseph craignait que les préparatifs eussent déjà pris une ampleur telle que le danger d'un soulèvement slave serait difficile à éviter [114]).

La question polonaise était à peu près la seule dont on s'occupait à ce moment à Vienne. « Le fait est que l'on ne sait rien de tout à fait exact sur la véritable situation des choses, ce qui est loin d'indiquer une amélioration pour les Russes. Si leur position était bonne, si la répression était efficace, cette incertitude aurait déjà disparu et l'on saurait à quoi s'en tenir » [115]). Rechberg se plaignait que la Prusse, par la publicité donnée à ses engagements, avait éveillé l'attention de l'Europe, et blessé les sentiments d'une partie de sa population: de graves complications pourraient en résulter. Il regrettait beaucoup que Berlin n'eût pas montré autant de circonspection que Vienne. « Nous agissons comme les Prussiens dans l'intérêt de l'ordre — précisa-t-il —, mais nous nous gardons bien de donner à nos précautions un éclat inutile et même dangereux » [116]). Thun, ambassadeur d'Autriche, fit observer à Gortschakow que son gouvernement avait mieux servi les intérêts et la dignité de la Russie que ne l'avait fait « le zèle intempestif » de la Prusse, et cependant « on nous en a voulu ». « Ni l'Empereur — repondit le prince — ni moi, nous ne vous en avons jamais voulu » [117]).

Déjà depuis le début de février les affaires de Pologne commençaient à préoccuper le gouvernement de Paris. Napoléon trahissait une certaine inquiétude et des hésitations au sujet de l'attitude définitive que les événements pourraient le forcer à prendre d'un moment à l'autre. L'ambassadeur de Russie, le baron Budberg, était « fort consterné jusqu'ici de l'attitude de l'Empereur, de la presse et des membres du Gouvernement » — affirma Metternich. Metternich lui-même s'abstenait de toute manifestation verbale à ce sujet [118]). « Le soulevement de la Pologne — manda le ministre de Bade à Paris — est ici l'objet d'une grave préoccupation, on est inquiet en regard des lenteurs de la répression, on craint que l'insur-

---

113) Bloomfield, Vienne, à Russell, 12-II-1863. Filipowicz, No. 33.

114) Bloomfield, 18-II, Filipowicz, No. 64.

115) O'Sullivan à Rogier, Vienne, 18-II, AE. B, Autriche-Hongrie 31.

116) 22-II, ibid.

117) Thun à Rechberg, 1-III, Russland 54.

118) Metternich à Rechberg, 7-II, HHS. Frankreich 77.

rection en se maintenant ne parvienne à faire éclater d'autres mines, surtout dans le bassin du Danube » [119].

Le fait qu'un arrangement avait été signé par la Russie à l'insu de Paris ne pouvait laisser indifférent le cabinet impérial. Au moment où une question épineuse s'était posée à St. Pétersbourg, le gouvernement russe, au lieu de s'adresser à la France pour lui demander d'user de son influence afin de l'aider à la résoudre, avait accepté le concours d'une autre puissance copartageante. La signature de la convention du 8 février fut un coup grave porté à l'entente russo-française. Mais malgré la mauvaise volonté russe, la diplomatie napoléonienne ne voulut pas rompre avec son allié oriental. Poussé d'une part par sa propre opinion publique, placé d'autre part devant l'aspect international que prenait la question polonaise, le gouvernement français cherchera à conserver ses bons rapports avec la Russie, et diriger l'action diplomatique contre la Prusse. En même temps il conseillera au tzar d'apaiser le mouvement insurrectionnel par des concessions importantes. Mais là, il se heurtera à un refus brutal. Dès ce moment le problème polonais devint un sujet de préoccupation permanente pour la diplomatie de Napoléon III [120].

Le 15 février le ministre français des affaires étrangères eut un entretien avec l'ambassadeur prussien; il lui expliqua l'attitude de son cabinet envers le mouvement polonais. Dès le commencement du soulèvement Paris avait eu deux désirs: d'abord qu'il fût mis fin au conflit aussi promptement que possible, puis que la répression eût lieu d'une manière conforme aux lois de l'humanité. Mais son espoir ne semblait pas devoir se réaliser, car l'insurrection gagnait en étendue et en intensité. Si la lutte se prolongeait la France devrait peut-être sortir de son indifférence. La question polonaise était le point faible des Français, aucun des gouvernements qui s'étaient succédés en France n'avait pu échapper à l'influence de l'opinion publique. Or, tous les journaux indépendants de toutes nuances, les organes cléricaux, les organes de la bourgeoisie « révolutionnée », « car elle n'était que cela, elle n'était pas révolutionnaire », les organes radicaux et d'autres encore, plaidaient avec plus ou moins de modération, de zèle, ou de violence, la cause polonaise. Les journaux soi-disant ministériels étaient plus nuisibles qu'utiles à la politique de l'empereur et ne pouvaient que faiblement contrebattre la campagne de presse s'appuyant sur les sympathies qu'inspirait la Pologne aux Français et réclamant une intervention armée. Sur ce point convergeaient les deux courants d'opinion qui dans l'affaire d'Italie s'étaient neutralisés, le courant libéral et le courant catholique.

Les générations du XIX[e] siècle — ajouta Drouyn de Lhuys — n'étaient pas responsables du partage de la Pologne, effectué cent ans auparavant, et le gouvernement impérial comprenait parfaitement que chacune des trois puissances s'efforçait à conserver ce qu'elle possédait des anciennes

---

119) Schneizer, Paris, à Roggenbach, 8-II, Generallandesarchiv Karlsruhe, No. 48/2060 Frankreich.

120) Ce fut le 17 février que Drouyn de Lhuys fit pour la première fois allusion à la Pologne dans ses rapports à Londres et le 19 février à Vienne.

Une fois la question polonaise portée sur le plan international, Napoléon demanda aux Polonais modérés de participer à l'insurrection; la continuation de l'insurrection lui était nécessaire soit pour entraîner l'Autriche à la signature d'une alliance, soit pour persuader la Russie d'accorder de nouvelles concessions aux Polonais.

provinces polonaises. Mais le cabinet français avait cru que la Prusse était assez forte pour maintenir le calme chez elle et abandonner à la Russie le soin de réprimer le soulèvement du Royaume. La question polonaise ne se serait posée qu'à l'égard d'un des trois copartageants, la Russie, et la France aurait pu assister à ce débat en spectatrice. Par la convention du 8 février — continua le ministre — la Prusse avait substitué au problème polono-russe un problème de portée internationale. En créant ainsi une solidarité, Berlin avait risqué d'en provoquer une autre. Les sentiments du public anglais au sujet des Polonais étaient analogues à ceux des Français et une question aussi grave aurait pu faire oublier les griefs que la France avait depuis quelques temps contre l'Angleterre. Le gouvernement de Napoléon III ne demandait pas mieux que de voir se terminer le mouvement insurrectionnel et d'échapper ainsi aux embarras qu'il entrevoyait. Toutefois il craignait que l'arrangement prusso-russe ne le forçât tôt ou tard à modifier l'attitude plutôt hostile aux troubles polonais qu'il avait observée jusqu'à présent [121].

Drouyn de Lhuys tint le même langage à l'ambassadeur russe. La France avait toujours été guidée par le désir loyal et sincère d'épargner au cabinet de St. Pétersbourg, dans la mesure du possible, les ennuis relatifs aux affaires de Pologne. Sans encourager aucun espoir, Paris n'avait rien négligé pour calmer les esprits. La question polonaise avait, plus qu'aucune autre en France, le privilège d'éveiller des sympathies également vives au sein de tous les partis. Ils étaient à cet égard unanimes; les défenseurs les plus zélés des idées monarchiques et religieuses ne différaient pas sur ce point des démocrates les plus avancés que par des nuances. Le gouvernement français — ajouta le ministre — remplirait loyalement les devoirs qui résultaient du caractère amical des relations franco-russes et condamnerait des « procédés aux tendances anarchiques et révolutionnaires ». Mais il ne voulait pas cacher que les événements pourraient devenir de plus en plus embarrassants, que la pression du sentiment public se ferait sentir à mesure que les circonstances prendraient plus de gravité. Le cabinet de Paris faisait des voeux pour que, parmi les moyens auxquels les autorités russes auraient recours, aucun ne vînt rendre sa position plus difficile vis-à-vis de St. Pétersbourg, de l'opinion française et de l'Europe [122].

La diplomatie du Second Empire donna un autre gage de la sincérité de son attitude. Le 5 février le Corps législatif aborda pour la première fois la question polonaise. Guyard Delalain, député de la majorité, demanda « la permission d'exprimer en faveur de la Pologne une parole sympathique, douloureuse et modérée ». Il traça l'histoire des rapports polono-russes depuis le premier partage de 1772, les efforts de la Russie pour anéantir la Pologne, « peuple vieux de huit cents ans », la lutte désespérée des Polonais contre leurs ennemis asiatiques, et demanda enfin que la France définît sa position à l'égard de son ancienne alliée du Premier Empire. Cette demande fut soutenue par Jules Favre; celui-ci souligna dans son discours qu'un mot prononcé par la France pouvait, sinon mettre un terme, tout au moins beaucoup adoucir cette grande infortune de la nation polonaise. Il termina par un pathétique appel à la Chambre. « N'ou-

---

121) Goltz à Bismarck, 15-II-1863. APP. III, No. 188.

122) AE. Russie, 17-II-1863.

bliez pas, Messieurs, ceux qui tendent vers vous leurs bras ensanglantés. Vous êtes leur espérance: je vous en supplie, ne les trompez pas de nouveau ». Billault répliqua que le gouvernement ne jugeait pas opportun d'entrer dans la discussion de cette question. La France — continua-t-il — n'avait rien perdu de sa vieille sympathie pour la Pologne, mais elle pensait, et le cabinet de l'empereur pensait avec elle, que la cause de l'autonomie de ce Royaume avait plus à attendre des sentiments généreux et libéraux du tzar, que d'une tentative révolutionnaire dont les effets ne feraient qu'appeler de nouveaux désastres sur ce malheureux pays.

Jules Favre continua de réclamer une motion de la Chambre en faveur de la Pologne. Billault répondit pour la deuxième fois. « Le gouvernement de l'empereur est trop sensé pour donner par de vaines paroles un aliment trompeur à des passions insurrectionnelles; et il est trop jaloux de sa dignité, de celle de la France, pour laisser répéter pendant quinze ans, à son adresse, des paroles inutiles et des protestations vaines » [123].

Napoléon III fit savoir à Guyard Delalain qu'il verrait avec déplaisir les interpellations que celui-ci comptait adresser de nouveau au sujet des affaires polonaises.

La diplomatie russe fut informée en détail de cet incident. Alexandre II, lui-même, exprima au duc de Montebello combien il était satisfait de cette intervention personnelle de l'empereur. Le langage de Billault — ajouta le tzar — avait d'une façon digne et franche exprimé la pensée loyale de la France. Gortchakow, au nom de son souverain, remercia aussi le duc de Morny, qui avait pris part à cette action de la cour des Tuileries [124].

Le dialogue amical entre Paris et St. Pétersbourg ne fut donc pas interrompu. Le cabinet français consentait à ne pas aborder la question polonaise, mais il avertit la Russie qu'il était nécessaire de trouver le moyen de mettre rapidement fin aux troubles de Pologne. Or, cela exigerait des concessions encore plus larges que celles faites à Wielopolski. L'intérêt national russe refusa de nouvelles négociations avec les Polonais ou au sujet des Polonais.

La convention fut présentée au gouvernement français, aussi bien par la diplomatie prussienne que par la diplomatie russe, comme un arrangement ayant pour objet de maintenir la sûreté des relations commerciales entre les deux parties contractantes et d'empêcher le pillage des caisses de

---

123) Ces paroles eurent un grand retentissement. L'acceptation de la France de s'associer à une protestation anglaise à St. Pétersbourg, mars 1863, fut interprétée par toutes les capitales comme le désir français d'obtenir de la Russie des concessions essentielles pour les Polonais. Aussitôt que l'adhésion du gouvernement français fut connue, commencèrent à parvenir à Paris les offres des alliances offensives.

Le langage prudent de Billault fut critiqué par la presse parisienne. « Les explications qui ont lieu à propos de la Pologne — constata la « Gazette de France » du 7 février — ont amené une déclaration de M. Billault on ne peut plus nette, on ne peut plus catégorique. Les Polonais n'ont rien à espérer du gouvernement. C'est vainement qu'on a rappelé le dévouement de ce peuple pour la fortune et les armes de la France en différentes occasions. M. Billault s'est montré inflexible ». Les commentaires des autres journaux étaient dans le même sens.

124) AE. Russie, 18-II-1863.

En même temps Napoléon fit savoir aux Polonais qu'ils ne devaient compter sur aucun appui de sa part. Mickiewicz: Emigracja Polska, p. 38.

Cette intervention auprès des Polonais liés au parti « rouge » eut lieu avant la convention d'Alvensleben. Lorsque Napoléon voulut que le soulèvement se prolongeât il s'adressa à l'Hôtel Lambert.

la douane. Afin d'atteindre ce but, les troupes de chacune des deux puissances pourraient respectivement poursuivre les insurgés au-delà de la frontière de l'autre, jusqu'au point où l'on trouverait une force nationale suffisante.

Bismarck ajouta son propre commentaire et fit ressortir l'impossibilité dans laquelle se trouvait la Prusse de tolérer un Etat polonais indépendant; il précisa qu'elle pourrait plus facilement supporter la présence française en Belgique que celle de la Pologne sur la Vistule [125]. Au cours de la conversation qu'il eut avec Talleyrand, ambassadeur français à Berlin, le premier ministre souligna aussi l'intérêt qu'avait la France de voir la fin rapide du soulèvement. Sa prolongation risquait d'entraîner le renouvellement de la triple alliance entre les puissances copartageantes [126]. Cette éventualité n'avait jamais encore laissé indifférente l'opinion publique et les gouvernements français.

En même temps, le cabinet de Paris observait attentivement les réactions anglaises. John Russell répondit évasivement aux questions de l'ambassadeur français: il attendait visiblement des renseignements plus amples pour exprimer officiellement une opinion [127]. Mais, dans sa correspondance privée, le ministre anglais soulignait la force et la persévérance des insurgés [128].

Drouyn de Lhuys tâcha d'expliquer à lord Cowley l'attitude de son gouvernement. Celui-ci ne désirait point s'immiscer dans les affaires polonaises et se brouiller ainsi avec la Russie. Il espérait que le tzar pourrait par des mesures prudentes et conciliantes prévenir l'extension de l'insurrection. Il lui répéta les termes de ses conversations avec le comte de Goltz et le baron de Budberg. L'empereur tenait beaucoup à un échange d'idées avec le cabinet de Londres sur l'opportunité d'une démarche commune relative à la convention du 8 février. Le gouvernement impérial serait prêt à se joindre à une note anglaise à ce sujet, note qu'on enverrait aussi bien à Berlin qu'à St. Pétersbourg, et dont la forme et les termes étaient encore à fixer d'un commun accord. Drouyn de Lhuys se demandait si les deux capitales occidentales ne devaient pas tenter d'associer l'Autriche à cette communication diplomatique et de rompre ainsi cette funeste coalition qui avait toujours empêché le rétablissement de la Pologne. Elles pourraient évoquer le problème en se référant aux privilèges garantis aux Polonais par les traités de 1815. La monarchie danubienne devrait en ce cas rétablir l'indépendance de Cracovie, supprimée à l'instigation de la Russie. On demanderait aussi à la Prusse de s'en tenir au traité de Vienne, et, en assurant ainsi à la nation polonaise la liberté de sa vie nationale et de sa propre administration à laquelle elle avait droit, on pouvait espérer une longue période de calme en Pologne. L'empereur n'avait aucun désir d'obtenir en faveur des Polonais plus que ce que stipulaient les traités, mais il désirait éviter que la question polonaise fût évoquée tous les dix

---

125) Bismarck, 11-II-1863. APP. III, No. 173.

126) AE. Prusse, 13-II-1863.

127) AE. Angleterre, 19-II-1863.

128) PRO. 116, 12-II-1863.

Clarendon constata encore le 8 février: « I was with Palmerston for some time on Friday and found him more occupied about Greece than any other subject ». - Clarendon à Hammond, 8-II, FO. 391/4.

ans, et qu'elle menaçât la tranquillité de l'Europe. La France — ajouta Drouyn de Lhuys — repoussait l'idée d'une guerre. Napoléon était parvenu à cet âge où l'activité physique commence à décliner et il lui serait difficile de prendre part à une campagne militaire et encore plus pénible de laisser à un autre la gloire de mener ses armées à la victoire [129].

Le fait que la diplomatie du Second Empire fût prête à invoquer les traités de 1815 en faveur de la Pologne prouvait, plus que tout autre argument, sa répugnance à intervenir dans l'affaire polonaise. Le cours que prendraient les événements dépendait de la Russie et de son attitude à l'égard des insistances françaises. La Russie avait à choisir entre l'entente avec la France qui comportait, en contrepartie, des concessions aux Polonais — ou une répression brutale avec toutes les complications internationales qui en découleraient.

La nouvelle de la conclusion de la convention prusso-russe changea radicalement l'attitude de la plus grande partie de la presse parisienne. Elle abandonna sa position d'attente et commença à se prononcer pour une intervention active en faveur des Polonais. « La convention arrêtée entre la Prusse et St. Pétersbourg est triste à plus d'un point de vue... C'est la rupture de neutralité. La Prusse, par le fait de cette convention, se déclare en état de guerre avec les insurgés de la Pologne » [130]. « Les affaires de Pologne et la convention prusso-russe ressemblent beaucoup au préambule de graves événements européens » [131]. « L'émotion grandit d'heure en heure au récit des misères de ce malheureux pays et les violences de ses oppresseurs soulèvent partout une énergique réprobation. Cette protestation suprême d'un peuple qui ne veut pas mourir sera-t-elle « vaine »? Nous souhaitons le contraire, et certains symptômes semblent nous donner le droit d'espérer mieux de la France que « d'inutiles paroles » [132]. « Si la Prusse intervient en Pologne du consentement de la Russie, elle légitime toutes les interventions que la France et l'Angleterre peuvent lui opposer. Ainsi la question se généralise et se résoudrait bientôt en une guerre générale » [133]. L'« Opinion Nationale » demanda la guerre au nom de l'intérêt français. « Si les Polonais triomphent, c'est la France qui aura triomphé sur les bords de la Vistule, s'ils succombent, leur défaite sera un échec pour notre influence et pour la cause que nous représentons... La Pologne reconstituée, c'est le faisceau de la coalition rompu à tout jamais en Europe; c'est la Russie déchue du rôle de puissance occidentale qu'elle avait usurpé depuis un siècle » [134]. Le commentaire du « Siècle » fut identique: « La coalition du Nord se renouerait-elle?... Il ne s'agit plus aujourd'hui de détruire dans la Baltique la flotte russe, il s'agit, conformément à des traités qu'on n'invoque jamais que contre la France, de rétablir ce royaume de Pologne qui est l'avant-garde de la civilisation » [135].

---

129) Cowley. 17-II, 20-II-1863. Filipowicz: No. 44, 50, 51. Russell à Cowley, 21-II-1863, ibid. No. 52.

130) Courrier du Dimanche 22-II.

131) Gazette de France 22-II.

132) Journal des Débats 27-II.

133) Monde 19-II.

134) Opinion Nationale, article de Guéroult, 16-II.

135) Siècle 17-II.

Deux journaux seulement préconisaient la passivité; la « France » au nom de l'amitié franco-russe [136], et la « Presse »; dans celle-ci Emile de Girardin était « pour la passivité, parce qu'il ne croyait pas à la reconstitution de la Pologne par une nouvelle campagne de Russie, entreprise par la France ». Et il ajouta: « Journalistes et publicistes, vous qui vous indignez de tout le sang polonais qu'on répand à flots, soyez donc moins prodigues du sang français que vous seriez prêts à faire couler si facilement » [137].

Tous les rapports des diplomates à Paris soulignaient la nervosité de l'opinion publique. « Les préoccupations, concernant le traité entre la Prusse et la Russie relativement aux troubles en Pologne, ont momentanément refoulé les autres questions au second plan » [138]. « La question polonaise prend un développement qui la met au rang des questions politiques les plus sérieuses, susceptibles des complications les plus diverses, et pouvant intéresser à un haut degré la sécurité de l'Allemagne » [139]. « On doit constater que le mouvement qui s'est prononcé ici avec une grande vivacité en faveur de la Pologne n'a pris son véritable élan que du jour où l'existence de la Convention prusso-russe a été révélée » [140]. « L'agitation relative à la Pologne et à la convention prusso-russe a pris des proportions extraordinaires dans la presse française et anglaise, celle-ci surtout ne garde aucune mesure » [141]. Le ministre de Hesse croyait voir une « analogie parfaite » de ce mouvement de l'opinion avec celui qui avait précédé les guerres de Crimée et d'Italie [142]. La coopération du parti catholique, qui avait un très grand poids dans les conseils de l'empereur, était, d'après le ministre, l'élément le plus dangereux dans cette question. Il craignait que, réuni cette fois au Palais Royal, il entraînerait le gouvernement « dans une entreprise des plus dangereuses » [143]. « Les anciennes sympathies pour

---

136) « La France satisfaite par des redressements nécessaires, remontée au rang qui lui appartient, ne doit pas demander à la Russie de rendre à la Pologne son indépendance; une telle indépendance n'est pas dans l'intérêt français ». - France 25-II.

137) Presse, 26-II.

Tous ces articles parurent après la première manifestation de Paris en faveur de la Pologne. Elle avait été organisée le 3 février par les étudiants après le cours de Saint-Marc Girardin, professeur de littérature française.

« Jusqu'ici les écoles seules se sont véritablement émues » — constata le 13 février le ministre de Hesse à Paris.

138) Rapport de Paris, 21-II, Geheimes Staatsarchiv, Frankreich 1863.

Cowley, ambassadeur d'Angleterre, manda de Paris: « The feeling of this country is warming again in favour of the Poles. The Emperor has taken up their cause partly from a religious feeling, partly from wishing to turn attention elsewhere than to Italy and partly from a hope that by advocating it He may join population with the Faubourg St. Antoine etc. The Public Press too, particularly the Papers which are supposed to be under government influence, have not been very mild lately towards Prussia, and there has been for the last two days considerable agitation in the political and monied world ». - Lettre privée de Cowley à Russell, 20-II, AR. H 50.

I have to acknowledge the gracious permission of Her Majesty the Queen to make use of material from the Royal Archives, Windsor Castle.

139) Rapport de Paris, 21-II, Generallandesarchiv Karlsruhe, Diplomatische Specialakten Russland, No. 48/3009.

140) 25-II, ibid.

141) Rapport de Paris, Staatsarchiv Darmstadt, Gesandtschaften 28b, 24-II.

142) 26-II, ibid.

143) 5-III, ibid.

la Pologne se sont réveillées dans le public au son des clameurs entonnées subitement par la presse tout entière... nous en sommes arrivés aujourd'hui aux plus beaux jours de l'enthousiasme polonais. Une harmonie touchante règne parmi les journaux et on monte l'opinion publique, qui ne demande pas mieux, au diapason voulu » [144]. Les rapports des diplomates américains n'étaient pas différents [145].

L'effervescence de l'opinion publique française et le déchaînement de la presse contre la convention inquiétaient Bismarck au point qu'il permit à l'ambassadeur prussien de communiquer le texte de cet accord à Napoléon III. Le comte de Goltz le fit le 20 février. Après la phrase qui stipulait que les détachements respectifs pourraient, en cas de besoin, franchir la frontière, l'empereur interrompit la lecture: « C'est donc bien cela ». L'ambassadeur répondit que, tant qu'il n'y aurait pas de bandes d'insurgés sur le territoire prussien, l'éventualité de l'entrée dans le Royaume ne se réaliserait pas, et que par conséquent cette stipulation resterait lettre morte; qu'il savait d'ailleurs que les instructions données aux chefs des détachements prussiens leur recommandaient expressément de ne prêter leur concours qu'en cas de nécessité absolue. Napoléon répliqua que l'intervention avait toujours été autorisée en principe. Goltz fut frappé par le fait que l'empereur n'eût pas remarqué la clause donnant une autorisation analogue aux troupes russes. La discussion ne concerna que l'attitude qu'adopterait la Prusse. Napoléon souligna dans sa réponse qu'il considérait la convention avec la Russie d'autant plus comme une faute que la portée [146] de cet acte dépassait l'importance pratique que la Prusse lui avait attribuée. Il fit ensuite allusion à la nécessité d'agir que pourrait lui imposer l'opinion publique, unanime en faveur de la cause polonaise. En ce qui concernait une éventuelle occupation du Royaume par l'armée prussienne et l'impossibilité pour la Prusse de tolérer un Etat indépendant polonais, il répliqua que celui-ci avait pu vivre de 1815 à 1830 à côté d'un Royaume autonome ayant une armée nationale [147].

---

144) Metternich, 22-II, rapport 8 A-G, HHS. Frankreich 75.

145) « The Public mind of Europe at this moment is almost exclusively preoccupied with Poland and the Poles. The sympathies of all ages, sexes and conditions are ardently enlisted for the success of the patriots. The King of Prussia, in espounsing the case of the Czar has rendered himself the most odious of monarchs. He has no alternative but to retrace his steps if he would avoid his overthrow and save his realm from dismemberment. I believe that the revolt of the Poles will be again stifled, and that the old partitioning allies will continue to hold them in subjugation for a period at least far beyond the present ». Mann, Bruxelles, à Benjamin, 27-II. ORN.

« The sympathy with the Poles would be regarded as in entire harmony with what is called the traditional policy of France, and with the current of popular sentiment. At this precise moment much apprehension is entertained of serious difficulty growing out of these events. But I am inclined to think that no nation is quite prepared to face the possibility of the breaking out of a general war... In the meantime, however, the favorable interval should be improved by the military action in America. This is all needed to protect us from the possibility of European intervention ». - Adams. Londres, à Seward, Diplomatic Correspondence, 26-II.

« The insurrection of Poland has driven American affairs out of view for the moment. A disturbance on the continent, especially in Central Europe, is so near at hand and touches the interests of so many of the crowned heads of these countries, that distant events fall out of sight until these more immediate troubles are settled ». Dayton, Paris, à Seward, 23-II, ibid.

146) Bismarck écrivit en marge: « il n'en a pas compris la portée. La convention avait été un grave échec à la politique de Gortchakow, le tzar y avait désavoué la politique polonisante de son vice-chancelier et celle du grand-duc Constantin ».

147) Goltz, 20-II-1863. APP. III, No. 206.

La réponse française à la communication autrichienne du 11 février a été donnée le 19 du même mois. Elle tenait compte du revirement de la situation diplomatique opéré par la signature de la convention d'Alvensleben. Drouyn de Lhuys souligna la modération des mesures prises par le gouvernement de François-Joseph. Il fit observer que la politique polonaise de la monarchie des Habsbourg au cours du dernier siècle n'avait pas été identique à celle de la Russie et de la Prusse. Cette différence de comportement n'avait pas échappé aux habitants de la Galicie et elle n'était pas restée sans influence sur leurs dispositions envers l'Autriche. Celle-ci était sûre d'avance de l'approbation des puissances européennes. Drouyn de Lhuys pensait que la France, en toute éventualité, serait disposée à tenir compte à l'Autriche des services qu'elle aurait rendus et même, au besoin, des sacrifices qu'elle aurait faits à l'intérêt général [148].

Napoléon III au cours de ses conversations avec Metternich déclarait que le cabinet de Vienne pourrait prendre la direction des événements s'il continuait à pratiquer son habile politique et que lui-même l'aiderait volontiers en cela. Drouyn de Lhuys commença à parler d'une entente avec l'Autriche et l'Angleterre. Il voulait en outre savoir si Vienne céderait à la Russie, comme la Prusse, au sujet de la convention militaire [149].

* * *

Le 21 février la France proposa à l'Autriche et à l'Angleterre d'envoyer au gouvernement de Berlin une note commune relative à la signature de la convention. Les termes de cette communication seraient notifiés à St. Pétersbourg [150]. Dans une note au baron Gros, ambassadeur de France à Londres, Drouyn de Lhuys fit ressortir les inconvénients que la situation de la Pologne présentait pour l'Europe. L'opinion de l'Angleterre était certainement la même que celle de la France. L'expérience avait confirmé les jugements portés au nom du droit public. Le temps n'avait pas fait disparaître la question polonaise. Toujours prompte à renaître avec chaque génération, elle était une source permanente de difficultés. Il constata avec satisfaction que les deux cours n'avaient pas rallié l'Autriche à leur arrangement du 8 février. L'accord des trois capitales copartageantes avait toujours été pour les cabinets de Paris et de Londres le principal obstacle à une politique polonaise. Aujourd'hui la monarchie danubienne, guidée par une vue plus réaliste de ses intérêts et obéissant à une politique plus libé-

---

148) AE. Autriche, 19-II-1863.

149) Metternich, 15-II, 18-II, HHS. Frankreich 75.

150) Le projet de cette note disait: « Un semblable accord (du 8 février) n'a pas seulement pour conséquence d'étendre le théâtre des hostilités, il crée une situation nouvelle et transforme un incident des affaires de Pologne en une question européenne. Le gouvernement impérial est loin de méconnaître que la Cour de Prusse, en raison du voisinage, avait des devoirs internationaux à remplir en présence des événements actuels. Il n'aurait pas eu le droit de s'étonner des mesures de précaution et de surveillance qu'elle aurait cru devoir prendre pour faire obstacle à toute contrebande de guerre. Mais une opération, même limitée, que ne justifiait d'ailleurs aucun symptôme menaçant dans les provinces polonaises de la monarchie prussienne, dépasse les obligations tracées au Cabinet de Berlin par le droit public. Elle semble procéder de la pensée préconçue d'une solidarité politique que les traités européens n'ont pas établie en réglant le sort de la Pologne, et dont les intérêts généraux pourraient avoir à souffrir. Aussi l'opinion publique s'en est-elle vivement émue, et l'inquiétude qu'elle en a ressentie n'aura point échappé au gouvernement de Sa Majesté le Roi de Prusse. Le gouvernement de Sa Majesté l'Empereur considère de son côté, comme un devoir envers lui-même et envers l'Europe de signaler à la Cour de Berlin les préoccupations causées par les arrangements qu'elle a conclus avec le cabinet de St. Pétersbourg ».

rale, demeurait étrangère à ce concert. Elle avait pris les mesures nécessaires pour maintenir le calme et l'ordre en Galicie et pour remplir ses devoirs de bon voisinage envers le gouvernement russe; mais elle s'était abstenue de faire cause commune avec les deux autres puissances. Il importait donc de ne rien négliger pour rompre cette solidarité qui existait depuis un siècle entre ces trois Etats dans le problème polonais [151].

Dans sa note à Vienne le ministre de France soulignait la différence entre la politique polonaise de l'Autriche et celle de la Prusse et de la Russie. Il croyait que Berlin prêtait son concours à St. Pétersbourg en échange de l'aide qu'apportait la cour d'Alexandre II à la politique prussienne en Allemagne. Il était important pour le gouvernement d'Autriche de ne pas rester isolé dans une crise aussi grave que celle qui se produisait [152].

En même temps le cabinet français protesta, une fois de plus, de ses meilleurs sentiments envers la Russie. Napoléon III, au cours d'une conversation avec le Baron Budberg, insista sur la nécessité de mettre rapidement fin à l'insurrection. L'effervescence de l'opinion publique devenait de plus en plus grande; elle pourrait l'entraîner vers des initiatives qui seraient opposées à ses désirs et à ses intentions personnelles [153].

Drouyn de Lhuys, de son côté, réitérait ses conseils de modération et de réserve au consul à Varsovie. Celui-ci devait observer attentivement non seulement les réactions polonaises, mais aussi ses collègues allemands, leurs rapports réciproques, ainsi que leurs relations avec les autorités russes [154].

Le gouvernement français décida donc d'agir dans la question polonaise que la convention d'Alvensleben avait posée sur le plan international [155]. Mais, la diplomatie impériale voulait protester auprès du cabinet de Berlin, non auprès de celui de St. Pétersbourg, qui serait seulement informé des termes de la note. Napoléon III, malgré la convention qui l'offensait personnellement, s'efforçait de maintenir ses bons rapports avec la cour de Russie; il insista néanmoins dans sa conversation avec Budberg sur la nécessité de trouver une fin rapide à l'insurrection, sans toutefois préciser comment; il laissa l'initiative au gouvernement russe. Cette conversation était un avertissement délicat à l'adresse du tzar; Alexandre II devait résoudre le problème polonais sans attendre des notes officielles des puissances occidentales.

Un autre trait caractéristique de l'initiative française était la différente

---

151) AE. Angleterre, 21-II-1863.
Le 22 février, donc avant d'avoir reçu la dépêche du jour précédent, Gros télégraphia de Londres que Russell lui avait demandé s'il n'était pas chargé de lui faire « une communication relative à une démarche identique de nos deux gouvernements ».

152) AE. Autriche, 21-II-1863.

153) Napier de St. Pétersbourg, à Russell, 3-III. Filipowicz, No. 173.

154) AE. Russie, Varsovie, 23-II-1863.
La diplomatie officielle devait donc observer une attitude réservée, la diplomatie secrète conseillait la poursuite de la lutte.

155) Le « Constitutionnel » du 21 février constata: « En un mot, nous sommes restés fidèles au programme tracé depuis longtemps: être prudent à Varsovie et libéraux à St. Pétersbourg. Les choses changent aujourd'hui de face. Au début, l'insurrection pouvait être considérée comme un fait de politique intérieure. Par son ingérence, la Prusse vient de la transformer en question européenne ».

appréciation des attitudes qu'avaient prises envers le mouvement polonais l'Autriche d'une part, et la Prusse et la Russie de l'autre part.

La proposition française d'une note à Berlin rencontra une vive résistance à la cour d'Angleterre. La reine Victoria était la belle-mère du Kronprinz; elle était devenue, après la mort de son mari, peut-être encore plus pro-allemande que celui-ci ne l'avait été. Elle ne pouvait accueillir le projet français qu'avec grande méfiance. L'initiative de Paris menaçait de provoquer une guerre contre l'Allemagne et en conséquence l'apparition de l'armée française sur les bords du Rhin [156]. La pression de la cour s'imposa à John Russell, qui avait d'abord partagé l'opinion de la France sur les événements de Pologne et avait été enclin à accepter l'idée d'une démarche; il présenta avec une certaine animosité, à la réunion du cabinet, la dépêche française [157] qu'il avait d'abord trouvée « très anodine ». Il supposait d'ailleurs que si cette proposition restait infructueuse « l'empereur ne s'en tiendrait pas là ». Apponyi, ambassadeur d'Autriche, saisit l'occasion qui lui avait était offerte par Russell, pour lui dire que si d'une part l'Autriche avait cru opportun de ne pas prendre une attitude conforme à celle de la Prusse, elle serait, d'autre part, tout aussi peu disposée à s'associer aux démarches que lui proposait le cabinet de Paris; la position de l'Autriche lui imposait une grande réserve et lui faisait désirer de garder une neutralité absolue dans cette question polonaise, afin de ne pas la compliquer. Le gouvernement de Vienne, ajouta Apponyi, saurait gré à celui de Londres de ne lui faire aucune proposition [158].

Palmerston expliqua au gouvernement autrichien la politique anglaise à l'égard du soulèvement polonais. Il rappella à Klindworth qu'il avait vu depuis longtemps que Wielopolski n'était pas sincère, qu'il y avait chez lui « trop de louche », et que celà l'empêchait de réussir à sa tâche, d'ailleurs fort difficile. C'était un ancien axiome qu'il ne fallait jamais rien entreprendre sinon ce dont on saurait raisonnablement persuader ses concitoyens; le marquis avait échoué parce qu'il avait enfreint cet axiome. D'ailleur, l'absolutisme libéral ne réussissait nulle part, témoin le gouvernement de Louis-Napoléon. Palmerston, lui-même désirait « sincèrement » que le gouvernement russe parvînt promptement à abattre le mouvement insur-

---

156) La reine Victoria affirma dans sa lettre du 23 février: « The Queen earnestly thinks we shall not interfere in this insurrection. Nothing the beloved Prince dreaded so much as any interference in the Polish Affairs. The Emperor Napoleon is dying for an opportunity to be on the Rhine, and we must take care not to give him a pretence for it ». - AR, H 50.

157) Gros, Londres, 22-II, 24-II, AE. Angleterre. Victoria: Letters, pp. 66-69.

158) Apponyi à Rechberg, 25-II, HHS. England 60.

En même temps Bernstorff informa Bismarck: « Russell hat mir zu verstehen gegeben, dass durch die Rückäusserung nach Paris noch einige Tage von der Absendung der Depesche vergehen würden und daher noch Zeit für uns vorhanden wäre, durch eine zuvorkommende Erklärung die Absendung unnötig zu machen ». - APP. III, No. 252, 26-II.

Le même jour Russell écrivit à Bulwer, ambassadeur d'Angleterre à Constantinople: « Brunnow has brought me a despatch from Gortchakoff with great delight. Gortchakoff says he is in favour of the "pensée d'apaisement". The meaning of this is "we are too busy in putting down rebellion in Poland to afford time for exciting rebellion in Turkey" ». - PRO. 116, 26-II.

Tout autre était l'opinion de la diplomatie russe. Werther manda de Vienne à Bismarck: « Lord Bloomfield machte mir gestern die Bemerkung, dass seit dem Beginn der neuesten polnischen Wirren Fürst Gortschakow gegen Oesterreich, England und die Türkei in den türkischen Fragen sehr milde und versöhnlich auftrete. Hiermit im Zusammenhang dürfte eine Befürchtung stehen, welche mir Herr von Balabine andeutete, als ob nähmlich das englische Kabinett den Sultan bei seiner Neigung, das alte Regime ohne Beibehaltung des Tanzimats wiederherzustellen, in Kriegs - und Eroberungsplänen zu erhalten suche ». - Werther, Vienne, à Bismarck, 25-II, APP. III, No. 245.

rectionnel. Le concert entre la France et l'Angleterre, au sujet de la Pologne n'était pas possible. « Je m'entends parfaitement avec l'Empereur Napoléon sur ce qu'Il me dit [159] — affirma le premier ministre d'Angleterre — mais non pas sur ce qu'Il ne me dit pas; ce qui est à présent, ne nous sépare pas, mais ce qui arrivera peut-être demain, pourrait bien nous désunir ». La sagesse et la prudence conseillaient à l'Angleterre de ne point s'embarquer avec la France dans les mêmes remontrances qui la forceraient peut-être à aller plus loin qu'elle ne voudrait, en se privant, à cet endroit, d'une liberté d'action qu'elle voudrait, au contraire, conserver intacte. « Louis Napoléon n'en veut pas autant à la Russie qu'à la Prusse, les affaires de la Pologne l'intéressent sans aucun doute, mais beaucoup moins que celles de l'Allemagne. Et voilà la raison principale pourquoi je ne puis m'entendre avec lui ». D'ailleurs il n'était point dans l'intérêt de l'Angleterre de voir une Pologne indépendante qui deviendrait « un Etat dont la France serait le suzerain » [160].

Le 1er mars lord Cowley informa le gouvernement impérial que l'Angleterre refusait de s'associer à la proposition de Paris. Etant donné l'opposition de l'opinion publique en Prusse, elle espérait que la convention resterait lettre morte [161].

Le même refus parvint aussi de Vienne. Rechberg fit ressortir la différence entre la position de l'Autriche et celle des puissances occidentales à l'égard de la question polonaise. La cour de Vienne ne voulait pas éveiller en Galicie des espoirs qu'elle serait obligée de décevoir. Elle désirait maintenir son attitude de stricte neutralité. La Prusse avait invité le cabinet de l'empereur François-Joseph à adhérer à la convention de Saint-Pétersbourg et l'offre avait été déclinée, comme l'était maintenant la proposition française [162].

* * *

Malgré le refus des gouvernements autrichien et anglais l'initiative de la diplomatie impériale influença — sans que Paris s'en doutât — le cours des événements, notamment pour ce qui fut de la politique de Berlin.

La mission d'Alvensleben ne rencontrait aucun enthousiasme chez les Russes. Déjà le 4 février Tegoborski, directeur de la chancellerie diplomatique du grand-duc Constantin, s'était étonné de la publicité faite par la Prusse à l'envoi à Varsovie de la mission militaire chargée de s'entendre avec l'armée russe sur la question de l'aide à lui prêter contre les insurgés. Tout en reconnaissant la courtoisie d'un tel geste, il n'avait pas pu se rendre exactement compte de ce qui l'avait motivé. Les troupes russes du Royaume n'avaient pas besoin de la coopération des troupes étrangères. Tout ce qui importait pour le moment, c'était que les Prussiens surveillassent leurs frontières le mieux possible pour empêcher les insurgés de trouver refuge chez eux. L'envoi de trois officiers semblait donner à l'affaire une importance exagérée; un seul aurait suffi [163].

La signature de la convention avait profondément blessé l'opinion publique russe. Elle se demandait si la monarchie des Hohenzollern jouerait

---

159) « Ceci fut articulé d'une façon ironique » — précisa Klindworth.

160) Les conversations de Klindworth avec Palmerston, 27 février-4 mars. HHS., Belgien 26.

161) AE. Angleterre, 2-III-1863.

162) AE. Autriche, 27-II.

163) Lutostański, No. 320.

le rôle que le tzar Nicolas avait joué autrefois en Hongrie [164]. Les Russes n'avaient jamais admis l'interprétation que le premier ministre de Prusse avait, dans les premiers jours du soulèvement, voulu donner à l'arrangement. La cour de St. Pétersbourg avait non seulement rejeté l'offre de Berlin d'une intervention active contre les insurgés, mais Gortchakow essayait même de restreindre sa portée pratique. Il demanda à Bismarck que les troupes prussiennes s'abstinssent de franchir la frontière pour ne pas fournir matière à des réclamations de la part des cabinets occidentaux [165].

A Berlin, les milieux gouvernementaux constatèrent très vite l'impopularité chez leurs partenaires de l'entente conclue à St. Pétersbourg. L'accueil, à Varsovie, fut très froid, aussi bien de la part de Wielopolski que de celle du grand-duc Constantin. « Ces gens-là ne veulent ni nos conseils ni notre concours » [166].

En outre, les nouvelles qui avaient commencé à parvenir de Paris n'étaient pas destinées à calmer les esprits. En France l'opinion prenait fait et cause pour l'insurrection; la convention, qui avait eu pour but de mettre rapidement fin au mouvement polonais, provoquait, au contraire, le déchaînement du public, qui, à son tour, obligeait les cabinets européens à s'occuper de la question dans les notes diplomatiques. L'animosité avait surtout la Prusse pour objet, la Prusse qui par son initiative avait placé le problème polonais sur le plan international, et qui par sa position géographique même pouvait devenir le champ de bataille des grandes puissances. Le Second Empire n'aurait jamais un meilleur prétexte pour promener ses armées sur les bords du Rhin [167].

Ce fut donc sous l'influence des rapports que le comte Goltz lui envoyait de Paris [168] que Bismarck accepta avec empressement la suggestion russe [169]. Il admit que jamais il ne s'était agi d'intervention, mais de mesures concertées en commun dans une question où les intérêts des deux capitales étaient solidaires, que la puissance de la Russie, de même que celle de la Prusse, excluaient la possibilité d'une semblable intention, qu'il n'avait été question que de mesures de police militaire. Bismarck souligna qu'il lui paraissait nécessaire, étant donné les nouvelles envoyées par Goltz, de ne rien précipiter et de borner l'action de la Prusse à la surveillance des frontières, sans coopération même partielle au-delà du territoire prussien. « Notre convention subsiste tout entière — observa-t-il — mais il est évident que vous ne voudrez pas donner lieu, en insistant sur son exécution, à ce que la France mette de son côté un corps d'observation sur notre frontière occidentale ». L'ambassadeur de Russie nota avec soulagement: « l'arrangement Alvensleben est ainsi ramené à sa véritable

---

164) AE. Russie, 27-II. Redern, 24-II-1863. APP. III, 241.

165) Bismarck à Roon, 22-II. Bismarck à Redern, 22-II-1863 APP. III, No. 216, 219, 221.

166) Bernhardi, V, p. 33.

167) « Le sort donne inopinément le Rhin aux mains de Napoléon III » — nota le 23 février Disraeli. - Buckle: The Life of Disraeli, vol. IV, p. 335.

168) Oubril, 22-II. APP., III, No. 226.

169) Bismarck à Redern, 22-II. « M. d'Oubril vient de me dire que le cabinet impérial (russe) est d'avis qu'il était urgent, dans ce moment, de ne pas franchir la frontière, de part et d'autre, pour ne pas fournir matière à des réclamations de la part des cabinets étrangers ». APP. III, No. 221.

portée » [170]. En même temps la cour de St. Pétersbourg apprit que le premier ministre du cabinet de Berlin, pour prévenir une démarche française, avait autorisé son représentant à Paris à communiquer au gouvernement français le texte de la convention, et cela sans la permission préalable de la diplomatie russe [171].

Bismarck s'efforça alors de sortir de la fausse position où il se trouvait. Il adressa aux agents diplomatiques de la Prusse une circulaire qui indiquait que les stipulations de l'accord du 8 février ne touchaient en rien la neutralité et que sur le plan pratique la Prusse interpréterait dans le sens le plus étroit ceux de ses articles dont la teneur pourrait mener trop loin. Il leur enjoignit de faire comprendre aux autres gouvernements que toute protestation étrangère à ce sujet serait inopportune [172]. Il fit aussi circuler le bruit que cet arrangement avec la Russie avait été signé à son insu et que c'était Manteuffel qui avait été l'inspirateur de la mission d'Alvensleben [173]. « Bismarck devient de plus en plus inquiet » — nota le Kronprinz — [174].

La presse officieuse de Berlin, si ardente une semaine plus tôt à mettre en relief les avantages de la convention, cherchait maintenant à la faire oublier.

En même temps le cabinet de Guillaume Ier surveillait attentivement toutes les réactions de la diplomatie et de l'opinion publique française. Déjà le 13 février, en apprenant le désir de la Prusse d'occuper le Royaume, Talleyrand avertit Bismarck que la France pourrait être amenée par la force des circonstances à tenir un langage plus énergique qui, peut-être, ne serait pas conforme à la politique poursuivie par la Prusse. Le premier ministre répliqua en faisant allusion à la triple alliance des puissances copartageantes [175].

Dix jours plus tard le président du conseil adoptait une attitude un peu différente. Il « comprenait la sympathie générale qu'inspirait en France la question polonaise, mais du point de vue prussien elle changeait d'aspect ». Tout le monde savait à Berlin que la résurrection de la Pologne serait un « arrêt de mort pour la monarchie ». Des trois capitales copartageantes, celle de la Prusse était peut-être la seule qui ne pût abandonner le lot qui lui était échu. « Quant à moi — ajouta Bismarck — s'il me fallait opter, je préférerais voir la France s'emparer de la Belgique, s'étendre même au-delà de ses frontières, que la Prusse renoncer aux avantages territoriaux que lui a fait le partage de la Pologne ». Sur la remarque de l'ambassadeur que l'entente avec la Russie avait été inutile, il répondit que l'accord signé à St. Pétersbourg avait découragé le soulèvement et stimulé les Russes dont on avait pu craindre les défaillances. Quand Talleyrand lui fit remarquer que la Russie avait une force matérielle suffisante pour vaincre le mouvement polonais, Bismarck répondit qu'il y existait un parti libéral important qui s'était depuis longtemps prononcé pour l'abandon

---

170) Oubril, 22-II, 23-II-1863. APP. III, No. 227, 228, 235.

171) Oubril, 22-II-1863. APP. III, No. 226.

172) AE. Allemagne 22-II-1863.

173) Bernhardi V, pp. 37-38.

174) Friedrich III, 23-II-1863.

175) AE. Prusse 13-II-1863.

du Royaume. Ce parti voyait avec regret les sacrifices d'hommes et d'argent entrainés par le maintien de cette possession. S'il était Russe, il partagerait peut-être cette manière de voir. Le tzar Alexandre une fois lui avait dit textuellement: « j'ai cherché à gouverner la Pologne avec les Russes... je n'ai pas réussi, je vais essayer de la gouverner avec les Polonais; si le succès ne couronne pas mon entreprise, je ne sais pas, en vérité, ce que je ferai du Royaume » [176].

Cette conversation reflétait assez bien l'embarras de l'instigateur de la convention. Il n'hésitait pas à parler même de la frontière du Rhin afin de détourner la cour des Tuileries du problème polonais. Ses arguments sur l'impossibilité, de la part de la Prusse, d'admettre l'indépendance de la Pologne témoignaient d'une parfaite connaissance de la question.

Les rapports des ministres de Prusse résidant dans les capitales occidentales furent de plus en plus alarmants.

Bernstorff manda de Londres que l'excitation du public devenait de jour en jour plus grande et que même les amis de la Prusse critiquaient vivement l'attitude de ce pays à l'égard de l'insurrection. Le ton de la presse parisienne, et surtout du « Constitutionnel », effrayait l'opinion et elle craignait l'initiative militaire de la France. Le Parlement anglais applaudissait chaleureusement les orateurs qui attaquaient la politique du cabinet de Berlin. La situation était, d'après Bernstorff, critique. L'attitude des puissances occidentales rappelait par trop celle qu'elles avaient adoptée à la veille de la guerre de Crimée, après l'occupation des Principautés Danubiennes par les Russes [177].

Les nouvelles provenant de Paris étaient encore plus menaçantes. Drouyn de Lhuys n'excluait plus la possibilité d'une guerre; son opinion était partagée par lord Cowley [178]. Les milieux financiers constataient avec une anxiété à peine dissimulée que les dispositions d'esprit du gouvernement et de la presse officielle n'avaient guère été différentes à la veille des précédentes grandes campagnes du Second Empire [179]. C'était surtout le langage du « Constitutionnel » qui alarmait l'opinion et les cabinets européens [180].

Ce fut donc sous l'influence de ces nouvelles qu'évolua la politique prussienne. Le roi, lui-même, expliqua à l'ambassadeur anglais les raisons de la signature de la convention. Il y en avait trois. Au cours des événements de 1830 et 1831 toute la noblesse du Grand-Duché de Poznań avait rejoint les rangs des insurgés. En 1848 le soulèvement polonais dans les provinces orientales prussiennes avait recruté ses combattants parmi les classes populaires; on ne pouvait donc se faire d'illusions sur la loyauté des Polonais envers l'Etat prussien. La troisième raison avait été la plus importante: c'était la protection des intérêts de la Prusse. Le rétablissement de la Pologne aurait signifié pour elle la perte de Dantzig, car le nouvel Etat devrait toujours chercher un libre accès à la mer [181].

---

176) AE. Prusse 23-II-1863.

177) Bernstorff, 23-II, 25-II-1863. APP. III, No. 232, 243.

178) Cowley, 22-II-1863. Filipowicz: No. 56.

179) Goltz, 23-II-1863. APP. III, No. 233.

180) Son article du 21 février.

181) Buchanan, Berlin, 22-II. Filipowicz: No. 70.

En même temps qu'il fournissait aux diplomates occidentaux ces explications sur sa politique, le cabinet de Berlin essayait de modifier rapidement la convention elle-même.

Cette précipitation était bien compréhensible; Berlin connaissait l'initiative française et il craignait une sommation faite en commun à la Prusse par les puissances occidentales afin de la contraindre à renoncer à la convention. John Russell avisa le cabinet prussien qu'il pouvait, par une explication précise et prompte, rendre inutile toute démarche. L'Angleterre ne voulait point menacer la Prusse, et il ne s'agissait pas d'une demande faite par notes identiques, mais plutôt, en ce qui concernait Londres, d'un avertissement amical. Son gouvernement — ajouta le ministre anglais — tenait à informer la cour de Guillaume Ier, qu'il ne pourrait, en cas d'une attaque française, rien faire pour soutenir la Prusse. L'opinion publique anglaise ne le lui permettrait pas. Il était donc urgent que Berlin, par une déclaration de neutralité, écartât tout prétexte à une intervention active de Paris [182].

Bismarck informa donc l'ambassadeur de Russie que ce serait de la part du tzar un geste généreux que de renoncer à la convention, afin de dégager la position de la Prusse. La Russie voulait-elle le maintien de l'accord ou son abolition? Dans le premier cas, ce serait probablement la guerre contre la France et l'Autriche et peut-être même contre l'Angleterre. Le cabinet du roi serait ferme s'il était sûr du concours russe, mais il hésitait, doutant de la détermination d'Alexandre II d'accepter la lutte.

Or, Gortchakow, pour qui la mission et la convention d'Alvensleben avaient été des échecs personnels, n'admettait pas l'idée d'une déclaration commune sur la nullité de l'accord conclu. L'initiative de l'arrangement était venu de la Prusse, c'était donc aussi la Prusse qui devait annoncer son abrogation. « La Russie respecte toujours ses obligations » — souligna fièrement le vice-chancelier du tzar —. Ce fut Alexandre II qui facilita la retraite prussienne. Sous sa dictée personnelle l'attaché militaire prussien, Loën, rédigea une déclaration aux termes de laquelle les deux puissances consentaient à la révocation de la convention.

Mais, avant que parvînt la dépêche de Loën, Bismarck s'efforça d'expliquer aux ambassadeurs des capitales occidentales que c'était le gouvernement russe qui avait proposé la signature de l'accord. Alvensleben avait été surpris par ce projet que Gortchakow avait présenté sur l'ordre de son souverain. La signature n'avait pas été suivie d'une ratification, l'arrangement n'était donc jamais entré en vigueur [183].

Ainsi le refus anglais d'une note commune à Berlin et la bonne volonté personnelle du tzar épargnaient au cabinet prussien l'humiliation de la rétractation de la convention sous la pression étrangère.

La mission d'Alvensleben et l'accord signé par ce général eurent une grande influence sur les événements de l'époque. Mais dans les jours cri-

---

182) Bernstorff, 27-II-1863. APP. III, No. 260.

183) APP. III, No. 242, 248, 251, 252, 257, 258, 266, 268, 273, 275, 280, 283, 290.
Filipowicz: No. 67, 93, 115, 135, 190.
Feldmann: Bismarck, pp. 182-190.
Loën à Bismarck, 3-III: « Il /le tzar/ m'a dicté lui-même: Ne voyant pas la nécessité, vu la tournure des affaires, de mettre la convention en exécution, nous sommes d'accord de la regarder comme suspendue ». - APP. III, No. 293.

tiques de février 1863 tout l'effort de la diplomatie prussienne fut dirigé vers l'annullation de cet arrangement. Malgré la déclaration commune qui « suspendait » la convention le tzar conserva dans son esprit la conviction que le souverain de Prusse voulait l'aider. « Le roi vient au devant de moi » — répéta Alexandre ému.

Une fois de plus le partage de la Pologne unissait les Russes et les Prussiens.

Entre temps Cowley informa son ministre que le baron Budberg avait déclaré à Drouyn de Lhuys que la Russie ne pourrait jamais accorder aucune concession aux Polonais en cas d'une demande collective de deux ou plusieurs Etats, mais qu'elle serait toujours prête à écouter la seule voix de la France. Cette intervention du représentant russe n'indiquait aucunement le désir qu'avait St. Pétersbourg d'une franche et loyale conversation au sujet du problème polonais. Elle s'expliquait par l'état d'esprit des Russes qui étaient persuadés que le soulèvement touchait à sa fin et qu'ils pourraient bientôt exercer sur les Polonais une répression brutale, sans altérer pour cela leurs relations avec le Second Empire [183 bis].

John Russell ne craignait pas un rapprochement sur ce point entre l'empereur et le tzar. L'opinion publique française, aussi bien le parti catholique que les légitimistes, les orléanistes et les républicains sauraient — d'après le ministre anglais — prévenir cet « acte de suicide » [184].

Néanmoins la diplomatie anglaise jugea nécessaire de prendre une initiative afin de rendre impossible une entente franco-russe dans l'affaire polonaise. Il était toujours possible au gouvernement de St. Pétersbourg de se décider à apaiser le mouvement insurrectionnel et de faire ainsi disparaître le principal obstacle à une collaboration plus intime avec la cour des Tuileries. Déjà, pendant la discussion de la proposition française du 21 février, les Anglais avaient fait ressortir que l'action devait être dirigée contre le vrai coupable qu'était la Russie et non contre la Prusse, « complice accidentel » [185]. Le premier ministre anglais confia au roi des Belges le véritable motif de son action; c'était toujours le même: le spectre menaçant de la présence française sur les bords du Rhin. « Votre Majesté a appris que nous avons évité le piège que l'Empereur des Français nous tendait avec son projet d'une note identique et rédigée en termes violents à présenter au gouvernement prussien. On voulait évidemment tirer du refus d'obtempérer aux demandes, contenues dans cette note, un prétexte pour la France à occuper les provinces rhénanes, et le gouvernement français a montré une mauvaise humeur incroyable de l'insuccès de son plan » [186]. Le cabinet anglais décida d'omettre dans sa communication au gouvernement prussien relative à la convention conclue avec la Russie tout ce qui pouvait être interprété comme une sommation. Le premier ministre proposa d'envoyer une dépêche à St. Pétersbourg par laquelle on conseillerait au tzar de donner aux Polonais une constitution [187]. Russell expliqua

---

183 bis) AE. Russie 27-II-1863. Cowley, 25-II. Filipowicz: No. 80. Redern, 1-III. APP. III, No. 278.

184) PRO. 105, 28-II-1863.

185) PRO. 22, 26-II-1863. Palmerston à Russell.

186) Palmerston; sa correspondance, II, lettre du 13 mars, p. 624.

187) Victoria, Letters, p. 69.

immédiatement à Cowley qu'une invasion éventuelle de la Prusse par la France manquerait de justification; une autre question à examiner serait l'envoi d'une protestation à la Russie [188]. En même temps la diplomatie anglaise constatait avec satisfaction que les troubles de Pologne avaient atténué la pression russe sur la Turquie. Brunnow, ambassadeur du tzar à Londres, présenta « avec une grande joie » les instructions qui lui étaient parvenues de Gortchakow, et qui faisaient allusion à « la pensée d'apaisement » dans la question d'Orient. Cela signifiait, d'après le ministre anglais, l'aveu de la Russie qu'elle était incapable de mâter à la fois une révolution en Pologne et d'en fomenter une autre dans les Balkans. Mais l'empire ottoman devait rester conscient du danger, et l'Angleterre serait prête à aider les Turcs dans leur effort de renforcer leur Etat [189].

Ni la diplomatie prussienne ni la diplomatie russe n'étaient au courant des divergences anglo-françaises. Non seulement Bismarck, mais aussi les diplomates russes s'inquiétèrent des pourparlers entre Paris et Londres. Les ambassadeurs des deux puissances copartageantes essayèrent de dissuader Drouyn de Lhuys de rédiger une note collective sur les affaires polonaises. Ils ne cachèrent pas non plus leurs appréhensions à lord Cowley. Le baron Budberg ne dissimulait point son mécontentement personnel de la signature de l'acte du 8 février, qu'il appelait « protocole » et non « convention » [190].

En conséquence de cette situation la France et l'Angleterre communiquèrent séparément au gouvernement prussien leurs propres observations relatives à l'accord de St. Pétersbourg. Drouyn de Lhuys exprimait l'étonnement que lui avait causé la signature de cet arrangement. Celui-ci avait donné au problème polonais une importance internationale. Par cette entente avec la cour du tzar, la Prusse avait dépassé les limites des obligations prévues par le droit public. Cette note ne fut pas rendue officielle, elle fut présentée comme un projet destiné à être envoyé à Berlin et refusé par l'Angleterre et l'Autriche. Après la lecture que Talleyrand en fit à Bismarck celui-ci répondit que les Prussiens ne voulaient pas se poser en soldats de la Russie; mais il souligna la solidarité des puissances copartageantes, et insista de nouveau sur les intentions qu'il supposait au grand-duc Constantin et à Wielopolski. Le premier ministre termina sa réponse en disant: « j'espère que nous n'entendrons plus parler de ce fantôme de convention » [191].

Mais Bismarck n'était pas sincère envers l'ambassadeur de France quand il essayait de diminuer à ses yeux la portée de l'accord signé à St. Pétersbourg. Il dévoila sa vraie pensée à Oubril en déclarant: « on peut

---

188) PRO. 105, 26-II-1863.

189) PRO. 116, 12-II-1863.

190) Cowley, 27-II, 1-III, Filipowicz, No. 96, 122.

Thun mandait en même temps de St. Pétersbourg: « Une véritable panique s'est emparée des hommes de la finance en voyant l'unanimité avec laquelle l'opinion publique se prononce en Allemagne, en Angleterre et en France contre les termes de l'entente prusso-russe. Beaucoup de détenteurs des fonds russes ont donné ordre de vendre à tout prix, et de leur envoyer le montant en or. Notre Consul Général m'assure qu'il a expédié, à lui seul, plus de 2 millions de roubles en or depuis quinze jours ». - Thun, St. Pétersbourg, à Rechberg, 1-III. HHS. Russland 54.

191) AE. Prusse, 1-III, 5-III-1863.

dire ce qu'on veut, mais l'empereur des Français a montré les griffes, et c'est un fait dont le gouvernement prussien est obligé de prendre note » [192].

En même temps une dépêche de John Russell parvint à Berlin [193]. Elle contenait aussi une critique de l'attitude de la Prusse vis-à-vis du soulèvement polonais. En signant l'arrangement, la Prusse prenait une part active à la lutte de la Russie contre les Polonais et dépassait ainsi les limites de la neutralité, limites que toutes les autres puissance d'Europe étaient décidées à respecter scrupuleusement. Bismarck nia l'interprétation anglaise relative à l'attitude de la Prusse envers la guerre entre les Russes et les Polonais. En ce qui concernait la convention, elle était devenue lettre morte; les instructions qui devaient la compléter n'avaient pas été échangées [194].

Néanmoins, le fait que l'Angleterre avait pris officiellement une initiative diplomatique en faveur de la Pologne inquiétait le premier ministre de Guillaume Ier. Il s'efforça, au cours d'une conversation avec Buchanan, de faire ressortir le danger que présentait l'indépendance polonaise. La politique anglaise menait directement à la création sur les bords de la Vistule d'une armée française forte de 100.000 hommes. La Pologne indépendante serait toujours aux ordres de la France. Et il faisait de nouveau état de ses craintes concernant l'évacuation du Royaume par les Russes, mesure qui ne serait pas impopulaire chez eux. L'attitude de l'opinion publique anglaise —ajouta Bismarck — sympathique jusqu'alors à la cause polonaise pourrait se modifier si elle décelait les vrais mobiles de la France. L'ambassadeur répondit que les sentiments des Anglais envers la Pologne n'étaient pas éphémères, mais qu'ils étaient le reflet de leur conviction profonde que la situation des Polonais était trop pénible pour qu'elle pût durer encore longtemps. Le cabinet de Londres ne s'opposerait donc à aucune initiative tendant à modifier le sort cruel de cette nation [195].

Les deux diplomates se trompaient dans leurs prévisions. Le problème polonais n'avait jamais été pour la France, pas plus pour celle du Second Empire que celle du XIXe siècle tout entier, un problème politique et militaire susceptible de pousser à la formation « d'une seconde armée française » sur les bords de la Vistule et du Niémen. Pour les hommes d'Etat français de cette époque le nom de la Pologne avait une résonance sentimentale, car il évoquait les gloires du Premier Empire; mais l'Etat polonais n'avait jamais joué aucun rôle dans leurs plans politiques. L'attitude de

---

192) Oubril, 1-III-1863. APP. III, No. 284.

193) Russell à Buchanan, 2-III-1863. Filipowicz: No. 119.

194) Buchanan, 5-III-1863. Ibid. 149.

La communication des notes eut lieu bien que la convention eût été annulée. Mais la diplomatie française s'efforça par cette communication de prolonger l'aspect international de la question polonaise et de prouver ainsi à l'Autriche la nécessité de l'alliance proposée par Napoléon. L'Angleterre envoya sa protestation pour mieux surveiller l'initiative française.

195) Buchanan, 7-III-1863. Filipowicz: No. 151.

la France de 1863 ne différait guère de celle qu'elle avait prise en face du problème polonais en 1831, en 1848, en 1854-56. Elle avait voulu « faire quelque chose pour cette malheureuse Pologne opprimée par un barbare asiatique »; mais elle n'avait jamais pensé aux Polonais comme à des fidèles alliés dont l'appui lui serait nécessaire pour imposer son hégémonie à l'Europe. Pour le gouvernement anglais le sort des Polonais était parfaitement indifférent. Son but était d'empêcher la France de prendre une initiative quelconque qui pourrait avoir comme résultat l'indépendance de la Pologne. Pour Londres, comme pour Vienne et Berlin, le rétablissement de l'Etat polonais aurait équivalu à un énorme renforcement de la position française.

Bismarck développa sa pensée dans des instructions envoyées à Bernstorff. Il y expliquait la démarche anglaise par l'ignorance dans laquelle se trouvait Londres des questions de politique continentale. Il doutait que lord Napier, ambassadeur anglais à St. Pétersbourg, eût exactement informé son gouvernement des conditions intérieures de la Russie. En ce moment le parti prépondérant en Russie était celui de Gortchakow et de Wielopolski: il essayait de rétablir à Varsovie un Etat polonais, plus ou moins indépendant; en même temps, il réclamait une alliance avec la France, et il ne cachait point ses ambitions en Orient. L'autre parti, qu'on pouvait appeler conservateur, se méfiait de la France et il ne croyait pas à une réconciliation avec les Polonais. Dans ses rangs se trouvaient le tzar, les militaires, les hommes d'Etat d'origine allemande. La signature de la convention avait eu pour but d'aider les éléments antifrançais et antipolonais à se manifester et à gagner de l'influence auprès du tzar. Le cabinet de la Reine devait savoir que tout ce qu'on ferait pour les Polonais renforcerait la position de la France. L'indépendance polonaise signifierait une armée française sur les bords de la Vistule. Les difficultés créées à la Russie en Pologne étaient un moyen de faire pression sur elle pour l'engager dans une entente avec la France. L'aspiration française à l'hégémonie en Europe serait plus facilement réalisée par le rétablissement de l'Etat polonais que par l'agrandissement de la France sur les bords du Rhin. La Prusse serait incapable de les défendre dès qu'elle aurait la Pologne comme voisine [196].

Bismarck utilisait des arguments et soulignait des possibilités qui déterminèrent l'action anglaise pendant toute l'année 1863.

Mais, bien que Berlin, grâce à l'Angleterre et à l'Autriche, eût évité une protestation officielle de la part du gouvernement français, l'ambassadeur Goltz n'était pas rassuré. Il décelait dans les termes de la communication officieuse faite par Paris l'intention du gouvernement français de se réserver la possibilité d'une démarche énergique. D'après ce qu'avait dit le duc de Morny — écrivait l'ambassadeur — l'Europe depuis 1848

196) Bismarck à Bernstorff, 9-III, APP. III, No. 319.

n'avait jamais été si près d'une guerre générale qu'à la fin de février [197]. La France avait voulu donner à sa démonstration diplomatique la forme la plus menaçante, à savoir celle d'une note identique des deux ou même des trois puissances. Lord Cowley, ajouta Goltz, était aussi inquiet. L'empereur ayant subi un échec diplomatique s'efforcerait certainement de le réparer. Le prince Metternich ne croyait pas, non plus, à la solution rapide du problème polonais. La durée du soulèvement pourrait facilement entraîner des complications internationales, une initiative française étant toujours à craindre. Le comte de Goltz, pour sa part, conseillait à Bismarck de ne pas se réjouir trop indiscrètement de son succès.

---

197) Goltz, 28-II, 5-III, APP. III, No. 271, 304.

La crainte du duc de Morny, relative à l'action française à la fin de février, fut partagée par le roi des Belges, Léopold I. - Berner, Kaisers Wilhelms des Grossen Briefe, vol. II, No. 321. Ernst II: Aus meinem Leben, vol. III, p. 346. Friedrich III: Tegebücher, 2-III. Bernhardi, vol. V. p. 48, 137.

Le ministre de Hambourg à Berlin cita à la fin de février un extrait d'une lettre privée qu'il avait reçue de Paris: « Vous ne croyez pas à la guerre et vous avez raison, mais vous n'avez pas la conscience des périls que l'Europe a connus depuis quelques semaines ». - Staatsarchiv Hamburg, Gesandtschaft Berlin, rapport du 27 février.

Ce même ministre, Friedrich Geffcken, avait au mois de juillet une conversation avec Léopold I.er. Le roi lui déclara: Wir hatten im Frühjahr einen bösen Augenblick, hätte Preussen damals die unglückliche Convention ausgeführt, so hinderte nichts Frankreich dies zum Vorwand des Krieges zu nehmen ». - 13-VII, ibid.

Geffcken informa le ministre de Bade à Berlin du contenu de sa conversation avec le roi des Belges. - Rapport de Berlin, 16-VII. Generallandesarchiv Karlsruhe, Diplomatische Specialakten, Russland, No. 48/3009.

Ce fut à la fin de février que Napoléon demanda à l'Hôtel Lambert de s'associer au soulèvement Cette démarche de l'empereur fut-elle la seule cause des craintes de Morny et de Léopold I-er? Nous l'ignorons, les documents connus ne nous renseignent guère sur cette question.

Chapitre II.

L'OPINION PUBLIQUE FRANÇAISE. - LES SOUSCRIPTIONS. - LES BROCHURES. - LA SITUATION GÉNÉRALE ET LA MISSION DE METTERNICH. - LA DISCUSSION AU SÉNAT. - LE REFUS AUTRICHIEN. - LES OFFRES D'ALLIANCE. - LA PRESSION FRANÇAISE SUR ROME. - LES NOTES DES TROIS COURS OCCIDENTALES. - LES INTENTIONS GUERRIÈRES DE NAPOLÉON III. - DUREZ! - LES NOTES DES AUTRES ÉTATS EUROPÉENS.

L'agitation de l'opinion publique française devenait de plus en plus grande. Elle ne se bornait plus à Paris, mais commençait à se manifester dans les autres grandes villes, aussi bien à Lyon [1] qu'à Bordeaux [2] et Marseille. Dans cette dernière ville, une manifestation, organisée le 9 mars dégénéra en émeute; la police dut charger la foule pour l'empêcher d'incendier le consulat russe [3]. Les rapports des procureurs généraux et des préfets envoyés en février et en mars soulignaient les sympathies de l'opinion pour les insurgés [4]. Mais en même temps cette opinion n'allait pas jusqu'à se prononcer pour une intervention militaire; elle croyait que le gouvernement de Napoléon III pouvait obtenir l'amélioration du sort des Polonais par une négociation diplomatique [5].

Tout autre fut le langage de l'opinion publique de Paris. La plus grande partie de la presse commença à proclamer la nécessité d'une campagne militaire. « Jamais le droit dit des nationalités n'a été proclamé plus haut que de nos jours, et la nationalité la plus certaine, la plus sympathique, la plus digne de vivre qui se débatte dans le monde est, depuis près d'un siècle, abandonnée à la générosité de ses oppresseurs... Fera-t-on moins pour eux (Polonais) qu'on a fait pour les Grecs en 1828, pour les Belges en 1831, pour les Italiens en 1859 »? [6]. La Gazette de France se prononça pour la guerre, même si elle devait être menée par la France seule: « Tout ce

---

1) Rapport du procureur général, 21-II, AN. BB[18] 1669.

2) Rapport du procureur général, 23-III, ibid.

3) Rapport du procureur général, 11-III, ibid. Il accusa le parti légitimiste de l'organisation de cette manifestation; il évalua le nombre des manifestants à dix mille personnes.

4) « La question polonaise est la seule en ce moment qui fasse l'objet des conversations politiques. On est généralement plein de sympathie pour ce peuple malheureux condamné à gémir sous le joug de la Russie, mais on est loin de souhaiter une intervention trop directe de la part de la France. On est d'ailleurs plein de confiance dans la conduite que le gouvernement croira devoir tenir dans cette circonstance ». Rapport du préfet, Haute-Marne, 1-III. AG., G[9] 91.
« Sympathies générales s'éveillent peu à peu en faveur de l'insurrection polonaise et de la reconstitution d'un Royaume de Pologne. Grande irritation contre la Prusse; mais désir général du maintien de la paix, et défiance instinctive des excitations de l'Angleterre voulant pousser la France à une guerre de principe et générale ». Rapport du préfet, Haute-Saône, 2-III, ibid.

5) AG., G[9] 90-91. AN. BB[30] 368-388.

6) Gazette de France, 26-II.

qui s'est fait de plus considérable dans notre passé a eu pour base l'initiative purement française. Les pages les plus brillantes de nos fastes sont celles qui portent "gesta Dei per Francos". Il n'y est pas question de l'Europe » [7]. « Il faut, par la guerre ou autrement, que la justice soit rendue à la Pologne » [8]. L'Opinion Nationale demandait l'intervention surtout au nom de l'intérêt français. « Entre l'unité allemande en voie de formation et la Russie qui pourrait déverser un jour sur l'Occident toutes les hordes asiatiques qu'elle est en train de conquérir après avoir elle-même subi leur joug, entre ces deux puissances, disons-nous, il nous faut une Pologne indépendante, une grande Pologne, c'est-à-dire la Pologne rétablie dans ses anciennes limites » [9]. La « Patrie », le « Siècle », le « Temps » proclamaient aussi la nécessité d'une action militaire française. Un autre journal, le « Charivari » poussait énergiquement la France vers l'intervention. Le « Charivari » et le « Siècle » [10] étaient les deux journaux les plus lus; les caricatures de Cham contribuèrent non moins à l'excitation du public que les articles de Havin. Même Emile de Girardin affirmait: « M. Billault, ministre sans portefeuille, si habilement qu'il ait parlé, n'a pas parlé plus habilement que les ministres avec portefeuille du roi Louis-Philippe... Les anciens ministres de la dernière royauté doivent être satisfaits. Le maréchal Sébastiani a dû tressaillir de joie dans sa tombe, sur laquelle l'histoire avait gravé ces mots: "L'ordre règne à Varsovie". Désormais ces mots ne pourront plus lui être équitablement reprochés »... Girardin demanda donc « le rappel de notre ambassadeur, au nom de la civilisation outragée » [11].

Deux journaux prirent une position contraire au reste de la presse parisienne. L'« Union » légitimiste ne dissimulait pas ses sympathies polonaises [12], mais ce fut le seul journal de la capitale qui ne se prononcât pas une seule fois au cours de l'année 1863 pour une intervention militaire. L'autre était en ce moment la « France » de La Guéronnière. Il souligna que le gouvernement impérial, « fidèle à sa politique ferme et modérée, ne peut demander à la Russie que des choses compatibles avec l'honneur et l'intérêt d'une grande nation » [13].

* * *

En même temps, quatre journaux, « Opinion Nationale », « Patrie », « Siècle » et « Temps », ouvrirent des souscriptions en faveur des insurgés. « Ce qu'il faudrait à la Pologne en ce moment, ce que nous voudrions pouvoir lui envoyer, ce serait cent mille fusils escortés par cinquante mille

---

7) Gazette de France, 27-III. Le 9 mars, le journal avait demandé le rappel de l'ambassadeur de St. Pétersbourg. Il ne pouvait y rester « pendant qu'on exterminait les Polonais ».

8) Monde 18-III.

9) Opinion Nationale, 23-II.

10) « Le "Siècle" se vantait avoir un million de lecteurs. C'était vrai, le journal se trouvait sur toutes les tables dans tous les cafés ». - Nancroy: Aus den letzten Jahren des Zweiten Kaiserreiches, Deutsche Revue, juillet 1890.

11) Presse, 21-III.

12) « Le partage de la Pologne et le meurtre de Louis XVI sont les deux plus grands crimes de l'histoire moderne ». - « Union », 25-II.

13) France 13-III.

de nos soldats », annonça l'« Opinion Nationale » [14]. Parmi les souscripteurs se trouvèrent: Eugène Delacroix, la ville de Cannes, « plusieurs professeurs », avocats, employés, ouvriers, le Grand Orient de France, plusieurs communes et villes de la province; en tout, jusqu'au premier juillet, pour plus de 20.000 francs.

La « Patrie » ouvrit la souscription au profit des blessés polonais; « L'armée russe procède par le massacre, et aux victimes de l'insurrection s'ajoutent les victimes de la barbarie moscovite » [15]. La liste des souscripteurs contenait entre autres le général Husson, et le sénateur Larabit, rapporteur des pétitions au Sénat; des sommes furent versées par les journaux de province qui avaient à leur tour ouvert des souscriptions; beaucoup d'ouvriers ne versaient qu'un franc. Le total atteignit le premier juillet plus de 10.000 francs.

Le « Siècle » voulait seconder « ce mouvement désespéré de toute une nation qui se lève encore une fois contre la plus odieuse tyrannie, contre des oppresseurs qui, ne pouvant dénationaliser les coeurs, emploient les moyens les plus barbares pour dénationaliser les individus » [16]. La liste des souscripteurs publiée par le « Siècle » comprenait: « un vieux prêtre », H. Carnot, E. Picard, député, Jules Favre, député, des militaires [17], des étudiants, surtout en médecine, des ouvriers, le séminaire de Saint-Sulpice, le « Charivari », la garde nationale de Paris, le lycée Louis le Grand à Paris, les loges maçonniques du rite écossais. Il y avait des dons de cinquante, de vingt et même de dix centimes; le total atteignit le premier juillet plus de 90.000 francs.

Le « Temps » disait: « Grâce aux principes de la solidarité universelle que la Révolution française a fait triompher, tout homme est citoyen du monde. L'honneur national demande que la France affirme d'une manière efficace, en ce moment suprême, ses ardentes sympathies pour la Pologne. A défaut de meetings, que notre législation ne permet pas, il nous reste la voie des souscriptions, sachons l'utiliser. Espérons que les jours sont venus où vont s'accomplir les prophétiques paroles d'une grande âme attristée de nos doutes et de nos défaillances: « Dors en paix, ma Pologne, dans ce qu'ils appellent ta tombe, mais je sais que c'est ton berceau ». Parmi les souscripteurs figuraient entre autres: le prince de Broglie, Louis Blanc, les colons d'Algérie, des étudiants, surtout en droit, les professeurs de droit de Rennes, les loges maçonniques, les élèves de l'Ecole Normale Supérieure, de l'Ecole des Ponts et Chaussées, de l'Ecole des Arts et Métiers, des étudiants français à Genève. Le total, au premier juillet, dépasse 15.000 francs.

Ces souscriptions n'étaient pas restreintes à Paris seulement; toute la France y participait. Elles étaient patronnées aussi bien par l'archevêque de Bordeaux que par le républicain « Progrès de Lyon »; elles étaient organisées dans les ateliers, dans les écoles, dans les églises [18].

---

14) Opinion Nationale 26-II.

15) Patrie 25-II.

16) Siècle, 25-II.

17) L'école de Saint-Cyr fit une collecte à part.

18) A Notre-Dame, à Paris, la collecte eut lieu le premier mars.

* * *

Un autre aspect de cette propagande c'était la publication de brochures. La plus lue et la plus commentée fut celle de Montalembert; « L'insurrection polonaise ». Publiée au début de mars, elle eut quatre éditions au cours de trois semaines. L'auteur demandait l'intervention militaire de la France. « Il ne faut pas qu'on se fasse illusion », — constatait-il —: « le pouvoir actuel n'aura ni les mêmes excuses, ni les mêmes raisons pour imiter l'attitude des pouvoirs précédents dans la question polonaise. L'empire est tenu de faire pour la Pologne ce que n'ont pas pu ou n'ont pas voulu faire les gouvernements qu'il a remplacés... Un gouvernement qui, en dix ans, a tranché par la guerre trois grandes questions: la question d'Orient, la question italienne, la question mexicaine ne saurait être admis à se réfugier dans l'indifférence et l'impuissance en présence de la question polonaise » [19].

Une autre brochure qui fit grande impression fut celle de Quinet. L'auteur, connu pour son anticléricalisme, s'adressa au clergé pour que celui-ci prît dans ses mains la cause de la Pologne. « J'ai assisté à la renaissance de la Grèce, de l'Italie, de la Roumanie — précisa-t-il —, je demande au ciel de me laisser voir encore la résurrection de la Pologne... Cette résurrection dépend surtout du clergé catholique... Je vous demande ce dont vous êtes si riche, quand vous le voulez, des actes... Prenez la croix, marchez en tête. Que votre tocsin retentisse du haut de Saint-Pierre » [20].

En mars parut aussi le livre des esquisses historiques de Michelet: « La Pologne ». L'éminent historien affirma dans la préface: « La Russie reste la Russie, comme gouvernement. La personnalité variable du tzar n'y change rien. Sous Alexandre II, le vrai tzar éternel, l'affreuse bureaucratie, a, ces jours-ci, dépassé Nicolas. La Russie est la même, comme peuple, effréné, il pille, tue, brûle. Tel il était jadis aux massacres de Varsovie, tel on le voit en mars 1863... La Pologne est une France avec tous nos anciens défauts, nos qualités, mais le martyr de plus et des dons singuliers, surexcités jusqu'au sublime » [21].

« L'esprit public est tout à la Pologne — écrivit Cuvillier-Fleury au duc d'Aumale —. L'Empereur et l'Empire ont là une belle partie à jouer, pour peu qu'ils aient le goût du grand. Ils n'ont pas eu, depuis 1852, une pareille chance. Les âmes sont ici très excitées » [22].

Et il ajouta: « Je suis Polonais comme un portefaix » [23]. « A l'Acadé-

---

19) Montalembert: l'Insurrection polonaise.
Montalembert dit à un de ses amis polonais, en voyant en mars Napoléon III dans la loge de l'Opéra: « Cet homme peut faire aujourd'hui tout ce qu'il veut. Que l'inspire le sentiment de sa propre conservation. S'il libère la Pologne il sera le maître du monde ». - Popiel, Pisma, II p. 439.

20) Edgar Quinet: Pologne et Rome.
La même idée d'une croisade pour la délivrance de la Pologne se trouva dans une autre brochure, celle de l'écrivain républicain Cayla: Le Pape et la Pologne. - « Dupanloup et Quinet se disputaient aigrement le droit exclusif d'être polonais » — nota Ollivier. - Ollivier, VI, p. 99.
Sur l'attitude de Quinet envers la Pologne voir: E. Quinet: Lettres d'exil, et W. Mickiewicz: le centenaire d'Edgar Quinet et la Pologne, Bulletin Polonais, Paris, mars 1903.

21) Michelet: La Pologne, Paris 1863, XVI-362 p..

22) Correspondance du Duc d'Aumale et de Cuvillier-Fleury, III, lettre de Paris, 27-II, p. 305.

23) Lettre du 19-III, ibid. p. 313.

mie française », au Corps législatif, à la « Revue des Deux Mondes », le mot « Réveil de la Pologne » fut prononcé » [24].

* * *

En même temps qu'à Berlin, le gouvernement anglais envoya une note officielle à St. Pétersbourg. La forme en était très amicale, les termes employés étaient soigneusement choisis. L'Angleterre considérait « avec la plus profonde sollicitude » l'état de choses dans le Royaume. Elle y voyait, d'un côté, une grande masse de la population en insurrection ouverte contre le gouvernement, d'autre part, une force militaire considérable employée à réprimer cette révolte. Le résultat logique et vraisemblable à attendre d'un pareil conflit était le succès de la force armée. Les actes de violence et de destruction, de part et d'autre, inséparables d'une lutte de ce genre, engendreraient nécessairement « des haines et des rancunes mutuelles qui, pour des générations à venir, aigriraient les relations entre les Russes et la race polonaise ». Le Royaume avait été constitué et ses rapports avec l'empire russe avaient été définis par le traité de 1815 duquel la Grande Bretagne avait été partie contractante. Le désastreux état de choses actuel découlait du fait que le Royaume ne se trouvait pas dans la condition dans laquelle les stipulations dudit traité avaient exigé qu'il fût placé. Il n'était pas davantage dans la situation qui lui avait été prévue par Alexandre I-er, signataire du traité. Durant son règne une Diète nationale avait siégé à Varsovie et les Polonais du Royaume avaient joui de privilèges propres à garantir leur existence politique. L'Angleterre, comme partie contractante du traité de 1815 et en qualité de puissance sérieusement intéressée à la tranquillité de l'Europe se croyait autorisée à exprimer son opinion sur les événements en cours, cela « dans l'esprit le plus amical envers la Russie ». Pourquoi le tzar, « dont la bienveillance était universellement et avec satisfaction reconnue », ne mettrait-il pas fin dès maintenant à ce combat sanglant en proclamant « gracieusement » une amnistie immédiate et sans conditions « pour ses sujets polonais », et pourquoi n'exprimerait-il pas en même temps son intention de restituer, sans retard, au Royaume les privilèges civils et politiques qui lui avaient été octroyés par Alexandre I-er, en exécution du traité de Vienne? Si cela se réalisait, une Diète et une administration nationales satisferaient, selon toute probabilité, les Polonais, et avec eux, l'opinion européenne [25].

Cette note contenait tout le programme que le cabinet anglais s'était tracé en ce qui concernait la question polonaise. Il se bornait seulement au Royaume: les autres provinces polonaises sous la domination russe n'étaient même pas mentionnées. Il ne réclamait pas l'indépendance du pays: une amnistie, l'élargissement des concessions obtenues par Wielopolski donneraient satisfaction au gouvernement et à l'opinion publique anglaise.

Palmerston, dans sa lettre à John Russell, indiquait clairement que le

---

24) James de Chambrier: Entre l'Apogée et le Déclin, p. 266.

25) Filipowicz: No. 108, la note est datée du 2 mars.
Le même jour Russell écrivit à Napier: « I am not sure that the Poles would now accept the Treaty of 1815, but they would be right to do so, and it is the best card the Emperor of Russia can play. Indeed if he does not go at least as far as we propose, he will have a miserable reign before him ». Russell à Napier, 2-III, PRO. 114.

but de cette démarche avait été de contrecarrer les projets français d'une éventuelle entente franco-russe au sujet du problème polonais [26].

La Russie craignait une intervention étrangère et elle était convaincue que seul un succès rapide en Pologne pourrait la prévenir [27]. Mais, même à ce moment, elle refusait toute discussion avec le gouvernement français.

Drouyn de Lhuys communiqua à la cour de St. Pétersbourg la note envoyée à Berlin. En même temps Napoléon III écrivit à Alexandre II. Dans une lettre, très amicale de ton et très modérée de fond, il lui demandait d'accorder aux Polonais une amnistie et des réformes apaisantes [28]. La réponse du tzar parvint par télégramme. Elle était brève et brutale. L'amnistie serait proclamée après l'écrasement de l'insurrection, sa dignité personnelle ne lui permettait pas de s'étendre plus sur ce sujet. En recevant cette réponse Napoléon répondit à Budberg: « Dites à l'empereur votre souverain que si, ce qu'à Dieu ne plaise, je me trouve dans un camp opposé au sien, j'en serai fâché et malheureux » [29].

Napier lut à Gortchakow la note anglaise le 9 mars [30]. Gortchakow répliqua que, désirant agir dans un esprit de conciliation il ne donnerait pas de réponse écrite, mais se bornerait à des remarques orales. Il affirma que la dernière mesure de recrutement avait été seulement le prétexte et non la cause du soulèvement. Le mouvement polonais était le résultat d'une longue conspiration bien organisée dont l'un des principaux centres avait été Londres. La constitution accordée par Alexandre I-er au Royaume avait été son initiative personnelle et jamais elle n'avait été notifiée aux puissances étrangères ni obtenu une sanction internationale. Ce qu'Alexandre I-er avait consenti, son successeur avait pu le retirer, les réformes politiques introduites dans le Royaume depuis 1861 équivalaient à une complète autonomie. Le pays était régi par des institutions purement polonaises. Le problème polonais était une affaire intérieure de la Russie. Les Russes jouissaient en Pologne du droit du vainqueur. Après les victoires de 1831 toutes limites à leur autorité avaient été abolies. Les Polonais avaient été en guerre contre la Russie et ils avaient perdu la partie. Le vainqueur avait donc pu rétablir sa domination sur de nouvelles bases.

Les arguments du vice-chancelier étaient évidemment moins réfutables et plus persuasifs que ceux de l'Angleterre. Il ne s'agissait pas de savoir si les concessions octroyées aux Polonais étaient suffisantes ou non. La question essentielle était de juger si la Pologne avait droit à l'indépendance nationale. Ce point avait laissé jusqu'ici l'Europe complètement indifférente, les gouvernements français successifs y compris. Or, la Russie contestait ce droit depuis 1772 [31].

---

26) PRO. 22, 2-III-1863.

27) PRO. 84, 2-III-1863, Napier à Russell.

28) Charles-Roux: Alexandre II: p. 339. Ollivier, VI, p. 121. - Dayton à Seward, 23-II. Diplomatic Correspondence.
La diplomatie russe niait l'existence d'une lettre de Napoléon à Alexandre II. - Rapport de St. Pétersbourg, Geheimes Staatsarchiv, Russland 1863, 11-III.

29) AE. Russie, 8-III. W, Czartoryski: Pamiętnik, p. 231.

30) Napier, 9-III-1863. Filipowicz: No. 207.

31) « C'est qu'en 1830 comme aujourd'hui ce n'est pas une administration séparée que demande la Pologne, ce ne sont pas des institutions représentatives, c'est son indépendance politique qu'elle veut... Le fond de la question, c'est l'indépendance de la Pologne et personne ne me semble s'apprêter à prendre les armes pour cette cause ». - O' Sullivan à Rogier, 26-II, AE. B, Autriche-Hongrie 31.

Gortchakow considérait la note anglaise comme un document destiné au « Livre Bleu », et comme le minimum de ce qu'avait pu faire lord Russell dont l'initiative était limitée par des nécessités parlementaires [32]. Gortchakow, désirant se borner d'ailleurs à une réponse verbale, pria Napier de se charger lui-même de rédiger un rapport sur leur conversation. Ce rapport servirait de réponse à la dépêche anglaise et, pour plus de sûreté, la minute en serait mise préalablement sous les yeux du tzar. Napier consentit volontiers à ce procédé [33].

Drouyn de Lhuys expliqua aux ambassadeurs de France à Londres et à St. Pétersbourg que le gouvernement de Paris s'était abstenu d'une démarche collective et simultanée avec le cabinet britannique parce que celui-ci n'avait pas adhéré à la proposition d'une communication identique proposée par la diplomatie impériale après la signature de la convention du 8 février [34].

Pour mieux encore marquer sa position, et embarrasser la cour des Tuileries, l'Angleterre invita toutes les puissances signataires des traités de Vienne à envoyer à la Russie une protestation semblable en faveur des Polonais [35]. Le ministre français des affaires étrangères affirma que l'initiative anglaise ne soulèverait aucune objection de sa part. Sa proposition, faite après l'annonce de l'accord prusso-russe, avait prouvé l'importance que la France attachait à une entente avec les autres capitales. L'affaire polonaise était une question d'ordre public européen et à ce titre intéressait tous les cabinets. Si les Etats invités adhéraient aux ouvertures de

---

32) AE. Russie, 13-III. Redern, 10-III, APP. III. No. 322.

33) Apponyi à Rechberg, 18-III, HHS. England 60.
C'était le baron Brunnow qui avait raconté tous ces détails à Apponyi. L'ambassadeur de Russie affectait d'ailleurs depuis le soulèvement de Pologne « un redoublement de politesse et de cordialité ». Il déclara au diplomate autrichien que d'après ce que lui mandait Gortchakow le gouvernement russe n'avait à attendre de la part de celui de l'Autriche que des procédés bienveillants et que, nommément, Vienne avait décliné de se joindre aux démarches de Londres et de Paris. Brunnow s'applaudit de ces dispostions amicales sur lesquelles il fondait l'espoir que la question polonaise, loin de devenir entre les deux capitales copartageantes une cause de refroidissement, resserrerait au contraire les liens qui les unissaient — « but que Mon Collègue prétend toujours avoir rappelé de ses voeux et secondé de ses efforts ». « Par contre — précisa l'ambassadeur de Russie — je crois être autorisé à Vous assurer que Vous serez désormais plus content de nous, dans tout ce qui se réfère à la politique orientale, la question du Monténégro, des Principautés, de la Servie et autres. C'est ce que le Prince Gortchakoff appelle de la politique d'apaisement ». Il parlait sur un ton de raillerie et d'indifférence des « bucoliques » que les deux puissances maritimes se disposaient à adresser à St. Pétersbourg et qui, selon lui, exerceraient peu d'influence sur les déterminations de son gouvernement. « Quoique Mr. de Brunnow m'ait exprimé la conviction que l'insurrection serait bientôt vaincue — continua dans son rapport Apponyi —, je sais qu'il ne tient pas à tout le monde un langage aussi rassuré et il a dit, entre autres, à un de mes collègues que si la Russie pouvait se débarasser de la Pologne d'une manière honorable, elle en saisirait volontiers l'occasion. J'ai remarqué dans mes entretiens avec Lord Russell que ce Ministre n'était point incrédule à l'endroit des desseins ambitieux attribués au Grand-Duc Constantin, et ne s'étonnerait pas d'une combinaison qui constituerait la Pologne en Secundo-Géniture russe sous le frère de l'Empereur ». - Apponyi à Rechberg, 4-III, lettre privée, HHS. England 62.
« L'opinion publique à St. Pétersbourg se ravise — manda le ministre de Bavière — et rend justice à l'Autriche en reprochant à la Prusse l'ostentation de son appui ». - Rapport, 1-III, Geheimes Staatsarchiv, Russland 1863.

34) AE. Russie 4-III-1863. AE. Angleterre 4-III-1863.
Cowley constata que Napoléon III et ses ministres étaient très désappointés par le refus anglais d'envoyer une note collective à Berlin. Il ne prévoyait d'ailleurs aucune autre initiative française dans la question polonaise. - Cowley, lettre privée, 1-III, PRO. 59.

35) Filipowicz, No. 131. L'invitation est du 4 mars.

Londres, son gouvernement serait prêt à donner un assentiment à une manifestation collective [36].

En réalité, Napoléon était très mécontent de l'Angleterre [37]. Il était froissé par l'attitude de la presse anglaise qui s'efforçait, d'après lui, de «soulever la fibre militaire et les passions politiques des Français». Au reste « tout le monde » à Paris était d'accord sur l'embarras que causait au gouvernement impérial cette « épineuse et dangereuse question » qu'il ne pouvait pas laisser sans solution définitive comme par le passé [38]. Les excitations de la presse anglaise, constata le ministre de Bade à Paris, semblaient avoir pour fin « de tendre un piège à la France et de la brouiller avec la Russie. C'est ainsi du moins qu'on l'a compris ici ». En somme, termina-t-il son rapport, on était à Paris très embarrassé à propos du problème polonais [39]. Le gouvernement impérial était « excessivement mécontent » surtout des procédés de Palmerston et de la défiance témoignée envers la France dans la question des notes à envoyer à Berlin. « Le Cabinet des Tuileries avait proposé une intervention collective des trois puissances et le Ministre anglais provoque les démarches isolées des huit puissances signataires du traité de Vienne, évitant de la sorte, au cas d'une résistance de la part de la Russie, de faire naître les résultats immédiats et sérieux » [40]. Le ministre de Bavière affirma que tandis que l'habileté de Palmerston avait tiré la Prusse de la position fâcheuse dans laquelle l'avait mise la convention signée avec la Russie, l'Angleterre reprenait maintenant « tout d'un coup » l'initiative et refoulait la France au second plan. « Il va de soi que l'on est assez mécontent ici de cette conduite de l'Angleterre; d'autant plus qu'on ne pourra s'opposer à une proposition que l'on vient de faire soi-même dans une autre forme. On ne peut disconvenir que cette proposition de l'Angleterre met en question toutes les alliances et les rapports qui existaient jusqu'ici entre les grandes puissances. Les cinq puissances se trouvent pour ainsi dire isolées jusqu'à ce que de nouvelles alliances se seront formées » [41]. De l'aveu du comte Goltz, ambassadeur de Prusse à Paris, la Prusse se trouvait replacée dans une meilleure situation après l'invitation anglaise aux signataires des traités de Vienne et elle était tirée ainsi « d'un grand embarras » [42].

---

36) AE. Angleterre 7-III.

37) Rapport de Paris, 12-III. Hauptstaatsarchiv Stuttgart, E/70/47/9.

38) 11-III, ibid.

39) Rapport de Paris. 7-III. Generallandesarchiv Karlsruhe, Diplomatische Specialakten Russland, No. 48/3009.

40) 13-III, ibid.
A Londres, au contraire, on était très satisfait de son attitude. Clarendon le constata dans une lettre à Hammond: « I was not sorry to hear ... that the French were irate with us for not doing more with them in Polish matters i.e. for not helping to get up a quarrel of which the ultimate object would be Rhenane ». - Clarendon à Hammond, 8-III, FO. 391/4.

41) Freiherr von Wendland, Paris, 12-III. Geheimes Staatsarchiv, Frankreich 1863.

42) Rapport de Paris, 12-III, Hauptstaatsarchiv Stuttgart, E 70/47/9.
L'opinion publique allemande soupçonnait toujours Bismarck de préparer un coup d'Etat contre le parlement. Grâce aux chemins de fer, les forces placées sous le commendement du général Werder pouvaient être appelées en peu d'heures dans la capitale, déjà occupée par une partie de la garde royale. - AE. Allemagne, 15-IV.
« An den Ufern der Prosna wird der Säbel für Berlin geschliffen ». - Carl Blind: Deutschland und Polen, Der Beobachter, 7-III.
Le « Der Beobachter, ein Volksblatt aus Schwaben », était le journal le plus propolonais parmi les journaux allemands.

Cette appréciation du problème polonais par la diplomatie française était d'ailleurs très caractéristique. En soulignant que celui-ci était d'un intérêt d'ordre européen et en exprimant son désir de s'associer aux démarches des autres puissances, la France se laissa ainsi imposer sa conduite dans une question que l'Europe était décidée à considérer comme étant pour elle surtout une affaire d'intérêt et de prestige. Elle était d'autant plus significative qu'en même temps le gouvernement français avait pris l'initiative de deux actions distinctes pour résoudre cette question. La note de Drouyn de Lhuys prouvait que le Second Empire n'agissait pas d'après un plan bien établi, il ne savait pas encore ce qu'il ferait si sa pression sur Vienne et St. Pétersbourg restait sans résultat.

L'effervescence de l'opinion publique provoquée par la signature de la convention, ainsi que l'aspect international que revêtait le problème polonais, contraignaient la diplomatie impériale à agir.

L'Autriche était évidemment la seule grande puissance continentale pour laquelle le rétablissement de la Pologne pourrait présenter non seulement des inconvénients mais aussi des avantages. L'indépendance polonaise ne mettait pas obstacle aux ambitions nationales des Autrichiens, comme c'était le cas pour les Prussiens et les Russes.

La première conversation à ce sujet n'eut pas un caractère officiel; ce fut un entretien de trois heures entre l'impératrice Eugénie et l'ambassadeur autrichien, le prince Metternich [43]. Etant donné la tournure que prenaient les événements, Napoléon III — précisa l'interlocutrice — n'était plus préoccupé que de l'entente entre l'Autriche, la France et l'Angleterre, entente qui pourrait résoudre toutes les difficultés, consolider sa dynastie et le bonheur du monde. Il se réservait de parler franchement de tout cela lorsque le moment serait venu. L'impératrice, elle, voulait seulement exprimer sa pensée, devancer Napoléon et aller tout de suite beaucoup plus loin que lui. Elle avait pris un atlas et expliqua pendant plus d'une heure « le plan utopique, mais curieux, qui l'enthousiasma ». C'était ni plus ni moins que le remaniement de la carte de l'Europe. La Russie devait être refoulée en Asie par la perte des provinces polonaises, elle recevrait une compensation en Turquie asiatique. La Pologne serait reconstituée. La couronne royale serait offerte à un archiduc, si Vienne y consentait. Dans le cas contraire, on ferait monter sur le trône le roi de Saxe qui serait ainsi dédommagé de la cession de son pays à la Prusse. Cette dernière céderait la Posnanie à la Pologne, la Silésie à l'Autriche et la rive gauche du Rhin à la France, mais obtiendrait la Saxe, le Hanovre et les duchés au nord du Main. L'Autriche céderait la Vénétie au Piémont, la Galicie à la Pologne, prendrait une longue ligne de nouvelles frontières à travers l'Adriatique, la Silésie et tout ce qu'elle désirerait au sud du Main. La France, obtenant la rive gauche du Rhin, respecterait la Belgique pour ménager l'Angleterre, à moins que cette puissance, pour s'emparer d'Anvers, ne lui laissât Bruxelles et Ostende. Le Piémont, après avoir annexé la Vénétie, restituerait les deux Siciles au roi de Naples, qui, à son tour, arrondirait l'Etat pontifical. La Turquie serait supprimée pour cause « d'utilité publique et de moralité chrétienne ». Elle céderait ses territories d'Asie à la Russie, la ligne de l'Adriatique à l'Autriche, la Thessalie, l'Albanie et Constantinople à la Grèce; les Principautés, érigées en enclave indépendante, seraient at-

---

43) Stern: L'insurrection polonaise, Revue Historique, 1921. Rapport de Metternich, 22-II-1863. Oncken: Die Rheinpolitik Kaiser Napoleons III, vol. I, No. 1.

tribuées à un prince du pays. Les rois et les princes dépossédés en Europe iraient « civiliser et monarchiser » les belles républiques américaines, qui toutes suivraient l'exemple du Mexique.

En somme, c'étaient là les mêmes projets que ceux que Metternich avait déjà entendus en mai 1861 [44]. Néanmoins, ils dénotaient bien l'état d'esprit du couple impérial. Son but était l'hégémonie française en Europe, non par le rétablissement de la Pologne, mais par la possession du Rhin. Aucun respect pour le principe des nationalités. On voulait laisser de vastes territoires polonais — la Haute-Silésie, la Poméranie orientale, les parties de la Prusse Orientale — en dehors du nouvel Etat, qui par la force des choses, serait le plus sûr allié de la France. Le principe des nationalités serait violé dans les Balkans, et en Asie, où la Russie devrait s'emparer de populations musulmanes. Aucun désir de tenir compte des aspirations des autres peuples: ni pour les changements de régimes dans les Balkans, ni en Amérique du Sud. L'omission de la Grèce était aussi très caractéristique. A ce moment-là, la diplomatie européenne s'ingéniait à découvrir un candidat au trône de ce pays [45]. Les Grecs avaient élu un prince anglais, l'impératrice n'y avait fait aucune allusion. L'attitude de l'Angleterre était-elle à ce sujet négligeable?

Metternich, analysant la conversation, ne la considéra pas comme une plaisanterie; il crut que le couple impérial était très « convaincu de la possibilité et de la nécessité de la réaliser une fois » [46].

Trois jours plus tard le prince eut une conversation avec l'empereur. Il était préparé aux ouvertures que devait lui faire Napoléon, mais l'enthousiasme de celui-ci dépassa son attente. Le langage du souverain rappela « les grandes époques de son règne, époques qui avaient précédé les guerres d'Orient et d'Italie ». Ses paroles respiraient la passion politique et produisaient un effet d'autant plus frappant qu'elles contrastaient absolument avec son attitude habituelle. L'ambassadeur y voyait « percer l'ambition démesurée et l'énergie indomptable de cet homme extraordinaire ». L'empereur faisait l'éloge de la politique autrichienne qui, depuis trois ans, avait été très habile. Elle avait été si différente de celle des autres cabinets qui avaient commis tant de maladresses que Vienne devait en recueillir nécessairement de grands bénéfices. Lui, Napoléon, voulait prouver la véracité de ce qu'il avait si souvent répété, à savoir que seules les circonstances et la sauvegarde des intérêts réciproques pouvaient amener les alliances fructueuses. Le jour était arrivé où l'Autriche pourrait regagner en un tour de main beaucoup plus qu'elle n'avait perdu. Les sacrifices exigés seraient largement compensés, et l'empereur était prêt à s'engager « corps et âme » envers François-Joseph. Il entra alors dans des détails très circonstanciés en recouvrant toute son argumentation « d'un voile de conservatisme »: les deux questions à résoudre étaient celle de la Pologne et celle de l'Italie. Il avait essayé de s'entendre avec la Russie et avec l'Angleterre, mais il n'avait pas réussi. « Je le dis franchement, j'ap-

---

44) Annexe IV.

45) Lhéritier: L'avènement de la dynastie danoise en Grèce, Revue Historique, 1925. D. Dawson: The Archduke Ferdinand Maximilien and the Crown of Greece in 1863, English Historical Review, XXXVII, 1922.

46) Annexe V.

partiendrai à la puissance qui m'y aidera » et c'était avec l'Autriche qu'il voulait conclure un accord [47].

Drouyn de Lhuys précisa de son côté l'attitude du gouvernement français. D'après lui, la situation actuelle en Pologne pourrait évoluer de trois manières. Le soulèvement serait réprimé avant le début d'une action diplomatique, ou il durerait assez longtemps pour que les puissances puissent demander à la Russie l'application des stipulations du traité de 1815, ou enfin il aboutirait à l'indépendance polonaise. En ce qui concernait la première éventualité, Napoléon était très reconnaissant au cabinet autrichien de sa neutralité et il se rappellerait cette attitude le moment venu. Dans la deuxième éventualité, même l'abstention de Vienne ne changerait rien aux sentiments bienveillants de l'empereur. Si cependant l'Autriche consentait à prendre part à l'intervention diplomatique, le rapprochement serait complet. Le gouvernement de François-Joseph pourrait d'autant plus facilement réclamer l'autonomie du Royaume qu'il avait accordé les institutions nationales à la Galicie. Le seul point délicat serait le problème de Cracovie. La restauration de l'état des choses conforme au traité de 1815 exigerait l'évacuation de cette ville par les troupes autrichiennes. La question du rétablissement de la Pologne était, d'après le ministre français, « un tripotage politique », mais il donna à entendre en même temps que l'aide que pourrait apporter l'Autriche serait basée sur le principe de l'alliance française et que de larges compensations seraient prévues pour la perte des provinces polonaises [48].

Le langage tenu par le comte Rechberg put inciter la diplomatie française à poursuivre ses projets. Rechberg déclara au duc de Gramont que les compensations territoriales à envisager se situaient au sud, sur les bords du Danube, mais, avant de se lancer dans l'aventure polonaise, son cabinet voudrait obtenir des garanties formelles [49]. Après avoir pris connaissance du rapport de Metternich relatant l'entretien avec l'impératrice, il précisa qu'une alliance entre les deux capitales était toujours possible. Mais pour arriver à ce résultat il était indispensable d'avoir un but nettement défini et de savoir jusqu'où on s'engagerait. Paris ne pouvait équitablement exiger de l'Autriche que sur la foi de vagues assurances elle risquât à la légère un enjeu aussi considérable. Il faudrait des gages, ou tout au moins des garanties positives pour qu'elle pût se hasarder à sortir d'une réserve commandée par des intérêts aussi importants. Le cabinet de Vienne voudrait voir se réaliser une entente complète entre la France et l'Angleterre dans la question polonaise, mais il ne croyait pas que les Anglais, malgré la sympathie qu'ils éprouvaient pour la cause polonaise, fussent disposés à s'engager à fond. En ce qui concernait la France, celle-ci pourrait donner des gages précieux de sa bonne volonté en Orient et en Italie. L'Autriche ne serait pas opposée à un rapprochement plus intime avec les puissances occidentales. Elle voudrait cependant voir la politique française prouver par des actes la sincérité de ses intentions.

Dans une autre dépêche confidentielle et destinée seulement au prince

---

47) Metternich, 26-II-1863. Oncken, I, No. 2.

48) AE. Autriche, 27-II. Metternich, 22-II-1863, HHS. Frankreich 75.

49) AE. Autriche, 28-II.
« Dépêches du duc de Gramont ont fait grande impression. L'empereur semble se rendre à mes efforts pour amener l'entente avec nous sur un terrain plus praticable et plus modéré ». - Metternich à Rechberg, télégramme, HHS. Frankreich 75.

Metternich, Rechberg informa son ambassadeur que le but véritable de sa diplomatie était « d'affaiblir l'entente franco-russe ». Il essayait de mettre à profit sur un autre terrain, en Italie et en Orient, les bonnes dispositions de Paris. L'action de Londres en faveur des Polonais — ajouta le ministre autrichien — s'expliquait aussi par le désir qu'avait le cabinet britannique de profiter de l'appui français en Orient [50].

En même temps Rechberg souligna à l'ambassadeur prussien les efforts qu'il faisait pour calmer l'irritation de Paris envers la Prusse [51].

L'attitude qu'adoptait la monarchie danubienne était donc bien dans sa tradition: indécision, crainte des complications internationales, désir de ne blesser personne, protestations de bienveillance [52].

La réticence et les atermoiements du gouvernement autrichien impatientaient la cour des Tuileries. Celle-ci voulait se lier à l'Autriche afin de résoudre les questions polonaise et italienne. Cette impatience se faisait jour dans la lettre du 2 mars de l'impératrice au prince Metternich: « En somme je ne vois rien d'encourageant, et je crains bien que la montagne n'accouche qu'une souris morte, et voilà tout ». Si l'ordre était rétabli en Pologne — ajouta-t-elle — si l'insurrection épuisée et abandonnée à ses propres forces était réprimée, comment la diplomatie pourrait-elle ranimer la question polonaise? La renvoyer à une autre époque, c'était risquer de perdre l'occasion. « Et pourtant quand on pense à tout ce qu'il y a de grand, de pratique même, à ce rêve éveillé que nous avons fait ensemble, il me prend envie de pleurer et de me casser la tête contre le mur ». L'entente avec l'Autriche avait toujours été — disait l'impératrice — ce que la cour impériale avait le plus désiré. « Le mariage d'inclination c'est vous; ne nous faites pas faire un mariage de raison » [53].

Cette lettre reflétait bien l'attitude française et autrichienne en présence du problème polonais. Pour la France c'était « une occasion » qui devait amener le règlement des autres questions. Le cabinet de Paris avait toujours été gêné dans sa politique par la crainte d'une coalition des puissances européennes, il dépendait maintenant de lui de recréer à l'est de l'Europe un Etat allié dont les troupes seraient « une seconde armée française sur les bords de la Vistule ». Pour l'Autriche le principe même d'après lequel la Pologne devait être rétablie aurait été une menace pour son intégrité. La volonté des peuples de disposer eux-mêmes de leur sort contenait un péril mortel pour l'existence de la monarchie des Habsbourg. En ce qui concernait la question polonaise, l'Autriche voyait son intérêt dans la fin rapide du soulèvement, mais en même temps elle désirait que le gouvernement russe mît fin à l'expérience de Wielopolski. Le langage tenu à Paris avait été destiné à tromper la diplomatie française sur l'attitude de Vienne; et la manoeuvre avait bien réussi. Même l'ambassadeur anglais, lord Cowley, avait cru que l'Autriche serait disposée à commencer une guerre

---

50) Rechberg à Metternich, 27-II, HHS. Frankreich 76.

51) Werther, Vienne, 27-II-1863. APP. III, No. 262.

52) « Nous ne voyons pas sans une certaine satisfaction la tendance qui se manifeste chez M. Drouyn de Lhuys de se rapprocher à la fois de nous et de l'Angleterre. Il ne serait peut-être pas impossible de profiter de cette tendance pour modifier l'attitude de la France en Orient et la ramener à des idées plus en harmonie avec celles que nous y défendons ». - Rechberg à Apponyi, Londres, 27-II, HHS., England 62.

53) Stern: L'insurrection polonaise. - Wellesley: The Paris Embassy, p. 250.

pour la reconstitution de la Pologne [54]. Rechberg s'efforçait d'autant plus de manifester de bonnes dispositions à l'égard des projets exposés au prince Metternich qu'il craignait un brusque revirement de la politique prussienne. Le cabinet de Berlin serait, d'après lui, capable de se lier avec le gouvernement français et ce rapprochement aurait naturellement des répercussions désagréables pour l'Etat autrichien [55].

Ce fut Napoléon lui-même qui précisa les conditions d'une alliance éventuelle. Dans le cas où les événements de Pologne forceraient l'Autriche à évacuer la Galicie, il lui offrirait la prépondérance exclusive en Orient et la compensation matérielle qu'elle choisirait [56]. Il était dès maintenant disposé à soutenir la politique orientale de la cour de Vienne si celle-ci promettait de réunir la Galicie à la Pologne dans le cas de rétablissement de ce Royaume. Le règlement définitif de la question italienne exigerait l'abandon de la Vénétie. L'empereur était donc prêt à favoriser la suprématie autrichienne en Allemagne, à la soutenir envers et contre tous, et à lui faire obtenir une compensation matérielle là où elle désirait. « Il est clair — ajouta-t-il — que si je me brouille de tous les côtés pour m'allier franchement avec vous, je désire être bien sûr que vous ne me direz pas, le moment venu: je veux que la Pologne et l'Italie se constituent sans sacrifier deux de mes plus beaux royaumes ».

Metternich répondit à Napoléon que son argumentation pêchait par la base. L'Autriche ne demandait ni agrandissement en Allemagne, ni provinces en Orient parce qu'elle n'avait pas « le désir immodéré » de reconstituer la Pologne et l'Italie. Pourquoi mêler les deux questions? La France voulait forcer le cabinet autrichien à consentir d'avance à des sacrifices. Elle avait entamé le dialogue en demandant à Vienne des amputations de territoire. L'ambassadeur expliqua au souverain des Tuileries que la méfiance était réciproque. « Si, lorsque nous aurons proclamé que nous sommes prêts à sacrifier nos provinces, vous nous disiez: je suis au désespoir de ne pouvoir vous venir en aide, mes soldats sont au Mexique, mon argent est en Italie, quelle figure ferions-nous, que diraient nos populations? » [57].

La réponse de Metternich souligna la difficulté des pourparlers entre Paris et Vienne. Son cabinet ne pouvait consentir à un rapprochement au prix des pertes territoriales pour l'un des partenaires, et ce d'autant moins que celui-ci devait être l'Autriche. Aussi la recherche d'une solution à deux questions distinctes, celle de Pologne et celle de l'Italie, était-elle une faute de tactique. Mais le côté le plus faible de l'argumentation de Napoléon résidait dans le désir évident, qui s'y faisait jour, d'avoir un allié en vue d'une action militaire éventuelle. Les offres françaises ne contenaient aucune menace d'initiative isolée; elles sous-entendaient la nécessité d'une action conjointe. Cette répugnance qu'avait le Second Empire à entamer la lutte pour la Pologne sans l'appui d'une grande puissance sera vite remarquée à Londres et à Vienne, ce qui facilitera l'effort des deux diplo-

---

54) Cowley, 1-III-1863. Filipowicz: No. 123.

55) Rechberg à Karolyi, Berlin, 2-III. Srbik, III, No. 1098.

56) Le 24 janvier 1863 Napoléon avait déclaré de nouveau « pour la première fois depuis un an, que la seule influence qui lui paraissait légitime en Orient, et qui ne contrariait en rien les intérêts de la France, était selon lui l'influence autrichienne ». - Metternich à Rechberg, 24-I, HHS., Frankreich 75.

57) Metternich à Rechberg, 5-III-1863. Oncken, I, No. 4.

maties pour entraver la cour des Tuileries dans ses projets. La méfiance de la monarchie danubienne était, elle aussi, explicable. Les événements de 1859 avaient prouvé que la France de Napoléon III pouvait abandonner une alliance. Est-ce qu'une entente franco-russe ne serait pas possible après des succès français sur le Rhin et des succès russes en Europe orientale?

La pression exercée sur Metternich devenait chaque jour plus forte. L'impératrice était « tout feu et flamme ». Elle ne comprenait, ou plutôt feignait de ne pas comprendre que le gouvernement de Vienne ne voulait pas faire des sacrifices pour arriver à un accord avec la France. « Je me trouve sur un terrain volcanique » — constata le prince [58].

Le duc de Gramont réussit à faire venir Metternich à Vienne [59]. L'ambassadeur quitta Paris le 12 mars; la veille encore il avait eu un entretien avec l'empereur en présence de Drouyn de Lhuys, qui lui avait remis un exposé détaillé des propositions françaises [60]. Le projet de la cour impériale prévoyait un traité secret qui devait aplanir les difficultés s'opposant à une communauté de vue sur la question polonaise. Le préambule soulignait le désir sincère des deux pays de résoudre pacifiquement, s'il était possible, les problèmes qui pouvaient se présenter. En cas d'impossibilité, la paix qui mettrait fin au conflit devrait être basée sur le principe de l'équilibre européen. L'accord à signer stipulait: une alliance offensive et défensive, une action diplomatique combinée sur tous les points, pas d'action militaire sans consentement mutuel, pas de paix séparée, aucun remaniement territorial sans le consentement des deux signataires [61].

Le contenu des articles différait donc considérablement de ce qui avait été mentionné auparavant, mais, néanmoins, les paroles prononcées par l'empereur en présence de Metternich dénotaient bien l'état d'esprit de la capitale française, et le gouvernement autrichien se rendait bien compte que son partenaire éventuel tenterait d'influencer les événements pour que ses projets se réalisent, surtout en ce qui concernait les affaires italiennes.

Mais Paris, malgré le langage tenu à l'Autriche, n'était pas décidé à agir. L'attitude de Vienne pendant la guerre de Crimée laissait prévoir un refus poli des offres françaises. Napoléon III tenait donc à conserver de bons rapports avec St. Pétersbourg, et il pressait la cour russe de prendre une initiative pour apaiser le mouvement polonais et éliminer ainsi le principal obstacle à un rapprochement encore plus intime entre les deux sou-

---

58) Metternich, 5-III-1863. Oncken, I, No. 4.

59) Un agent obscur, Debrauz de Saldapenne, gérant du journal « Mémorial Diplomatique », dont Napoléon III s'était servi dans les négociations relatives à l'acceptation par Maximilien de la couronne du Mexique, avait été envoyé vers le milieu de mars à Vienne pour préparer l'opinion de la cour de François-Joseph à la mission de Metternich. - Delord; Histoire du Second Empire, III, p. 475. Wereszycki: Austria, p. 111.

60) Metternich à Rechberg, 11-III, HHS. Frankreich 75. « Les explications que je suis en mesure de fournir à Notre Auguste Maître sont claires et précises... elles n'ont heureusement aucun caractère comminatoire ou inquiétant pour notre repos et nos intérêts, ce sont les conditions précises d'un marché auquel nous pourrons opposer les nôtres ». - Metternich à Rechberg, 11-III, HHS. Nachlass Rechberg 525.

61) Cowley, 20-III-1863. Filipowicz, No. 241.
L'Impératrice avait donné à Metternich déjà le 8 mars le premier projet d'alliance. Ce projet n'avait parlé que d'une possibilité d'alliance si une nécessité se présentait. Il est reproduit par Oncken, vol. I, No. 5.
Sur le rôle d'Eugénie dans ces pourparlers avec Metternich: Sencourt: l'Impératrice Eugénie et la politique étrangère, Revue de Paris, mai 1932.

verains. Les vaines ouvertures faites à Budberg, la réponse brutale du tzar à la lettre personnelle de l'empereur n'avaient pas découragé la diplomatie française dans ses efforts pour maintenir les bonnes relations qui avaient existé entre les deux cabinets avant la convention du 8 février.

Le 9 mars, donc encore avant le départ du prince Metternich, Drouyn de Lhuys avait informé Gortchakow de la proposition anglaise, faite aux signataires du traité de Vienne, de s'associer à la démarche britannique du 2 mars. Le gouvernement français n'avait pas donné à ses conseils la forme d'une communication officielle, mais il laissa entendre que, au cas où les autres puissances suivraient les suggestions de Londres, la France ne pourrait refuser d'y participer. Si donc, ainsi qu'il en avait l'espoir, la Russie était disposée à entrer dans la voie des concessions, elle ne devait pas attendre cette manifestation pour dévoiler ses intentions, et la diplomatie impériale serait la première à la féliciter de toute initiative qu'elle prendrait en faveur de la Pologne, rendant ainsi inutile la démarche de lord Russell [62].

Le désir d'une conversation à deux était donc évident; malgré ses projets d'une alliance avec l'Autriche, le Second Empire était toujours prêt à entamer un dialogue avec la Russie.

Dans sa dépêche du 10 mars le ministre français [63] précisa sa pensée. Il demanda au duc de Montebello des renseignements sur les idées et l'influence de ceux qui, à St. Pétersbourg, réclamaient une Pologne indépendante dans les frontières de 1815 et sous le sceptre du Grand-Duc. Et il mit en relief les avantages d'une pareille solution. Au lieu de sujets toujours prêts à contester son autorité, la Russie aurait pour voisin un peuple qui lui devrait sa restauration et que l'origine de la dynastie rattacherait à l'empire du tzar par des liens durables. En renonçant à une possession qui serait toujours une gêne dans ses relations internationales, le gouvernement russe ferait rentrer dans le système politique de l'Europe un Etat dont la reconstitution serait vue avec une satisfaction réelle par la plupart des puissances. La force des choses imprimerait une direction nouvelle aux aspirations polonaises et les détournerait vers un autre but. On semblait craindre cette éventualité en Allemagne, et ce sentiment n'était pas étranger à l'hostilité que la Prusse témoignait à l'idée d'une Pologne indépendante. Si le cabinet de St. Pétersbourg était disposé à adopter cette conduite, l'appui de la cour de Paris ne lui ferait pas défaut [64].

Dans son rapport du 22 mars Montebello expliqua qu'il existait bien en Russie, non pas un parti, non pas même une opinion, mais un sentiment plus ou moins réfléchi et assez répandu, favorable à l'abandon du Royaume à lui-même. Ce sentiment se justifiait par les embarras inextricables que la Pologne avait créés à la Russie. L'ambassadeur apercevait des symptomes de cet état d'esprit près du trône, dans la société, dans l'administration, mais il les décelait surtout chez les hommes du vieux parti russe, inspirés par leur haine à l'égard de l'Europe catholique et

---

62) AE. Russie, 9-III.

63) ibid. 10-III.

64) Drouyn de Lhuys pouvait d'autant plus suggérer ce projet qu'il était sûr de la collaboration des hommes politiques polonais influents. Le 3 mars, deux des plus éminents Polonais de Galicie, le prince Leon Sapieha et le comte Adam Potocki, avaient affirmé au duc de Gramont qu'un arrangement avec la Russie sur les bases de 1815 était toujours possible. - AE. Autriche, 3-III.

latine. Ce parti ne s'opposerait pas à l'idée de voir la Russie redevenir une puissance asiatique et ne plus se mêler des affaires européennes. Gortchakow, interrogé par le duc, répondit que cette idée de l'indépendance polonaise était inapplicable et ne méritait pas d'être discutée [65]. Il soulignait que le Royaume était, depuis 1861, gouverné par un conseil d'Etat purement polonais, investi d'attributions plus étendues que celles du Conseil d'Etat et du Sénat en France. Le Royaume n'avait plus de commun avec la Russie que l'armée [66].

Ce rapport de l'ambassadeur français confirmait donc les tendances d'une partie de l'opinion publique russe qui avaient tant alarmé Bismarck [67], et qui dans l'abandon partiel de la Pologne (il s'agissait seulement du Royaume, car, même au sein du vieux parti russe, on n'avait jamais envisagé l'évacuation des provinces orientales polonaises) voyait soit le prix d'un rapprochement avec la France, soit la renonciation à une politique active en Europe et le retour définitif vers l'Asie. Mais, c'était précisément à cause de leurs ambitions nationales en Europe que les Russes désiraient maintenir la Pologne.

L'Etat polonais leur avait, en effet, barré l'accès vers l'Occident. Son anéantissement, puis l'occupation permanente de ses territoires permettait à la Russie d'exercer une influence sur les événements européens. Sa présence entre la Vistule et la Duna pesait toujours sur la Prusse; la possession des territoires situés entre la Vistule et le Dniepr constituait une menace pour l'Autriche et pour les Balkans. Le rétablissement de la Pologne amoindrirait les possibilités russes d'une action militaire vers l'ouest. La cour de St. Pétersbourg ne pouvait donc pas céder à une pression française sur ce point. Les Russes étaient décidés à approfondir plutôt le désaccord franco-russe, provoqué par la signature de la convention d'Alvensleben, que de faire aux Polonais de nouvelles concessions. Tout ce qui

---

65) Interrogé par le prince Czartoryski, Napoléon répondit: « Le Grand-Duc (Constantin) y songe (la couronne polonaise) et depuis longtemps. L'année dernière a eu lieu, je le sais, un conseil secret auquel assistaient les Grands-Ducs Michel et Constantin, le marquis Wielopolski et un grand personnage russe qui me l'à raconté (probablement c'est le comte Orloff). A ce conseil il a été question de faire de la Pologne un royaume indépendant avec le Grand-Duc Constantin pour roi. Le projet fut discuté, le Grand-Duc Michel l'approuva entièrement; le Grand-Duc Constantin s'y rallia aussi: on consulta le marquis Wielopolski; il répondit qu'il ne pouvait que se féliciter d'une telle combinaison, mais qu'avant de penser à un pareil changement dans la situation de la Pologne, il fallait songer préalablement à débarrasser le pays de tous les éléments de désordre et d'anarchie. Ce fut la première idée du recrutement exceptionnel. Le Grand-Duc Constantin se rallia entièrement à l'avis du marquis ». - W. Czartoryski: Pamiętnik, p. 367.

On lit en même temps dans une lettre privée de St. Pétersbourg à Palmerston: « It is said that the Grand Duke Constantin is bent on becoming King of Poland and this would probably not be objected to here, if any guarantee could be obtained that inconvenient encroachments on Russian territory would not, some day be required to add extent and dignity to the new Kingdom ». - AR, H 50/47, lettre du 22 février.

On parla aussi du duc de Leuchtenberg pour le trône de Pologne. - Rechberg à Metternich, 27-III, HHS., Frankreich 76.

66) AE. Russie, 22-III.

67) Précisément, en mars 1863 le ministre de France, Forth-Rouen, manda de Dresde: « Un gentilhomme russe, retiré aujourd'hui à Dresde, et qui a longtemps pratiqué M. de Bismarck, pendant sa mission à St. Pétersbourg, me disait que parlant un jour de la nécessité pour la Russie de replacer la Pologne dans la situation stipulée par les Traités de 1815, le ministre de Prusse qui était présent, s'était fortement récrié en déclarant « que le jour où les armées russes quitteraient la Pologne, les armées prussiennes y entreraient, afin pour la Prusse, de n'avoir ces Polonais dans les reins, le jour où elle aurait à repousser une velléite ambitieuse de la France sur le Rhin ». - AE. Saxe, 7-III.

avait été compatible avec l'intérêt national avait été accordé au marquis Wielopolski.

Le diplomatie du tzar n'entama pas une discussion des projets français, elle ne désirait même pas connaître les compensations que la France serait prête à lui consentir [68].

Les initiatives impériales auprès de l'Autriche et de la Russie indiquaient bien le changement intervenu à Paris, changement dû à la prolongation de l'insurrection [69]. L'ambassadeur anglais, lord Cowley, faisait ressortir dans son rapport les différentes phases par lesquelles était passée l'opinion publique française [70]. Dès le début du mouvement polonais, en 1861, et jusqu'à la convention du 8 février, l'attitude de l'empereur, de son gouvernement, de la presse, du public avait été marquée par une apathie relative. L'opinion générale avait accusé les Polonais d'inertie au cours de la guerre de Crimée; par cette inaction, d'après elle, ils avaient perdu le droit de réclamer du secours à la France. La brutalité des Russes et la propagande de l'émigration avaient provoqué des démonstrations de sympathie pour la cause polonaise, mais les milieux responsables s'étaient bien gardé de soulever cette affaire. Le langage tenu au Sénat par Billault avait reflété exactement la position gouvernementale en face de nouvelles complications internationales. Ç'avait été la politique prussienne qui avait modifié les idées de l'empereur. L'initiative de Berlin, prise au moment où la France proclamait sa neutralité, avait pris la signification d'une offense. Et Lord Cowley termina sa dépêche en insistant sur la nécessité du maintien de bonnes relations avec le cabinet de Paris pour prévenir une alliance de celui-ci avec la cour de St. Pétersbourg [71].

Ce changement de l'opinion française se marquait aussi dans les déclarations officielles. Drouyn de Lhuys avait fait savoir à l'ambassadeur anglais combien il regrettait que Londres se fût refusé à participer à l'envoi d'une note collective au gouvernement prussien. L'entente entre les deux capitales occidentales aurait pu facilement entraîner la collaboration de Vienne, et l'accord entre les trois cours aurait imposé à la Russie une solution du problème polonais, solution conforme aux traités. Le 12 mars, c'est-à-dire deux semaines plus tard, le ministre français tint un langage plus énergique. Il était impossible à Napoléon III d'oublier « la traditionnelle passion » de la France pour la Pologne. Le partage de ce pays avait été non seulement « un crime odieux », mais aussi une faute politique. L'existence de l'Etat polonais avait été une garantie de sécurité pour la Turquie, pour l'Allemagne, et plus spécialement pour l'Autriche; cette exis-

---

68) Lord Russell comprit mieux que Napoléon les complications du problème polonais Il saisit bien le danger qu'une Pologne indépendante présentait pour la Prusse et pour la Russie. Pour ces deux Etats une telle éventualité « serait un péril mortel ». - Russell à Cowley, 14-III, PRO. 105. Bernstorff à Bismarck, 12-II. APP. III, No. 178.

69) Cowley,: 3-III-1863. Filipowicz, No. 128.

70) Guizot constata le 28 février: « Si l'insurrection, avec tous ses courages et toutes ses douleurs, dure quelques mois, l'affaire deviendra grave. L'Europe aussi sera émue. Si les Russes, comme ils s'en flattent, étouffent l'insurrection en quelques semaines, ce sera de l'héroïsme et de la souffrance en pure perte, comme le monde en a tant vu ». - Gayot: Guizot et Madame Laure de Gasparin, lettre du 28 février, p. 598.

71) La diplomatie anglaise craignait toujours une entente franco-russe, et elle voyait le danger de cette entente plus en Orient qu'en Europe orientale. Aussi ses efforts tendaient-ils à empêcher un tel rapprochement et elle jugeait habile de s'associer à la France pour la mieux surveiller.

tence de la Pologne avait toujours protégé l'Europe contre la Russie. Depuis 1772 le problème polonais était devenu une source de troubles et d'intrigues révolutionnaires. Il fallait saisir l'occasion qui se présentait et remédier à cette situation pénible. En ce qui concernait la convention prusso-russe, c'était « un incident duquel nous aurions dû profiter » [72].

Plus significative encore fut l'attitude de Napoléon III. L'ambassadeur russe le trouvait « très travaillé dans le sens des entreprises aventureuses ». Le souverain des Tuileries affirma que l'engagement qu'avait pris le tzar de proclamer l'amnistie après l'écrasement de l'insurrection et son désir de maintenir le gouvernement de Wielopolski ne suffisaient plus. Il indiqua la pression exercée par l'opinion publique française qui s'enflammait de plus en plus pour la cause polonaise. La seule réaction du baron Budberg à la suite de cette audience fut la demande, télégraphiée à St. Pétersbourg, d'une action militaire encore plus brutale contre les Polonais [73].

Lord Cowley avertit également son ministre du revirement français. Il énuméra les raisons qui pourraient pousser Napoléon à prendre une initiative énergique dans la question polonaise. Le nom de la Pologne était à jamais lié aux gloires du Premier Empire, considération que le Second Empire ne pouvait pas négliger. Louis-Napoléon avait reproché à l'ancienne monarchie d'avoir rabaissé l'honneur français par ses vaines protestations en faveur de la Pologne. Le rétablissement de l'Etat polonais donnerait à la France un allié, toujours prêt à l'appuyer. La frontière du Rhin — ajouta l'ambassadeur — serait une précieuse compensation à l'effort de l'armée impériale. La diplomatie française avait envisagé deux solutions possibles à cette affaire: un accord direct et séparé avec la Russie, ou une coalition européenne contre cette puissance. Les ouvertures faites au prince Metternich indiquaient que l'on penchait pour la seconde solution. L'ambassadeur d'Angleterre soulignait avec satisfaction que la Belgique n'avait pas été mentionnée dans ces discussions [74].

Ces impressions furent encore renforcées par la conversation que l'ambassadeur eut avec Napoléon III [75]. Celui-ci proclama son indifférence à l'égard de l'annexion de la rive gauche du Rhin; les allusions des journaux n'avaient aucune prise sur lui. Cowley répondit qu'il avait pleinement confiance en ses paroles, mais qu'il ne fallait pas oublier que l'opinion publique avait déjà forcé la cour des Tuileries à modifier son attitude. Elle avait imposé le rattachement de Nice et de la Savoie, et ce malgré l'assurance formelle donnée auparavant par le gouvernement français. Il n'était pas impossible qu'un fait semblable se reproduisît. Napoléon réaffirma son désir d'une entente avec l'Angleterre, un geste devrait être fait en faveur

---

72) Grey, Paris, à Russell. 12-III-1863. Filipowicz, No. 166, 171.
Dans une lettre privée Grey répéta les paroles de Napoléon qui avait affirmé qu'il ne voulait aucunement une guerre: « Je la déteste. Mon seul but est la paix. L'Angleterre ne veut rien faire, elle me soupçonne toujours... En rétablissant le royaume de Pologne nous aurions réparé un grand tort. Nous aurions détruit un foyer insurrectionnel et nous aurions assuré la paix de l'Europe ». - Grey, lettre privée, 13-III, FO. 519/201.

73) Napier, 11-III-1863. Filipowicz: No. 215.
Goltz, 10-III-1863. APP. III, No. 324.

74) Cowley, 17-III-1863. Filipowicz: No. 222.

75) Cowley, 19-III-1863. Filipowicz: No. 240.
Dans une lettre privée du même jour il constata qu'il y avait à Paris des gens qui regardaient « Une démonstration hostile contre la Russie comme inévitable ». - Cowley, 19-III, AR, H 50/120.

des Polonais. Il attendait la décision de Vienne pour préciser ses pensées; il escomptait une réponse dans deux ou trois jours. Dans ses conclusions sur cet entretien l'ambassadeur souligna la nécessité de surveiller de près la politique de Paris. Le refus autrichien pourrait pousser Napoléon III à une action qui compromettrait la paix de l'Europe ou l'inciter à négocier un accord secret avec la Russie. L'Angleterre devrait appuyer la France dans le but de la mieux contrôler et de prévenir des initiatives contraires aux intérêts anglais [76].

Ce changement du sentiment français provoqua naturellement une grande inquiétude à Berlin. Elle augmenta encore quand la pression qu'avait exercée le cabinet impérial sur l'Autriche en vue d'une alliance offensive fut connue [77]. Bismarck remercia Karolyi de ce que son gouvernement n'eût pas donné suite à l'invitation de Paris d'envoyer une note commune à la Prusse; une telle démarche collective aurait obligé la cour de Prusse à faire tout son possible pour rompre cette coalition. Elle n'aurait pas hésité à rechercher un rapprochement avec une des puissances intervenantes et, comme l'indiqua nettement le premier ministre, cette puissance aurait été la France [78].

En même temps il prit l'initiative de discréditer la monarchie danubienne. Il fit circuler des bruits selon lesquels l'Autriche avait proposé le renouvellement de l'alliance des trois capitales copartageantes afin de s'opposer, même par la force, au rétablissement de la Pologne [79]. La diplomatie française s'alarma assez sérieusement de ces rumeurs et Drouyn de Lhuys pria le duc de Gramont de les vérifier [80]. Cet ordre dénotait bien la suspicion dont étaient entachées les conversations secrètes avec le prince Metternich. Rien d'étonnant à ce que Paris, malgré les pourparlers en cours avec l'Autriche, s'efforçât de trouver une autre solution à la tension franco-russe, provoquée par l'acte du 8 février.

Un prince allemand, Ernst de Saxe-Cobourg-Gotha, relata dans ses mémoires les impressions que lui avait laissées la visite qu'il avait faite dans la première moitié de mars à la cour des Tuileries. On n'y parlait que de

---

76) Lord Napier, ambassadeur anglais à St. Pétersbourg exposa, au cours de la conversation qu'il eut le 18 mars avec le tzar, comment la diplomatie anglaise concevait les intérêts de son pays. En tant que protestant et Anglais il ne voyait aucun avantage dans la création d'un grand Etat catholique doté d'une forte armée, Etat qui aurait toujours les sympathies françaises et qui menacerait toujours l'Allemagne protestante. Du point de vue religieux, et aussi du point de vue des relations économiques, la Grande-Bretagne avait plus d'affinités avec la Russie qu'avec la Pologne. - Napier, 18-III-1863. Filipowicz; No. 274.

77) Avant l'arrivée de Metternich à Vienne l'ambassadeur prussien, le baron Werther, interrogea Rechberg sur les propositions françaises relatives à un accord au sujet des événements de Pologne. Le cabinet de Berlin feignit de croire que ces propositions avaient été repoussées et il voulut en connaître le contenu. Le ministre autrichien ne nia pas le fait des conversations, mais il refusa d'en communiquer la teneur. - AE. Autriche, 15-III-1863.

En même temps Guillaume Ier remercia la reine Victoria « pour l'attitude conciliante et amicale » du gouvernement anglais. - Lutostański, op. cit., No. 333, 10-III.

78) Karolyi, Berlin, à Rechberg, 7-III-1863. APP. III, No. 317.

Le Prussien qu'était Bismarck n'hésita pas à menacer la cour de Vienne d'une action politique cependant difficilement conciliable avec les intérêts germaniques sur le Rhin. Mais, en exerçant cette sorte de chantage, il était parfaitement logique avec lui-même. « La perte des provinces rhénanes (pourtant allemandes) — déclara-t-il — aurait été pour la Prusse un déshonneur, celle des provinces orientales (polonaises) un coup mortel ». - Srbik III, No. 1356.

79) AE. Allemagne, 25-II, 26-II, 1-III-1863.
Rechberg à Karolyi, 12-III-1863. Srbik III, No. 1105.

80) AE. Autriche 5-III-1863.

la Pologne. C'était surtout l'impératrice qui s'enthousiasmait pour l'indépendance polonaise. Elle était très impressionnée par le récit des cruautés russes; étant une fervente catholique elle ne pouvait rester indifférente à la lutte d'un peuple catholique contre l'oppresseur schismatique. L'émigration polonaise savait très habilement agir sur ces sentiments de l'épouse impériale. « Elle avait installé dans les salons de l'impératrice son véritable quartier général ». L'attitude de Napoléon était plus calme. Il avait exprimé la sympathie traditionnelle des Français pour la Pologne, mais en même temps il lui avait donné à entendre qu'il était loin de sa pensée de prendre l'initiative « d'une aventure dangereuse » [81].

Au cours d'une conversation avec un autre prince allemand, Henri VIII de Reuss, Eugénie critiqua vivement la signature de la convention. Le soulèvement avait été d'abord l'oeuvre de Mazzini; par l'intervention prussienne il était passé sur le plan international. Malgré les dénégations officielles de Berlin, l'accord de St. Pétersbourg était en vigueur, et en fait il était exécuté au détriment des insurgés. L'empereur — précisa l'impératrice — devait, pour conserver le trône à sa dynastie, tenir compte des sentiments de l'opinion publique qui se prononçait unanimement en faveur des Polonais. Il fallait faire quelque chose pour que les résultats des élections d'été ne fussent pas désastreux. Le couple impérial était toujours accueilli par les ouvriers aux cris de « vive la Pologne ». L'impératrice ne cacha pas son irritation envers l'Angleterre, mais évita soigneusement d'émettre une opinion sur la politique autrichienne [82].

* * *

Ce fut la discussion au Sénat qui devait montrer à la France et à l'Europe quelle était vraiment l'attitude de l'opinion française à l'égard du problème polonais. Déjà le 7 mars Emile Ollivier avait exprimé au Corps Législatif le désir de voir une guerre entreprise pour la libération de la Pologne [83]. Le 14 mars une commission spéciale [84] présenta au Sénat un rapport sur les pétitions relatives à la question polonaise [85]. Cinq d'entre

---

81) Ernst II: Aus meinem Leben, III, p. 270-271.
Le prince Ernst croyait déceler dans ses conversations avec Napoléon le désir de celui-ci d'attaquer la Prusse. « Une Prusse libérale et forte trouverait toujours mon alliance — avait déclaré l'empereur — mais la Prusse qui change son ministère toutes les six semaines et qui provoque l'animosité de tout le monde est un péril permanent aussi bien pour la France que pour l'Europe tout entière ». - Duncker: Politischer Briefwechsel, p. 345.

82) Goltz à Bismarck, 10-III. APP III, 324.

83) Emile Ollivier: Notre déficit n'a pour cause que la Syrie et la Cochinchine; comme l'année prochaine on invoquera l'expédition que nous ferons, je ne sais où.
Un membre: Voulez-vous dire en Pologne?
Emile Ollivier: En Pologne! Dieu le veuille.

84) La commission était composée de: le baron Haussmann, secrétaire, Lefebre-Duruflé, de Goulhot de Saint-Germain, le vicomte de Suleau, le Roy de Saint-Arnaud, Tourangin, Larabit, rapporteur, Mallet, de Royer, président de la commission, Stourm.

85) Ollivier nota dans son Empire Libéral: « On pressait les Cinq de déposer un amendement sur la Pologne. Henri Martin m'écrivait: « Je crois que ce serait un grand coup pour la cause que de proposer un amendement en faveur de la nationalité polonaise et de réclamer ainsi le rétablissement du fameux paragraphe qui réservait le droit même aux jours des plus tristes faits. Vous placerez ainsi le gouvernement entre ses connivences russes et la honte de refuser ce que Louis-Philippe, lui-même, acceptait. Jamais l'opposition n'a eu un si beau champ. Ces gens-là feront tout pour étouffer la discussion ». Nous ne proposâmes pas d'amendement à cause de l'incertitude où nous étions sur la vérité de la situation ». - Ollivier, VI, p. 157.

elles étaient identiques; rédigées sur douze feuilles séparées, elles étaient signées par cinq cent trente-sept habitants de Paris; les premiers signataires se recrutaient parmi des ouvriers typographes ou fondeurs en caractères. La pétition saluait la lutte héroïque d'une « nation martyre ». Ces Parisiens, tous ouvriers, s'indignaient « des massacres commis par les soldats russes sur les hommes, les femmes et les enfants ». Puisque les Prussiens aidaient les Russes, les Français devaient aider les Polonais. Ils demandaient la guerre; le pays, d'après eux, était prêt à tous les sacrifices. La France de 1863 devait montrer plus de vigueur que la France de 1830 ou celle de 1848. Le but de l'intervention militaire serait le rétablissement de la Pologne dans l'intégrité de son territoire [86].

L'autre pétition, arrivée du Morbihan, était signée par trente-deux prêtres et instituteurs. Ils protestaient contre les partages de la Pologne à la fin du XVIII-e siècle, et déclaraient que les Bretons, comme soldats et comme catholiques, étaient prêts « à défendre le droit contre une grande injustice ». Ils voyaient la solution du problème dans une guerre franco-russe. En analysant ces demandes, Larabit, au nom de la commission, refusa d'accepter une telle responsabilité. Le Sénat savait que les Français se jetteraient généreusement, si besoin était, dans les hasards de la guerre, pour secourir « la noble nation polonaise », mais il désirait que la Pologne fût protégée sans exposer l'Europe à tous les malheurs d'un conflit général.

Une autre pétition adressée par trente et un habitants de Paris, sculpteurs, architectes, négociants, propriétaires, s'appuyait surtout sur les sentiments religieux qui unissaient la Pologne à la France; les problèmes politiques n'étaient pas abordés.

Une autre pétition encore fut signée par plusieurs membres de l'Académie française et d'autres classes de l'Institut, par plusieurs prêtres éminents, par deux anciens ministres du dernier gouvernement, par les membres des anciennes assemblées politiques et même du corps législatif actuel. Ces pétitionnaires rappelaient l'attachement traditionnel de la France pour la Pologne, attachement resserré par la confraternité des armes et par les rudes épreuves supportées en commun, « à une époque de grandeurs et de revers ». Ils demandaient une intervention diplomatique du gouvernement impérial [87].

La commission était d'accord — précisa Larabit — en ce qui concernait le jugement sur le partage de la Pologne; ce partage datait de la vieillesse de Louis XV et d'une époque de décadence de la diplomatie française. Il avait été blâmé par l'impératrice Marie-Thérèse d'Autriche elle-même; il avait été une source d'embarras pour la politique européenne. Dans ses jours de puissance et de grandeur, la France ne l'aurait jamais permis; elle ne pouvait en être responsable. Après avoir constaté « l'antipathie séculaire qui existait entre les Russes et les Polonais, et qui tendait sans cesse à troubler l'Europe », Larabit soulignait que la France, si souvent agitée par les révolutions, ne les encourageait nulle part. Le sen-

---

86) Moniteur Universel, 15-III. Quentin-Bauchart: Etudes et souvenirs sur la Deuxième République et le Second Empire, vol. II, p. 331.

La pétition fut rédigée par Tolain, Napoléon refusa de la recevoir sous prétexte que la constitution ordonnait de l'adresser au Sénat. - A. Thomas: Second Empire, p. 210.

87) Elle fut rédigée par le père Gratry et le professeur Saint Marc-Girardin.

timent de l'opinion publique française, comme celui de l'Europe, était le sentiment de la justice pour tous. Le gouvernement russe savait que le cabinet impérial n'avait jamais excité le soulèvement polonais. Pendant les deux longues campagnes de Crimée, au cours desquelles l'armée française avait lutté contre toute la force des armes adverses, Napoléon III n'avait pas cherché en Pologne le secours d'une puissante diversion. Il avait voulu sauvegarder l'intégrité de l'empire ottoman, soutenir le faible contre le fort et raffermir l'équilibre de l'Europe. L'émotion était universelle. L'Angleterre s'indignait et semblait vouloir, par des exhortations plus ou moins sincères, pousser la France à une guerre, dans laquelle son gouvernement ne la suivrait pas; l'acte du 8 février avait un caractère international, il avait posé le problème polonais. Les pétitions qui demandaient la guerre ne tendaient à rien moins qu'à une croisade française pour la reconstitution de la Pologne. En tant que corps politique le Sénat ne pouvait pas s'associer à de tels voeux [88]).

Le rapport reflétait bien la situation politique du moment. Le rôle de l'Autriche dans la ruine de l'Etat polonais était négligé. Ceux qui avaient inspiré les conclusions de la commission avaient cru utile de mentionner, pour faciliter la mission de Metternich, une insignifiante remarque de Marie-Thérèse. On se garda bien de présenter la question polonaise comme une affaire intéressant surtout la France, on voulait en faire une question européenne. L'interprétation de la politique de Napoléon III pendant la guerre de Crimée était nécessaire pour appuyer la démarche de Drouyn de Lhuys à St. Pétersbourg. L'argument selon lequel le Second Empire n'avait pas rétabli la Pologne au moment où l'armée française avait triomphé de toute la force des armes russes devait inciter le tzar à faire un geste au nom « de la justice pour tous ». En critiquant l'acte du 8 février, on cherchait à entretenir le sentiment antiprussien. Les allusions à l'adresse de l'Angleterre témoignaient de la méfiance des milieux gouvernementaux à l'égard de cette puissance. L'Angleterre pouvait, d'après eux, adopter à l'occasion d'un conflit en Europe orientale la même conduite qu'elle gardait lors de l'expédition du Mexique.

Lord Cowley ne tarda pas à protester contre une telle insinuation à l'adresse de son pays. Il releva aussi le paragraphe dont les termes avaient laissé « prévoir la possibilité d'une guerre ». Revenant d'Angleterre, il pouvait déclarer que toutes les personnes avec lesquelles il avait discuté la situation étaient persuadées qu'une campagne militaire commencée par la France sous prétexte de secourir la Pologne aurait pour but l'annexion de la rive gauche du Rhin [89]).

Le rapport de la commission fut imprimé et distribué aux membres du Sénat. En même temps le gouvernement publia les documents diplomatiques relatifs à la question polonaise datant de la période de la guerre

---

88) De Goulhot de Saint-Germain fut, le seul, à s'opposer à l'ordre du jour de la commission, il le voulut plus accentué.

89) Cowley, 16-III-1863. Filipowicz: No. 221.

Dans cette phrase se résume l'état d'esprit anglais en présence du problème polonais en 1863.

Drouyn de Lhuys demanda à Rouher, 17 mars, de saisir la première occasion pour prononcer quelques mots favorables à l'Angleterre; « Voyez ce que vous pourrez dire en passant pour adoucir Larabit et calmer Lord Russell. Soyons poli avec tout le monde pour achalander la maison ». - AE. Papiers de Rouher, vol. III, 17-III-1863.

de Crimée et de la seconde moitié de février 1863 et concernant la proposition française de l'envoi d'une note collective à Berlin [90].

Le 17 mars la discussion du rapport de la commission commença au Sénat. Bonjean prit le premier la parole. Il flétrit d'abord les partages de la Pologne, partages qui avaient supprimé « cette Pologne que la Providence avait placée comme une barrière à l'ambition moscovite ». Il souligna les persécutions dont avait été victime l'Eglise, surtout sous Nicolas. Il affirma ensuite que la Russie n'avait aucun titre légitime sur la Pologne. Il fallait que le crime du partage fût réparé, « complètement réparé ». « Après 90 ans d'occupation, la Russie et la Pologne sont plus antipathiques l'une à l'autre que jamais; entre les Polonais et les Russes toute réconciliation est désormais impossible ». Il se prononça contre l'ordre du jour parce que celui-ci était trop vague dans l'expression des sympathies à l'égard des Polonais. Il déclara qu'il ne voulait pas plus de la guerre que de la paix à tout prix. Mais la France devait agir, c'était son devoir et son intérêt. « Et nous ne ferions rien pour ce peuple ami, pour cette France du Nord qui nous a donné tant de son généreux sang? Non, cela est impossible sous le règne de Napoléon III ».

Le deuxième orateur fut le vicomte de La Guéronnière. Après avoir exprimé sa vive sympathie pour la cause polonaise — à cette époque chaque discours devait obligatoirement commencer par de telles paroles — il prit comme point de départ de son argumentation « la prudence imposée par l'intérêt politique de la France ». Il déclina, au nom de son pays, la responsabilité d'un conflit européen. Il reconnut que pour la Russie, l'anéantissement de la Pologne avait été d'intérêt national. Le dépècement de l'Etat polonais avait été la condition même du double mouvement russe dirigé à la fois vers l'Orient et vers l'Occident. Alexandre I-er, inspiré « par le sentiment profond de la grandeur de son pays », avait en 1815 mis obstacle à l'indépendance polonaise. Mais, ajouta le vicomte, la France devait souhaiter une Russie forte pouvant servir de contrepoids à d'autres ambitions. Le rétablissement de la Pologne signifierait le refoulement de la Russie vers l'Asie. Or, l'intérêt français n'exigeait pas l'affaiblissement des Russes en Europe. La Guéronnière insista donc sur la nécessité de posséder un allié à l'est de l'Allemagne; cet allié devait être la Russie et non la Pologne.

Le prince Poniatowski parla le dernier. Il prit la parole en tant que « sénateur français » [91]. Il se prononça nettement pour l'indépendance po-

---

90) Filipowicz: No. 205. - Goltz, dans sa dépêche à Bismarck, fit ressortir le caractère antiprussien de ce recueil officiel. Il se demanda quel motif avait incité le cabinet français à rendre public l'échec diplomatique qu'il avait subi à la suite de sa tentative de former une coalition contre la Prusse, coalition qui avait été déjouée par la perspicacité des hommes politiques anglais. Une grande puissance ne constatait pas son isolement pour faire plaisir à une centaine de révolutionnaires polonais. D'autre part, le fait qu'il ménageait la Russie, principal ennemi de la cause polonaise, prouvait que l'empereur ne se souciait pas de se rendre populaire aux yeux des Polonais. Le but était donc évident; Napoléon voulait accuser surtout le gouvernement de Guillaume I-er, et souligner ainsi le contraste entre l'action de celui-ci et l'attitude de Vienne.

La même impression se retrouvait dans une lettre du roi de Prusse à son premier ministre; la France voulait par la publication de ces documents créer un prétexte à une éventuelle attaque. - Goltz, 18-III-1863.

Guillaume I-er à Bismarck, 19-III-1863. APP. III, No. 345, 348.

91) Dans d'autres circonstances, il parlait en tant qu'Italien, ou Polonais.

lonaise et pour l'envoi du rapport au ministre des affaires étrangères, c'est-à-dire contre les conclusions de la commission.

La discussion reprit le jour suivant. Le premier inscrit était le marquis de La Rochejaquelein, sénateur du Morbihan, ancien volontaire de l'armée russe, « bon moscovite empruntant ses arguments et ses pensées à l'ambassade russe » [92]. Il commença en justifiant les partages de la Pologne, surtout le premier, par l'anarchie polonaise. « Le peuple polonais est le plus brave, le plus loyal, le plus chevaleresque des peuples, mais en même temps, c'est le peuple le plus ingouvernable de la terre; il l'a toujours été ». Il souligna le désaccord de l'émigration polonaise pendant la guerre de Crimée. Les Polonais ne pouvaient même pas s'entendre sur la question de savoir s'ils auraient une monarchie ou une république. La Russie, d'après le marquis, avait en Pologne le droit de conquête. Et ce droit la France était, plus qu'une autre puissance, obligée de le respecter; car s'il n'existait pas, quels seraient les droits de la France sur l'Algérie et sur d'autres pays qu'elle n'avait pas envie d'abandonner? Il fit ressortir, en utilisant la note du gouvernement national polonais du 15 août 1831, que l'assistance diplomatique promise par les capitales occidentales avait compromis la cause de la Pologne. Il mit en garde contre la répétition de la même faute. Le Royaume jouissait d'une autonomie nationale, l'Université de Varsovie avait été réouverte; la Russie ne pouvait accorder plus sans préjudice pour ses intérêts nationaux. Il cita la lettre de l'historien russe, Karamsine, au tzar Alexandre I-er. « Nous avons conquis la Pologne par le fer, c'est là notre droit, auquel tous les Etats doivent leur existence. Non, Sire, jamais les Polonais ne seront sincèrement nos frères. Maintenant ils sont faibles et inertes; mais si vous les renforcez, ils voudront être indépendants et s'efforceront de se détacher de la Russie. La reconstitution complète de la Pologne sera la ruine de l'empire, ou bien nos fils teindront de nouveau de leur sang le sol polonais, et prendront d'assaut le faubourg de Praga ». L'orateur admettait avec l'historien russe que le rétablissement de l'Etat polonais ferait de la Russie une puissance asiatique. En ce qui concernait les demandes des pétitionnaires il était d'avis que ni l'intérêt ni l'honneur de la France n'étaient en jeu, donc une guerre serait, au point de vue français, injustifiée.

Ce fut le comte Walewski qui répondit au marquis [93]. Il insista sur les stipulations du traité de Vienne qui avaient uni le Royaume à la Russie par le lien d'une constitution. Cette constitution avait été abolie par les Russes et ils refusaient de la rétablir. Le soulèvement n'était pas, comme l'avait qualifié La Rochejaquelein, mazzinien, mais national, c'était toute la nation qui luttait pour sa liberté. Walewski n'avait pas l'intention de parler, mais il fut provoqué par le discours du marquis. « J'ai presque regretté — affirma-t-il au prince Czartoryski — d'avoir été forcé de parler car je me suis démasqué, or, dans les circonstances actuelles, on peut faire

---

92) Jules Baroche; Second Empire, p. 228.

93) Le 10 mars Walewski écrivit à Napoléon: « Je suis fâché de n'avoir pas pu voir l'Empereur aujourd'hui, car il est de mon devoir de lui dire tout ce que je pense et tout ce que je sais sur la grande affaire qui l'occupe à ce moment. - Si Metternich part de Paris avec la conviction que la cession de la Vénétie est une condition absolue ou même une idée arrêtée et qui doit se réaliser indépendamment de toute éventualité, en un mot si la condition absolue de l'alliance n'est pas seulement la reconstitution actuelle de la Pologne, mais encore la cession de la Vénétie, que Votre Majesté veuille bien tenir pour certain que l'alliance ne se conclura pas. - F. Chalamon de Bernardy: Le comte Walewski, Paris 1951, p. 700.

davantage en gardant le masque; maintenant, quoique je fasse, on me suspectera, mes sentiments polonais étant connus. Mais n'importe, les choses sont déjà trop avancées » [94].

Dans toute cette discussion, l'argumentation des sénateurs était appuyée par une documentation solide. Tous connaissaient le recueil des dépêches relatives à l'insurrection de 1830. Tous citaient les extraits des travaux historiques relatifs à la Pologne [95]. Tous, sauf le marquis de La Rochejaquelein, regrettaient que la France n'eût pas empêché les partages de la Pologne et que le traité de Vienne eût entériné « ce crime odieux ».

Le prince Napoléon prit la parole le dernier. Ce n'était pas la première fois qu'il se prononçait sur cette question. Déjà le 20 février il avait adressé à son impérial cousin une longue note dans laquelle il lui avait exposé un plan d'ensemble pour la reconstitution de l'Etat polonais et pour le remaniement de la carte de l'Europe. Le prince avait commencé par souligner le fait que c'était la troisième fois depuis les partages de la Pologne que la France tenait dans sa main le sort de cette nation. Après la tentative de 1807 et l'attitude lâche adoptée par Louis-Philippe en 1830 — la guerre de Crimée était discrètement passée sous silence — Napoléon pouvait maintenant réaliser des projets traités naguère de chimériques. « Si nous supposons la question résolue, si nous envisageons un royaume de Pologne de 12 à 15 millions, gouverné suivant les principes modernes et reconnu par l'Europe, il est inutile d'insister sur la situation avantageuse et grande que ferait à la France pareil résultat ». Le but poursuivi était donc conforme à l'intérêt français. « Le rétablissement de la Pologne est un axiome de notre politique. Toute discussion à ce sujet serait superflue. On a pu discuter avec plus ou moins de bonne fois la convenance qu'il y avait pour la France à créer l'unité de l'Italie ou seulement à assurer son indépendance; quant à la Pologne, l'égoisme politique le plus étroit, la routine diplomatique la plus arriérée, sont d'accord avec les aspirations populaires les plus généreuses, les moins réfléchies, pour reconnaître dans sa reconstruction l'idéal de la politique française ». Il avait enfin décrit dans cette note l'image de la Pologne ressuscitée. C'eût été une « nationalité slave venant à la vie sous sa forme véritable, la forme polonaise et européenne, au lieu de la forme russe et asiatique sous laquelle elle présente quelque chose d'hostile et de répulsif à la civilisation ». L'Allemagne, par la perte de ses territoires polonais, aurait été privée des principaux éléments de sa force matérielle. La France aurait eu « un allié ambitieux, guerrier, héroïque, proche d'elle par ses intérêts et ses passions». La cause polonaise était chère à toutes les classes de la société française. Pour les catholiques c'eût été autant une guerre de religion qu'une guerre de race. Pour les légitimistes les souvenirs de la nation polonaise se confondaient avec ceux de l'ancienne monarchie des Bourbons. Pour la haute bourgeoisie, « réactionnaire par bon ton, religieuse par vanité », ç'aurait été une croisade en faveur de la brillante noblesse polonaise, des prêtres héroïques, de l'aristocratie catholique opprimée par le tzar. Quant au peuple, son instinct de liberté et d'indépendance, l'aurait porté vers cette grande cause. Il fallait non seulement prévoir le règlement de la question polo-

---

94) W. Czartoryski, op. cit. p. 363.

95) Surtout était cité le recueil du comte d'Angeberg: Recueil des traités et actes diplomatiques concernant la Pologne 1762-1862, Paris, 1862.

naise, mais aussi celui de la question vénitienne et celle d'Orient. La diplomatie impériale devait poser le principe du remaniement de la carte. Ce remaniement établirait un nouvel équilibre européen. La Pologne serait reconstituée, l'Italie obtiendrait la Vénétie, les peuples des Balkans formeraient soit un Etat, soit une confédération d'Etats, la Valachie, la Moldavie et la Bessarabie seraient unies dans un Etat indépendant. Constantinople deviendrait une ville libre. La Grèce recevrait l'Epire, la Macédoine, la Thessalie. L'Autriche obtiendrait contre la cession de la Vénétie et de la Galicie, de grandes compensations en Allemagne. La France aurait la rive gauche du Rhin. La Suède s'agrandirait de la Finlande libérée et du Danemark. L'Angleterre pourrait voir d'un oeil favorable ces modifications territoriales. Elles feraient disparaître la grande pierre d'achoppement de la politique anglaise, à savoir le danger de voir les Russes à Constantinople. En ce qui concernait l'Allemagne, les annexions opérées par la monarchie danubienne diviseraient ce pays en deux parties bien distinctes. Quand il n'y aurait plus sur le sol germanique que des Autrichiens et des Prussiens, l'idée de l'unité allemande serait morte. « Restent enfin la Russie et la Prusse. C'est là que sont les ennemis, les seuls, ceux qu'il faut abattre, et qui, en somme, porteront tout le poids de ce grand changement européen comme peine de leur antique violation du droit des nations et de leur indigne conduite actuelle ». Le véritable pivot de ce plan eût été l'Autriche; au cas ou elle aurait consenti à l'alliance projetée l'armée française aurait occupé la rive gauche du Rhin pour y créer une base d'opération. Le premier objectif aurait été Berlin et le second Varsovie. Un corps de 60.000 hommes eût été transporté dans la Baltique pour être débarqué sur les côtes, avec Wilno comme objectif. Le prince avait prévu le concours de 20.000 Suèdois et de 70.000 Italiens. La France aurait dû appeler 800.000 hommes sous les drapeaux pour en avoir toujours 400.000 prêts à combattre [96].

L'empereur avait répondu à son cousin que ce plan était un rêve, « mais un rêve qui peut un jour se réaliser ». Mais il fallait, pour arriver à un bon résultat, faire preuve de la plus grande prudence et de la plus grande habileté. Il l'avait donc prié « de ne pas marcher plus vite que les violons » [97].

Le prince [98] se posa dans son discours au Sénat en défenseur de l'Eglise opprimée par les Russes. Il expliqua d'abord qu'il n'avait pas eu l'intention de prendre la parole dans la discussion, mais qu'il avait été poussé à le faire par l'attitude de La Rochejaquelein. Il était difficile, d'après l'orateur, de juger la situation internationale actuelle; un diplomate étranger voyageait à ce moment [99]. Son voyage préoccupait vivement l'opinion publique européenne, personne ne pouvait prédire quel serait le résultat de la mission dont il était chargé. En ce qui concernait les traités de Vienne il voulait qu'on n'en parlât à une tribune française que

---

96) E. D'Hauterive: Napoléon III et le prince Napoléon, Correspondance inédite, appendice No. 3, p. 351, 20 février 1863.

97) E. D'Hauterive, appendice No. 3, p. 237, Lettre du 22 février.

98) Après le refus de l'Angleterre de s'associer à une démarche collective auprès de Berlin il avait manifesté un certain découragement. - Bac: Le prince Napoléon, p. 227.
L'attitude du prince Napoléon envers la question polonaise en mars et avril. - Lano: L'impératrice Eugénie.

99) Allusion à Metternich.

pour les maudire. « Qu'avions-nous à Vienne? Une réunion de potentats qui nous avaient écrasés et qui, sur nos propres cadavres, agitaient, divisaient, coupaient la carte d'Europe en sacrifiant les peuples qui étaient nos alliés, aussi bien les Italiens que les Polonais ». Il s'abstint, comme il le précisa lui-même, de s'étendre sur « tout ce qu'il y avait d'odieux dans l'histoire de la Pologne depuis 1772 ». Le prince concentra toute son attention sur le passé récent. Il cita les oukases dirigés contre le catholicisme, à savoir celui du 5 Juillet 1831 qui avait interdit la construction de nouvelles églises et la réparation des églises existantes, celui du 19 octobre 1832 qui avait confisqué la moitié des églises catholiques, celui du 3 novembre 1831 sur les mesures officielles de déportation des Polonais en Sibérie. Il analysa ensuite les dispositions prises par Nicolas en vue de l'extermination de la religion catholique sur les territoires soumis à l'autorité russe. Le régime actuel en Russie ne différait guère de celui d'avant la guerre de Crimée. Alexandre II n'était pas meilleur que son prédécesseur. Il lut tous les ordres, toutes les proclamations russes contre le soulèvement polonais; et surtout le rapport officiel sur les massacres de la population civile à Miechòw [100], l'ordonnance officielle prescrivant la délation, l'ordre du général Nazimoff préconisant des mesures de représailles collectives. Pour tout commentaire il donna lecture des remerciements du tzar à ses soldats « pour la manière brillante dont les troupes faisaient le service ». La convention du 8 février était jugée comme « une aberration inqualifiable, inexcusable, impossible à admettre » Après avoir blâmé l'attitude de la Prusse et constaté que l'Angleterre ne prendrait jamais dans cette question position contre la France, il arriva « au noeud » du problème. Pour mieux faire comprendre sa pensée il se référa à Napoléon I-er en citant ses paroles. « La Russie est de toutes les puissances la plus redoutable, et surtout pour vous (Anglais). Ses soldats sont plus braves que les Autrichiens, et elle peut en lever tant qu'elle veut. Les soldats français sont les seuls qu'on puisse leur comparer. J'ai prévu tout cela. Je vois dans l'avenir plus loin que les autres, et j'ai voulu opposer une barrière à ces barbares en rétablissant le trône de Pologne et en mettant Poniatowski comme roi à la tête de ce pays, mais vos imbéciles de ministres n'ont pas voulu y consentir. Dans cent ans on m'encensera, l'Europe et surtout l'Angleterre, regretteront que mon projet n'ait pas réussi ». Le prince déclara avec insistance que la France devait prendre l'initiative, « il faut faire quelque chose. Et si on dit que c'est impossible, eh bien, moi je dis qu'il y a quelque chose de plus impossible encore, c'est de ne rien faire dans la situation actuelle ». C'était la nation entière qui luttait pour son indépendance, aussi bien le prince Czartoryski que Mierosławski, que l'archevêque de Varsovie. La question polonaise, tant qu'elle n'aurait pas été réglée, se dresserait devant l'Europe comme un spectre, aujourd'hui, demain, dans trois ans, dans cinq, dans dix, et toujours. Tant que le problème polonais ne serait pas résolu la paix serait en danger. Le moment pour agir était plus favorable qu'il ne l'avait jamais été. L'empereur était dans toute la force de l'âge et de son génie, son prestige extérieur était grand, complet, il résultait des campagnes de Crimée et d'Italie. A l'intérieur, l'effervescence politique que l'on constatait dans toutes les classes

---

100) Le ministre de Belgique à St. Pétersbourg reprochait aux Russes « de cruels massacres et le pillage de presque toutes les localités où les révoltés leur offraient quelque résistance ». - Rapport de St. Pétersbourg, 20-II, AE. B. Russie 71.

de la société n'était pas dirigée contre le gouvernement, mais était due à la nervosité et à la vigueur du tempérament français. C'était donc à ce moment-ci qu'il fallait prendre en main « cette grande cause de la Pologne et faire quelque chose ». L'orateur se prononça naturellement contre l'ordre du jour et en faveur de l'envoi du rapport au ministère. Il fit ensuite l'éloge de la brochure de Montalembert [101], en insistant de nouveau sur le sort de l'Eglise sous la domination russe. « Voici comment je formule mon voeu: je voudrais que l'insurrection polonaise durât, qu'elle fût encouragée parce qu'elle est juste; que l'empereur fît ce qu'il croirait pouvoir faire, dans l'intérêt de la France, pour cette grande cause soutenue par l'opinion publique ».

Le discours du prince fut très habile. Son langage contre la personne du tzar fut plutôt modéré, ce fut le procès de la nation entière qu'il fit. Sa défense de l'Eglise souligna la passion qu'il éprouvait pour la cause polonaise, et son effort pour gagner les sénateurs à son point de vue [102].

Le vendredi 20 mars la discussion commença par l'explication de Tourangin, membre de la commission. Après avoir constaté une oppression systématique de la Pologne par la Russie, « oppression poussée quelquefois jusqu'à la barbarie », il défendit l'ordre du jour. L'avantage de celui-ci était de laisser le gouvernement parfaitement libre de son action. Il pourrait faire ce qu'il jugerait le plus utile aux Polonais comme aux intérêts français. En cas d'une guerre la France serait seule en face d'une coalition européenne, dans laquelle entrerait probablement l'Angleterre.

---

101) Le comte de Montalembert: L'insurrection polonaise.

102) Guizot nota: « Le prince Napoléon a parlé avant-hier avec esprit et talent. Archi-révolutionnaire au fond, non dans la forme ». - Gayot, p. 599, lettre du 19 mars.

« Nous trouvons tout naturel le discours tempéré du prince Napoléon ». - Gazette de France, 20-III.

Le prince Czartoryski désigna le discours comme « très chaleureux ». - Czartoryski, Pamiętnik, p. 362.

« Toutes les passions diverses que soulèvent les tristes événements en Pologne, se retrouvent dans le discours du Prince Napoléon; il est fait pour exciter les forces révolutionnaires qui s'agitent dans les couches profondes de la démocratie ». - Rapport de Paris, 20-III, Geheimes Staatsarchiv, Frankreich 1863.

Le prince Napoléon affirma dans sa lettre du 22 mars: « C'est bien malgré moi que je parle; jamais mes amis ne pourront croire tout ce qu'il me faut d'énergie, de volonté, pour faire entendre des accents patriotiques dans cette Assemblée! C'est affreux — mais je remplis un devoir — je le crois du moins, et malgré tout, isolé, désavoué, mal traité, mon courage, que je puise dans mes convictions, reste le même. Savoir que quelques amis m'approuvent, c'est ma seule récompense. Je vous ai fait envoyer mon discours ». - Lettres inédites de George Sand et du Prince Napoléon. Revue des Deux Mondes, août-septembre 1923.

« Pour la Pologne opprimée il (le prince Napoléon) fit entendre une protestation courageuse, où il dénonça les crimes du tzarisme, comme il aurait flétri aujourd'hui ceux du bolchévisme... Il fallait pour l'honneur de l'humanité qu'une voix s'élevât en faveur de la Pologne contre la barbarie russe ». - F. Berthet-Leleux: Le vrai Prince Napoléon, p. 119-120.

Le lendemain du discours, Czartoryski rencontra le prince Napoléon qu'il trouvait « très monté ». « Mais c'est horrible — déclara le prince — on vous laisse assassiner et l'on ne vient pas à votre secours. Si le gouvernement n'agit pas, il perdra son prestige, cela ne peut pas durer. Il faut agir; il faut sommer Budberg de dire ce que pense la Russie. Il faut un ultimatum, il faut faire une expédition en Samogitie; que la France marche et tout le monde la suivra. On vous a dit durez; mais il y a assez longtemps que vous durez, et pendant cela on vous assassine. Il faut agir, et quant à avoir des troupes, je me chargerais de vous avoir 100.000 Italiens ». - Czartoryski, op. cit. p. 364.

« Prince Napoleon, with his accustomed violence, has just made an ultra Polish speech, and as in similar instances relative to the question of Italy, his views have been officially disavowed, but they nevertheless produced considerable impression both on the Paris bourse and the London exchange ». - Hotze, Londres, à Benjamin, 21-III. ORN.

L'orateur suivant fut Billault. Déjà après l'intervention du prince Napoléon il avait protesté contre « les périls de la discussion », contre les mots peu mesurés qui pourraient « créer sur l'échiquier diplomatique des difficultés insurmontables ». Maintenant il y revenait. Il souligna qu'un langage peu modéré pouvait être plus nuisible qu'utile aux insurgés. Le ministre fit ressortir la sympathie de la France pour les Polonais, sympathie fondée tout à la fois « sur leur magnifique passé et sur leur déplorable présent, sur de grands souvenirs historiques et d'immenses services rendus à la chrétienté, sur des souvenirs communs de gloire et de malheurs ». Les insurrections polonaises qui secouaient l'Europe depuis 1772 n'avaient pas été encouragées par les gouvernements libéraux qui s'intéressaient le plus à la Pologne; ni l'Angleterre ni la France ne les avaient fomentées. La question polonaise était une question européenne; les soulèvements périodiques prouvaient incontestablement l'existence d'un malaise qu'un siècle entier n'avait pu faire disparaître. Les traités de 1815 n'avaient rien résolu. Après s'être félicité des bons rapports existant entre la France et la Russie il s'étendit sur l'intérêt qu'avaient les Russes à trouver une solution au problème polonais pour qu'il n'entravât plus l'évolution intérieure de leur pays. La Prusse aussi devait, pour ne pas mettre en danger la paix de l'Europe, chercher les moyens propres à tranquilliser la population polonaise restant sous sa domination. En ce qui concernait l'Autriche, cette puissance semblait comprendre mieux et avant ses deux voisines que l'affaire de Pologne ne saurait demeurer dans l'état irritant où elle se trouvait, que son intérêt y était engagé et que « de nouvelles combinaisons politiques » pouvaient ouvrir à la paix du monde « de nouveaux et magnifiques horizons ». Mais il était imprudent de montrer, dans les relations avec Vienne, des tendances révolutionnaires et une attitude menaçante et agressive faisant appel à toutes les passions et pouvant légitimement inquiéter « de sincères mais nouveaux amis de la liberté, dans les résolutions qu'ils pourraient prendre ». Le mouvement actuel en Pologne n'était plus ni mazzinien ni garibaldien, il était devenu national. La question de la Pologne était éminemment européenne; la France n'avait dans cette affaire ni politique particulière ni désir d'une action isolée. Les autres capitales étaient au même titre que Paris intéressées par le problème polonais et tenues de faire un geste envers la Pologne. « Elles se doivent à elles-mêmes de se joindre à nous et, en pratiquant avec nous cette politique à la fois pacifique et libérale, d'essayer de faire comprendre à la Prusse et à la Russie leurs vrais intérêts et les nôtres, en leur expliquant ce que l'humanité, la paix de l'Europe, la nécessité leur imposent de faire pour elles-mêmes ». Billault défendit enfin l'ordre du jour en le présentant comme conforme aux voeux de ceux qui l'avaient voulu renvoyer au ministère. « Sommes-nous donc des Grecs du Bas-Empire, et allons-nous sacrifier à de vaines disputes de mots la réalité des choses? ».

Le discours reflétait bien l'attitude et l'espoir du cabinet impérial. On y trouvait d'une part des allusions aux ouvertures faites à l'Autriche en vue d'une alliance antirusse, d'autre part le ministre français y mettait en relief les bons rapports existant entre la France et la Russie. Billault y faisait aussi ressortir que cette fois la solution de l'affaire polonaise intéressait tout le monde. La France du Second Empire se gardait d'y voir autre chose qu'une menace pour la paix de l'Europe et pour l'évolution intérieure de la Russie. Il avait employé toute son éloquence à essayer de persuader les autres capitales qu'elles devaient saisir l'occasion offerte par

le mouvement insurrectionnel pour trouver un moyen de mettre fin à « un malaise qu'un siècle entier n'avait pas pu faire disparaître ».

L'ordre du jour fut voté par 109 voix contre 17 [103].

Le 22 mars parut dans le « Moniteur Universel » la lettre de Napoléon à Billault. Elle avait un double but: consoler le ministre de l'offense faite par le prince — le reproche d'avoir voté pour Cavaignac —, en second lieu éclairer l'opinion qui pouvait s'égarer et méconnaître que du prince Napoléon, de Walewski et de Billault, c'était ce dernier qui avait le mieux interprété la pensée impériale [104]. « Mon cher Monsieur Billault — écrivait le maitre des Tuileries — je viens de lire votre discours, et comme toujours, j'ai été heureux de trouver en vous un interprète si fidèle et si éloquent de ma politique. Vous avez su concilier l'expression de nos sympathies pour une cause chère à la France avec les égards dus à des souverains et à des gouvernements étrangers. Vos paroles ont été sur tous les points conformes à ma pensée et je repousse toute autre interprétation de mes sentiments » [105].

En même temps Drouyn de Lhuys expliqua à l'ambassadeur russe que Billault avait bien exprimé la position officielle du gouvernement français et qu'il ne fallait pas la chercher ailleurs [106].

* * *

Le voyage du prince Metternich impressionna les cabinets européens. Il était évident que des pourparlers entre Paris et Vienne avaient eu lieu et que l'appel de l'ambassadeur autrichien faisait présager une décision prochaine de la monarchie danubienne au sujet d'une éventuelle alliance avec le Second Empire. Les craintes étaient d'autant plus vives que les diplomates connaissaient parmi les personnages influents de l'Etat autrichien des partisans convaincus d'un rapprochement avec la France. Le but d'un tel accord aurait été le rétablissement de la Pologne avec un archiduc pour roi; le nom du frère de l'empereur, Maximilien, était souvent avancé [107]. D'autre part, les hauts fonctionnaires du ministère des affaires étrangères, Aldenbourg, Biegeleben, considérant une lutte contre la Prusse comme inévitable, poussaient le gouvernement vers une entente avec la cour des Tuileries [108].

---

103) Ont voté contre: Barbaroux, le vicomte de Barral, le comte de Beaumont, Bonjean, le marquis Ernest de Girardin, de Goulhot de Saint-Germain, le général Husson, Laity, le comte Achille de Lamarre, le comte de Lesseps, de Mésonan, le prince Napoléon, le duc de Padoue, le prince Poniatowski, le général duc de Saint-Simon, le comte de Ségur-d'Aguesseau, Amadée Thayer. - Walewski fut absent.

104) Baroche, p. 228.

105) La discussion au Sénat et la lettre d'après « Moniteur Universel »; 7, 15, 17, 18, 19, 20, 22 mars.

106) AE. Russie, 21-III-1863.
Metternich manda le 23 mars à Rechberg: « Drouyn de Lhuys s'attendait à notre refus de prendre une initiative dans la question polonaise. C'est pour cela que Billault a été si réservé, il croit, dass die polnische Frage erst anfängt und scheint dieselbe bis zu einer Entscheidung nicht fallen lassen zu wollen ». - Télégramme, 23-III, HHS. Frankreich 75.

107) Bloomfield, Vienne, à Russell, 8-III, Filipowicz, No. 160. Karolyi, Berlin, à Rechberg, 17-II, Srbik, No. 1085.

108) Koźmian: Das Jahr 1863, p. 280.

Il y avait pour l'Autriche, comme le remarquait pertinement le ministre de Belgique à Vienne, deux intérêts majeurs à considérer. L'avantage qu'elle aurait à ce que les Russes ne se trouvassent plus à la frontière autrichienne et à ce qu'une monarchie catholique se trouvât interposée entre elle et la Russie; et d'un autre côté, le dédommagement que la perte de la Galicie pourrait rendre nécessaire. Si l'on croyait sérieusement à Vienne à la réussite d'un pareil système, on n'hésiterait pas à agir activement pour la reconstitution d'un royaume polonais indépendant de la Russie. Ce serait le remède le plus efficace à opposer à la propagande panslaviste des Russes. « On voit en ce moment deux races slaves qui se combattent avec acharnement, et au fond de cette lutte on trouve l'exaltation des principes religieux les plus ardents et les plus adverses » [109]. « Chaque fois que la Pologne proteste les armes à la main contre la mutilation de 1772 — manda-t-il quelques jours plus tard — des marques de sympathie n'ont pas manqué de se manifester pour elle, mais pour être bruyantes, ces démonstrations n'en sont pas moins restées stériles ». Et le caractère de l'insurrection actuelle prouvait bien qu'il s'agissait tout autant pour la Pologne de sa liberté religieuse que de ses libertés civiles. On disait souvent que l'Autriche risquait de perdre la Galicie, comme la Prusse le grand-duché de Posen et même Dantzig, et que par conséquent on avait les mêmes intérêts à Vienne qu'à Berlin. « Je réponds tardivement à cela que ce n'est pas vrai. Pour que ce fût vrai, il faudrait que l'importance des intérêts, les conséquences de leur lésion fussent les mêmes, et ce n'est pas ». La perte du grand-duché de Posen et de Dantzig mettrait en question pour la Prusse son rang de grande puissance; pour le garder elle devrait combattre et conquérir des compensations. L'Autriche, en perdant la Galicie, perdrait d'excellents soldats, mais elle resterait cependant une puissance de premier ordre sans obtenir d'indemnité. « Le refoulement des Russes au-delà des anciennes limites de la Pologne, la résurrection d'un royaume catholique, intéressé à se garantir des vengeances du schisme d'Orient et des ambitions du protestantisme prussien feraient des Polonais les alliés naturels de l'Autriche et politiquement elle serait plus forte » [110]. « L'Autriche est devenue, par suite de l'insurrection polonaise, la puissance la plus influente de l'Europe autant que cette question reste sur le tapis » — remarqua justement un des diplomates bavarois [111].

Metternich lui-même constata que l'occasion était propice pour l'Autriche de retirer d'énormes avantages de l'alliance avec la France, le terrain n'ayant jamais été mieux préparé qu'à cette époque. Il estimait cependant que, si la situation était avantageuse pour Vienne à certains points de vue, elle était très dangereuse à d'autres. Il mettait son gouvernement en garde contre le renversement de situation qui pouvait s'effectuer brusquement après un refus catégorique de l'Autriche. « Je mentirais à mes devoirs si je ne vous (Rechberg) avertissais de la bascule qui peut s'opérer tout à coup. Nous avons encore des ennemis irréconciliables ici. Morny, Fould [112]

---

109) O' Sullivan, Vienne, à Rogier, 12-III. AE. B, Autriche-Hongrie 31.

110) Rapport, 19-III, ibid.

111) Le ministre de Bavière à Berne, 15-III, Geheimes Staatsarchiv, Schweiz 1862-63.

112) « Une discussion des plus vives a eu lieu au Conseil des Ministres entre Mr. Fould d'une part et MM Walewski et Magne de l'autre ». - Rapport de Paris, 12-III, Hauptstaatsarchiv Stuttgart, E/70/47/9.

et Persigny, tous les italianissimes m'évacueraient avec plaisir au diable s'ils pouvaient » [113]. Cette opinion du prince était connue du monde diplomatique, les Russes l'appelaient le « Cavour de la question polonaise » [114]. La presse viennoise, même les organes ayant des relations avec les milieux officiels, comme par exemple « Botschafter », commençaient à attaquer la Russie [115]. Rechberg jugea donc utile de calmer, par une circulaire aux représentants autrichiens à l'étranger, les appréhensions de l'Europe au sujet de la mission de Metternich [116].

Deux circonstances furent à ce moment déterminantes pour la politique du cabinet de Vienne; l'état précaire des finances et l'attitude de l'Angleterre [117]. Le 12 mars Rechberg demanda à l'ambassadeur anglais si son pays se déciderait en cas de guerre à prendre part à une coalition antirusse. La réponse fut naturellement négative. La France, d'après lord Bloomfield, chercherait seulement un prétexte pour s'emparer de la rive gauche du Rhin, et c'était dans la question polonaise qu'elle s'efforçerait à l'heure actuelle de le trouver. Le ministre autrichien souligna alors son désir d'une étroite collaboration avec le cabinet de la reine. Cette collaboration devait comporter non seulement l'étude du problème polonais, mais l'examen de toutes les questions de politique internationale [118]. En même temps Apponyi manda de Londres qu'il résultait évidemment des paroles de Russell et de Palmerston que le cabinet anglais ne voulait pas donner à la question polonaise une solution qui pourrait troubler la paix européenne et altérer les circonscriptions territoriales existantes. Il ne désirait point une Pologne indépendante ni avec ni sans un prince russe pour roi: ses voeux se bornaient au rétablissement de l'état de choses tel qu'il avait existé de 1815 à 1830, moins l'armée polonaise qui serait toujours un danger permanent. « Lorsque je quittai Lord Russell » écrivait l'ambassadeur dans son rapport, « il me renouvela l'expression de son vif désir de continuer à marcher d'accord avec l'Autriche pour donner à la question polonaise une solution modérée et pacifique » [119].

La perspective d'une entente franco-autrichienne séduisait Rechberg. Il se rendait parfaitement compte qu'un tel accord serait capable de « changer la politique internationale ». Au cours d'une conversation avec le duc de Gramont il spécifia que l'Autriche pourrait se lier avec la France, mais avant qu'elle entreprît une aventure militaire il lui fallait « autre chose que des paroles, autre chose que des promesses », il fallait « un

---

113) Metternich, 5-III, Oncken, I, No. 4.

114) Reiset: Souvenirs, p. 298.

115) Engel-Janosi: Graf Rechberg, p. 90.

116) Ibid., p. 96.

117) Rechberg le constata lui-même. Il déclara au ministre de Hesse que financièrement l'Autriche dépendait complètement de l'Angleterre. - E. Vogt: Die hessische Politik, p. 15.

118) Bloomfield, Vienne, à Russell, 12-III-1863, Filipowicz, No. 188.

119) Apponyi à Rechberg, 18-III, HHS. England 60.
Russell répéta ensuite cette opinion dans ses instructions aux agents diplomatiques: « The restoration of the Polish Constitution as it existed before the year 1830 would tranquillise public feeling in Europe and also ... the formation of a separate Polish Army, as it existed in the time of Alexander the first would not be compatible with the existence of the Russian dominion in Poland ». - FO. 34/134, Hanover, 25-III.
Caractéristique est une autre remarque de Russell: « But I do not think that we ought to spend 100 millions of money in restoring Poland ». - Russell à Cowley, Paris, 19-III, PRO. 105.

acte, un engagement. — Vous voulez dire un traité. — Certainement, un traité formel stipulant les compensations » [120].

Cette opinion personnelle ne prévalut pas pendant la discussion des ministres sur le projet français d'une alliance offensive. La discussion eut lieu en présence de Metternich et sous la direction de François-Joseph. Le cabinet décida de poursuivre la politique de neutralité en chargeant le ministre des affaires étrangères de faire tout son possible pour prévenir une éventuelle initiative française [121].

Metternich reçut des instructions secrètes qui soulignaient l'impossibilité d'une alliance franco-autrichienne. L'intérêt de la monarchie, disaient-elles, n'exigeait ni le rétablissement de la Pologne ni la cession de la Vénétie [122].

Metternich revint à Paris le 23 mars. Il remit à Napoléon une lettre de son souverain. François-Joseph remerciait l'empereur des Français de la franchise avec laquelle celui-ci avait informé l'ambassadeur de ses projets et de ses idées. Il le priait de continuer à donner au prince de tels témoignages de confiance. Mais en même temps il faisait ressortir les difficultés avec lesquelles sa monarchie était confrontée et la différence d'intérêts des deux Etats en face du mouvement polonais. Rechberg, de son côté, tâcha d'expliquer à Drouyn de Lhuys que l'Autriche ne pouvait pas se lier par une alliance dans laquelle « les pertes étaient certaines et les avantages problématiques » [123].

Napoléon III crut nécessaire de répondre personnellement à François-Joseph. Sa lettre s'efforça de justifier sa politique et d'en faire ressortir la continuité. Elle prouva son indécision et sa crainte d'une initiative que beaucoup de Français regardaient comme de l'intérêt de leur pays. Depuis l'avènement au trône — précisa le souverain — il avait toujours cherché, lorsqu'un problème commun le mettait d'accord avec une des grandes puissances, à établir avec elle une entente plus générale afin de cimenter ainsi un rapprochement durable, mais il avait toujours éprouvé de grandes

---

120) AE. Autriche 15-III-1863.

121) Wereszycki: Austria, pp. 117-120. - Hallberg, p. 322. - Deux jours après cette délibération, Rechberg déclara à l'ambassadeur russe que la reconstitution de la Pologne serait un grand danger pour tous ses voisins. Il qualifia de chimérique l'idée d'une compensation en Orient pour la perte de la Galicie. Schmerling de son côté expliqua que l'Autriche voulait garder ce qu'elle possédait, elle repoussait toute suggestion d'un changement territorial. - Werther, 18-III-1863. APP. III, No. 346.

Néanmoins, la diplomatie autrichienne n'était pas certaine qu'après son refus d'une action commune avec la France la paix serait maintenue; Rechberg dans sa lettre privée au roi des Belges souligna que le cabinet de Vienne ne désirait aucun remaniement de la carte de l'Europe; tout son effort était dirigé vers l'assainissement des finances. Mais, si la guerre devait éclater l'Autriche serait assez forte pour préserver ses intérêts par les armes. Elle ferait tout son possible pour prévenir une telle éventualité; un conflit futur ne naitrait pas par sa faute. - FO. 7/651. Austria, 19-III-1863.

Le mémoire qui a servi comme base de la discussion fut publié par Halicz.

Déjà le 19 mars Czartoryski nota que le gouvernement français était mécontent des dernières communications qu'il avait reçues de Vienne. - Czartoryski, op. cit., p. 362.

122) Clark; Franz Joseph and Bismarck, p. 527.

Le 24 mars Cowley nota: « Czartoryski was with me this morning very crest-fallen ». - Cowley, Paris, à Rechberg, 24-III, PRO. 59.

123) Stern; Geschichte Europas, IX, p. 167. - « Cette lettre ne contient que des phrases banales » — déclara Napoléon à Cowley —. Cowley, 10-IV-1863. Wellesley; Conversations, p. 216.

Napoléon disait à Czartoryski: « J'ai fait des propositions à l'Autriche, je lui ai dit que si elle marchait, je serais à ses côtés; la réponse de l'Autriche a été vague, elle a été moins catégorique qu'il y a de cela deux semaines ». - Czartoryski, op. cit. p. 367.

difficultés à régler, au delà de l'incident du moment, une marche identique. Lorsque la possibilité de la résurrection de la Pologne avait été nettement envisagée par le comte Rechberg, il avait vu là une occasion d'entente entre les deux cours. Il avait tenu à savoir s'il entrait dans les desseins de l'empereur de la monarchie danubienne non seulement de se concerter avec la France au sujet de l'affaire du moment, mais encore de conclure avec lui une véritable alliance. En présence de l'état précaire de l'Europe « où tant de questions indécises doivent être résolues, tant de ferments révolutionnaires étouffés, tant d'ambitions légitimes ou illégitimes favorisées ou combattues », il s'était demandé s'il n'y aurait pas eu un grand avantage pour l'Autriche et la France à s'associer intimement pour fonder en Europe « une paix d'autant plus durable qu'elle reposerait sur les véritables intérêts des peuples ». Ces deux puissances, « étroitement unies, oubliant leurs anciennes rivalités, mettant en commun leur prestige, leurs ressources, leurs armées au service de la même cause », auraient mis un terme aux révolutions, « car aujourd'hui les idées fausses et subversives ne sont dangereuses que par leur habileté à se cacher sous le masque d'aspirations nobles et généreuses ». Une alliance dans laquelle chacun aurait su ce qu'il voulait aurait fait cesser toutes les incertitudes du présent et tous les dangers de l'avenir [124]. En même temps Napoléon demanda au prince Metternich de ne rien dire qui pouvait faire connaître l'échec de sa mission [125]. Drouyn de Lhuys déclara que sa démarche à Vienne était la dernière « sur le terrain des rêves » [126]. Quelques jours plus tard l'ambassadeur d'Autriche résuma dans un rapport les réactions françaises après le résultat négatif de sa mission. L'empereur pensait d'abord « à des velléités politiques qui heureusement n'avaient pas dépassé certaines limites ». Pendant les premiers jours après son retour à Paris, il fut témoin des changements divers qui s'opéraient dans l'esprit de Napoléon pour donner place en fin de compte à la résolution d'opérer un temps d'arrêt, d'observer de plus près l'attitude de l'Autriche et d'attendre les événements. Le jour même de son arrivée Drouyn de Lhuys l'avait reçu avec de grandes démonstrations d'amabilité cachant mal cependant le dépit que lui causait le point capital de la réponse autrichienne, sa résolution bien arrêtée de ne rien faire dans la question polonaise. Le ministre français « eut la faiblesse de vouloir me faire craindre un rapprochement entre la France et la Russie, mais il ne parvint pas à me persuader des avantages que retireraient ces deux puissances d'une recrudescence d'amitié se formant sur le dos de la Pologne frémissante, aussi abandonna-t-il bientôt ce terrain et il ne lui resta autre chose à faire que d'en arriver à ma conclusion: c'est-à-dire de convenir avec moi d'attendre que les événements nous permettent de sortir de notre réserve ». Le lendemain Metternich était reçu par l'empereur. Napoléon s'attendait à un refus autrichien. « Si on avait pu avoir plus de confiance en moi chez vous — disait l'empereur — on aurait peut-être accepté, car jamais je n'ai mis aussi franchement à dé-

---

124) Stern: Geschichte, IX, p. 578, La lettre est du 28-III.

125) « Il tient à ce que nous paraissions nous entendre dans la question polonaise, um nicht auszusehen, als hätten wir ihn sitzen lassen... Er scheint irgendeine Manifestation umsererseits im Sinne eines Einverständnisses mit ihm heute avant tout zu wünschen. La moindre manifestation contraire le blesserait infiniment ». - Metternich à Rechberg, télégramme, HHS. Frankreich 75, 24-III.

126) Metternich à Rechberg, 26-III, ibid.

couvert le but et les avantages que je cherchais dans votre alliance et jamais je n'étais plus décidé à me mettre corps et âme au service d'une puissance comme je l'étais envers vous ». Il s'empressa d'ailleurs d'ajouter qu'il comprenait que la confiance ne peut pas s'imposer. « Si cependant — précisa-t-il — la Russie fait en mon honneur de véritables concessions en Pologne, je ne les refuserai pas et je lui en témoignerai ma gratitude » [127]. Metternich était d'opinion que dans les circonstances données il fallait « amuser le lion » de peur qu'il ne se retournât d'un autre côté [128].

Rechberg, pour sa part, informa le cabinet de Londres que la politique de l'Autriche n'avait point varié et qu'elle entendait se maintenir dans l'attitude prudente et réservée que lui paraissait être « la plus conforme aux véritables intérêts de l'Autriche » [129]. Russell répondit qu'il était entièrement rassuré « sur la droiture et la modération » de la conduite de Vienne et de ses intentions qu'il n'avait jamais mis en doute. Il ne pouvait en dire autant à l'égard des vues du cabinet de Paris. Le fait était que Drouyn de Lhuys, interpellé la semaine dernière par lord Cowley sur les intentions du gouvernement impérial, avait répondu que rien ne serait décidé avant le retour de l'ambassadeur d'Autriche et que tout dépendait des réponses qu'il apporterait. Russell partageait l'opinion de Cowley qu'en face de l'unanimité et de la vivacité avec laquelle l'opinion publique en France se manifestait en faveur de la cause polonaise, il serait presque impossible à Napoléon de se renfermer dans une inaction complète, sans perdre sa popularité [130]. Admettant toutefois que le mouvement de l'opinion publique en France pouvait forcer l'empereur à faire « quelque chose en faveur de la Pologne », Russell était d'avis qu'il serait peut-être sage et politique de la part de l'Autriche et de l'Angleterre, de s'associer dans une certaine mesure à Napoléon « afin de modérer, au besoin, son ardeur et de l'empêcher d'aller trop loin ». Selon Russell, on s'exposerait à ce danger en laissant l'empereur agir seul et on courrait en outre le risque « de voir la Russie se jeter dans ses bras, dans le but de le séparer davantage d'une alliance austro-anglaise » [131].

Drouyn de Lhuys constata pour sa part que les paroles de Rechberg avaient laissé supposer des projets plus arrêtés et des tendances plus marquées à prévoir les événements et à en prendre la direction. Gramont expliqua que le cabinet de Vienne ne pourrait en ce moment justifier aux yeux de l'opinion publique autrichienne une guerre qui causerait des pertes considérables et certaines. Il faudrait que les circonstances fissent de l'action une nécessité pour que le gouvernement pût abandonner la position qu'il avait adoptée. Rechberg, lui-même, avait répété ré-

---

127) Metternich à Rechberg, 29-III, rapport No. 12 B, ibid.

128) Metternich à Rechberg, télégramme, 29-III, ibid.
Metternich, malgré la demande de Napoléon, n'hésitait pas à dire aux autres diplomates que sa mission était un échec pour les espoirs du gouvernement impérial. - Rapport de Paris, 27-III, Geheimes Staatsarchiv, Frankreich 1863.

129) Rechberg à Apponyi, 19-III, HHS. England 62.

130) Cette opinion était partagée aussi par les autres diplomates anglais. « The French will get a disagreable answer from the Czar and then be obliged to act ». - Hammond à Cowley, 16-III, FO. 519/191.
Le même jour Layard constata à Cowley: « Austria will do nothing to help us. Prussia is equally frightened ». - FO. 519/195, 16-III.

131) Apponyi à Russell, 27-III. HHS. England 60.

cemment que, « lorsqu'il faudrait agir, l'Autriche n'agirait qu'avec la France » [132].

La mission de Metternich était naturellement observée attentivement par les autres capitales. Les Russes communiquèrent à Rechberg la réponse de Gortchakow à la note anglaise du 2 mars. Balabine fut chargé d'exprimer, au nom du tzar, « des remerciements chaleureux » pour l'attitude de l'Autriche dans la question polonaise [133]. Rechberg ne tarda pas à informer les autres diplomates du changement de l'attitude russe envers la monarchie des Habsbourg [134]. Après le refus autrichien [135], le vice-chancelier écrivit avec soulagement au Grand-Duc Constantin que l'essai fait par la France d'une entente antirusse avait échoué. « S'il avait réussi, il nous aurait placé en face d'une coalition pleine de périls » [136] « Aujourd'hui le Prince Gortchakow fait l'éloge de la conduite sage du comte Rechberg relativement à la question de Pologne, en lui exprimant sa reconnaissance » [137]. Alexandre II remercia personnellement l'ambassadeur d'Autriche de la loyale conduite de François-Joseph. Thun remarquait au cours de la conversation avec le tzar que la méfiance envers la France, qui avait toujours été « dans le coeur » d'Alexandre II, avait fait « de grands progrès dans les derniers temps ». Le tzar exprima l'opinion que Napoléon ne serait jamais un allié fidèle à qui on pût se fier et il souligna sa conviction qu'il fallait se préparer à résister « à ses plans subversifs, qui d'un jour à l'autre apparaîtraient clairement. Il ne se faisait aucune illusion sur son attitude dans la question polonaise et saluait avec plaisir le parfait accord rétabli entre l'Autriche et la Russie ». Il chargea Thun de faire savoir à l'empereur François-Joseph « combien cet état de choses répondait à ses voeux et de Lui faire parvenir Son assurance que, de son côté, il ferait tout pour resserrer les liens d'une franche entente ». Il était aussi sensible « à l'attitude parfaitement loyale et correcte » du gouvernement de Vienne dans l'affaire de Pologne et il désirait que François-Joseph fût bien convaincu qu'il n'en avait pas douté un seul instant. Le tzar assurait ensuite qu'il mettait le plus grand prix à ce que les relations entre l'Au-

---

132) AE. Autriche, 25-III, 26-III-1863.

133) Werther, Vienne, à Bismarck, 18-III. APP. III, No. 346.
En même temps Rechberg affirma à lord Bloomfield que, malgré les assurances données par la France, la cour de Vienne n'avait aucune confiance dans les intentions et les projets de la diplomatie française. - Bloomfield, 26-III. Filipowicz, No. 290.
Le ministre d'Autriche à Stuttgart manda à Rechberg: « die Frau Kronprinzessin (la soeur d'Alexandre II) hat mir gesagt, dass man in St. Pétersbourg durch die, aus Anlass der polnischen Insurrection von der Kaiserlichen Regierung ergriffenen Massregeln, und insbesondere durch die Haltung des Kaiserlichen Kabinets den Westmächten gegenüber, befriedigt ist, und dass man glaubt diese Politik Oesterreichs vorzugweise den persönlichen Gesinnungen Euer Excellenz und des Grafen Mensdorff zu verdanken zu haben ». - Rapport de Stuttgart, 14-III. HHS Württemberg 28.
Oubril était chargé par Gortchakow de signaler à l'attention de Bismarck « l'attitude satisfaisante du cabinet autrichien ainsi que l'opportunité d'en profiter pour replacer dans de meilleurs conditions les relations de la Prusse avec la cour de Vienne ». - Oubril à Gortchakow, 18-III, APP. III, No. 347.

134) Rapport de Vienne, 11-III. Hauptstaatsarchiv Stuttgart, No. E 70/73/2.

135) Le baron Budberg, ambassadeur de Russie à Paris, savait déjà le 20 mars que la mission de Metternich n'avait abouti « à aucun résultat sérieux ». - Rapport de Paris, 20-III. Generallandesarchiv Karlsruhe, Diplomatische Specialakten Russland, No. 3009.

136) Wereszycki: Anglia, p. 75. Lettre du 28 mars.

137) Rapport du St. Pétersbourg, 20-III. Geheimes Staatsarchiv, Russland 1863.

triche et la Prusse reprissent un caractère du plus franc accord et en même temps comme la garantie la plus sûre pour la tranquillité et le bien-être « du monde civilisé ». Il mit en garde l'ambassadeur contre les offres françaises. La France, souligna le tzar, avait toujours été l'ennemie de l'Autriche. Déjà à Stuttgart Napoléon III avait proposé à la Russie le démembrement de la monarchie danubienne et l'attachement de la Galicie. Alexandre II, avait refusé une telle alliance [138]. L'allusion à la situation actuelle n'était que trop évidente [139].

Mais, même au moment du voyage du prince à Vienne, la Russie n'était pas disposée à abandonner la politique inaugurée par l'acte du 8 février et à entamer un dialogue avec la France. Et pourtant Napoléon, après les deux échecs diplomatiques qu'il avait subis, ne devait pas être trop exigeant quant aux conditions d'un rapprochement.

Non moins grande était l'inquiétude de Londres. Les Anglais craignaient un accord franco-autrichien. Chaque changement en Europe ne pouvait qu'augmenter l'influence et le prestige de la France. Le refus de la cour de François-Joseph de s'associer à la note anglaise du 2 mars fut reçue par John Russell presque avec satisfaction [140]. Malgré l'affirmation de Drouyn de Lhuys qu'il ignorait les causes du voyage de Metternich [141] les diplomates de la Grande-Bretagne ne se trompaient pas sur les véritables motifs de sa mission. Le refus du gouvernement de Vienne d'une démarche à St. Pétersbourg indiquait qu'il n'avait pas modifié son attitude. Rechberg souligna dans sa réponse que les motifs qui devaient dicter au cabinet autrichien cette détermination d'un refus étaient aussi évidents qu'impérieux [142]. Il regrettait d'ailleurs l'initiative anglaise d'envoyer une note à St. Pétersbourg. Elle lui paraissait dangereuse parce qu'elle pouvait amener un nouveau rapprochement entre la France et la Russie, « ce qui serait fort inquiétant pour les affaires de l'Orient » [143].

Il était bien dans le caractère de Rechberg d'informer Gortchakow de sa réponse à la demande de l'Angleterre. En même temps il donna aux Russes tous les détails des mesures prises par les autorités autrichiennes pour empêcher l'aide de la Galicie aux insurgés. Il attira, avec grande circonspection, l'attention du vice-chancelier sur l'inutilité de la persécution de l'Eglise; cette persécution donnait au mouvement polonais un aspect plus digne que celui qu'il n'avait en réalité. Rechberg, à son tour, fit part aux capitales occidentales de ses remarques relatives à l'Eglise: à Londres, pour prouver qu'il s'efforçait, ainsi que le cabinet britannique, de modérer la politique française et russe; à Paris, pour souligner que l'Autriche soutenait les efforts que faisait la France pour soulager le sort des Polonais [144].

---

138) L'audience de congé de Thun, HHS. Russland 54, 22-III. Revertera: Erinnerungen eines Diplomaten, Deutsche Revue, mars 1903, p. 258.

139) Annexe VI.

140) Vitztum v. Eckstaedt, p. 216, Lettre de Vitztum v. Eckstaedt du 19-III. Il fut le ministre de Saxe à Londres.

141) Grey, chargé d'affaires, à Russell, 12-III-1863. Filipowicz: No. 171.

142) Rechberg à Apponyi, Londres, 12-III. HHS. England 62. Instruction No. 1.

143) Rechberg à Apponyi, 12-III, instruction No. 3, ibid.

144) Rechberg à Thun, St. Pétersbourg, 13-III. HHS. Russland 53.
Rechberg à Apponyi, 12-III, instruction No. 4. HHS. England 62.

Toutes ces finasseries témoignaient du grand embarras de Vienne. La cause profonde de l'insuccès de l'offre française était la crainte d'une guerre, la méfiance envers Napoléon III, l'attitude de l'Angleterre, et surtout la conviction que le rétablissement de la Pologne n'était pas dans l'intérêt de la monarchie des Habsbourg. Rechberg s'efforçait de le prouver à la diplomatie française. Le langage de l'ambassadeur de France était de nature à lui faire croire que le cabinet de Paris ne se rendait pas « un compte parfaitement exact » de l'importance qu'avait pour l'Autriche la possession de la Galicie. En conséquence, la cour des Tuileries n'appréciait pas non plus à sa juste valeur le sacrifice que la perte de cette province imposerait à l'empire autrichien. D'après l'argumentation du prince de Gramont la cession de cette province n'entraînerait pas un dérangement de l'équilibre européen, puisque la Prusse et la Russie auraient à subir des pertes au moins égales. Rechberg, lui-même, ne pouvait admettre la réalité de pareils faits. Quant à ce qui concernait la balance de l'équilibre, il y aurait une grande différence entre le sacrifice imposé à la Prusse par la perte de ses provinces polonaises et celui que l'Autriche devrait faire en abandonnant la Galicie. La Prusse ne compte guère plus qu'un million et demi de sujets polonais. La Galicie avait cinq millions d'habitants. Il fallait comparer ces deux chiffres pour constater que l'équilibre des forces serait rompu tout au détriment de l'Autriche. Rechberg souligna que si l'équilibre des forces avait subi des changements depuis 1815, cela avait toujours été au profit des autres grandes puissances qui toutes avaient fait des acquisitions de territoires plus au moins considérables, tandis que l'Autriche seule avait perdu une province importante. La France avait acquis la Savoie et Nice, et de plus en Algérie un pays qui présentait « un grand avenir ». L'Angleterre et la Russie avaient également étendu leurs empires sur d'immenses contrées, situées, il est vrai, hors de l'Europe, mais qui n'en constituaient pas moins un accroissement de forces et de puissance. La Prusse même s'était agrandie des principautés des Hohenzollern qui, peu considérables comme étendue, lui donnaient toutefois une position politique importante dans le midi de l'Allemagne. L'Autriche avait eu pour tout agrandissement Cracovie et son mince territoire, tandis qu'elle avait perdu la Lombardie. S'il était donc question aujourd'hui de remaniements territoriaux faits en vue de conserver l'équilibre européen, l'Autriche devrait insister pour qu'il fût tenu compte de ces faits et elle devait en tout cas veiller scrupuleusement à ne pas s'affaiblir elle-même en provoquant, ou en favorisant des changements qui lui infligeraient des pertes, tandis que les autres puissances n'en éprouveraient pas ou en subissant de moins sensibles. « Je pourrais m'étendre aussi sur toutes les richesses naturelles de la Galicie, sur la part considérable qu'elle apporte aux recettes de l'Empire, enfin sur les qualités militaires de ses habitants qui fournissent à l'armée autrichienne plusieurs de ses meilleurs régiments » [145]. Dans une dépêche du même jour Rechberg fit ressortir que ni la France ni l'Angleterre n'étaient décidées à commencer une guerre pour le rétablissement de la monarchie polonaise. Les discussions qui avaient eu lieu au Sénat français et au parlement anglais, les déclarations faites à cette occasion par les ministres des deux pays, enfin les communications échangées entre les cabinets prouvaient surabondamment que ni

---

145) Rechberg à Metternich, 27-III, No. 2. HHS. Frankreich 76.

la France ni l'Angleterre ne jugeaient à propos, malgré leurs vives sympathies pour les Polonais, de prendre l'initiative « d'actes vigoureux qui mettraient en péril le maintien de la paix ». Si les cours de Paris et de Londres reculaient devant une pareille responsabilité, il était encore plus naturel que Vienne déclinât de s'aventurer dans une voie bien plus dangereuse pour elle que pour les deux autres puissances. La question d'opportunité qui devait toujours jouer un grand rôle dans les décisions d'une sage politique, devait être doublement prise en considération par le gouvernement autrichien dès qu'il s'agissait d'intérêts aussi vitaux que ceux qui sont impliqués dans toute combinaison nouvelle relative à la Pologne. « Que le Cabinet des Tuileries ne s'étonne donc pas de nous trouver peu disposés à prendre des engagements qui nous paraissent tout au moins prématurés puisqu'ils nous lieraient dès aujourd'hui à consentir à des sacrifices avant d'en retirer aucune compensation proportionnée... Nous ne voulons pas précipiter les événements, mais nous ne nous déroberons pas non plus aux obligations qu'ils nous imposeront, dès qu'ils se présenteront sous une forme et dans des conditions propres à sauvegarder entièrement les intérêts sur lesquels le Gouvernement Impérial doit veiller en première ligne » [146].

Mais Rechberg se rendait compte du danger qu'il y avait à laisser la France seule, isolée après le double échec diplomatique qu'elle venait de subir. Il fit ressortir à l'ambassadeur anglais la nécessité d'une action commune des trois puissances occidentales dans l'affaire polonaise pour empêcher la France de chercher un rapprochement avec la Russie [147]. Ce point de vue était partagé aussi par lord Russell [148]. Il chargea donc Cowley de proposer à Paris de faire une démarche commune à St. Pétersbourg en faveur de la Pologne. Mais, précisa-t-il dans ses lettres privées, les termes de la note devaient être assez souples pour que son rejet n'occasionnât ni humiliation ni guerre. Son but était d'essayer de mettre fin aux cruautés russes à l'égard des Polonais. Naturellement, si la diplomatie française ne désirait aucune manifestation officielle, l'Angleterre se bornerait volontiers à répondre succinctement à la dépêche de Napier relatant sa conversation du 9 mars [149].

Le cabinet de Londres était donc prêt à laisser tomber l'affaire, mais, cette fois ce fut l'initiative française qui la fit rebondir. Le sentiment qui prédominait à Paris était « un grand mécontentement envers l'Angleterre, qui, après avoir poussé par sa presse la France aux aventures, avoir refusé sa coopération », cherchait à s'emparer de la position par son appel aux traités de 1815. Les sympathies pour la Pologne, que le gouvernement impérial ne pouvait satisfaire « sans affronter les plus grands dangers », étaient ardentes dans toutes les classes de la société. « Ainsi la question impopulaire — celle du Mexique — exige de la nation de grands et continuels sacrifices, tandis que celle à laquelle elle vouerait volontiers son sang et son argent sera forcément maintenue par l'Angleterre dans les bornes

---

146) Rechberg à Metternich, 27-III, No. 4, ibid.

147) PRO. 42, 19-III-1863.

148) Apponyi, Londres, à Rechberg, 27-III-1663. HHS. England 60.

149) AE. Angleterre 22-III-1863.
PRO. 105, 18-III, 21-III-1863.
Russell considérait la réponse russe comme un refus conçu en termes polis et déclinant de prendre un engagement pour l'avenir. - Apponyi à Rechberg, 27-III, HHS. England 60.

d'une question diplomatique » [150]. Deux semaines plus tard le ministre de Hesse constata: « On a fait si souvent retentir à la tribune cette prépondérance absolue de la France comme le plus beau titre de gloire de la dynastie actuelle, qu'il est cruel de la voir faillir dans une circonstance qui tient tant à coeur à la nation. De ce sentiment seul par trop froissé pourrait ressortir une résolution extrême » [151]. Or, l'idée de l'indépendance de la Pologne prévalut à Paris. La diplomatie française commençait à parler « avec assez de hauteur de l'absolue nécessité du rétablissement d'un royaume de Pologne fortement constitué » [152]. On demandait aux Polonais de durer et de prolonger leur lutte contre les troupes russes. Déjà le 10 mars Mocquard avait déclaré au prince Czartoryski que la durée et l'extension du mouvement était la condition indispensable de succès [153]. Dix jours plus tard il demanda au prince si l'on pouvait espérer que l'insurrection durât encore quelque temps. « C'est là — dit-il — le point le plus important » [154]. Le prince Napoléon affirma à Czartoryski que l'empereur n'était pas encore décidé à faire la guerre; il n'était pas plus décidé à faire la guerre qu'à ne pas la faire [155]. Après le retour de Metternich le prince Napoléon constata que le moment le plus grave était venu. « D'ici à huit jours, l'empereur aura décidé la chose; il décidera si la France fera la guerre à la Russie sans l'Autriche » [156]. Ce fut Napoléon lui-même qui informa le prince Czartoryski que pour le moment, après le refus de l'Autriche de conclure une alliance avec la France, il n'était pas question d'une guerre [157]. « Malheureusement — disait le prince Napoléon —, pour le moment il n'y a pas d'espoir d'une guerre; il y a un mois, il y avait 3/4 de chance pour; aujourd'hui 1/4 seulement ». « Je ne puis vous cacher que la situation est mauvaise » — ajouta-t-il, « Walewski ne sait plus rien,

---

150) Rapport de Paris, 16-III, Staatsarchiv Darmstadt, Gesandtschaften 28 b.

151) Rapport de Paris, 28-III, ibid.

152) Rapport de Paris, 28-III, Hauptstaatsarchiv Stuttgart, E 70/47/9.

« So far as I can judge from the most reliable information before me, the chances for an early European recognition of our independence have not increased in the slightest degree since the date of my last report. The Emperor of the French seems to be just as far as ever from taking the initiative in this regard. ... Then again from Prince Napoleon down to the humblest, there are half-expressed utterances faintly reaching his ears that Poland, hopeless as is her future, must be recognized if the Confederate States are. ... The restoration of the old European nationalities is becoming more and more a fixed sentiment with the people of this hemisphere. Almost everybody seems to be clamorously ardent for the reestablishment of Poland. The manifestations of sympathy for her are as earnest and general at Stockholm as they are at Lisbon ». Mann, Bruxelles, à Benjamin, 13-III, ORN.

« The Polish question still engrosses the attention of the Government, the press and the public to the exclusion of every other, and will to do so untill it has received some practical solution ». - Slidell, Paris, à Benjamin, 21-III, ibid.

« His (Drouyn de Lhuys) mind seemed to be preoccupied with Poland and its complications. He avoided, intentionnaly, as I thought, conversations as to our affairs ». - Dayton, Paris, à Seward, 27-III. Diplomatic correspondence.

153) Il se plaignait en même temps de l'Angleterre et de ses machinations contre la France. - Czartoryski, op. cit, 10-III, p. 361.

154) Mocquard était toujours très mécontent de l'Angleterre qu'il accusait d'être fausse et perfide et d'empêcher la conclusion d'une entente avec le cabinet de Vienne. - 20-III, ibid., p. 362-3.

155) 23-III, ibid., p. 365.

156) 25,III, ibid., p. 366.

157) 26-III, ibid., p. 367. Voir la note 123 de ce chapitre.

l'empereur ne le consulte plus ». L'impératrice était plus décontenancée encore que l'empereur [158]. Le lendemain Walewski disait que la durée de l'insurrection présentait encore des chances. Mocquard le répéta le même jour [159]. La même opinion était exprimée par Metternich et Cowley. « Si vous ne durez pas — constata l'ambassadeur d'Autriche — c'est une question remise; je ne puis vous le cacher; tandis que si vous durez, des circonstances favorables pourront surgir » [160]. Cowley disait: « Je pense que dans deux mois, peut-être trois, les négociations diplomatiques pourront amener des complications » [161]. Czartoryski demanda donc le 30 mars dans un rapport au gouvernement polonais de soutenir et prolonger la lutte armée [162]. Il lut ce rapport à Drouyn de Lhuys qui lui répondit: « C'est cruel à dire, mais je ne puis m'empêcher de vous dire: Durez » [163]. Le lendemain Metternich répéta une fois encore que l'insurrection devait durer [164].

* * *

Cette idée de l'indépendance de la monarchie polonaise avait d'autant plus de force que des offres d'alliance de l'Italie, du Danemark et de la Suède commençaient à parvenir à la cour impériale. Au cours des pourparlers avec le prince Metternich, Napoléon avait fait venir le comte Arese. Celui-ci, avant de partir, avait vu Victor-Emmanuel et Pasolini qui lui avait remis un mémoire dans lequel la situation était analysée du point de vue italien. L'état de l'Europe — écrivit le ministre — se prêtait aux plus vastes combinaisons. Les questions de Grèce et de Pologne, intimement liées à la question d'Orient, ouvraient « à la diplomatie et à l'épée de l'empereur » les perspectives les plus larges et les plus inattendues. L'Italie ne désirait rien plus que de reprendre à côté de la France la place glorieuse qu'elle avait occupée en 1854 et en 1859 [165].

Arese arriva à Paris le 13 mars. Quelques jours plus tard, après de longues conversations avec Napoléon [166], il constata que si l'empereur pouvait se fier à l'Angleterre et à l'Autriche, ou au moins à l'Autriche: on ne tarderait pas à entendre « le branle-bas du combat »; l'Italie, mue par la perspective d'obtenir la Vénétie, participerait à la lutte. Mais il s'aperçut

---

158) 27-III, ibid., p. 368-9.

159) 28-III, ibid., p. 369-370.

160) 26-III, ibid., p. 368.

161) 28-III, ibid., p. 370.

162) Lewak: Polska działalność, p. 252.

163) 31-III, Czartoryski, op. cit. p. 371.

164) Metternich: « D'ici à huit jours, la position devra s'éclaircir: des propositions seront faites à St. Pétersbourg, non pas avec des points identiques, mais simultanément. C'est surtout sur le côté religieux de la question polonaise que doit insister la note autrichienne. La Russie ne voudra probablement rien entendre; alors c'est la guerre et l'Autriche marchera à condition que les autres puissances ne l'abandonnent pas ».
Czartoryski: « Ainsi, l'insurrection doit durer? » Metternich: « Elle doit durer ». - 1-IV, ibid., p. 371.

165) Pasolini: Memorie, p. 347. Bonfadini: Arese, p. 309-10. Grabiński: Un ami, p. 206.
Le mémoire était du 9 mars.

166) L'empereur lui déclara que Metternich, n'avait porté que des propositions qui avaient trait exclusivement à la Pologne. - Arese à Pasolini, 16-III, Bonfadini, p. 313.

très vite que la politique française se faisait « au jour le jour » et que la France se laissait complètement conduire par les événements [167].

La diplomatie italienne était cependant trop habile pour ne pas prévoir des complications internationales découlant de la convention du 8 février. Déjà le 21 février le ministre anglais à Turin avait été sondé sur la conduite que son gouvernement se proposait de suivre à la suite de l'accord prusso-russe [168]. Le 2 mars l'Angleterre avait envoyé une note à la Russie, le 6 mars le cabinet de Victor-Emmanuel, de sa propre initiative, imita ce geste. Les réunions publiques, provoquées aussi bien en Italie [169] que dans plusieurs pays d'Europe par la lutte des Polonais, servirent de prétexte à cette démarche. La note se borna à exprimer le vif désir qu'avaient les Italiens de voir le tzar réconcilier, par un acte de magnanimité, qui n'était pas précisé, les Polonais et les Russes « séparés par la religion et l'histoire » [170]. La note ne faisait aucune allusion aux traités de 1815.

Gortchakow répondit à l'ambassadeur Pepoli que « la bonté bien connue » d'Alexandre II ne permettait pas de douter des sentiments sérieux dont il userait envers ses sujets polonais révoltés dès que les troubles auraient cessé [171]. La réponse officielle russe était datée du 1er mai. Elle constatait que quant aux voeux qu'il avait exprimé au sujet du Royaume du Congrès, le gouvernement italien avait « assez d'expérience des troubles politiques pour ne pas ignorer que la révolution imposait aux gouvernements chargés de fonder une paix durable une tâche d'autant plus difficile qu'elle recrutait constamment au dehors les forces employées au renversement de l'ordre ». Le gouvernement de Turin devait d'ailleurs reconnaître au tzar le devoir de s'inspirer « des intérêts et des principes » sur lesquels reposait l'empire russe et des sentiments de l'opinion publique en Russie [172].

Le texte de la note italienne fut notifié aux cabinets de Paris et de Londres. Quand l'invitation du gouvernement anglais à s'associer à sa note du 2 mars fut arrivée, Pasolini répondit qu'il avait déjà adressé des observations à St. Pétersbourg, mais qu'il serait prêt à participer à toute démarche collective à faire ultérieurement auprès de la cour du tzar [173]. Paris était naturellement mis au courant de ces négociations. Pasolini demanda même à Arese de sonder Drouyn de Lhuys s'il avait quelque suggestion à faire au sujet de la réponse italienne à la démarche anglaise. La participation diplomatique de la part de l'Italie semblait à Pasolini utile pour constater son droit à intervenir à un congrès, si par hasard, il devait s'en réunir un [174]. Drouyn de Lhuys insista dans sa réponse sur le fait que la Russie avait déjà répondu au cabinet anglais qu'elle

---

167) Grabinski: Un ami de Napoléon III, le comte d'Arese, p. 206. Bonfadini, p. 314.

168) PRO. 70, 21-II-1863.

169) Sur l'opinion publique en Italie: Morawski: Polacy i sprawa polska w dziejach Italii, p. 173 et suiv. Lewak: Corrispondenza Polacca di Giuseppe Garibaldi.

170) Note italienne du 8 mars, Filipowicz, No. 297.

171) AE. B, Russie 71, rapport de St. Pétersbourg, 25-III.

172) Gortchakow à Stackelberg, Turin, 19-IV, Archives Diplomatiques.

173) Hudson, Turin, à Russell, 25-III, Filipowicz, No. 298.

174) Pasolini à Nigra, Paris, 20-III, Bonfadini, op. cit., p. 318.

repoussait péremptoirement l'argument « emprunté à l'acte de 1815 ». Dans ce cas, si le gouvernement italien voulait faire connaître à St. Pétersbourg son opinion sur les affaires de Pologne, le mieux serait d'invoquer non pas le traité de Vienne, auquel il n'avait point participé, que la Russie contestait et dont « la valeur pratique serait aujourd'hui fort douteuse », mais le respect dû aux nationalités, l'intérêt général, les lois de l'humanité et les graves considérations qui faisaient « de l'indépendance de la Pologne une condition du maintien de la paix et de l'ordre public en Europe » [175].

Les Italiens commençaient en même temps à dévoiler les projets que leur inspirait la question polonaise. Ils croyaient savoir que le cabinet impérial se sentait si menacé en France, que le mécontentement était si extrême, qu'il serait obligé d'agir en faveur de la Pologne pour ne pas « mécontenter la nation tout entière » [176]. Les Italiens faisaient donc allusion « avec la facilité de combinaisons qui distinguait les hommes d'Etat aussi bien que le public », à une alliance entre la France, l'Autriche et l'Italie, alliance qui, après une guerre heureuse contre la Prusse et la Russie, donnerait à la France les frontières du Rhin, à l'Italie Venise, et à l'Autriche les Principautés Danubiennes [177]. On oubliait seulement dans ce grandiose projet de mentionner la Pologne.

L'ambassadeur italien à Paris, Nigra, laissait percer dans ses entretiens avec Drouyn de Lhuys le désir qu'avait son gouvernement de connaître l'avis de la France sur l'attitude qu'il conviendrait à l'Italie de prendre au sujet des affaires polonaises. Il assura le ministre que, le cas échéant, l'empereur pourrait compter sur un concours effectif de Victor-Emmanuel [178]. Deux jours plus tard, Visconti-Venosta, ministre des affaires étrangères depuis le 24 mars, ne dissimula pas, dans un discours devant la chambre, le désir des Italiens de prendre part à une action commune en faveur de l'insurrection [179].

L'autre offre parvint du Danemark. La vie politique de ce pays était dominée par le problème des Duchés. Les Danois craignaient d'être isolés en face d'une Allemagne unie. Ils voyaient donc dans les complications internationales, issues de l'accord du 8 février, une occasion inattendue de pouvoir s'associer à la France de Napoléon III. L'opinion publique se prononça nettement pour une alliance entre Paris, Copenhague et Stockholm. « Soyez certain — disait au consul français le général Schoeller, commandant du Duché de Holstein que nous nous rappelons ce qu'a fait le comte Cavour lors de la guerre de Crimée. Nous sommes un petit peuple, mais

---

175) Drouyn de Lhuys à Sartiges, Turin, 23-III, AE. Italie.

176) Rapport de Turin. Eidgenossisches Bundesarchiv, Berne, Schweizerische Gesandschaft in Turin, 28-II.

177) AE. Italie, 18-III-1863.

178) AE. Italie, 26-III-1863.

179) Hudson, Turin, à Russell, 28-III-1863. Filipowicz: No. 299.
Drouyn de Lhuys répondit aux offres italiennes qu'il serait heureux le cas échéant de pouvoir « frapper à la porte de l'Italie pour demander son appui ». - Arese à Pasolini, 16-III, Bonfadini, op. cit., p. 315.
La cour de Turin observait attentivement l'évolution des rapports franco-autrichiens et elle était très sensible à son isolement qui résultait des pourparlers entre Paris et Vienne au sujet de la question polonaise. - Rapport de Turin Eidgenossisches Bundesarchiv, Berne, Schweizerische Gesandschaft in Turin, 30-III.

nous avons de grandes ressources et nous saurions les employer de manière à ne point vous être inutiles ». Un ancien diplomate danois déclarait: « vous avez été en Italie sans l'Angleterre, je crois que vous devez agir en faveur de la Pologne sans demander la permission de l'Angleterre. Faites-vous craindre de vos voisins d'Outre-Manche, c'est le meilleur moyen de vous en faire des amis » [180]. Le langage du comte Moltke n'était pas différent.

La question des Duchés entrait, par l'acte du 30 mars [181], dans une nouvelle phase. D'après la diplomatie prussienne, cette initiative découlait de l'accord présumé de la France, du Danemark et de la Suède sur le problème polonais et d'un projet d'expédition française en Baltique [182].

Mais l'offre la plus intéressante parvint de Stockholm. En Suède, l'opinion publique avait été d'abord prudente et réservée. Ses sympathies pour la cause polonaise étaient évidentes, mais elle observait attentivement l'attitude de Paris et de Londres pour y conformer ses réactions. Ce ne fut que le 2 mars qu'elles se manifestèrent de la façon la plus vive au cours d'un meeting organisé par les chefs du parti libéral. De violents discours contre la Prusse et surtout contre la Russie marquèrent cette réunion. La Russie était à plusieurs reprises qualifiée d'ennemi commun de la Pologne et de la Suède. Les origines de cette « sympathie universelle » des Suédois pour la Pologne résidaient, d'après le ministre de Belgique, dans certaines traditions « d'antique fraternité et dans un sentiment commun de haine contre la Russie. Cette animosité du peuple Suédois contre un puissant voisin héritier de son ancienne puissance, qui s'est réveillé au temps de la guerre de Crimée en entraînant le pays dans l'alliance Occidentale, est devenue de plus en plus ardente, au point d'amener entre les deux peuples et leurs gouvernements les rapports les plus tendus ». Une mesure malheureuse adoptée par la Russie, et qui avait paru un outrage à la nation suédoise, n'avait pas peu contribué à enraciner profondément une haine qui depuis lors cherchait toutes les occasions de se manifester. Cette mesure était le maintien de l'anniversaire de la bataille de Poltawa qui continuait d'être célébré en Russie tandis que toutes les autres fêtes du même genre avaient été supprimées. Cette exception qui semblait faite à dessein froissait profondément l'orgueil national; et c'était là plus qu'ailleurs qu'il fallait chercher l'origine de ces manifestations hostiles. Ce sentiment profond de haine, en cas de guerre entre les puissances occi-

---

180) AE. Danemark, Kiel, 14-III, 22-III-1863. - Le même sentiment prévalait dans l'armée. Une discussion dans une réunion des officiers de la garnison de Kiel montra exactement l'état d'esprit de ce corps. Les grandes puissances, selon ces officiers, étaient prêtes à faire bon marché des droits de la Pologne. L'Angleterre paralysait l'action du gouvernement impérial. L'Autriche, gênée par sa position particulière, ne demandait qu'à rester les bras croisés. La Prusse exécutait, malgré les protestations de l'Europe, la convention qu'elle avait conclue avec la Russie; elle accueillait avec faveur les soldats russes qui s'étaient réfugiés sur son territoire, tandis qu'elle expulsait brutalement les Polonais qui avaient été forcés de franchir la frontière. L'empereur Napoléon avait dit que le drapeau de la France était engagé partout où il y avait une cause juste à défendre. Y en avait-il eu jamais une plus juste que celle de la Pologne? - AE. Danemark, Kiel, 6-V-1863.

Le consul français qui rapporta cette appréciation sur la politique générale, appréciation qui correspondait exactement à l'état des choses, la qualifia d'illogique.

181) Frédéric VII donna au Holstein et Lauenbourg une constitution grâce à laquelle ces duchés, dotés d'une autonomie complète, ne devaient plus avoir rien de commun avec le reste de la monarchie, le lien qui les unissait au Schleswig était ainsi rompu.

182) Bernstorff, Londres, 29-IV-1863. APP. III, No. 166.

dentales et la Russie, entrainerait « infailliblement la Suède dans les rangs des premiers ».

Une souscription fut ouverte et toutes les principales librairies furent désignées pour recevoir les dons; dons « pour les Polonais combattants, pour leur indépendance, pour leur fournir des armes ». L'agitation s'accrut encore après l'arrivée à Stockholm d'un représentant quasi-officiel de la Pologne, le prince Constantin Czartoryski. Le public ne se gêna plus pour exprimer sa haine contre l'oppresseur de la Finlande. On n'avait jamais manqué de prêter en Suède une oreille attentive au « cri de douleur » venant de l'est [183]. Les mêmes sentiments étaient évidents en Norvège. On y faisait hautement des voeux pour la cause polonaise, mais avant tout on se félicitait que la politique prussienne, « en s'égarant en Pologne », ouvrait « une éclaircie dans l'horizon du Danemark ». Dans l'intérêt de la Pologne comme du Danemark beaucoup de gens commencaient « à compter sur l'épée de la France » [184].

En mars, au début de l'action diplomatique des puissances occidentales, c'est-à-dire après la note anglaise du 2 mars, et pendant le voyage du prince Metternich à Vienne, le roi de Suède offrit à Napoléon une alliance offensive avec une armée de 60.000 hommes [185]. Le but de cette alliance serait la libération de la Finlande et de la Pologne, et la neutralisation de la marine russe. La France et la Suède étaient assez fortes pour opérer sans l'appui de l'Angleterre et de l'Autriche; après deux mois de campagne St. Pétersbourg serait pris et l'armée russe défaite.

Les conversations militaires et politiques entre les deux capitales dureront toute l'année 1863. Le spectre d'une action franco-suédoise sur les bords de la Baltique hantera longtemps les cabinets de Guillaume Ier et d'Alexandre II.

Ces propositions suédoises et danoises dénotaient bien l'opinion qui prévalait à ce moment-là en Europe. Depuis six semaines les cabinets européens étaient témoins des échecs de la diplomatie impériale. L'offense du 8 février fut suivie par le refus anglais d'adresser une note collective à Berlin, la mission de Metternich ne provoqua aucun changement de la situation. L'expérience avait prouvé que Napoléon III n'avait pas l'habitude de demeurer inactif en pareil cas. Même le gouvernement prussien, crai-

---

183) AE. Suède, février-mars. Jerningham, Stockholm, à Russell, 17-II, 4-III, Filipowicz: No. 71, 162. HHS. Schweden 15, 6-III, 17-III. AE. B. Danemark 7[1], 25-III.

La diplomatie de l'Hôtel Lambert profitait de toutes les occasions favorables pour animer l'esprit public suédois contre la Russie et c'était elle qui avait organisé la première manifestation contre le maintien de l'anniversaire de la bataille de Poltawa. - « Stimolatore principale e capo di queste cose è il Signor Jordan » — constata le ministre d'Italie. Rapport de Stockholm, 2-VII-1862, Documenti Diplomatici Italiani, Prima serie, vol. II, No. 468.

184) 9-III, 9-IV, AE. Suède, Christiana.

185) PRO. 78-VIII. FO. 519/201, 14-VIII, 16-VIII. L'histoire des négociations franco-suédoises se trouve dans une lettre privée de Grey, ministre anglais qui a visité la Suède en août 1863. Cette lettre est publiée dans « Teki Historyczne », vol. XI, 1960-1, p. 248-252.

Le roi de Suède, Charles XV, après avoir reçu les propositions concrètes de la part de Napoléon III en vue d'une commune campagne militaire, se crut à la veille d'une guerre et il le dit à l'Anglais. La plupart des paroles de Charles XV sont confirmées par d'autres sources contemporaines.

Cowely, 26-III-1863. - Filipowicz: No. 282 — dit inexactement 100.000.

Borély de la Touche — AE. Suède, 24-III-1862 — parle des deux lettres reçues de Paris et destinées au roi. Le 24 avril, le roi remercie le ministre français de lui avoir remis la lettre de l'empereur.

gnant une initiative française [186], cherchait un contact avec l'émigration polonaise afin de la soustraire à l'influence de la cour des Tuileries [187].

Or, à Paris l'empereur s'était décidé à envisager l'indépendance polonaise comme seule solution du problème. Déjà, en commentant l'invitation anglaise aux Etats signataires du traité de Vienne, Drouyn de Lhuys avait souligné l'inopportunité d'invoquer les traités de 1815 dont la Russie contestait l'application et dont la valeur pratique aurait été fort douteuse. Il fallait, d'après lui, mettre en relief « les lois de l'humanité et les graves considérations de politique générale desquelles il résultait que l'indépendance de la Pologne était une des plus sûres garanties du maintien de la paix et de l'ordre public en Europe » [188].

Le voyage de Metternich était présenté par le cabinet français comme spontané; il avait eu les résultats que Paris avait espérés [189]. L'ambassadeur d'Autriche rapporta à Vienne que l'empereur était à la veille d'un revirement de sa politique et qu'il observait attentivement toutes les réactions de la capitale autrichienne [190].

Ce revirement supposé par Metternich était sur le point de se manifester à l'occasion de la proposition française tendant au rétablissement de la Pologne; proposition adressée simultanément aux quatre grandes puissances européennes.

Lord Russell fut très étonné quand le baron Gros lui suggéra une démarche commune franco-anglaise à Vienne pour décider l'Autriche à faire pression sur St. Pétersbourg en faveur de l'indépendance polonaise de concert avec les deux autres Etats. Ce nouveau royaume polonais se composerait de la Galicie, de la Posnanie et de provinces polonaises — non précisées — soumises à la Russie. Officiellement, le ministre anglais répondit que d'après des renseignements reçus de Vienne, l'Autriche ne voulait à aucun prix changer quoi que ce fût au statu quo. Dans une lettre privée à lord Cowley il qualifia l'initiative française de « folle » [191].

Le même langage était tenu au gouvernement autrichien. Drouyn de Lhuys assura Rechberg que la France était prête à garantir à un archiduc le trône polonais. Il souligna que l'équilibre entre les trois cours du Nord ne serait pas modifié, les sacrifices de la monarchie danubienne seraient égaux à ceux que feraient Guillaume Ier et le tzar [192].

L'idée du rétablissement de la Pologne était apparente dans les entretiens avec le baron Budberg [193], aussi bien que dans la lettre de Napoléon III au duc de Montebello. Cette fois l'Etat polonais était présenté comme un allié de la Russie et un antagoniste permanent des puissances allemandes. En cas de reconstitution de la Pologne, le trône serait offert au duc de Leuchtenberg. Le comte Reiset, ministre français à Hesse-Darm-

---

186) Karolyi, Berlin, à Russell, 13-III. Srbik III, No. 1107.

187) Feldman: Negocjacja Klobukowskiego, Kwartalnik Historyczny, 1933.

188) AE. Portugal, 24-III-1863.

189) Circulaire de Drouyn de Lhuys - 24-III-1863. Staats. No. 924.

190) Hengelmueller: Graf Alois Karolyi, Deutsche Revue, 1914, juillet-octobre.

191) AE. Angleterre, 25-III-1863.
PRO. 105, 25-III-1863.

192) AE. Autriche, 19-III-1863. Bloomfield, Vienne, 2-IV-1863. Filipowicz: No. 329.

193) Cowley à Russell, 6-IV, PRO. 59.

stadt — patrie d'origine de la tzarine — reçut l'ordre d'appuyer, dans les conversations privées, cette candidature [194].

En même temps Drouyn de Lhuys et le comte Walewski sondaient discrètement l'ambassadeur Goltz afin de savoir si un rapprochement entre la France et la Prusse, en vue d'une action commune en faveur de la Pologne, était possible. Précisément, la personne de Leuchtenberg devait faciliter le changement de la politique prussienne à l'égard du problème polonais [195].

Napoléon était donc décidé à s'emparer de la question polonaise et à lui trouver une solution. La pensée d'un congrès [196] naquit aussi dans son cerveau. D'autre part, l'empereur demanda aux Polonais de continuer le combat. « Durer » devenait le mot d'ordre des insurgés. Drouyn de Lhuys, de son côté, s'enquit de l'attitude de la Turquie en face des complications de la situation en Pologne et il ne manqua pas de souligner les avantages qu'avait toujours présenté pour l'empire ottoman l'indépendance de l'Etat polonais [197].

Napoléon ne dissimulait pas que c'était l'accord avec la Russie qu'il préférait voir se réaliser [198].

Pour parer à ce danger il ne resta à la diplomatie anglaise rien d'autre que de pousser la France vers une intervention officielle auprès du tzar. Le ministre français des affaires étrangères demanda à Londres d'insister auprès de l'Autriche pour l'engager à faire une démarche commune des capitales occidentales. Mais le cabinet de Vienne repoussa l'idée d'une note collective; il était par contre disposé à faire une communication en même temps que la France et l'Angleterre. En outre il n'envisagea qu'une intervention orale de son ambassadeur à St. Pétersbourg. Ce projet provoqua naturellement une vive réaction de la diplomatie française. Drouyn de Lhuys déclara qu'un tel concours de l'Autriche, en montrant la divergence des vues des trois capitales, ne ferait qu'affaiblir l'intervention des puissances occidentales. Le gouvernement de Vienne céda et il consentit à envoyer une note écrite, mais il informa Londres que le véritable but de son adhésion à la démarche des deux cours était le désir d'entraver la liberté de mouvement de la France. Après une semaine il céda une fois encore à la pression française, il modifia le début de sa dépêche de manière à ne pas présenter le soulèvement polonais comme totalement réprimé. Les mots « définitivement vaincu » furent remplacés par « réduit à des proportions moins sérieuses » [199].

---

194) Cowley, 21-III. Filipowicz: No. 244.
Bismarck, circulaire du 25-III-1863. APP. III, No. 360.
Goltz, 26-III. APP. III, No. 362.
Napier, St. Pétersbourg, à Russell, F.O. 63/630, Russia, 24-IV, 1863.
Reiset: Souvenirs, p. 287.

195) Goltz, 30-III-1863. APP. III, No. 375.

196) Goltz, 26-III-1863. ibid., No. 362.

197) AE. Turquie, 27-III-1863.

198) Metternich, 29-III. HHS. Frankreich 75.
Napoléon ne précisa pas sur quelles bases il était prêt à réaliser cet accord. Il parlait seulement de concessions à l'égard des Polonais. En le disant à Metternich, l'empereur voulait montrer à l'Autriche que son refus d'alliance pourrait amener la France à chercher ailleurs ses alliés.

199) AE. Angleterre, 24-III, 30-III, 3-IV, 6-IV-1863.
AE. Autriche, 2-IV, 9-IV. Filipowicz: No. 296, 305, 328, 331, 336. Staats: No. 925.

La conduite initialement plus réticente de l'Autriche fut rendue plus aisée par la diplomatie anglaise. Russell informa le cabinet de Vienne que ç'était la France qui avait proposé une démarche collective [200].

L'Angleterre ne voulait rien demander à la monarchie danubienne qui pourrait l'influencer à adopter une attitude plus nette. Londres était, en ce qui concernait sa propre politique, décidé à ne pas se séparer de Paris. Il questionna Drouyn de Lhuys sur la teneur que devait, d'après lui, avoir la note anglaise. Le ministre français répondit naturellement qu'il jugeait inutile de rappeler les traités de 1815. Mais lord Russell fit allusion à la décision du conseil des ministres et à la volonté de la reine qui l'obligeaient à évoquer ce traité. Il suggéra même de passer outre à un éventuel refus de l'Autriche et à faire une communication à deux, de Paris et de Londres [201]. Cette dernière solution était, du point de vue anglais, préférable à une démarche commune des trois puissances; l'Angleterre craignait toujours que la cour de Vienne ne soit entraînée par la diplomatie française vers une aventure militaire. Le baron Brunnow, ambassadeur russe à Londres, fut donc tenu au courant de ce qui se préparait et des efforts de la France pour amener la monarchie des Habsbourg à s'associer à la démarche des deux capitales occidentales. Une contre-offensive de la Prusse et de la Russie à Vienne ne tarda pas à se produire [202]. A la même époque, Russell informa St. Pétersbourg, par le canal de la famille princière de Hesse-Darmstadt, que, « bien loin de vouloir la guerre, la pensée constante du gouvernement de la reine était de calmer et de retenir la France pour l'empêcher d'entrer dans une voie belliqueuse ». Il représenta Napoléon III comme disposé à mettre le feu partout. « Il n'attend — disait le ministre anglais au frère de la tzarine — que la fin des affaires du Mexique pour commencer la guerre du côté de la Russie » [203].

Le ministre de Bavière à St. Pétersbourg manda de son côté qu'il avait une fois encore constaté que le cabinet anglais entretenait des rapports intimes avec la cour de Russie au sujet des affaires de Pologne et qu'il agissait dans « l'esprit de conciliation et de la conservation de la paix en Europe », n'ayant pas d'intérêt à voir la France s'allier à la cause polonaise en faveur d'une reconstitution de la monarchie de Pologne. Les Anglais recommandaient vivement d'en finir au plus vite avec l'insurrection pour enlever aux puissances les motifs d'intervention [204].

En même temps Rechberg informa l'ambassadeur Balabine que l'Autriche ne demandait rien dans sa note qui ne serait pas acceptable pour la

---

200) AE. Autriche, 31-III. Russell à Bloomfield, Vienne, 8-IV. Filipowicz: No. 347. - Goltz, 2-IV. APP. III, No. 384.

Drouyn de Lhuys à Metternich, lettre particulière, HHS. Frankreich 75, 29-III.

Apponyi à Rechberg, 27-III, HHS. England 62, lettre privée.

201) AE. Angleterre, 9-IV. Russell à Cowley, 4-IV. Filipowicz: No. 307.

202) AE. Autriche, 3-IV-1863.

Sur les craintes du roi de Prusse: Berner, No. 323, lettre de Guillaume Ier à Bismarck.

« Aus Berlin wird gemeldet dass man dort vor Napoleon's Plänen mit der polnischen Frage anfängt Angst zu verspüren ». - Rapport de Munich, 22-III, Generallandesarchiv Karlsruhe, Diplomatische Specialakten Russland, No. 3009.

203) Reiset, op. cit., p. 299.

204) Rapport de St. Pétersbourg, 5-IV. Geheimes Staatsarchiv; Die Ereignisse in Polen in 1863.

Russie [205]. Il se déclarait en outre satisfait de l'attitude de l'Angleterre dans la question polonaise [206]. Non moins satisfait était le prince Gortchakow de l'attitude de l'Autriche dans cette question [207]. Le comte de Goltz, ambassadeur de Prusse à Paris, parlait avec éloge de la conduite « correcte » du cabinet de Vienne. Il prétendait qu'il y avait un rapprochement entre l'Autriche et la Russie, tandis que d'un autre côté les relations du gouvernement autrichien avec l'Angleterre étaient sur un pied amical. Il soupçonnait d'ailleurs toujours la cour des Tuileries de viser à un Royaume de Pologne indépendant sous le duc de Leuchtenberg. L'ambassadeur n'était point rassuré sur l'avenir en face des continuelles excitations et menées permises et encouragées par le gouvernement de Paris [208].

La diplomatie occidentale se complaisait en subtilités: la note devait-elle être collective, identique ou simplement simultanée? Et en Pologne tous les regards étaient dirigés vers la France d'où on s'attendait de voir venir un secours [209]. « L'insurrection — constata de Varsovie Marie Kalergis —, loin de se calmer, redouble d'efforts. Les Polonais ne se soucient ni d'amnistie, ni de réformes administratives, ni d'institutions. Ils veulent leur indépendance territoriale. La presse étrangère les encourage de la façon la plus perfide, et ils se croient soutenus par l'empereur Napoléon... Ici, cela devient une guerre d'extermination » [210].

L'accord des trois puissances occidentales n'était qu'une « entente sur des mots », il n'était pas question d'un accord commun pour exercer une action quelconque. Il « permettra aux orateurs du Gouvernement Français de répondre aux sympathies si vives que soulève en France la cause polonaise. Il rendra le même service aux chefs du Cabinet Britannique » [211]. La cour de Russie ne cachait pas son opinion: elle doutait beaucoup qu'une entente sérieuse pût s'établir entre Paris et Vienne et elle ne pensait pas possible que l'Angleterre méconnût ses véritables intérêts au point de favoriser sérieusement l'indépendance de la monarchie polonaise [212]. Et cependant la France cherchait à établir des relations amicales, claires, non équivoques avec le cabinet de François-Joseph. Le duc de Gramont le disait ouvertement. Il croyait que les circonstances lui venaient fort en

---

205) Werther, Vienne, à Bismarck, 29-III, APP. No. 373. Werther, 1-IV, Friese, p. 327.
Rechberg refusa à Werther de lui communiquer le contenu des pourparlers entre Vienne et Paris au sujet de la Pologne. - Rechberg à Metternich, 1-IV, HHS. Frankreich 76.

206) Rapport de Vienne, 4-IV, Hauptstaatsarchiv Stuttgart, E 70/73/2.
« I certainly never saw anything much smaller than the degree of cooperation which Austria is prepared to afford in the Polish matter ». - Hammond à Cowley, 4-IV, FO. 519/191.

207) Redern, St. Pétersbourg, à Bismarck, 7-IV, APP. III, No. 393. Werther, Vienne, à Bismarck, 9-IV, ibid, No. 396.

208) Rapport de Paris, 1-IV, Hauptstaatsarchiv Stuttgart, E 70/47/9.
« The Prussians are the greatest enemies of liberty civil and religious in the world, and all the time are pretending to lead the liberal party in Germany ». - Russell à Cowley, 28-III, PRO. 105.

209) « Des lettres de Varsovie que j'ai eues sous les yeux s'accordent à dire que tous les regards sont dirigés vers la France ». - Rapport de Paris, 8-IV, Generallandesarchiv Karlsruhe, Diplomatische Specialakten Russland, No. 3009.

210) La Mara, p. 111-2, lettre du 20 avril.

211) O' Sullivan à Rogier, AE. B, Autriche-Hongrie 31.

212) Rapport de St. Pétersbourg, 3-IV, AE. B, Russie 71.

aide car les dirigeants de la politique de St. Pétersbourg et de Berlin n'inspiraient pas de confiance à Vienne. Bismarck surtout avait « un talent tout particulier pour exaspérer le cabinet autrichien » [213].

Napoléon fit un autre effort pour arriver à une entente avec François-Joseph. Le 9 avril il reçut Pope Hennessy, Irlandais, membre de la Chambre de Commune, où son ardent dévouement à la cause polonaise l'avait fait surnommer Popeneski. « Il me raconta toute sa conversation avec notre autocrate — nota Montalembert après avoir vu Hennessy — et j'en conclus comme lui que Napoléon III fera la guerre pour la Pologne. S'il en était autrement, il serait inutilement le plus grand menteur des hommes ». L'empereur lui parla de son intention d'attaquer la Russie par la Baltique. Dans cette éventualité la Prusse ne serait pas épargnée, la Pologne indépendante aurait besoin d'un accès libre à la mer avec Dantzig comme port. Il souligna la nécessité de ne pas perdre trop de temps « alors que les Polonais perdent tant d'hommes, et que nous, nous perdons notre caractère ». L'Irlandais partit ensuite pour Vienne avec la mission formelle d'engager l'Autriche dans la politique française, « afin de se réconcilier sur le terrain de cet intérêt commun » [214]. Tous les efforts de l'empereur étaient donc dirigés vers la recherche d'une alliance autrichienne. Il poursuivit d'autant plus cette alliance que le tzar lui avait nettement signifié par sa signature de la convention d'Alvensleben qu'il n'était pas disposé à s'entendre avec lui au sujet de la question polonaise.

* * *

Un autre moyen que la diplomatie impériale voulait utiliser était l'aspect religieux du soulèvement et la persécution ouverte de l'Eglise par la Russie. Les Russes avaient commencé de se plaindre de l'attitude du clergé polonais, surtout du bas clergé, dès le début de l'insurrection [215]. Le gouvernement russe s'adressa donc au Vatican et lui demanda d'exercer « une influence salutaire sur les sentiments politiques du clergé polonais ». La réponse d'Antonelli était plus que négative, elle était un réquisitoire acerbe de la politique russe envers l'Eglise. Comment, demandait Antonelli au ministre russe, le Saint-Siège aurait il pu intervenir auprès du clergé polonais? Toute correspondance de celui-ci avec Rome était interdite, des sièges épiscopaux en Pologne étaient vacants depuis plus de 20 ans. Com-

---

213) O' Sullivan à Rogier, 5-IV, AE. B, Autriche-Hongrie 31.

214) Lecanuet: Montalembert, vol. III, p. 401-2. Werther, Vienne, 27-IV, APP. III. No. 457. Rechberg à Apponyi, 16-IV, HHS. England 62.

215) Rapport de St. Pétersbourg, 20-II, AE. B, Russie 7[1].

Le ministre de Belgique se rendait parfaitement compte de l'état de l'Eglise de Pologne et il le disait dans son rapport. « Et puis — se demanda-t-il —, depuis trente années, qu'a fait la Russie pour les Catholiques polonais? Comment a-t-elle répondu à toutes les instances du Souverain Pontife alors qu'elle croyait la Pologne écrasée à jamais? N'a-t-elle pas cherché la première à corrompre le clergé dont elle se plaint tant aujourd'hui? N'a-t-elle pas fermé les séminaires où il aurait pu s'instruire! N'a-t-elle pas empêché les nominations d'évêques respectables qui eussent pu prendre une légitime autorité sur ce clergé? N'a-t-elle pas encore empêché au dernier moment l'année dernière l'établissement d'une nonciature à St. Pétersbourg, qui lui aurait au moins été aussi utile qu'au Saint-Siège lui-même? ... l'on ne saurait nier aussi que la manière dont elle a traité et gouverné ce malheureux pays depuis 1831 justifie les difficultés qu'il lui crée maintenant, et qu'elle n'a que trop encouragé les menées révolutionnaires, en attendant toujours les décisions populaires pour lui accorder les moindres concessions ». - Ibid.

ment et à qui s'adresser? Le Vatican ignorait complètement où en étaient les affaires, les chapitres, les corporations de l'Eglise dans ce pays « si maltraité sous le rapport religieux ». « Nous l'avons échappé belle — constata Antonelli quelques jours plus tard au ministre de Bavière — car si le gouvernement russe avait souscrit dans le temps à nos demandes préalables, un nonce apostolique résiderait aujourd'hui à St. Pétersbourg, et s'y trouverait placé dans des conditions aussi difficiles que délicates » [216]. D'ailleurs, parmi les principes pour lesquels on combattait en Pologne, il y en avait qui étaient « sacrés pour Rome » [217]. Le ministre de Russie était revenu en avril à demander de nouveau l'intervention de l'Eglise auprès du clergé polonais. Antonelli répondit de nouveau que la Russie devait d'abord ouvrir les portes et alors seulement le Saint-Siège pourrait juger d'un état de chose qu'il ne connaissait que par oui-dire [218]. Le ministre d'Autriche à Rome, le baron de Bach, manda à Rechberg que la question polonaise absorbait au plus haut degré la cour de Rome. Elle ne pouvait ni ne voulait cacher ses sympathies pour les Polonais [219]. Rome faisait ressortir devant les diplomates français son espoir de voir la crise se terminer par une situation meilleure pour l'Eglise de Pologne [220]. Un consistoire eut lieu à Rome le 16 mars. Le pape y mentionna dans son allocution l'état déplorable de la Pologne. Ce consistoire était tenu au moment de la mission de Metternich qui fit naître à Rome « les conjectures hasardées, pour ne pas dire les espérances » [221].

Dans la première semaine d'avril, Drouyn de Lhuys informa le nonce que son souverain attendait une lettre de Pie IX dans laquelle celui-ci, s'en tenant strictement au point de vue religieux, devait encourager l'empereur des Français à poursuivre son entreprise en faveur de la Pologne. Le 18 avril, donc après l'expédition des notes des trois puissances à la Russie, le ministre revint sur ce sujet, et il se plaignit de n'avoir rien vu venir. Il ne dissimulait pas qu'une telle intervention du Saint-Siège pourrait influencer la politique autrichienne [222]. D'autre part, La Tour d'Auvergne, ministre à Rome, devait insister pour que le pape exprimât publiquement ses sympathies pour la Pologne. Paris tenait à ce que cette démonstration fût réalisée avant la communication des trois notes à St. Péters-

---

216) Rapport de Rome, 21-III, Geheimes Staatsarchiv, Rome 1863. Rapport de Rome, 11-III, HHS. Vatican 205. Rapport de Rome, AE. Rome, 14-III. Rapport de Rome, 17-III, 21-III, AE. B, Saint-Siège 11.

217) Antonelli au ministre de Bavière, Geheimes Staatsarchiv, Rome 1863, 13-II.

218) 8-IV, ibid.

219) Bach, Rome, à Rechberg, rapport, 11-III, HHS. Vatican 205.
Il précisa dans une lettre privée: « Die polnische Sache hat auch hier viele Sympathien. Hierein begegnen sich päpstlich und italienisch Gesinnte auf einen gemeinsamen Gebiethe, erstere als Freunde des katholischen, letztere als solche des revolutionären Polens ». - 11-III, ibid.

220) Rapport de Rome, AE. Rome, 14-III.

221) Bach, Rome, à Rechberg, 11-IV, HHS. Vatican 205.
John Russell écrivit le 16 mars à Odo Russell: « We are now much taken up with Poland, and I suppose the Pope is as much in favour of insurrection there as he is against it in Italy ». - PRO. 111, 16-III.
Odo Russell constata pour sa part: « Poland absorbs every thought ». - Odo Russell, Rome, à Layard, Br. M., vol. CLXXV/39 105, 24-III.

222) Napier, St. Pétersbourg, à Russell, 24-IV, 26-IV, FO. 65/630, Russia.
Goltz à Bismarck, 22-IV, APP. III, No. 441.
Boudou: Saint-Siège et la Russie, vol. II, p. 208.

bourg. Mais Pie IX ne voulait pas se prononcer ouvertement. Il craignait que, impuissante à former une coalition antirusse, la France ne se trouvât réduite à solliciter une alliance avec l'Italie. Il hésitait d'autant plus que le gouvernement de François-Joseph l'avait prié de s'abstenir d'une pareille prise de position [223]. Néanmoins, le Saint-Père protesta, dans une lettre privée au tzar, contre la persécution de l'Eglise en Pologne [224]. Ce geste fut chaleureusement approuvé par la cour des Tuileries. Drouyn de Lhuys nota avec satisfaction que l'initiative pontificale pouvait avoir « une heureuse influence aussi bien sur l'opinion publique que sur les cabinets qui s'unissaient dans ses sympathies, sinon dans ses démarches communes pour la cause polonaise » [225].

* * *

Mais toutes ces interventions restaient sans résultat. Rechberg n'avait aucune illusion sur la valeur d'un Etat polonais. « La Pologne avait toujours été et serait dans l'avenir un sûr allié de la France » — déclara-t-il de nouveau, vers le milieu d'avril, à l'ambassadeur d'Angleterre [226]. Ceux des journaux allemands qui s'inspiraient du ministère autrichien des affaires étrangères, comme « La Gazette d'Augsbourg », continuaient à indisposer l'Allemagne contre la France [227].

Le 9 avril, à la veille de l'envoi des notes, Drouyn de Lhuys reçut le prince Czartoryski. Le prince l'informa que la Pologne était prête à faire durer l'insurrection [228]. Le ministre répondit: « C'est triste d'exposer le pays à des pertes aussi sensibles, mais il faut que la diplomatie suive son cours ». Il se plaignit de l'Angleterre qui faisait du bruit, mais en réalité ne faisait rien [229]. Drouyn de Lhuys ne pensait d'ailleurs ces jours-ci qu'à la Pologne, il n'avait pas de temps pour les autres affaires [230].

Les notes à la Russie partirent le 10 avril [231]. Celle de la France se bornait à exprimer les sentiments généreux provoqués par le soulèvement,

---

223) AE. Rome, 15-IV, 18-IV, 25-IV-1863.

224) Expositio documentis, No. LXXI. La réponse du tzar: Lescoeur: l'Eglise de Pologne, p. 232.

225) AE. Rome, 5-V-1863.

226) Bloomfield, Vienne, à Russell, 9-IV, Filipowicz, No. 375.

227) AE. Hesse-Darmstadt, 15-IV.
Les gouvernements du sud de l'Allemagne étaient « heureux » d'apprendre que « la mission du prince Metternich à Vienne n'avait pas eu les résultats qu'ils redoutaient ». - 30-III, ibid.

228) « Le Polonais n'a jamais, dans sa lutte perpétuelle contre ses oppresseurs, mis autant de fanatisme qu'aujourd'hui. L'exaspération des femmes, des jeunes filles, comme des mères de famille, dépasse toute imagination. J'en ai journellement sous les yeux des exemples auxquels on se refuserait d'ajouter foi, si on les racontait ». - AE. Saxe, 7-III.
« C'est la réponse à toutes les prières qu'une tendresse effrayée cherche, quelque fois, à opposer à un projet de départ. « J'ai prêté le serment ». Le mouvement actuel peut avoir devancé l'heure; mais il est le résultat d'une oeuvre de longue main ayant de profondes et puissantes racines. Ce qui, à mes yeux, le rend plus redoutable encore, plus saisissant aussi, ce sont ces chants funèbres qui accompagnent les départs, au lieu de chants de victoire. Résolus à mourir, ayant fait le sacrifice de leur vie, les revers, s'ils en ont, ne sauraient les décourager ». - 15-III, ibid.

229) Czartoryski, op. cit., p. 372, 9-IV.

230) Dayton à Seward, 9-IV, Diplomatic Correspondence.

231) Filipowicz, No. 336, 349, 354. La remise des notes eut lieu le 17 avril.

en laissant aux Russes carte blanche pour l'enrayer. L'insurrection « dont le Royaume de Pologne était en ce moment le théâtre » — précisa Drouyn de Lhuys — avait éveillé en Europe « de vives préoccupations au milieu d'un repos qu'aucun événement prochain ne semblait devoir altérer. Ce qui caractérise les agitations de la Pologne, ce qui en fait la gravité exceptionnelle, c'est qu'elles ne sont pas le résultat d'une crise passagère ».

La note française était plus insignifiante que les deux autres. Le gouvernement de Paris, n'ayant pas réussi à décider l'Autriche à s'allier avec lui, ménagea la Russie.

Celle de l'Angleterre [232] était une réponse aux remarques qu'avait fait Gortchakow à la suite de la première protestation du 2 mars. Elle insistait sur les stipulations du traité de Vienne et sur la nécessité de rétablir en Pologne une paix fondée sur les privilèges garantis aux Polonais. Simultanément Russell avertit le baron Brunnow que l'esprit dans lequel la démarche avait été faite était pacifique, mais la Russie devait se rendre compte qu'elle ne pourrait pas sans danger rejeter les communications des puissances occidentales; d'autre part il souligna l'indignation de l'opinion publique causée par les atrocités commises par les troupes russes [233]. La dépêche autrichienne attira, « sous la forme la plus amicale », l'attention du gouvernement de St. Pétersbourg sur les événements de Pologne, et sur « l'influence fâcheuse que les troubles éclatant périodiquement dans le Royaume exerçaient en Galicie ». Les termes de cette note avaient été discutés auparavant par Rechberg et l'ambassadeur russe [234].

Prévenu de l'imminence de l'intervention, Alexandre II proclama l'amnistie. Drouyn de Lhuys expliqua au baron Budberg que cet acte n'avait rien changé à l'état de choses et que les observations que le cabinet français avait faites « avant cet incident » n'avaient pas perdu leur valeur [235]. Le «Constitutionnel» du 17 avril 1863 — jour de la remise des notes — constata: « l'Europe fait son devoir; la Russie, nous l'espérons, fera le sien, et, dans ce cas, nous l'espérons, les peuples dont les sympathies viennent d'éclater de nouveau avec tant de force pour la noble cause de Pologne, applaudiront, nous l'espérons aussi, le puissant souverain qui aura ac-

---

232) Elle avait été personnellement corrigée par la reine. - Victoria, Letters, p. 82-3.

Russell précisa une fois de plus que l'indépendance de la monarchie polonaise n'était pas du goût du cabinet anglais. Il ne parassait pas attendre un grand résultat pratique de la remise des dépêches. - Apponyi, Londres, à Rechberg, 8-IV, HHS. England 62, lettre privée.

Hammond était surpris que la France avait accepté la note anglaise. « I am surprised that Drouyn should have accepted our spicy despatch about Poland which will contrast so much to our advantage with the French despatch ». - Hammond à Cowley, FO. 519/191, april, sans date plus précise.

Russell constata pour sa part: « Although the Emperor is wild and has wild reasons, I feel it will be difficult if the Polish insurrection continues much longer for England and France to stand with our arms folded ». - Russell à Cowley, 11-IV, PRO. 105.

233) Russell à Cowley, Napier, Bloomfield, 10-IV-1863. Filipowicz: No. 356. - ... Le 13 avril le ministre belge à Londres écrivit à son gouvernement: « Dès le début de cette grande question, l'Angleterre s'est fait un devoir de procéder avec la plus grande circonspection. Elle a pris des précautions qui lui ont été reprochées à Paris, mais dont la sagesse est appréciée ici par tous les hommes politiques, pour ne point se laisser entraîner par la France dans une voie qui aurait pu aboutir à une conflagration générale et conduire cette puissance à la réalisation de ses projets de remaniement européen qu'on sait qu'elle n'a pas abandonnés ». - Guichen: Question d'histoire diplomatique et économique contemporaine, p. 169.

234) Werther, Vienne, 11-IV-1863. APP. III, No. 402.

235) AE. Russie, 16-IV.

compli une oeuvre libérale en se rendant aux voeux de l'Europe conservatrice ».

Le gouvernement français informa la cour du tzar qu'il n'avait pas voulu se placer sur le terrain des traités de 1815 parce qu'il s'était rendu compte que ce serait inutile comme l'avait montré le sort de la note anglaise du 2 mars. D'autre part, il fit ressortir que rien de nouveau n'était prévu dans l'acte d'amnistie en faveur des Polonais car ils avaient, avant le début de la lutte, déjà bénéficié des institutions que la Russie s'engageait à maintenir après l'écrasement du soulèvement [236]. Drouyn de Lhuys déclara en outre, dans une lettre privée au duc de Montebello, que c'était sous la forte pression de l'Angleterre que la France avait envoyé sa dépêche à St. Pétersbourg [237].

* * *

Cependant Napoléon III restait trés indécis, comme le montrent bien les autres négociations qu'il mena dans le même temps, et où il fit état de projets différents [238]. Le 10 avril — jour de l'expédition des notes — l'empereur disait à lord Cowley qu'il n'avait aucune confiance dans les paroles des Autrichiens, et que la guerre pour la Pologne était impossible, mais la Russie était vulnérable dans la Baltique. Il demanda à l'ambassadeur ce qu'il pensait d'une action militaire dont l'objet serait l'occupation des îles de la Baltique qui seraient tenues en gage jusqu'à ce que la Russie rendît l'indépendance aux Polonais [239]. Quelques jours plus tard, Cowley manda à Russell que Napoléon avait l'intention de concentrer ses troupes sur le Rhin et de solliciter des Etats allemands de libre passage vers la Pologne [240]. A la fin d'avril il avertit son gouvernement des bruits qui couraient sur une campagne commune des forces françaises et suédoises [241]. L'entourage de l'empereur, surtout le parti russophile avec Morny en tête, s'attendait d'un moment à l'autre à une initiative impériale [242]. Le « Constitutionnel » du 20 avril écrivait: « il est temps que l'ordre règne à Var-

---

236) AE. Russie, 10-IV, 16-IV.

237) Loën, St. Pétersbourg, 19-IV, APP. III, No. 429. Goltz, 22-IV, Friese Ch: Russland und Preussen vom Krimkrieg bis zum polnischen Aufstand, p. 316. Buchanan, Berlin, à Russell, 23-IV, AR. H 50/198. Napier, St. Pétersbourg, à Russell, 24-IV, AR. H 50/206-7. Cowley, Paris, à Russell, 27-IV, AR. H 50/210. Cowley ne croyait pas à l'existence d'une telle lettre.

238) Le prince Napoléon déclara à Czartoryski que l'empereur n'était pas décidé, qu'il y avait peu de chance de querre, que l'empereur était mécontent de l'Autriche et surtout de l'Angleterre. - Czartoryski, op. cit., 11-IV, p. 373.

239) PRO. 59, 10-IV-1863.

240) PRO. 59, 16-IV.
Bernstorff, Londres, 20-IV,1863. APP. III, No. 432, 433.

241) Cowley, 28-IV, F.O. 27/1490 France.

242) PRO. 59, 19-IV.
Madame Cornu déclara le 20 avril: « L'empereur était hier très solennel. Je suppose qu'il a pris une décision dans une affaire qui l'avait beaucoup tourmenté... Je lui disais qu'il y avait une opinion dans certaines classes de la société qu'une intervention militaire de la France isolée était peu praticable. Sa seule réponse était: Aï, aï ». - Senior: Conversations with distinguished Persons during the Second Empire, II, p. 250. Le manuscrit de ces conversations se trouve à Windsor; K-54.

sovie, non pas comme un ministre de juillet l'entendait en 1831, car l'ordre ne peut régner à Varsovie sans les justes satisfactions données au sentiment national des Polonais [243]. A la Bourse les valeurs baissaient [244].

Les autres sources parlent aussi des intentions guerrières de Napoléon. Les informations parvenues au prince Ernst de Cobourg présentaient l'empereur comme travaillé par deux courants d'opinion l'incitant à agir en faveur de la Pologne. L'un, catholique, dirigé par l'impératrice elle-même; l'autre, national-démocratique, dirigé par le prince Napoléon [245]. Drouyn de Lhuys expliqua au prince Metternich que les trois puissances pourraient arriver à la pacification qu'elles se proposaient, si elles agissaient ensemble « sans précipitation, mais sans faiblesse ». L'opinion publique, d'après lui, se prononçait de plus en plus en France et en Angleterre pour l'intervention « morale, mais ferme, en faveur de la Pologne » [246]. Metternich informa Rechberg quelques jours plus tard que, pour faire la guerre, la France avait besoin d'un ou de deux alliés, mais elle ne la ferait pas toute seule. « Contre l'Angleterre il y a méfiance, contre nous il y a crainte de nous voir dans les bras des autres, c'est pour cela qu'il y a ici « hésitation » [247]. La diplomatie française se rendait d'ailleurs parfaitement compte que l'Autriche n'avait acquiescé à la démarche des deux puissances occidentales que « dans un but de haute surveillance » [248]. « C'est donc toujours à Vienne qu'est en ce moment le noeud de la situation — constata le ministre de Bade à Paris —, et les événements se développeront dans un sens ou dans l'autre en raison des résolutions qui y seront adoptées » [249]. Gramont ne cachait point son opinion que la note

---

243) Drouyn de Lhuys avait déclaré le 13 avril: Tout le monde se rend compte que nous ne pouvons pas rester inactifs dans cette question. La seule solution du problème serait l'indépendance de la Pologne. - Senior, p. 225.

244) La rente de 3%.
22-I -70,00 - le début de l'insurrection
27-I -69,70 - la nouvelle du soulèvement se précise
5-II -70,20 - l'attitude pacifique de la presse gouvernementale
21-II -69,50 - la France propose une note collective
24-II -69,00 - Morny part en Russie
2-III-69,80 - le refus anglais
4-III-70,05 - Morny revient en France
13-III-69,70 - Metternich part pour Vienne
17-III-68,80 - Metternich à Vienne; le début de la discussion au Sénat
20-III-69,10 - le vote au Sénat
24-III-69,10 - le retour de Metternich
9-IV -70,00 - la mission de Metternich n'a provoqué aucune complication
10-IV -69,80 - la nouvelle de mise sur le pied de guerre de l'armée russe
17-IV -69,50 - la remise des notes
24-IV -69,35 -.

245) Ernst II, vol. III, p. 284. Il avait obtenu ces informations soit directement de Paris soit de son oncle, Léopold de Belgique.
« Des projets de campagne sur terre et sur mer avaient été, sous l'inspiration du prince Napoléon, élaborés par des personnes de son entourage. Un plan retrouvé dans les papiers de l'amiral La Roncière Le Noury et daté du 2 avril 1863 prévoit, dans tous les détails, la constitution et les opérations des escadres destinées à la Baltique ». - Charles-Roux: Alexandre II, p. 357.

246) Metternich à Rechberg, 17-IV, HHS. Frankreich 75, rapport No. 15.

247) Metternich à Rechberg, 22-IV, ibid.

248) Metternich à Rechberg, 22-IV, HHS. Frankreich 77.

249) Rapport de Paris, 19-IV, Generallandesarchiv Karlsruhe, loc. cit.

occidentale n'était que le premier pas dans la voie qui aboutirait à la reconstitution d'une monarchie polonaise indépendante [250].

Or, c'était précisément l'indépendance de la Pologne que l'Autriche craignait surtout. Rechberg attira l'attention de Metternich sur le passage de la note française qui parlait de « l'impuissance des combinaisons imaginées jusqu'ici pour réconcilier le Royaume de Pologne avec la situation » qui lui avait été faite. Cette phrase — souligna Rechberg — pouvait fort bien s'adapter au désir de voir la Pologne reconstituée en royaume indépendant. Elle était susceptible d'une interprétation qui étendrait singulièrement la portée d'un langage empreint d'une grande modération apparente. Le voeu de l'indépendance polonaise avait été manifesté déjà dans une forme presqu'officielle par une communication du duc de Gramont, il ne semblait point être abandonné par le gouvernement français dans « la circonstance présente ». « Nous nous trouvons donc d'autant plus obligés à apporter une grande circonspection dans la démarche que nous allons faire à St. Pétersbourg puisque la France s'y place sur un terrain qui peut servir de point de départ à des conséquences aussi graves ». En même temps Rechberg refusa de s'associer à une démarche française à Rome pour engager le Saint-Siège à faire une démonstration en faveur de l'Eglise de Pologne [251].

La même méfiance caractérisait lord Russell. Il déclara à Apponyi que les intrigues et les arrière-pensées de Napoléon ne devaient jamais être perdues de vue par les cabinets de Vienne et de Londres, afin qu'ils pussent, le cas échéant, surveiller et contrecarrer conjointement des projets dangereux pour le repos de l'Europe [252]. Le cabinet de Berlin était non moins effrayé par les plans de l'empereur Napoléon [253]. Guillaume Ier se rendait bien compte que ce n'était que grâce à l'attitude de l'Angleterre « et même de l'Autriche » qu'il avait été sauvé de la fausse position dans laquelle il s'était mis avec la signature de la convention du 8 février [254]. Ses rapports avec la cour de St. Pétersbourg devenaient de jour en jour plus intimes. L'organe officiel de Bismarck proclamait hautement les avantages de l'alliance avec la Russie [255].

Le 21 avril Czartoryski avait un long entretien avec le prince Napoléon. Celui lui déclara que l'empereur ne voulait pas faire la guerre tout seul, mais qu'il espérait que l'insurrection durerait assez longtemps pour lui donner le temps d'agir et qu'il espérait entraîner les autres puissances. L'empereur avait confiance dans son habileté diplomatique [256]. Czartoryski écrivit donc à Varsovie, au gouvernement polonais (clandestin, résidant pendant toute l'insurrection dans la capitale polonaise) que Napoléon était décidé à la guerre, que toute son action diplomatique con-

---

250) Rapport de Vienne, 12-IV, AE. B, Autriche-Hongrie 31.

251) Rechberg à Metternich, 14-IV, 29-IV, HHS. Frankreich 76.

252) Apponyi à Rechberg, 15-IV, HHS. England 62.

253) Buchanan, Berlin, à Layard, 15-IV. Br. M., vol. CLXXV/39 105.

254) Guillaume Ier de Prusse au grand duc Fréderic de Bade. - Oncken: Grossherzog Friedrich, p. 338, lettre du 6 avril.

255) AE. Prusse, 18-IV. AE. Allemagne, 30-IV.

256) Czartoryski, op. cit., p. 276, 21-IV.

sistait à entraîner les puissances occidentales vers une prise de position qui rendrait impossible leur concours à une Russie forcée de se battre [257].

* * *

Entre temps, l'action diplomatique suivait son cours. Les cabinets de Paris et de Londres, pour ne pas risquer d'être accusés de bellicisme, invitèrent tous les autres gouvernements européens à s'associer à leur démarche [258]. Mais les divergences de vues entre la France et l'Angleterre se manifestèrent encore à l'occasion de l'envoi de ces invitations; elles ne furent pas faites en même temps et eurent des destinations différentes. C'était ainsi que la Prusse fut invitée par l'Angleterre, mais pas par la France. Drouyn de Lhuys expliqua cette abstention par « une sorte de solidarité que l'acte du 8 février avait établie entre Berlin et St. Pétersbourg » [259]. Les ouvertures de Paris et de Londres furent bien accueillies par la plupart des capitales. L'Italie, la Suède, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Hollande, le Portugal et la Turquie s'associèrent à la démarche des cours occidentales en faveur de la Pologne. La Suisse, les Etats-Unis de l'Amérique du Nord (ces derniers invités seulement par la France) et les Etats secondaires allemands qui subissaient une forte pression de la Prusse, de l'Autriche et de la Russie — refusèrent.

Le gouvernement de Turin adressa une nouvelle note à St. Pétersbourg relative à la question polonaise. Datée le 23 avril, elle prit pour prétexte l'inquiétude générale de l'Europe en face des complications qui pourraient en résulter. L'Italie prenait une grande part à cette émotion universelle. S'exprimant par ses organes les plus autorisés, l'opinion publique imposait au gouvernement du roi le devoir de se faire auprès du gouvernement russe l'interprète des sentiments de l'Italie. Ce n'était pas la première fois que des troubles éclataient en Pologne: des insurrections fréquentes, que la Russie avait toujours réussi à maîtriser, avaient ensaglanté à de courts intervalles « ce malheureux pays ». Cette suite de mouvements toujours renaissants et toujours réprimés par des forces supérieures, démontraient, à l'avis du cabinet de Turin, que l'honneur militaire de la Russie ne réclamait pas un triomphe de plus dans cette lutte inégale: elle prouvait en même temps que le problème dont il s'agissait n'était pas de ceux que la force seule pouvait résoudre d'une manière radicale et définitive. « En adoptant dans sa sagesse un système de nature à supprimer les causes de ces crises, l'Empereur Alexandre acquerrait de grands titres à la reconnaissance de l'Europe, dont il apaiserait les armes et raffermirait la paix. Il ouvrirait en outre pour la noble nation russe une ère nouvelle de grandeur et de gloire » [260]. La réponse russe du 1-er mai pouvait se référer à la première aussi bien qu'à la deuxième note italienne.

Victor-Emmanuel ne dissimulait pas qu'il espérait que la réponse russe serait peu conciliante. « Je suis pour la guerre et je fais voeux pour qu'elle éclate » — déclara-t-il au comte de Sartiges. « J'irai où le voudra l'em-

---

257) Lewak, op. cit., p. 259, rapport du 4 mai.

258) Staatsarchiv, No. 702, 927. Le gouvernement français 17-IV, le gouvernement anglais 22-IV.

259) AE. Prusse, 13-IV.

260) Staatsarchiv No. 717.

pereur ». Seule une grande guerre — précisa le roi — une guerre européenne pourrait résoudre tous les problèmes. L'Italie se préparait, elle avait 350.000 hommes sous les armes, elle en aurait 400.000 dans six mois. « J'en aurai le double s'il le faut, et puis nous verrons ». Quelques jours plus tard, l'ambassadeur Nigra répéta à Drouyn de Lhuys que la France pouvait toujours compter sur le concours de l'Italie, aussi bien à l'occasion d'un conflit que pour une action diplomatique [261]. Le gouvernement italien voulait donner à ses troupes le baptême du feu et entrer dans le concert des puissances européennes [262].

L'effervescence de l'opinion publique en Suède et en Norvège continuait. Dans ce dernier pays l'enthousiasme pour la Pologne dépassait, d'après le ministre de Belgique, le niveau qu'il avait atteint en Suède [263]. La note suédoise était datée du 7 avril. Les nouvelles qui parvenaient du théâtre de la guerre en Pologne — précisa la note — paraissaient établir, malgré les contradictions dont elles fourmillaient, que l'autorité du tzar tendait à se rétablir et que ce n'étaient que des rassemblements partiels qui lui opposaient encore de la résistance. Les insurgés manquaient d'armes et de munitions, et il leur serait sans doute presque impossible de s'en procurer. En vue de celà, la Suède se fondait non seulement sur l'intérêt qui lui prescrivait impérieusement d'employer tous ses efforts pour amener la cessation d'une situation qui pourrait, dans ses conséquences, menacer la paix de l'Europe, mais aussi sur les principes d'humanité et de générosité dont elle savait que le coeur d'Alexandre II était trop empreint pour ne pas désirer vivement d'en donner des témoignages éclatants; la Suède pensait devoir joindre ses représentations à celles offertes déjà par d'autres Etats appelés au même titre qu'elle à émettre leur opinion, pour tâcher d'arrêter l'effusion de sang et d'amener pour la Pologne une situation plus conforme aux légitimes aspirations des hommes de bien de ce pays, dont le nombre dépassait incontestablement de beaucoup celui de ceux que des réformes équitables ne sauraient contenter.

---

261) AE. Italie, 21-IV, 28-IV.

262) Nigra au prince Czartoryski. - Czartoryski, op. cit., p. 277, 22-IV.
« Le comte de Stackelberg, ministre de Russie à Turin, s'est contenté d'exprimer... la conviction où était son Gouvernement que, laissée à elle-même, l'Italie n'aurait pas songé à faire d'une question qui lui est complètement étrangère l'objet de représentations quelconques. Mais tout en se prononçant avec plus de modération encore que la France, le Gouvernement Italien ne s'est pas dissimulé l'importance de l'attitude qu'il venait de prendre. Il prévoit que de même qu'on a sollicité le concours de sa diplomatie, on sollicitera, s'il y a guerre, le concours de ses armées ». - Turin, 2-V, AE, B, Italie 2.

263) 29-IV, AE. B, Danemark 7[1].
Le même diplomate avait affirmé le 2 avril que l'enthousiasme pour la cause polonaise redoublait en Suède. - Rapport, 2-IV, ibid.
Un rapport du diplomate américain constata: « There appears to be a general apprehension of a general war or revolution all over Europe. A large number of Poles are now in this city, and have been welcomed with great enthousiasm. The press is very violent, and urges that Sweden should take the initiative; that now is the time to rescue Finland from the Russian bear; that Charles XII saved Poland from the grasp of Peter the Great, and now another and better occasion was offered. It is said that King secretly incited the press and the people; that he is ambitious for military glory, and longs for the opportunity to distinquish himself; that he has set up Charles XII for his model, whom he desires to imitate. One thing is certain, that the King has received the Poles with great consideration... Prince Czartoryski is still here. The citizens of Stockholm gave him a great dinner. His journey through Sweden has been an ovation. He was received as the representative of the cause of Poland by King and people (except ministers) with the same wild enthusiasm as was displayed for Kossuth in America ». - Haldemar, Stockholm, à Seward, 24-IV, Diplomatic Correspondence.

La Suède s'abstenait d'ailleurs d'indiquer plus spécialement les moyens d'y parvenir [264]. Gortchakow accepta la communication de la note suédoise « avec beaucoup de calme, qu'il s'était imposé probablement pour ne pas irriter davantage l'esprit public en Suède contre la Russie » [265]. Une semaine plus tard le ministre de Suède à Paris mandait que Napoléon voulait venir en aide d'une manière efficace « à ce malheureux pays ». L'idée que ses efforts n'aboutiraient pas à un meilleur résultat, que ceux tentés par les gouvernements précédents, lui était insupportable. « Je ne veux pas — disait-il dernièrement — que la France impériale se contente de voeux stériles pour la Pologne, comme l'a fait la France de Louis-Philippe ». « Ce langage donne à réfléchir — nota le baron Adelswärd —, et je vois des personnages de la Cour qui ne sont pas éloignés de croire à la possibilité d'une guerre avec la Russie... Quoiqu'il en soit, je sais de bonne source que Lord Cowley cherche à calmer l'Empereur, et qu'il n'est pas sans inquiétude sur la tournure que prendra cette affaire; et il paraît surtout redouter un coup de tête qui précipiterait les événements » [266]. La Russie se méfiait de l'attitude de la Suède. « On a des doutes sérieux concernant les intentions de la Suède — constata le ministre des Pays-Bas à St. Pétersbourg — les sentiments antirusses du Roi Charles XV étant connus en même temps qu'une tendance très prononcée de sa part à se laisser entraîner dans une politique aventureuse » [267]. La réponse russe, datée du 26 avril, fut lue et remise par le ministre russe, Daschkoff [268], le 4 mai. Elle était courtoise, remerciait de l'intérêt que la Suède témoignait à la Russie dans ses difficultés polonaises, rappelait l'amnistie du 12 avril comme une preuve des bonnes dispositions d'Alexandre II pour tous ses sujets même révoltés [269].

La note suédoise du 7 avril était envoyée à la suite de l'invitation anglaise du 4 mars. Après avoir reçu l'invitation française du 17 avril le gouvernement de Stockholm adressa une nouvelle note à St. Pétersbourg, en date du 29 avril. Elle avertissait amicalement le cabinet russe que le manifeste de l'amnistie et les concessions déjà faites à la Pologne seraient regardées comme insuffisantes et qu'il fallait que la Russie se décidât à entrer dans des voies plus larges si elle voulait éviter des conséquences

---

264) Staatsarchiv, No. 715, 7-IV. Jerningham, Stockholm, à Russell, 13-IV, Filipowicz, No. 422.

Manderström expliqua au ministre de Prusse qu'il avait expressément protesté contre l'idée de vouloir s'immiscer dans les affaires intérieures de la Russie et qu'il s'était gardé de donner des conseils sur les institutions à accorder aux Polonais ne voulant pas établir un précédent qui pourrait être, un jour, pratiqué contre la Suède. - Rapport de Stockholm, 13-IV, APP. III, No. 411.

265) Rapport de St. Pétersbourg, 20-IV, Geheimes Staatsarchiv, Russland 1863.

266) Adelswärd, Paris, à Manderström, 15-IV, APP. III, No. 449.

267) Rapport de St. Pétersbourg. Algemeen Rijsarchief, La Haye, Polen No. 159, 19-IV.

Napier affirma: « It cannot be doubted that the Russian cabinet stand in serious apprehension of Sweden. It is believed that Sweden would follow France with great alacrity into hostilities against Russia and would furnish a most formidable basis for offensive operations as well as useful military auxiliaries ». - Napier, rapport de St. Pétersbourg, 20-IV, FO. 65/630, Russia.

268) Daschkoff qualifia la note suédoise de crême fouettée, destinée à prouver à l'opinion publique que le gouvernement avait saisi la première occasion qui s'était offerte pour manifester aux cabinets étrangers les sympathies pour la Pologne. - APP. III, No. 411, 13-IV.

269) Staatsarchiv 716, 26-IV.

graves pour l'Europe et surtout pour elle-même. Gortchakow répondit verbalement et « d'une manière évasive en se rejetant sur l'excitation révolutionnaire du dehors qui était la principale cause selon lui des troubles de la Pologne » [270].

En même temps la Chambre Basse de Stockholm, après une vive discussion, vota, par 37 voix contre 27, une motion en faveur de la participation à une éventuelle guerre en Europe [271]. Le roi se montrait ostensiblement dans les réunions publiques avec le prince Constantin Czartoryski. L'organe gouvernemental fit connaître la somme versée par la famille royale, Charles XV inclus, en faveur de l'insurrection polonaise. La légation russe ne bougea même pas. Le ministre d'Angleterre rappela une rébellion imaginaire en Irlande et l'insertion par le « Moniteur Universel » du montant d'une souscription de Napoléon III en faveur des Irlandais [272].

En Belgique, l'opinion publique s'intéressait à la question polonaise dès le début du soulèvement. L'attention du monde politique s'est exclusivemente portée sur les événements de Pologne et avaient mis au second plan « même les affaires de l'Italie » [273]. La cause polonaise en elle-même rencontrait dans le sentiment libéral du pays une sympathie à peu près unanime. Mais l'opinion désirait avant tout voir cette crise se terminer sans amener en Europe de nouveaux embarras et de nouveaux troubles. A ce point de vue, l'attitude prise par le gouvernement de Berlin était sévèrement jugée par « les hommes de tous les partis ». L'opinion était émue des projets attribués à la Prusse et plus encore de l'attitude que prendrait le gouvernement impérial dans le cas ou le cabinet prussien croirait devoir se départir de la neutralité que lui conseillaient « à la fois la politique et la prudence » [274]. Le 23 mars eut lieu à Bruxelles un meeting organisé dans le but de venir « moralement et matériellement en aide à la cause polonaise ». Les discours qui y étaient tenus protestèrent au nom de la civilisation et de l'humanité contre la cruauté des troupes russes et glorifièrent l'héroïsme des « nobles enfants de la Pologne » [275]. Après les discours, où s'étaient distingués des étudiants de l'université libre de Bruxelles, se forma un comité « composé de catholiques et de libéraux, de républicains et de révolutionnaires, d'aristocrates et de démocrates et auquel devraient être adjoints deux ouvriers, pour ouvrir une soucription en faveur de la cause polonaise et pour en recueillir les fonds et les placer de la manière la plus utile à cette cause » [276]. La légation russe s'efforçait de combattre cet élan belge pour la Pologne. Le prince Orlow, ministre de Russie, entrait en relations avec « quelques-uns des organes de la presse libérale ». « Sans vouloir calomnier personne, je ne jurerais pas que l'immense fortune personnelle dont il dispose soit complètement étrangère à l'influence qu'il peut exercer sur eux » [277].

---

270) AE. Suède, 4-V. AE. Russie, 13-V.

271) Le vote eut lieu le 2 mai - Koth: Die Stellung Norwegens und Schwedens, p. 199.

272) AE. Suède, 18-IV. FO. 73/332, Sweden, 5-V, 18-V.

273) Rapport de Bruxelles, 16-II, HHS. Belgien 26.

274) Rapport de Bruxelles, AE. Belgique, 22-II.

275) Le premier meeting en faveur de la Pologne en Belgique eut lieu à Liège.

276) Rapport de Bruxelles, 30-III, Geheimes Staatsarchiv, Belgien 1863.

277) AE. Belgique, 31-III.

Le gouvernement belge était plus que surpris par l'invitation anglaise et française, surtout par la différence de la manière dont elles étaient libellées et qui était plutôt fortuite et ne signifiait rien. Tandis que de la part de la France on n'adressa qu'une communication verbale, le ministre d'Angleterre avait recouru à une lettre officielle; de plus, alors que le cabinet de Paris formulait sa demande « en termes très adoucis » et indiquait suffisamment qu'il s'était rendu compte de la réserve qu'imposait à la Belgique son état de neutralité, le gouvernement de Londres se montrait beaucoup « plus absolu dans son invitation » et semblait perdre de vue « les nécessités de notre position en Europe ». « Je ne me suis pas expliqué, je l'avoue, cette manière différente de procéder de la part des Cabinets de Saint James et des Tuileries et il peut paraître au moins singulier que nous ayons été mis dans le cas de rappeler à Londres que la Belgique était l'état neutre » [278]. Van Praet, ministre de la maison du roi, avoua qu'il ne comprenait pas comment ce que demandait l'Angleterre pouvait se concilier strictement avec les devoirs de la Belgique et sa position de pays neutre. La note anglaise adressée à la Russie avait été « des plus acerbes dans la forme » et le gouvernement de Londres invitait maintenant la Belgique « à faire une démarche semblable » [279]. Palmerston expliqua au ministre de Belgique que la position de neutralité commandait au cabinet de Bruxelles une réserve particulière, mais que cette même neutralité lui imposait peut-être le devoir de ne point taire ses sentiments dans des circonstances qui intéressaient toutes les puissances « amies de la paix générale de l'Europe » [280]. Russell, de son côté, souligna que la neutralité de Belgique n'empêchait nullement le cabinet belge de s'associer à une démarche où l'on invoquait seulement en faveur de la Pologne la justice et l'humanité. « Il serait peut-être fâcheux que la Belgique fût le seul pays libre qui gardât le silence; et le parti catholique, qui, chez vous comme ailleurs, prend le plus vif intérêt au sort de la Pologne, pourrait faire de cette abstention une arme contre vous » [281].

Rogier demanda donc au ministre belge à Berne de s'informer si une démarche relative à la question polonaise avait été faite dans cette capitale et quelle serait le cas échéant la réponse du gouvernement fédéral [282]. Le cabinet de Bruxelles craignait en outre que sa réponse à l'invitation française ne se trouvât un jour insérée dans le livre jaune [283]. Le ministre de Belgique à St. Pétersbourg était néanmoins chargé d'exprimer le désir et l'espoir du roi et de son gouvernement qu'Alexandre II se montrerait assez conciliant pour écarter les complications et les dangers dont la question polonaise pouvait menacer la tranquillité de l'Europe. Il ne devait toutefois point faire de démarche expresse à ce propos, mais saisir la première occasion favorable qui se présenterait pour en entretenir le

---

278) Rogier au ministre de Belgique à Londres, Sylvain Van de Weyer, 28-IV, AE. B, Grande-Bretagne 43.

279) Van Praet à Van de Weyer, 26-IV. AGR, Papiers de Sylvain Van de Weyer, No. 274.

280) Van de Weyer à Rogier, lettre privée, 28-IV, ibid., No. 20.

281) Van de Weyer à Rogier, rapport, 25-IV. AE. B, Grande-Bretagne 43.

282) AE. B, Suisse 4, 19-IV.

283) AE. Belgique, 21-IV.

prince Gortchakow. « Vous vous attacherez avec soin à ce que l'on ne puisse attribuer à vos paroles une portée qu'il n'est pas dans nos intentions de leur donner et vous vous renfermerez dans la réserve que nous commande notre situation politique vis-à-vis des Puissances qui nous l'ont à la fois imposé et garanti [284] ». Gortchakow accueillit la communication belge avec beaucoup de bienveillance, il répondit que la sagesse du roi Léopold et de son gouvernement étaient une garantie de sa neutralité, et qu'il ne pouvait que donner son approbation aux sentiments que le ministre Jonghe venait de lui exprimer [285]. « Le ministre de Belgique s'est acquitté avec beaucoup de ménagements du message verbal dont sa cour l'avait chargé » — nota le duc de Montebello [286]. Russell se déclara complétement satisfait de l'intervention belge à St. Pétersbourg. Tout ce que l'Angleterre avait demandé, disait-il à Van de Weyer, était que la Belgique fît entendre sa voix dans l'intérêt du maintien de la paix générale [287].

Le Danemark déclina l'invitation anglaise de mars de s'associer à la démarche faite à St. Pétersbourg; il fondait son refus sur ce que le Danemark n'avait point pris part aux transactions de 1815 [288]. Le 30 mars, le roi de Danemark, entraîné par le mouvement national, promulgua un règlement qui créait un régime spécial pour le Holstein et Lauenbourg et fit entrer le Schleswig dans la monarchie danoise. La diplomatie allemande liait ses actes royaux « dont l'audace était venue surprendre l'Allemagne d'une manière inattendue » avec les espoirs danois d'une expédition française dans la Baltique et avec la certitude de ne pas être attaqué présentement par l'Allemagne [289]. « On croit ici que la France fera la guerre pour la Pologne » — constata le consul de France. On se cramponnait d'ailleurs si bien à cette idée que déjà plusieurs négociants avaient écrit à Paris pour obtenir la fourniture des vivres et des charbons dans le cas où une flotte française arriverait dans la Baltique au secours de la Pologne [290].

Drouyn de Lhuys critiquait l'acte du 30 mars. Il le dit au ministre de Danemark à Paris. Il contestait surtout l'opportunité de cette mesure. « Vous ralliez vos ennemis tout en disséminant vos alliés ». Grâce à cette ordonnance, la Prusse et la Russie d'un côté, l'Autriche de l'autre, désunies dans l'affaire polonaise, trouvaient un point de rapprochement. Il fallait

---

284) AE. B, Russie 7[1], 24-IV.

285) Rapport de St. Pétersbourg, 7-V, ibid.

286) AE. Russie, 13-V. FO. 10/249, Belgium, 23-IV, 27-IV. AE. Belgique, 25-IV. Banning: Les origines, p. 125-28.

287) AE. B, Grande-Bretagne 43, 29-IV.

288) Paget, Copenhague, à Russell, 26-III, Filipowicz, No. 292.
« Il parait que Lord John Russell s'est laissé entraîner par sa sympathie pour la Pologne au-delà du domaine du droit international et de la science historique ». - Rapport de Copenhague, 29-IV, AE. B, Danemark 7[1].

289) Rapport du ministre de Bavière à Paris, Geheimes Staatsarchiv; Die Ereignisse in Polen in 1863, 27-IV.
Bernstorff, Londres, à Bismarck, 29-IV, APP. III, No. 466.

290) AE. Danemark, Kiel, 23-IV.

donc avant tout que le cabinet de Copenhague s'appliquât à séparer, dans cette question des duchés, l'Autriche et la Prusse [291].

Le Danemark s'associa ensuite à la démarche des trois cours à St. Pétersbourg. Hall disait à Dotezac qu'il admirait « la convenance, la courtoisie et l'élévation » de la dépêche française à la Russie. Le ministre du tzar essayait de détourner le gouvernement danois du projet d'envoyer une note relative à la question polonaise. Il faisait remarquer que le Cabinet de Copenhague, lié aussi bien à la Russie qu'à la France et à l'Angleterre par la question des Duchés, avait tout intérêt à garder en cette circonstance une position neutre, dont ces deux dernières puissances n'auraient pas à se formaliser; tandis que tenant le même langage qu'elles à St. Pétersbourg, le gouvernement danois froisserait de propos délibéré et à son détriment la cour de Russie. S'appuyant sur l'attitude présumée de la majorité des cours allemandes, le ministre russe la proposait en exemple à Hall [292].

Le cabinet danois se décida néanmoins d'envoyer une note à la Russie. « Le prince Gortschakow ne pourra ne pas voir de quel côté se rangerait éventuellement le gouvernement danois » — déclara Hall au ministre de France [293]. La note, en date du 8 mai, se plaçait sur le point de vue de la solidarité qui reliait tous les jours plus intimement les peuples et les gouvernements de l'Europe. Les déplorables événements de Pologne avaient profondément remué les esprits dans tous les Etats, et donné de graves préoccupations aux gouvernements. Le Danemark ne se dissimulait pas les éventualités qui pourraient résulter de la prolongation de l'état actuel des choses en Pologne; il prévoyait que de grands dangers menaceraient non seulement les puissances de premier ordre, dont les déterminations pouvaient ne dépendre que de leur propre appréciation de ce qu'exigeait leur intérêt, mais aussi les Etats secondaires, qui de même ressentiraient de maintes manières le funeste contre-coup d'une commotion. Il comprenait que parmi ces États le Danemark ne serait pas le moins exposé à courir des dangers funestes. Il n'y avait pas un souverain en Europe qui pût désirer plus vivement et plus sincèrement que le roi de Danemark de voir la Pologne déposer les armes devant la générosité d'Alexandre II et rentrer dans la voie d'un développement tranquille et fécond [294]. Quelques jours plus tard, la presse fit connaître la somme versée par Madame Hall en faveur des insurgés polonais [295].

La réponse russe fut brève. Elle appréciait l'intérêt que le cabinet de Copenhague témoignait pour la prospérité de l'empire russe, et surtout le voeu exprimé au nom du roi de voir la Pologne déposer les armes devant la générosité d'Alexandre II et rentrer dans la voie d'un développement tranquille et fécond. Tel était aussi le plus cher désir de la cour

---

291) Moltke, Paris, à Hall, 27-IV, APP. III, No. 458 A. Drouyn de Lhuys à Dotezac, Copenhague, 21-IV. AE. Danemark.

292) AE. Danemark, 29-IV.

293) 9-V, ibid.

294) Staatsarchiv, No. 721.
Hall déclara au ministre de Belgique que le Danemark ne pouvait pas décliner l'invitation de deux puissances qui lui avaient toujours prêté leur appui dans ses difficultés extérieures. - AE. B, Danemark 71, 8-V.

295) AE. Danemark, 16-V.

de St. Pétersbourg. Le cabinet russe comprenait la sollicitude qu'inspirait au gouvernement danois le maintien de la paix de l'Europe. Il pouvait être certain que les périls qui pourraient la menacer ne viendraient pas de la part de la Russie [296].

Ce n'est qu'en mai que commencèrent les manifestations populaires danoises en faveur de la Pologne. « Jusqu'ici les voeux du peuple danois pour la cause Polonaise n'avaient pris d'autre organe que la Presse, mais s'étaient traduits plus pratiquement par l'envoi de secours pécuniaires: la question grecque et la nouvelle organisation du Holstein occupaient trop l'esprit public, pour attirer son attention au dehors; mais aujourd'hui que ces deux faits n'ont plus le mérite de la nouveauté l'on s'est souvenu d'une question déjà vieille à laquelle on semblait être resté complètement étranger. La présence à Copenhague du colonel Łapiński, le chef de la malheureuse expédition maritime, n'a pas peu contribué à ce réveil d'enthousiasme ». L'initiative des manifestations était prise par les étudiants qui avaient organisé un grand meeting terminé par le vote d'une adresse pleine de sympathie et reproduite par la presse. On avait prononcé les discours les plus pathétiques sur le sort de la Pologne. Une collecte fut décidée et organisée [297].

Ayant reçu l'invitation anglaise, le gouvernement espagnol s'adressa aux gouvernements de Vienne et de Paris pour leur demander des renseignements sur l'attitude qu'ils comptaient observer par suite de l'invitation de Londres. Drouyn de Lhuys répondit que le cabinet français « ne s'engageait pas à faire des démarches isolées s'étant déjà et, dès le principe, spontanément expliqué à St. Pétersbourg sur la situation de la Pologne » [298]. Néanmoins l'Espagne décida d'envoyer une note, mais sans mentionner les traités de 1815 qui n'étaient plus « qu'une page d'histoire » [299]. La note reconnaissait d'abord les intentions libérales d'Alexandre II et s'associait aux éloges qu'avaient attirés au tzar les grandes réformes sociales dues à sa haute initiative, témoignages de ses intentions bienveillantes et éclairées. Elle blâmait ensuite l'impatience des Polonais, qui, sans laisser aux réformes accordées et promises le temps de montrer les effets salutaires qu'elles pourraient produire, avaient cru devoir chercher, les armes à la main, la régéneration de leur patrie et le renversement des pouvoirs établis. Les nombreuses dissensions intestines qui avaient pendant longtemps troublé l'Espagne, ainsi que sa prospérité actuelle, avaient cependant appris au gouvernement de la reine que la modération et l'oubli du passé étaient la politique la plus efficace et la plus propre à calmer l'agitation des esprits, et à rapprocher les peuples de leur gouvernement. Sans prétendre aucunement s'arroger le droit de donner des conseils à la Russie, le cabinet espagnol osait espérer cependant, en se confiant aux sentiments généreux bien connus du tzar, qu'il chercherait

---

296) Staatsarchiv, No. 722, 15-V.

297) Rapport de Copenhague, AE. B, Danemark 7[1], 15-V. AE. Danemark, 16-V.

298) Compton, Madrid, à Russell, Filipowicz, No. 223, 226, 18-III, 22-III. HHS. Spanien 24, 20-III. Werther, Vienne, à Bismarck, 18-III, APP. III, No. 346. AE. Espagne 9-III. FO. 72/1053, Spain, 4-III.

299) AE. Espagne, 19-III.

par sa clémence à pacifier la Pologne et à faire disparaître les traces de l'insurrection [300].

Gortchakow reçut cette communication avec calme. Il répondit que son souverain autant et plus que personne avait su témoigner les bonnes intentions qui l'animaient pour le bien et le bonheur de ses peuples; que malheureusement il avait appris, lui aussi, à connaître les maux des dissentions politiques intérieures; que tout en étant animé des sentiments les plus bienveillants pour tous ses sujets, et en reconnaissant tous les avantages d'une politique basée sur la clémence et la modération, il y avait pourtant dans la vie des Etats des moments où les moyens de conciliation étaient méconnus et épuisés, où la force devait prendre le dessus; mais que tout en étant décidé à défendre les droits de sa couronne, Alexandre II ne se départirait pas devant ses sujets insurgés de ces sentiments de mansuétude dont il avait dans toutes circostances donné tant de preuves [301].

La note espagnole provoqua une vive protestation de la part du gouvernement occulte polonais. Il protesta contre la supposition que les Polonais n'étaient que des sujets du tzar et qu'ils avaient été coupables d'impatience au lieu d'apprécier la bienveillance et la générosité de celui-ci [302].

La réponse russe, en date du 2 avril, soulignait la nécessité de rétablir l'ordre en Pologne. Elle ne doutait pas que le cabinet espagnol n'eût puisé dans sa propre expérience la conviction que le premier devoir d'un gouvernement en présence d'agitation intérieure était de rétablir l'ordre et le respect dû à l'autorité, de garantir la sécurité des citoyens inoffensifs, et de réprimer les tentatives d'une minorité turbulente. Ce n'était qu'après l'accomplisement de cette tâche que l'on pouvait donner cours à la clémence, à laquelle « le coeur des souverains ne devait jamais être fermé » [303].

En avril, le gouvernement de Madrid était invité de nouveau par l'Angleterre et la France de s'associer à la démarche occidentale auprès de la Russie en faveur de la Pologne. Le ministre de France insistait aussi bien sur les raisons religieuses que politiques [304]. Le marquis Miraflores, ministre des affaires étrangères, exprima le regret que les circonstances ne lui eussent pas permis de connaître en temps opportun, c'est-à-dire avant l'envoi des notes, la décision des trois cours occidentales. La note espagnole était conçue dans le même sens que celles des trois puissances, et il lui était difficile de renouveler la même démarche. Néanmoins il s'était décidé, sur les instances du ministre de France, Barrot, d'écrire, comme réplique à la réponse russe, que, s'il n'avait pas été déjà au-devant des démarches que venaient de faire les trois cours en faveur de la Pologne, il n'aurait pas hésité à s'unir à elles. En même temps le cabinet de Madrid informa le gouvernement français qu'il était prêt à s'unir aux trois cours pour les démarches ultérieures dans cette question [305].

---

300) Staatsarchiv, No. 713, 21-III.

301) Rapport de St. Pétersbourg, 3-IV, AE. B, Russie 71.

302) La note du gouvernement polonais au prince Czartoryski, 24-VI, Lewak, op. cit., No. 11.

303) Staatsarchiv, No. 714, 2-IV.

304) AE. Espagne, 22-IV.

305) 25-IV, ibid. FO. 72/1058, Spain, 29-IV.

L'insurrection de Pologne n'avait, en Hollande, « qu'un retentissement affaibli », et n'excitait qu'un rare et faible intérêt. L'opinion publique blâmait « vivement et généralement » l'attitude de la Prusse et la précipitation avec laquelle elle avait signé une convention avec la Russie [306]. Mais, en général, la presse et le public restaient indifférents devant la lutte engagée par les Polonais. La presse se bornait à enregistrer, sans commentaires, les nouvelles contradictoires que le télégraphe apportait du théâtre de l'insurrection. « Au fond, si les sympathies générales inclinent quelque part, c'est plutôt vers la Russie que vers la Pologne». «En définitive, si les événements des trois derniers mois ont excité ici quelque intérêt, c'est au point de vue commercial et pécuniaire plus qu'à tout autre, et la pensée qui domine est qu'Amsterdam, plus peut-être qu'aucune autre place européenne, est le marché des fonds russes et autrichiens. Et quand parfois, à cet égard, l'appréhension d'une guerre européenne arrache le public néerlandais à son indifférence, il trouve bientôt des raisons de se remettre d'une émotion qui n'est ni bien profonde ni bien durable ». L'opinion n'admettait d'ailleurs pas la pensée de la participation de l'Autriche à une guerre pour secourir la Pologne, elle se refusait également à croire que l'Angleterre, menacée d'un conflit avec les Etats-Unis, pût pousser jamais, vis-à-vis de la Russie, son intervention au-delà du terrain diplomatique [307].

Le ministre des affaires étrangères, Van der Maesen, ne cachait pas sa grande surprise quand les ministres de France et d'Angleterre l'invitèrent à se joindre à la démarche occidentale. Il répondit que la Hollande, vivant à peu près en dehors de la politique générale, uniquement occupée de son commerce et de ses affaires intérieures et coloniales, lui semblait bien peu qualifiée pour faire entendre sa voix dans une question si grave, si lointaine, et que la touchait si peu; qu'une démarche comme celle demandée par les puissances occidentales l'exposerait peut-être à quelque réponse arrogante ou dérisoire de la part de la Russie; qu'au surplus, il soumettrait la proposition à ses collègues. Le ministre de France soulignait que les Pays-Bas ne pouvaient se résigner à un rôle plus modeste que l'Espagne et la Suède, dont la voix s'était déjà faite entendre à St. Pétersbourg [308].

La simultanéité des démarches de Paris et de Londres déterminait le gouvernement hollandais à envoyer une note à la Russie. Elle soulignait que la Hollande ne pouvait mieux exposer sa manière de voir qu'en s'associant aux idées que suggérait au cabinet russe l'empereur Napoléon [309]. Gortchakow, informé de la décision néerlandaise, insistait, en privé, pour que le ministre des Pays-Bas s'abstînt de lui communiquer la note relative à la Pologne. Celui télégrapha donc à La Haye pour de nouvelles ins-

---

306) HHS. Niederlande 16, 25-II.

Le ministre d'Autriche nota avec satisfaction dans le même rapport que l'inquiétude générale qui régnait partout par suite des affaires de Pologne et qui avait altéré également le marché d'Amsterdam, n'avait provoqué qu'une faible baisse des fonds autrichiens.

307) AE. Pays-Bas, 25-IV.

308) Ibid. FO. 37/406, Netherlands, 27-IV.

309) Staatsarchiv, No. 719, 28-IV.

Avant d'être envoyée, la note hollandaise a été communiquée officieusement au ministre de Russie. - AE. B, Pays-Bas 14, 23-IV.

tructions [310]. Par le télégramme du même jour il fut instruit de remettre la note [311]. Gortchakow se dérobait encore quelques jours et il ne reçut le ministre que le 14 mai. Après avoir pris connaissance de la note, le vice-chancelier déclara: « Le fait, qu'une démarche de nature toute amicale qu'en soit la forme, n'a aucun but pratique quelconque, mais au contraire a un côté désobligeant parce qu'elle avait toujours l'apparence d'une espèce de pression sans utilité réelle » [312].

La réponse russe, en date du 15 mai, soulignait expressément qu'elle ne voulait pas rechercher si, au moment où la sollicitude du tzar se portait sur les mesures jugées nécessaires pour le bien-être et la prospérité de ses sujets, les voeux qui lui étaient exprimés avaient une utilité pratique et s'ils n'étaient pas de nature à entretenir parmi « les agitateurs du Royaume de Pologne » des espérances et des illusions préjudiciables au prompt rétablissement de la tranquillité dans ce pays. Le gouvernement russe ne voulait voir dans l'expression de ces voeux que la bonne intention qui les inspirait, et c'était à ce titre que le cabinet de St. Pétersbourg les accueillait « dans le même esprit amical qui les avait dictés » [313].

Entre temps, le roi des Pays-Bas, Guillaume III, ne cachait pas son manque de sympathie pour la cause polonaise. Il s'étendait, au cours d'une conversation avec le ministre de France, sur le peu de confiance que méritaient les Polonais, leur ingratitude envers le tzar actuel et son oncle le tzar Alexandre I, sur les dissensions intérieures dont leur histoire avait naguère présenté le constant spectacle, et qui les avaient conduit à la perte d'une indépendance qu'ils ne seraient pas en état de conserver, à supposer qu'elle vînt jamais à leur être rendue [314].

L'envoi à St. Pétersbourg de la note du gouvernement néerlandais n'était connu du public qu'après une semaine environ et était loin de rencontrer une approbation unanime. Surtout le parti protestant et conservateur reprochait hautement au cabinet de Thorbecke d'avoir exposé, par cette démarche, le pays à sortir du système de neutralité qui devait être la base de sa politique extérieure, et même de n'avoir pas eu suffisamment d'égards aux liens qui unissaient les deux familles régnantes [315]. La reine mère, soeur du tzar Alexandre I, s'était montrée vivement blessée de la démarche que le gouvernement du roi son fils avait faite à St. Pétersbourg, et elle reprochait au ministre de Russie, « et en termes amers », de n'avoir pas su l'empêcher. On accusait aussi le ministère d'avoir, en cette circonstance, cédé à une pression exercée sur lui par les ministres de France et d'Angleterre [316]. Après trois jours de discussion dans la chambre la motion de l'opposition était repoussée. Les 15 voix catholiques, mobilisées par le nonce apostolique, donnèrent la majorité au gouverne-

---

310) Télégramme de St. Pétersbourg, 5-V, Algemeen Rijksarchief, La Haye, Polen No. 159.

311) Ibidem.

312) 14-V, ibid.

313) Staatsarchiv, No. 720, 15-V. Vandenbosch: Dutch Foreign Policy, p. 57.

314) AE. Pays-Bas, 30-IV.

315) Guillaume III et Alexandre II étaient cousins.

316) AE. Pays-Bas, 15-V.

ment [317]. Une pétition des commerçants hollandais établis à St. Pétersbourg parvint à la chambre en juin. Ils protestaient contre l'envoi de la note hollandaise, qu'ils déclaraient mal inspirée, intempestive, contraire à l'intérêt national. En même temps ils faisaient un grand éloge du gouvernement russe et de ses intentions libérales pour l'avenir.

Invité par l'Angleterre, le Portugal n'hésitait point à s'associer à la démarche anglaise. La chambre des députés approuva à l'unanimité la décision de son gouvernement. L'opinion publique et la presse témoignaient une grande sympathie pour la lutte des Polonais, sympathie qui avait ses origines dans la communauté religieuse avec les insurgés [318]. La note portugaise datée du 23 mars s'inspirait de la note anglaise et elle mentionnait les traités de 1815. Le duc de Loulé, ministre des affaires étrangères, expliqua au ministre de France que les traités de Vienne consacraient certains avantages au Portugal et qu'il était dans son intérêt d'en rappeler au moins l'existence. La note portugaise invoquait surtout, comme le soulignait le duc, les lois de l'humanité et les considérations de politique générale [319]. Le ministre précisa ensuite au diplomate belge les réclamations portugaises. En s'appuyant sur les traités de 1815 le gouvernement de Lisbonne voulait rappeler l'inexécution partielle de leurs prescriptions à l'égard du Portugal. La ville et le territoire d'Olivença, qui lui avaient été concédés par ces actes internationaux, ne lui ont jamais été restitués par l'Espagne. Le Portugal n'avait donc pas de raison pour mettre en doute, comme le faisait l'Espagne, la valeur actuelle de ces traités [320].

Une représentation eut lieu à Lisbonne le 6 avril au théâtre de Saint Charles; selon les termes des affiches, elle était donnée « au bénéfice des familles des Polonais pauvres qui ont succombé ou succomberont dans la présente lutte ». Le roi Lois Ier avec la reine assistait à cette répresentation. On s'attendait ensuite de la part de la Russie à la rupture des relations diplomatiques avec Lisbonne. Mais le tzar fit seulement exprimer ses regrets au ministre de Portugal à St. Pétersbourg. Les diplomates à Lisbonne étaient surpris « de cette appréciation réservée » [321].

Le gouvernement portugais s'associa ensuite à la démarche des trois cours occidentales. La note soulignait le grand danger qui résultait pour l'Europe de la situation de la Pologne. Elle faisait de nouveau appel aux sentiments de bienveillance et de générosité du tzar afin qu'il daignât acquiescer aux justes désirs de l'Europe dans sa résolution de donner satisfaction aux prétentions de la Pologne [322].

Le gouvernement russe ne répondit à la première note portugaise que le 20 mai. Il assurait le roi Louis I-er que personne en Europe ne prenait

---

317) AE. Pays-Bas, 23-V. AE. B, Pays-Bas 14, 24-V. APP. III, No. 464, 29-IV.
La discussion de la chambre fut ensuite publiée par le gouvernement en hollandais et en français.

318) Rapports de Lisbonne, AE. Portugal, 21-III, 24-III, 26-III. Rapports de Lisbonne, 21-III, 25-III, Filipowicz, No. 315, 316. HHS. Portugal 15, 27-II, 19-III.

319) AE. Portugal, 5-IV.

320) AE. B, Portugal 10, 27-III.

321) AE. Portugal, 8-IV. HHS. Portugal 15, 16-IV. AE. B, Portugal 10, 9-IV, 10-IV.

322) Staatsarchiv, No. 881, 1-V.

plus à coeur qu'Alexandre II le sort du Royaume et ne désirait plus vivement voir ce pays rentrer dans les conditions de paix et de repos indispensables au progrès régulier. Mais sa tâche était rendue plus difficile par les encouragements et les excitations que les perturbateurs du repos public en Pologne recevaient continuellement de l'étranger [323]. Le 12 juin, Gortchakow répondit à la seconde note portugaise. Il constata que cette note n'ajoutait rien aux considérations précédentes; qu'elle ne faisait que renouveler l'appel à la bienveillance et la générosité du tzar. Il répéta ensuite les mêmes assurances qu'il avait données dans sa réponse du 20 mai [324].

Le gouvernement ottoman, connaissant déjà, par un télégramme de son ambassadeur à Paris, l'imminence de l'invitation française avait préparé d'avance un projet de la note à adresser au cabinet de St. Pétersbourg. Ali Pacha expliqua à Moustier, ambassadeur de France, que la position particulière de la Turquie vis-à-vis de la Russie ne lui permettait pas de tenir un langage tout à fait identique à celui du gouvernement de Paris. D'ailleurs il ne se souciait pas de fournir au prince Gortchakow un argument pour justifier son immixtion dans les affaires intérieures de l'empire turc [325]. La note ottomane disait: « Nous désirons, nous devons désirer que l'ordre et la tranquillité règnent partout et surtout chez nos voisins, que la paix du monde ne soit point compromise. On ne pouvait pas disconvenir que la prolongation indéfinie de l'agitation de la Pologne exerçait une influence pernicieuse sur certaines provinces turques et donnait, en conséquence, de très sérieuses inquiétudes. Cette considération était vitale pour la Turquie qui s'associait à ceux qui faisaient des souhaits pour que le calme pût se rétablir » [326].

Drouyn de Lhuys déclara que la note du cabinet de Constantinople lui paraissait « satisfaire dans une mesure suffisante à ce qu'il était permis d'attendre, dans la phase actuelle de la question, du gouvernement ottoman » [327]. Telle n'était pas l'opinion de la diplomatie russe. Le chargé d'affaire de Russie se plaignait à Ali-Pacha, « en termes du reste fort modérés », de l'envoi par la Porte d'une dépêche au sujet de la Pologne. Le ministre ottoman des affaires étrangères répondit que les termes dans lesquels cette dépêche avait été conçue n'avaient rien qui pût offusquer le gouvernement russe, et que la Porte s'estimerait heureuse pour sa part de ne recevoir que des communications rédigées en pareils termes de la part du prince Gortchakow. Ali-Pacha, après avoir parlé de l'influence que les événements de Pologne exerçaient sur certaines provinces de l'empire ottoman et du désir sincère de la Turquie de voir la paix rétablie en Pologne, rappelait à Nowikow que la Russie n'avait point usé de la même modération envers la Turquie quand le cabinet de St. Pétersbourg de-

---

323) Staatsarchiv, No. 723, 20-V.

324) 12-VI, ibid., No. 882.

325) AE. Turquie, 30-IV, 7-V.

326) Staatsarchiv, No. 729, 14-V.

327) AE. Turquie, 15-V.
« La pièce est toujours fort curieuse comme signalant le changement qui s'est opéré dans les positions; auparavant, c'était toujours la Russie qui conseillait à la Porte de rendre à ses sujets chrétiens l'obéissance possible; aujourd'hui c'est la Porte qui adresse le même conseil à la Russie relativement à ses sujets polonais ». - Baron Prokesch, Constantinople, à Rechberg, 7-V, HHS. Türkei 80.

mandait à l'Europe qu'une commission mixte fût envoyée dans certaines provinces de l'Etat ottoman pour y faire une enquête sur la situation du pays et les plaintes des populations [328].

Gortchakow refusait d'abord non seulement de recevoir copie de la dépêche ottomane, mais même d'en prendre connaissance, voulant, disait-il, en connaitre seulement le sens. L'envoyé turc ayant insisté, Gortchakow dut entendre la lecture de ce document. Le vice-chancelier exprima son étonnement et même son regret de voir que le cabinet de Constantinople fût assez peu soucieux de son autonomie et de son indépendance pour s'être prêté à agir sous la pression des gouvernements qui avaient pris l'initiative des démarches en faveur de la Pologne. Gortchakow disait enfin que la réponse russe, qui serait faite à cette note, serait aussi sèche que celle adressée aux autres puissances. Ce à quoi Halil bey répondit que du ton de courtoisie de cette réponse on pourrait juger du prix que la Russie mettait à entretenir de bonnes relations avec la Sublime Porte. Le vice-chancelier finit par promettre de placer la dépêche ottomane sous les yeux du tzar, auquel il conseillerait de ne point faire de réponse écrite, mais de considérer ce document comme exprimant le désir de la Turquie d'arriver à la pacification de la Pologne par la répression même [329]. Ali-Pacha commenta ensuite à Moustier: « Nous avons toujours le malheur d'être accusés d'agir sous la pression des autres. Ainsi, d'une part, c'est la France qui nous dit que c'est à l'instigation de l'Angleterre que nous avons rédigé la note sur le canal de Suez; et aujourd'hui, c'est la Russie qui prétend que nous n'avons fait une démarche pour le règlement des affaires de Pologne que pour être agréables à la France » [330].

La Suisse ne fut invitée à agir que par le gouvernement de Londres. Le ministre de France, le marquis Turgot, lut au président de la Confédération, Fornerod, la note française à la Russie au sujet de la Pologne, mais ne l'invitait pas à s'y associer [331]. Ayant reçu l'invitation anglaise, le gouvernement de Berne télégraphia à Paris et à Bruxelles pour s'enquérir si une invitation avait été envoyée aux pays secondaires, comme la Hollande et la Belgique [332]. Le cabinet belge répondit immédiatement que sa position lui faisait une obligation de s'abstenir de donner aux gouvernements étrangers des conseils du genre de ceux que les trois puissances avaient formulés à St. Pétersbourg [333]. Le conseil fédéral se prononçait contre l'acceptation de l'invitation anglaise. Ce serait, précisa le département politique du conseil, un précédent qui pourrait être invoqué plus tard, et un premier pas dans une voie qui pourrait entraîner la Suisse à participer à une guerre générale. Le gouvernement fédéral ne saurait, en regard de la neutralité perpétuelle du pays, prendre part à des démarches

---

328) AE. Turquie, 21-V.
« La légation de la Russie s'en ressent. Toute faible que soit cette pièce, elle constitue toujours une démarche que la Porte n'est pas habituée à faire, ni le Prince Gortchakoff à subir ». - HHS. Türkei 80, 21-V.

329) AE. Turquie 9-VI. FO. 65/632, Russia, 24-V.

330) AE. Turquie, 9-VI.

331) AE. Suisse, 1-V.

332) Berne: Eidgenossisches Bundesarchiv, Polenfrage 1863, 29-IV. FO. 100/140 Switzerland, 27-IV.

333) AE. B, Suisse 4, 30-IV.

qui étaient en dehors de sa politique traditionnelle, comme de sa règle constante en matière de relations extérieures [334]. Le refus de la Suisse fut remis au ministre d'Angleterre le 7 mai [335]. Il fut aussi communiqué au gouvernement de Paris. Le ministre britannique, en remettant au président de la Confédération des documents anglais du livre bleu relatifs à la question polonaise, profita de l'occasion pour renouveler, par écrit, sa demande d'intervention de la Suisse à St. Pétersbourg. Fornerod répondit aussi par une note au ministre Harris, constatant que la Suisse ne pouvait, sans violer sa neutralité, faire auprès du gouvernement russe la démarche que le cabinet de Saint James réclamait d'elle [336]. Fornerod avoua au ministre d'Autriche que l'invitation anglaise l'étonnait d'autant plus que le ministre de France, en lui transmettant, d'ordre de sa cour, une copie de la dépêche du ministre Drouyn de Lhuys en date du 10 avril, ne l'avait pas invité à faire une réclamation semblable à la Russie, et que l'Autriche ne faisait pas de communication du tout au conseil fédéral relativement à la Pologne [337].

Une invitation française, le cabinet de Londres s'abstenant, fut aussi envoyée aux Etats-Unis. Le gouvernement de Washington refusa de s'associer à une démonstration antirusse [338].

Le cabinet de Paris envoya aussi une invitation aux cours allemandes. Drouyn de Lhuys justifia le but poursuivi par le gouvernement impérial dans son intervention auprès des souverains allemands en invoquant « les plus anciennes traditions de la politique française ». Il pensait que les cabinets germaniques, « surtout à une époque où l'une de leurs principales préoccupations était le maintien des souverainetés individuelles », accueilleraient volontiers l'occasion qui leur était offerte de mettre en pratique ces tendances au cours d'une action diplomatique d'un intérêt européen [339].

Cette invitation irritait fortement le prince Gortchakow. Il s'en exprimait très vivement, déclarant que « l'encombrement » que des nombreuses dépêches allemandes causerait sur sa table, ne changerait en rien sa conduite, qu'il n'en serait pas plus et pas moins ferme [340]. Rechberg regrettait l'invitation française et anglaise auprès des cours allemandes parce que cette démarche ne pouvait que faire naître de nouvelles dissidences dans la confédération germanique, où déjà il ne s'en trouvait que trop [341]. Non moins mécontent était Bismarck [342].

Invité, le gouvernement de Bade répondit que, quelqu'intérêt puissant qu'il eût à se maintenir en bons rapports avec un puissant voisin, une

---

334) Berne: Eidgenossisches Bundesarchiv, Polenfrage 1863, 4-V.

335) 7-V, ibid. FO. 100/140, Switzerland, 7-V.

336) Rapport de Berne, AE. B, Suisse 4, 6-V.

337) HHS. Schweiz 32, 17-V.

338) S. Bóbr-Tylingo: Stany Zjednoczone A.P. a powstanie styczniowe, Teki Historyczne, vol. XI, 1960-61.

339) AE. Saxe, 11-V. AE. Hesse-Cassel, 23-V.

340) Rapport de St. Pétersbourg, 4-V, Geheimes Staatsarchiv, Ereignisse in Polen 1863.

341) Rapport de Vienne, AE. B. Autriche-Hongrie 31, 30-IV. Werther, Vienne, à Bismarck, APP. III, No. 442, 21-IV.

342) Circulaire de Bismarck, 4-V, APP. III, No. 477.

action isolée du cabinet grand-ducal ne saurait être motivée, et il fallait espérer qu'à cet égard il y aurait une unanimité d'appréciation entre les différents Etats allemands pour reconnaître que la Confédération seule était apte à se prononcer comme telle. « Et afin que la débandade ne se fasse pas avant même qu'il y ait danger en la demeure » — ajouta le baron Roggenbach, ministre des affaires étangères [343]. Roggenbach expliqua ensuite au ministre de France qu'il n'était point d'avis que l'Allemagne s'engageât dès à présent à suivre les trois puissances en dehors de l'ordre purement moral, et qu'au cas où la question viendrait à se compliquer, l'Allemagne devrait réserver son action, en la mesurant sur le concours qu'elle obtiendrait elle-même, au point de vue de ses propres intérêts, dans la poursuite, par exemple, de ses griefs contre le Danemark, que le peuple allemand avait toujours si vivement à coeur [344]. En même temps Roggenbach fit exprimer à Bismarck le voeu que la Prusse s'associât avec l'Allemagne à la démarche des trois puissances et profitât de l'occasion pour se retirer de la position avancée qu'elle avait prise dans la question polonaise [345]. Bismarck répondit par une âpre critique de l'attitude badoise [346]. Puisque l'Autriche, la Prusse et la Bavière faisaient savoir à Francfort qu'elles voteraient contre la proposition badoise d'engager la Diète à adhérer à la démarche des trois puissances faite à St. Pétersbourg, le gouvernement de Bade ne pouvait faire rien d'autre que la retirer [347]. Le gouvernement russe se montrait très offusqué de cette initiative de Karlsruhe de porter la question polonaise sur le terrain de la Diète. Gortchakow fit informer le cabinet badois de « la pénible impression » éprouvée par Alexandre II à la suite de l'initiative du baron Roggenbach [348]. Celui-ci attribuait d'ailleurs l'irritation russe aux rapports de Bismarck qui « n'avait rien négligé pour exciter contre lui les ressentiments du gouvernement du tzar » [349].

La cour de Wurtemberg observait attentivement l'évolution de la question polonaise. Elle s'était émue vivement de la mission du prince Metternich [350]. Le parti autrichien, le seul qui existât à Stuttgart, n'admettait pas une entente entre Paris et Vienne. D'après les membres influents de ce parti, ce n'étaient pas les concessions plus ou moins larges que les puissances occidentales pourraient obtenir à St. Pétersbourg en faveur de la Pologne qui seraient de nature à éteindre complètement l'amour profond des Polonais pour leur nationalité. L'incendie se rallumerait tôt ou tard, et s'étendrait à toutes les anciennes provinces de la Pologne;

---

343) Roggenbach à Schweizer, Paris, 20-IV. Generallandesarchiv Karlsruhe, Diplomatische Specialakten Russland.

Roggenbach était surpris (betroffen) par l'invitation française. - Hauptstaatsarchiv Stuttgart, E 70/33/13, rapport de Karlsruhe, 24-IV.

344) Des Méloizes, Karlsruhe, à Drouyn de Lhuys, AE. Bade, 29-IV.

345) 17-IV, ibid.

346) APP. III, 19-IV, 22-IV, 22-IV, 23-IV, 26-IV, 29-IV, 29-IV, 1-V, 4-V, No. 427, 438, 439, 444, 455, 464, 465, 471, 477. H. Oncken: Grossherzog Friedrich I, p. 339-345.

347) AE. Allemagne, 1-V.

348) Gortchakow à Stolipine, Karlsruhe, 21-IV. Generallandesarchiv Karlsruhe, Diplomatische Specialakten Russland. Rapport de Karlsruhe, HHS. Baden 46, 18-V.

349) AE. Bade, 16-VI.

350) AE. Wurtemberg, 26-III.

l'Autriche y perdrait la Galicie; pourquoi donc prêter la main à des arrangements qui pourraient, à un jour donné, servir d'arguments contre le cabinet de Vienne? Enfin quel motif y avait-il de ne pas suivre la voie indiquée par l'Angleterre qui avait refusé à la France une action commune, se réservant l'étendue et l'opportunité de ses démarches? [351]. Invité par Londres et Paris, le cabinet de Stuttgart se décida à faire une démarche à St. Pétersbourg qui s'inspirerait des termes de la note autrichienne. Mais les réponses russes aux trois cours et le refus de la Bavière et du Hanovre de s'associer aux notes des puissances occidentales firent changer l'avis du gouvernement wurtembergeois et il chargea son ministre à St. Pétersbourg d'exprimer la satisfaction qu'il éprouvait du ton conciliant de la réponse russe au cabinet de Vienne [352].

En Bavière on s'était d'abord peu préoccupé des affaires de Pologne. L'opinion publique savait que la cour de Vienne était sans crainte pour la Galicie et cela suffisait pour rassurer le public qui, tout en compatissant aux souffrances des Polonais, n'était pas disposé à s'enthousiasmer pour la cause qu'ils défendaient. Mais l'opinion s'était émue de l'attitude prise par le gouvernement prussien en présence du soulèvement. Tout le monde considérait que le cabinet de Berlin, en signant la convention du 8 février, avait été au-delà de ce que les intérêts de la Prusse exigeaient, et qu'il aurait dû se borner à prendre les mesures nécessaires pour empêcher l'extension de l'insurrection dans le Grand-Duché de Posen. En violant la neutralité, la convention provoquait des dangers qui ne se limitaient pas au territoire prussien et qui pouvaient, par conséquent, menacer la confédération germanique. Beaucoup de personnes soupçonnaient que les grands préparatifs militaires qui se faisaient en Prusse étaient surtout dirigés contre l'intérieur, et l'empressement n'était nullement motivé par l'état des choses dans la province de Posen [353]. « Tous les yeux de Bavière étaient fixés principalement sur Vienne ». Le baron de Schrenk, ministre des affaires étrangères, disait au cours d'une conversation avec le ministre de France, Gabriac: « Quant à nous, tout ce que nous demandons c'est qu'il n'y ait pas de guerre » [354]. Le gouvernement de Munich ne cachait pas sa satisfaction que la mission de Metternich n'eût pas apporté les résultats escomptés par le gouvernement impérial. Il serait heureux si la crise se terminait par un statu quo « tempéré par une amnistie » [355].

Le baron Schrenk, après avoir entendu la lecture de l'invitation française, observa d'abord qu'il était douteux que la Bavière pût s'engager isolément, et sans l'assentiment de ses confédérés allemands, dans une démarche qui pourrait entraîner ultérieurement de graves conséquences;

---

351) Ibid.

352) Hügel au baron de Wächter, Paris, 4-V. Hauptstaatsarchiv Stuttgart, Gesandschaft in Paris, No. 24a/1.

Le ministre d'Autriche manda de Stuttgart: « Die Frau Kronprinzessin überbietet sich in Gnade und Liebeswürdigkeit für mich ». HHS, Württemberg 28, 1-V.

« Die Frau Kronprinzessin und der Preussische Gesandte geben sich die unglaublichste Mühe den Württembergischen Hof durch die Schrecken der Revolution und eines Angriffskrieges von Frankreich, zu Russland und Preussen hinüberzuziehen ». - 9-V, ibid.

353) AE. Bavière, 1-III.

354) 26-III, ibid.

355) 3-IV, ibid.

si, même le point de droit admis, on ne trouverait pas extraordinaire de voir la Bavière, qui n'était qu'une puissance secondaire, prendre parti dans une question qui divisait les deux grandes puissances germaniques; il voulait savoir si d'autres Etats de la confédération, et notamment la Saxe, avaient reçu la même communication. Schrenk ne voyait pas clairement ce que l'on pouvait demander à la Russie, car l'amnistie avait été repoussé par les Polonais, et il ne se rendait pas bien compte de ce que le gouvernement du tzar pourrait accorder au-delà, à moins de renoncer à la Pologne [356].

Le cabinet de Munich refusa d'adhérer à la démarche demandée. La Bavière, souligna Schrenk à son ministre à Paris, baron de Wendland, n'avait pas été appelée à prendre part au conseil des puissances qui avaient signé le traité de 1815, par lequel les affaires de Pologne avaient été réglées. La Bavière n'était pas non plus dans la situation de l'Autriche, laquelle, tant par ses possessions polonaises que par la proximité de ses États, se trouvait dans l'obligation de faire des démarches tendant à mettre fin aux perturbations de la Pologne dont le contre-coup n'avait pas encore été ressenti « dans notre pays ». « Et la Bavière, sans y avoir aucun titre reconnu par le droit des gens, irait-elle s'interposer dans les affaires d'une puissance telle que la Russie? ». Le gouvernement du roi, en vue de ne pas préjuger aux résolutions de la Confédération Germanique, avait constamment suivi la règle de s'abstenir de toute intervention dans les affaires de nature européenne qui ne touchaient pas directement ses intérêts. Tout en rendant pleine justice aux sentiments élevés qui avaient inspiré la démarche du gouvernement impérial, il ne croyait pourtant pas devoir dévier de cette ligne de conduite à cette occasion [357].

En commentant la réponse bavaroise, le comte de Gabriac constata qu'elle était tout à fait conforme à la manière de voir de la majorité de la population de ce royaume [358]. D'ailleurs, on ne croyait pas à Munich à la durée de l'entente qui s'était établie jusqu'à présent sur la question polonaise entre les puissances occidentales et l'Autriche. On doutait du succès définitif des négociations entamées avec la Russie, et on craignait que la France et l'Angleterre ne fussent entraînées par leur politique à s'avancer plus loin qu'il ne convenait à l'Autriche. La défiance habituelle des Allemands à l'égard de la France était de nouveau réveillée; et malgré tous les griefs que la Bavière croyait avoir contre la Prusse, elle ne voulait ni rompre avec Berlin, ni l'isoler davantage, car la question de la rive gauche du Rhin était « au fond de toutes les pensées ». D'autre part, le gouvernement de Vienne n'avait pas demandé au cabinet de Munich de se joindre, comme l'avaient fait Paris et Londres, aux démarches des trois cours; il n'avait même pas communiqué officiellement sa note adressée au gouvernement russe. Cette réserve excessive de la part d'un gouverne-

---

356) 21-IV, ibid. FO. 9/158, Bavaria, 28-IV.

Gortchakow constata dans un de ses rapports que, à cause des affaires de la Pologne, la Russie avait à ménager la Bavière. - Gortchakow à Brunnow, 15-IV, Lhéritier: L'avènement de la dynastie danoise, p. 34.

357) Schrenk au baron de Wendland, Paris, 2-V. Geheimes Staatsarchiv, Ereignisse in Polen 1863.

Une lettre analogue fut envoyée au ministre de Bavière à Londres, - ibid.

358) AE. Bavière, 29-IV. Loftus: The diplomatic reminiscences, p. 11-16.

ment qui, dans toutes les occasions, cherchait à diriger la politique de la cour de Munich, paraissait à Gabriac digne de remarque. Et il ajoutait: « Bien que les événements de Pologne préoccupent beaucoup les esprits en Allemagne, cette préoccupation n'est pas toutefois de nature à faire oublier la question de Schleswig » [359]. Gortchakow, de son côté, exprima sa plus vive satisfaction de l'attitude prise par la Bavière dans l'affaire polonaise. Il accentua à plusieurs reprises la conduite « complètement correcte » du gouvernement de Munich à l'égard des propositions, qui lui avaient été faites de la part de la France et de l'Angleterre [360].

En Saxe, ni l'opinion publique ni le gouvernement ne croyaient d'abord à l'insurrection. Après en avoir reçu la nouvelle de Berlin, Beust télégraphia au consul de Saxe à Varsovie pour en demander la confirmation [361]. Si, d'un côté, on croyait le cabinet russe disposé à exagérer les événements pour se donner, quand il aurait rétabli le calme, les apparences d'un succès qu'il cherchait à tout prix, d'un autre côté, les dépêches reçues de Vienne, représentaient un autre aspect moins rassurant. Les dépêches parlaient d'amas d'armes considérables faits à l'insu du gouvernement russe en plusieurs endroits en Pologne [362]. On ne pouvait dire que toutes les sympathies de l'Allemagne, « autrefois si hostile à la malheureuse Pologne », étaient avec la Prusse. Le public se demandait déjà ce qu'on lui répondrait, si elle avait un jour, pour se défendre dans le duché de Posen, à invoquer le secours de ses confédérés; et si on lui dirait, comme elle l'avait dit, lors de la guerre d'Italie, à propos de la Lombardie, « que le Duché n'était pas allemand ». On serait trop heureux de la mettre dans son tort, et trop heureux aussi de renouer d'anciens liens, pour que, l'éventualité posée venant à se réaliser, on ne s'empressât pas de voler au secours du gouvernement prussien, même si Vienne le permettait. On considérait en général les événements de Pologne comme très heureux pour le gouvernement prussien et plus particulièrement encore pour Bismarck, car ces événements lui offraient ce qu'il demandait à l'extérieur pour résoudre les embarras intérieurs. L'opinion publique s'émouvait de l'accusation avancée par la « Gazette de la Croix » d'après laquelle le comité directeur de l'insurrection polonaise résiderait à Dresde. Les recherches de la police saxonne ne produisirent aucun résultat; le gouvernement s'empressa de mettre au courant le ministre de Russie, en faisant observer qu'il n'avait ni la volonté, ni les moyens d'exercer, à l'égard des nombreux Polonais résidant en Saxe, une surveillance secrète; mais que si la Russie voulait envoyer à cet effet un agent à elle, il rencontrerait dans l'administration du pays toutes les facilités possibles pour remplir utilement sa mission. « Nous ne saurions faire davantage en faveur d'un gouvernement qui avait reconnu officiellement la révolution » avait ajouté le baron de Beust, enchanté de l'occasion de critiquer la politique russe en Italie. L'attention publique en février et mars était entièrement absorbée par les affaires de Pologne [363].

---

359) AE. Bavière, 12-V.

360) Geheimes Hauptstaatsarchiv, Russland 1863, 8-V.

361) HHS. Sachsen 29, 25-I.

362) AE. Saxe, 30-I.

363) Rapports de février-mars, ibid.

Beust était surpris par l'invitation occidentale. Il répondit au ministre de France que l'Autriche, en portant à la connaissance du gouvernement saxon sa note à St. Pétersbourg, n'avait rien formulé au sujet de la participation dans une mesure quelconque de la Saxe à la démarche du cabinet autrichien, et qu'il ignorait si en présence de ce silence il pouvait prendre l'initiative d'une telle démarche [364]. Beust était d'ailleurs enclin à accepter l'invitation, mais « il craignait le ridicule » [365]. La Russie demanda au cabinet saxon, comme à tous les autres cabinets allemands, de surseoir à sa résolution de l'intervention auprès de la Russie jusqu'au moment où ils connaîtraient la réponse russe aux notes des trois puissances. La Prusse s'exprimait plus carrément et faisait déclarer, par son ministre à Dresde, qu'elle considérerait comme un mauvais procédé à son égard toute adhésion au désir du gouvernement français [366].

La Saxe refusa en fin de compte l'invitation de Paris et de Londres. Il était difficile pour le gouvernement du roi, observa Beust, d'oublier que la position de la Saxe, quoique Etat souverain, ne l'autorisait guère à entrer avec le gouvernement de Russie en discussion sur les questions éminemment graves, qui faisaient l'objet des dépêches adressées aux représentants des trois puissances à St. Pétersbourg. Ce scrupule était légitimé par la crainte des devoirs fédéraux qui lui étaient imposés. « Nous nous trouvons en particulier dans les rapports de confédérés avec l'une des puissances ayant pris part à la démarche commune, et la Cour d'Autriche, dont la dépêche n'est point identique avec celles des Cours de France et de Grande-Bretagne, n'a pas jugé à propos de nous demander notre concours ». La sollicitation de St. Pétersbourg d'attendre la réponse de la Russie faisait pour le gouvernement de Dresde un devoir non seulement de courtoisie, mais encore de convenance d'en tenir compte [367]. Drouyn de Lhuys n'acceptait pas l'argumentation de Beust et il ne s'expliquait pas cette attitude de la part « de l'un des principaux cabinets de l'Allemagne, et dans la bouche d'un ministre justement jaloux de voir son pays exercer l'influence à laquelle il avait droit de prétendre » [368].

L'insurrection de Pologne qui avait « le privilège de passionner les esprits de l'Europe », ne produisait pas une « impression très profonde sur l'atonie politique propre au caractère hanovrien ». L'opinion publique n'envisageait le soulèvement qu'au point de vue des complications que l'attitude imprudente de la Prusse pouvait amener en Allemagne. La presse et le public étaient unanimes à blâmer sévèrement la convention prusso-russe. Quant au gouvernement du roi Georges V, toujours disposé à se réjouir des embarras d'une puissance dont il redoutait l'ambition, il avait accueilli avec une satisfaction marquée « l'échec subi par la politique prussienne » [369].

Ayant reçu l'invitation française, le comte de Platen répondit que le Hanovre était peut-être une trop petite puissance pour se donner des airs

---

364) 21-IV, ibid.

365) HHS. Sachsen 29, 22-IV.

366) AE. Saxe, 28-IV. HHS. Sachsen 29-IV.

367) Staatsarchiv, No. 727, 3-V. FO. 68/127, Saxony, 7-V.

368) AE. Saxe, 11-V.

369) AE. Hanovre, 13-III, 18-III, 10-IV.

en adhérant à une communication de cette nature, et pour adresser au souverain d'un Etat comme la Russie des observations sur la conduite qu'il devrait suivre dans une circonstance aussi grave. Le ministre de France disait que les Etats de second ordre avaient toujours recherché les occasions de se mêler aux affaires générales de l'Europe, et qu'ils ne voudraient certainement pas laisser perdre celle-ci [370]. Platen envoya ensuite une dépêche à Vienne, Dresde, Stuttgart et Munich déclarant qu'il était disposé à donner son adhésion à l'invitation française [371]. L'opposition des autres cours décidait le Hanovre à temporiser avec sa réponse aux cabinets de Paris et de Londres. D'ailleurs, quand on parlait de la Pologne à Hanovre on avait toujours le soin de la circonscrire à la Pologne du Congrès. Platen refusa enfin de s'associer à la démarche des trois cours, mais il voulut tenir sa décision en secret; Bismarck la fit ébruiter, sans doute pour influencer la décision des autres cabinets allemands [372].

A Darmstadt, patrie de la tzarine, les événements de la Pologne étaient le sujet de toutes les conversations. Une partie de l'opinion publique allemande croyait déjà savoir que Napoléon, sous prétexte de venir au secours de l'insurrection, faisait à ses frontières des préparatifs sérieux pour s'emparer du Rhin. On voyait dans la mission de Metternich les préliminaires d'une alliance de la France et l'Autriche contre la Prusse. La cour et les milieux gouvernementaux de Darmstadt ne cachaient pas leur hostilité envers la Pologne « et tous les voeux que l'on faisait publiquement » étaient « pour sa ruine complète » « Je ne crois pas qu'il y ait un seul prince allemand qui oserait en ce moment élever sa voix en sa faveur ». Il était à remarquer cependant que le parti autrichien, qui était si nombreux dans le sud de l'Allemagne, et qui recevait de Vienne ses mots d'ordre, continuait à déclarer que l'Autriche se garderait bien de s'immiscer par trop dans les événements brûlants de la Pologne. Ce parti restait toujours l'ennemi déclaré des Polonais, et il ne semblait faire aucun cas de l'attitude nouvelle de Vienne dans la question polonaise [373].

Le baron de Dalwigk était très hostile à la Pologne vis-à-vis de laquelle, à son avis, il n'y avait qu'à continuer la politique oppressive du tzar Nicolas. Il était fort contrarié que l'Autriche semblât s'associer à l'intervention de la France et de l'Angleterre [374].

Le Hesse-Darmstadt refusa de s'associer à la démarche de Paris et de Londres. Dalwigk expliqua que le Grand-Duché de Hesse était trop petit pour se mêler de telles questions et qu'il ne voulait pas encourir la disgrâce du tzar, comme cela avait été le cas à l'époque de la guerre de Crimée. Le projet de l'empereur Napoléon III d'établir un royaume polonais était à son avis un grand danger pour l'Allemagne; par conséquent, lui, Dalwigk, regardait plus loin et il craignait que le tzar Alexandre II,

---

370) AE. Hanovre, 20-IV.

371) 28-IV, ibid. HHS. Hannover 19, 23-IV, 29-IV.

372) AE. Hanovre 30-IV, 9-V. Filipowicz, No. 256, 259, 20-III, 28-III. FO. 34/136, Hanover, 20-IV, 25-IV, 1-V, 9-V.

373) AE. Hesse-Darmstadt, 1-III, 16-III, 30-III, 15-IV.

374) Reiset: Mes souvenirs, p. 293.
« ... dass sich die Sympathien des Herrn Ministers, und wohl auch des Grossherzoglichen Hofes, keineswegs der polnischen Sache, sondern vielmehr Russland zuwenden ». - Rapport de Darmstadt, HHS. Darmstadt 60, 24-IV.

par égard pour le souverain des Tuileries, ne fit à la Pologne de trop grandes concessions dont il se repentirait un jour. Une restauration de la monarchie polonaise était incompatible avec les intérêts de l'Allemagne, dont elle compromettrait gravement l'état de possession. Et pour le tzar une telle résolution, ou une telle concession, serait une impossibilité, parce qu'elle porterait une atteinte mortelle tant à l'orgueil national qu'à l'intérêt russe; ce qui mettrait en danger la personne et la dynastie d'Alexandre II lui-même [375].

Il n'était pas surprenant que les autres États allemands aient refusé de s'associer à la démarche des trois capitales occidentales. L'Oldenbourg était trop petit pour une telle démarche et le principe qui dominait sa politique était avant tout de ne jamais s'immiscer dans les affaires intérieures des autres États [376]. Le ministre des affaires étrangères de Brunswick était « presque effrayé » par l'invitation française [377]. Campe protestait des sympathies de son maître pour la cause polonaise, mais il soulignait que le Brunswick n'avait pas de ministre à St. Pétersbourg et que personne, dans le corps diplomatique allemand, n'y était chargé de ses affaires, pour la bonne raison qu'il n'y avait pas d'affaires; celà rendrait la communication difficile, même dans le cas où l'on songerait à l'adresser. Il se réservait d'exprimer son opinion au sein de la Diète, dans le cas où elle serait saisie de la question [378]. Le prince Wittgenstein, ministre des affaires étrangères du Nassau, fit ressortir tout ce qu'il y avait eu de délicat de la part de la France à ne pas s'être adressée à la Confédération Germanique, mais directement aux divers gouvernements allemands. Le prince souligna que les démarches faites par les trois cours correspondaient entièrement à sa manière de voir, mais le Nassau ne pouvait pas « faire une bande à part », il était lié avec les Etats du sud de l'Allemagne, et il ne devait prendre une résolution qu'en commun. Si le gouvernement français tenait à avoir l'assentiment officiel de l'Allemagne, ajouta le prince, il fallait que sa démarche fût appuyée par Vienne. Il exprima d'ailleurs l'opinion que les insurgés ne déposeraient point les armes aussi longtemps que le gouvernement russe n'aurait pas fait des concessions considérables, et nommé un des frères du tzar comme vice-roi de Pologne. Wittgenstein agirait dans ce sens, mais pas officiellement, auprès d'Alexandre II, dans l'intérêt même de l'Allemagne qui se trouverait déchirée dans une guerre où l'Autriche et la Prusse seraient dans des camps opposés [379]. Le gouvernement électoral de Hesse-Cassel ne croyait pas devoir s'associer aux observations présentées à la cour de Russie sur la situation de la Pologne. Il n'avait pas de représentant en Russie, et il devait, sans être forcé, con-

---

375) AE. Hesse-Darmstadt, 15-V. Reiset, op. cit., p. 294-8. Annexe VII.

376) Staatsarchiv, No. 726, 1-V. AE. Hambourg, 11-V. FO. 34/136, Hanover, 25-IV, 1-V, 4-V.

377) Le Brunswick comptait 283.000 habitants.
« Démarche ridicule si elle ne récelait un grand dessein » — constata le ministre de Belgique, Nothomb. - AE. B. Prusse 22, 22-IV.

378) AE. Hanovre, 28-IV, 30-IV. FO. 34/136, Hanover, 25-IV, 1-V, 3-V.

379) AE. Hesse-Darmstadt, 30-IV, 8-V.
Le prince de Nassau disait au ministre d'Autriche: « Fürst Gortchakoff würde mich einfach auslachen wenn ich ihm eine Predigt über die Polnischen Zustände halten wollte ». - HHS. Darmstadt 60, 1-V.

sulter ses confédérés. L'opinion publique de l'électorat ne se passionnait aucunement pour la question polonaise. Le ministre de France constatait qu'il ne pouvait signaler aucun symptôme qui démontrerait soit une vive sympathie pour l'insurrection, soit une crainte sérieuse que la question polonaise ne devînt la cause d'un conflit européen. Il expliqua ce manque d'enthousiasme pour la Pologne, même dans le parti libéral qui l'avait manifesté si vivement en 1831, par le changement survenu dans l'opinion publique envers la Russie; celle-ci avait inspiré en 1831 une crainte mal masquée [380]. Le cabinet d'Altenbourg refusa d'adhérer à la démarche des trois cours: « Une telle démarche faite de notre côté serait au-delà de notre position » [381]. Le gouvernement du grand-duc de Saxe déclinait l'invitation française. Il ne croyait pas convenable de se prononcer dans une question, qui, comme question européenne, était avant tout de la compétence de la Diète Germanique, dont le grand-duché faisait partie. Les affaires de Pologne, souligna le ministre de France, étaient l'objet d'assez vives préoccupations dans les duchés de la Thuringe. L'opinion publique craignait des complications européennes. La cour de Weimar, alliée de la Prusse, se montrait hostile à la cause polonaise; mais la presse et le public lui étaient favorables et rendaient hautement justice aux « héroïques efforts des défenseurs du droit depuis si longtemps outragé ». Tout ce qui ne tenait pas à la cour, faisait des voeux pour le succès des négotiations ouvertes par les capitales occidentales, et désirait qu'elles apportassent « à la malheureuse Pologne un soulagement et une satisfaction » [382]. Le refus parvint du gouvernement de Cobourg-Gotha. « L'étendue et les forces de notre pays n'étaient pas assez considérables pour que la Cour Ducale fût à même de se prononcer dans une question européenne si importante et si compliquée » [383]. Le duc de Saxe-Meiningen, de retour de Vienne, déclara qu'il ne croyait pas utile d'envoyer une note à St. Pétersbourg, car la réponse russe était déjà connue [384].

Le prince Gortchakow était fort irrité de l'intervention européenne en faveur de la Pologne. Il la trouvait ridicule, et il ajouta: « Dût-on m'envoyer quarante notes sur les affaires de Pologne, elle ne me causeraient d'autre embarras que l'encombrement qu'elles pourraient mettre dans les archives de mon ministère » [385].

Un seul Etat ne fut pas invité: c'était la Grèce qui passait alors par une crise dynastique. L'élection d'un prince danois dérangeait inopinément le plan de campagne du parti russe, qui se montrait fort abattu. En effet, la candidature du prince Guillaume de Bade avait déjà gagné quelque terrain. Les employés de la légation de Russie y déployaient un grand zèle et profitaient de toutes les occasions pour convaincre les Grecs du mérite de leur candidat. Le ministre d'Autriche croyait que les sympathies de la cour des Tuileries étaient acquises au prince Guillaume de Bade, et que

---

380) AE. Hesse-Cassel, 7-III, 26-IV. HHS. Hessen-Cassel 83, 1-V.

381) AE. Saxe-Weimar, 28-IV.

382) 30-III, 2-V, ibid.

383) 5-V, ibid.

384) 11-V, ibid.

385) AE. B, Russie 71, 5-V.

c'était surtout en vue des affaires de Pologne que l'empereur avait résolu, en dernier lieu, de se rallier franchement à la combinaison anglaise [386].

Le « Constitutionnel » du 29 avril, en commentant les communications européennes constata: « Il n'y a point ici une question française, il y a une question russe et une question d'ordre européen. C'est à l'Europe et à la Russie que le gouvernement de l'empereur fait appel pour chercher d'un commun accord la solution du problème, solution qui ne saurait garantir la tranquillité générale qu'en faisant disparaître la cause de ces crises périodiques si sanglantes pour la Pologne, si dangeureuses pour la Russie, si inquiétantes pour l'Europe, et si cruelles pour tous les coeurs généreux » [387].

Dans cette première phase de la question polonaise la cour des Tuileries allait donc d'un échec à l'autre. Les Russes, par l'acte du 8 février, avaient démontré qu'en ce qui concernait la Pologne, ils n'étaient prêts à aucune discussion avec la France. L'Angleterre et l'Autriche ne voyaient dans un éventuel rétablissement de la monarchie polonaise qu'une occasion pour Paris d'affirmer son hégémonie. Mais c'était précisément parce que les chancelleries des capitales européennes croyaient voir dans cette question un intérêt primordial pour la France, que commencèrent à parvenir au cabinet impérial des offres d'alliance.

* * *

Napoléon n'avait pas réussi à engager l'Autriche dans une telle alliance pour la Pologne. Il était décidé à n'agir qu'avec le concours de Vienne. Il ne voulait pas, sans la monarchie danubienne, s'exposer aux hasards d'une campagne, quoiqu'il sût que l'armée française ne serait pas isolée dans une tentative d'arracher la Pologne des mains moscovites. Il s'efforça donc de faire adopter le principe de l'intérêt européen, et celà pour qu'on ne puisse pas accuser la France de mener une action diplomatique égoïste. Il se garda d'abord bien de s'immiscer dans la révolte polonaise. Les rapports envoyés par le consul français de Varsovie laissaient prévoir la fin rapide du mouvement insurrectionnel. Il n'avait aucune raison de s'intéresser à ce mouvement condamné d'avance, par son ministre, à un désastre complet. Il fit donc savoir aux émigrants polonais liés au parti « rouge » qu'ils ne devaient pas compter sur son appui. Les articles du « Constitutionnel », le langage de Billault au Corps Législatif étaient conformes à cette politique de non-intervention.

Ce fut la signature de la convention du 8 février qui décida la diplomatie impériale à changer son attitude. Napoléon III avait toujours prévenu le tzar qu'il s'intéressait vivement à la question polonaise et cette question avait été évoquée aussi bien à Stuttgart qu'au cours des pour-

---

386) HHS. Griechenland 23, 28-III, 4-IV.

Le ministre de Bavière affirma dans son rapport « J'ai lieu de craindre que la Russie ne s'opposera pas à la candidature du Danemark au trône grec, parce qu'elle ménage l'Angleterre à cause des affaires de Pologne ». - Rapport de St. Pétersbourg, 28-III, Geheimes Staatsarchiv, Russland 1863.

387) Avant que la réponse russe ne fût connue la rente se maintint à 69, 35. Le 5 mai, date de publication de cette réponse, elle remonta à 69, 55 pour retomber, le 18 mai, à 69, 35.

parlers qui avaient précédé la signature du traité du 3 mars 1859. Elle avait commencé à peser sur les relations franco-russes dès l'année 1860; les notes, les conversations, les discussions à ce sujet furent assez fréquentes pendant les années 1860-62.

Et précisément au moment où l'affaire polonaise se compliquait dangereusement par le début d'un mouvement insurrectionnel, Alexandre II se décida à signer, sans se soucier de la réaction française, la convention que Bismarck lui avait proposéé. Le souverain russe voulait montrer par là à Napoléon III qu'il jugeait superflu de s'entendre avec lui sur les problèmes européens où la solidarité des puissances copartageantes l'emportait sur le rapprochement franco-russe opéré après la guerre de Crimée. La convention signée avait donc un aspect surtout politique, c'est-à-dire antifrançais, et non un aspect militaire, c'est-à-dire antipolonais. La Russie pouvait, sans aucun danger pour l'évolution de la situation militaire, consentir à abandonner la convention; mais elle ne consentait pas à discuter la question polonaise avec la France, et elle resta sourde à toutes les avances de la diplomatie impériale.

En réponse à cette attitude du gouvernement de St. Pétersbourg, Napoléon III demanda à l'Hôtel Lambert de s'associer au soulèvement, et en même temps il renouvela à la cour de Vienne ses propositions d'alliance offensive. D'une part, l'envoi d'une note de protestation à Berlin devait montrer l'intérêt que portait la France à la question polonaise, d'autre part, le projet d'alliance avec l'Autriche prévoyait l'accord du gouvernement français à la prépondérance autrichienne en Allemagne; la cour des Tuileries donnait par son attitude antiprussienne un gage de sa sincérité. Un refus de la monarchie des Habsbourg était quand même à prévoir; Napoléon III tenait donc à ne pas se brouiller définitivement avec la Russie, et, malgré la convention, il fit entendre au gouvernement russe qu'il était prêt à chercher avec lui une solution au problème polonais.

Pendant toute cette année 1863 la politique française s'efforcera de sortir de l'impasse polonaise soit par une alliance avec l'Autriche soit par un rapprochement avec la Russie. Et François-Joseph et Alexandre II repousseront brutalement les avances de Napoléon III.

Chapitre III.

Les six points.

L'OPINION PUBLIQUE EN FRANCE. - LA RÉPONSE RUSSE. - LES RELATIONS ANGLO-AMÉRICAINES. - LE PROJET ANGLAIS DE L'ARMISTICE. - LE PROJET AUTRICHIEN EN SIX POINTS. - L'AUTRICHE SE DÉROBE À UNE NOUVELLE OFFRE D'ALLIANCE DE NAPOLÉON III. - LA DEUXIÈME INTERVENTION DIPLOMATIQUE DES PUISSANCES OCCIDENTALES. - L'OPINION PUBLIQUE EN RUSSIE. - LES PRÉPARATIFS MILITAIRES. - LES FORCES MILITAIRES DES PRINCIPALES PUISSANCES. - L'IDÉE D'UN PLÉBISCITE. - « DUREZ ».

* * *

Les rapports des procureurs généraux du mois d'avril arrivés à Paris n'étaient plus unanimes dans leur constatation que le pays ne désirait qu'une intervention diplomatique; ces rapports commencèrent à signaler que les partis se prononçaient de plus en plus en faveur d'une action militaire. Ceux qui craignaient une telle guerre expliquaient leur crainte en soulignant la certitude que la France rencontrerait sur les champs de bataille non seulement des soldats russes mais aussi, et surtout, des soldats anglais. Mais tous les rapports s'étendaient sur la vive sympathie de la population pour les insurgés.

« Un sentiment unanime de sympathie se manifeste en faveur de la reconstitution de la Pologne » [1]. « Les affaires de Pologne sont suivies avec une sollicitude croissante en faisant des voeux pour l'amélioration de la condition de ce peuple malheureux. Le public éclairé reconnaît l'impossibilité d'une intervention de la France » [2]. « Quant à la Pologne, sa cause a de tout temps inspiré à nos populations les plus vives sympathies; mais fallait-il la soutenir par les armes et livrer pour elle les destinées de la France aux hasards d'une lutte gigantesque? Quelques esprits imprudents, champions des théories extrêmes, ont pu seuls s'arrêter de bonne foi à un semblable parti. D'autres le conseillent encore, mais ceux-là avec une arrière-pensée facile à démêler, et en vue même des complications qui devaient en résulter » [3]. « Les vives sympathies sont pour la Pologne, mais on ne veut pas la guerre. Dans les efforts que fait le parti légitimiste pour exciter à la guerre, les conservateurs entrevoient des espérances coupables auxquelles s'associent les démagogues » [4]. « Les sympathies publiques se sont montrées très vives en faveur de la Pologne. Sur le ter-

---

1) Strasbourg, 1-IV, AG. G^9 91.

2) Bar-le-Duc, Meuse, 2-IV, ibid.

3) Agen, 5-IV, AN. BB^{30}.

4) Angers, 4-IV, AN. BB^{30}.

rain neutre tous les partis semblent s'être mis d'accord; les journaux, les souscriptions publiques, les prédications du clergé ont, sous des formes diverses mais très vives, formulé leurs sympathies pour les Polonais ». En ce qui concernait la politique à suivre « le sentiment public est de s'en remettre absolument à l'initiative du gouvernement » [5]. « La sympathie des masses pour la Pologne est très vive, mais un sentiment instinctif les avertit que toute démonstration trop loin poussée, à moins de se perdre dans un aveu d'impuissance, tend directement à la guerre; que la guerre c'est la reconstitution de la coalition contre la France, sans autre perspective que la neutralité d'un allié douteux » [6]. « Des souscriptions se sont ouvertes jusque dans les moindres villages, afin de faire parvenir des secours aux volontaires polonais; leur défaite et leur écrasement pèseraient sur la conscience publique comme un remords » [7]. « Les sympathies sont vives, les souvenirs d'alliance et de confraternité dans les armes ne sont point effacés; et cependant, en dehors des personnes qui veulent du bruit ou qui font étalage de patriotisme, nul ne veut d'une conflagration » [8]. « L'insurrection polonaise a excité d'universelles sympathies... tous souhaitent ardemment qu'elle aboutisse sinon au rétablissement d'une entière indépendance, au moins à des garanties sérieuses pour les droits les plus inviolables d'un peuple civilisé » [9]. « Les sympathies pour cette malheureuse nation sont ardentes et universelles; on les trouve partout, dans les ateliers comme dans les cercles, dans le clergé, dans les rangs élevés de la société, comme dans les classes habituellement les plus indifférentes à tout ce qui ne touche pas leurs intérêts matériels ». Mais, « à part quelques révolutionnaires » et « quelques enthousiastes ardents et irréfléchis », personne ne désirait une intervention militaire [10].

L'excitation à Paris ne diminuait pas. Le 4 avril fut annoncée la création du « Comité Central pour la Cause Polonaise » [11]. Le Président était le duc Eugène d'Harcourt, le vice-président Odilon Barrot, parmi les membres figuraient: Saint-Marc Girardin, Edmond de Lafayette, Oscar de Lafayette, Hippolyte Carnot, Adolphe Crémieux, Guillaume Delamare, directeur de la « Patrie », Adolphe Guéroult, rédacteur en chef de « l'Opinion Nationale », Léonor Havin, directeur du « Siècle », Edouard Bertin, directeur du « Journal des Débats », Alexandre Marie, Henri Martin, Charles Montalembert, Auguste Nefftzer, directeur du « Temps »; Pierre Scudo, rédacteur de la « Revue des Deux Mondes », Louis Wolowski; le siège du comité se trouvait au Cercle des Sociétés Savantes.

La « Comédie Française » et le « Théâtre Lyrique » donnèrent en avril des représentations au profit des blessés polonais. Aux cafés et aux bals on ne chantait que des airs sur la Pologne [12]. La littérature populaire s'em-

---

5) Bordeaux, 3-IV, ibid.

6) Bourges, 3-IV, ibid.

7) Grenoble, 10-IV, ibid.

8) Lyon, 2-IV, AN. BB[30].

9) Pau, 10-IV, ibid.

10) Toulouse, 13-IV, ibid.

11) Les documents et les proclamations de ce Comité: Bibliothèque Nationale, Fol. M. 1432.

12) Les auteurs les plus connus de ces chansons étaient: Tiberi, Gaël, Frédéric Lenz, Edmond Plouvier et Giovanni Duca. - Ponteil donne quelques exemples de ces chansons.
Ponteil, Les chansons interdites sous le Second Empire, la Révolution de 1848, mars 1935.

para du thème de l'insurrection [13]: des dizaines de drames, des nouvelles, des contes eurent pour sujet la lutte des Polonais [14].

Il y avait peu de Français qui se prononçaient dans cette année 1863 contre la Pologne, à part le monde financier qui mobilisa toutes ses forces pour empêcher Napoléon III d'intervenir militairement en faveur des insurgés [15]. Parmi ceux qui ne cachaient pas leur hostilité envers la Pologne se trouvait surtout Thiers. Il jugeait que les Polonais n'étaient pas assez civilisés pour pouvoir former un Etat indépendant [16]. Circourt, ancien ministre de France à Berlin, en 1848 [17], affirmait que « les Polonais étaient la nation la plus abjecte du monde » [18]. Prosper Mérimée constatait que « le Bon Dieu a fait la cervelle de tous les Polonais avec le sperme d'un ciron mâle, et je ne puis oublier qu'en 1848 j'ai entendu parler polonais sur toutes les barricades » [19].

En avril parut aussi la brochure du marquis de La Rochejaquelein, la seule des brochures publiées par un Français, dans la période mars-novembre 1863, qui se déclarât contre l'idée d'une guerre pour la délivrance de la Pologne [20]. Il y soulignait que l'intérêt russe n'admettrait jamais l'indépendance polonaise, mais il y disait aussi que les Polonais poursuivraient toujours leur suprême but, reconquérir cette indépendance. Il posait le problème, mais ne donnait aucune solution, sauf l'énergique protestation contre les tentatives de pousser la France vers une intervention. « Quelles que fussent nos victoires, précisa-t-il, croit-on qu'une paix serait possible avec de pareils projets? Croit-on que la Russie, qui resterait encore avec soixante millions d'âmes, accepterait une pareille humiliation... Les puissances se plaignent, à juste titre, de l'agitation entretenue par les Polonais dans toute l'Europe. Il est évident que leur politique est de pousser à un conflit européen dans l'espérance de voir leur nationalité reconstituée; je comprends cette politique dans une certaine mesure. Quand un peuple perd son autonomie, il doit, dans son désespoir, tout tenter pour la recouvrer; mais les Polonais ont été trop loin; ils auraient conservé de bien plus vives sympathies si, depuis trente ans, nous ne les avions pas vus toujours avec la révolution, dans tous les troubles de l'Europe; si nos soldats n'avaient pas eu à les combattre derrière chaque barricade dans nos troubles civils ».

---

13) Pour ne citer que deux exemples: La Haize: La Pologne en 1863, drame, 28 p. - Philibert Audebrand: Le Paysan de l'Ukraine, nouvelle.

14) La propagande polonaise était représentée par la revue « Ephémérides Polonaises », la propagande russe par le journal le « Nord ».
« L'opinion publique est fort agitée à Paris relativement aux affaires de Pologne » — constata le ministre de Baviére. - Rapport de Paris, 21-IV, Geheimes Staatsarchiv, Frankreich 1863.

15) « L'armée brûle du désir d'avoir une guerre » — constata en avril Madame Cornu. Senior: Conversations, op. cit. l'opinion prononcée le 20 avril, p. 251. AR., K 54, 20-IV.

16) Ibid. p. 247, l'opinion prononcée le 19 avril.

17) Sur l'hostilité de Circourt envers la Pologne en 1848: Feldman, Sprawa polska w roku 1848.

18) Senior, 22-IV, p. 260.

19) Mérimée, Oeuvres complètes, Lettres à Viollet-le-Duc, 28-II-1863, p. 91.

20) Le marquis de La Rochejaquelein: La France avant la Pologne.

* * *

La réponse russe, datée du 26 avril, fut remise le 1er mai. Elle était très habile et très modérée. Après avoir insisté sur le caractère subversif et révolutionnaire du mouvement polonais, elle exprimait l'espoir que « l'Empereur Napoléon ne refuserait pas son concours moral » afin de faciliter l'apaisement du Royaume. Les réponses aux deux autres capitales avaient la même tendance conciliante [21].

En posant ainsi le problème, la Russie invitait les puissances occidentales à une conversation. Mais, une fois de plus, elle passa outre aux ouvertures françaises. Ni officiellement, ni officieusement les Russes ne réagirent aux allusions faites à la solution « prince Leuchtenberg ». Ils feraient plutôt la guerre contre une coalition européenne que d'accorder de nouvelles concessions aux Polonais.

Le 6 avril l'armée russe fut mise sur le pied de guerre. Les préparatifs militaires commencèrent aussi bien dans la Baltique que dans la mer Noire. Des commandes considérables furent faites à l'étranger [22]. L'opinion publique russe se prononçait ouvertement pour un combat. Elle blâma le manifeste de l'amnistie comme un acte de faiblesse et comme une concession faite à l'étranger. Les recrues arrivaient sous les drapeaux avec l'impression qu'elles allaient entreprendre une « guerre sainte » contre le monde occidental [23]. Toutes les classes étaient unanimes dans leur haine envers la Pologne. La presse se déchaîna « contre l'agression polonaise ». Les Russes prévoyaient, en cas de conflit, l'occupation de leur capitale par les troupes françaises, mais les souvenirs de 1812 laissaient espérer une victoire finale. Les adresses qui de tous les coins de l'empire parvenaient au tzar reflétaient bien le sentiment du pays. « Sire — disait la noblesse de Moscou — vos droits sur la Pologne sont fortement établis, ils ont été acquis au prix des flots de sang russe que nous avons si souvent répandus pour combattre les invasions polonaises ou pour nous défendre de ses trahisons. Le jugement de Dieu est intervenu dans cette cause, et la Po-

---

21) Staats., 706, 709, 712.

22) Le mouvement commercial du port de St. Pétersbourg pendant le premier semestre des années 1862 et 1863.

sucre	10,320,000	kg.	41,508,000	kg.
coton brut	1,850,000	»	9,330,000	»
indigo	220,000	»	500,000	»
fer	2,500,000	»	5,000,000	»
étain	200,000	»	400,000	»
plomb	1,300,000	»	4,120,000	»
soie	2,700	»	15,000	»
or et argent en lingots	18,347,000	frs.	65,450,000	frs.
billet de crédit	812,000	»	4,764,000	»
billet de la trésorerie française	12,200	»	495,120	»

- d'après le rapport du consul français à St. Pétersbourg - AN. F/12-2683.

Au Danemark, les Russes s'informaient du nombre des chevaux destinés à l'exportation. Les Danois exportaient chaque année environ 16.000 chevaux.

A Birmingham, un agent russe s'informait des quantités de fusils de guerre qui seraient, à ce moment-là disponibles et livrables immédiatement. - AE. Danemark, Kiel, 12-IV. AE. Angleterre, consulats, Birmingham, 27-II.

23) Napier, 5-IV-1863. Filipowicz: No. 397.

« Les hommes rappelés sous les drapeaux rejoignent avec empressement leurs régiments, et les cadres se remplissent avec une rapidité qui étonne le gouvernement lui-même ». - Rapport de St. Pétersbourg, AE. B, Russie 71, 17-V.

logne est indissolublement unie à votre couronne ». L'adresse de Kostroma disait : « La rébellion polonaise est un attentat contre l'intégrité de la Russie. Elle nous étonne par son audace et elle insulte notre honneur national. L'insurrection de 1830 a été éteinte dans le sang russe et la Pologne est devenue un pays conquis. Notre droit sur elle est consacré par le temps, par les destinées historiques des deux peuples, et il a reçu une sanction politique effective » [24]. « Aussi bien la nation tout entière que le gouvernement sont unanimes dans cette question. Il n'y a aucune divergence de sentiments entre les Russes en ce qui concerne la Pologne, ennemie héréditaire de leur nationalité et de leur religion » [25]. A toutes les opinions russes se mêlait « une amertume incroyable envers l'étranger; une méfiance sans bornes » par rapport aux intentions de Napoléon III [26]. « L'esprit public se montre toujours fort préoccupé de la situation politique, et le gouvernement ne néglige rien pour intéresser les masses à la question qui agite le pays. Tout est préparé pour donner à la guerre, si elle venait à éclater, le caractère d'une lutte nationale ». Les préparatifs pour l'éventualité d'une guerre se poursuivaient avec une énergie peu accoutumée [27]. La démarche des trois puissances occidentales causait en Russie une très grande sensation; le public, d'après le ministre de Bavière, y voyait une déclaration de guerre. Cette démarche avait beaucoup augmenté l'irritation publique qui existait déjà envers les étrangers; elle excitait les esprits, la presse russe en était un témoignage éloquent; les adresses de dévouement et de protestations de patriotisme arrivaient de tous côtés au tzar; l'amour-propre des Russes était blessé et froissé par cette intervention étrangère dans « les affaires intérieures de la Russie ». On considérait que le manifeste d'amnistie n'avait d'autre but que de faire bonne impression en Europe et d'arrêter les démarches des puissances européennes. « Le fanatisme religieux, et la haine contre les catholiques » s'y mêlaient à un haut degré. Gortchakow paraissait très soucieux, il ne le cachait pas au ministre, il considérait la situation politique comme très grave; il déclara que le tzar ne permettrait, dans aucun cas, qu'on se mêlât de ses affaires intérieures, et qu'il était soutenu par l'opinion publique en Russie et s'appuierait, en cas de besoin, avec pleine confiance sur son peuple, plus irrité d'ailleurs contre la France que contre l'Angleterre [28]. « L'insurrection polonaise est devenue en quelque sorte une guerre de race, et a ravivé les antipathies qui depuis tant de siècles divisent ces deux peuples issus d'une origine commune ». La France avait en ce moment « plus que toutes autres puissances », le privilège d'être en but aux invectives du public. Le ministre de Belgique voyait déjà ressusciter ces sentiments haineux contre l'Europe qu'il avait vus en 1853, au début de la question d'Orient. L'agita-

---

24) AE. Russie, 23-IV.

25) Napier à Russell. FO. 65/630, Russia, 29-IV.

26) Rapport de St. Pétersbourg, Algemeen Rijksarchief, Polen No. 159, 26-IV.

27) Rapport de St. Pétersbourg, Hauptstaatsarchiv Stuttgart, E 72/124, 28-IV.

28) Rapport de St. Pétersbourg, Geheimes Staatsarchiv, Ereignisse in Polen, 18-IV.
« The spirit of 1812 is beginning to raise. Nothing really rouses the Russians but a conflict with the Poles and an attack on the Western Provinces of the Empire which are the battleground of the two races and religions ». - Napier à Russell, lettre particulière, PRO. 84, 6-IV.
Rapport de Napier, 12-IV, Filipowicz, No. 423.

tion des esprits était extrême. Dans chaque maison, dans chaque magasin on ne parlait que « de la guerre prochaine avec l'occident ». Les appréhensions étaient vives et en même temps le patriotisme national se réveillait dans tout l'empire [29]. L'opinion s'attendait généralement à une agression étrangère dont la France et la Suède fourniraient les principaux éléments [30]. On disait que la guerre de Crimée avait aussi commencé par une remise des notes occidentales. L'émotion était encore augmentée par la circonstance que la maison Rothschild de Paris faisait vendre par son correspondant à St. Pétersbourg toutes les obligations russes qui se trouvaient en sa possession [31]. L'ancien parti russe, qui, dès les premiers bruits alarmants, avait envisagé une guerre entreprise pour la conservation du Royaume du Congrès comme une guerre sainte, faisait un grand nombre de prosélytes. L'entourage militaire du tzar partageait complètement ces sentiments. Le souvenir des défaites subies en Crimée, « enfin la haine du Polonais innée à tout Russe » étaient autant de moteurs pour l'opinion publique, que la presse semi-officielle ne cessait pas d'exciter par des articles incitant l'honneur national et récapitulant les souvenirs de la guerre de 1812. Le recrutement qui s'opérait partout, la Pologne tout entière exceptée, avec facilité, produisait un vif enthousiasme parmi les recrues qui demandaient avec insistance à être conduites contre l'ennemi [32]. Gortchakow aurait dit qu'il embrasserait le diable si celui-ci, dans cette affaire de Pologne, prenait partie pour la Russie [33]. « Toute la Russie s'est présentée avec empressement à l'Empereur pour protéger et défendre l'Empire menacé par l'ingratitude des sujets rebelles » [34].

Le gouvernement russe ne pouvait point méconnaître cet état d'esprit de l'opinion publique. Même en Russie, une politique contraire au sentiment de la population était impossible. Mais, cette fois, l'intransigeance était voulue, provoquée par la cour. Le tzar ne désirait pas abandonner la ligne de conduite inaugurée par la convention du 8 février. Après avoir repoussé les tentatives renouvelées de rapprochement faites par la France, le cabinet de St. Pétersbourg, tout en attendant les réactions produites en Europe par sa réponse, persévéra dans sa répression brutale en Pologne [35].

---

29) AE. B, Russie 71, 18-IV, 21-IV, 24-IV.

30) 28-IV, ibid.

31) Thun à Rechberg, 19-IV, HHS. Russland 54.

32) 28-IV, ibid.
« Die Nachrichten, die aus St. Petersburg über die dortige Stimmung dem Berliner Kabinett zukommen, sind im ganzen ziemlich kriegerischer Natur ». - Karolyi à Rechberg, 2-V, APP. III, No. 476.

33) HHS. Sachsen 29, 19-IV.
« The nation and the government are essentially of one heart in this affair. Where the Poles, the traditional enemies of Russian nationality and religion, are concerned all distinction of interest and sentiment will cease ». - Napier à Russell, FO. 65/630, Russia, 29-IV.
« Der politische Hass und religiöser Fanatismus gegen Polen ist von Neuem heftiger als je angefacht ». - Rapport de St. Pétersbourg, Geheimes Staatsarchiv, Politische Hauptberichte der k. Bayer. Gesandtschaften 1863, No. MA III/2012, 13-V.

34) Geheimes Staatsarchiv, Ereignisse in Polen, 6-V.
« Des voyageurs impartiaux racontent qu'il existe en Russie un mouvement national si général, que l'action diplomatique du gouvernement russe en serait entravée ». - AE. Saxe, 26-V.

35) « The barbarities and disregard of life and property by the Russian troops in Poland are admitted to be correct by parties otherwise favorably disposed to the Russians ». - Rapport du consul d'Angleterre à Königsberg, FO. 64/549, 29-IV.

La presse était unanime à juger la réponse russe comme dilatoire, la cour de St. Pétersbourg, d'après elle, ne voulait que gagner du temps, mais le tzar ne pensait pas à chercher sincèrement une solution du problème polonais. « Ce document montre jusqu'où peut aller l'illusion quand on est engagé dans une voie d'erreur. Ainsi, voilà un gouvernement qui, de très bonne foi, nous n'en doutons pas, vient accuser la révolution cosmopolite d'avoir entravé toutes les bonnes intentions du gouvernement de St. Pétersbourg, et affirme que sans cette révolution cosmopolite les Polonais auraient aujourd'hui une législation plus libre que celle des Anglais » [36]. « Le tzar n'a pu faire une réponse dilatoire plus habile » [37]. « L'Europe et la Pologne connaissent par expérience la valeur de ces promesses (russes). Il est temps que le masque tombe enfin, et que l'attitude des puissances occidentales devienne d'autant plus ferme qu'on leur oppose une force d'inertie plus grande » [38]. « Une seule chose est facile à voir, c'est que la Russie ne demande pas mieux que de gagner du temps, c'est qu'elle compte sur les divergences de vues des puissances, c'est qu'elle attend la victoire de la division de ses adversaires » [39]. « La lutte engagée en Pologne, c'est celle de la civilisation contre la barbarie, du droit contre la force, du génie européen contre la barbarie asiatique. La question ne sera pas résolue par des phrases » [40]. « Il faut en convenir, la diplomatie autrichienne, britannique et française a fait à la diplomatie russe la partie belle » [41]. « Accuser la Pologne, accuser l'émigration polonaise, dépasse tout ce que l'on n'a jamais vu de plus audacieux en politique » [42]. « Nous ne saurions admettre que les trois plus grandes puissances de l'Europe se soient unies dans une action commune, et qu'elles aient élevé l'insurrection polonaise à l'état de question européenne pour n'aboutir qu'à une stérile controverse, et pour laisser traiter de passion chimérique ce principe de nationalité dont la Russie a reconnu les effets en Italie et qu'elle suscite en Orient pour le renier chez elle ». Il ne reste donc qu'à proclamer l'indépendance polonaise. « Mais ce mot magique, le seul qui vaille, la Russie paraît plus éloignée que jamais de vouloir le prononcer. Le lui demandera-t-on? » [43]. « Une chose est certaine, c'est que, malgré les forces régulières dont elle peut disposer et malgré les cruautés d'une répression sans merci, la Russie n'obtient en Pologne aucun résultat décisif... Le problème de la destinée de la Pologne approche visiblement d'une crise qui doit inquiéter la diplomatie » [44].

L'effervescence de l'opinion restait toujours la même. Il n'y avait plus de manifestations des étudiants au Quartier Latin parce que les plus ardents étaient déjà partis sur le champ de bataille, mais les sermons

---

36) Gazette de France 6-V.

37) Journal des Débats 4-V.

38) Journal des Débats 25-V.

39) Monde 6-V.

40) Opinion Nationale 7-V.

41) Presse 6-V.

42) Siècle 6-X.

43) Temps 6-V.

44) Revue des Deux Mondes, 15-V.

dans les églises continuaient [45] aussi bien que les souscriptions et les spectacles [46].

En mai commença la campagne électorale. Les questions de la politique étrangère ne furent pas abordées au cours de cette campagne. Néanmoins Pelletan et Guéroult jugeaient utile de mentionner dans leurs proclamations la nécessité de l'affranchissement de la Pologne [47].

A Paris, on reconnut une certaine habileté de la note russe consistant à laisser une issue ouverte à de longues négociations qui, lors même qu'elles seraient infructueuses, feraient gagner du temps [48]. Russell trouva la réponse russe « calme, prudente et ouvrant la voie à des négociations ultérieures » [49] Rechberg considérait les notes russes comme n'excluant pas la possibilité d'un rapprochement entre les vues des trois cours et celles de la cour de St. Pétersbourg [50]. Drouyn de Lhuys analysant la note russe, constata que le principe d'une délibération en commun sur les affaires de la Pologne avait été admis par la Russie. Il pensait que la manière la plus pratique et la plus efficace d'essayer de trouver une solution au problème polonais serait de réunir une conférence ou un congrès. Mais — ajouta le ministre — la France voulait écarter une combinaison qui consisterait à déférer aux cinq grandes puissances qui, depuis 1815 s'étaient arrogées le privilège de statuer sur les questions européennes, le jugement définitif du problème polonais. Trois d'entre elles étaient parties dans la cause, et cette raison seule suffirait pour les faire récuser au tribunal où elles formeraient la majorité. La Russie même — poursuivait Drouyn de Lhuys — avait mis en doute la compétence des signataires, en repoussant toute référence aux traités de Vienne, mais elle avait placé l'affaire polonaise sur le terrain de l'intérêt général de l'Europe. Il y aurait donc lieu d'adjoindre aux signataires des actes de 1815 d'autres Etats: La Hollande

---

45) En mai, les sermons les plus populaires étaient ceux prononcés par le père Gratry à Saint-Etienne-du-Mont.

« Dans certaines maisons religieuses, les Dominicains de Vaugirard, on distribuait en prix des statuettes de paysans polonais armés de faux ». - Ollivier, VI, p. 353.

46) La « Gazette de France » du 11 mai nota: « Un spectacle extraordinaire a été donné à Montpellier au bénéfice de la cause polonaise. Le choeur de Charles VI: "Jamais en France, l'Anglais ne règnera", a été chanté et répété par les spectateurs avec enthousiasme ».

« L'Indépendance Belge » du 11 mai constata: « Pendant que la diplomatie s'évertue à caresser avec soin égal la chèvre moscovite et le chou polonais, voici qu'il nous arrive de St. Pétersbourg une colombe voyageuse portant dans son bec, disons mieux, entre ses serres, le rameau vert de la paix. Cette colombe est une danseuse nouvelle qui vient grossir, rue Lepelletier, la pléiade choréographique empruntée à la région de la Grande Ourse ».

47) Petit: Eugène Pelletan, p. 171. Opinion Nationale, 23-V.

48) Rapport de Paris, Generallandesarchiv Karlsruhe, Diplomatische Specialakten Russland, 5-V.

49) Apponyi à Rechberg, télégramme, HHS. England 60, 5-V.

« I think the Russian note is clever, civil and evasive. I think that at some loss of dignity the Russian has tried to puzzle us by asking us to agree to one proposal, seeing that we are all three divided in our views ». - Russell à Cowley, PRO. 59, 6-V.

« The Russian answers are rather clever ». - Clarendon à Cowley, 6-V, FO. 519/179 Annexe VIII.

50) Rechberg à Apponyi et Metternich, télégramme, HHS. Frankreich 76, 2-V.

Drouyn de Lhuys répondit au prince Metternich qu'il se félicitait que la Russie eût accepté pour la première fois la conversation sur les affaires de Pologne. Le gouvernement de Louis-Philippe, ajouta le ministre, n'avait jamais pu obtenir une pareille concession. - Metternich à Rechberg, HHS. Frankreich 75, 5-V.

« pays sage, gouvernement respecté et sympathique à l'Europe comme à la Russie ». Le Danemark, « écarté d'une participation directe aux négociations de 1815 pour des raisons que nous voulons oublier et qui n'existent plus, mais qui a aujourd'hui les mêmes titres que la Suède à intervenir dans les délibérations qui intéressent si strictement le nord de l'Europe ». La Turquie, « que le traité de Paris a admise à participer aux charges et aux bénéfices du concert européen, que les traditions de son histoire rattachent à divers titres à la Pologne, et dont l'Europe contrôle trop souvent la politique et l'administration pour qu'on puisse équitablement lui refuser le droit d'émettre son avis sur une question déclarée d'ordre général européen ». Enfin l'Italie, pour elle-même et pour la place qu'elle occupait en Europe, aussi bien que comme « représentant aujourd'hui les souverainetés dont l'adhésion avait été requise et donnée aux actes de 1815 ». Les Etats de l'Allemagne, en tant que membres de la Confédération Germanique, étaient en général représentés par les deux grandes cours allemandes. Cependant, si les cabinets secondaires désiraient en cette circonstance une représentation particulière, « rien ne les empêcherait de désigner un plénipotentiaire indépendant de ceux de l'Autriche et de la Prusse, et nous le verrions, quant à nous, avec plaisir ». La neutralité reconnue de la Suisse et de la Belgique « entraînait leur abstention ». Le caractère particulier de la souveraineté du pape lui constituait une situation exceptionnelle, et le « Saint-Pére aurait à examiner si et de quelle manière il lui conviendrait d'intervenir » [51].

La France, voyant ses offres repoussées aussi bien à Vienne qu'à St. Pétersbourg, et ne voulant pas entamer une action, appuyée seulement par les puissances secondaires, s'efforçait de conserver à la question polonaise le caractère d'un problème européen.

Drouyn de Lhuys était d'ailleurs prêt à adopter le mode de conférence qui paraîtrait aux diverses puissances le plus expédient et c'était dans ce sens qu'il s'en expliquait avec les ambassadeurs de France à Londres et à Vienne [52]. Gortchakow était enclin à accepter une négociation sur la base des traités de 1815, pourvu que la conférence ne fût pas limitée à la question polonaise et s'etendît à l'ensemble de la situation politique de l'Europe. Montebello croyait savoir que l'idée d'un congrès pour toutes les questions européennes était inspirée au prince Gortchakow par le marquis Pepoli, ambassadeur d'Italie [53]. Russell supposait que c'était bien le congrès que l'empereur voulait finalement proposer comme étant la seule solution pacifique possible de la question polonaise et que, dans ce but, Napoléon se tenait pour le moment dans une attitude de réserve et d'attente pour arriver à présenter et à faire adopter son projet lorsque toutes les autres tentatives de conciliation auraient successivement échoué [54]. Rechberg constata qu'il préférerait de simples pourparlers entre l'Autriche, la France, l'Angleterre et la Russie; mais que si ces trois puissances étaient

---

51) AE. Angleterre, 4-V, 6-V.

52) Drouyn de Lhuys à Barrot, ministre de France à Madrid, 5-V, AE. Espagne.

53) AE. Russie, 9-V, 13-V. Napier à Russell, FO. 65/631, Russia, 13-V.
Oubril affirmait aux diplomates allemands que la Russie ne s'opposerait pas à une conférence ayant pour but la solution du problème polonais. - Rapport de Berlin, Staatsarchiv Darmstadt, Gesandtschaften 87 e/1, 31-V.

54) HHS. England 60, 18-V.

d'accord pour réunir une conférence des huit Etats signataires des actes de Vienne, il adhérerait aussi à ce mode de délibération. Il était bien entendu — ajouta le ministre — que l'Autriche mettait comme condition à son adhésion que les délibérations de la conférence porteraient exclusivement sur la manière d'appliquer au Royaume du Congrès le programme dont le cabinet de Vienne avait formulé les bases [55].

L'Angleterre déclina l'idée d'un congrès. Russell justifia cette décision par la réponse même de la Russie qui ne s'était adressée qu'aux trois capitales: il serait donc étrange de la mettre en présence de douze [56]. Mais la diplomatie anglaise se rendait bien compte qu'elle ne pouvait pas laisser la France agir seule. Déjà le 11 avril Russell avait pensé que la durée du soulèvement obligerait les capitales occidentales à intervenir. Ni l'Angleterre ni surtout la France ne toléreraient sans bouger une lutte prolongée entre les Polonais et les Russes [57]. Deux semaines plus tard il affirma que Napoléon ne voulait pas, pour le moment, aller au-delà d'une intervention diplomatique. Tout se bornerait, de sa part, à des démonstrations, à des discours, des pamphlets, des caricatures du « Charivari » pour entretenir l'agitation des esprits jusqu'à ce que d'autres événements plus graves lui permettraient de prendre une attitude plus menaçante [58]. Mais l'attitude de Napoléon pouvait changer d'un jour à l'autre. Bien des choses, soulignait Russell, dépendaient de ce qui se passerait en Pologne et du plus ou moins d'agitation de l'opinion publique en France [59].

Bien des choses dépendaient aussi de l'attitude du cabinet de Vienne. Rechberg constata dans ses instructions à Apponyi que les déterminations de l'Angleterre étaient appelées à exercer une grande influence sur la direction que prendraient les événements et il importerait donc à l'Autriche de savoir d'avance à quoi s'en tenir. Pourrait-elle compter sur la ferme volonté du gouvernement anglais d'empêcher la guerre? Dans ce cas elle serait facile à éviter; car Vienne et Londres, étant d'accord dans ce but, feraient prévaloir leurs volontés. Dans le cas contraire, et Hennessy avait prétendu que le parlement entraînerait le cabinet à la guerre, l'Autriche ne pourrait rester neutre et indifférente [60]. Russell répondit par un « non »

---

55) Rechberg à Metternich, 23-V, HHS. Frankreich 76.

56) AE. Angleterre, 6-V.

57) Russell à Napier, PRO. 105, 11-IV.

58) Rapport de Londres, AE. B, Grande-Bretagne 43.
Le ministre de Belgique à Francfort, en analysant l'opinion publique allemande, constata: « Mais, les personnes qui ne s'arrêtent pas à la surface des choses voient dans cette démonstration un événement sérieux. Elles considèrent que l'Empereur Napoléon qui en a eu la pensée ne fait rien légèrement, elles sont convaincues qu'il a un but auquel il marche, elles rappellent certains précédents qui ne sont pas sans analogie avec ce qui se passe aujourd'hui et enfin elles mettent au compte de Sa Majesté l'attitude qu'ont prise la Suède et en dernier lieu le Danemark, attitude qui ne se justifie, suivant elles, que par la certitude d'un puissant appui, car que peuvent, livrés à leurs propres forces, la Suède contre la Russie, le Danemark contre l'Allemagne entière ». - AE. B, Confédération Germanique 10, 22-IV.
Napoléon engagea le comte de Flahault à écrire à ses amis en Angleterre et à faire dire à lord Russell que dans l'affaire de Pologne il était bien décidé à agir d'accord avec l'Angleterre et à ne pas aller plus loin que cette puissance. Flahault écrivit cette lettre le 29 avril. - Goltz à Bismarck, 28-IV. APP. III, No. 463. Flahault à Russell, PRO. 62, 29-IV.
Sur la méfiance anglaise envers Napoléon voir annexe IX.

59) Rapport de Londres, 29-IV, AE. B, Grande-Bretagne 43, 29-IV.
Annexe X.

60) Rechberg à Apponyi, HHS. England 62, 16-IV.

absolu à la question de Rechberg si l'Angleterre désirait ou avait l'intention de faire la guerre à la Russie. Mais Russell était moins explicite quand il s'agissait de répondre à la question si le gouvernement anglais était décidé d'empêcher la guerre dans le cas, où Napoléon III en prendrait l'initiative. Il ne pouvait prendre sur lui de donner à l'Autriche une réponse catégorique sans s'être concerté avec lord Palmerston, et sans avoir soumis la question au conseil des ministres. Palmerston, pour sa part, disait à Apponyi que la guerre pour la Pologne était contraire aux intérêts anglais, mais il ne la considérait pas comme une impossibilité absolue. Il ne savait d'ailleurs pas comment l'Angleterre pouvait l'empêcher. Le seul moyen efficace ce serait de menacer la France, de se ranger du côté de la Russie: et cela était et serait « toujours absolument impossible ». La neutralité était le moins que Londres pût faire et c'était tout ce que Paris demandait. Napoléon, d'après Palmerston, était assez puissant pour faire la guerre à lui seul et cette guerre serait populaire en France « au plus haut degré ». Ses finances n'étaient pas dans un état brillant, mais la France était un pays plein de ressources; sa flotte était magnifique, son armée nombreuse, qu'aurait-il à craindre? S'il envoyait dans la Baltique une expédition de 60.000 hommes, cette armée pourrait facilement s'établir en Pologne avant l'hiver, et un corps d'observation de 40.000 hommes sur le Rhin lui suffirait pour tenir la Prusse en respect. Et Napoléon pouvait toujours compter sur la Suède qui n'avait pas oublié la perte de la Finlande. La conclusion que tirait Apponyi du langage de Palmerston était que le premier ministre britannique était plutôt disposé à subir et même à seconder, dans une certaine mesure, les projets du souverain des Tuileries, qu'à s'y opposer résolument [61].

Avant même avoir reçu le rapport d'Apponyi sur ses entretiens avec les ministres anglais, Rechberg répéta son opinion que l'Autriche ne pourrait rester neutre dans une lutte engagée au sujet de la Pologne. Il était illusoire de penser que ce conflit pût être localisé dans les provinces voisines de la Baltique. Le gouvernement de Vienne était trop directement intéressé dans tout ce qui touchait à la Pologne pour rester spectateur indifférent des événements. Il devrait de toute nécessité prendre part à la guerre et il était fort probable que la Prusse se trouverait également bientôt impliquée dans ce qui se passerait [62]. Ce qui importait le plus au comte Rechberg était de savoir si l'Angleterre exercerait toute son influence à Paris dans le sens du maintien de la paix; et sur ce point les paroles de Russell et de Palmerston n'étaient pas très explicites. Si le cabinet de Vienne tenait tant à prévenir des complications plus graves, c'était que la neutralité de l'Autriche serait à peu près impossible dans le cas d'une guerre entre la France et la Russie au sujet de la Pologne. « Du moment où la reconstruction d'une Pologne indépendante serait en jeu — et il ne pourrait en être autrement dès que la guerre aurait éclaté — les intérêts de l'Autriche seraient trop gravement engagés pour que nous puissons nous abstenir». Le rétablissement de la monarchie polonaise impli-

---

61) Apponyi à Rechberg, 22-IV, HHS. England 62.

62) Rechberg à Apponyi, lettre personnelle, 23-IV, ibid.

« Austria is determined not to take up arms for the Poles, though she is ready to expend a large amount of her ink and paper in their service ». - Bloomfield, Vienne, à Russell, PRO. 42, 23-IV.

quait nécessairement pour l'Autriche dans un avenir plus au moins rapproché la perte de la Galicie. « Nous nous trouverions donc forcément placés dans l'alternative soit d'empêcher à tout prix cette résurrection de la Pologne, soit de nous approprier une compensation territoriale équivalente à la province que nous devrions abandonner ». Dans l'un ou l'autre cas le cabinet de Vienne serait obligé d'avoir recours aux armes pour sauvegarder ses intérêts [63]. Rechberg avertit en même temps le gouvernement anglais que l'ambassadeur de Prusse lui avait développé tous les motifs qui rendraient au cabinet de Berlin impossible de garder la neutralité dans une pareille éventualité et il avait proposé à celui de Vienne de déclarer conjointement à Londres qu'une expédition française dans la Baltique et un débarquement sur les côtes de cette mer seraient un casus belli. Rechberg avait décliné de répondre à cette ouverture [64]. Rechberg soulignait surtout au prince Metternich la préoccupation qu'avait son gouvernement de ne pas se laisser entraîner par la France dans une voie qui aboutirait infailliblement à mettre la paix en péril. La reconstruction d'un royaume polonais indépendant n'entrait point dans les voeux de l'Autriche et elle ne voulait pas travailler à ce but [65]. En même temps Rechberg assurait le cabinet de St. Pétersbourg que sa politique n'avait point varié et qu'il entendait se maintenir dans l'attitude prudente qui lui paraissait être la plus conforme aux véritables intérêts de son pays lesquels étaient étroitement liés, dans la question polonaise, à ceux de la Russie [66].

Russell partageait entièrement l'avis du ministre des affaires étrangères d'Autriche sur l'impossibilité de localiser la guerre, si elle venait à éclater entre la France et la Russie. Le passage de la lettre de Rechberg où il était dit que, dans ce cas, il serait inadmissible que l'Autriche pût rester neutre dans une lutte engagée au sujet de la Pologne, était interprêté par lui comme une indication que le gouvernement de Vienne se rangerait du côté de la Russie [67]. Quelques jours plus tard Apponyi, en analysant la situation, écrivit à Rechberg que le dilemme inévitable pour la diplomatie occidentale était de choisir soit des larges concessions de la part de la Russie garanties par les puissances, soit la guerre. L'Autriche devrait alors se joindre aux capitales occidentales [68].

Londres tint aux diplomates prussiens le même langage qu'il avait tenu à l'ambassadeur d'Autriche. A la remarque qu'une Pologne indépendante serait, en fait, un protectorat français, le premier ministre anglais répondit que, même en ce cas, il devait déconseiller une attaque directe de la France par la Prusse. Buchanan avertit officiellement Bismarck que l'Angleterre serait incapable de défendre l'Etat prussien contre une action française et il recommanda la prudence au gouvernement de Berlin. Aussi Bernstorff fit savoir à ses chefs que l'effervescence de l'opinion

---

63) Rechberg à Apponyi, lettre personnelle, HHS. England 62, 30-IV.

64) Ibid. Bloomfield à Russell, FO. 7/652 Austria, 30-IV.
Gortchakow, de son côté, s'efforçait de rétablir le concert des puissances copartageantes, également menacées par l'indépendance de la monarchie polonaise. - Redern, St. Pétersbourg, à Bismarck, 19-IV. Friese: Russland und Preussen, p. 322.

65) Rechberg à Metternich, 29-IV, HHS. Frankreich 76.

66) Rechberg à Thun, HHS. Russland 53, 2-V.

67) Apponyi à Rechberg, HHS. England 62, 29-IV.

68) 6-V, ibid.

publique anglaise en faveur de la Pologne était si grande que même l'apparition des armées impériales sur le Rhin ne changerait rien aux sentiments britanniques [69].

* * *

Mais, outre l'enthousiasme des Anglais pour la Pologne, enthousiasme qui en avril et en mai atteignit son paroxysme [70], un autre élément faisait souhaiter aux Anglais, dans l'intérêt de leur empire, de voir entravées les forces principales de la France. C'était la crainte d'une guerre anglo-américaine. « Qu'est-ce que nous ferions si les Etats-Unis et la Russie nous attaquaient ensemble? » — se demanda lord Russell [71]. Buchanan se justifia à l'égard de la Prusse en déclarant que l'imminence d'un conflit entre son pays et les Etats-Unis ne permettait pas à son gouvernement de s'engager à soutenir la Prusse dans une action éventuelle contre la France dans la Baltique [72]. L'appréhension des difficultés sérieuses avec l'Angleterre à l'occasion des bâtiments de guerre construits à Liverpool pour les rebelles continuait à agiter le public américain « d'une manière alarmante » [73]. Paris ne cachait point l'espoir de voir la rupture entre les Etats-Unis et l'Angleterre s'accomplir, on prétendait même que la diplomatie française y travaillait [74]. Apponyi manda de Londres que les relations entre Londres et la capitale américaine étaient, depuis quelque temps, telles qu'elles pouvaient conduire à de sérieuses complications. Le langage provoquant des meetings et de la presse américaine, les conséquences désastreuses de la guerre civile, le blocus exerçé sur le commerce anglais et sur l'industrie cotonière, les saisies continuelles de navires partis de ports anglais à destination de ports neutres, sous prétexte qu'ils étaient chargés de contrebande de guerre destinée aux confédérés: toutes ces raisons causaient dans le parlement, dans la presse et le public une irritation profonde, que le gouvernement parvenait difficilement à calmer. Une guerre avec les Etats-Unis serait « infiniment plus populaire ici qu'une guerre contre la Russie en faveur de la Pologne ». L'Angleterre, constata l'ambassadeur d'Autriche, ne faisait pas la guerre pour une idée. La cause polonaise n'était pas pour elle une affaire d'intérêt. Il n'en était point de même de la question américaine, où l'Angleterre avait son honneur à maintenir, des affronts à venger et les intérêts les plus vitaux de son commerce à sauvegarder [75].

Dans ses entretiens avec Russell et Palmerston Apponyi observait, pour sonder le terrain, qu'une guerre de l'Angleterre contre les Etats-Unis lui

---

69) Bismarck à Werther, Vienne, 24-IV-1863. APP. III, No. 433. Bernstorff, 20-IV, 26-IV, 27-IV, No. 449, 454, 456.

70) Sur les réactions de l'opinion publique en Angleterre: Wereszycki: Anglia a Polska 1860-1865, chapitre IV.

71) PRO. 105, 11-IV-1863, Russell à Napier.

72) Bismarck à Werther, 24-IV, APP. III, No. 449.

73) Rapport de Washington, HHS. U.S.A. 20, 16-IV.

74) Rapport de Paris, Staatsarchiv Darmstadt, Gesandtschaften 28 b, 21-IV.

75) Apponyi à Rechberg, HHS. England 60, rapport No. 29 A, 25-IV.

paraissait plus probable que contre la Russie. Tous deux étaient d'accord sur la probabilité de la guerre américaine, quoique le premier ministre britannique ajoutât qu'il ne pouvait pas croire encore que les fédéraux, dont la position était déjà critique, voulussent de gaieté de coeur s'attirer en outre une guerre contre l'Angleterre. Apponyi ne doutait point que Palmerston n'envisagêat sérieusement la possibilité de cette guerre, et cette supposition donnait à Apponyi lui-même la clef du langage que le premier ministre lui avait tenu l'autre jour à propos de la question polonaise. En lui disant que l'Angleterre se réservait sa liberté d'action, qu'elle prendrait conseil des circonstances et des événements, soit pour rester neutre soit pour s'allier avec la France, il pensait sans doute à l'éventualité d'une guerre américaine. C'était par là aussi qu'Apponyi expliquait l'indifférence avec laquelle Palmerston envisageait une guerre isolée de la France contre la Russie et une démonstration sur le Rhin que, dans d'autres circonstances, il n'aurait pas prise si légèrement. Une fois engagée en Amérique, l'Angleterre ne pourrait plus rien empêcher en Europe, et c'était là, concluait Apponyi, un des dangers de la situation et une grave considération pour le gouvernement de Vienne [76].

Van de Weyer manda à Rogier que « plusieurs membres du cabinet » avec qui il avait eu des entretiens confidentiels au sujet des relations plus que tendues entre les Etats-Unis et l'Angleterre ne lui cachaient point leurs vives appréhensions à cet égard. Lord Russell, lui-même, était convaincu que le cabinet de Washington voulait une rupture et que le ministre américain de la marine poussait à la guerre de toutes ses forces. De là les mesures prises par la marine américaine; de là aussi le langage hostile à l'adresse de l'Angleterre tenu par tous les journaux qui prenaient le mot d'ordre du cabinet de Washington. Dans l'état d'exaspération, disait Russell, où la saisie des navires anglais avait jeté les armateurs et les négociants, et avec l'esprit qui animait en ce moment la chambre des pairs et la chambre des communes le refus des Etats-Unis de faire droit « aux justes réclamations » ou leur persistance dans les mesures dont les Anglais se plaignaient pourraient avoir les plus graves conséquences. Russell ne se dissimulait point à quel danger « le monde entier » serait exposé si la guerre éclatait entre Londres et Washington. La France qui redoublait d'efforts pour entraîner l'Autriche à un remaniement européen, aurait alors ses coudées franches et saisirait avec empressement cette occasion favorable pour reconquérir ce qu'elle appelait ses frontières naturelles. Le langage de l'empereur et de son entourage inspirait à Londres de vives inquiétudes. Ce qui augmentait les dangers de la situation, c'était la conviction qu'avaient de leur côté les Etats-Unis que l'Angleterre voulait à tout prix le démembrement de l'Union et la destruction de son commerce [77]. Palmerston déclara au ministre de Belgique qu'il ne croyait pas à une guerre contre les Etats-Unis; une guerre continentale lui paraissait plus probable [78]. A Berlin, on attendait avec anxiété les nouvelles d'Amé-

---

76) Apponyi, 25-IV, rapport No. 29 B, ibid.

77) Van de Weyer à Rogier, rapport, AE. B. Grande-Bretagne 43, 25-IV.

78) 28-IV, ibid.
Annexe XI.

rique, les Prussiens étaient convaincus qu'une rupture de l'Angleterre avec les Etats-Unis laisserait à Napoléon les coudées franches sur le continent européen [79].

Un nouvel entretien avec lord Russell confirma Apponyi dans sa conviction que, tant que le gouvernement anglais aurait la possibilité d'une guerre contre les Etats-Unis comme une épée de Damoclès suspendue sur sa tête, il serait tout à fait impossibile de l'amener à une déclaration catégorique sur la conduite qu'il comptait tenir dans la question polonaise. Russell était convaincu lui-même que cette question ne touchait pas aux intérêts anglais, et qu'on ne pouvait exiger de l'Angleterre qu'elle s'engageât dans une guerre qui la forcerait à négliger des intérêts majeurs [80].

* * *

En avril le prince Alexandre de Hesse, frère de la tzarine, s'était rendu en Angleterre, pour assister au baptême de la fille de son neveu, le prince Louis, comme représentant du grand-duc. La reine Victoria désirait qu'il vît Palmerston et Russell, et qu'il causât avec eux des affaires de Pologne. La double qualité du prince Alexandre comme beau-frère du tzar et général autrichien aurait exercé une influence modératrice et pacifique sur ses ministres, pensait la reine. Avant de parler aux ministres, le prince avait vu l'ambassadeur d'Autriche à Londres. Apponyi lui expliqua que la politique autrichienne envers la Pologne était celle « de la conciliation » et tendait à s'entendre préalablement avec l'Angleterre, afin d'empêcher toute tentative d'une guerre qui amènerait infailliblement une perturbation européenne. Le prince Alexandre trouvait le premier ministre britannique « très polonais et très antirusse, ne niant point la possibilité d'une guerre, mais se plaçant cependant sur le terrain des traités de 1815 et désirant, s'il était possible, un arrangement de nature à éviter une conflagration générale ». Il assura le prince qu'il attachait beaucoup de prix à marcher d'accord avec l'Autriche et le pria d'user de son influence à St. Pétersbourg, afin que de sages concessions ne rendissent pas impossible une solution générale. Lord Russell s'exprima à peu près dans le même sens. Le prince insista beaucoup sur la rectitude des vues de la reine qui lui avait promis l'appui de toute son influence auprès de ses ministres et avait témoigné une grande sympathie pour l'Autriche avec laquelle elle désirait vivement agir de concert.

Le 6 mai le prince était reçu par Napoléon III. Tout en protestant de son désir de maintenir la paix, l'empereur insista néanmoins sur la sépa-

---

79) Rapport de Berlin, AE. B, Prusse 22, 27-IV.

Le roi Guillaume nota en marge d'un rapport de Bernstorff: « Wir müssen alle unsere Anstrengungen dahin richten, dass England, selbst wenn es durch die amerikanische Frage absorbiert werden sollte, niemals an Frankreich einen Krieg gegen Deutschland, also Preussen, gestatte und ebensowenig eine maritime Expedition in der Ostsee gegen Russland ». - APP. III, No. 433, 28-IV.

80) Apponyi à Rechberg, England 62, 29-IV.

Le ministre de Suisse manda de Vienne: « Die kriegerischen Befürchtungen, welche man in den letzten Tagen wegen des englisch-amerikanischen Streites hegte, haben eine baldige Beruhigung gefunden und nur die polnische Frabe allein flösst noch Besorgnisse ein. - Eidgenossisches Bundesarchiv, Berne, Gesandtschaft in Wien, 2-V.

ration complète du Royaume sous le sceptre ou la vice-royauté même d'un prince russe [81].

Le 3 mai Palmerston eut un long entretien avec Klindworth. Le premier ministre ne cachait point son avis que toute ligne politique, qui ne prenait pas pour point de départ que l'union de la Pologne à la Russie était impossible, était une politique fausse par la base, qui entraînerait pour ceux qui la suivraient les déceptions et les conséquences les plus graves. Si la Russie ne faisait pas des concessions très étendues et si Napoléon voulait l'y forcer, l'Angleterre ne s'y opposerait pas. Palmerston se montra très courroucé et plein de mépris pour le gouvernement prussien; une alliance avec la Russie pourrait avoir pour la Prusse les plus graves conséquences. En ce qui concernait la question polonaise le gouvernement russe devait accorder au Royaume un régime représentatif et une administration distincte de celle de l'empire russe et en dehors de cette double concession libérale il n'y avait aucune solution sérieuse et pacifique possible dans le conflit polono-russe. Aucun gouvernement anglais, souligna Palmerston, ne pourrait défendre le régime russe, tel qu'il se trouvait actuellement établi en Pologne, et moins encore prendre fait et cause pour sa durée. On se trompait fort, en supposant que la politique de l'Angleterre dans la question polonaise était une politique exclusivement de compassion et d'humanité, car c'était également une politique d'intérêt et de sollicitude active pour le système de l'Europe, dans ce sens que, depuis 1814, tout gouvernement anglais avait toujours regardé l'établissement de la Russie sur les bords de la Vistule comme une large brêche faite par le congrès de Vienne à l'équilibre des puissances. Pour réparer, autant que possible, le mal fait par la politique de ce congrès, il n'existait, dans l'intérêt des grandes puissances, comme dans l'opinion libérale de l'Europe, aucun autre remède que celui de restituer « à la nation polonaise sa vitalité politique et son autonomie administrative », à moins que la Russie ne préférât de perdre, tôt ou tard, ses possessions polonaises. Tout le monde acceptait encore aujourd'hui le fait de l'établissement russe en Pologne et rien n'annonçait que, dans la phase actuelle de la question, l'empereur Napoléon voulût dépasser la limite d'une solution pacifique; du moins jusqu'ici ce souverain s'était abstenu envers lui, Palmerston, de toute ouverture, confidentielle ou officielle, faite dans un sens contraire; mais néanmoins ses projets belliqueux contre la Russie, dans cette occurrence, étaient aujourd'hui connus de tout le monde, et si demain, les événements et l'obstination du cabinet de St. Pétersbourg aidant, il voudrait les mettre à exécution, le gouvernement anglais ne saurait s'y opposer sauf quelques réserves à faire, et en supposant que leur véritable but ne serait autre que d'empêcher « l'oeuvre de la dénationalisation des Polonais » [82]. L'empereur — constata Russell de son côté — ne brusquait rien, mais il n'abandonnait jamais une idée. Il était pacifique pour le moment, mais combien de temps ces dispositions dureraient-elles? [83] La même crainte des plans français à

---

81) AE. Hesse-Darmstadt, 15-VI. HHS. England 60, 6-V, rapport No. 32 D. HHS. Frankreich 77, 7-V. Staatsarchiv Darmstadt, Gesandtschaften 28 b, 7-V. HHS. Darmstadt 60, lettre du prince Alexandre, 16-VIII. Bernstorff, Londres, à Bismarck, 6-V, APP. III, No. 485. Reiset, op. cit., p. 287. Corti: The downfall of three dynasties, p. 365-370. Dalwigk: Tagebücher, p. 103-4.

82) HS. England 60, rapport No. 32 C. 6-V.

83) Rapport de Londres, AE. B, Grande-Bretagne 43, 7-V. Annexe XII.

propos des événements de Pologne était visible en Allemagne. On ne doutait pas à Francfort que tout ce que faisait Napoléon était une simple préparation, une mise en scène pour le drame à jouer au premier moment qui paraîtrait propice [84].

Palmerston chargea donc Klindworth d'écrire confidentiellement à Rechberg pour lui demander de prendre l'initiative d'un programme à formuler dans la question polonaise. Négocier, selon le premier ministre britannique, voulait dire de la part de la Russie « attendre et résister », de la part des puissances occidentales cela devait signifier « agir et la faire céder ». Palmerston souligna qu'il espérait arriver par cette négotiation commune « à une solution pacifique » [85]. En même temps les Anglais, en réplique à la proposition d'une conférence, émirent l'idée d'un armistice d'un an. Pendant cet armistice, l'administration civile et politique serait entièrement aux mains des Polonais. Les Russes, qui ne pourraient pas augmenter l'effectif de leurs troupes, maintiendraient les forteresses et les postes militaires facilitant la communication avec St. Pétersbourg, la Galicie, la Posnanie et la Silésie [86]. Le cabinet de Paris s'empressa d'adhérer. Le baron Gros trouva l'idée « fabuleuse », Drouyn de Lhuys « lumineuse » [87]. Ce dernier constata que « cette proposition satisfaisait l'humanité »; en outre, elle engageait encore plus le gouvernement de Londres: « nous ne le regrettons pas » — précisa-t-il [88].

Pour dissiper toute illusion sur l'attitude de l'Angleterre Russell prit part à la discussion à la chambre des pairs. Il prononça un discours pacifique, et mit en garde l'opinion contre toute fausse interprétation qui pourrait être donnée à l'intervention anglaise à St. Pétersbourg en faveur des Polonais. Ni le gouvernement anglais, ni le parlement ne seraient disposés à se lancer dans des entreprises dangereuses et aventureuses; l'Angleterre ne ferait rien de plus que des représentations au gouvernement du tzar, telles qu'il serait propre à l'Angleterre de faire entendre. Le discours surprit agréablement les ambassadeurs de Russie et de Prusse [89].

* * *

L'Autriche refusa son adhésion. Russell avertit donc la cour de Vienne que le désaccord des capitales occidentales ne pouvait que précipiter la guerre [90]. Pour parer à ce danger Rechberg avança le projet d'un programme à présenter aux Russes et relatif seulement au Royaume. Il ne mentionnait même pas les autres provinces polonaises restant sous la do-

---

84) Rapport de Francfort, AE. B, Confédération Germanique 10, 1-V.

85) Apponyi à Rechberg, HS. England 60, 8-V.
« The King's opinion is that peace or war will depend upon how far the Emperor of the French can count upon the support, or have to encounter the opposition of Great Britain ». - Buchanan, Berlin, à Russell, FO. 64/541, Prussia, 2-V.

86) AE. Angleterre, 6-V.

87) Vitztum v. Eckstaedt, p. 226, lettre du 2 juin.

88) AE. Angleterre, 10-V. AE. Autriche, 9-V.

89) HHS. England 60, 11-V.

90) FO. 7/648, Austria, 9-V-1863.

mination du tzar [91]. Ce programme en six points ne comportait rien que les Polonais n'eussent déjà obtenu en Galicie, c'est-à-dire une représentation nationale et une autonomie culturelle. Le point le plus important traitait de la liberté du culte catholique et de la suppression de toutes les restrictions légales imposées au catholicisme. Rechberg expliqua que son gouvernement ne pouvait pas appuyer des demandes plus étendues parce que cela provoquerait tôt ou tard une rupture ouverte et le conflit. En outre, il s'agissait, dans son esprit, d'un conseil amical, d'une suggestion et non d'une demande comminatoire. Il justifia le refus de Vienne de participer à un congrès ou à une conférence des puissances européennes par la crainte de voir la Russie soulever d'autres questions [92] Rechberg ne prononça pas le nom de l'Italie, mais c'était le problème de la Vénétie qu'il ne voulait pas soumettre à une discussion internationale [93]. Dans un télégramme à Metternich et Apponyi il souligna que le concours de l'Autriche « ne saurait être acquis à une démarche compromettante pour le maintien de la paix » [94]. Dans un autre télégramme du même jour il expliqua que les six points lui paraissaient être « le nec plus ultra » de ce que la Russie pouvait accorder « à des représentations amicales faites dans un esprit pacifique ». Des propositions allant plus loin lui sembleraient devoir nécessairement provoquer tôt ou tard une rupture ouverte et la guerre. La position géographique de l'Autriche, ses intérêts particuliers dans la question polonaise ne pouvaient permettre au gouvernement de Vienne de courir les chances d'une guerre en faveur de la Pologne que sous certaines garanties positives. Malgré son désir sincère de rester dans un accord intime avec la France et l'Angleterre, l'Autriche ne pourrait appuyer à St. Pétersbourg des demandes plus étendues que si la France et l'Angleterre s'engageaient catégoriquement « 1) à regarder pour elles-mêmes comme casus belli tout acte d'hostilité dirigé contre l'Autriche par une Puissance quelconque et provoqué par l'attitude du Gouvernement Impérial [95] dans la question polonaise. 2) En cas de guerre à y participer dans la même mesure que l'Autriche en mettant en ligne des forces égales ou en suppléant par des subsides à l'inégalité des contingents. 3) A garantir jusqu'à l'entière solution de la question polonaise et à respecter dans les arrangements qui termineront la guerre l'intégrité territoriale de l'Empire d'Autriche, ou bien à lui procurer une compensation territoriale entièrement équivalente aux territoires, ou portions de territoires, que l'Autriche pourrait être induite à céder à la Pologne si la marche des événements rendait d'un intérêt général la reconstitution d'un Royaume de Pologne fondé sur de larges et fortes bases. 4) A n'admettre au réglement définitif de la question polonaise, quelqu'extension qu'elle puisse prendre, que les Puissances signataires de l'Acte général du Congrès de Vienne.

---

91) « Ce n'est pas la Pologne de 1815 qui s'agite, c'est celle d'avant 1772, et sur ce terrain ce n'est pas une conférence qui peut prononcer, c'est la guerre ». - O' Sullivan, Vienne, à Rogier, AE. B. Autriche-Hongrie 31, 8-V.

92) AE. Autriche, 10-V, 12-V.

93) Déjà en mars, en commentant la mission de Metternich il avait déclaré au duc de Gramont qu'un ministère qui proposerait de se déssaisir de la Vénétie serait accusé de trahison et traduit à la barre du parlement. - AE. Autriche, 26-III.

94) HHS. Frankreich 76, 10-V.

95) C'est-à-dire autrichien.

Ce n'est qu'à ces conditions que le concours de l'Autriche pourrait être acquis à des démarches de nature à soulever des complications redoutables pour le maintien de la paix » [96].

En ce qui concernait le projet d'un armistice entre les Polonais et les Russes il paraissait à Rechberg « fort peu d'accord avec les sentiments de l'Angleterre ». Elle s'était toujours refusée à proposer en Amérique un armistice entre les deux parties belligérantes qu'elle avait pourtant reconnues comme telles. On ne pouvait guère cependant « comparer les bandes d'insurgés polonais aux armées des Etats du Sud et reconnaître aux premiers le droit d'être traités en puissance belligérante » [97]. Dans une lettre personelle à Apponyi Rechberg expliqua que dans une entente des trois cours occidentales il voyait surtout l'avantage de gagner du temps et de ne pas laisser la France s'engager de son côté dans des pourparlers particuliers, pendant que l'Autriche et l'Angleterre négocieraient à part [98].

La diplomatie française ne se faisait aucune illusion sur le rôle que se proposait de jouer le cabinet de Vienne. « L'Autriche n'avait donné son adhésion à l'accord entre les trois cours que pour le modérer et diriger » — avait écrit Drouyn de Lhuys après l'expédition des notes communes à St. Pétersbourg [99]. Metternich constata que Napoléon était assez porté à croire que les sympathies de l'Autriche la porteraient bien plus facilement à transiger avec la Russie et la Prusse qu'à s'engager avec la France [100]. Drouyn de Lhuys souligna que le projet des six points ne renfermait aucune concession qui n'eût déjà été promise ou même accordée par les Russes. Cependant, il jugeait qu'il serait acceptable si, après avoir été remanié dans un sens plus large, il était combiné avec la proposition anglaise d'une suspension d'armes et destiné simplement à servir de point de départ aux délibérations d'une conférence. Il se demanda ce qui subsistait des pourparlers intimes avec l'Autriche. « Ne nous disait-on pas que pour une grande Pologne à reconstruire, on ne ménagerait pas les sacrifices ». Or, maintenant la cour de Vienne « s'était refusée à tout ». Drouyn de Lhuys souligna à la fin de sa dépêche que les offres d'alliance faites

---

96) Rechberg à Apponyi et Metternich, HHS. Frankreich 76, 10-V.

Une question se pose. Cette dépêche, fut-elle jamais envoyée à Metternich et à Apponyi? Une analyse des rapports de ces deux diplomates et les réactions et la méfiance de la diplomatie française laissent supposer qu'elle n'est jamais sortie de la chancellerie de Rechberg. Elle reste néanmoins un curieux document indiquant les hésitations de l'Autriche envers la question de la reconstitution de la monarchie polonaise entre elle et la Russie.

97) Rechberg à Metternich et à Apponyi, HHS. Frankreich 76, 11-V.

Le ministre de Belgique à Vienne constata: « A la réception de cette proposition anglaise, le Comte de Rechberg se trouva dans une grande anxiété qui dure encore » - AE. B, Autriche-Hongrie 31, 11-V.

98) Rechberg à Apponyi, lettre personnelle, HHS. England 62, 11-V.

99) AE. Autriche, 22-IV.

« Il est évident que le centre de gravité de la situation est en ce moment à Vienne. La manière dont son Ambassadeur est traité ici suffirait seule pour rétablir cette vérité ». - Rapport de Paris, Staatsarchiv Darmstadt, Gesandtschaften 28 b, 17-IV.

100) Metternich à Rechberg, HHS. Frankreich 77, 7-V.

Gramont constata dans son rapport du 3 mai que la cour de Vienne, désirant la paix, participerait à la lutte si une guerre devait éclater et qu'elle ne serait pas aux côtés de ses voisins. - AE. Autriche, 3-V.

par la France étaient toujours valables [101]. Metternich, de son côté, ne laissait échapper aucune occasion soit aux Tuileries soit au ministère des affaires étrangères pour combattre l'idée de l'armistice et celle du congrès [102]. Napoléon déclara au prince qu'il n'y avait pour l'Autriche d'autre politique que choisir entre les trois combinaisons. « Entente complète avec nous, isolement, entente avec la Russie et la Prusse, c'est-à-dire jouer le grand rôle, jouer le rôle dangereux, ou jouer un rôle impossible » [103]. Au baron de Hübner, qui séjournait à Paris pour quelques jours, l'empereur expliqua qu'il n'était pas satisfait des nouvelles qui lui arrivaient de Vienne. « Je vois qu'on n'est pas franc, et qu'on entre dans les mêmes voies qu'en 1854 et 1855, lors de la guerre de Crimée. Qu'est-ce qui fut le résultat de sa politique alors? La guerre d'Italie que je n'aurais jamais faite, si l'Autriche avait été plus franchement avec nous pendant la guerre avec la Russie ». Hübner répondit que dans la question polonaise les intérêts autrichiens se trouvaient du côté de la Russie, car du jour où une portion de la Pologne russe aurait acquis son indépendance, la possession de la Galicie par l'Autriche deviendrait au moins précaire [104]. Gramont disait aux Autrichiens qu'ils étaient bien libres de ne pas s'associer à la France. « Notre attitude — précisa-t-il — restera amicale, courtoise, mais stérile; s'il vous arrivait malheur, nous vous plaindrions sans vous aider » [105]. Toute l'histoire diplomatique de l'année 1866 y était déjà esquissée.

Mais, c'était les dispositions d'esprit des diplomates anglais qui effrayaient la monarchie danubienne. Karolyi, ambassadeur d'Autriche à Berlin, informa son gouvernement d'un avertissement du roi Léopold I-er; d'après cet avertissement, l'Angleterre était plutôt disposée à pousser Napoléon vers une aventure, que d'entraver ses projets de guerre [106]. Apponyi manda de Londres que le langage du cabinet britannique tendait de plus

---

101) AE. Angleterre, 14-V. AE. Autriche 14-V.

« On ne paraît plus être aussi satisfait à Paris de l'attitude de l'Autriche, qui ne paraît pas disposée jusqu'à présent de régler sa conduite envers la Russie sur celle des puissances occidentales ». - Rapport de Paris, Geheimes Staatsarchiv, Ereignisse in Polen 1863, 17-V.

102) Metternich à Rechberg, HHS. Frankreich 75, 20-V.

Une curieuse analyse de la situation se trouve dans le rapport d'O' Sullivan. Il affirma: « Pour s'assurer de l'obéissance des Insurgés à l'égard de ce qui serait en réalité un armistice, on devrait à Paris s'adresser au Prince Czartoryski et l'on sait à Vienne que ce Prince dont la voix serait sans doute écoutée par la pluralité de ses compatriotes, porte ses vues ambitieuses plus loin que l'autonomie de la Pologne du congrès. C'est une grande Pologne qu'il veut, c'est la séparation d'avec la Russie, c'est la revendication des territoires cédés en 1772 à la Russie et à l'Autriche, c'est enfin, dans ce grand Royaume, un trône pour lui et pour la Fille de la Reine Christine. On croit deviner ici que l'insistance que met la France à compromettre l'Espagne dans la Question Polonaise, à demander la conférence a huit, pour y associer l'Espagne a côté de la Suède, pourrait bien avoir pour origine cette pensée d'une couronne pour une Princesse à demi Infante ». - AE. Autriche-Hongrie 31, 23-V.

103) Metternich à Rechberg, HHS. Frankreich 75, 20-V.

104) Hübner à Rechberg, lettre personnelle, HHS. Frankreich 75, 28-V.

105) Rapport de Vienne, AE. B, Autriche-Hongrie 31, 23-V.

106) Karolyi, Berlin, à Rechberg, 10-V. HHS, Preussen 83. Srbik, III, No. 1135.

en plus vers la reconstitution de la Pologne [107]. Klindworth manda de Londres que des pourparlers secrets entre l'Angleterre et la France au sujet d'une guerre contre la Russie étaient en cours. Palmerston lui déclara que l'Autriche serait capable de mener une campagne victorieuse contre les armées du tzar. Le premier ministre parla ensuite, « avec un grand mépris », de la Prusse comme d'un satellite de la Russie qui devrait partager avec elle les conséquences d'une défaite. L'Etat prussien, d'après Palmerston, avait un fanatique pour roi et un fou pour chef du gouvernement [108]. En même temps Russell et Palmerston commençaient à parler, aussi bien à Apponyi qu'à Klindworth, de la Pologne comme d'un protectorat déguisé de l'Autriche; un archiduc devrait être élevé au titre de roi de Pologne [109]. Rechberg répondit que l'Autriche devait accueillir très froidement de pareilles insinuations. Il n'entrait nullement dans ses projets de poursuivre une politique qui leur créerait plus d'embarras qu'elle ne lui offrirait d'avantages. « L'histoire nous apprend en effet combien les dynasties gagnent peu à l'établissement de branches cadettes sur des trônes étrangers ». Les sacrifices qu'imposerait à l'Autriche une guerre, la perte assurée d'une riche et belle province comme la Galicie, ne seraient

---

107) Apponyi, Londres, à Rechberg, HHS. England 60, 16-V.

Bernstorff manda de Londres à Bismarck: « Lord Palmerston gegen den ich beiläufig des englischen Vorschlags (Waffenstillstand) erwähnt und dabei bemerkt habe, dass derselbe, wenn er angenommen würde, meiner Meinung nach früher oder später zur Unabhängigkeit Polens führen müsste, antwortete mir mit seiner gewohnten Leichfertigkeit, das sei ja kein Unglück, und als ich erwiderte, das sei für uns eine Lebensfrage, meinte er, für die Polen sei es eine Lebensfrage, für uns, das sähe er nicht ein ». - APP. III, No. 499, 11-V.

Goltz écrivit de Paris: « Die Feindschaft Lord Palmerstons gegen Russland scheine grösser zu sein, als die Besorgnisse, welche demselben das Uebergewicht Frankreichs, welches, eine unvermeindliche Folge der Herstellung der polnischen Unabhängigkeit sein müsste, einflössen sollte. Auch hier gehe man in den Plänen für Polen immer weiter, ohne dabei für jetzt an den Rhein zu denken, dessen Angriff England wohl nicht zugeben dürfte ». - APP. III, No. 514, 20-V.

108) Apponyi à Rechberg, 18-V, HHS. England 62.
Annexe XIII.

109) « Dans le dernier entretien que j'ai eu avec Lord Russell, ce ministre a jeté, en passant, un mot d'une grande portée et dont je ne puis manquer de faire mention. En parlant de la difficulté presqu'insurmontable de réconcilier les Polonais avec la domination russe, Sa Seigneurie me dit: « Si on pouvait faire gouverner la Pologne par un Autre, ce serait bien mieux ». « Mais cet Autre — répondis-je — serait toujours un Prince russe ». « Mais non » — répliqua le Ministre — « je veux parler d'un Archiduc d'Autriche, que nous préférerions à toute autre combinaison; mais qui sait si cela vous conviendrait ». - Apponyi à Rechberg, 6-V, HHS. England 62.

La diplomatie anglaise pensait toujours que l'Angleterre devrait donner tout appui possible à la monarchie danubienne si celle-ci était impliquée dans un conflit en Europe orientale. « Si l'Autriche était disposée à une action active en Pologne, nous serions obligés de l'aider » — avait constaté Russell à Cowley le 2 mars. PRO. 105. 2-III. En mai, le même langage fut tenu non seulement par les ministres mais aussi par la reine. - Bernstorff à Bismarck, 6-V, APP. III, No. 484, 485.

D'autre part, les Autrichiens soulignaient qu'en cas de complications internationales ils marcheraient avec les puissances occidentales: Metternich dit cela en mars (Filipowicz, No. 296), Rechberg en avril (HHS. England 62, 23-IV), Apponyi en mai (Vitztum v. Eckstaedt, p. 288).

Ce fut vers le milieu de mai que la pression de Londres sur la cour de François-Joseph devint la plus forte. - Goltz à Bismarck, 20-V, APP. III, No. 514.

Russell affirma: « If a Kingdom of Poland is ever to be created an Austrian Archduke must be the King ». - Russell à Bloomfield, Vienne, 20-V, PRO. 99.

« L'Angleterre me pousse vers une guerre » — constata au début de mai Napoléon au prince Alexandre, frère de la tzarine. Dalwigk, p. 104.

pas suffisamment compensés par la seule élévation d'un archiduc sur le trône de Pologne [110].

Apponyi, pressé par des ordres réitérés de Rechberg, appella l'attention de Russell « sur l'influence et le rôle du parti révolutionnaire cosmopolite dans l'insurrection polonaise ». La présence de ces révolutionnaires dénaturait le caractère national du mouvement et devait lui aliéner les sympathies des honnêtes gens. Russell répondit qu'il était loin de contester la présence et la mauvaise influence de l'élément subversif en Pologne. Mais cet élément ne manquait dans aucune révolution et dans celle-ci il était représenté dans des proportions comparativement trop minimes pour justifier les accusations du prince Gortchakow ou les alarmes exagérees du cabinet de Vienne. Les Polonais avaient eu de trop justes causes de se soulever pour qu'on pût attribuer l'origine de l'insurrection à des suggestions étrangères. Le parti révolutionnaire cosmopolite pouvait être l'auxiliaire, il n'était pas l'auteur du mouvement actuel. Palmerston était encore plus explicite. La crainte de la révolution cosmopolite, déclarait-il, était le motif obligatoire de toute dépêche continentale, c'était la décoration pittoresque dont se servaient les diplomates russes et allemands [111].

Le jeu de l'Angleterre était donc très simple. Elle s'efforçait, craignant d'être liée par la guerre civile en Amérique du Nord, d'associer l'Autriche à une campagne militaire de la France en faveur des insurgés. Une telle décision pouvait empêcher Paris d'exercer une influence prépondérante en Pologne reconstituée et rendre impossible de grands remaniements sur la rive gauche du Rhin [112]. Mais le conseil des ministres autrichiens du 19 mai se prononça contre toute idée d'une politique active dans la question polonaise; ce fut surtout Schmerling qui imposa à ses collègues ce point de vue; Rechberg n'était pas adversaire, sous certaines réserves, d'un rapprochement plus accentué avec les capitales occidentales [113].

---

110) Rechberg à Apponyi, 23-V, HHS. England 62.

111) Apponyi à Rechberg, rapport No. 36-D, 18-V, HHS. England 60.

Dans un autre rapport du même jour, Apponyi manda que ce qu'il fallait à la Pologne, c'était, d'après Russell, des « garanties contre l'oppression et la mauvaise foi russe », car les promesses les plus solennelles avait été trop souvent violées, pour que la Pologne pût avoir confiance. « La liberté religieuse proclamée par l'impératrice Catherine, la liberté politique accordée par l'empereur Alexandre », tout avait été foulé aux pieds par un gouvernement dont la loi suprême était le bon plaisir et qui avait pour maxime que ce qu'un souverain avait accordé, son successeur pouvait le révoquer. Russell croyait pour sa part qu'il pourrait être avantageux pour l'Autriche d'avoir entre elle et la Russie un Etat indépendant et fortement constitué et que d'ailleurs, en perdant une province, l'Autriche pourrait peut-être gagner un royaume, si un archiduc d'Autriche devenait le souverain de la Pologne. Apponyi répondit qu'il regrettait de devoir conclure du langage du ministre anglais que lui, Russell, s'éloignait de plus en plus des combinaisons d'une solution pacifique moyennant un compromis, pour faire place dans son esprit aux tendances vers la reconstruction d'une Pologne indépendante. « C'est possible, je ne le nie pas » — fut la réponse du lord. - Apponyi à Rechberg, HHS. England 60, rapport No. 36-E, 18-V.

La reine Victoria protesta énergiquement contre toute idée d'une monarchie polonaise indépendante avec un archiduc pour roi. Même un prince russe ne lui plaisait pas. - Victoria a Russell, AR. H 51/72, 10-VI.

112) En mars et en avril la diplomatie anglaise avait travaillé à un rapprochement prusso-autrichien. - D'après la correspondance privée de Russell.

113) Schlitter: Die Frage der Wiederherstellung Polens im oesterreichischen Ministerrat 1863 - Oesterreichische Rundschau, 1919.

* * *

Il ne resta donc plus aux trois puissances que de poursuivre leur discussion relative aux six points proposés par Vienne. Avant de s'y engager, Napoléon s'efforça, une fois de plus, de renouer un dialogue avec la Russie. Il expliqua au baron Budberg que le stade des concessions administratives était déjà dépassé et qu'il fallait « savoir se couper le bras à temps ». Il demanda donc, en tant qu'ami du tzar, l'indépendance du Royaume [114].

Gortchakow, pour diviser les cours occidentales, déclara que son gouvernement était prêt à accepter une négociation sur la base des traités, pourvu que toutes les questions européennes pussent y être discutées [115]. Il pouvait aisément prévoir qu'une telle pensée serait ardemment combattue par le cabinet de Vienne. Cette suggestion fut naturellement bien accueillie à Paris. Drouyn de Lhuys fit comprendre à l'ambassadeur russe que c'était maintenant St. Pétersbourg qui devait prendre l'initiative d'un congrès; une invitation de la France ne pouvait qu'éveiller des méfiances. La Russie proposerait un congrès relatif à la Pologne, et Paris, en contre-proposition, poserait la demande d'une conférence générale [116]. Gortchakow, mis au pied du mur, se déroba. Il répondit que le gouvernement russe ne consentirait jamais à discuter le problème polonais au sein d'une réunion internationale. Mais — ajouta le vice-chancelier du tzar — la Russie ne se refuserait pas à des pourparlers. Au cours de ces pourparlers son souverain ne ferait pas de difficultés pour informer les puissances, avec lesquelles il était en rapport d'amitié et de confiance, de sa pensée et de ses intentions. Alexandre II s'expliquerait sur la réforme qu'il voulait faire, écouterait les observations, les voeux et les suggestions qui lui seraient faites, « avec une disposition sincère d'y déférer ». Mais, « la garantie de sa parole devait suffire et il n'admettait pas qu'on lui en demandât d'autres » [117].

Or, l'Europe avait déjà pu juger la valeur de telles déclarations. « La Russie a si souvent manqué à sa parole — affirma lord Russell — [118] que nous ne pouvons plus avoir confiance en elle, et que nous ne devons plus nous contenter de simples promesses de sa part » [119]. Drouyn de Lhuys constata, au nom de son gouvernement, qu'il lui était très difficile d'attacher des espérances sérieuses à des institutions administratives sous le régime desquelles la mesure de recrutement avait pu être adopté [120].

En Russie, les adresses de dévouement continuaient à parvenir au tzar de toutes les parties de l'empire. Elles différaient peu les unes des autres,

---

114) Rapport de Czartoryski, 14-V. Lewak: Polska Działalność, p. 261. La même idée fut transmise par le frère de la tzarine. - Dalwigk, p. 104.

115) AE. Russie, 9-V. - FO. 65/631. Russia, 13-V-1863.

116) AE. Russie 26-V-1863.

117) AE. Russie, 10-VI-1863.

118) Dès le lendemain du traité de Paris le gouvernement russe refusait, malgré son engagement formel, de laisser commercer librement avec la Circassie, encore à cette époque pays indépendant, sans parler des engagements rompus envers la Pologne ou envers l'Eglise.

119) AE. Angleterre, 25-V-1863.

120) AE. Russie, 16-IV.

elles proclamaient toutes le désir de tout sacrifier pour « la défense des justes droits de la Russie sur la Pologne ». La défense du pays s'organisait sur « une grande échelle ». Les Russes travaillaient surtout activement à la fortification de Cronstadt [121]. Le tzar ne cachait plus aux diplomates étrangers sa méfiance des projets que Napoléon semblait avoir formés et liés à la question polonaise [122]. Cependant la Russie gagnait du temps, « ce dont elle avait le plus besoin » [123].

La discussion entre les trois cours sur la note à envoyer à la Russie se poursuivait. La France repoussa catégoriquement le projet autrichien d'une conférence à quatre; son ministre des affaires étrangères souligna la nécessité de poser le problème sur le terrain européen. L'Autriche persistait à ne pas vouloir donner son concours à la demande d'armistice. Un refus étant certain, elle ne désirait pas affronter « une situation très grave ». Enfin, parce qu'une « identité complète sur le fond comme sur la forme était indispensable », le cabinet français se rallia à l'idée d'une réunion des puissances signataires des traités de 1815. Vienne, sous la forte pression de Paris et de Londres, céda aussi et accepta le principe d'un congrès réunissant les représentants des huit Etats, elle promit en outre d'exprimer un voeu en faveur d'une suspension des combats [124].

Les diplomates anglais craignaient que des propositions autrichiennes, soumises au gouvernement russe sous une forme amicale, ne provoquassent de la part du prince Gortchakow que des réponses vagues et insignifiantes, tendant à prouver que ce que les puissances demandaient au cabinet de St. Pétersbourg, avait déjà été accordé en principe au Royaume par Alexandre II, ou formait partie de ce que souverain avait l'intention d'accorder aux Polonais dès que l'insurrection serait vaincue et l'ordre rétabli [125]. Le cabinet britannique avait discuté la question de savoir comment il serait possible d'obtenir de la Russie la garantie du fidèle et sérieux accomplissement des concessions qu'on obtiendrait d'elle, garantie sans laquelle ces promesses et ces concessions seraient illusoires, comme elles l'avaient été tant de fois, et ne pourraient inspirer aucune confiance aux Polonais. Le rétablissement pur et simple de la constitution polonaise de 1815, moins l'armée nationale, ajouta Apponyi, lui paraîssait toujours l'idée dominante chez les ministres anglais [126].

Rechberg était avant tout préoccupé de ne rien demander à la Russie qui dépassât la mesure de ce que l'Autriche elle-même avait accordé à ses

---

121) Rapport de St. Pétersbourg, AE. B, Russie 71, 12-V.

122) Rapport de St. Pétersbourg, Geheimes Staatsarchiv, Russland 1863, 24-V.

123) L'opinion du ministre de Hesse à Paris. - Staatsarchiv Darmstadt, Gesandtschaften 28 b, 15-V.

124) AE. Autriche, mai. AE. Angleterre, mai. FO. France, mai. FO. Austria, mai. HHS. England, mai. HHS. Frankreich, mai.

125) Apponyi à Rechberg, 18-V, rapport No. 36 A, HHS. England 60.

126) Rapport 36-B, 18-V, ibid.

« Une défiance réciproque continue à régner entre les trois grandes cours liées à l'apparence pour une même fin, mais les exigences croissantes de la situation et l'impuissance de lui tenir ouvertement tête laissent la haute main au gouvernement français dans la question polonaise ». - Rapport de Paris, 30-V, Generallandesarchiv Karlsruhe, Frankreich, No. 48/2060.

propres Polonais [127]). Ce fut surtout le résultat des élections françaises qui décida Rechberg aux concessions. Il avait craint une crise; l'empereur, d'après lui, afin de détourner son peuple d'une évolution libérale des institutions, pourrait chercher la gloire et les victoires dans une campagne militaire [128]).

Le prince Czartoryski, dans son rapport mensuel, informa le Gouvernement National que la politique de Napoléon avait pour but d'engager et de compromettre les deux autres cabinets afin qu'ils fussent obligés par leurs paroles et par leurs notes soit à entreprendre une action commune soit à adopter une attitude de neutralité bienveillante. Lord Cowley avait plusieurs fois répété au cours de cette semaine: « nous allons au-devant d'une humiliation ou d'une guerre » [129]).

Pendant toute cette négociation au sujet des six points l'Angleterre et l'Autriche étaient hantées par la possibilité d'un revirement de la situation et d'un rapprochement franco-russe. Russell craignait « un nouveau traité de Tilsit », Rechberg insista sur la menace, « aussi bien pour l'Allemagne que pour l'Europe », d'un accord, toujours possible d'après lui, entre Paris et St. Pétersbourg [130]).

La France, avant d'envoyer sa réponse à la Russie, entreprit un nouvel effort pour conclure une alliance avec l'Autriche. Gramont reçut l'instruction de faire valoir auprès de Rechberg toutes les raisons qui pourraient décider la cour de Vienne à « marcher plus résolument » [131]). Napoléon précisa à Metternich qu'il pouvait, le cas échéant, transporter, à travers l'Italie, 100.000 hommes. « Entre vous et moi » — ajouta l'empereur — « il y a tout un abîme en ce qui concerne l'idée que nous avons chacun de l'intérêt réel de l'Autriche... A nous deux, nous commanderions à l'Europe entière » [132]). Le « Constitutionel » du 9 juin écrivait: « Ce qu'il y a de certain, c'est que l'opinion publique attend beaucoup de l'Autriche dans la question polonaise ». Cette pression faite sur la cour des Habsbourg était d'autant plus forte que la diplomatie française avait pris au sérieux les

---

127) Rechberg à Metternich, 23-V, HHS. Frankreich 76.

128) Werther, Vienne, à Bismarck, 5-VI. Srbik III, No. 1149. Bloomfield, Vienne, à Russell 4-VI-1863. FO. 7/653.

129) Lewak: Polska Działalność, les rapports du 4 mai et du 14 mai, p. 255-261.

130) PRO. 99, 20-V. FO. 7/653 Austria, 26-V-1863.
L'indécision et l'hésitation de la diplomatie anglaise était aussi grande que celle de la France. Le cabinet de Londres craignait aussi bien une guerre qu'un rapprochement franco-russe. Il entravait la France et la poussait, il était décidé à aider l'Autriche mais il était retenu par ses embarras avec les États-Unis et la possibilité d'une guerre.

131) AE. Autriche, 14-V.
Palmerston jugeait bien la situation quand il disait que la France ne commencerait une guerre qu'après avoir obtenu la coopération de l'Angleterre et de l'Autriche. - Rapport de Londres, 12-V, AE. B, Grande-Bretagne, No. 2, supplémemt.
Drouyn de Lhuys écrivit en même temps au ministre de France à Copenhague: « L'affaire de Pologne domine aujourd'hui toute préoccupation; elle nous oblige à rechercher le concours de l'Autriche, et cette nécessité peut paralyser nos efforts en faveur du gouvernement danois. Sa cause dans tous les cas n'a certainement à gagner auprès de l'opinion à devenir un obstacle ou une difficulté dans une question qui réunit les sympathies de l'Europe entière ». - AE. Danemark, 19-V.

132) Metternich à Rechberg, 12-VI, HHS. Frankreich 77.

déclarations du prince Metternich, faites après son retour de Vienne, à savoir que l'Autriche, si le soulèvement durait encore quelque mois, serait obligée, par la force des choses, de conclure une alliance offensive avec la France et de prendre une part active à la guerre contre la Russie [133]. L'attitude autrichienne était très critiquée à Rome. On l'accusait de faiblesse et de tiédeur pour les intérêts de la religion. On lui faisait « un crime de n'avoir pas déjà ouvert une grande croisade catholique contre la Russie pour refouler cette puissance vers l'Asie et fonder une nouvelle Pologne » avec un archiduc pour roi. Ces reproches, le ministre d'Autriche les entendait répéter « tous les jours dans certains salons de Rome par des personnages influents et sincèrement dévoués au Saint-Siège » [134].

Cette fois encore le cabinet autrichien éluda la nécessité de prendre une position bien définie [135]. Rechberg informa Metternich qu'aussi longtemps que la guerre ne serait pas à ses yeux complètement inévitable, son gouvernement ferait tout son possible pour s'assurer une situation qui ne le forcerait pas à sortir de sa réserve [136]. En même temps il écrivit à St. Pétersbourg pour l'informer que l'Autriche voulait ménager la dignité et les intérêts vitaux de la Russie, faute de quoi l'on pourrait compter sur un refus de sa part et l'on s'exposerait ainsi à amener une situation fort dangereuse pour la conservation de la paix en Europe [137]. Thun devait expliquer à Gortchakow que le cabinet de Vienne persévérait dans ses efforts pour conserver aux explications avec la Russie un caractère pacifique et bienveillant [138]. Depuis le début de la crise, précisa Rechberg à Metternich, l'Autriche s'efforçait de maintenir l'action des puissances occidentales dans des limites qui permettaient d'espérer une issue pacifique [139]. En motivant son intervention dans les affaires de Pologne sur des raisons d'opportunité et en reléguant autant que possible au second plan les traités et le souvenir de 1815, elle voulait éviter que la question de Cracovie fût mise sur le tapis [140].

La situation de la cour des Tuileries était donc la même qu'au moment de l'envoi des premières notes à St. Pétersbourg. Il y avait d'une part les avances que la Russie avait repoussées, et d'autre part la demande faite à Vienne de « marcher plus résolument ». Il n'y manquait pas même des

---

133) Lewak: Polska Działalność, p. 466.

134) HHS. Vatican 205, 23-V.

135) Schlitter, op. cit.

136) Rechberg à Metternich, 23-V, HHS. Frankreich 76, instruction No. 5.
Metternich était d'avis que l'Autriche ne pourrait pas à la longue se soustraire à une alliance avec la France. - Metternich à Rechberg, 20-V, HHS. Frankreich 77.
Le ministre de Suisse manda de Vienne: « Die Hoffnungen, dass man sich zu einem entscheidenden Schritte zu Gunsten der Polen entschliessen werde, schwinden nunmehr ». - Eidgenossisches Bundesarchiv, Berne, Wien 1863, 4-VI.

137) Rechberg à Thun, 6-VI, HHS. Russland 53, instruction No. 1.

138) 6-VI, ibid., instruction No. 2.

139) Rechberg à Metternich, 12-VI, HHS. Frankreich 76.

140) Rechberg à Metternich et Apponyi, 12-VI, ibid.
Thiers écrivit de Vienne: « Le désir de la paix est général... On ne croit à rien pour cette année, et en tout cas, on fera de son mieux pour éviter la guerre. - Thiers: Correspondence, lettre du 9 juin, p. 524.

allusions à l'adresse de Berlin. L'empereur sonda discrètement les diplomates prussiens à Paris afin d'essayer de savoir si un rapprochement franco-prussien était possible en ce moment. Un tel rapprochement serait suivi, grâce à la médiation de la Prusse, d'un accord avec la Russie. Cet accord faciliterait la solution du problème polonais; les Russes proclameraient l'indépendance du Royaume, en s'arrangeant de telle façon qu'il devînt en fait un protectorat russe. Napoléon, était prêt à donner tout son appui au règlement de l'affaire à la condition d'une indépendance de pure forme proclamée par le tzar [141]. En même temps Drouyn de Lhuys informait Metternich que dans le pire de cas, c'est-à-dire si la Russie refusait tout, l'empereur était décidé à ne rien faire seul. Il examinerait en commun avec le cabinet de Vienne, dans le calme que les circonstances lui imposaient, la nouvelle situation [142].

Russell déclara à Apponyi qu'il ne désespérait pas du maintien de la paix, si la Russie ne se montrait pas trop obstinée à refuser des propositions raisonnables et si elle n'exaspérait pas l'opinion publique de l'Europe par un régime trop oppressif et trop exterminateur. Mais il avoua que même si une réconciliation pouvait s'opérer par un compromis entre la Russie et les Polonais, cette situation ne serait, à ses yeux, qu'une trêve, car la Pologne ne renoncerait jamais à ses idées d'indépendance complète. La solution définitive de cette question ne serait donc qu'ajournée. Mais pour Russell le fait d'éviter la guerre pour le moment serait déjà un grand gain. L'Angleterre, d'après lui, était déjà trop engagée dans la question polonaise pour s'en retirer, à moins d'obtenir pour la Pologne des concessions sérieuses et étendues. Le danger consistait en la résistance de la Russie à accorder ces concessions et dans sa mauvaise foi à les exécuter. Napoléon, précisa Russell, avait récemment dit à lord Cowley « qu'il fallait en arriver bientôt ou à une conférence ou à une rupture » Et le mi-

---

141) Napoléon à Reuss. Rapport de Reuss, 8-VI. Bismarck à Bernstorff, 22-VI. - Oncken, vol. I, No. 8, 10. Billault à Reuss, rapport de Reuss, 8-VI. APP. III, No. 578.

En même temps le gouvernement français recueillait les preuves de l'observation de la convention du 8 février et de l'aide fournie par les Prussiens aux Russes en vertu de ce traité. Elles furent envoyées à Londres avec la demande de faire des observations à Berlin. La France, en raison de l'initiative prise après la conclusion de la convention, voulut s'abstenir. Cette demande impériale inquiéta assez sérieusement Bismarck. - AE. Angleterre: 5-VI, 12-VI. Bismarck: Gesammelte Werke, vol. IV. No. 97.

142) Metternich à Rechberg, 2-VI, HHS. Frankreich 75.

Motley manda de Vienne à Seward: « The attitude of Europe is at present one of expectation... The prominent topic is naturally Poland. I have been informed on good authority, that the Emperor of the French had determined, with or without the alliance of any other power, to make war upon Russia, for purpose of securing the complete independence of the Polish Kingdom. Yet I have the best reasons for believing that this view is entirely erroneous. Most alarming reports are spread from time to time that the outbreak of hostilities is imminent; and the funds respond to the rumors with their usual alacrity of sinking, much to the advantage of the « bears »; yet thus far, I have been able to discover no ground for believing, this year, in a European war... Blood flows in Poland and ink is profusely shed in the bureaus of the great powers; but, thus far, there are no tangible proofs of any effectual movement to aid the insurgents on the part of foreign governments... As yet there has been no proclamation of neutrality as between Russia and Poland; the insurgents have not been declared lawful belligerents; nor have any war vessels built, manned, equipped and armed in English ports, hoisted the Polish flag, and burned Russian merchantmen on the ocean ». - Motley to Seward, 1-VI, Diplomatic Correspondence.

nistre britannique ajouta en souriant que l'une de ces alternatives n'excluait pas l'autre et que la rupture pourrait bien être la suite de la conférence. Apponyi observa au lord qu'il serait pour l'Autriche plus difficile qu'à l'Angleterre de rester neutre si une guerre venait à éclater, Russell répondit que dans ce cas le rôle de l'Angleterre serait principalement celui de protéger et de défendre l'Autriche, si des embarras et des dangers surgissaient pour elle par suite de sa coopération avec les puissances occidentales. Comme l'ambassadeur d'Autriche lui faisait remarquer la difficulté d'une pareille assistance, Russell répondit « que les occasions et les moyens » d'être utile au cabinet de Vienne ne manqueraient pas à l'Angleterre [143]. « Mon sentiment intime — déclara lord Palmerston à Apponyi — est que la meilleure solution à donner à cette inextricable question serait de reconstituer une Pologne indépendante sous le sceptre d'un prince étranger, et je crois qu'un archiduc autrichien serait la combinaison la mieux accueillie en Pologne ». Pour l'Autriche, souligna le premier ministre britannique, ce serait l'établissement d'un royaume ami et allié sur ses frontières qui la séparerait de la Russie et débarasserait l'Europe de ce « promontoire moscovite qui s'avançait jusqu'au centre de la civilisation ». L'Europe, continua Palmerston, ne saurait rester à la longue spectatrice impassible de cette guerre d'extermination et plus elle se prolongerait, moins il serait possible d'arriver à un accommodement raisonnable. Les soldats russes étaient d'ailleurs « des barbares sans élan ni courage » [144].

Mais, si l'Angleterre était encline à subir une initiative française en Europe orientale, elle n'était pas décidée à l'encourager [145]. Quelques jours avant l'envoi de la note à St. Pétersbourg Russell déclara dans la Chambre des Lords qu'il ne voyait pas quel avantage pourrait résulter d'une guerre pour l'indépendance de la Pologne [146]. Ce discours de Russell causa à Paris « une sensation très désagréable » [147]. En même temps la cour de Russie était informée que la pensée constante du gouvernement de Londres était de calmer et de retenir la France pour l'empêcher d'entrer dans une voie de guerre [148].

La note française partit de Paris le 17 juin [149]. Elle réclamait: 1) amnistie complète et générale; 2) représentation nationale avec des pouvoirs

---

143) Apponyi à Rechberg, 1-VI, rapport No. 38-A, HHS. England 60.

144) 1-VI, rapport No. 38-C, ibid.

145) L'ambassadeur d'Angleterre à St. Pétersbourg, lord Napier, avoua qu'il ne savait pas quelle était la politique de son gouvernement envers la question polonaise. Il écrivit à Russell: « As the danger seems to thicken it becomes most desirable for me to know what course Her Majesty's Government have in view in case of a rupture between Russia and France... I do not know to what camp I belong ». - Napier à Russell, FO. 65/630, Russia, 28-IV.

146) « For my part I can see no advantage that could arise from armed intervention on behalf of Poland. I can see nothing but confusion and calamity likely to arise from an interruption of the peace of Europe ». - Hansard's Parliamentary Debates = Hansard, vol. CLXXI, 8 juin.

Cette déclaration pouvait résulter d'une pression exercée sur le ministre par la reine Victoria. Elle l'informa qu'elle désirait: « to relieve Russia from the fear she seemed to entertain of war being contemplated by England and as to the difficult position in which the Russian Government was placed with regard to Poland by the strong anti-Polish feeling in the rest of the Empire ». - Victoria à Russell, 19-V, AR. H 51/35.

147) Rapport de Paris. Staatsarchiv Darmstadt, Gesandtschaften 28 b, 19-VI.

148) Annexe XIV.

semblables à ceux qui avaient été déterminés par la Charte du 27 novembre 1815; 3) nomination des Polonais aux emplois publics, de manière à former une administration nationale et distincte, ayant la confiance du pays; 4) entière et parfaite liberté de conscience, abrogation des entraves mises au culte catholique; 5) adoption de la langue polonaise comme langue officielle, dans l'administration et en matière judiciaire aussi bien que dans l'enseignement; 6) établissement d'un système de recrutement régulier et légal. Elle conseillait une suspension des hostilités à la suite d'une proclamation faite par le tzar au nom de l'humanité. Elle proposait enfin une conférence des huit puissances signataires du traité de Vienne [150].

Drouyn de Lhuys constata dans une autre dépêche que la note français répondait imparfaitement à l'attente de l'opinion publique et aux nécessités des circonstances; « quelle que soit notre manière d'envisager les véritables conditions d'une pacification de la Pologne, nous avons adopté ces propositions dans un esprit de conciliation et nous sommes fondés à attendre de la Russie des dispositions semblables » [151].

La note anglaise était identique en substance [152]. Brunnow, ambassadeur de Russie, avait assuré Russell que son gouvernement était disposé à recevoir très volontiers toutes les suggestions qu'on lui promettait sur la question polonaise, qu'il en prendrait connaissance, les examinerait même sérieusement, et y répondrait avec le même esprit de conciliation qui les aurait, sans doute, dictés. « En attendant » — déclara Brunnow à de Weyer — « nous ne perdons pas de vue le côté positif de la situation, nous ne ménageons pas nos insurgés; nous tuons autant de Polonais et d'Italiens que nous pouvons, et les enterrons avec tous les honneurs de la guerre » [153]. Palmerston et Russell « se plaisaient à assurer » que l'objet pour lequel les trois puissances s'étaient unies était le maintien de la paix générale [154]. Le premier ministre britannique se félicitait publiquement « du concert franc et honorable » qui existait entre le gouvernement anglais et celui de l'empereur Napoléon sur toutes les questions qui en ce moment auraient pu, par leur importance, menacer la paix générale [155].

---

149) Staatsarchiv. No. 883, 885, 887. Les notes furent remises le 27 juin.

« Drouyn de Lhuys aussi bien que ses collègues ne fait aucune difficulté d'exprimer hautement l'opinion que la guerre serait la conséquence infaillible d'une plus longue persistance de la Russie à se refuser à la sérieuse application des mesures réclamées en faveur de la Pologne ». - Rapport de Paris, 18-VI, Generallandesarchiv Karlsruhe, Diplomatische Specialakten Russland, No. 48/3010.

150) Les six points renfermaient donc des demandes encore plus adoucies que celles que Napoléon avait insinuées à la Russie par l'entremise de la diplomatie prussienne.

151) AE. Russie, 17-VI.

152) Quelques jours avant la remise de la note Palmerston constata: « The Galician Diet is a model applicable to the arrangements which Russia ought to make for « Les Polonais sujets de Russie », that is to say for the Poles in the incorporated Polish Provinces. The Poles of the Kingdom were not by Vienna Treaty made subjects of Russia. They were made subjects of the King of Poland. That King being also Emperor of Russia ». - FO. 96/27, 19-VI.

Russell, pour sa part, affirma dans une lettre particulière à Napier: « Where there's a will there's a way but in Russia there is no will which would bear to see Poland happy and prosperous ». - PRO. 114, 17-VI.

153) De Weyer à Rogier, 18-VI, AE. B, Grande-Bretagne 43.

154) Rapport de Londres, 16-VI. Geheimes Staatsarchiv, Grossbritannien 1863.

155) De Weyer, 18-VI, AE. B, Grande-Bretagne 43.

La note autrichienne parlait dans le second paragraphe d'une representation nationale participant à la législation du pays et possédant des moyens de contrôle efficace. En ce qui concernait l'armistice, elle exprimait le voeu que « la sagesse du gouvernement russe et les efforts conciliants des puissances » parvinssent à arrêter une déplorable effusion de sang. Russell soupçonnait que la note de Vienne avait été écrite par le ministre autrichien des affaires étrangères de concert avec l'ambassadeur de Russie [156].

Rechberg, de son côté, fit savoir à Gortchakow que sa dépêche n'avait nullement un caractère comminatoire ou blessant pour le gouvernement russe. Cette démarche avait été suggérée au cabinet de Vienne; ce cabinet désirait vivement et sincèrement faire le possible pour maintenir et resoudre sur le terrain diplomatique une question grave et difficile pour tous; cette question pouvait amener facilement des complications funestes si on ne la traitait pas dans un esprit de conciliation. « Eviter un dénouement qui plongerait l'Europe dans les calamités de la guerre, tel a été sans cesse, et tel est encore aujourd'hui le but principal de nos efforts ». Rechberg voulait espérer que le gouvernement russe saurait apprécier à la fois la gravité incontestable de la situation et l'attitude prise par l'Autriche « afin de faciliter une solution pacifique » [157]. Gortchakow chargea son ambassadeur à Vienne d'exprimer à Rechberg ses sincères remerciements de ses efforts pour tempérer la fougue française. « Le Cabinet de Vienne » — ajouta le prince — « a certainement observé avec attention la marche suivie par le Cabinet anglais. Il y a plus d'apparence que de réalité dans l'appui qu'il prête aux vues françaises, plus de désir de contrôler la France ou même de la compromettre que de la servir efficacement dans une direction où le succès fortifierait son ascendant continental au désavantage évident des intérêts britanniques » [158]. Gortchakow était donc plus au courant de la situation diplomatique réelle qu'on ne le pensait généralement dans les capitales occidentales.

Ces capitales étaient si sûres d'une réponse modérée et pacifique de St. Pétersbourg qu'elles commençaient à échanger leurs avis sur le lieu de la future conférence. L'Angleterre et la France proposaient Bruxelles, l'Autriche Dresde [159]. Le ministre français des affaires étrangères voyait l'avenir avec optimisme. « Tout marche à souhait — déclara-t-il —. Si la Russie accepte la conférence à huit tout se réglera facilement, si elle refuse il faudra voir » [160].

---

156) De Weyer, 16-VI. AE. B, Grande-Bretagne 43.

157) Rechberg à Thun, 18-VI. HHS. Russland 53, instruction No. 2.

158) Annexe à l'instruction No. 2, ibid.

159) AE. Saxe, 11-VII-1863. HHS. Belgien 27, 3-VII.
Cowley 28-V-1863. FO. 27/1491.
Palmerston à Russell, lettre privée, 30-V, FO. 27/1491.
Russell à Cowley, 17-VI, FO. 27/1479. PRO. 59, 28-V.
Werther à Bismarck, 11-VI. APP. III, No. 551.

160) Vitztum v. Eckstaedt, p. 226, lettre du 2-VI.
Napoléon voulait même proposer Varsovie pour siège de la conférence. - Drouyn de Lhuys à Cowley, 24-VI, FO. 519/206.
Roggenbach exprimait le désir du gouvernement badois de siéger dans une conférence pour les affaires polonaises à laquelle, croyait-il, les royaumes allemands devaient être invités. - AE. Bade, 30-VI. FO. 82/108, Wirtemburgh, 23-VI.

* * *

Une toute autre opinion prévalait en Russie. Les Russes étaient non seulement décidés à se battre, mais ils étaient convaincus de l'imminence d'un conflit. Le duc de Montebello informa son gouvernement que tout le pays « croit à la guerre, on la voit s'approcher avec douleur, mais on s'y prépare et on n'hésitera pas à l'accepter plutôt que de souffrir une atteinte véritable à ce qu'on regarde comme l'honneur de la patrie... on s'attend à de mauvais jours, à une longue lutte, à de grands sacrifices, mais on y est résigné [161]. La population continuait à croire à l'invincibilité traditionnelle de la Russie, en se grisant des souvenirs glorieux des années 1812 et 1813. Des personnes, « ordinairement sobres de réflexions », envisageaient avec résignation la chute de Cronstadt et la prise de St. Pétersbourg en ajoutant: « que les Anglais et les Français y pénètrent s'ils le veulent, mais nous incendierons St. Pétersbourg, comme nos aïeux ont détruit Moscou, libre à eux de nous poursuivre jusqu'aux steppes où nous nous retirerons ». Gortchakow disait à qui voulait l'entendre: « On se propose de nous faire la guerre, eh bien qu'on la fasse, car nous ne céderons pas et on nous trouvera plus forts qu'on ne le pense » [162]. Les adresses abondaient et « bientôt il n'y aura plus une corporation ni une petite localité quelconque qui n'ait fait parvenir la sienne » au tzar. A Moscou une garde urbaine s'organisait afin de laisser à l'armée tous les soldats dont elle pourrait disposer contre l'étranger [163]. Dans plusieurs districts les paysans s'étaient mis à vendre à vil prix leur bétail et leurs instruments araires afin d'envoyer le prix au gouvernement pour le mettre en état de soutenir une guerre contre les armées étrangères [164]. Il était certain, mandait le ministre de Belgique, que si la guerre venait à éclater, le tzar trouverait la nation tout entière à ses ordres pour la défense du pays. Le mouvement n'avait rien de factice et s'étendait à toutes les classes. Le premier effet de l'insurrection était de rallier tout le pays autour du trône. « Et l'on peut dire, sans crainte de se tromper, que la Russie tout entière est disposée à prêter son appui à l'Empereur pour soumettre la Pologne insurgée et pour repousser toute agression étrangère [165]. Il y a unanimité sous ce rapport et toute personne ayant la moindre connaissance du pays est forcée de constater ce mouvement national » [166]. Gortchakow déclara hautement qu'il ne se séparerait jamais de l'opinion patriotique russe, laquelle dans la question polonaise était « nette et ferme » [167]. Il avoua franchement que c'était le gouvernement polonais occulte qui gouvernait la Pologne. « Je ne le nie pas » — constata le vice-chancelier [168]. Le ministre

---

161) AE. Russie, 3-VI.

162) Thun à Rechberg, 8-VI, HHS. Russland 54.

163) AE. B. Russie 71, 7-VI.

164) 10-VI, ibid.

165) Le rapport ajoutait: « Le clergé polonais prend... la part la plus active à la révolution et il use de tous les moyens dont il dispose pour exciter les masses contre la Russie ». - 16-VI. ibid.

166) 25-VI, ibid.

167) Rapport de St. Pétersbourg, 24-VI. Geheimes Staatsarchiv, Die Ereignisse in Polen.

168) Ibid.

de Bavière soulignait, pour sa part, « le caractère religieux prédominant dans cette triste révolution » [169].

Le gouvernement russe commença en Pologne une extermination méthodique. Le 26 mai, Michel Mourawiew fut nommé général-gouverneur en chef de la circonscription de Wilno [170]. « Conservez-nous au moins la Lithuanie » — déclara Alexandre II à Mourawiew [171]. Cette nomination constituait une provocation délibérée à l'égard de l'opinion européenne [172]. Le but que s'était posé Mourawiew était atroce dans sa simplicité: « russifier la Lithuanie et la Bielorussie tellement à fond que ces contrées ne courussent plus désormais le moindre risque de devenir polonaises » [173]. « Nous sommes décidés à débarasser la Pologne des Polonais » [174] — écrivit Gortchakow à l'ambassadeur du tzar à Vienne [175].

Les rapports qui parvenaient à Paris laissaient prévoir la réponse de St. Pétersbourg. « Les mesures d'une rigueur excessive pratiquées par les

---

169) 19-VI, ibid.

« The private letters from Russia speak about a warlike feeling and preparations. All classes of the community are prepared for a war and that the beginning of a war with France will be disastrous to their armes ». - Buchanan, Berlin, à Russell, PRO. 81, 13-VI.

170) Lutostański, op. cit., p. 649.

« Le général Mourawiew est enfin parti pour son poste à Vilna. Redouté et craint en Pologne, on s'attend de lui de grands effets. Avant son départ il a eu de longs entretiens avec l'Empereur ». - Geheimes Staatsarchiv, Die Ereignisse in Polen, 25-V.

« Le Général Mourawiew, plus connu par sa dureté que par son honnêteté ». - HHS. Russland 54, 8-VI.

171) Institut Historyczny imienia Generała Sikorskiego, Londres, manuscrit No. 2225.

172) La diplomatie anglaise craignait que l'opinion publique européenne, indignée par la cruauté des troupes russes, ne poussât les gouvernements occidentaux à une croisade antirusse.

« The feeling of England and of Europe, should the atrocities of the Russian nobles and soldiery, such as are reported, prove to be true, might make war inevitable ». - Russell à Napier, PRO. 114, 20-V.

« The only hold we have on the Russian Governement is that if they were to become very barbarous, the western powers would not stand ». - Russell à Napier, 3-VI, ibid.

« The hopes of seeing a free and happy Poland are not very bright but a general condemnation of brutality and injustice on the part of Europe may soften the barbarous government of Warsaw ». - Russell à Hudson, Turin, PRO. 110, 30-V.

« I trust we shall get through this year without war, but if war is to be permanently averted the Emperor of Russia must not indulge his generals in their wild passion for confiscating the property of Polish Noblemen, and shooting every Polish officer they can catch. The nations of Europe will sicken at such barbarities, and the war will be only delayed... (The Poles) are light, not truthful and very changeable, but their cause in a noble one, and it would require many years of Polish atrocities to balance the wicked cold blooded craft of Frederick the Great, the blasphemous hypocrisy of Catherine and the cruelty of the Emperor Nicolas. These things will long remain in the memory of Europe ». - Russell à Napier, PRO. 114, 15-VI.

Victoria: Letters, p. 64, 17-V.

Sur la répression russe en Pologne:

Mourawiew: Mémoires, Leipzig 1883.

Czartoryski: Affaires de la Pologne, Paris, 1863.

Code Rouge: ordonnances et circulaires, Paris, 1863.

Estienne H. de Goutel: Cent ans d'histoire polonaise, Correspondant, Paris, mars 1909.

La Pologne et Mourawiew, Verité Française, 7 juin 1906.

173) Boudou, 11, p. 220.

174) C'est-à-dire de la noblesse et du clergé catholique. Le gouvernement russe espérait, à ce moment-là, faire accepter sa domination par la population paysanne. Cette politique n'a jamais réussi; l'armée polonaise qui battit les Russes en 1920 était composée en grande majorité de paysans polonais.

175) Smolikowski: Do sprawy polskiej, Przegląd Polski, vol. CXL, 1899, p. 287.

autorités russes contre l'insurrection s'appliquent aussi, et en général avec le même caractère cruel, à la population catholique, qu'elle y ait pris une part active ou non... La croisade entreprise par la Russie contre ce peuple si durement éprouvé porte tous le caractère d'une guerre à outrance... Là où des troupes russes passent, leurs traces sont marquées par le pillage, la dévastation, l'incendie, la confiscation, l'emprisonnement, les déportations, les exécutions, les massacres et un raffinement de toutes sortes de cruautés monstrueuses. Le général Mourawiew à Wilno et le général Dlovtowskyi à Dunabourg ont eu le triste privilège d'étonner le monde civilisé par leur énergie sauvage et sanglante, mais les autres généraux ne leur cèdent pas de beaucoup... Pour quiconque voit sur les lieux ou de près, comment les choses se passent en Pologne, il ne saurait être douteux que la Russie, en employant, pour dompter l'insurrection, des moyens qui répugnent à la civilisation européenne comme au sentiment de l'humanité, ne poursuive le double but d'exterminer non seulement une nationalité, mais aussi une religion » [176].

Le tzar, dans une lettre privée, demanda au roi de Prusse dans quelle éventualité et dans quelle mesure il pourrait compter sur un concours actif de l'armée prussienne [177]. Le port d'Odessa fut fermé au trafic, les navires reçurent l'ordre de ne plus quitter la Russie [178]. L'amiral Popow, commandant de l'escadre du Pacifique, fut averti que la guerre menaçait d'éclater d'un jour à l'autre et qu'il devait être prêt à attaquer à tout moment les bâtiments ennemis [179].

* * *

Après le départ des notes destinées à St. Pétersbourg, Drouyn de Lhuys proposa aux gouvernements de Londres et de Vienne de conclure un arrangement prévoyant la conduite à tenir en cas d'un refus immédiat de la Russie, ou d'une faillite de la conférence. Il expliqua cette initiative par la nécessité d'une entente entre les trois cours avant toute démarche en faveur de la Pologne. Les Russes, d'après lui, déféreraient plus facilement aux voeux de trois puissances qu'aux suggestions d'une seule. Il informa

---

176) AE. Prusse, Koenigsberg, 5-VII-1863. Les mêmes rapports parvenaient des consulats français établis à Riga et à Odessa. Londres recevait de ses consuls des informations semblables.

Les Russes, au début du soulèvement, avaient essayé de réagir contre l'indignation européenne provoquée par leur brutalité. Brunnow avait assuré à Russell que les Polonais forçaient les soldats russes, faits prisonniers, d'avaler leur propre nez et leurs oreilles, coupés auparavant par les insurgés. - PRO. 105, 28-III-1863.

Au cours de l'année 1863 les Russes rejetèrent toute apparence de correction et ils finirent par sacrer héros national Mourawiew, appelé par l'Europe « le pendeur ».

... Le secrétaire de l'ambassade anglaise nota dans ses mémoires qu'une souscription était ouverte à St. Pétersbourg en vue d'ériger un monument à Mourawiew. Il y serait représenté avec la Sainte-Vierge, l'inscription devait préciser: « Toi, Sainte-Vierge, tu as vaincu ». - Redesdale: Memoirs, vol. I, p. 221.

Le monument à Mourawiew ne fut érigé qu'en 1898, à Wilno; la Sainte-Vierge y était absente.

« Die neusten Massregeln des russischen Kaisers in Polen berühren hier unangenehm ». Rapport de Berlin, Generallandesarchiv Karlsruhe, Prussen, No. 48/2662, 14-VI.

177) Lettre du 1-VI. APP. III, No. 533.

178) AE. Russie, Odessa 13-VI-1863.

179) Golder: The Russian Fleet and the Civil War - The American Historical Review - juillet 1915.

en outre le cabinet de Vienne que, par sa proposition, la France avait voulu assurer à l'Autriche « tout le concours sur lequel il était utile pour elle de pouvoir compter » dans toutes les circonstances futures [180]. Londres refusa de signer de nouveaux engagements. Il interprétait l'invitation française comme une nouvelle preuve de ce que Napoléon, étant décidé à la guerre, essayait d'y entraîner l'Angleterre. « La démarche de Paris sent dangereusement la poudre » — écrivit Russell à Cowley [181]. La réponse de l'Autriche fut naturellement négative; Rechberg la justifia par la position de la diplomatie anglaise qui avait également décliné la proposition [182].

Drouyn de Lhuys, au cours d'une conversation avec lord Cowley, exprima son regret de ce que l'Angleterre eût jugé opportun de repousser son invitation. Il ne nia pas qu'un conflit paraissait très probable. La France n'avait aucune ambition territoriale, précisa-t-il, elle était assez grande pour ne pas chercher un agrandissement aux dépens des autres. Le refus de Londres avait néanmoins laissé le champ libre à une politique plus prononcée, et le cabinet de Paris pourrait agir dans un but plus défini qu'à ce jour [183]. La réaction de Russell fut très violente, elle prouva combien les Anglais se croyaient à la veille d'une guerre. Le gouvernement de la reine, — affirma le ministre anglais à son ambassadeur auprès de Napoléon —, ne voulait pas répéter la faute qu'il avait commise en 1859, quand, en laissant à la France l'initiative d'une aide militaire à l'Italie, il avait involontairement favorisé les desseins d'agrandissement territorial du Second Empire. Le conflit commencerait sur les bords du Rhin. Or, avant de se déclarer neutre, l'Angleterre exigerait de la cour impériale

---

180) AE. Angleterre, 20-VI. AE. Autriche, 21-VI.

181) AE. Angleterre 27-VI. PRO. 105, 24-VI.
Victoria, Letters, p. 95.

182) AE. Autriche, 27-VI-1863. A la même époque François-Joseph déclara à Goltz que les intérêts des deux puissances allemandes dans la question polonaise étaient identiques. Il s'étonna, en outre, de ce qu'il y eût encore des personnes qui pussent croire à la parole de l'empereur des Français. - Goltz, 20-VI. APP. III, No. 561.

« L'Empereur m'avait parlé de l'opportunité de rendre plus étroite l'entente des trois puissances en vue d'éventualité pouvant se présenter à la suite d'un refus de la Russie ». - Metternich à Rechberg, 22-VI, HHS. Frankreich 75.

« Notre refus et celui de l'Angleterre contrarient vivement M. Drouyn de Lhuys ». - Metternich à Rechberg, télégramme, 30-VI, ibid.

183) Le « Constitutionnel » du 30 juin, en commentant la situation, écrivait: « Il faut que, derrière les efforts de la diplomatie, on aperçoive distinctement la volonté inébranlable des puissances: et alors il ne s'agit plus de savoir comment, dans le cas de l'insuccès des négociations, se manifesterait cette volonté commune de la France, de l'Autriche et de l'Angleterre... La France, répétons — le, n'a provoqué l'action de l'Europe que dans l'intérêt de l'Europe elle-même. Elle n'est inspirée que par un sentiment de justice et par un intérêt d'ordre européen. Point d'arrière — pensée, point de calculs d'ambition. Dans toutes ses démarches, dans tous ses efforts en ce qui touche la Pologne, la France ne songe qu'à rendre à elle-même une nationalité malheureuse et héroïque et à faire cesser un état de choses que tous les cabinets reconnaissent intolérable, que le passé nous a tristement légué et que nous ne voulons pas léguer à l'avenir ».

La rente était:
29-V -69, 45
1-VI-69, 20 la presse parle du projet des six points.
10-VI-69, 15 l'annonce d'une note à la Russie.
17-VI-68, 35 l'envoi des notes.

l'assurance qu'elle ne chercherait en Europe aucune compensation matérielle [184].

Les six points, proposés à la Russie, devaient, dans l'esprit de Drouyn de Lhuys, recevoir, au cours d'un congrès, tous les développements nécessaires pour assurer la tranquillité de la Pologne. Et il ne dépendrait pas de la France — ajouta le ministre dans une circulaire aux représentants diplomatiques français à l'étranger — que les conférences qui probablement s'ouvriraient, n'aboutissent à des arrangements acceptables pour toutes les parties [185].

Pour Metternich, il était « plus évident que jamais » que la clef de la situation était à Londres. Si l'Autriche voulait se précipiter dans une guerre, c'était de son côté que pencherait la balance, mais Napoléon comprenait bien que le cabinet de Vienne désirait rester tranquille. L'empereur se rendait compte qu'il y avait toujours la méfiance envers Paris dans le fond de la politique étrangère de la cour de François-Joseph [186]. La diplomatie russe ne tarda pas à renforcer cette méfiance. Le prince Gortchakow fit communiquer à Rechberg le rapport de son ministre à Dresde qui analysait le résumé des lettres écrites de Paris. Napoléon, disait le rapport, avait calculé depuis longtemps tous les avantages qu'une Pologne érigée en Etat indépendant et ayant une armée nationale pourrait lui offrir. S'il parvenait à atteindre le but qu'il se proposait it dominerait l'Europe, La Pologne, devenant alors un Etat inféodé à la France, seconderait tous les projets de sa politique de conquête ou de révolution. Au cas d'une guerre contre la Prusse, tandis que l'armée française se porterait sur les bords du Rhin, celle des Polonais envahirait le centre du pays. Serait-il de nouveau question d'enlever la Vénétie à l'Autriche, l'armée polonaise se trouverait plus à même d'assister Napoléon dans cette entreprise que

---

184) Cowley 26-VI, FO. 27/1493. - Russell à Cowley 3-VII-1863. FO. 27/1480. PRO. 105, 27-VI-1863.

Cette véhémence de langage de Russell était d'autant plus compréhensible, que la diplomatie anglaise, craignant toujours les complications avec les Etats-Unis, était convaincue que l'empereur des Français pouvait à tout moment provoquer un tel déchaînement de l'opinion publique anglaise qu'aucun gouvernement britannique ne serait capable de résister à cette agitation belliqueuse. - Vitztum v. Eckstaedt, p. 229.

Lettre du 21-VI.

185) Circulaire de Drouyn de Lhuys, 29-VI. Staats, No. 930.

« Si la Russie n'est pas persuadée que nous resterons unis pour l'action, elle se moquera de nous » — constata Drouyn de Lhuys dans une lettre personnelle à Cowley. - FO. 519/207, 23-VI.

186) Metternich à Rechberg, 19-VI, HHS. Frankreich 75.

Russell constata dans une lettre à son ministre à Washington: « We are not going to war about Poland, and I shall be ready to meet the Yankees if they take to bullying ». - PRO. 97, 20-VI.

Napier écrivit en même temps de St. Pétersbourg: « I confess on whole I am rather discouraged. The powers have gone too far to withdraw without some result. The Poles are beyond measure extravagant in their hopes. The Russians are most reluctant to contemplate war but their patriotism is raised, their traditional animosities are aroused, they commonly believe that there is a determination in France and even in England to force on a conflict, they will not give in or, at least, they will not go great lengths in concession. I thing that we are far embarked in an impossible attempt to save, pacify and confirm Poland by negotiation. I am gradually reconciling my mind to the notion of the diplomatic rupture and eventual war to which I apprehend we are steadily drifting ». - Napier à Russell, PRO. 84, 24-VI.

« La presse anglaise ne fonde guère d'espoir en la réussite des nouvelles tentatives des puissances en faveur de la Pologne. Lord Cowley lui-même partage cette appréhension et se montre très préoccupé des conséquences graves que cette question doit faire naître dans un avenir plus ou moins prochain ». - Generallandesarchiv Karlsruhe, Frankreich, No. 48/2060, 26-VI.

« les bandes garibaldiennes et les régiments piémontais » n'avaient pu le faire pendant la campagne d'Italie. Voudrait-il attaquer la Russie par mer, tenter un débarquement sur les côtes de la Baltique, son avant-garde polonaise pourrait franchir les frontières russes au moment même où ses vaisseaux recevraient l'ordre de quitter Brest ou Cherbourg [187].

L'éventualité d'une guerre n'effrayait pas Paris. L'échec d'une réunion internationale engagerait les deux autres puissances; or, la diplomatie des Tuileries était décidée à agir même avec l'appui de l'une d'entre elles seulement, l'Autriche de préférence. S'étant déjà assuré le concours de l'Italie et de la Suède et pouvant espérer celui du Danemark, la France s'adressa à la Turquie.

Le prince Władysław Czartoryski avait mandé, des la fin d'avril, qu'une mission secrète, composée de Benedetti et de Scheffer, était partie pour la Turquie. Elle devait sonder les dispositions des chefs de l'empire ottoman [188]. Maintenant, Drouyn de Lhuys demanda officiellement au gouvernement turc [189] quelle serait son attitude pour le cas « où la marche des événements rendrait un conflit inévitable ». Par le traité de Paris, précisa-t-il, la Turquie était entrée dans les rangs des grandes nations européennes. De cette situation naissaient pour elle des devoirs nouveaux qu'elle ne pourrait méconnaître « sans préjudice pour elle-même ». Une occasion se présentait pour la Turquie de « faire acte de grande puissance européenne » au nom du droit de l'humanité et de l'équilibre des forces. En envisageant l'intérêt particulier de Constantinople, Drouyn de Lhuys se demandait, quel Etat pût désirer, plus que la Turquie, que la Russie soit affaiblie, et cela par le rétablissement d'un Etat indépendant, capable de neutraliser une partie des forces russes. Interrogé par Moustier, ambassadeur de France, Ali Pacha, ministre des affaires étrangères, répondit que son gouvernement tâcherait de conserver la neutralité « aussi longtemps que cela ne lui deviendrait pas impossible ». Une semaine plus tard, Ali Pacha reconnut l'impossibilité d'une telle neutralité pour son pays. La population musulmane de l'empire ne le permettrait jamais, il indiquait aussi le but que poursuivrait la Turquie dans cette guerre, ce serait la libération de la Circassie et du Daghestan. Le même langage fut tenu par Fuad Pacha. Il déclara nettement qu'aucun musulman ne pourrait comprendre que la Porte restât neutre dans une guerre où ses alliés de la veille se trouveraient de nouveau aux prises avec la Russie; aucun ministre, par conséquent, ne pourrait avoir le courage de proclamer une inaction qui, en définitive, serait considérée par tous les musulmans comme exprimant le désir de la Turquie « d'être utile à son ennemi le plus implacable » [190]. L'ambassadeur d'Angleterre, Bulwer, fortifiait encore le cabinet de la Porte dans ces dispositions. Interrogé par le ministre des

---

187) Copie d'une dépêche de Kakeschkine, Dresde, 23 juin 1863, HHS. Russland 54, Varia.

188) Lewak: Polska Działalność, p. 254, rapport du 29 avril.

Le même jour le prince Napoléon déclara à Czartoryski qu'il partait pour l'Orient avec la mission de faire entendre à la Porte que la France était très bien disposée en faveur de la Pologne et désirait fort que la Turquie appuyât les Polonais. - Czartoryski, op. cit., 29-IV, p. 377.

189) AE. Turquie, Drouyn de Lhuys à Moustier, Constantinople. 26-VI.

190) AE. Turquie, 9-VII, 16-VII-1863.

affaires étrangères, il répondit que, d'après lui [191], il serait dangereux pour les Turcs de rester neutres en cas de conflit général. S'ils ne voulaient pas voir une paix conclue à leurs dépens, ils devraient s'associer activement à une coalition antirusse. Le prix de l'effort serait la libération du Caucase [192].

Les Russes avaient naturellement changé complètement leur attitude envers la Porte. Le chargé d'affaires de Russie à Constantinople avait l'ordre de faire connaître à Ali-Pacha les dispositions amicales de son gouvernement et le vif désir de celui-ci de faire disparaître entre les deux pays tout ombrage ou malentendu [193]. Gortchakow, de son côté, protestait dans une lettre personnelle à Ali-Pacha des sentiments amicaux du tzar envers la Turquie. Gortchakow disait qu'il savait parfaitement « combien étaient heureux tous les habitants de l'empire ottoman sous le règne du sultan actuel » [194]. En même temps le vice-chancellier flattait beaucoup le ministre ottoman à St. Pétersbourg. A un bal donné par ce dernier, le prince resta toute la nuit dans ses salons, et, en partant, il lui dit d'écrire à Constantinople que jamais un autre ministre étranger n'avait été distingué de cette façon, l'habitude de Gortchakow étant de ne faire chez eux que de brèves apparitions [195].

En ce qui concernait les affaires des populations des Balkans les rapports des consuls d'Autriche, communiqués au cabinet de Paris, indiquaient que des émissaires serbes et roumains préparaient un soulèvement en Bulgarie. D'autre part Osman Pacha avait donné au consul de France à Serajevo divers renseignements dont il résultait que la Serbie serait disposée à favoriser une prise d'armes prochaine en Bosnie et dans l'Herzégovine [196]. Drouyn de Lhuys demanda au consul général à Belgrade de ne pas laisser ignorer au prince de Serbie que le gouvernement impérial n'était nullement disposé à favoriser des mouvements qu'il considérait comme dangereux, tout à fait inopportuns, et sans aucune chance de succès dans les circonstances actuelles [197].

Les Bulgares, incités par la Russie, étaient, d'après des rapports diplomatiques du consul de France, prêts pour une insurrection au printemps

---

191) Bulwer exprimait ici son opinion personnelle, il n'avait reçu aucune instruction dans ce sens. Ce langage prouvait combien même les principaux agents de la diplomatie anglaise n'étaient pas capables de prévoir la conduite de leur gouvernement.

192) PRO. 92, 23-VII, 6-VII-1863.

Dans sa lettre du 23 juillet, Bulwer informa son gouvernement que les sondages effectués par le secrétaire de l'ambassade de France à Constantinople qui, en revenant de Paris, était passé par les Balkans, indiquaient le désir du cabinet de Napoléon III d'envoyer ses troupes en Turquie européenne.

Dans la même lettre, il soulignait que les Turcs, et ils étaient nombreux, qui avaient des femmes circassiennes, pourraient, afin de préserver la paix de leur union conjugale, pousser leur pays dans une guerre contre la Russie.

193) Rapport de Prokesch, Constantinople, 20-IV, HHS. Türkei 80.

194) FO. 78/1735, Turkey, 11-V.

195) Rapport de St. Pétersbourg, 1-VI, Geheimes Staatsarchiv, Die Ereignisse in Polen.

196) AE. Turquie, Belgrade, 6-III.

« It is so probable that if the Polish insurrection is crushed, we shall have disturbances in the Turkish provinces... The Serbians and Bulgarians are certainly not idle ». Green, Bucharest, lettre personnelle, 27-III, FO. 78/1747, Turkey, Wallachia.

197) Drouyn de Lhuys à Moustier, AE. Turquie, 13-III.

de 1863 [198]. Cette insurrection bulgare aurait sans doute déjà éclaté, constata au début de mars le consul de France, si la Serbie en avait donné le signal et si la Russie fort empêchée par la prise d'armes des Polonais et craignant de ne pouvoir donner au mouvement la direction qu'elle comptait lui imprimer, ne faisait autant d'efforts pour en reculer l'explosion qu'elle avait mis d'ardeur à la fomenter dans le principe [199]. Les Serbes suivaient « avec l'attention la plus grande » le cours des événements en Pologne. Ils avaient vu « avec un profond regret » le début de l'insurrection polonaise. Ils croyaient d'ailleurs à une guerre prochaine et s'apprêtaient à en profiter. « Quant au rôle que jouerait la Serbie, il dépendrait sans doute des circonstances » [200].

La Turquie précisa donc d'avance ses intentions: elle attendait seulement une initiative de Paris. Elle n'était d'ailleurs pas la seule à avoir adopté cette attitude. Les autres puissances attendaient, elles aussi, avec plus ou moins d'anxiété, que Napoléon entreprît la guerre pour cette « seconde France du Nord », la Pologne.

Les Danois croyaient qu'après la prise de Puebla la politique française prendrait plus d'activité et qu'elle s'efforcerait de dissiper les nuages amoncelés sur l'Europe, dût-elle employer le canon pour y parvenir [201]. Le succès français au Mexique était accueilli par l'opinion publique danoise avec visible satisfaction. Elle se flattait qu'une intervention des puissances occidentales en faveur de la Pologne, amenant une collision générale, détournerait du Danemark la guerre qui le menaçait ou du moins ne le laisserait pas isolé en face d'un trop puissant adversaire [202]. La Suède et l'Italie observaient attentivement l'évolution de la situation [203]. Le gouvernement de Turin était inquiet des négociations entre la France et l'Autriche. C'était toujours « la corde sensible de la politique italienne [204].

Les événements de Pologne excitaient naturellement une vive émotion à Rome. Le pape avait d'abord craint que la France, impuissante à établir un accord durable entre les trois grandes puissances occidentales ne se trouvât réduite à n'avoir d'autre auxiliaire que l'Italie [205]. Antonelli déclarait que le mouvement polonais était « plutôt confessionnel que national »,

---

198) Louvières, Tultscha, à Drouyn de Lhuys, AE. Turquie, Jassy, 6-II.

199) 4-III, ibid.

« Les Bulgares s'organisent insensiblement en vue d'une éventualité favorable à leur indépendance ». - AE. Turquie, Galatz, 3-III.

200) AE. Turquie, Belgrade, 23-VI.

« I am unable to say what is doing as regards the importation of arms into the Principalities. That arms continue to be imported in considerable quantities appears to be beyond doubt. Some of them are probably for Poland under French patronage, some for Galicia under Austrian patronage, some for Hungary under Italian patronage, and some for Turkey under French, Russian and Italian patronage ». - Green, Bucharest, 19-VI, FO. 78-1747, Turkey, Wallachia.

201) AE. Danemark, Kiel, 15-VI.

202) AE. B, Danemark 7^2, 19-VI.

203) « The idea of the possibility of eventual warlike co-operation between France and Sweden in favour of Poland would seem to be gaining ground in public opinion, which recent observations on the part of the King are said to have been calculated to encourage ». - FO. 73/332, Sweden, 19-VI.

204) AE. Italie, 9-VI. Rapport de Turin, APP. III, No. 554, 12-VI.

205) AE. Rome, 25-IV.

ou du moins le premier marchait de pair avec le second. Il ne croyait d'ailleurs pas à une guerre à cause de la Pologne, personne ne la voulait, chacun la redoutait [206]. Il répéta la même opinion au début de juin. Il y avait, disait-il, des tâtonnements et des hésitations de la part de Napoléon. Elles provenaient sans doute de la crainte d'être, comme déjà au Mexique, abandonné une seconde fois par ses alliés [207]. La nouvelle de la prise de Puebla enthousiasmait « singulièrement » les « rigides catholiques ». Le pape désigna la Pologne comme le pays qui pourrait bientôt amener « de grandes complications » [208]. Les Russes, de leur côté, accusaient avec aigreur le clergé catholique polonais. Les évêques prêchaient et soufflaient, d'après eux, la résistance et les curés abusaient du sacrement de la pénitance pour « encourager la félonie » [209]. Balabine, ambassadeur de Russie, demanda à un fonctionnaire autrichien en quoi pouvaient consister les griefs de l'Eglise. On lui répondit que si l'on désirait les connaître on les trouverait facilement énumérés dans les oukases de St. Pétersbourg [210]. Gortchakow « jouait de nouveau le rôle de ne pas comprendre de quoi les catholiques pouvaient avoir à se plaindre sous le gouvernement patriarcal du Tzar » [211].

Déjà en mai les Prussiens avaient noté les préparatifs militaires du Second Empire [212]. Il ressortait du rapport envoyé à Berlin que, sous l'influence de la cour des Tuileries, l'armée devenait de plus en plus belliqueuse [213]. Les troupes qui arrivaient à Châlons étaient persuadées que le camp serait bientôt levé et que la guerre éclaterait [214]. Il n'était plus question, disait ce rapport, d'une descente sur la Baltique, mais d'une action sur le Rhin. L'armée croyait à une rancune de l'empereur envers le roi de Prusse qui, par son attitude en 1859, l'avait obligé à faire la paix beaucoup plus tôt qu'il ne l'aurait voulu. Le bruit d'une campagne, continuait le rapport, avait pris une grande consistance parmi les troupes; on laissait les soldats chanter « la Marseillaise » et on leur faisait des distri-

---

206) Rapport de Rome, 6-V. Geheimes Staatsarchiv, Rome 1863.
Antonelli, d'après le ministre de Bavière, haïssait l'Angleterre, craignait la France et tenait peu de compte de la Prusse. - Ibid., 27-V.

207) 3-VI, ibid.

208) 17-VI, 23-VI, ibid.
« Cette nouvelle (la prise de Puebla) a une grande importance dans le moment actuel en considérant qu'elle laisse à la France plus de latitude dans la question polonaise ». - Rapport de Paris, 11-VI, Geheimes Staatsarchiv, Frankreich 1863.

209) Lettre du grand-duc Constantin à l'impératrice Eugénie, HHS, Frankreich 77, 19-VI

210) AE. B, Autriche-Hongrie 31, 16-V.
Antonelli continuait à ne pas croire à une guerre. Le gouvernement russe cherchait évidemment à gagner du temps, soulignait-il, pour pouvoir, à un moment donné quand une intervention étrangère ne serait plus possible, écraser à son aise l'insurrection polonaise. - Rapport de Rome, 27-VI, AE. B, Saint-Siège 11.

211) Thun à Rechberg, 10-VII, HHS. Russland 54.

212) En ce qui concerne les sources françaises relatives à l'année 1863, 37 cartons des archives du ministère de la guerre intitulés « Grands commandements sous le Second Empire » ont été détruits pendant la première guerre mondiale de 1914-18.

213) Rapport, fin mai, APP. III, No. 531.

214) Sur les manoeuvres au camp de Châlons en 1863 voir: Karl Anton Fürst von Hohenzollern: Ein Lebensbild, p. 163 et suiv. Loë: Erinnerungen, p. 62. Oubril, Berlin, à Gortchakow, 3-IX, APP. III, No. 679. AG. C/I 29.

butions supplémentaires. Les officiers « doués de sagacité et d'un rare esprit d'observation » semblaient croire à des hostilités imminentes.

Brunnow, de son côté, manda à St. Pétersbourg que les usines de canons travaillaient en France jour et nuit [215]; le ministère de la guerre préparait une campane en Pologne; elle devrait commencer par une descente sur les bords de la Baltique [216].

Les Russes prévoyaient que le mois d'août pourrait être le moment de la décision française [217]. Bismarck indiqua à Oubril les trois objectifs d'une attaque présumée des forces françaises: le Rhin, les côtes strictement prussiennes de la Baltique, la Lithuanie [218]. Le premier ministre expliqua, d'autre part, à l'ambassadeur anglais que le vote unanime de la Diète contre la patente danoise du 30 mars avait été provoqué par la conviction qu'avait l'Allemagne de l'imminence de la guerre contre la France. Les Etats germaniques du sud, les plus exposés à l'invasion française, avaient voulu créer une solidarité au sein de la Confédération; et la question des Duchés, plus qu'aucun autre problème international, avait contribué à faire naître cette solidarité [219].

Pour parer à tout danger de surprise, le gouvernement de Berlin avait ordonné « des armements très considérables » de ses forteresses du Rhin [220]. Les autres Etats allemands [221] suivaient l'exemple de la Prusse, en poussant énergiquement leurs préparatifs militaires [222].

Les Anglais jugeaient utile de mettre leur flotte de la Manche sur le

---

215) APP. III, No. 573, 2-VII.

216) Les archives de la marine française contiennent des ordres du ministère qui ordonnaient la préparation des navires à une campagne militaire. Tous ces ordres sortirent entre le I-er et le 10 juin. - Marine, BB/2 421.

La diplomatie américaine du Nord apprit cette nouvelle déjà le 12 juin. Bigelow, un des diplomates américains à Paris, soulignait dans sa lettre à Seward que la campagne du Mexique ne nécessitait aucune mesure extraordinaire et que la seule explication de ces ordres était dans les projets polonais de Napoléon III. - Bigelow: Retrospections of active life, vol. II, lettre du 12 juin, p. 9.

Napoléon avait déjà en avril discuté avec le prince Czartoryski le plan d'une action dans la Baltique; il s'était informé surtout des fortifications de Cronstadt. - Lewak: Polska Działalność, p. XXVIII.

217) Buchanan, Berlin, à Russell, 6-VI. FO. 64/542 Prussia Alexandre II à Guillaume I-er, 1-VI - APP. III, No. 533.

218) Oubril, Berlin, à Gortchakow, 16-VI - APP. III, No. 556.

219) Buchanan, Berlin, à Russell, 13-VI. FO. 64/542. Prussia.

« La démarche tentée par la France et l'Angleterre à propos des événements de Pologne auprès des Etats de la Confédération Germanique, a ramené l'attention publique en Allemagne sur la question de la réforme fédérale. On semble honteux du rôle qu'ont joué à cette occasion les Etats secondaires, et l'on sent leur impuissance dans toutes les questions de politique étrangère dès qu'ils ne sont plus dirigés par les deux grandes puissances... On reparle donc à l'occasion des événements de Pologne de la nécessité d'établir un pouvoir central, ayant la direction des affaires politiques et militaires de la Confédération ». - AE. Bavière, 15-VI.

220) Le maréchal Mac-Mahon, en inspectant la frontière prussienne, annonça aux soldats français leur prochaine action soit contre la Prusse soit contre la Russie. - Rapport du maire de Klein-Bittersdorf au président de la ville de Coblence, 25-VII. - Hellewig: Der Kampf um die Saar 1860-70, p. 111.

221) AE. Allemagne, 4-VI, 25-VI-1863.

222) En même temps les officiers des troupes combattant au Mexique craignaient d'y être retenus au moment où les armées françaises commenceraient une nouvelle campagne en Europe. - Général du Barail: Souvenirs, vol. II, p. 472.

pied de guerre et de l'envoyer croiser dans la mer du Nord. Les indiscrétions des officiers de cette escadre permirent au consul de France d'informer son gouvernement qu'elle était destinée à une éventuelle campagne antirusse dans la Baltique [223].

* * *

La question se posait donc de savoir quelles étaient les forces des principales puissances, ou plutôt quels renseignements possédait la France sur les effectifs militaires de ses éventuels adversaires ou alliés?

L'état de l'armée russe fut présenté par le lieutenant-colonel Colson [224], attaché militaire à St. Pétersbourg. Elle était composée de troupes actives, de troupes de réserve et de l'intérieur. La première catégorie seulement pouvait être appelée à se battre contre les forces adverses. Son effectif, sur le pied de guerre, était de 870.000 hommes [225]. Colson estimait que la Russie ne pouvait faire entrer en campagne en Europe, en dehors de ses frontières que 100.000 hommes [226]; l'armée du Caucase — la Circassie luttait toujours pour son indépendance — mettrait en ligne, en vue d'une

---

223) AE. Angleterre, 14-VII, 16-VIII, 29-VII. AE. Angleterre, consuls, Sunderland, 28-VII.

« Rear Admiral Daeres is to avoid all unnecessary expenditure of coal and to cause accurate reports of the quantities consumed to be transmitted for their Lordships information ». - Admiralty to rear admiral Daeres, Admiralty I/5833, 25-VI.

Le gouvernement anglais songeait donc à participer à une campagne dans la Baltique. Il voulait avoir ainsi son mot à dire à la future conférence de la paix qui serait chargée de la réorganisation de l'Europe.

224) Saint-Cyr Nugues: Le Général Colson, Paris 1872.

225) 465.000 de l'armée d'opération en Europe, y compris 170.000 hommes occupés par le soulèvement polonais,
262.000 de l'armée du Caucase
22.000 du corps de Finlande
45.000 du corps d'Orenbourg
43.000 du corps de Sibérie Occidentale
33.000 du corps de Sibérie Orientale.

226) « Plus on étudie cette armée — affirma Colson dans son rapport du 31 mai 1862 — plus on est frappé d'une chose qui semble absolument vraie. C'est que la Russie qui a des forces défensives considérables par suite de sa position géographique, de son climat, de la rareté de ses habitants et du peu de ressources que le pays présente à une armée envahissante, n'a pas pour l'offensive la valeur qu'on lui a longtemps accordée. En aucun cas elle ne pourrait présenter sur le Rhin plus de 100.000 combattants, et si la question d'Orient, qui lui tient tant à coeur, venait à surgir de nouveau, elle se trouverait dans des conditions bien autrement défavorables aujourd'hui qu'en 1854. Paralysée par les troubles de Pologne, obligée de se garder de tous côtés contre les dangers extérieurs, elle aurait de plus à tenir compte de la fermentation des esprits à l'intérieur qui a été la conséquence naturelle de l'affranchissement des serfs ».

Cette dernière constatation était fausse. Si l'on se reporte aux mémoires de Julius von Eckhardt diplomate prussien séjournant en 1863 en Russie, le gouvernement russe n'avait pas besoin d'éveiller le fanatisme et la vieille haine moscovite contre la Pologne catholique et latine.

Eckardt constate aussi: « Das Henkeramt, welches Murawiew gegen die katholische Kirche und deren Anhaenger zu ueben hatte, wurde mit einem zugleich nationalen und orthodoxen Heiligenscheine umgeben » - Julius von Eckardt: Aus der Petersburger Gesellschaft, p. 90.

action en Asie Mineure, 50.000 hommes [227]. Les troupes de cette catégorie étaient instruites, disciplinées, bien armées, quoique le fusil et le canon rayés ne fussent en service que dans la Garde et les grenadiers — 67.000 hommes en tout. Le corps d'officiers, parfait dans la Garde et dans les grenadiers, laissait à désirer sous le rapport de l'instruction dans la ligne, surtout dans l'infanterie. Quant aux généraux, ils étaient très discutés par l'opinion publique qui n'en connaissait pas un seul ayant l'expérience et l'autorité morale nécessaires pour conduire une grande armée à l'ennemi.

A l'armée de l'intérieur, 168.000 hommes étaient employés à la surveillance du territoire, à la police des villes, à l'escorte des convois, à la garde du matériel etc., elle renfermait « le rebut de la population russe au point de vue moral, comme au point de vue physique ». L'armée de réserve, 400.000 hommes, se composait en grande partie de jeunes soldats sans aucune instruction avec des cadres incomplets et insuffisants. « En aucun cas elle ne pourrait franchir la frontière pour paraître sur un champ de bataille européen » [228].

L'armée prussienne de ligne, d'après le rapport du commandant de Clermont-Tonnerre, attaché militaire à Berlin, comptait 340.000 hommes, y compris 36.000 hommes de la Garde Royale [229]. L'Autriche avait 342.000 hommes sous les drapeaux, y inclus 170.000 hommes de l'armée d'Italie [230]. Le Danemark avait 35.000 hommes [231]. Les informations possédées par le ministère français confirmaient le chiffre des effectifs italiens, sur le pied de guerre, à savoir 400.000 hommes et aussi la possibilité pour la Suède d'avoir, après quelques mois de préparation, 70.000 hommes [232]. L'armée

---

227) Sur l'armée du Caucase Gobineau, consul à Téhéran, écrivait: « les soldats sont des Russes de l'intérieur, mais les officiers sont Allemands, Polonais, Italiens, Grecs, le plus souvent, peu, ou point, affectionnés ». - AE. Perse, 20-IV-1862.

Le consul de France établi à Trébizonde affirmait: « D'après les informations que j'ai recueillies auprès de différentes personnes qui étaient à même de juger de la valeur de ces troupes, il m'est permis d'affirmer qu'elles laissent, comme qualité, beaucoup à désirer. Elles se composent généralement de recrues, et sont mal exercées et mal nourries (le commandement de l'armée du Caucase était considéré comme une source d'enrichissement rapide) »... « Le quart, peut-être même le tiers de cette armée serait composé de recrues polonaises ». - AE. Turquie, Trébizonde, 5-XI-1863.

En juin éclatait un soulèvement au Daghestan, dirigé par Hadji-Mourtouz. Il fut brutalement écrasé par les Russes.

« By making a powerful diversion on their side, the Circassians hope to arrest the progress of Russia, and by these means be better enabled to put forth a fresh claim for their independence, should a general European war meanwhile take place ». - FO. 65/649, Consuls at Soukoum-Kalé, 15-V.

228) AG. cartons: 1498, 1499.

229) « Rien de plus curieux du reste à observer — écrivait-il après les manoeuvres d'automne de l'armée prussienne, sur l'attitude de la délégation russe — que les rapports réciproques des officiers des deux nationalités. Chez les uns une familiarité qui tient de la protection et qui n'exclut pas le dénigrement avec les tiers; chez les autres une servilité traditionnelle, acceptée avec empressement par la vieille école prussienne, subie avec résignation, quelquefois même avec aigreur, par les officiers plus jeunes ». Clermont-Tonnerre voyait « dans la très importante composition de la mission militaire russe » la preuve de l'existence d'une convention secrète entre les deux pays. - AG. 1534, 1535.

230) AG. 1605.

231) ibid. 1478.

232) ibid. 1387, 1482.

impériale comptait en 1863, sur le pied de paix, 420.000 hommes; en 1859 elle avait eu 600.000 hommes [233].

L'armée française était regardée par les contemporains comme la meilleure armée du monde. Le général Chazal, ministre belge de la guerre, affirma dans une de ses lettres écrites pendant son séjour en France: « Mais c'est surtout au point de vue militaire agressif que je suis surpris de voir les admirables mesures adoptées. A aucune époque la France n'a eu une armée comparable à celle dont elle dispose aujourd'hui... Je n'hésite pas à dire que la France, dans ce moment, peut, à peu de frais, entreprendre la plus grande guerre [234].

* * *

Mais la politique des puissances occidentales dépendait dans ce moment de la réponse russe. Personne à Londres ne croyait que ces réponses contiendraient un refus absolu ou qu'elles seraient conçues dans un langage irrité. L'opinion générale des milieux gouvernementaux anglais était que ces réponses seraient d'un caractère évasif et dilatoire, de nature à faire traîner les négociations en longueur, à rendre impossible pour cette année une expédition dans la Baltique et à gagner le temps nécessaire pour écraser l'insurrection et pour présenter à l'Europe un fait accompli d'une Pologne domptée et réduite aux abois [235]. Thun prévoyait que la réponse serait « très calme et modérée », mais que le cabinet de St. Pétersbourg tâcherait de continuer les débats aussi longtemps que possible afin de gagner du temps [236]. Le gouvernement de Vienne ne semblait pas être très contrarié de cette attitude temporisatrice de la Russie [237]. Rechberg affichait d'ailleurs une indifférence complète en ce qui concernait les affaires de Pologne et le cours des négociations diplomatiques [238].

En attendant la réponse de St. Pétersbourg la diplomatie française fit savoir aussi bien à l'adresse de l'Autriche que de la Russie qu'elle était toujours prête à un rapprochement intime. Drouyn de Lhuys déclara au prince Reuss qu'un accord avec le tzar était le but ultime de tous ses efforts [239]. Il fit exprimer à Alexandre II l'espoir que celui-ci ne repous-

---

233) Maréchal Randon: Mémoires, p. 183. AG. 2139.
L'armée française était répartie:

Intérieur	308.000	hommes
Algérie	60.000	»
Italie	15.000	»
Chine et Cochinchine	2.000	»
Mexique	35.000	»

234) Lettre du 4 juin, écrite à Pau. - Garsou: Chazal et Napoléon III, Revue belge de philologie et d'histoire, vol. XXVII, 1949.

235) Rapport de Londres, 9-VII, HHS. England 61.

236) Thun à Rechberg, 30-VI, HHS. Russland 54.

237) « Die Antwort von Petersburg ist noch nicht eingetroffen und wird, wie ich aus guter Quelle vernommen, wohl noch einige Zeit auf sich warten lassen, womit man, wie ich wahrnehmen konnte, hier gar nicht unzufrieden ist, da man in dieser Beziehung mit dem Petersburger Cabinett übereinzustimmen scheint, die Frage solange als möglich hinauszuschieben ». - Rapport de Vienne, 14-VII, Eidgenossisches Bundesarchiv, Berne, Schweizerische Gesandtschaft in Wien 1863.

238) Rapport de Vienne, 30-VI, Hauptstaatsarchiv Stuttgart, E 70/73/3.

239) Rapport de Reuss, Paris, 8-VII, APP. III, No. 578.

serait pas l'occasion d'engager avec les trois puissances occidentales une sérieuse discussion relative à la Pologne [240]. Mais, deux jours plus tard, Drouyn de Lhuys dit à lord Cowley que, si la Russie n'acceptait pas toutes les propositions occidentales, son gouvernement serait prêt « à abandonner l'idée de la conférence et laisser aux événements suivre leur cours » [241].

En même temps le ministre français des affaires étrangères informa Metternich que les agents italiens étaient venus à Paris pour proposer à l'empereur de mettre à sa disposition une armée de 60 mille hommes dans le cas où l'Angleterre et l'Autriche « lui feraient faux-bond » [242]. Drouyn de Lhuys assura néanmoins Metternich que Napoléon se regardait toujours lié envers l'Autriche [243].

Russell n'était pas rassuré par les réponses de Drouyn de Lhuys données à Cowley qui avait été chargé de sonder les intentions du cabinet français et de protester d'avance contre tout espèce de projets de conquête que Napoléon serait disposé à associer à l'éventualité d'une guerre contre la Russie [244]. Le 6 juin Palmerston se fit interpeller à la Chambre des Communes pour répondre que c'était un principe traditionnel de l'Angleterre de ne jamais se lier pour l'avenir par rapport à des éventualités difficiles à préciser. Le gouvernement était resté fidèle à ce principe, il n'avait par conséquent contracté aucun engagement qui fût de nature à lui ôter la liberté d'agir à tout événement comme le rendraient

---

240) Drouyn de Lhuys à Montebello, AE. Russie, 4-VII.

Le même jour, Montebello envoya un rapport sur la répression russe en Pologne. Il était évident, précisait ce rapport, que les troupes russes s'efforçaient « de dévaster le pays et d'en extirper tout ce qui depuis tant de siècles y représentait la civilisation occidentale. Extermination et expropriation: voilà les deux mots du systeme poursuivi avec une implacable rigueur et avec un cynisme sans égal ». - Montebello à Drouyn de Lhuys, 4-VII, AE. Russie.

241) Cowley à Russell, 6-VII, FO. 27/1493, France.

Dayton, pour sa part, informa Seward: « The diplomatic corps are awaiting with some anxiety the arrival of the answer of Russia (which is expected to day, or to-morrow, at furthest) to the proposition of the three powers in reference to the affairs of Poland; but I do not anticipate war as a result, let the answer be what may ». - Diplomatic Correspondence, Dayton, Paris, à Seward, 17-VII.

Seward ne croyait non plus à une guerre pour l'indépendance de la Pologne. Il le constata dans une des ses instructions: « The Poles are not yet recognized by either France or Great Britain as a belligerent. They talk on intervention in behalf of Poland, but they do not act ». - Seward à Motley, Vienne, 14-VIII, ibid.

Adams, Londres, nota avec soulagement en juillet 1863: « Luckily, the aspect of affairs on the Continent is so threatening that the governement is disposed to act with much prudence and selfrestraint as to embroiling us ». - Ch. F. Adams: Charles Francis Adams, p. 336.

242) Sur la mission de Pasolini à Paris et Londres en juillet voir: G. Pasolini: Memorie 1815-1878, p. 361-386.

243) Metternich à Rechberg, 12-VII, HHS. Frankreich 75.

Le premier juillet Metternich avait constaté dans son rapport que « les bandes napolitaines » combattaient un gouvernement illégitime et que celles de Pologne voulaient renverser « un gouvernement accepté par des traités solennels ». - 1-VII, ibid.

244) HHS. England 61, 1-VII.

Bernstorff, ambassadeur de Prusse, affirma: « Quant à la disposition des puissances occidentales relativement à la question polonaise, je persiste à croire qu'elles ne feront rien de sérieux, du moins pour à-présent, sans le concours de l'Autriche, et que, par conséquent, la décision est entre des mains de cette puissance ». - APP. III. No. 573, 2-VII.

En même temps Bernstorff déclara à Russell « que le seul tort de la Russie c'était d'avoir gouverné les Polonais avec trop d'indulgence et de mansuétude ». - HHS. England 61, 18-VII.

expédient les intérêts du pays [245]. Quelques jours plus tard Russell déclara dans la chambre des pairs que l'intervention occidentale en faveur de la Pologne ne sortirait pas des limites de l'action diplomatique, et que, quelle que fût la réponse de la Russie, la Pologne n'avait pas à espérer que l'Angleterre tirât l'épée pour elle [246]; mais il avertit St. Pétersbourg que seule la brutalité de l'armée russe pourrait provoquer la guerre [247]. Apponyi constata « l'indignation profonde » qu'excitaient les « mesures draconiennes de Mouravieff » [248]. Les procédés de Mourawiew, affirma le ministre de Bavière à St. Pétersbourg, n'étaient pas dignes « d'un gouvernement civilisé » [249].

Apponyi critiqua le discours de Russell. Il ne pensait pas qu'il était opportun de proclamer des intentions pacifiques aussi avancées au moment où elles pouvaient encore influencer la réponse du cabinet russe [250]. Russell d'ailleurs lui affirma que toute crainte de guerre était déjà dissipée, au moins pour cette année. A ce qu'on avait écrit à Russell, le prince Napoléon considérait la cause polonaise comme perdue pour le moment, mais il ajoutait que si un jour les choses auraient tourné mal pour l'empire, son cousin aurait lieu de se repentir d'avoir abandonné les Polonais, comme Louis-Philippe l'avait fait dans le temps. Russell ne cachait pas qu'il attendait avec une certaine anxiété la réponse russe et pensait qu'il serait assez difficile de se concerter sur l'attitude et le ton à prendre vis-à-vis du cabinet du tzar à la suite de ses réponses [251].

En ce qui concernait l'opinion publique française, elle était, dans ces mois mai-juillet, partagée entre le désir de secourir la Pologne, même par une guerre, et la crainte de voir la France isolée en face d'une coalition formée par l'Angleterre. « On mesure la grandeur des dangers, auxquels la France isolée s'exposerait de gaieté de coeur, à la persistance et l'énergie des efforts que nos rivaux d'Outre-Manche font depuis quelque temps pour nous entraîner dans une aventure. La reconstitution d'une Sainte-Alliance

---

245) Hansard, vol. CLXXII, 6-VII.

246) Hansard, vol. CLXXII, 13-VII.

247) « The appointment of such a man as General Mouravieff, and the issue of these decrees, are not favourable to the hopes we may entertain that the Emperor of Russia and his Ministers will act a liberal and merciful part towards Poland ». - 13-VII, ibid.

« Il est impossible d'exterminer une noble nation de 14 millions d'âmes en six mois » — affirma Russell dans son instruction à Napier, FO. 65/624, Russia, 15-VII.

« Le mouvement d'opinion qui se produit en Europe contre la Russie rappelle celui qu'il y a 40 ans a procédé l'émancipation de la Grèce. - Nothomb, Berlin, à Rogier, 22-VI, AE. B, Prusse 22.

248) 9-VII, HHS. England 61.

« Es ist wahr dass die Karte Murawieffs sehr in England gestellt wird ». - Rapport de Bruxelles, Staatsarchiv Hamburg, Politische Berichte, 13-VIII.

249) Rapport de St. Pétersbourg, 8-VII, Geheimes Staatsarchiv, Die Ereignisse in Polen.

250) HHS. England 61, 17-VII.

Layard écrivit en même temps à Cowley: « The Queen seems to dread the idea of war, and I believe she expressed surprise that you admitted the possibility ». - Layard à Cowley, FO. 519/195, 11-VII.

251) HHS. England 61, 18-VII.

« Antonelli deplores our Polish policy which he says will only occasion resistance and bloodshed and not solve the question ». - Odo Russell, Rome, à Layard, BR. M., vol. CLXXVI/39. 106, 14-VII.

serait, on doit le craindre, le seul fruit que nous devons attendre de l'alliance anglaise » [252].

« Je ne suis pas encore en mesure de dire quel est le véritable sentiment public touchant la question polonaise... Il attend pour agir que le gouvernement donne, lui-même, le signal du mouvement ou qu'il laisse deviner sa politique » [253]. « Malgré les sympathies pour la Pologne, on ne désire pas la guerre contre la Russie sans alliés, ou avec le concours toujours douteux de l'Angleterre » [254]. « L'étrange attitude de l'Angleterre paralyse le martial élan qui nous porterait au secours des victimes de la barbarie moscovite » [255]. « Les sympathies qu'inspire la Pologne sont toujours aussi vives que générales, mais elles ne vont pas jusqu'au désir d'une intervention armée, si la France devait seule l'entreprendre » [256]. « Les partis avancés en politique et en religion, déjà coalisés pour les élections, s'unissent encore pour pousser le gouvernement dans les aventures d'une guerre » [257]. « La Pologne est toujours l'objet des plus ardentes sympathies et, sous le toit du riche et sous le chaume du pauvre, on fonde de grandes espérances sur la diplomatie dirigée par l'habile politique de l'Empereur » [258].

Le langage du public de Paris était plus décidé, ce public se prononçait plus nettement que le reste du pays pour une action militaire. « Toutes les femmes sont pour cette guerre de Pologne » — nota Doudan le 12 juin [259]. « Tout le monde pousse à la guerre » — constata le prince de Broglie [260]. « Tout ce qui me revient respire la guerre de Pologne » — écrivit Guizot [261]. « Nous sommes décidément à la guerre... Autour de l'Empereur on se frotte les mains; au ministère des affaires étrangères, on aiguise les sabres des soldats » — affirma Viel Castel [262].

La presse parlait hautement de la nécessité d'une intervention des armées françaises. « Nous ne sommes pas partisans de la guerre, nous ne voulons pas la guerre, nous ne poussons pas à la guerre. Mais, néanmoins, si, comme nous en sommes profondément convaincus, les choses en sont venues à ce point qu'il faudra bientôt se décider entre une paix qui voudrait dire: abandon de la Pologne et une guerre qui amènerait sa délivrance, notre choix est fait, et nous préférons une guerre au nom de l'honneur et de la justice à une paix maintenue au nom de l'égoïsme » [263].

---

252) Nancy, rapport du procureur général, 13-VII. AG. G^9 93.

253) Angers, 11-VII AN. BB^{30}.

254) Bordeaux, 16-VII, ibid.

255) Montpellier, 9-VII, ibid.

256) Metz, 9-VII, ibid.

257) Nimes, 6-VII, ibid.

258) Riom, 10-VII, AN. BB^{30}.

259) Doudan: Mélanges et Lettres, p. 106.

260) Lettre du 21-VI. Barante: Souvenirs, vol. VIII, p. 369.

261) Lettre du 1-VII. Correspondance de Guizot avec Léonce de Lavergne, p. 135.

262) Viel Castel: Mémoires, vol. VI, noté le 20-VIII, p. 247.

263) Correspondant, juin 1863.

« La conduite barbare du général Mourawiew suffirait pour justifier une intervention... Dans une situation nouvelle (la prise de Puebla), rien n'empêcherait l'Empereur Napoléon d'employer toute la puissance de la France à terminer cette grande question européenne » [264]. « Voilà où en est la question polonaise. C'est en présence d'une telle barbarie (les procédés de Mourawiew) que l'Europe se prépare à délibérer tranquillement, froidement, avec les diplomates russes. Et aucune puissance n'a encore rappelé ses ambassadeurs de St. Pétersbourg. On avait agi avec moins de longanimité vis-à-vis du roi de Naples qui, même au jugement de ses plus implacables ennemis, n'avait pas commis la millième partie des atrocités si justement reprochées à la Russie » [265]. « La mission qui a été confiée à Mourawiew et à ses pareils n'est pas de réprimer l'insurrection polonaise, c'est d'exterminer la Pologne... Le rôle de la diplomatie est terminé, il est temps que la guerre commence le sien » [266]. « Si cette question ne peut avoir de solution pacifique, les grandes puissances, qui ont l'orgueil de marcher à la tête de la civilisation et de l'humanité, se résigneront-elles à laisser prévaloir dans le feu, dans le sang, dans les supplices, dans les tortures de la Sibérie, la solution russe? Nous ne voulons point le croire » [267]. « Quelle que soit l'issue des négociations entamées à ce sujet entre les trois puissances et la Russie, nous n'admettons point que la France ne soit intéressée dans la question de Pologne au même titre que l'Angleterre et l'Autriche, qu'elle doive subordonner son action à la politique que ces deux puissances jugeront convenable de suivre, qu'elle doive s'abstenir de porter secours à la Pologne si l'Angleterre et l'Autriche ne veulent point aller au-delà de l'action diplomatique » [268]. « Les symptômes ne sont point pour la paix » [269].

Émile de Girardin ne croyait pas non plus à l'efficacité de l'intervention diplomatique, les mesures de répression ordonnées par Alexandre II justifiaient toujours pour lui une intervention militaire. Faisant allusion à l'inutilité des pourparlers diplomatiques avec la Russie, il constata: « l'avenir le prouvera; mais pour le reconnaître, faut-il donc attendre qu'il n'y ait plus en Pologne que des cadavres? » [270].

Le « Siècle » lança le 21 juillet l'idée d'un plébiscite qui devait se prononcer pour la guerre ou pour la paix; trois jours plus tard il reçut un avertissement du gouvernement. « La décision en politique étrangère appartient à l'Empereur » — disait cet avertissement.

* * *

Ce qui caractérisait la politique française dans cette période mai-juillet c'était l'indécision et le manque d'une ligne de conduite bien dessinée. La

---

264) Journal des Débats, 21-VI.

265) Monde, 9-VII.

266) Patrie, 8-VII.

267) Revue des Deux Mondes, chronique politique, 15-VI.

268) ibid. 1-VII.

269) Union, 21-VII.

270) Presse, 12-VI.

France s'associa à la note proposée par l'Angleterre, mais elle cherchait en même temps, soit directement soit par l'entremise de la Prusse, à renouer l'entente franco-russe telle qu'elle avait existé avant la convention d'Alvensleben.

Cette indécision du cabinet de Paris était encore soulignée par l'attitude de l'Angleterre. Celle-ci, craignant d'être impliquée dans un conflit avec les Etats-Unis, fit savoir à Berlin et à Vienne qu'elle n'avait aucun désir, ni moyen, d'empêcher la France d'intervenir en faveur de la Pologne.

Napoléon III s'adressa donc, une fois de plus, au gouvernement autrichien et lui proposa une alliance; une fois de plus, la monarchie des Habsbourg repoussa le plan d'une action antirusse.

Le souverain des Tuileries réussit à maintenir la question polonaise comme une question internationale, mais sans y trouver une solution; il pouvait toujours espérer que la communauté de l'action diplomatique des trois principales puissances européennes aboutirait enfin à une amélioration du sort des Polonais. Il ne pouvait pas prévoir, en envoyant la nouvelle note à St. Pétersbourg, que cette action se terminerait par l'isolement complet de la France, par la reculade de l'Angleterre, par la volte-face de l'Autriche, par le triomphe diplomatique de la Russie, et que pour sortir de cette situation il serait forcé d'accepter un rapprochement avec la Prusse. C'est pourquoi interrogé par les Polonais, l'empereur répondit: « Patience. Durez, je ferai ce que je pourrai » [271].

271) Réponse donnée en juin. - Marie Walewska: Quelques récits du temps passé, Messager Polonais, Varsovie, 1925, No. 160.

Chapitre IV.

La troisième intervention diplomatique.

LA RÉPONSE RUSSE DU 13 JUILLET. - LES RUSSES SE CROIENT À LA VEILLE D'UNE GUERRE. - LEURS DERNIERS PRÉPARATIFS MILITAIRES; LA FLOTTE FUIT LA RUSSIE. - LES ANGLAIS ATTENDENT UNE DÉCISION FRANÇAISE. - LES NOUVELLES PROPOSITIONS AUTRICHIENNES. - LA BROCHURE DE GRANIER DE CASSAGNAC. - UNE NOTE IDENTIQUE, ACCEPTÉE PAR LONDRES ET VIENNE. - L'ATTITUDE DU VATICAN. - LA PRESSION FRANÇAISE SUR VIENNE. - L'AUTRICHE ET L'ANGLETERRE S'OPPOSENT AU PROJET D'UNE NOTE IDENTIQUE. - LE CONSEIL DES MINISTRES DU 5 AOÛT. - LA LETTRE À CHARLES XV. - NOUVEAU REFUS RUSSE DE RAPPROCHEMENT. - LES NOTES OCCIDENTALES. - L'EXASPÉRATION DES RUSSES CONTRE LA POLOGNE. - LE CONGRÈS DE FRANCFORT. - LE MOMENT CRITIQUE DÉPASSÉ.

* * *

Le 17 juillet, l'ambassadeur de Russie remit au ministre français la réponse de son gouvernement [1]. Le cabinet de St. Pétersbourg déclarait qu'en s'adressant à la France il avait pour but de l'inciter à combattre l'agitation révolutionnaire de l'émigration polonaise dont l'un des principaux foyers se trouvait à Paris. Il ne contestait pas aux puissances le droit d'interpréter l'acte général de Vienne du 9 juin 1815, mais « l'appel à une conférence dépasserait de beaucoup les bornes de ce droit d'interprétation. Une pareille réunion ayant pour objet l'examen de questions qui se rattachent aux détails les plus intimes de l'administration intérieure, constituerait une ingérence directe qu'une grande puissance pourrait d'autant moins admettre qu'elle n'est ni dans l'esprit, ni dans la lettre des traités existants ». L'idée d'un armistice était naturellement repoussée: l'armistice favoriserait trop les insurgés. Cependant la Russie était disposée à discuter le problème polonais, à condition toutefois que cette discussion se limitât à St. Pétersbourg, Vienne et Berlin. C'était donc une fin de non-recevoir opposée aux suggestions occidentales [2].

La réponse de St. Pétersbourg était très habile. Se croyant à la veille

---

1) Staatsarchiv, No. 884, 886, 888. Les réponses russes sont du 13 juillet.

2) Paris fut prévenu par Vienne de la teneur de la note russe. « Le Constitutionnel » du 9 juillet constatait: « Dans l'abandon de la Pologne, comment ne pas voir les deux plus redoutables dangers de l'avenir pour l'Europe, c'est-à-dire le triomphe de la révolution ou le triomphe du panslavisme? Ne comptant que sur son désespoir, la Pologne se jetterait dans les bras de la démagogie européenne. D'autre part, quelle force n'apporterait pas à la cause du panslavisme la suppression violente de la nationalité polonaise ». La diplomatie française s'efforça en conséquence, avant même d'avoir reçu communication officielle de la note de Gortchakow, de démontrer à ses partenaires le péril que présenterait une abstention dans la question polonaise.

d'une guerre contre une coalition européenne [3], la Russie, dans ce qui pouvait être son dernier acte diplomatique avant le déclenchement des hostilités, rappelait la solidarité d'intérêts existant entre les trois capitales copartageantes. Elle voulait démontrer à la Prusse le désir de la voir à ses côtés, et inciter l'Autriche à renoncer à une éventuelle alliance occidentale, et faire voir à l'une et à l'autre le danger que présentait le cas polonais. Elle les invitait « à des négociations séparées », en faisant ressortir la communauté d'intérêts qui liait les trois capitales, « entre lesquelles les traditions de l'histoire, un contact permanent et un voisinage immédiat avaient créé une étroite solidarité ».

* * *

En même temps les Russes faisaient leurs derniers préparatifs militaires. L'amiral Popow, commandant en chef de la marine russe du Pacifique, fut averti que ce serait probablement l'escadre anglaise qui la première serait avisée du commencement de la guerre. Le télégramme du 31 juillet affirma que la situation était tendue à l'extrême [4]. La flotte mouillée à Cronstadt quitta les eaux de la Baltique se dirigeant vers les États-Unis [5] où fut aussi dirigée la frégate stationnant en Grèce. Un cuirassé, non en-

---

3) « Le gouvernement russe, manda lord Napier, s'attend à un conflit dont la France prendra l'initiative. Il est persuadé que l'Angleterre y sera entraînée par la force des choses... Les Russes croient que la guerre est déjà décidée et que, quelle que soit leur réponse et quelles que fussent les concessions qu'ils pourraient accorder aux Polonais, ils seront attaqués ». - PRO. 84, 19-VII-1863.

4) Golder, op. cit..

5) L'amirauté russe avait profité des leçons de la campagne de Crimée, et déjà en 1862 le Grand-Duc Constantin, commandant en chef de la flotte, avait, dans ses instructions, mis l'accent sur la nécessité, en cas de conflit avec une des puissances maritimes, d'éviter le blocus des navires dans les ports. Ils devraient fuir les forces supérieures de leurs adversaires et commencer à chasser leurs bateaux marchands.

Au début de juillet 1863, le général-adjudant Krabbe, qui à ce moment commandait la marine, présenta au tzar un plan de campagne. La flotte de guerre — précisa-t-il — était très faible, plus faible encore que ne l'indiquaient les statistiques officielles. Elle était composée d'une petite escadre dans le Pacifique, sept unités à Cronstadt et une frégate en Méditerranée. Ces unités étaient presque toutes en bois et elles utilisaient encore la voile. Mais l'expérience faite pendant la guerre civile américaine avait prouvé qu'un petit nombre de navires bien commandés pouvaient infliger des pertes sensibles à l'ennemi. L'Angleterre — ajouta Krabbe — avait évité un combat contre les Etats-Unis par crainte de voir son commerce paralysé par les corsaires américains. La Russie n'avait aucune chance de soutenir une lutte sur mer contre les flottes réunies de la France et de l'Angleterre, mais elle était assez forte pour une action de harcèlement. Le gouvernement de Londres pourrait bien changer d'opinion sur le problème polonais quand il aurait découvert les desseins russes. Pour bien les exécuter il fallait quitter les ports menacés de blocus et se transporter ailleurs. Afin de ne pas éveiller les soupçons des Anglais, les bâtiments devraient appareiller séparément en donnant comme destination la Méditerranée. Il concluait en affirmant qu'il n'y avait rien à perdre en prenant cette initiative. Même en supposant la destruction de la flotte, la cause russe ne subirait aucun préjudice, car bloquée à Cronstadt cette flotte serait inutile et il faudrait la protéger, tandis que son succès pourrait amener des résultats appréciables.

La réponse du tzar fut prompte et favorable. Les ordres furent donnés de préparer le départ des navires, et on distribua de l'argent pour deux ans. - Marine BB/4 828. Le rapport du contre-amiral Reynaud du 30 octobre 1863 d'après les renseignements donnés par Władysław Zbyszewski, Polonais qui, ayant quitté le service dans la marine russe où il avait commandé une frégate, rejoignit les rangs des insurgés. Annexe XV.

Le travail de Golder, op. c., effectué d'après des archives russes, confirme les renseignements donnés par Zbyszewski.

core terminé, quitta l'Angleterre et fut envoyé à Cronstadt [6]. Les Russes s'efforçaient surtout de se tenir prêts à repousser une attaque franco-suédoise dans la Baltique [7] et une attaque franco-turque dans la Mer Noire [8]. Ils travaillaient en outre activement pour fomenter une révolte qui ferait diversion parmi les populations de l'État turc. En Europe ils excitaient les Serbes, les Bulgares et les Monténégrins [9], en Asie Mineure ils poussaient à la rébellion les Bédouins des bords du Jourdain [10].

L'agitation de la population russe était à son comble. A la suite de la remarque faite par un diplomate allemand que sa note pouvait provoquer la guerre, Gortchakow répondit: « je dois être en guerre, soit avec l'Europe, soit avec mon pays et je préfère la première de ces deux alternatives » [11]. « Le prince Gortchakow — constata le consul français à Riga — [12] jouit en ce moment d'une popularité que sa première réponse ne lui avait pas procurée. Dans toutes les grandes villes on organise en son honneur des manifestations dans lesquelles le général Mourawiew n'est pas oublié. Enfin l'opinion publique est arrivée à un degré de surexcitation qui permettra difficilement au gouvernement de revenir sur ses pas » [13]. Le 5 août, le duc de Montebello écrivit: « on attend ici avec plus de calme qu'on n'aurait pu le supposer les déterminations auxquelles s'arrêteront les trois cours » [14].

« Quant à l'opinion publique plus exaltée encore à Moscou et dans l'intérieur de l'Empire qu'à St. Pétersbourg même, elle repousse avec indignation toute ingérence étrangère et elle ne permettrait pas au Gouvernement de faire des concessions qui pourraient paraître être arrachées à la

---

6) Marine BB^3 737, 12-VII-1863.

7) FO. 73/332 Sweden, 15-VI, 28-VII-1863.
FO. 65/635 Russia, 10-VII-1863, rapport de Napier.
Br. M. vol. CLXXVI, St. Pétersbourg 23-VII-1863.
FO. 65/636, Russia, 29-VIII, rapport de Napier.

8) Le consul français à Odessa mandait: « Les mesures défensives et les préparatifs de guerre commencés par le gouvernement russe dans le sud de l'empire se poursuivent avec une activité croissante... Des bruits de guerre remplissent le pays depuis quelques jours... Les préparatifs de la Russie dans la Mer Noire continuent. Un fait semble toutefois bien établi aujourd'hui, c'est la résolution prise à St. Pétersbourg de renoncer à toute défense de Sébastopol... Il paraît donc dès à présent constaté que Kertch et Nicolaiew sont les deux points sur lesquels se concentrent la sollicitude du gouvernement et l'espoir de résister avec succès à une agression étrangère ». - AE. Russie, Odessa, 28-VII, 3-VIII-1863.

9) AE. Turquie, Belgrade, 23-VI-1863.
AE. Turquie, Bucharest, 10-III, 22-VIII-1863.
AE. Turquie, Galatz, 3-III-1863.
FO. 7/658 Austria, Ragusa, 12-VI, 27-VII, 20-VIII, 4-IX-1863.

10) AE. Turquie, 29-X-1863.
AE. Turquie, Jeruzalem, 3-X-1863.
Marine BB^4 831, 1-X, 8-X-1863.

11) AE. Saxe, 21-VII-1863.

12) AE. Russie, Riga, 5-VIII-1863.

13) Sur l'opinion publique russe envers la Pologne en 1863: Kucharzewski: The Origins of Modern Russia, chap. IX et X.

14) AE. Russie, 5-VIII-1863.

suite des menaces du dehors » [15]. Il régnait partout dans le pays « une espèce d'irritation fièvreuse contre la Pologne et ses protecteurs étrangers ». Les choses en étaient venues au point que le tzar ne pouvait « sans compromettre singulièrement sa popularité céder à l'insurrection ou à des menaces du dehors ». Du reste, le gouvernement continuait très activement ses armements défensifs. Les forteresses étaient réparées et armées. On faisait de grands travaux à Cronstadt et à Sveaborg. Des troupes nombreuses garnissaient la Finlande. « En un mot la Russie se prépare à soutenir une grande lutte défensive et les lenteurs calculées de sa diplomatie auront empêché qu'elle ne soit prise au dépourvu si la guerre doit éclater » [16]. Elle serait d'ailleurs pour la Russie « une guerre sainte » [17].

« C'est certainement un fait digne de remarquer — constata un autre diplomate belge — que depuis l'insurrection en Pologne on ne parle plus de symptômes révolutionnaires en Russie » [18]. « A en juger d'après des propos tenus par des personnes de l'entourage du tzar », écrivait Thun de St. Pétersbourg, on ne se faisait en haut lieu point d'illusion sur la gravité de la situation et on n'y avait conservé que peu d'espoir de sortir sans guerre de la crise actuelle [19]. « Si vous voulez la guerre » — déclara Gortchakow à Montebello — « faites-la, nous ne la craignons pas » [20]. Et devant un autre diplomate il ajouta: « même une guerre féroce » [21]. « La situation se tend chaque jour ici. L'on est convaincu, dans les plus hautes sphères de l'administration, que la guerre est inévitable. Comme première mesure l'on est préparé à une rupture diplomatique avec la France, l'Angleterre et l'Autriche » [22]. D'autre part, l'exaspération des Lithuaniens et

---

15) Rapport de St. Pétersbourg, 8-VII, AE. B, Russie 71.

La tzarine constata elle-même dans une de ses lettres privées à son frère, le prince Alexandre de Hesse: « Der Kaiser hat sich sehr überwinden müssen um Mässigung zu üben und höflich auf die unverschämten Noten, insbesondere auf die englische zu antworten. Aber ich fürchte, das diese Mässigung vom verletzten Nationalstolz nicht gewürdigt werden wird, der den Krieg selbst zum Preise der grössten Opfer verlangt... Ein gutes Zeichen hoffentlich für den Frieden sind die Unterhandlungen mit englischen Bankiers für eine Eisenbahn von Moskau nach Sewastopol, für die sie schon grosse Kapitalien... mitgebracht haben... Wenn es keinen Krieg gibt, muss man einmal endgültig mit Polen fertig werden. Im Monat August vielleicht. Die Verfügungen hiezu sind schon sämtlich getroffen ». - Corti: Unter Zaren, p. 179-180, lettre du 18 juillet.

16) 20-VII, AE. B, Russie 71.

Les armements en Finlande continuaient « sur une grande échelle ». - Rapport de Stockholm, 14-VI, HHS. Schweden 15.

« Continuellement des troupes arrivent de l'intérieur et du midi de la Russie et sont dirigées en Pologne, en Finlande et dans les provinces baltiques ». - Rapport de St. Pétersbourg, 29-VII, Geheimes Staatsarchiv, Die Ereignisse in Polen.

17) 22-VII, AE. B, Russie 71.

18) O' Sullivan, Vienne, à Rogier, 9-VII, AE. B, Autriche-Hongrie 31.

19) 10-VII, HHS. Russland 54.

20) 18-VII, ibid.

21) Napier à Russell, 22-VII, PRO. 105.

22) Algemeen Rijksarchief, La Haye, Polen No. 159, 29-VII.

Quelques jours plus tôt il avait affirmé que le peuple russe était disposé « aux plus grands sacrifices ». - 20-VII, ibid.

des Polonais était « à son comble ». Mourawiew peuplait les prisons de toutes les personnes « suspectes de participation à la révolution » [23].

Une levée extraordinaire, 10 hommes par 1000 âmes fut ordonnée dans tout l'empire russe. Les anciennes provinces de l'Etat polono-lithuanien en furent exemptes, sauf trois gouvernements [24]. C'était bien un terrible commentaire de la Russie à sa note du 13 juillet. « Ce recrutement extraordinaire aura en Europe un retentissement plus douloureux que le refus de l'armistice » constata « le Constitutionnel » du 22 juillet. « Je me prépare au départ. On fait ses malles plus facilement en juillet qu'en février », disait le baron Brunnow [25].

* * *

Or, les Russes n'étaient pas seuls à croire que la réponse de la France déclencherait les hostilités. Palmerston attendait, parfaitement calme, la réaction de Napoléon [26]. Lord Napier pria son ministre des affaires étrangères de le prévenir de la rupture des relations diplomatiques pour qu'il pût régler à temps ses affaires personnelles [27]. « Il faut prévoir le pire » nota Disraeli [28]. Russell se montrait fort peu édifié de la réponse russe qu'il qualifiait d'évasive et qui lui paraissait avoir été écrite en vue de chercher à gagner du temps et « à amuser le tapis » [29]. A Londres, tout le monde se rendait compte que la situation était fort grave, et que les puissances avaient le choix entre la nécessité de « subir la plus profonde humiliation diplomatique, ou de prendre des mesures qui conduiraient inévitablement à la guerre ». Il en résultait, disait un membre du cabinet anglais, que la puissance la plus affaiblie, la plus démoralisée, la plus ruinée, la plus profondément atteinte par la lutte en Pologne et par des dissensions intestines, ferait la loi à l'Autriche, à la France et à l'Angleterre et

---

23) 28-VII, HHS. Russland 54.

Russell écrivit à Bloomfield, Vienne: « The answers of Russia after inviting us to exchange ideas are very offensive, but I am against indulging the Russian army in its evident desire to make war. It seems that the idea of crushing Poland has great charms for the moscovite mind. But they forget that though they are not civilized, Europe is, and that atrocities and barbariries would not long be permitted ». - 22-VII, PRO. 42.

« Lord Bloomfield m'a dit hier au soir que le Roi de Prusse se montrait fort mécontent de la marche des choses en Russie et s'exprimait très vivement contre les procédés du Général Mourawiew ». - O' Sullivan, Vienne, à Rogier, 29-VII, AE. B, Autriche-Hongrie 31.

24) Les gouvernements exempts de ce recrutement furent ceux de: Wilno, Kowno, Grodno, Wolhynie, Kiew et Podolie, mais pas ceux de Witebsk, Mińsk et Mohilew.

25) Vitztum von Eckstädt, p. 238, lettre du 23 juillet.

« Et tel est l'effet que produisit à l'ambassade russe la dépêche du Prince Gortchakoff, qu'on s'y prépare déjà à une interruption des relations diplomatiques ». De Weyer, Londres, à Rogier, 22-VII. AE. B, Grande-Bretagne 43.

26) « Il m'a paru ne pas craindre la moindre chance de guerre ». - Gros à Drouyn de Lhuys, AE. Angleterre 20-VII.

27) « J'ai ma femme, mes enfants, mes papiers, mes livres et je les voudrais tous pouvoir expédier d'avance ». - 18-VII, PRO. 84.

28) Et il ajouta: « Une guerre au centre de l'Europe, sous prétexte de rétablir la Pologne, ce sera une guerre générale et longue. La carte de l'Europe sera considérablement modifiée, mais je doute que le nom de Pologne y reparaisse ». - Buckle, vol. IV, p. 339, lettre du 21-VII.

La crainte, mais aussi la conviction que le conflit est inévitable, se fait jour dans la correspondance de Layard. - Br. M. vol. XXII, 29-VII, 5-VIII.

29) Rapport de Londres, 20-VII, Geheimes Staatsarchiv, Die Ereignisse in Polen.

leur infligerait « le plus sanglant affront » [30]. Le cabinet britannique, après avoir pris connaissance de la réponse russe, ajourna sa décision jusqu'au moment où l'attitude de la France serait plus marquée [31].

Si les Anglais étaient plutôt résignés à se voir entraînés dans une campagne militaire contre la Russie, les Suédois étaient impatients d'y prendre une part active. Aussitôt que la note de Gortchakow fut publiée, Charles XV se rendit au Danemark où il obtint l'engagement de Frédéric VII de fournir une armée de 30.000 hommes en vue d'une action ayant pour but la libération de la Finlande [32]. Le prince Oskar, frère de Charles XV, dit ouvertement au ministre français: « l'Empereur sait que n'importe sur quelle question nous sommes prêts et serions heureux de nous trouver à ses côtés » [33]. Le ministre suédois des affaires étrangères, le comte de Mandestroem, déclara au ministre anglais, Jerningham, que tous les rapports qu'il recevait de Paris parlaient de préparatifs militaires considérables de la France. Mandestroem ne cachait pas sa propre opinion selon laquelle, en cas d'une guerre entre les Français et les Russes, l'Angleterre ne pourrait pas garder longtemps une attitude neutre. Jerningham de son côté ne doutait pas que la Suède participerait également à un tel conflit. « Une guerre contre la Russie ayant pour but l'indépendance de la Pologne incitera ce pays à s'y associer ». « La presse suédoise — ajouta-t-il — traite le tzar Alexandre II d'Attila des temps modernes » [34].

De l'autre côté de la Russie, c'était la Turquie qui attendait une décision de Paris [35]. Ali Pacha discernait, parmi les éventualités d'une guerre, une occasion pour la Porte de prendre revanche des humiliations que « son inexorable rivale » ne cessait de lui imposer; il raconta au chargé d'affaires d'Autriche que la Russie faisait sur la côte de la Circassie des préparatifs de guerre sur une si vaste échelle, que son gouvernement s'était cru en devoir d'en demander des explications au prince Gortchakow: on lui répondit que la Russie était tellement persuadée d'avoir la Porte parmi ses ennemis en cas de guerre, qu'elle avait jugé nécessaire de prendre dès à présent des mesures en conséquence [36].

---

30) Rapport de Londres, 22-VII, AE. B, Grande-Bretagne 43.

31) Russell à Cowley, 18-VII, PRO. 105. Apponyi à Rechberg, 19-VII, HHS. England 61. Apponyi nota: « Lord Palmerston paraît peu édifié du contenu des trois dépêches » - ibid.

32) PRO. 78, 14-VIII-1863.

33) AE. Danemark, 1-VIII-1863.
« On attend une flotte française dans la Baltique » - AE. Danemark, Kiel, 31-VII.
« On croit toujours que la Russie ne cédera pas et la guerre est imminente » - 8-VIII, ibid.

34) FO. 73/332 Sweden, 28-VII, 31-VII.
Fournier manda à Drouyn de Lhuys: « Hier j'ai eu l'occasion de voir le roi Charles XV. Sa Majesté m'a dit d'elle-même, qu'Elle avait l'intention, avant que la Diète se sépare, de lui demander un subside provisionnel, dans le but de mettre son armée et ses arsenaux en état d'attendre les éventualités et de n'être pas surpris par elles... J'ai entendu affirmer, mais je ne le répète que sous toute réserve, que depuis le retour du roi à Stockholm, et pendant le séjour du prince Amédée, il y a eu entre Stockholm et Turin un échange assez multiple de télégrammes auxquels la politique ne paraissait pas étrangère ». - Fournier, AE. Suède, 8-VIII.

35) Bulwer écrivit de Constantinople que la Porte ne consentirait pas à voir une armée française dans les Principautés Danubiennes, et que son effort principal porterait sur la Circassie. - Br. M., vol. CLXXVII, 6-VIII.

36) Rapport de Constantinople, 30-VII, HHS. Türkei 81.
« Les bruits de guerre prennent tous les jours plus de consistance en Transcaucasie et sur le littoral russe de la Mer Noire ». « A Caffa et à Kertch il est interdit de parler des affaires de Pologne ». - Turquie, Trébizonde, 25-VII.

Le langage de la presse parisienne était très violent. Cette presse n'était pas habituée à lire des réponses pareilles à celle que la Russie avait adressée à Napoléon III. « Nous n'hésitons pas à dire — précisa la « France » de La Guéronnière — que la réponse russe, telle qu'elle est formulée, est inacceptable » [37]. « Depuis trois jours, Paris nous rappelle l'aspect qu'il avait en 1859, au mois d'avril, lorque tout le monde se demandait, en face de la question d'Italie: « Aurons-nous la guerre? » [38]. « La Russie n'accepte même pas les six points... Cette attitude, qu'elle prend vis-à-vis des puissances intervenantes, n'est pas sans danger pour elle et pour le maintien de la paix: elle le comprend; mais elle comprend aussi que la guerre sortirait fatalement de la continuation des négociations, et au langage qu'elle tient, il est permis de croire qu'elle aime mieux la braver et la précipiter que l'attendre » [39]. La « Gazette de France » se prononça pour une intervention de la France, même si elle devait agir seule. « Délivrer la Pologne est la mission de la France » [40]. « Si la décadence de l'esprit diplomatique à l'époque où nous vivons, avait besoin d'être attestée une fois de plus, elle le serait par la réponse que le prince Gortchakow a adressé à la dépêche habile de M. Drouyn de Lhuys... Quant à l'amnistie (promise par Alexandre II après l'écrasement de l'insurrection), on sait que les Polonais sont le peuple le plus souvent amnistié de l'Europe... Quant à nous, nous ne répugnerions pas à cette solution si elle devenait nécessaire, parce que nous croyons que cette guerre, comme celles que nous avons faites jusqu'ici en Crimée et en Italie, serait courte et promptement décisive, et qu'elle aurait de plus un caractère distinctif: elle serait essentiellement désintéressée... et, en plus, elle serait la plus grande et la plus décisive action du dix-neuvième siècle » [41]. « Tandis que les gouvernements échangent des dépêches, les combattants en Pologne redoublent d'énergie. Aide-toi, la diplomatie t'aidera » [42]. « L'heure des solutions solennelles approche, et l'Europe attend le dernier mot de la diplomatie avec une émotion qui s'accroît chaque jour. Mais pendant que les cabinets délibèrent, la Russie agit. Elle poursuit l'exécution du plan qu'elle vient d'avouer en refusant l'armistice, et qui peut se résumer ainsi: Noyer l'insurrection dans le sang des insurgés, et gagner la diplomatie de vitesse, en opposant à l'action méthodique et compliquée des chancelleries l'oeuvre d'extermination qui s'accomplit sommairement par la main des bourreaux... Lisez les documents qui remplissent les feuilles officielles russes [43], lisez les instructions adressées par le gouvernement du tzar aux généraux chargés de réprimer l'insurrection, lisez surtout les proclamations, les circulaires, les décrets du général Mourawiew... Ce que les lois de toutes les nations civilisées punissent comme un crime, le fait d'exciter les diverses classes de citoyens à se lever et à s'armer les unes contre les autres, devient un moyen naturel

---

37) La France, 23-VII.

38) La France, 28-VII.

39) Gazette de France, 23-VII.

40) Gazette de France, 5-VIII.

41) Journal des Débats, 23-VII. L'article de Saint-Marc Girardin.

42) Journal des Débats, 27-VII.

43) Les Polonais publièrent à la fin de l'année 1863 les documents officiels russes relatifs à la répression du soulèvement: Code Rouge, Paris 1863.

et légitime à l'usage de la politique russe [44]... Dans les dépêches du prince Gortchakow, la Russie ne se montre que de profil à l'Europe; pour la voir et la considérer de face, il faut lire et méditer les proclamations du général Mourawiew » [45]. « Il n'y a qu'un mot qui caractérise justement la réponse du prince Gortchakow: la Russie se moque de nous » [46]. « Quant aux moyens diplomatiques vis-à-vis de la Russie, il faut bien reconnaître qu'ils sont impuissants. La Russie ne peut, elle-même, concéder ce qu'on lui demande... son gouvernement ne peut, sans perdre tout son prestige sur les populations russes, consentir à ce qui serait considéré comme un démembrement du territoire national. Lorsqu'une question est ainsi posée, il n'y a que la force pour la résoudre. Le tzar peut céder après une bataille décisive; avant, il commettrait, aux yeux de ses peuples, une lâcheté qui le perdrait » [47]. « Elle ne répond plus, elle accuse, et peu s'en faut qu'elle ne menace » [48]. « Est-il besoin vraiment d'avoir sous les yeux la dépêche russe pour connaître la réponse de la Russie. Est-ce que depuis deux mois, Mourawiew ne la fait pas connaître tous les jours »? [49]. « Une fois de plus les événements donneront raison à ceux qui estiment que si la paix est un bien précieux, elle ne saurait être achetée à tout prix » [50]. « Ce n'est pas une réponse diplomatique, c'est un défi » [51]. « Un ultimatum ou une défaite: telle est l'alternative où se trouvent aujourd'hui les puissances » [52].

« Le Correspondant », blâmant les procédés des généraux russes, surtout de Mourawiew, affirmait: « S'il y avait une Europe chrétienne, elle serait debout et en marche sur Varsovie... Nous serions embarrassés, nous dit-on, d'agir seuls; cela est possible, mais nous le serons bien plus, croyez-le, de n'avoir pas agi... Il faudrait ne plus croire au Christ, fils de Dieu et Sauveur des hommes, pour ne pas voir que cette guerre inévitable serait bénie. C'est une honte et une fatalité de notre époque, qu'un empire qui n'a encore touché à la civilisation que par ses hautes classes et qui ne se sert des progrès qu'il nous emprunte que pour propager la barbarie, occupe dans les affaires du monde la grande place qu'on a laissé prendre à la Russie » [53].

Tous ces articles demandaient la guerre, tous voyaient dans la réponse russe un langage inadmissible, tous attendaient une réplique énergique de l'empereur. La presse ne connaissait pas les offres d'alliance de la part de l'Italie, du Danemark, de la Suède, et éventuellement de la Turquie. Il ne s'agissait jamais, pour le gouvernement impérial, d'agir seul, sans aucun autre appui: ce qu'il cherchait pendant toute l'année 1863, c'était l'alliance autrichienne. Il ne voulait pas commencer une guerre sans un traité avec Vienne. Or, la monarchie des Habsbourg repoussait toujours tous les projets de Paris visant à une coalition antirusse.

---

44) Les Russes s'efforcèrent de diviser la population polonaise par l'excitation à la lutte des classes, les paysans contre le reste de la société.

45) Journal des Débats, 2-VIII.

46) Monde, 23-VII.

47) Monde, 24-VII.

48) Patrie, 23-VII.

49) Opinion Nationale, 19-VII.

50) Revue Contemporaine, 30-VII.

51) Siècle, 23-VII.

52) Temps, 27-VII.

53) Correspondant, chronique politique, juillet 1863.

« La réponse du prince Gortchakow — constata le ministre des Pays-Bas à Paris — a produit l'effet d'une bombe au milieu de la société française, qui reste comme stupéfaite par son éclat » [54]. Les murs de Paris étaient couverts toutes les nuits d'affiches, le dessins, d'inscriptions demandant la guerre. L'une des inscriptions, « la France s'arrête, donc elle recule », devint le mot d'ordre des partisans de l'intervention armée [55]. Le sentiment général était « très alarmé et l'on se croyait déjà à la veille de la guerre » [56]. « Tout était à la guerre dans certaines régions et surtout parmi les spéculateurs à la Bourse » [57]. Dans les faubourgs, parmi les ouvriers, on colportait une adresse demandant, en présence des crimes contre l'humanité, une guerre immédiate [58]. L'opinion publique voulait reconnaître l'inspiration du comte Walewski. « Mais le comte Walewski se permettrait-il une pareille démarche s'il croyait déplaire en haut lieu? » [59].

---

54) Rapport du 23 juillet, Algemeen Rijksarchief, Polen No. 159.

55) Correspondance de Paris du journal « Europe », Francfort, 30 juillet, citée par Kaiser: Napoleon III und der polnische Aufstand von 1863, p. 108.

56) Rapport de Paris, 24-VII, Geheimes Staatsarchiv, Die Ereignisse in Polen.
« Une impression des plus pénibles » - nota Metternich, 20-VII, HHS. Frankreich 75.

57) Rapport de Paris, 22-VII, AE. B, France 21.
« The publication of the answers of Russia to the cabinets of Paris, London and Vienna and of Lord Napier's dispatch, produced quite a panic at the bourse, and a very heavy fall of funds ». - Slidell, Paris, à Benjamin, 5-VIII, ORN.

58) « Sire, En présence des crimes qui se commettent contre l'humanité, il n'y a plus de partis en France, il n'y a qu'une nation toujours prête à affermir la solidarité des peuples. La Russie égorge la Pologne. Elle égorge des citoyens que nos pères avaient baptisés leurs frères d'armes... Et cette débauche de sang, Mourawieff l'assaisonne de barbares atrocités qui font frissonner d'horreur notre civilisation... Sire, vous tenez dans vos mains le glaive de la France, servez-vous de ce glaive pour trancher une question que la diplomatie est impuissante à résoudre. Sire, déployez le drapeau national et affirmez derechef au monde qu'une sainte le précéde et qu'un grand peuple le suit! Sire, sauvez, sauvons la Pologne ».

59) Rapport de Paris, 19-VII, Generallandesarchiv Karlsruhe, Diplomatische Specialakten Russland, No. 3010.
« Die öffentliche Meinung ist seit einigen Tagen ziemlich aufgeregt und wird dazu künstlich viel beigetragen. Die Kaiserin ist wohl hauptsächlich nach Vichy gereist um sich mit dem Kaiser über die polnischen Angelegenheiten zu besprechen ». - Rapport de Paris, 25-VII, Hauptstaatsarchiv Stuttgart, E 70/47/9.
Quelques jours plus tôt le ministre de Hesse nota: « In Vichy soll man, wie behauptet wird, übler Laune seyn ». - 22-VII, ibid.
« It is unfortunate for us that at this very moment Europe feels itself on the verge of a general war... In France public opinion is in a state of unprecedented ferment, all parties and all classes uniting in a clamor for war which must drown the soberer counsels, if such there are, in the imperial cabinet. I doubt whether this feeling is less strong in England, though its expression is subdued by the more sedate temper of the people and their instinctive aversion to war... There is, therefore, a substantial danger of a European war, in the turmoil of which we should be wholly lost sight of ». - Hotze, London, à Benjamin, 23-VII, ORN.
Adams manda pour sa part: « In the mean time the indications of uneasiness in the relations of the continental powers continue very marked. The Emperor of Russia is evidently preparing for difficulties in the spring. And although the ministry here has taken pains to announce their determination not to press matters about Poland to the point of war, there is some fear lest the French Emperor should be able to involve Great Britain in it, as he did in 1854, by the pressure of the popular sentiment ». - Adams, Londres, à Seward, 23-VII, Diplomatic Correspondence.
Pike manda de La Haye: « The late correspondence of the great powers with Russia in regard to the Polish insurrection is engrossing a very large share of the attention of European statesmen just now, and there is a feverish apprehension of a general disturbance. The disclaimers of the interfering parties are, however, sufficiently explicit to show that of their own motion they will not go to war in behalf of the Poles. And I cannot see any evidence that public sentiment is either united enough or strong enough to bring on hostilities against the wish of existing cabinets ». - Pike, La Haye, à Seward, 29-VII, ibid.

Une fois de plus, le cours des événements dépendait entièrement des réactions de la diplomatie des Tuileries [60]. Drouyn de Lhuys déclarait que la réponse russe laissait « beaucoup à désirer » [61]. « C'est nous mettre à la porte » — constata Montebello [62]. Le ministre français des affaires étrangères fit savoir aux cabinets de Londres et de Vienne, par une dépêche du 21 juillet 1863, que son gouvernement ne désirait pas poursuivre avec les Russes une discussion stérile [63]. « En me reportant aux déclarations et aux assurances que nous avions reçues de St. Pétersbourg dans les premières phases de la négociation, je n'hésite pas à dire que nous étions autorisés à augurer tout autrement des dispositions conciliantes de la cour de Russie et de sa sagesse ». Les trois capitales occidentales devaient, d'après Drouyn de Lhuys, échanger leurs opinions en laissant aux événements le soin d'imposer les décisions futures [64].

* * *

La dépêche de Drouyn de Lhuys, envoyée a Vienne le 21 juillet, se croisa avec celle qui fut envoyée à Paris et à Londres par le cabinet de Vienne le 19 du même mois. Rechberg, après avoir reçu la réponse officielle du cabinet russe, avait prié télégraphiquement les gouvernements de Londres et de Paris de s'abstenir de toute décision avant l'arrivée de nouvelles

---

60) En ce qui concernait la Prusse, Oubril nota: « Mais un fait me frappe: la constante préoccupation de Bismarck et son cabinet de maintenir de bonnes relations avec la France. Vous avez vu les récentes félicitations du Roi à l'occasion de la prise de Puebla répétées à l'entrée des Français à Mexico. Ses (de la Prusse) sympathies nous sont acquises, mais sa curiosité est dirigée vers les bords de la Seine ». - Oubril, Berlin, à Gortchakow, 18-VII, APP. III, No. 589.

Le ministre de Belgique à Berne constata que l'opinion publique était peu satisfaite de la chute de Puebla. « On aimerait mieux à Berne voir la France soutenir la Pologne qu'écraser le Mexique ». - AE. B, Suisse 4, 19-VI.

61) Rapport de Paris, 20-VII, Geheimes Staatsarchiv, Frankreich 1863.

Drouyn de Lhuys disait au prince Czartoryski qu'il ne savait pas encore ce qu'il ferait. Le gouvernement français, ajouta le ministre, attendait ce que déciderait le cabinet anglais. - Czartoryski, op. cit., p. 378, 22-VII.

62) Rapport de St. Pétersbourg, 20-VII, Algemeen Rijksarchiv, La Haye, Polen No. 159.

« ... und als überdies Russland in neuester Zeit auch bezüglich der griechischen Thronfolge gezeigt habe, dass man in St. Petersburg principiell gegen die Einmischung in die Angelegenheiten eines fremden Staates nichts einzuwenden habe ». - la remarque du ministre de Wurtemberg à Vienne, Hauptstaatsarchiv Stuttgart, E 70/73/3, Vienne, 16-VI.

63) « Der Winter macht einen Feldzug nach Russland unmöglich. Inzwischen hofft Russland mit seiner Macht die Insurrektion zu erdrücken. Armes Polen! Wenn du auf diplomatische Intervention standhaft gerechnet habest! » - Rapport de Paris, Eidgenossisches Bundesarchiv, Berne, Schweizerische Gesandtschatf in Paris, 19-VII.

64) AE. Angleterre, 21-VII. AE. Autriche 21-VII.

Cowley, Paris, à Russell, 20-VII, 23-VII, FO. 27/494, France. Metternich à Rechberg, 20-VII, HHS. Frankreich 75.

« Le Constitutionnel » du 20 juillet constata: « L'état des choses en Pologne ne se modifie en aucune façon; c'est toujours, d'un côté, une répression violente; de l'autre une résistance opiniâtre ».

Montebello ne cacha pas aux diplomates les pensées que lui avait inspirées la réponse russe. « A la vérite — dit-il — deux grandes puissances comme la France et l'Angleterre ne peuvent pas se laisser insulter à la face de l'Europe ». APP. III, No. 597, 21-VII.

propositions autrichiennes [65]. Ces nouvelles propositions suggéraient de poursuivre les négociations dans une conférence à quatre entre l'Angleterre, l'Autriche, la France et la Russie [66]. Cette proposition fut repoussée aussi bien par Paris que par Londres; « ce serait nous exposer au ridicule » — répondit Russell [67]. Vienne, de son côté, s'alarma de la note de Drouyn de Lhuys du 21 juillet. « Rechberg est terrifié par les nouvelles reçues de Paris ». En effet, il y voyait l'annonce d'une décision déjà prise [68]. Le langage du « Constitutionnel » n'était pas fait pour le rassurer [69].

* * *

Quelques jours plus tard le gouvernement français proposa à Londres et à Vienne d'adresser au cabinet russe une réponse identique [70]. Cette initiative impériale fut accompagnée de la publication d'une brochure que le monde diplomatique considéra comme émanant directement des Tuile-

---

65) AE. Autriche, 18-VII-1863.
Cowley, 18-VII-1863. FO. 27/1493, France.
Bloomfield, Vienne, FO. 7/654, Austria, 18-VII.
Rechberg à Metternich, Paris, et Apponyi, Londres, 19-VII - Staats, No. 890.
En même temps Rechberg ordonna à Apponyi et à Metternich de s'appliquer à détourner les gouvernements de Londres et de Paris de toute résolution « de nature à rompre dès à présent le fil des négociations avec la Russie et à compromettre ainsi leur issue pacifique ». - Rechberg à Apponyi et a Metternich, 19-VII, HHS. Frankreich 77.

66) Au cours d'une conversation avec Werther, Rechberg ne dissimula pas que son initiative avait principalement pour but de gagner du temps. « Le seul élément encourageant que présente la situation diplomatique actuelle — précisa-t-il — est que, à la date du 22 Juillet, la Russie et les puissances occidentales ne soient pas en guerre ». - Werther, Vienne, à Bismarck, 22-VII-1863. APP. III, No. 600.

67) AE. Autriche, 18-VII. AE. Angleterre, 23-VII-1863.

68) FO. 7/654 Austria, 27-VII-1863.
PRO. 42, 30-VII-1863, Bloomfield, Vienne, à Russell.

69) Le 22 juillet, « Le Constitutionnel » écrivait: « La parole n'est pas en ce moment aux assemblées (allusion au débat animé au sujet de la Pologne à la Chambre des Communes), mais aux gouvernements. C'est à eux de méditer et de résoudre ce qu'il convient de faire. Nous savons qu'ils se concertent à cet effet, nous savons aussi que, comprenant toute l'influence que leur accord doit exercer sur la question, ils sont bien résolus à adopter une ligne de conduite commune, et c'est assurément pour l'Europe la garantie la plus sérieuse ». Le jour suivant ce même journal affirmait que le gouvernement russe se convaincrait bien vite que jamais l'accord de la France, de l'Angleterre et de l'Autriche n'avait été plus complet. Il parlait aussi d'un mémorandum dont la rédaction avait été confiée aux officiers d'état-major russes les plus capables et qui établissait que l'armée se trouvait dans un état d'épuisement croissant, par suite de la tactique adoptée par les insurgés, et que la démoralisation pouvait malheureusement faire de rapides progrès parmi les troupes. C'était la première fois depuis la guerre de Crimée qu'un journal officiel parlait ainsi de l'armée russe.
Le 27 juillet le même journal précisa: « Par ses dépêches, la Russie s'est mise en opposition avec l'Europe entière. Est-ce là une situation qu'elle veuille garder? Jusqu'au dernier moment nous ne désespérons pas qu'elle comprendra le besoin de la modifier ».
La presse provinciale officielle était encore plus explicite. « L'Aigle », de Toulouse, dans son édition du 22 juillet, demandait qu'on envoyât « une flotte dans les eaux de Cronstadt » afin d'employer contre les Russes « l'éloquence de la poudre et celle du canon ». Un incident montra bien l'état d'esprit des milieux gouvernementaux de Paris. Les Polonais voulurent faire célébrer une messe pour leurs compatriotes tombés sur le champ de bataille. Le service fut fixé au 27 juillet. Le ministre de l'Intérieur les pria de l'ajourner parce que cette cérémonie pourrait, vu l'effervescence de l'opinion publique après la dernière note de St. Pétersbourg », provoquer une émeute ». - Lewak: Polska Działalność, p. 299.

70) AE. Autriche, 26-VII-1863. Staats. No. 932.

ries [71]. La France — y disait l'auteur — ne témoignait jamais en vain ses sympathies pour une grande cause. Les affaires de Pologne pouvaient-elles se terminer pacifiquement? C'était à souhaiter. Mais pourrait-on éviter un conflit général? Si la suppression de l'État polonais au siècle dernier avait changé l'axe du monde politique, son rétablissement à l'époque actuelle affecterait l'existence de presque tous les pays d'Europe. Après avoir souligné que le Second Empire, pour ménager les intérêts russes, n'avait soulevé la question polonaise ni pendant la guerre de Crimée, ni au cours du congrès de Paris, il faisait ressortir que le même silence avait été observé même après que certaines paroles regrettables à l'endroit de la France eussent été prononcées à Varsovie devant la noblesse polonaise [72]. « Est-il besoin d'ajouter que la France, qui va jusque dans les mers de l'Indo-Chine protéger le catholicisme, ne saurait voir de sang-froid les déportations ou exécutions d'évêques et de prêtres catholiques en Pologne ». Il dénonça ensuite « certains modes expéditifs de gouvernement, qui étaient non de l'Europe, mais de l'Asie ». En parlant de la réponse russe et de la conduite à tenir par les trois puissances occidentales il demanda à la monarchie de Guillaume I-er de définir exactement sa position, de dire clairement si la Prusse était avec la Russie ou contre elle. « On se demandera un jour pourquoi, dans les six dernières années de son règne, Napoléon III s'est montré sans pitié pour la Prusse; c'est que la Prusse aura été la puissance qui lui aura fait le plus de mal en le forçant à la combattre, à la détruire, elle qu'il eût voulu étendre, fortifier, agrandir ». La France s'était engagée à veiller à ce que des améliorations sérieuses fussent apportées au sort des Polonais. Les Russes devaient ne pas oublier qu'il y avait des choses que Napoléon III ne pouvait tolérer.

* * *

La proposition française d'une note identique fut acceptée aussi bien par Rechberg que par Russell; aucun d'eux ne désirait se séparer de la France au moment où elle semblait vouloir passer d'une discussion stérile à une action énergique [73].

Apponyi remarqua que Palmerston était moins confiant dans le maintien de la paix, surtout depuis l'arrivée des dépêches russes. Il y avait des personnes qui croyaient que le premier ministre britannique était moins pacifique qu'il ne le disait. Quant au public anglais, il croyait instinctive-

---

71) Granier de Cassagnac: « L'Empereur, la Pologne et l'Europe », Paris, 27 juillet 1863.

72) S. Bóbr-Tylingo: Napoléon III et le problème polonais 1830-1859, Revue Internationale d'Histoire politique et constitutionnelle, Paris, No. 19-20, 1955, p. 276-7.

73) AE. Autriche, 28-VII-1863. AE. Angleterre, 30-VII-1863. Le « Constitutionnel » du 31 juillet: « Jamais la situation n'a été plus claire. Aux propositions des trois cabinets, faites au nom du droit qu'ils tiennent des traités, la Russie a répondu par une fin de non-recevoir. Tout l'esprit du monde ne parviendra pas à montrer cette situation sous un autre jour... Ce n'est point à la légère que fut engagée l'action diplomatique de la France, de l'Angleterre et de l'Autriche, ce n'est qu'après un mûr examen. Aucun intérêt particulier n'inspirait aucune des trois puissances. La cause qu'elles embrassaient était une cause conservatrice. Le prince Gortchakow prétend que ce sont les passions révolutionnaires qui alimentent et entretiennent l'insurrection de Pologne; mais c'est précisément pour sauver la Pologne de la révolution que les cabinets de Londres, de Vienne et de Paris ont fait leur démarches auprès du cabinet de St. Pétersbourg. Si cette démarche eût réussi, c'était un échec pour la révolution, tandis que si la politique du prince Gortchakow, dans ses dernières dépêches, devait l'emporter, quelle bonne fortune pour les passions révolutionnaires ».

ment à la guerre pour le printemps prochain. En ce qui concernait le monde financier, une panique s'en était emparée. Les Rothschild surtout étaient dans une inquiétude et « des transes mortelles ». Le « Times », sur lequels ils exerçaient une grande influence, était devenu l'organe de leur peur dans des articles ultra-pacifiques qui choquaient « tout le monde par leur manque de dignité » [74].

En même temps le Vatican et le gouvernement suédois exerçaient, chacun de leur côté, une pression diplomatique sur la cour de François-Joseph dans le sens d'un rapprochement franco-autrichien. Le Vatican avait pris son initiative sans avoir reçu de suggestion de la France [75]. Avant l'arrivée des réponses russes, le pape avait envoyé le cardinal de Reisach en mission spéciale à Vienne. Le 20 juillet Rechberg avait mis au courant de cette démarche le baron Bach, son ambassadeur à Rome. « Le Saint-Père est fermement convaincu que la Russie n'a qu'un seul but: exterminer la nation polonaise et la religion catholique. Sa Sainteté est chaque jour profondément émue en apprenant les cruautés commises par les Russes. Il faut mettre fin à ce martyre de l'héroïque Pologne et Sa Sainteté s'adresse à notre souverain et le supplie de ne pas cesser de défendre les droits des Polonais et de l'Eglise. Ce qu'il y a de plus délicat dans la position de l'Autriche n'échappe pas au Saint-Père, mais il exprime l'espoir que l'Empereur prendra hardiment la défense de cette nation martyre et héroïque et de l'Eglise catholique menacée » [76].

---

74) Apponyi à Rechberg, 29-VII, HHS. England 62.

Le consul de France à Kiel fit savoir à son gouvernement: « On croit si bien ici à la guerre, à l'intervention prochaine de la France que j'ai une foule de lettres de négociants qui me font des offres de service pour les fournitures de nos flottes ». - Danemark, Kiel, 31-VII.

Seward constata en même temps dans ses instructions à Adams, Londres, que les Etats-Unis s'approchaient, malgré leur résistance opiniâtre, d'une guerre avec l'Angleterre. - Seward à Adams, 30-VII, Diplomatic Correspondence.

Le ministre de Belgique à Londres affirma qu'une des causes qui influençaient l'attitude de l'Angleterre envers le problème polonais était la crainte d'une guerre avec les Etats-Unis. - De Weyer à Léopold I-er, 28-VII, AGR. Papiers de Sylvain Van de Weyer, No. 127. Annexe XVI.

75) Drouyn de Lhuys n'avait pas su que Pie IX avait recommandé à Vienne de se prononcer plus ouvertement en faveur de la Pologne. Le 21 juillet il avait sollicité le concours de la diplomatie pontificale afin de pousser la monarchie danubienne vers un accord avec l'empire français. « Si l'Autriche était avec nous dans la question polonaise, nous serions ses alliés dans toutes les autres questions ». - Boudou, op. cit., vol. II, p. 215.

Quelques jours plus tard Drouyn de Lhuys agissait comme s'il connaissait la mission du cardinal de Reisach. Il devait en être informé.

76) Smolikowski, CXL, p. 268.

La mission du cardinal Reisach avait été préparée par la presse. « L'Osservatore Romano » du 12 juin avait déjà constaté: « Mais les avantages les plus sérieux doivent également résulter pour l'Europe des événements du Mexique (la prise de Puebla). Une foule de questions qui sont à l'ordre du jour chez nous, demandent une solution prochaine. Pour n'en citer qu'une, la question de Pologne, il faut convenir qu'elle se ressentait vivement des difficultés qui arrêtaient la France au Mexique. La France obligée de soutenir son entreprise au moyen de gigantesques efforts se trouvait moins libre dans son attitude vis-à-vis de la Russie. Aujourd'hui, que ces difficultés, sont écartées en partie tout au moins, il faut s'attendre à voir s'aggraver les événements de Pologne. Nous ne sommes pas de ceux qui ployient au plus léger souffle de la voix publique, mais, aujourd'hui nous devons constater l'unanimité avec laquelle l'opinion publique, dans l'Europe entière, se prononce contre la Russie. Nous ne parlerons pas de la France ni de l'Angleterre, mais, en Autriche même, dans les administrations, dans l'armée, dans la presse, il semble se lever une voix puissante qui invoque la guerre comme le seul moyen de délivrer l'Europe des complications actuelles. Certes, nous n'unirons pas notre voix à celles qui réclament la guerre, mais nous conviendrons que la possibilité en est grande et nous nous associons à l'opinion de ceux qui pensent que de cette guerre pourront sortir ces solutions que l'Europe attend depuis si longtemps ».

* * *

Une autre pression vint de la Suède. Napoléon, à la suite d'une suggestion de Charles XV, menaça la cour de Vienne d'évacuer ses troupes de Rome. Le roi, de son côté, donna à entendre qu'il serait prêt, si l'Autriche n'abandonnait pas son attitude passive, à fermer l'église catholique de Stockholm. Le prince Oskar se rendit directement de Copenhague, où Frédérick VII avait promis à la Suède un contingent de 30.000 hommes, dans la capitale des Habsbourg pour persuader François-Joseph qu'une politique plus énergique s'imposait [77].

Le cabinet de Vienne avait accepté l'invitation française de répondre à la Russie par une « note identique » parce qu'il avait cru à une initiative concertée de Paris et de Londres [78]. Russell avait consenti à faire une communication identique parce que les Anglais ne voulaient pas laisser la monarchie danubienne à la merci du souverain des Tuileries. « Nous avons des intentions pacifiques — écrivit-il à Vienne — mais nous irons aussi loin que l'Autriche. Nous ne la poussons pas vers un conflit, nous ne l'abandonnerons cependant pas en cas de danger » [79]. Le malentendu ne pouvait pas durer longtemps. Le 1er août la proposition française fut repoussée par les deux gouvernements. Drouyn de Lhuys insista de nouveau et il s'ensuivit un nouveau rejet de son invitation [80]. « L'identité des trois notes — précisa Russell — serait considérée par la Russie comme une menace, elle provoquerait un refus de sa part, et un second refus, ce serait la guerre; or nous ne voulons pas la faire. L'Autriche répugne comme nous à passer des notes identiques » [81]. Non découragée, la diplomatie française s'efforça d'entraîner le cabinet de Vienne dans une action commune avec la France. Après que l'Autriche eût consenti à envoyer une réponse identique à celle de la France, Gramont commença à parler d'un projet qui aurait l'avantage de localiser le conflit. Les troupes françaises et autrichiennes, 150.000 hommes en tout, occuperaient Varsovie et tout le « Royaume du Congrès » sous prétexte que la Russie avait violé les stipulations du traité de Vienne. Si celle-ci s'engageait à appliquer ces stipulations, le Royaume serait évacué, dans le cas contraire, le Royaume serait rattaché à l'empire danubien [82]. Le 2 août Drouyn de Lhuys demanda à Rechberg

---

77) C'est du 13 juillet que date la curieuse note française offrant au prince Oskar la couronne polonaise. Les bruits relatifs à une telle solution du problème polonais avaient été connus à Berlin déjà à la fin d'avril. - APP. III, No. 466.

Cette note est publiée dans: Teki Historyczne, Londres, vol. XI, 1960-61, p. 247-8.

78) Les Autrichiens qui avaient toujours manifesté leur répugnance à l'égard d'une alliance offensive avec le Second Empire s'étaient donc décidés à prendre part à une guerre éventuelle pour la libération de la Pologne afin d'empêcher la France d'exercer une influence prépondérante dans le règlement du problème polonais.

79) FO. 7/648 Austria, 30-VII. PRO. 99, 29-VII-1863.

80) Drouyn de Lhuys écrivit le 2 août à Cowley: « Je reçois ce matin une lettre de l'Empereur qui m'exprime son vif regret de voir repoussé par votre Gouvernement l'idée d'une dépêche identique. Il me charge d'insister, en rappelant ce que j'avais dit tout d'abord à Londres, que nous admettrions les changements qu'on jugerait convenables dans le projet proposé. Vous savez toutes les bonnes raisons qui me font vivement désirer que notre proposition soit acceptée ». - FO. 519/206.

81) AE. Angleterre, 1-VIII, 2-VIII-1863.
Victoria: Letters, p. 102.

82) FO. 7/654 Austria, 30-VII-1863, rapport de Bloomfield.

de signer à deux une dépêche identique [83]). En même temps il pressait Metternich: La France — dit-il à l'ambassadeur — ne ferait aucune démarche isolée, mais elle voulait trouver n'importe quelle solution au problème polonais. Paris était prêt à consentir à toute initiative émanant de la cour de François-Joseph. L'Autriche était de toutes les puissances la plus intéressée dans la question. Comment envisageait-elle l'évolution de cette affaire? Une Pologne indépendante, même au prix d'une guerre? Un tel dénouement serait le meilleur. Mais il savait que ni le cabinet britannique, ni celui de Vienne, n'étaient d'accord pour faire une politique plus active. Il ne restait donc aux trois puissances occidentales que le choix entre deux attitudes: soit exiger fermement l'application des six points, avec le rappel des ambassadeurs, le blocus des ports, une concentration de troupes en Galicie, soit de ne rien faire et laisser aux événements le soin de déterminer l'avenir [84]).

Napoléon qui se trouvait à Vichy en ce moment envoya à Paris un mémorandum destiné à être présenté à Metternich [85]).

L'empereur y faisait ressortir deux éléments fondamentaux de la situation actuelle. L'un, c'était une sympathie universelle pour la Pologne, l'autre la crainte d'un conflit européen. L'Angleterre pensait surtout à l'Allemagne, redoutant une éventuelle expansion française jusqu'au Rhin. L'Autriche, de son côté, avait peur des complications en Italie et dans les Balkans. En France, l'opinion publique, malgré le vif désir qu'elle avait

---

83) AE. Autriche, 2-VIII-1863.

Gramont espérait toujours que les choses prendraient « une tournure sérieuse ». - Rapport de Vienne, AE. B, Autriche-Hongrie 31, 29-VII.

84) Metternich à Rechberg, 4-VIII, HHS. Frankreich 75.

85) Même les collaborateurs les plus intimes de l'empereur ne connaissaient pas exactement la politique que le souverain du Second Empire se proposait de suivre dans la question polonaise. Fould, revenu de Vichy à Paris, écrivit à Baroche: « J'ai bien fait de revenir car mon absence aurait ajouté aux inquiétudes de la bourse à la suite de la publication de la note russe. Elle a provoqué un fâcheux effet; nous ne savons encore rien de la réponse si ce n'est qu'elle n'est pas facile à faire. Il paraît certain que l'Angleterre ne veut pas sortir des formes diplomatiques, je suis certain que l'Autriche fera comme elle et j'espère que nous ne devrons pas nous aventurer seuls dans une complication pleine de dangers. Même avec l'Autriche, je serais fort alarmé. L'Empereur m'a paru disposé à se renfermer dans les limites qu'il avait fixées au début, et il pourra d'autant mieux justifier son abstention, qu'on saura qu'il était disposé à en sortir si la question polonaise assumait le caractère européen qu'elle a en effet. Malgré cette opinion qui semble assez générale, les esprits sont très troublés et le bon effet des nouvelles du Mexique a disparu devant la gravité de la question russe. Vous devez penser que dans les entretiens assez fréquents et prolongés que j'ai eus à Vichy, j'ai fait ce que j'ai pu pour défendre mes idées; ai-je obtenu quelque succès? je n'ose m'en flatter, néanmoins j'ai quelque espoir. J'ai vu l'Impératrice une fois à mon arrivée (elle était restée à Paris), elle ne s'est expliquée qu'avec beaucoup de réserve... j'ai confiance dans les dispositions de son esprit et dans l'influence qu'elle aura à Vichy ». - B. Th. 980, 24-VII.

Dix jours plus tard Napoléon enverra un mémorandum à Metternich et une lettre à Charles XV.

La rente cotait:

1-VII	68,15	
17- »	68,60	Budberg remet la réponse russe
20- »	67,90	
22- »	67,25	annonce de la levée extraordinaire en Russie
23- »	67,30	la réponse russe est publiée
24- »	66,75	
27- »	67,05	
31- »	66,90	Londres et Vienne acceptent d'envoyer une deuxième note identique
1-VIII	66,70	
3- »	66,85	

de voir les Polonais reconquérir leur indépendance, craignait une guerre isolée, dont l'issue serait difficile à prévoir. Mais si on avait pu acquérir la certitude qu'une action énergique en faveur de la Pologne ne provoquerait pas une conflagration générale, la méfiance réciproque aurait été dissipée. Or, il était possible d'éviter un conflit. Même si la Russie ne cédait pas aux exigences des trois cours occidentales, celles-ci pourraient la contraindre à des concessions sans troubler pour cela la paix de l'Europe. La méthode à suivre pour parvenir à ce résultat était très simple. Après le rappel des ambassadeurs de St. Pétersbourg, les trois puissances bloqueraient les ports de la Baltique et de la Mer Noire; les îles baltiques et la Crimée seraient occupées jusqu'au moment où les Russes consentiraient à donner au Royaume une complète indépendance. En même temps tous les mouvements musulmans antirusses seraient encouragés; ainsi on fournirait un appui indirect au soulèvement polonais [86]. Les Autrichiens ne répondirent jamais à ce mémorandum [87].

D'autre part, la diplomatie française fit savoir à Vienne que Paris serait enclin à écouter avec une plus grande bienveillance que jusqu'alors les doléances du roi de Naples, François II. Rechberg ne se faisait aucune illusion sur la valeur d'une telle suggestion [88]. Le ministre autrichien était « si méfiant envers la France que celle-ci ne pouvait faire aucun geste sans éveiller ses soupçons » [89]. Metternich, de son côté, constatait que c'était dans les deux semaines à venir que le gouvernement français fixerait définitivement sa ligne de conduite [90]. C'était là une raison de plus d'écarter toutes les propositions émanant de la cour des Tuileries [91].

---

86) Le mémorandum fut remis le 4 août.

87) Le secrétaire du roi de Belgique constata dans sa lettre écrite le 31 juillet de Vichy: « Ceux qui ont récemment causé avec l'Empereur avec autant de sincérité qu'en comporte le personnage, ont rapporté l'impression qu'il est dans un grand embarras, qu'il ne désire pas la guerre, mais qu'il n'est pas décidé à ne pas la faire. Il a écrit récemment à M. Drouyn de Lhuys que dans aucun cas il ne fallait songer à faire la guerre avant le printemps... Il est positif que l'Empereur fait étudier une opération contre Cronstadt. On fait des expériences de projectiles explosibles sous l'eau, destinés à miner des forts maritimes. - Garsou: Un écho diplomatique de l'insurrection polonaise de 1863, Flambeau, Bruxelles, août 1939.

88) Bloomfield, Vienne, à Russell, 6-VIII-1863, FO. 7/654.

89) PRO. 42, 6-VIII-1863.

90) Goltz à Bismarck, 5-VIII. APP. III, No. 627.

91) Une lettre privée de Napier donne un intéressant aperçu des sentiments des diplomates autrichiens à St. Pétersbourg. « La jeune génération de diplomates autrichiens parle de la Silésie comme d'une province déjà à moitié autrichienne et à moitié polonaise, de la Posnanie rattachée de nouveau à un Etat indépendant polonais, de la Prusse comme d'une puissance qui a déjà perdu la plupart de ses territoires. Une alliance entre Paris et Vienne a, aux yeux de cette secte ultramontaine, la valeur d'une alliance catholique dont ils s'efforcent de prévoir les résultats. J'ai mentionné dernièrement, au cours d'une conversation avec mon collègue autrichien, les dangers qui menaceront la Prusse, en cas d'une guerre générale, du côté de la France et de la Pologne. Le comte de Thun me répondit: « je ne suis pas intéressé au maintien de la Prusse ». Cette pensée est familière à tous ceux à qui l'Autriche et Rome sont plus chères que l'Allemagne. Il y a beaucoup d'Autrichiens qui voient dans la présente conjoncture l'occasion de détruire l'oeuvre de Frédéric-le-Grand. Moi, je ne défends pas la manière dont son oeuvre a été accomplie. La conquête de la Silésie et le partage de la Pologne resteront à jamais une action honteuse dans l'esprit de tous ceux qui cherchent dans les actions des gouvernements la morale et non la politique. Mais la création de l'Etat prussien a permis de protéger efficacement les intérêts protestants dans le centre de l'Europe. La Prusse a hérité la position et les devoirs de la Hollande et de la Suède. Le maintien de l'Etat prussien est sérieusement menacé et l'appui que les Anglais doivent lui donner est non seulement dans leur intérêt, mais il correspond aussi à leur sentiment le plus intime ». - PRO. 84, 7-VIII.

Qu'aurait dit le noble lord Napier s'il avait su que c'était la Suède qui voulait rétablir la Pologne et que c'était l'Autriche qui se dérobait, même aux pressions du pape?

Gortchakow, de son côté, devait recevoir des nouvelles assez inquiétantes sur les dispositions de Napoléon. Il parla donc à Napier et à Pepoli, ministre italien auprès du tzar, d'un éventuel congrès européen; il suffirait, pour que la Russie acceptât d'y participer, qu'une question autre que la question polonaise, fût posée, par exemple la question danoise [92]. En même temps le prince Alexandre de Hesse, frère de la tzarine, suggéra une entrevue du tzar et de l'empereur des Français. Ils pourraient se rencontrer en Allemagne sous prétexte de venir aux bains. Le prince précisait qu'il y avait en Russie un élan dont les capitales européennes ne se faisaient pas idée. A ce moment le recrutement, toujours si difficile à effectuer dans ce pays, s'accomplissait facilement; les esprits étaient tellement échauffés qu'il avait fallu un certain courage du tzar pour répondre si peu énergiquement; cette note, qui avait malheureusement blessé la France, paraissait au contraire encore trop peu accentuée aux yeux de l'opinion publique à St. Pétersbourg [93]. Tous ces sondages effectués par les Russes n'étaient pas sincères. Trois semaines plus tard, quand le danger d'une guerre s'était éloigné, le vice-chancelier Gortchakow opposa de nouveau « un non absolu » à l'idée d'une conférence internationale [94].

* * *

La politique à suivre par la France devait être fixée par le conseil des ministres du 5 août convoqué par l'empereur à Saint-Cloud. « Billault, Fould, Rouher et Randon, appuyés par leurs nouveaux collègues Boudet et Béhic, se préparent à un combat contre Drouyn de Lhuys » — nota Goltz [95]. Le ministre des affaires étrangères répéta, à la veille de ce débat à un des rédacteurs de la « Revue des Deux Mondes » que, si la France décidait de ne pas secourir militairement les Polonais il ne resterait plus au ministère. « Je prendrai mon chapeau pour me promener dans le Bois de Boulogne ». Ni l'intérêt de la France ni celui de Napoléon III et de sa dynastie ne permettaient l'abandon de la Pologne. L'empereur, en laissant tomber la question polonaise, deviendrait encore plus impopulaire que ne l'avait jamais été Louis-Philippe [96].

La discussion des ministres dura de 9 heures du matin à 4 heures de l'après-midi. Drouyn de Lhuys, enroué, dut s'aliter. Le conseil se déclara

---

92) FO. 65/635 Russia, 29-VII. PRO. 87, 7-VIII.

93) AE. Hesse-Darmstadt, 4-VIII-1863.

94) AE. Russie, 28-VIII-1863.
Bismarck, au début d'août, sonda le cabinet de St. Pétersbourg afin de déceler comment pourrait être accueillie son initiative d'une proprosition de négociation des « cinq grandes puissances » au sujet de la question polonaise. Les Russes répondirent qu'ils voulaient attendre la réponse des trois cours avant de s'engager dans une telle voie. - APP. III, No. 611, 614, 616, dépêches du 1-VIII, 2-VIII, 3-VIII-1863.

95) 5-VIII. APP. III, No. 627.
L'attitude de Morny et de Baroche était la même que celle de Fould et de Rouher.
«Le parti pacifique: Fould, Morny, Billault, etc. a pris entièrement le dessus et si on écoutait ces messieurs on en reviendrait à une entente directe avec la Russie ». - Metternich à Rechberg, HHS. Nachlass Rechberg, No. 525, 4-VIII.

96) Lewak: Polska Działalność, rapport du 9 août, p. 310.
« Monsieur Drouyn de Lhuys fait écarter dans la presse tout ce qui pourrait faire croire à des intentions trop pacifiques de la France ». - Rapport de Paris, Geheimes Staatsarchiv, Frankreich 1863, 2-VIII.

contre la guerre. Morny, Billault, Baroche, Fould et Boudet se prononcèrent énergiquement pour la paix. « La discussion, paraît-il, a été des plus vives et un moment on a craint pour le portefeuille de Drouyn de Lhuys » [97]. Ce dernier ne cachait d'ailleurs pas sa mauvaise humeur. « Son dernier espoir, après la défection de l'Angleterre, il l'avait placé en nous et je n'ai pas pu me dissimuler que notre refus d'envoyer à deux des notes identiques lui a été pénible » — nota Metternich [98]. L'aigreur du ministre français allait croissant [99]. Le refus de Londres et de Vienne d'une note identique représentait pour la diplomatie française une nouvelle évolution de la question polonaise. L'entier isolement de la Russie, que Paris se proposait d'effectuer, s'était transformé en une sorte d'isolement diplomatique de Paris.

Après le refus de la proposition française d'une réponse identique, Londres regardait la question polonaise comme entrant « dans une phase moins active » [100]. Il n'y avait en Angleterre de sympathie pour la Pologne qu'autant qu'il s'agissait de faire des voeux, d'élever la voix et formuler des remontrances en sa faveur. « Tirer l'épée, courir les aventures pour elle est une pensée qui est à peu près généralement repoussée, tant John Bull a la conscience qu'aucun intérêt direct et pressant, naval ou commercial, ne lui en impose le devoir » [101]. Quelques jours plus tard le ministre de Belgique à St. Pétersbourg nota que le prince Gortchakow avait reçu de Londres « les nouvelles les plus pacifiques » [102]. Napier, ambassadeur d'Angleterre à St. Pétersbourg, « criait par-dessus les toits » que le gouvernement anglais était décidé à ne pas faire la guerre et il répétait, à qui voulait l'entendre, cette phrase de lord Russell: « La Russie nous a jeté le gant, nous ne le ramasserons que pour le lui rendre » [103]. Gortchakow ne tarda pas d'exprimer sa satisfaction de l'attitude anglaise [104].

Rechberg s'efforçait pour sa part de calmer les appréhensions russes. Il fit savoir à Gortchakow que l'Autriche continuait à désirer sincèrement le maintien de la paix et que tous ses efforts n'avaient cessé, jusqu'à présent, de tendre à ce but. Elle n'avait donc pas voulu sortir des limites d'une action conciliante [105].

* * *

Mais il était difficile au souverain du Second Empire de s'avouer impuissant devant la Russie battue par lui huit ans auparavant. Sans même attendre la réponse autrichienne à ses dernières ouvertures, il s'adressa à

---

97) Metternich à Rechberg, 12-VIII, HHS. Frankreich 75, rapport No. 33 C. Goltz à Bismarck, 9-VIII, APP. III, No. 634.

98) Metternich à Rechberg, 12-VIII, HHS. Frankreich 75, rapport No. 33 B.

99) 12-VIII, ibid.
Cowley affirma: « War is at bottom of his (Drouyn de Lhuys) thoughts, and he would rather promote than prevent it ». - Cowley à Russell, 18-VIII, PRO. 59.

100) Apponyi à Rechberg, 5-VIII, HHS. England 62.

101) Rapport de Londres, 3-VIII, Geheimes Staatsarchiv, Grossbritannien 1863.

102) Rapport de St. Pétersbourg, 6-VIII, AE. B, Russie 72.

103) Thun à Rechberg, 15-VIII, HHS. Russland 54.

104) Napier à Russell, 19-VIII, PRO. 84.

105) Rechberg à Thun, 12-VIII, HHS. Russland 53.

Charles XV, et lui proposa une alliance offensive. Napoléon déclara hautement qu'il était résolu à en finir avec cette question, avec ou sans l'Angleterre. Une armée française de 150.000 hommes, agirait du côté de la Samogitie; l'armée suédoise forte de 100.000 hommes et aidée par des subsides de la France, attaquerait au nord. Le but de la guerre serait la libération de la Finlande et de la Pologne, la destruction de la flotte russe dans la Baltique et la transformation de St. Pétersbourg en une ville libre à l'exemple de Hambourg [106].

* * *

En même temps la diplomatie française chercha une fois de plus à reprendre le dialogue avec la Russie, soit directement, soit par l'intermédiaire de la Prusse. Goltz manda à Bismarck que le gouvernement français était toujours prêt à s'entendre avec le cabinet russe et qu'une lettre du tzar à l'empereur Napoléon pourrait faciliter la reprise des relations normales entre les deux capitales. Talleyrand, de son côté, suggéra à Bismarck d'entreprendre de nouvelles démarches qui devraient paraître inspirées par un désir de conciliation; il l'engageait à avancer quelque nouveau projet de médiation et à s'associer aux trois cours pour une action commune à St. Pétersbourg. Le premier ministre de Prusse déclina officiellement toutes ces propositions, mais officieusement il en parla à Oubril, à qui il se déclara disposé à agir selon ces suggestions [107]. D'autre part, Drouyn de Lhuys interrogea l'ambassadeur Goltz sur l'attitude qu'adopterait Berlin au moment où la possibilité lui serait offerte de « s'emparer du Royaume ». La Prusse consentirait-elle à donner un prince à ce nouvel Etat polonais? [108].

Le 14 août, Napoléon eut un long entretien avec le baron Budberg. Il l'avertit d'abord que les diplomates russes devaient s'efforcer de ne pas répéter la faute commise avant la guerre de Crimée et de ne pas informer leur gouvernement de manière inexacte sur les divergences existant entre les trois capitales occidentales. Nicolas I-er était décidé à faire la guerre parce qu'il était convaincu que la France et l'Angleterre ne pourraient jamais s'entendre en vue d'une action commune au sujet des affaires orientales. Il ne fallait pas que maintenant la Russie exagérât les difficultés d'entente entre les puissances occidentales. Le refus constant d'une discus-

---

106) PRO. 78, 14-VIII.

La lettre est publiée dans: Teki Historyczne, Londres, vol. XI, 1960-61, p. 248-252.

« Ceux des navires anglais qui arrivent de la Finlande ajoutent que cette guerre y est vivement désirée, dans l'espérance que l'un de ses premiers résultats serait la réannexion de cette ancienne province suédoise à la mère-patrie ». - AE. Angleterre, consulats, Sunderland, 17-VII.

107) Goltz, Paris, à Bismarck, 9-VIII; Oubril, Berlin, à Gortchakow, 2-IX, APP. III, No. 634, 676.

108) Goltz, 6-VIII, APP. III, No. 629.

Malgré la vive protestation de Goltz qu'une pareille solution serait une menace pour l'intégrité de la Prusse, Berlin, après avoir reçu le rapport relatif à cette conversation, sonda le cabinet de Londres afin de savoir quelle serait la réaction de l'Angleterre en cas d'une éventuelle occupation du « Royaume de Pologne » par l'armée prussienne. - Wereszycki: Anglia, p. 157, lettre de Russell à Palmerston du 26-VIII.

sion sur la question polonaise était susceptible de provoquer un conflit général. La France ne voulait pas affaiblir la position russe sur les bords de la Vistule, mais les Russes ne pouvaient pas continuer à priver les Polonais de la possibilité d'avoir une vie nationale distincte de celle de la nation russe. Napoléon dit qu'il était prêt à appuyer toute proposition de solution du problème polonais. C'était le prince Gortchakow qui devait maintenant présenter un projet, mais il fallait que ce fût un projet sérieux et réalisable [109].

Le vice-chancelier répondit à toutes ces avances par une fin de non-recevoir. Les sondages du début d'août n'avaient été, dans son esprit, qu'un moyen de temporiser. Ainsi la diplomatie moscovite avait gagné un mois de plus, le dernier où une action militaire contre la Russie fût possible [110].

* * *

La même indécision et le même embarras se refléta dans la conversation qu'eut le souverain des Tuileries avec le comte de Goltz. Napoléon dit ouvertement qu'il ressentait vivement ce qu'avait de pénible la situation créée par l'affaire de Pologne. On avait beau mépriser la presse — lui-même ne l'aimait pas — mais il devait bien en tenir compte, car elle exerçait une influence incontestable sur l'opinion publique. C'était à tort qu'on croyait qu'il dirigeait la presse française, c'était aussi injuste de lui reprocher des vues personnelles, des projets de conquête, comme le faisait la diplomatie européenne. Tous les rapports amicaux, auxquels il avait attaché le plus grand prix, avaient été faussés par cette malheureuse question. « Certainement je ne veux pas la guerre et je n'y crois pas, mais je regretterais qu'il y eût de la froideur entre les gouvernements. Des complications survenant, on ne peut plus rester maître de la situation et Dieu sait ce qui pourrait en résulter » [111].

Drouyn de Lhuys, interrogé par Cowley, répondit que son gouvernement ne ferait rien et qu'il fallait attendre les événements pour que la politique à suivre pût être déterminée [112].

Les ministres anglais ne croyaient pas alors que la France abandone-

---

109) FO. 64/550, Prussia, Cologne, 24-VIII. Metternich, 22-VIII.

110) Le jour même de la conversation de l'empereur avec Budberg, le ministre hollandais à St. Pétersbourg manda à son gouvernement: « L'opinion publique se prononce tous les jours davantage en faveur du général Mourawiew ». - Rijksarchiv, 14-VIII.

111) Goltz, 15-VIII, APP. III, No. 646.

Le prince Czartoryski manda à son gouvernement que, d'après le témoignage de l'entourage de l'empereur, Napoléon était irrité, très chagriné, toujours silencieux, qu'il avait interdit qu'on parlât en sa présence de la question polonaise. Personne de sa cour ne savait ce qu'il ferait. A Vichy il avait répété plusieurs fois qu'il n'abandonnerait jamais la cause de la Pologne. Tout le monde reconnaissait que l'intérêt de sa dynastie était lié à un règlement heureux de l'affaire polonaise. Le déclin de la Pologne pourrait entraîner la chute de l'empire. - Lewak: Polska Działalność, p. 316. - Rapport de Czartoryski, 17-VIII-1863.

112) Cowley, 14-VIII. FO. 27/1495, France.

rait son attitude passive; ils quittèrent tous Londres pour passer leurs vacances à la campagne [113]. La reine Victoria se rendit même en Allemagne.

Mais l'opinion publique en Europe n'était pas habituée à voir la France subir des échecs diplomatiques sans réagir. Les Italiens, rendus inquiets par les efforts que faisait Paris en vue d'obtenir une alliance autrichienne, suggéraient une coalition de l'Angleterre, de l'Autriche, de la France, de l'Italie et de la Turquie contre la Russie pour arracher à celle-ci l'indépendance de la Pologne [114].

Il ne resta donc aux capitales occidentales aucune autre alternative que de trouver des réponses à la dernière note russe. Le 15 août, jour de sa fête personnelle, Napoléon renonça à son projet de passer en revue la garde nationale. Il craignait que des manifestations par trop bruyantes en faveur de la Pologne ne s'élevassent des rangs de certains bataillons des faubourgs et surtout de ceux de la banlieue [115]. Drouyn de Lhuys disait à Beyens que la France devait mettre en poche, pour le moment au moins, le soufflet diplomatique de la part de la Russie [116]. Les réponses occidentales furent élaborées séparément et elles furent remises à St. Pétersbourg le 19 août [117].

La conclusion de ces dépêches était identique. Celle de la France était datée du 3 août [118], elle soulignait que la lutte des Polonais pour la liberté

---

113) Russell avait, avant de partir, averti une fois de plus les Russes que leur cruauté pourrait provoquer une guerre générale: « ce qu'avait failli faire Nicolas, Alexandre II s'efforçait de l'accomplir. Il fera naître un conflit européen en poursuivant l'anéantissement des Polonais ». - PRO. 114, 11-VIII-1863.

Mérimée, qui était alors à Londres, écrivait: « Lord Russell m'a parlé des Polonais comme des plus insupportables mendiants du monde; lord Palmerston en parle comme on parlait des Grecs au beau temps de notre jeunesse. Cependant, il ne paraît pas plus disposé que son collègue à dégainer pour leurs beaux yeux; seulement je crois qu'il nous verrait avec plaisir nous embarquer dans cette croisade. Quant au public, il tient pour assuré que l'Empereur veut, non pas délivrer la Pologne, mais conquérir la rive gauche du Rhin en cherchant une querelle d'Allemand à la Prusse ». - Lettre du 13 août, Ollivier, VII, p. 305.

Russell affirma à Cowley: « My persuasion is that Russia wishes for war... Either she must be cruel and pitiless and offend Europe, or liberal and merciful and disgust the Russian Army and nation. Her only hope is war, and that hope we must disappoint ». - PRO. 105, 17-VIII.

« Ici la sécurité est complète. On tient pour écarté tout risque de guerre par rapport à la Pologne, du moins pour cette année ». - Rapport de Londres, Geheimes Staatsarchiv, Grossbritannien 1863, 11-VIII.

114) PRO. 22, 13-VIII. Pasolini, op. cit., p. 361-386. Carteggio tra Marco Minghetti e Giuseppe Pasolini, vol. III, p. 297.

« Le sentiment d'inquiètude produit sur le gouvernement et l'opinion publique en Italie par la condition dans laquelle paraissent se trouver à ce moment les relations de la France et de l'Autriche a été développé par la nouvelle de l'élection de l'Archiduc Maximilien au trône du Mexique ». - Sartiges, Turin, à Drouyn de Lhuys, AE. Italie, 14-VIII.

115) AE. B, France 21, 16-VIII.

Prévost-Paradol constata dans le « Courrier du Dimanche » du 16 août: « A mesure que les jours s'écoulent, les espérances de guerre deviennent de plus en plus problématiques. Nous disons les espérances, et non pas les craintes, car le nombre était plus grand de ceux qui attendaient avec plus d'impatience que d'effroi la rupture des négociations et l'ouverture des hostilités... Ces espérances ont été trompées, et la seule page ajoutée à l'histoire de France est la dépêche du prince Gortchakow ».

116) AE. B, France 21, 21-VIII.

117) Napier à Russell, 19-VIII, Further Correspondence.

118) « Le Constitutionnel » du même jour constatait: « La question polonaise s'est posée d'elle-même par l'injustice et la violence des traitements infligés aux Polonais; la grande erreur de St. Pétersbourg serait d'imaginer qu'une fois posée, la question pût tomber à terre; la solution viendra nécessairement ».

de leur pays était une manifestation des tendances de la nation tout entière et non de l'émigration. « Les agitations de la Pologne tiennent à des causes qui n'ont rien de factice ni d'accidentel, elles sont le résultat d'une situation qui date bientôt d'un siècle, et qui a plus contribué peut-être qu'aucune autre conjoncture à faire croître et à entretenir la révolution en Europe ». La réponse affirmait ensuite le droit qu'avaient les États signataires des traités de Vienne de délibérer sur les questions soulevées par l'insurrection polonaise; enfin, elle rejetait sur le cabinet de St. Pétersbourg la responsabilité de la prolongation des troubles en Pologne. « Si la Russie ne fait pas tout ce qui dépend d'elle pour réaliser les intentions modérées et conciliantes des trois puissances, si elle n'entre pas dans la voie qui lui a été indiquée par des conseils amicaux, elle est responsable des graves conséquences que la prolongation des troubles de la Pologne peut entraîner ». Dans une annexe, Drouyn de Lhuys fit ressortir que les stipulations de Vienne concernaient toutes les provinces polonaises et non seulement le Royaume.

Le contenu de la réponse anglaise, datée du 11 août, ne différait guère de celui de la note française. « L'impératrice Catherine en 1772 — précisait Russell — avait promis aux Polonais le respect de leur religion. L'empereur Alexandre I-er, en 1815, avait promis aux Polonais une représentation et une administration nationales [119]. Ces promesses n'ont pas été tenues. Pendant bien des années, la religion des Polonais a été attaquée, et, à l'heure qu'il est, ils ne jouissent point des droits politiques que devaient leur assurer le traité de 1815 et la constitution de la même année... En 1815, la Grande-Bretagne, l'Autriche, la France et la Prusse auraient préféré à l'arrangement définitivement fait une restauration de l'ancien royaume de Pologne tel qu'il existait avant le premier partage de 1772, ou même l'établissement d'un nouveau royaume de Pologne indépendant, avec les mêmes limites que le Royaume actuel. La grande armée que l'empereur Alexandre avait alors en Pologne, les services importants que la Russie avait rendus à l'alliance, et surtout la crainte d'une reprise de la guerre en Europe avaient concouru à faire accepter à la Grande-Bretagne, à la Prusse et à l'Autriche l'arrangement proposé par l'empereur Alexandre, quoique à leurs yeux il fût des trois arrangements projetés celui qui paraissait avoir le moins de chance de conduire à une paix durable et à une sécurité permanente en Europe ». Enfin la note rendait la Russie responsable des conséquences que pourrait entraîner la prolongation des troubles en Pologne.

Le gouvernement autrichien, de son côté, voyait l'origine du mouvement insurrectionnel dans le fait que les obligations imposées par les traités n'avaient pas été remplies par le cabinet de St. Pétersbourg. Il refusait une conférence des trois cours du nord et il rejetait sur la Russie la responsabilité de la prolongation de la lutte [120].

L'envoi de ces dépêches n'eut aucun résultat pratique. Aussi bien les Anglais que les Autrichiens n'avaient consenti à répondre par écrit que pour ne pas laisser la France agir seule; celle-ci avait entretenu la conversation diplomatique parce qu'elle espérait toujours que les événements

---

119) Russell avait constaté dans une des ses lettres à la reine Victoria: « The conduct of Russia is the natural consequence of the ill-adviced arrangement made at Vienna in 1815 » - AR, H 51/140.

120) Staats. No. 893, 894, 895. La note autrichienne est datée du 12 août.

entraîneraient au moins une de ces deux puissances à une action commune avec le Second Empire [121].

* * *

En ce qui concernait les Polonais et les Russes, leur haine réciproque ne connaissait plus de borne. La presse reflétait exactement cet état d'esprit. Le consul français à Moscou affirmait: « les feuilles politiques qui s'impriment à Moscou se distinguent surtout par une exagération de patriotisme qui dépasse le but et par une véhémence de style qui, dans une autre langue, pourrait à coup sûr être bien souvent qualifiée d'inconvenante par un lecteur impartial. L'oeuvre de pacification qui occupe la diplomatie européenne devient, sous la plume du journaliste moscovite « la prétention illégitime de s'immiscer dans une affaire toute intérieure ». Le nom de Polonais est synonyme de traître. L'espoir exprimé par les feuilles étrangères, que la Russie ne repoussera pas les propositions des grandes puissances occidentales est « la preuve qu'on n'a pas, en Europe, la moindre idée du patriotique dévouement dont sont pénétrées toutes les classes de la société russe. On s'abuse grossièrement en croyant résoudre la question polonaise par la voie des chancelleries diplomatiques... La Russie n'a qu'à se confier à Dieu et à recourir aux armes ».

« Je me borne à rappeler » — poursuivait le consul — « que les journaux russes ne publient rien sans l'autorisation préalable d'un censeur, ce qui donne le droit de penser que leur langage obtient tout au moins l'approbation des hauts fonctionnaires qui représentent ici l'autorité de l'empereur. Ces déclamations lues par des gens peu éclairés — comme le sont en général les marchands et fabricants russes — puis commentées par ceux-ci dans leurs rapports journaliers avec les artisans et les ouvriers, la plupart complètement illettrés, exercent sur la masse de la population une influence déplorable qui a pour effet d'aviver les haines contre la Pologne et d'exciter une sorte d'animosité contre tout ce qui porte le nom d'étranger » [122]. « Le gouvernement et le peuple sont animés des mêmes sentiments; la Russie s'arme et se prépare à la résistance; elle possède des ressources immenses et inépuisables pour une guerre populaire; les réponses faites par notre gouvernement sont claires et décisives » [123]. « Que la Russie vienne à bout de la Pologne, ou la Pologne de la Russie... Le général Mourawiew a su rendre un immense service à la paix en délivrant la Lithuanie du règne de la terreur polonaise » [124].

Le 18 août se déroula en Russie une grande manifestation antipolonaise. Le tzar, à Nijni Nowgorod, assista à l'office divin et pria auprès de la tombe de Minine et auprès du drapeau de Pojarski, à l'endroit même où, en 1611, également au mois d'août, l'archiprêtre Sawa Jéfinirew s'était écrié: « les Polonais et les Lithuaniens, ont formé le projet impie de dé-

---

121) PRO. 116, 19-VIII-1863.
Werther, Vienne, à Bismarck, 22-VII-1863, APP. III. No. 600.
Lewak: Polska Działalność, rapport, 17-VIII, p. 315.

122) AE. Russie, Moscou, 6-VI.

123) « Gazette de Moscou » du 5 août - AE. Russie, Moscou, 6-VIII.

124) « Gazette de Moscou » du 13 août. - AE. Russie, Moscou, 14 août.

truire l'empire de Moscovie et de transformer la foi pure du Christ en hérésie latine pleine de séductions » [125].

La plupart des Russes pensaient comme cet admirateur de Katkow, qui déclarait: « Les Polonais disent: entre les Russes et nous point d'autres rapports possibles que ceux d'une extermination et d'une haine réciproque. Et c'est vrai. Les Polonais veulent nous mettre le pied sur le cou; ils ont raison. Nous voulons, nous, leur mettre le pied sur le cou, et nous avons raison, et nous tâcherons d'y arriver: c'est une question nationale, et pas du tout de plus ou moins de libéralisme » [126].

Le langage des Polonais n'était pas différent. « La Russie nous a pris trois quarts de notre territoire national, — disait le gouvernement polonais — elle est devenue ainsi une puissance européenne, puissance dont l'influence sur l'histoire de l'humanité reste à jamais néfaste. La Russie schismatique détruit, et elle doit le faire dans son intérêt national, la Pologne catholique et libérale. Sa religion, sa politique, sa conception de vie sont opposées à notre religion, à notre politique, à notre conception de vie; l'antagonisme est complet entre nous. Aucun compromis entre la Pologne et la Russie n'est possible » [127].

C'était surtout la tzarine qui poussait Alexandre II dans cette voie de la persécution. « Elle est si orthodoxe qu'elle oublie qu'elle est née princesse protestante, et fait retomber toute sa haine sur la Pologne catholique » [128]. « Les mesures du général Mourawiew... ont révolté toute l'Europe » — constata Montebello [129]. Klindworth était d'avis qu'une réconciliation des Polonais avec les Russes était impossible, à moins qu'on entende par ce mot l'extermination et la transplantation de toute la race polonaise, deux mesures auxquelles travaillaient si merveilleusement les Mourawiew et les Berg. « C'est une décomposition complète dans l'ordre moral, c'est l'éclipse totale du Christianisme dont ces nouveaux janissaires accomplissent l'oeuvre impie devant l'Europe civilisée » [130].

Le gouvernement russe était plutôt satisfait de la position qui lui était faite par les dernières démarches des trois cours occidentales et il

---

125) FO. 65/636 Russia, extrait du « Journal de St. Pétersbourg » du 24 août.
La rente au cours du mois d'août:

1-VIII	66,70	Londres et Vienne sont d'accord pour une note identique
3- »	66,85	leur refus est connu
4- »	67,10	
5- »	68,00	conseil des ministres
6- »	67,75	
7- »	67,45	
10- »	67,20	lettre de Napoléon à Charles XV
14- »	67,45	
19- »	67,85	remise des notes occidentales
24- »	67,60	
26- »	67,40	
28- »	67,85	
31- »	68,10	

126) Boudou, II, p. 218.

127) La note du gouvernement polonais au prince Czartoryski, 28-VIII. Lewak: Polska Działalność, p. 174.
Annexe XVII.

128) AE. Hesse-Darmstadt, 30-VII.

129) AE. Russie, 16-VIII.

130) Rapport de Klindworth, Bruxelles, 22-VIII, HHS. Belgien 27.

ne craignait pas la menace contenue dans les conclusions identiques des trois dépêches [131]. D'ailleurs la part de responsabilités qui pourrait incomber au prince Gortchakow comme chef de ces négociations ne serait pas un poids bien lourd à porter puisqu'il recevait journellement de nouvaux témoignages d'approbation et de sympathie pour la manière dont il s'était acquitté jusqu'ici de sa tâche. En tout cas, soulignait Thun, le cabinet de St. Pétersbourg ne s'empresserait pas de répondre aux trois cours et il ne fallait guère s'attendre à des nouvelles dépêches russes avant trois ou quatre semaines [132]. Il était d'ailleurs évident que le gouvernement russe ne modifierait pas son attitude sur la question polonaise et ne se montrerait nullement disposé à céder aux exigences de l'Europe civilisée. « La Russie s'imposera tous les sacrifices pour soutenir son souverain dans cette question et si la guerre doit la résoudre dans un temps peu éloigné peut-être, ce sera pour ce pays une guerre sainte et patriotique à laquelle toute la nation s'empressera de prendre part » [133].

* * *

Sur ces entrefaites la question polonaise se compliqua de la question allemande; l'Autriche, en pleine crise diplomatique en ce qui concernait le problème polonais, convoqua un congrès germanique à Francfort. Déjà en mai, Rechberg avait avancé l'idée d'une conférence des princes allemands, conférence qui aurait donné un appui à l'attitude de Vienne dans la question de Pologne [134]. Le congrès fut précédé par une entrevue à Gastein, où François-Joseph assurait le roi de Prusse que l'Autriche ne participerait à aucun prix à une guerre pour le rétablissement de la Pologne. Il répéta, ce qui avait déjà déclaré Rechberg, que Vienne n'admettrait « ni l'aliénation d'un village de la Galicie ou de la Posnanie, ni l'établissement d'une Pologne indépendante » [135]: Gortchakow affirmait que tout ce qui pouvait contribuer à rendre l'Allemagne plus forte et plus compacte était

---

131) Le ministre de Bavière avait noté le 15 août: « Le gouvernement russe gagne du temps, ce qui lui est essentiel... Le succès de la première campagne diplomatique est incontestablement du côté de la Russie, la retraite de l'Angleterre est évidente, la France semble obligée de s'y conformer... Les préparatifs en Russie pour la guerre sont très grands, l'armement des forteresses, les fortifications des côtes se font avec ardeur, sans relâche, la marine se prépare et profite des nouvelles inventions nautiques, pratiquées en Amérique, communiqués ici avec une confiance particulière, d'une certaine importance politique ». - Rapport de St. Pétersbourg, 15-VIII, Geheimes Staatsarchiv, Die Ereignisse in Polen 1863.

132) Thun à Rechberg, 24-VIII, HHS. Russland 54.

133) AE. B, Russie 72, 28-VIII.

134) Engel-Janosi: Graf Rechberg, p. 111.

135) Bismarck ne tarda pas à communiquer cette nouvelle aux Russes. - Sur l'entrevue de Gastein et la question polonaise: Srbik, III, No. 1156. APP. III, No. 637. Bismarck: Gesammelte Werke, IV, No. 108. Lenz: König Wilhelm und Bismarck in Gastein, Deutsche Rundschau, novembre 1906.

En ce qui concernait l'opinion publique de l'Allemagne du sud en août 1863, Reculot manda de Munich: « Sans sympathie exagérée pour les Polonais, on verrait sans déplaisir porter un nouvel échec à la puissance de la Russie: on n'a pas oublié la domination que Nicolas a fait peser sur les États secondaires pendant un quart de siècle ». - AE. Bavière, 14-VIII. Annexe XVIII.

vu avec grand plaisir par son gouvernement [136]. Napoléon III vit dans l'initiative de Vienne surtout un projet de coalition dirigé contre lui, et il déclara qu'il ne permettrait jamais que la Confédération englobât tous les territoires autrichiens [137]. « Finalement » — rapporta Goltz — « l'empereur m'a dit que cette réunion de Francfort ne devant aboutir à rien, il croyait ne pas avoir besoin de s'en occuper. J'ai fait observer que cependant Sa Majesté avait fait expérience intéressante par rapport à la politique autrichienne. « Très intéressante » — a dit l'empereur en souriant —. Puis j'ai fait l'observation que le cabinet de Londres ne me paraissait pas avoir bien compris la question puisqu'il s'était montré favorable au projet autrichien. « C'était peut-être » a répondu l'empereur « parce qu'il est dirigé contre moi ».

Une partie des ministres de Napoléon crut à une alliance secrète entre le souverain des Tuileries et François-Joseph, alliance dont la première manifestation devait être la réunion des princes. Un rapport s'était établi, dans l'esprit de Guillaume I-er, entre la proposition de Vienne et une entente franco-autrichienne [138]. Gortchakow, de son côté, encouragea nettement l'attitude de la Prusse [139]. Les diplomates russes établis à Francfort considéraient le congrès comme une menace de l'Autriche contre la Russie en ce qui touchait la question de Pologne et la question d'Orient [140]. A Paris, aussi bien Budberg que Goltz s'efforçaient de convaincre Drouyn de Lhuys que le cabinet de Vienne avait uniquement pour but de créer une solidarité germanique antifrançaise, afin de contrecarrer ainsi toutes les ambitions impériales en Europe. Drouyn de Lhuys assura lord Cowley qu'ils n'y avaient pas réussi [141]. Les Anglais saluèrent naturellement l'initiative de Vienne avec une satisfaction à peine dissimulée [142]. « Rien n'est plus désirable en Europe qu'une Allemagne forte et unifiée » — constata Russell [143]. « Cette unité calmera l'empereur des Français » — nota la reine Victoria [144]. Cependant la réunion de Francfort eut pour résultat concret

---

136) Thun à Rechberg, 15-VIII, HHS. Russland 54.
Gortchakow était encouragé dans son attitude par lord Napier. Celui-ci ne cachait point son avis que l'Angleterre devait soutenir la Prusse. C'était son intérêt politique et son intérêt religieux qui l'exigeait. La Prusse avec la Suède et la Hollande opposaient des remparts forts aux tendances catholiques qui étaient, d'après lui, l'arrière-pensée de la politique autrichienne. Il regrettait que Bismarck ne fût pas « homme d'Etat pour assurer à la Prusse le succès de ses aspirations politiques ». - Rapport de St. Pétersbourg, 21-VIII, Geheimes Staatsarchiv, Russland 1863.

137) Le « Constitutionnel » du 23 août affirma: « Le congrès de Francfort est une affaire purement allemande et qui intéresse uniquement l'organisation intérieure de la Confédération. Le projet de réforme, présenté par l'empereur d'Autriche, ne modifie ni la composition ni les limites de la Confédération; on est donc mal fondé à y voir une question européenne ».

138) Goltz, 15-VIII, 30-VIII. Oubril, 2-IX, 3-IX-1863.
APP. III, No. 647, 671, 676, 678.

139) Rapport de St. Pétersbourg, 26-VIII-1863.
APP. III, No. 658.

140) AE. Hesse-Cassel, 24-VIII-1863.

141) Cowley, 6-IX. FO. 27/1495, France.

142) Rapport de Sydow, Francfort, à Bismarck, 28-VIII, APP. III, No. 663.

143) PRO. 107, 15-VIII-1863.

144) La même opinion était exprimée par François-Joseph qui était venu à Cobourg remercier Victoria de l'attitude anglaise dans la question polonaise. - Victoria: Letters, p. 107, lettre du 3-IX.

la proposition faite par Bismarck à Oubril au sujet d'une guerre préventive contre l'Autriche [145].

En ce qui concernait Napoléon, à la fin du mois d'août il était résigné [146]. « Je serais bien aise — déclara-t-il en parlant de l'affaire polonaise — si l'on pouvait trouver une issue, je ne serai pas difficile pour la forme, car je désire ardemment éloigner cette question du terrain international » [147]. Drouyn de Lhuys, de son côté, fit part à Cowley de ses appréhensions que la Russie ne voulût exterminer les Polonais dans toutes les provinces ne faisant pas partie du Royaume, pour pouvoir plus facilement accorder quelques concessions aux survivants du massacre [148]. Les rapports parvenus de Montebello laissaient prévoir la réponse du tzar. Le prince Gortchakow s'attacherait, d'après le duc, à combattre avec la plume cette interprétation de l'acte final du congrès de 1815 qui dans les mots « les Polonais sujets respectifs de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse » n'englobait que les habitants du Royaume. La Russie tout entière était prête à se battre pour soutenir cette interprétation des droits concédés aux Polonais [149].

Drouyn de Lhuys expliqua au prince Czartoryski que la conduite de l'Autriche était indigne; « et cependant nous lui avons offert une alliance commune contre la Russie pour rétablir la Pologne; nous l'avons fait d'une manière claire et précise » [150]. « Drouyn de Lhuys se plaint de nos rigueurs en Galicie et de ne point trouver l'appui chez nous » — constata Mülinen, chargé d'affaires d'Autriche à Paris. Et il ajouta deux jours plus tard: « la méfiance contre nous augmente, on nous accuse de mauvaise foi » [151]. Drouyn de Lhuys souligna à Mülinen la cruauté et les persécutions qui

---

145) En terminant sa conversation avec l'ambassadeur russe, Bismarck ajouta: « N'y a-t-il pas d'ailleurs moyen de désintéresser la France? Il faut bien se rendre compte d'une chose; c'est que la ligne du Weser est plus importante pour nous que celle du Rhin. Voilà la question en deux mots ». - Oubril à Gortchakow 3-IX, 15-IX - APP. III, No. 678, 693.

146) L'amiral de La Roncière Le Noury constata le 29 août à propos de l'attitude de la France dans la guerre de Sécession: « Il y a un conseil à Saint-Cloud aujourd'hui... On doit confabuler sur reconnaissance des Etats du Sud. L'Empereur en a l'idée fixe... Drouyn de Lhuys est contraire... C'est une grave détermination qui pourrait amener la guerre avec le Nord. Mais ce serait une diversion à la Pologne; c'est dont se plaint M. Drouyn ».

Quelques jours plus tard il affirma: « Voilà qu'il est question d'abandonner presque toute la Cochinchine. C'était bien la peine. Il est évident que l'Empereur veut se débarasser de toutes les difficultés extérieures, il médite quelque grande surprise pour l'année prochaine ». - L'amiral de La Roncière Le Noury: Correspondance Intime, Lettres, 29-VIII, 3-IX.

Napoléon pensait donc toujours à la reconnaissance des Etats du Sud. Pouvons-nous admettre que sans le soulèvement polonais l'initiative française d'octobre 1862 aurait eu des suites?

147) Goltz, 30-VIII-1863, APP. III, No. 671.

148) Cowley, 6-IX-1863, FO. 27/1495, France.

149) AE. Russie, 28-VIII.

En août le prince Orlow était à Paris. Napoléon lui disait qu'il suppliait Alexandre II de ne pas mettre le gouvernement de Paris dans la douloureuse nécessité d'une rupture et de le dégager en face de l'opinion publique française en faisant quelque concession à la Pologne. - Geheimes Staatsarchiv, 29-VIII, Frankreich 1863. Hauptstaatsarchiv Stuttgart, rapport de Paris, 30-VIII, E 70/47/9. Czartoryski, op. cit., p. 379, 29-VIII.

150) Czartoryski, op. cit. p. 380, 30-VIII.

151) HHS. Frankreich 75, 1-IX, 3-IX.

continuaient en Pologne. D'après les rapports de personnes impartiales, précisa le ministre, il était évident que le gouvernement russe avait adopté un système d'extermination des hommes et des choses dans ce pays [152]. Napoléon, lui-même, demanda au prince Metternich ce que ferait le cabinet de Vienne si la Russie ne cédait sur aucun point et si les massacres de Mourawiew continuaient indéfiniment. L'ambassadeur répondit que l'attitude de l'Autriche dépendrait des événements et des circonstances [153]. La popularité de Mourawiew en Russie était si grande que l'opinion publique le désignait « comme le plus propre à être opposé aux ennemis et aux adversaires de la sainte Russie » [154]. Alexandre II, Gortchakow et Mourawiew étaient « à l'apogée de leur popularité dans tout l'empire » [155].

Le moment le plus critique de la question polonaise était déjà dépassé. Le point culminant de cette crise est dans la seconde moitié du mois de juillet, après la réponse hautaine, mais très habile, de la Russie. L'Angleterre ajourna sa décision en attendant celle de la France. Les diplomates anglais se préparaient à quitter St. Pétersbourg, les diplomates russes à quitter Londres. Le projet français d'une note identique fut accepté aussi bien par l'Angleterre que par Vienne, aucune de ces deux capitales ne voulait laisser Napoléon agir seul. D'autres puissances, comme le Danemark, l'Italie, la Suède, la Turquie et bientôt la Perse, étaient décidées à s'associer à cette coalition antirusse. Mais Napoléon III n'a pas voulu courir le risque de s'engager sans un traité formel avec la monarchie de François-Joseph; et la cour des Habsbourg repoussa, une fois de plus, malgré la pression de la diplomatie vaticane, l'alliance que lui proposait la France. L'époque des guerres de religion était révolue, l'Autriche ne tirait plus son épée pour sauver une nation catholique menacée d'extermination; d'autant plus qu'elle avait jadis efficacement contribué aux partages de cette nation et à l'établissement de la Russie en Europe orientale.

---

152) 6-IX, ibid.

153) HHS. Frankreich 77, 8-IX.

« M. Drouyn de Lhuys est à la fois embarrassé, irrité et découragé: il se livre à des récriminations rétrospectives contre l'Autriche et l'Angleterre qui ont repoussé son projet de notes identiques, ensuite des propositions d'alliance ». - AE. B, France 21, 7-IX.

Pasolini écrivit de Paris à Minghetti: « Ora ecco mie riflessioni: Lo stato attuale della politica è incertissimo. L'Imperatore è disgustato dell'Austria, ma non osa staccarsene ancora ». - Carteggio tra Marco Minghetti e Giuseppe Pasolini, III, p. 355, lettre du 6 septembre.

154) AE. B, Russie 72, 2-IX.

155) 9-IX, ibid.

Chapitre V.

La fin de l'action diplomatique.

LA RÉPONSE RUSSE. - LA NOTE DU GOUVERNEMENT POLONAIS. - L'AIDE FRANÇAISE DONNÉE À L'EXPÉDITION POLONAISE EN CIRCASSIE. - LA NOTE ANGLAISE DU 20 OCTOBRE. - LA CAMPAGNE ANTIFRANÇAISE EN RUSSIE; KATKOW ET LA GAZETTE DE MOSCOU. - L'ATTITUDE DE PIE IX. - LA FLOTTE RUSSE AUX ETATS-UNIS. - L'OPINION PUBLIQUE EN FRANCE. - L'OFFRE D'ALLIANCE À L'AUTRICHE. - LA PRESSION DU VATICAN SUR VIENNE. - LA DEUXIÈME MISSION DE METTERNICH. - L'IDÉE D'UN RAPPROCHEMENT FRANCO-PRUSSIEN. - LE DISCOURS DE NAPOLÉON III. - LES OFFRES D'ALLIANCE DU PRINCE COUZA ET DE LA PERSE. - RÉACTION DES AUTRES COURS. - « DUREZ ». - RÉACTIONS DES GRANDES PUISSANCES. - GORTCHAKOW VEUT FORMER UNE COALITION ANTIFRANÇAISE. - LE CONGRÈS RESTREINT. - LA MISSION DE PASOLINI. - L'INFLUENCE DE L'ENTOURAGE DE NAPOLÉON III. - INFLUENCES DES FINANCIERS. - MORNY.

La réponse russe fut remise le 14 septembre [1]. Le cabinet de St.-Pétersbourg déclarait qu'il ne voulait pas prolonger la discussion au sujet de la question polonaise et il ne voulait pas encourir la responsabilité de troubles ultérieurs en Pologne. Un mémorandum y était joint [2]; il résumait les vues russes sur l'affaire polonaise. La Russie — précisait ce mémorandum — avait conquis le Duché de Varsovie par les armes, elle était donc justifiée à chercher une solution qui écarterait une menace permanente contre sa sécurité. Victorieuse, la Russie n'avait pas pu s'associer à l'initiative des autres puissances qui désiraient la reconstitution d'une Pologne indépendante; cela aurait été un démembrement pour la Russie. Les stipulations des traités de Vienne qui avaient donné des institutions nationales aux Polonais étaient applicables au Royaume exclusivement et non à toutes les provinces polonaises. Les Polonais avaient violé, par l'insurrection de 1830, tous leurs engagements et les Russes, obligés de recourir à la guerre, avaient désormais le droit de conquête. Gortchakow repoussa ensuite l'assertion française selon laquelle le principal obstacle au rétablissement de l'ordre en Pologne provenait de ce que le gouvernement russe n'avait pas tenu les promesses que Catherine II en 1772 et Alexandre 1er en 1815 avaient faites aux Polonais quant au maintien de leur religion et de leurs droits politiques et aussi quant à une représentation et à une administration nationales. « La cause est plus profonde et plus invétérée. Elle réside en partie dans les sympathies qu'en Angleterre, en France, en Prusse, en Italie, en Espagne, au Portugal, en Suède, en Danemark, partout où il y a une administration indépendante, on signale comme ayant été manifestées pour les Polonais...

---

1) Staatsarchiv, No. 896, 897, 898. Elles sont du 7 septembre.

2) Staats. No. 899.

manifestations qui ont exercé une influence regrettable ». Gortchakow soulignait enfin que l'insurrection n'avait pas un caractère national mais qu'elle était l'oeuvre de quelques chefs rebelles excités et encouragés par l'attitude des gouvernements étrangers et par la perspective d'une intervention armée des puissances européennes. Le meilleur moyen de calmer les esprits et de désarmer les insurgés était — selon le mémorandum — que les capitales occidentales déclarassent qu'elles n'avaient pas l'intention de favoriser « le rêve de reconstruction d'une grande Pologne indépendante ».

La note russe était donc arrogante et même provocante dans son argumentation. La comparaison de la première réponse russe d'avril et de la dernière de septembre montre combien avait souffert le prestige de la France au cours de l'action diplomatique de l'année 1863. Les Russes savaient parfaitement qu'à une époque si tardive une campagne militaire contre eux était presque impossible. Ils n'avaient aucune raison de ménager l'amour-propre du souverain des Tuileries. Le tzar, sachant la réaction des Français à l'annonce des cruautés commises par Mourawiew, ajouta à l'humiliation subie par la France celle de nommer Mourawiew chevalier de l'ordre de St.André. « Dans la majeure partie du pays qui vous est confié, écrivit le maître de la Sainte-Russie à Mourawiew, l'ordre est déjà rétabli et dans le reste il se rétablit progressivement. Nous vous remercions de vos efforts » [3].

La presse était unanime à juger la réponse russe; elle ne voyait plus d'autre issue que la guerre. Même La Guéronnière admettait la nécessité d'une intervention militaire « dans l'intérêt de l'équilibre européen, du droit et de l'humanité, contre la Russie isolée et affaiblie » [4]. « Ainsi la Russie repousse les conseils et les prières de l'Europe. Ainsi la Russie refuse de rendre justice à la Pologne » [5]. « On croit rêver en lisant un pareil défi jeté à la face du gouvernement qui a fait la guerre de Crimée et la guerre d'Italie » [6]. « L'échec subi à Pétersbourg par la diplomatie européenne ne pouvait être plus complet... l'Europe a reçu les réponses russes, qui se traduisent ainsi: Extermination de la Pologne. C'est à la Russie maintenant à recevoir la réponse de l'Europe » [7]. « Maintenant que l'action diplomatique vient de prendre fin, l'action armée va-t-elle la remplacer ? » [8]. « Il ne reste plus rien à dire sur la partie diplomatique de la question polonaise, c'est épuisé et usé » [9].

Les souvenirs et les lettres de contemporains confirment qu'il y eut ces réactions de l'opinion publique après les notes russes de septembre. Cuvillier-Fleury nota dans sa correspondance: « L'entraînement presque irrésistible de l'opinion démocratique en France à l'endroit de la Po-

---

3) Code Rouge, lettre d'Alexandre II à Mourawiew, 11-IX-1863, p. 46.
Cette lettre était d'autant plus provocante que le même ordre avait été décerné à l'empereur des Français après le Congrès de Paris de 1856; Napoléon III et Mourawiew étaient donc confrères.

4) France, 22-IX.

5) Gazette de France, 21-IX.

6) Opinion Nationale, 21-IX.

7) Patrie, 22-IX.

8) Presse, 21-IX.

9) Union, 21-IX.

logne ». Et il ajouta: « Qui peut s'allier aux bourreaux de Varsovie ? Quant à moi, les Russes me font l'effet de s'être mis hors la loi de la civilisation européenne. Tout l'effort de la politique doit être de les repousser chez eux aussi loin que possible, et de leur enlever le pied qu'ils ont chez nous par la Pologne... Aujourd'hui il n'y a qu'une chose à faire, aller droit aux Russes parce qu'il y va de la vie ou de la mort de l'indépendance de l'Europe » [10]. « Quel triste et sot spectacle nous avons sous les yeux ! Y a-t-il rien de plus odieux et plus ridicule que la conduite de la France et de l'Angleterre dans l'affaire de Pologne » — nota le duc de Broglie [11]. « L'Empereur doit au moins nous laisser six mois en France avant de nous envoyer sur la Vistule » — constata un des officiers du corps expéditionnaire au Mexique [12].

Drouyn de Lhuys prit connaissance des dépêches russes sans aucune émotion apparente. Elles ne changeaient, d'après lui, rien à la situation actuelle de l'Europe [13]. Il constata que la réponse du cabinet de St.Pétersbourg faisait s'évanouir l'espoir de l'amener à se prêter à une entente avec les capitales qu'il avait lui-même conviées à rechercher le meilleur moyen de pacifier la Pologne et de rassurer l'Europe. « Sur ce point nul doute n'est possible. L'Empereur de Russie ne relève que de Dieu et de sa conscience pour l'accomplissement de ses devoirs à l'égard des peuples placés sous sa domination, et il n'a à rendre à l'Europe aucun compte de l'exercice qu'il fait, en ce qui les concerne, de ses droits souverains ». Le ministre déplora la différence de rédaction des notes des trois cours occidentales, différence qui avait si grandement facilité la tâche de la diplomatie russe. « En ce qui nous concerne, dégagés de toute préoccupation particulière comme de tout intérêt qui nous soit propre, nous n'avons pas changé d'opinion sur le caractère européen de la question polonaise, et sur les droits que nous confèrent l'intérêt général et les traités » [14]. La réponse russe fit faire à la question polonaise un pas en arrière [15]. Le ton de la note russe était assez irritant; Drouyn de Lhuys trouvait curieux que ce fût la Russie qui osât donner à l'Europe des leçons au sujet des droits et des devoirs internationaux [16]. « Il est incontestable que les dernières communications ont froissé vivement le Gouvernement français, et par la fin de non-recevoir qu'elles contiennent, et surtout par le ton hautain qui règne dans le mémoire » [17]. Au cours de sa conversation avec Hübner, le ministre français fit ressortir que la cour de St.-Pétersbourg avait persisté dans son attitude hautaine et poussé l'insolence au point de clore, de sa propre autorité, les pourparlers avec les capitales occidentales. Celles-ci restaient « sous le coup d'un camouflet inouï et sans exemple dans l'histoire contemporaine ». Mais, ajouta Drouyn de Lhuys, une fois la Pologne écrasée la Russie ouvrirait

---

10) Correspondance du Duc d'Aumale et de Cuvillier-Fleury, lettres du 20-IX, 29-IX.

11) Barante: Souvenirs, VIII, lettre du 30-IX, p. 374.

12) Lieutenant-Colonel Ledemé: Lettres à sa famille, lettre du 22-IX, p. 266.

13) Goltz, Paris, 18-IX-1863. APP. III, No. 700.

14) AE. Autriche, 22-IX. AE. Angleterre, 22-IX-1863.

15) Metternich à Rechberg, télégramme, 17-IX, HHS. Frankreich 75.

16) Rapport No. 40-A, 27-IX, ibid.

17) Rapport No. 40-C, 27-IX, ibid.

un autre champ de bataille. Ce serait probablement sous le drapeau du panslavisme, en Orient, en Turquie, dans les Principautés, en Serbie [18]. « Et Drouyn de Lhuys dit avec amertume qu'en somme le tzar promet de faire le bonheur de la Pologne, lorsqu'il n'y aura plus de Polonais » [19]. Il paraissait donc probable, nota le ministre de Wurtemberg, que bon gré mal gré la discussion serait close selon le désir du prince Gortchakow et que le gouvernement français déclarerait qu'il n'était pas plus directement engagé dans la question polonaise que les deux autres puissances, « tout en entonnant, comme de raison, quelque nouvel hymne à la liberté, à l'adresse de tous les pays au-delà du Rhin » [20]. Il ne restait plus à la France que l'action immédiate, mais quand et comment — se demandait le ministre de Bade [21]. La réponse russe évoquait en outre des souvenirs historiques qui étaient de nature à blesser profondément Napoléon III qui aimait à se considérer comme l'héritier de son oncle [22].

* * *

A Vienne, Rechberg, après avoir reçu la réponse russe, constata que les trois gouvernements devraient « procéder à une discussion détaillée entre eux afin de fixer leur attitude future [23]. Il regrettait le ton des dépêches russes qui pouvaient irriter inutilement les sentiments français [24]. Quelques jours plus tard Rechberg fut « alarmé par les nouvelles de Paris » [25]. Ces inquiétudes n'étaient pas sans fondement. Drouyn de Lhuys, qui espérait toujours des complications internationales, et peut-être pour forcer la main à son souverain, fit imprimer au Moniteur du 22 septembre une note du gouvernement polonais au prince Czartoryski, note qui, après avoir commenté la situation diplomatique, soulignait, en donnant des exemples bien choisis pour révolter la conscience européenne, la cruauté de la répression russe. « Ce manifeste », — constata le ministre de Bavière — « vrai réquisitoire contre le Gouvernement russe, peut être considéré comme la contre-partie extrême de la réponse du Prince Gortchakoff, le comité national se place au point de vue absolu du droit

---

18) Hübner à Rechberg, lettre privée, 24-IX, ibid.

19) AE. B, France 21, 18-IX.

20) Rapport de Paris, 16-IX, Hauptstaatsarchiv Stuttgart, E. 70/47/9.

21) Rapport de Paris, 20-IX, Generallandesarchiv Karlsruhe, Diplomatische Specialakten Russland, No. 3010.

22) Goltz, 20-IX, APP. III, No. 704.

23) Bloomfield, 14-IX, FO. 7/655, Austria. Werther, 16-IX, APP. III, No. 698.
Interrogé, au mois de septembre, par les Polonais, Napoléon III répondit: « L'Autriche triche comme d'habitude et vous abandonne ». Il ajouta: « il faut durer, durer et le moment sans doute viendra où l'on pourra vous aider ». - Walewska: Quelques récits, Messager Polonais, 1925, No. 159.

24) Bloomfield, 17-IX. FO. 7/655 Austria.

25) Ibid. 24-IX.
Le colonel Loën télégraphia le 23 septembre de St. Pétersbourg à Bismarck: « Le compte Rechberg très mécontent du prince Gortchakow. Réponse: menace d'une guerre. Le tzar très inquiet, il croit que l'Autriche est liée à la France par un traité secret ». - APP. III, No. 709.
« Gleich nach meiner Zurückkunft begegnete ich zu meinem Erstaunen in den hiesigen diplomatischen Kreisen einer sehr aufgeregten Stimmung, da man befürchtete, dass der Kaiser der Franzosen die russische Antwort nicht friedlich aufnehmen, sondern bei seinen Alliirten auf eine kriegerische Lösung dringen werde ». - Rapport de Vienne, 9-X, Eidgenossisches Bundesarchiv, Berne, Schweizerische Gesandtschaft in Wien.

de la Pologne, comme le cabinet de St. Pétersbourg invoque le droit absolu de la Russie. La publication de ce manifeste dans le Journal Officiel, le lendemain de l'insertion à la même place de la dépêche et du mémorandum russe, a produit à Paris une assez vive impression; de différents côtés, dans les journaux en particulier, on lui prêtait les proportions d'un événement. Il est positif qu'un pareil fait ne peut se produire ni sous la responsabilité de la rédaction du « Moniteur », ni même sans celle d'un Ministre; néanmoins, loin d'être une preuve d'un grand pas fait dans le sens polonais, il semble pouvoir être, avec plus de vraisemblance, envisagé comme une réponse indirecte — preuve d'amour-propre froissé — aux prétentions du Prince Gortchakoff. On a établi les revendications des deux partis; reste maintenant à combler la distance qui les sépare. Les trois puissances voudront-elles, par la force, imposer à la Russie ce qu'elle ne veut pas accorder à l'intervention diplomatique? Il est permis d'en douter » [26].

Napoléon III ne fut pas satisfait de cette initiative personnelle de son ministre des affaires étrangères [27]. « Peut-être — écrivit Fould à Baroche — [28] aurait-on attaché moins d'importance à la publication qui a si fort ému l'opinion, si on avait su qu'elle n'avait pas été faite par l'ordre de l'Empereur. Rien n'est plus certain pourtant et je puis vous dire que Sa Majesté en a été étonnée et mécontente; mais le mal est fait, il faut le réparer. Vous pouvez penser que j'ai tenu à l'Empereur un langage dans ce sens et je puis vous dire en toute confiance que j'ai été content des assurances que j'ai reçues. Comment pouvait-on faire pénétrer ces impressions dans le public? Vous y pouvez beaucoup par les rapports que vous avez en ce moment avec les hommes de finance » [29].

---

26) Rapport de Paris, 25-IX, Geheimes Staatsarchiv, Frankreich 1863.

27) la rente:

1-IX - 68,75	
5-IX - 69,00	
14-IX - 69,15	remise de la réponse russe
15-IX - 68,90	
16-IX - 68,10	
21-IX - 68,25	publication de la réponse russe
22-IX - 67,70	publication de la note du gouvernement polonais
24-IX - 67,80	
25-IX - 67,50	

28) Fould à Baroche, Tarbes, 27-IX. Bibl. Thiers, dossier 980.

29) Et il ajouta: « De tous les bruits qui ont couru ces jours-ci, je ne crois pas qu'il y en ait un seul de fondé. Le voyage du Prince Napoléon en Angleterre n'a pas trait à la politique ».

Chasseloup-Laubat constata, le 23 septembre, au sujet du séjour du prince Napoléon à Londres: « Je crains que malgré le voyage du prince, on n'obtienne rien de l'Angleterre pour la Pologne. Ils ne veulent pas, de l'autre côté du détroit, que nous grandissions, ni au moral, ni au matériel. Si on faisait à trois une campagne en Pologne qui assurerait le repos international de l'Europe, ce serait une bien grande et belle page pour l'empereur et pour la France ». - Charles-Roux, p. 358.

L'empereur au prince Napoléon, le 22 septembre: « Je vois avec plaisir que tu t'occupes d'agriculture et j'approuve ton voyage en Angleterre. Je voudrais aussi pouvoir te donner des occupations plus en rapport avec tes facultés, mais il faut attendre que les occasions se présentent ». - E. d'Hauterive, p. 251.

Le « Constitutionnel » du 23 septembre écrivait que le gouvernement français avait toujours pensé qu'à tous les points de vue, la meilleure politique consistait à tenir la conduite à la hauteur du « langage ».

Ce fut à ce moment que Victoria refusa d'accréditer Walewski comme ambassadeur auprès de sa cour; l'un des promoteurs de l'alliance franco-anglaise lors de la guerre de Crimée n'était plus désirable à Londres.

La presse salua cette publication de la note polonaise comme le premier pas vers la libération de la Pologne par les armes. « La Russie a jeté le masque; elle défie l'Europe... Il est des cas où les gouvernements, comme les hommes, ne doivent plus se préoccuper des conséquences de leurs actes, et n'ont à prendre conseil que de leur conscience. Il est des situations politiques où toute l'habileté et la prévoyance la plus raffinée ne valent pas la vieille devise chevaleresque: Fais ce que dois, advienne que pourra » [30]. « C'est la première réponse aux dernières notes de la diplomatie moscovite » [31]. « De là à reconnaître la Pologne comme puissance belligérante, il n'y a qu'un pas, et nous espérons qu'il sera bientôt franchi » [32].

* * *

Il y avait encore un autre terrain sur lequel Drouyn de Lhuys espérait provoquer des complications internationales, c'était la Circassie [33]. Le gouvernement polonais, d'accord avec les chefs de la population circassienne, qui voulaient faire une dernière tentative pour sauver leur pays de la domination russe, préparait une expédition militaire qui devait aider les Circassiens dans leur lutte contre les troupes russes envahissant la dernière parcelle du Caucase indépendant [34]. La plupart des dépenses furent couvertes par le ministre français des affaires étrangères. L'action polonaise, appuyée aussi en cachette par la Turquie, devait entraîner la rupture entre cette dernière puissance et la Russie, ce serait le début d'une guerre générale [35]. Une fois libéré, le Caucase resterait sous la suzeraineté du sultan, en échange les Turcs abandonneraient les Princi-

---

30) Monde, 26-IX.

31) Patrie, 23-IX.

32) Siècle, 23-IX.

33) « On passing through Tabreez the Serdan Azess Khan told me confidently that if Russia were to become involved in diffculties on the question of Poland the mussulman population of the trans-caucassian provinces would be glad of the occasion for making an effort to throw off the Russian yoke ». - FO. 60/275, Persia, 16-IX.

« The Serdan Azess Khan considered that both the Mussulmans and Christians would mix to expel the Russians ». - FO. 248/215, Persia Tabreez, 4-IX.

34) Sur la politique occidentale envers le Caucase: Widerszal: Sprawy Kaukaskie.

Deux officiers français, De Fonvielle et Baudry, participaient à l'expédition polonaise. Baudry, dans un rapport rédigé à son retour, constata: « Malgré toutes les qualités de ces hommes intrépides que sont les Circassiens, on ne parviendra jamais à les réunir. On ne les dirigera sur un point à attaquer qu'avec l'aide d'un petit corps européen: alors ils marcheront et prendront les positions que garderont ensuite les troupes régulières. J'affirme que la formule d'un bataillon européen assurerait le triomphe de l'insurrection circassienne. Toutes les tribus se grouperaient autour de ce noyau; on verrait disparaître devant l'intérêt commun de la patrie, les rivalités entre les petits chefs. Les détachements russes seraient facilement enlevés, et l'armée recrutant dans sa marche toutes les tribus qui s'étendent jusqu'à la Géorgie, donnerait la main à l'insurrection toute prête au Digestan.

Or, si l'on songe que les provinces du Caucase coupent les communications de la Russie avec l'Asie, l'indépendance de ces tribus serait la perte de l'influence moscovite en Orient.

Qu'est-ce donc que la dépense d'un bataillon, alors que le protecteur du Caucase aurait par la possession de cette formidable position topographique, un pied sur le territoire russe et dans l'empire ottoman, et qu'il dominerait la Perse et la route de l'Inde ».

35) Lewak: Polska Działalność, les rapports du prince Czartoryski, 22-VIII, 13-IX, 29-IX, 6-X, 7-X, 14-X-1863.

pautés Danubiennes, qui seraient mises sous la protection de l'Autriche » [36].

La réaction anglaise fut la plus positive. John Russell déclara publiquement, à Blairgowrie, que la Russie n'avait pas satisfait aux conditions auxquelles le traité de Vienne lui avait accordé le Royaume, et que les conditions n'étant pas exécutées, le titre lui-même ne pouvait être revendiqué [37]. Dans une note aux cabinets de Paris et de Vienne il proposa de faire état de cette considération dans la prochaine dépêche au gouvernement de St. Pétersbourg. Drouyn de Lhuys affirma que le projet anglais était sans aucune valeur pratique parce qu'il ne mentionnait pas la reconnaissance des Polonais comme belligérants ce qui devrait être une conclusion logique de la pensée anglaise; il préférait donc s'abstenir et attendre le développement des événements [38]. Mais Napoléon, en vacances à Biarritz, enjoignit à son ministre d'adhérer à la proposition britannique [39]. Celui-ci chargea donc le duc de Montebello d'appuyer la note

---

36) Les Turcs étaient prêts, à la fin de l'année 1863, à renoncer, contre le Caucase, à leurs droits sur les Principautés. - Erskine, Constantinople, à Russell, 3-XI. FO. 78/1740. Turkey.

La faillite de l'expédition polonaise précipita l'occupation définitive du Caucase par les forces moscovites. - Non contents de la possession du pays, les Russes s'efforçaient d'empêcher la population de fuir devant leur avance. Ils n'hésitaient pas à couler les bateaux chargés d'émigrants circassiens. - AE. Turquie, Trébizonde, 1-IX.

En outre, la diplomatie française protégea les préparatifs polonais à Tultcha, une localité sur la frontière de la Turquie et des Principautés Danubiennes, d'où les Polonais, traversant en troupes organisées la Moldavie et pénétrant en Pologne, comptaient provoquer ainsi un conflit entre la Turquie et la Russie. Le détachement polonais, après la première rencontre victorieuse, devait capituler. Ce fut le ministre de la guerre des Principautés, le général Floresco, instrument docile aux mains de la Russie, qui réduisit à néant les projets polonais.

Drouyn de Lhuys demanda au prince de Couza de laisser passer les Polonais. - AE. Turquie, Bukarest, 16-VII-1863.

37) Une pareille prise de position signifiait que le ministre anglais s'appropriait des arguments de la diplomatie polonaise. Celle-ci avait d'abord tâché d'amener les puissances occidentales à reconnaître les insurgés comme belligérants. L'Angleterre avait refusé. Après ce refus, elle avait mis en avant les arguments juridiques; cette fois ce fut la France qui reçut sans enthousiasme ces allégations polonaises relatives au traité de Vienne.

« L'impression produite ici par les dernières communications russes a été aussi mauvaise que possible » - HHS. England 61, 26-IX.

38) FO. 27/1496 France, 24-IX-1863.

39) AE. Angleterre, 28-IX.

Barthez, médecin du prince impérial, nota, dans une lettre de Biarritz à sa famille: « Avant-hier j'ai assisté pour la première fois à une conversation politique. Il s'agissait des affaires de Pologne, sujet brûlant et palpitant, qui dans ce moment est rudement tendu et préoccupe vivement les esprits. Chacun apportait dans la discussion son caractère et sa manière de la façon la plus originale et la plus intéressante; l'un discutant sérieusement avec des idées arrêtées et non sans passion, l'autre mêlant des réflexions très sérieuses à des saillies spirituelles et goguenardes; un troisième parlant avec violence, et se congestionnant tellement la tête qu'il pouvait à peine exprimer sa pensée. C'était, je t'assure, très curieux pour le fond comme pour la forme, et pour la variété des opinions. Ce qui m'a le plus frappé a été de voir que celui qui prenait le plus chaudement parti pour les Polonais et qui voudrait nous lancer dans une guerre contre la Russie, était justement celui qui demande qu'on enlève le pape de Rome pour le colloquer à Constantinople... Que celui qui prend le plus chaudement le parti des Russes, et voudrait qu'ils exterminassent les Polonais est justement celui qui réclame le plus le maintien absolu du Saint-Père dans ses possessions italiennes. En somme l'opinion dominante était qu'il fallait faire cesser l'horrible massacre qu'on fait des Polonais, mais que nous ne pourrions raisonnablement nous lancer dans cette affaire sans y être sérieusement soutenus par des alliances suffisantes.

Pendant toute cette conversation, l'Impératrice ne disait mot, et, contre son habitude, elle écoutait sans rien dire, tirant très régulièrement son aiguille à tapisserie; et comme on la sollicitait de dire son avis, elle répondit: « je parle beaucoup des choses passées, mais jamais des

anglaise [40]. Drouyn de Lhuys déclara au ministre de Belgique que la note anglaise était « trop ou trop peu » [41]. « L'Angleterre est toujours académique; elle parle, mais n'agit pas » — disait-il au prince Czartoryski. Et il ajouta: « nous avons besoin de temps, nous ne pouvons pas faire la guerre à nous tous seuls » [42]. Quant à l'Autriche, précisa le ministre quelques jours plus tard, elle savait bien que la France lui avait fait des propositions, elle ne pouvait faire davantage [43].

Toute autre était la réaction de Vienne. Rechberg voyait dans l'invitation de Russell une volonté de guerre de la part des puissances maritimes [44]. Il demanda donc des garanties précises avant de répondre officiellement. « Il ne convient pas de parler si haut si on ne veut rien faire, et pour sa part l'Autriche ne s'associera à aucune violence de langage si ce n'est à la veille d'une prise d'armes » [45]. « Si on veut s'en tenir aux paroles — précisa Rechberg — le cabinet de Vienne les trouve trop violentes et ne peut y adhérer. Si on veut aller plus loin, il demande ce qu'on veut faire, quelles garanties on lui donnera pour l'excès de dommage qu'il aura à supporter dans cette action commune dont il devra former l'avant-garde » [46]. Or, l'Angleterre refusa de telles garanties; jamais dans l'esprit de Russell son projet de note n'avait été destiné à précipiter des événements vers des solutions militaires [47].

Le gouvernement anglais décida donc de supprimer les deux dernières phrases [48] de son projet primitif afin de faciliter à la cour de Vienne

---

choses actuelles »; et elle tint parole. L'Empereur était absent ». - Docteur Barthez: La famille impériale à Saint-Cloud et à Biarritz, p. 241, 24-IX.

« Cependant, l'isolement de la France reste toujours comme une menace qui pèse sur les déterminations de l'Empereur, auquel on ne cesse d'attribuer des tendances prononcées vers la guerre ». - Rapport de Paris, 24-IX, Bossy: Agentia Diplomaticà a Romanei în Paris.

40) AE. Russie, 9-X.

« La France en adhérant à la déclaration anglaise, n'est pas animée, je le présume, du même sentiment de respect pour l'acte final de Vienne. Elle adopte les paroles de Lord Russell, sans en adopter l'esprit, et elle se garde bien de dire comme lui, qu'elle est décidée à ne pas faire la guerre ». - O' Sullivan à Rogier, AE. B, Autriche-Hongrie 31, 5-X-1863.

« Ce qui paraît être acquis, c'est que la France n'entend pas, dans cette question, aller au-delà de la limite à laquelle s'arrêteraient l'Angleterre et l'Autriche ». - Rapport de Paris, 5-X, Geheimes Staatsarchiv, Frankreich 1863.

Wimpffen écrivit de Londres à Aldenburg: « In der polnischen Frage blickt man mit gespannter Aufmerksamkeit nach dem was in Paris geschieht ». - HHS. Nachlass Wimpffen, 26-IX.

41) AE. B, France 21, 5-X.

42) Czartoryski, op. cit., p. 381-2, 4-X.

43) Ibid., p. 383, 8-X.

44) Werther, Vienne, à Bismarck, 1-X, APP. IV, No. 4.

« Allerdings wünschte aber der K. K. Minister des Aeussern mehr als je, dass Russland endlich einmal schnell mit dem Aufstande in Polen fertig werde ». - Rapport de Vienne, 15-X, Hauptstaatsarchiv Stuttgart, E 70/73/3.

45) AE. Autriche, 30-IX.

46) Ibid. 6-X-1863. Rechberg, 2-X, HHS. England 62.

47) Il est à remarquer que la diplomatie anglaise ne reconnaissait pas juridiquement la conquête de la Circassie; il pouvait s'agir pour le cabinet de Londres d'une pareille attitude envers le cas polonais. C'était seulement Rechberg qui craignait des complications à la suite de cette déclaration. Même Drouyn de Lhuys, désireux à ce moment-là de provoquer un conflit, repoussa de sa propre initiative la proposition britannique.

48) «Mais le gouvernement de l'Empereur (du tzar) doit être averti que, jusqu'à ce que cela soit fait (les obligations du traité de Vienne à l'égard de la Pologne) on est fondé à soutenir que la souveraineté de la Russie en Pologne ne peut prétendre à une sanction internationale ».

d'y adhérer. L'Autriche ne s'associa pas même après ce changement; elle ne voulait pas créer les apparences d'une identité de vues avec les puissances maritimes pour ne pas provoquer ainsi la France à « des résolutions plus sérieuses ». La crainte de la monarchie danubienne était d'autant plus grande qu'elle subissait à ce moment une nouvelle pression des diplomaties française et pontificale en vue d'une alliance antirusse.

Drouyn de Lhuys, de son côté, après avoir pris connaissance de la dernière décision britannique, télégraphia à Montebello de s'abstenir d'appuyer la démarche de Lord Napier [49] et celui-ci remit, seul des trois ambassadeurs occidentaux, la note de son gouvernement à la dernière note russe [50].

Le désaccord entre les capitales, qui jusqu'alors étaient intervenues ensemble dans la question polonaise, était évident. L'Angleterre qui, la première, le 2 mars, s'était officiellement adressée à la Russie, fut la dernière qui parlât dans ses notes de la Pologne; elle était de tous les Etats européens la plus intéressée pour que cette affaire restât à l'ordre du jour de la diplomatie, sans cependant le dépasser; elle pouvait ainsi plus facilement tenir en échec les principales puissances continentales, divisées irréconciliablement sur cette question [51].

Drouyn de Lhuys critiquait âprement « une des nombreuses inconséquences de Lord Palmerston ». Il trouvait que cela faisait jouer aux deux autres gouvernements un rôle assez ridicule, les faisant passer pour ne

---

49) Le « Constitutionnel » du 13 octobre commentait la situation: « La Pologne est-elle un intérêt français? Non, nul n'oserait le soutenir, et rien, dans le langage et dans la conduite du gouvernement impérial n'a pu faire naître une telle illusion, ni autorisé une telle erreur. Depuis le jour où le sang a recommencé à couler en Pologne, la politique du gouvernement de l'Empereur ne s'est pas démentie un seul moment. C'est au nom de l'ordre européen qu'elle a voulu que la Pologne fût protégée... Ce concert existe: Londres et Vienne ont parlé comme Paris, et il ne dépendra pas de nous que cette entente ne produise ses résultats les plus heureux pour la Pologne ».

50) AE. Angleterre, 8-X.
AE. Autriche, 3-X, 6-X, 16-X, 21-X-1863.
AE. Russie, 12-X, 19-X.
FO. 7/649 Austria 13-X. FO. 7/655 Austria, FO. 7/656 Austria, 19-X. 15-X.
FO. 27/1481 France, 3-X. FO. 27/1497, France, 23-X.
FO. 65/625 Russia, 8-X, 9-X, 20-X-1863.
FO. 65/638 Russia, 27-X.
PRO. 105, 20-X.
PRO. 84, 28-X.
Br. M. vol. XXII, 17-X-1863.
Staats. No. 900.

51) La rente:

30-IX	- 68,00	
1-X	- 67,80	
3-X	- 67,60	
5-X	- 67,50	
6-X	- 67,75	
7-X	- 67,55	
9-X	- 67,85	Russell change sa note
12-X	- 67,70	
13-X	- 67,50	
14-X	- 67,45	
16-X	- 67,15	
19-X	- 67,45	
20-X	- 67,15	note anglaise remise à la Russie
21-X	- 66,90	
22-X	- 67,25	
24-X	- 67,20	

pas savoir ce qu'ils voulaient, et les forçant à des contre-ordres qui portaient atteinte à leur dignité [52]. La conduite de la France était toute tracée, souligna le ministre; si l'Angleterre demandait son adhésion à la note primitive, elle était donnée; elle était refusée à la note écourtée. Elle serait accordée à une note modifiée dans le cas où la teneur de la nouvelle pièce conviendrait à la France, qui ne sortirait pas de son attitude, si la nouvelle note ne lui convenait pas. Le gouvernement français aimait mieux se présenter aux chambres sous le coup de la dernière dépêche russe [53] que sous celui d'une réponse sans aucune portée et frisant le ridicule. « La question de Pologne n'étant pas française mais européenne nous attendons que nos alliés nous proposent des moyens efficaces pour amener une solution convenable » [54].

Russell « regrettait beaucoup » que l'Autriche n'eût pas accepté son projet. La dernière réponse de Gortchakow avait été conçue dans les termes les plus blessants. Il la considérait comme une insulte qu'il était impossible de laisser sans réponse [55]. Il justifia d'ailleurs sa note en disant que le silence à trois serait plus hostile que sa communication [56]. Gortchakow reçut la dépêche du cabinet britannique avec une satisfaction à peine déguisée [57]. Il voulait bien laisser le dernier mot dans la discussion diplomatique à l'Angleterre, « gagnant ainsi du temps, pour achever matériellement la pacification du Royaume » [58]. Il soulignait d'ailleurs le ton calme et conciliant de cette note [59]. La controverse entre la Russie et l'Europe était en train de se terminer par la victoire du cabinet de St.-Pétersbourg [60].

---

52) HHS. Frankreich 76, 25-X, rapport No. 44-B.

53) « La France est assez forte pour subir sa honte » — dit Drouyn de Lhuys au cours de cette conversation.

54) Ibid., 25-X, rapport No. 44-D.

55) HHS. England 61, 10-X.

56) 22-X, ibid.
« Nous ne ferons rien de plus pour le moment, me dit Lord Russell en me faisant part de ces informations confidentielles, nous attendrons et verrons ce que la Russie fera d'ici à 3 ou 4 mois ». - De Weyer, Londres, à Rogier, 30-X, AE. B, Grande-Bretagne 43.
Aldenburg affirma à Wimpffen: « Der Erfolg Ihrer Unterredungen mit Russell hat sehr angenehm überrascht, denn man war schon, dank den französischen Einflüsterungen, auf den Abgang der Depesche an Napier gefasst ». - HHS. Nachlass Wimpffen, 14-X.

57) Napier à Russell, 27-X, FO. 65/638, Russie; 28-X, PRO. 84.
« Le Prince Gortchakow dit, et il en a le droit, avoir fait ce qui dépendait de lui et du domaine de son département dans cette affaire; il se vante d'avoir évité la guerre, et d'avoir gagné du temps, c'est à d'autres d'en profiter, dit-il, pour obtenir par des moyens propres la pacification du Royaume... mais si la révolution n'était pas comprimée jusqu'au printemps, il ne dissimule pas que l'intervention étrangère active ne pourrait guère être évitée ». - Rapport de St. Pétersbourg, 28-IX, Geheimes Staatsarchiv, Russland 1863.

58) 28-X, ibid.

59) HHS. Russland 54, 31-X.

60) La note anglaise était datée du 20 octobre, Staats, No. 900.
Elle parlait, une fois de plus, des obligations du traité de 1815. La Russie ne répondit pas officiellement, mais, pour souligner qu'elle ne se considérait plus liée par ce traité, elle détacha du Royaume le palatinat d'Augustów en le plaçant directement sous l'administration de St. Pétersbourg.
« Voilà, jusqu'à présent le seul résultat de la dépêche de Lord Russell à Lord Napier » — constata pertinemment O' Sullivan. - O' Sullivan à Rogier, 21-X, AE. B, Autriche-Hongrie 31.
Le gouvernement russe fit savoir aux diplomates étrangers que les habitants eux-mêmes avaient demandé à être placés sous l'administration du général Mourawiew - AE. B, Russie 72, 21-X.

La cruauté des armées moscovites était l'objet d'un constant souci de Londres, qui y voyait une provocation à l'égard de la France. Mais même cette cruauté n'arrivait pas à décider les puissances européennes à une action commune. Les Russes savaient maintenant que personne ne les empêcherait de résoudre, à jamais dans leur esprit, le problème polonais. « La persécution les frappe (il s'agit des Polonais) sans relâche et avec un redoublement d'ardeur. Cette politique du gouvernement russe prend même de jour en jour un caractère tellement agressif et violent qu'il devient difficile de la qualifier. C'est bien évidemment un procès de tendance fait à la race entière, et dans lequel ni la modération ni la plus simple équité n'interviennent plus à aucun degré. Atteints dans leur fortune comme dans leur personne les Polonais sont littéralement traqués partout... Ce que veut le gouvernement russe, c'est le complet anéantissement de la nationalité catholique placée sous sa domination, et le moyen qu'il emploie en ce moment avec le plus d'énergie c'est la spoliation qui prend toutes les formes... Cet état de choses est assurément fait pour dissiper les dernières illusions sur le but final que se propose le gouvernement russe, aussi bien que sur le caractère de cette race asiatique qui ne tient à l'Europe que par les éléments étrangers qu'elle a conquis sans se les assimiler, et qui, incapable d'édifier seule quoique ce soit, n'a de valeur que pour détruire. La Russie détruit donc en ce moment, et tandis que son gouvernement écrit d'une main des dépêches pleines de bon vouloir pour les Polonais, de l'autre il les frappe sans relâche, sans mesure, et il faut ajouter sans intelligence » [61]. Lorsque le pays (la Pologne) aura recouvré ses forces vives, les mêmes causes produiront les mêmes effets et ce n'est pas trop, en un mot, s'aventurer dans le champ des hypothèses que d'affirmer qu'avant la fin du siècle la Russie aura à soutenir contre la Pologne une lutte non moins sanglante, non moins ruineuse, que celle qu'elle soutient en ce moment » [62].

* * *

Une vigoureuse campagne antifrançaise influencée et appuyée directement par le gouvernement de St. Pétersbourg se développait en même temps en Russie. Elle était menée surtout par Katkow et par sa « Gazette de Moscou ». Les efforts des trois puissances pour trouver une solution du problème polonais n'avaient, d'après lui, qu'un seul but: humilier et affaiblir la Russie, entraver la réorganisation intérieure, la placer dans un état d'infériorité, qu'elle ne pouvait pas accepter au prix des plus grands sacrifices et au risque même de la guerre. « La guerre serait préférable — constata -t-il —, elle réveillerait toutes les forces de notre sentiment national, fortifierait notre organisme et avec l'aide de Dieu et de notre bon droit, nous ferait triompher des pièges de nos ennemis; tandis que l'obligation de remplir un seul des points du programme qui

---

61) AE. Russie, Odessa, 20-X.
« Russia rules only by the sword and the execution » - Russell à Bloomfield, Vienne, FO. 7/649, Austria, 30-IX.

62) AE. Russie, Varsovie, 7-X. - Le consul prévoyait juste, les Polonais penseront à nouveau à un soulèvement antirusse en 1877, ce sera l'Angleterre qui les poussera vers une telle initiative.
De semblables rapports parvenaient au gouvernement de Londres. Un des plus documentés est le rapport de l'attaché britannique à St. Pétersbourg, de Saint-Clair, écrit après son retour de Pologne. - FO. 65/650, Russia, 14-XI-1863.

nous est proposé par les puissances étrangères nous lierait les mains et compromettrait notre avenir » [63]. Le temps des déclarations ambiguës et de l'hypocrisie diplomatique est passé, nous ne sommes pas armés pour nous laisser humilier et pour souffrir toutes sortes d'offenses, nous ne sommes pas habitués à la situation humiliante où voudraient nous placer la France, l'Angleterre et l'Autriche; après avoir appelé aux armes des centaines de milliers d'hommes, en présence de l'enthousiasme patriotique de ses fils, il est impossible que la Russie ne mette pas fin à un pareil jeu, et qu'elle n'exige pas une satisfaction là où elle pourra plus sûrement la recevoir » [64]. « Les trois puissances se reconnaissent vaincues, leurs nouvelles communications n'ont pas la moindre signification, les puissances n'attaquent plus, elles se défendent au contraire et se justifient... La France, qui veut rendre service au catholicisme aux dépens de la religion orthodoxe, est évidemment notre unique et principale ennemie dans cette question-même lorqu'elle nous adresse les propositions les plus amicales » [65]. « Le but de la France n'est pas d'arriver à quelque solution satisfaisante pour l'Europe, elle veut reculer les limites de la question et pour cela elle a intérêt à étendre le plus possible la signification du mouvement; c'est dans ce but que le ministre des affaires étrangères de France fait du soulèvement polonais une affaire complètement nationale. L'insurrection pour lui a éclaté spontanément et comme un incendie embrase toutes les classes de la population » [66].

A la suite de ses articles le nom de Katkow devint aussi cher aux Russes que celui de Mourawiew et de Gortchakow. Tous les banquets se terminèrent obligatoirement par des toats en leur honneur.

La publication de la note du gouvernement polonais par le « Moniteur » impressionait vivement le cabinet de St. Pétersbourg. Elle troublait, comme le soulignait le ministre de Belgique, la satisfaction qu'avait causé la réponse du prince Gortchakow et la quiétude dans laquelle on paraissait se complaire en Russie depuis la clôture de la lutte diplomatique qui satisfaisait l'amour-propre du pays. L'attitude de la France fit naître de nouveau de sérieuses préoccupations. On craignait dans la capitale russe que Napoléon ne répondît à la note de Gortchakow par la reconnaissance de la qualité de belligérants aux insurgés. Le vice-chancelier exprimait d'ailleurs son étonnement de l'irritation que sa note avait produite à Paris et à Londres. « Si les réponses des trois cours n'avaient jamais dû être livrées à la publicité — précisa Gortchakow —» j'aurais peut-être pu ne pas donner d'autre suite à cette correspondance diplomatique; mais je ne pouvais laisser exposer sans réponse dans les livres bleus et jaunes de l'Angleterre et de la France des prétentions inadmissibles aux yeux de la Russie ». Et il ajouta: « Je n'ai fait du reste que reproduire les sentiments de la Russie entière sur cette question, et quoiqu'il arrive, sans provoquer personne, nous sommes et nous resterons inaccessibles aux menaces qu'on pourrait nous adresser. Si l'on veut la guerre,

---

63) Gazette de Moscou du 29 juin, AE. Russie 28-X.

64) Gazette de Moscou, 18-VII, ibid.

65) Gazette de Moscou, 16-VII, AE. Russie 28-X.

66) Gazette de Moscou du 11-IX. - ibid.
Les Russes présentaient toujours tous les mouvements nationaux dirigés contre leur domination comme étant ourdis par une petite minorité et provoqués par une puissance étrangère.

nous l'attendons sans crainte et la supporterons sans faiblesse » [67]. Les adresses et les lettres les plus flatteuses ne cessaient d'arriver à Gortchakow, « l'homme le plus populaire de la Russie et, aux yeux de ses compatriotes, maître de la situation » [68]. L'opinion publique était d'ailleurs unanime pour affirmer qu'en cas de guerre la France projetait une diversion dans les provinces orientales de la Pologne en débarquant un corps de troupes à Odessa [69].

Les Russes s'efforçaient non seulement de détruire l'Eglise en Pologne mais de l'avilir. Mourawiew força le clergé de Wilno de signer une adresse de soumission et de dévouement à la Russie [70]. En même temps Gortchakow se plaignit au ministre de Belgique des démonstrations des évêques français en faveur de la Pologne [71].

« Si la Russie se montre assez indifférente aux nouvelles animosités créées en France et en Angleterre par les dernières dépêches du prince Gortchakow » — constata le ministre des Pays-Bas à St.-Pétersbourg — « c'est qu'elle est préparée aux éventualités. Les armements et les mesures de défense sur une vaste échelle ne ralentissent pas et en cas d'hostilités elle ne sera pas prise au dépourvu » [72]. « Tous les jours cinq ou six cents personnes, parmi lesquelles il y a des femmes et des enfants, arrivent de Pologne à St.-Pétersbourg et sont immédiatement dirigées vers la Sibérie » [73]. « Les Moscovites désirent la guerre, au lieu de s'y préparer comme à une pénible nécessité » [74].

* * *

Les procédés de Mourawiew forçaient le pape à manifester sa réprobation de l'attitude russe envers l'Église. Il ordonna les prières pour la Pologne pendant la procession solennelle du 6 septembre qui transportait de Saint-Jean-de-Latran à Sainte-Marie-Majeure l'image vénérée du Sauveur [75]. Dans la procession se trouvaient plusieurs Polonais en costume

---

67) AE. B, Russie 7², 30-IX.

68) HHS. Russland 54, 30-IX.

69) Rapport résumant les diverses observations recueillies sur les côtes de la Mer Noire. Marine BB/4, 827, Paris, le 15 septembre.

70) L'adresse du 29 septembre 1863.
« Und selbst in dem Falle, wo gar keine politischen Gründe vorlägen, die eine Wiederherstellung Polens als wünschenswerth erscheinen lassen könnten, dürfte sich doch allmählich in der öffentlichen Meinung eine solche Erbitterung gegen Russland wegen der von ihm in Polen begangenen Grausamkeiten einstellen, dass die verschiedenen Regierungen dem von unten auf sie geübten Drucke schliesslich würden Folge geben müssen ». - Rapport de Berlin, 3-X, Staatsarchiv Darmstadt, Gesandtschaften 87 e/1.

71) AE. B, Russie 7², 2-X.

72) Rapport de St. Pétersbourg, 5-X, Rijksarchief.

73) AE. B, Russie 7², 12-X.
Deux semaines plus tard, le ministre de Belgique manda: « Les convois de colons Polonais dirigés vers la Sibérie continuent ». - 28-X, ibid.

74) 16-X, ibid.

75) Pie IX écrivait: « È poi volere del Santo Padre, che in questa circostanza si facciano particolari preghiere per la infelice Polonia, ch'Egli vede con dolore divenuta in questo momento teatro di stragi e di sangue. La nazione Polacca che fu sempre Cattolica, e come antemurale contro l'invasione dell'errore, merita certamente che si preghi per essa, affinchè sia liberata dai mali che l'affliggono, e non perdendo giammai il suo carattere, si mantenga sempre fedele a quella missione che Dio le diede, di custodire non solo, ma di conservare intatto ed inviolato con unanime consentimento di quanti compongono quella Nazione il Vessillo della Fede Cattolica, e della religione dei Padri suoi ».

national. Le pape reçut ensuite des adresses de remerciements venant de Pologne qui lui témoignaient dans les termes les plus chaleureux la vive reconnaissance de la nation polonaise pour ces prières. « Sa Sainteté en a été profondément touchée et je sais que dans son intimité, Elle exprime fréquemment, avec l'abandon qui lui est habituel, ses vives sympathies pour la Pologne » [76]. Le ministre de Prusse et le chargé d'affaires de Russie ne tardèrent pas à protester contre ces prières publiques en faveur de la Pologne. La publication du document pontifical ne manquerait pas, selon eux, d'exciter encore davantage les passions déjà si exaltées en Posnanie et en Pologne russe. Le cardinal Antonelli répondit en contestant toute intention politique dans la publication d'un acte ayant un but purement religieux. Il disait de plus au chargé d'affaires de Russie que les persécutions de l'Église en Pologne étant une chose incontestable et de notoriété publique, il était naturel que le pape en parlât de temps en temps et qu'en effet ce n'avait pas été la première fois que le Saint-Père avait élevé sa voix en faveur des catholiques polonais; et il ajouta que dans les circonstances actuelles il valait encore mieux que ses plaintes se fissent entendre dans un document adressé seulement à la population de Rome que dans une allocution destinée à tout le monde catholique [77].

* * *

Le cabinet de St.-Pétersbourg pouvait d'autant plus tranquillement envisager l'avenir qu'en ce moment la flotte russe était reçue avec enthousiasme par l'opinion publique des Etats-Unis. Les Américains voyaient dans cette visite une nouvelle preuve d'amitié entre les deux Etats, et l'accueil fait aux Russes devint une grande manifestation amicale. On suivit, en tout point, le programme destiné jusqu'ici aux réceptions des hôtes les plus illustres. Le consul de France constata: « Le peuple américain, si facile à s'émouvoir, est toujours prêt aux démonstrations publiques et aux réceptions à grand enthousiasme. La ville de New-York, surtout, nous a accoutumés depuis longtemps à ces spectacles, où les personnages seuls sont changés, les décors restant toujours les mêmes, qu'il s'agisse d'un homme d'Etat ou d'une danseuse, d'un réfugié politique ou d'une comédienne » [78].

L'arrivée des escadres russes — celle de l'Europe commandée par Lisowsky [79], à New-York, celle de l'Asie commandée par Popow à San Francisco — fut une surprise pour les autorités américaines. Le gouvernement n'avait même pas été averti et il apprit la nouvelle alors que les navires étaient déjà dans les ports [80]. Gortchakow informa le cabinet américain que ces escadres « avaient des intentions pacifiques ». Mais la diplomatie américaine discerna rapidement le vrai motif de la présence russe, d'autant plus rapidement que le ministre du tzar à Washington

---

76) AE. Rome, 3-X.

77) AE. Rome, 29-VIII, 8-IX. AE. B, Saint-Siège 11, 30-IX. HHS. Vatican 205, 30-IX.

78) AE. Etats-Unis, New-York, 6-X.

79) Les instructions données à Lisowsky sont publiées par: Tarsaïdzé: Czars and Presidents, p. 353-8.

80) Brunnow, Londres, informa Gortchakow que sept bâtiments de guerre anglais et français surveillaient les mouvements de Lisowsky. - Adamow: Russia and the United States at the time of the civil war, rapport du 17 octobre.

dévoila lui-même au début d'octobre les projets d'action éventuelle des escadres russes [81].

Seward, ministre américain des affaires étrangères, souligna au cours d'une conversation avec le ministre français que son gouvernement ne participait pas officiellement aux réceptions données par les autorités municipales.

Les navires russes restèrent en Amérique tout l'hiver. En avril 1864, après la défaite du dernier grand détachement polonais organisé et au moment où l'attention de la diplomatie était occupée par la guerre danoise, les escadres reçurent l'ordre de retourner en Russie.

Leur séjour aux Etats-Unis eut une grande et durable influence sur l'opinion publique de ce pays. Une fois de plus c'était la Russie qui par un geste amical et désintéressé avait témoigné sa sympathie à la grande république secouée par de graves troubles intérieurs et dont la situation à l'extérieur était précaire. Les diplomates seuls discernèrent les vrais motifs de la présence russe, mais leurs observations étaient bien gardées dans les rapports secrets.

Le tzar lui-même considéra cette visite comme un des faits les plus importants de l'histoire maritime russe et comme un remarquable exploit de son règne.

En ce qui concerne la France et l'Angleterre le voyage des navires russes ne changea rien à leur politique polonaise. Décidées à ne pas entrer en guerre pour la Pologne, ces deux puissances purent tranquillement observer les manifestations prorusses des populations de New-York et de San-Francisco [82].

* * *

Les rapports des procureurs généraux parvenaient à Paris, au cours du mois d'octobre. Ils parlaient du profond malaise qui s'était emparé de l'opinion publique après la réponse hautaine de la Russie à l'empereur des Français. « La persistance de la lutte en attestant la vitalité de la

---

81) En comptant un officier pour chaque bâtiment corsaire, les navires russes des deux escadres avaient assez d'officiers pour armer cent corsaires. Le départ de l'escadre de Popow des eaux asiatiques était un échec irréparable pour les plans russes en Extrême-Orient. La Russie réussira sans doute à augmenter son influence en Mandchourie et en Corée, mais elle ne pourra plus songer, sauf peut-être en 1868, à prendre pied au Japon.

Sur les velléités russes en 1868, voir: Le vice-amiral Bergasse du Petit-Thouars: Ses Notes, p. 226.

82) Marine BB^4 737, 12-VII.
Marine BB^4 828, 1-X, 6-X, 12-X, 21-X-1863.
AE. Etats-Unis, 6-X, 9-XI.
AE. Etats-Unis, New-York, 6-X, 20-X.
AE. Etats-Unis, San-Francisco, 20-XI.
FO. 46/37 Japon, 15-XI.
FO. 65/636 Russia, 29-VIII.
FO. 5/898 U.S.A., 7-XII.
FO. 5/911 U.S.A., San-Francisco, 18-XI.
PRO. 37, 28-IX, 29-IX, 6-X, 29-X-1863. PRO. 97, 14-XI.
Golder, op. cit.
F. W. Seward: Reminiscences, p. 218.
Admiralty 1/5825, 19-VI, 6-VII, 13-VII, 31-X.
HHS, USA 20, 28-IX.
AE. B, Etats-Unis 7, 6-X.
La bibliographie sur les relations entre les Etats-Unis et le soulèvement polonais est publiée par S. Bóbr-Tylingo: Stany Zjednoczone A. P. a powstanie styczniowe, Teki Historyczne, Londres, vol. XI, 1960-61.

Pologne et provoquant un redoublement de rigueur de la part des Russes a achevé de raviver toutes les sympathies dans ce ressort où les souvenirs historiques les avaient entretenues plus générales peut-être encore que partout ailleurs. Dans toutes les classes, et dans tous les partis, il n'est personne qui ne forme des voeux pour l'affranchissement de cet héroïque et malheureux pays... Les plus nombreux si ce ne sont pas les plus instruits et les plus sensés ne tiennent aucun compte des difficultés que beaucoup ne soupçonnent même pas; sans se préoccuper des dangers que présenterait une guerre, au milieu des complications actuelles de l'Europe, des obstacles matériels même qui résulteraient de la saison et de la situation géographique de la Pologne, ils voudraient voir nos armées marcher sur Varsovie et nos flottes entrer dans la Baltique... Parmi les hommes appartenant aux classes instruites, la réprobation contre la tyrannie des Russes, les cruautés et les spoliations accomplies par leurs armées, n'est pas moins universelle que dans les classes les plus passionnées. Les notes mêmes par lesquelles la Russie a déclaré qu'elle n'entendrait plus continuer les discussions diplomatiques, ont blessé profondément le sentiment national... Quelle sera maintenant la solution des difficultés ? L'opinion publique, au moins dans mon ressort, n'en indique aucune » [83]. « La Pologne excite un puissant intérêt; le sentiment général voudrait une intervention de l'Europe et on sent très bien que la France ne doit pas agir isolément » [84]. « A mesure que les récits d'exécutions sanglantes se sont multipliés et qu'il est devenu de plus en plus notoire que la Russie entendait appliquer à la Pologne le « vae victis » dans toute sa rigueur, l'opinion s'est modifiée dans le sens d'une intervention plus active. La fierté nationale s'est vivement émue du ton d'insolence et de défi dont sont empreintes les dernières communications du cabinet de St.-Pétersbourg » [85].

« Il y a des gens — constata le Journal des Débats — qui, à tort ou à raison, ne peuvent s'empêcher de croire que la question polonaise, engagée comme elle l'est, nous mène à la guerre; et comme ils éprouvent pour la Pologne les plus vives sympathies, et qu'ils ont dans les destinées de notre pays la plus absolue confiance, la perspective de la guerre semble les séduire plus que les effrayer [86].

* * *

La demande de garantie, formulée par le cabinet de Vienne à l'adresse des Anglais, éveillait à Paris l'espoir que l'Autriche se déciderait peut-être

---

83) Nancy, 24-X. AG. G^9 94.

84) Brest, 7-X. AN. BB^{30}.

85) Rouen, 15-X. Ibid.

86) Journal des Débats, 10-X.
« De grands événements et de très petits hommes » — affirma Guizot en parlant de la politique polonaise du gouvernement impérial. - Gayot: Guizot et Madame Laure de Gasparin, p. 617, lettre du 28 octobre.
Slidell, Paris, constata: « There is an increasing feeling of uneasiness here on the Polish question... So long as the Polish question remains in its present uncertain condition it will be a serious obstacle to our recognition. I am inclined to think that, so far as we are concerned, a warlike solution would be advantageous to us, especially since the recent ovations to Russian officers at New York ». - Slidell à Benjamin, ORN, 25-X.

à une alliance offensive [87]). Drouyn de Lhuys souligna que les dispositions françaises à l'égard de la monarchie danubienne étaient connues par la cour de François-Joseph et que la France pouvait toujours donner toutes les garanties jugées nécessaires par cette cour [88]). « Si vous craignez ces suites nous sommes tout prêts à leur ôter toute gravité en déclarant que qui vous touche nous touche » — répondit le ministre français aux objections autrichiennes relatives au projet de la note anglaise [89]). Rechberg rejeta l'offre du gouvernement de Paris; l'attitude du cabinet anglais éloignant l'éventualité de complications plus sérieuses [90]).

En même temps le prince Czartoryski se présenta à l'ambassade autrichienne à Paris. Il était porteur de nouvelles propositions qui tendaient à la conclusion d'une entente militaire entre Paris et Vienne. Il fit ressortir surtout l'intérêt de l'Autriche à voir s'affaiblir les deux autres puissances du Nord. La Prusse devait perdre, outre le Grand-Duché de Posen, la Silésie, qui reviendrait sous la domination des Habsbourg, et tous les territoires saxons acquis en 1815. L'Autriche, en compensation de la Galicie, recevrait la Silésie, les Principautés Danubiennes et la Bosnie. La Turquie serait dédommagée par la Crimée et par le Caucase. La France s'engagerait à ne pas demander la rive gauche du Rhin, ses aspirations seraient satisfaites par la partie française de la Belgique [91]).

---

87) L'attaché militaire à Vienne nota: « Les sympathies sont ici toutes favorables à la Pologne, non pas tant par intérêt pour les Polonais, que par peur ou par haine de la Russie; on est généralement indigné des cruautés que le gouvernement russe exerce et qui sont, paraît-il, encore plus horribles et plus nombreuses que la presse ne nous le fait savoir. On fait donc des voeux pour la cessation d'un état de choses anormal à tous les points de vue, on redoute les conséquences qui peuvent en résulter pour la situation de la Galicie, que le gouvernement a bien de la peine à maintenir, on espère le succès de l'insurrection polonaise, on désirerait même que d'autres puissances intervinssent en sa faveur, mais quant à agir efficacement personne ici ne s'en soucie, et j'ai la profonde conviction que d'abord l'Autriche n'osera jamais prendre d'initiative, mais que bien plus elle ne suivrait celle des puissances occidentales qu'avec une profonde répugnance. La France seule ne suffirait pas à l'entraîner et il lui faudrait avant tout le concours de l'Angleterre, qui ne semble plus disposée à vouloir payer des subsides, comme autrefois ». - AG. carton 1605, 1-X.

88) AE. Autriche, 8-X.

Le ministre des Pays-Bas manda à son gouvernement: « L'Autriche se croit en droit d'exiger des garanties en proportion avec les périls qu'elle encourrait. Ces garanties, m'a dit le duc de Gramont, la France ne les refuse pas, au contraire, elle va au-devant des désirs, elle est prête à partager les dangers qui menaceraient l'Autriche, les dépenses qu'elle supporterait, elle s'engage à fournir, fût-ce pour rentrer en Pologne, une armée égale en nombre à celle que l'Autriche ferait marcher ». - Rapport du 9 octobre, Rijksarchief.

89) HHS. Frankreich 76, 5-X, rapport No. 42-B.

Drouyn de Lhuys toujours ne désespérait pas, d'après Mülinen, d'amener une guerre « par quelque habile manoeuvre ». - Ibid, rapport No. 42-C.

90) Rechberg à Mülinen, Paris, HHS. Frankreich 77, 14-X.

Drouyn de Lhuys, au cours d'une conversation avec Mülinen, expliqua au diplomate autrichien, en lui parlant de la guerre d'Orient, que si l'Autriche avait prêté l'appui de ses armes aux puissances maritimes, elle aurait évité la guerre d'Italie. « Il s'établit entre des camarades d'armes de certains liens dont on ne peut facilement se débarrasser. C'est ainsi que le fait, que les Piémontais avaient combattu à nos côtés a établi entre nous des rapports d'intimité que nous n'avons pu secouer ». - HHS. Frankreich 76, 25-X, rapport 44-A.

Quelques jours plus tard, Drouyn de Lhuys qualifia l'entente franco-autrichienne comme « l'entente dans le néant pour l'inaction ». - 7-XI, rapport No. 46-A, ibid.

91) HHS. Frankreich 76, 6-X. HHS. Frankreich 77, 7-X, 8-X. Czartoryski, op. cit, p. 384, 8-X. Annexe XIX.

Rechberg ne répondit rien. Il n'invita même pas le prince Czartoryski à venir le voir [92].

Mais le constant souci de Vienne pendant l'action diplomatique de l'année 1863 était de ne pas isoler le gouvernement de Napoléon III. Rechberg proposa d'envoyer à St.-Pétersbourg une réponse identique des trois cours occidentales, réponse qui devait mettre terme au caractère international de la question polonaise. Drouyn de Lhuys ne pouvait que refuser une pareille idée. « Nous n'aurions rien gagné à une semblable manifestation et notre attitude en serait au contraire plutôt affaiblie que fortifiée. Prêts à nous associer à toute démarche qui serait conforme à ce qu'exigent la gravité de la situation et la dignité des puissances, nous ne pensons pas qu'il y ait aucun avantage à rompre le silence par le langage que le cabinet de Vienne nous propose » [93]. Dans une autre note du même jour, le ministre français revenait aux conditions d'une éventuelle alliance franco-autrichienne. Il répéta ce qu'avait déjà formulé Czartoryski en ajoutant la cession de la Vénétie; en contre-partie le pape recevrait la garantie de ses Etats [94].

* * *

La monarchie des Habsbourg fut soumise en même temps à une pression personnelle du pape. Pie IX, attristé par l'anéantissement méthodique d'une nation catholique, attira l'attention de François-Joseph sur cet état de choses. « Le sort de ce valeureux peuple — précisa le pape — dépend de la résolution de l'Autriche. Le noble et généreux empereur permettra-t-il aux Russes d'exterminer les Polonais ? ». Le Pape demanda donc au ministre autrichien auprès du Vatican de lui communiquer ce que ferait après son appel le cabinet de Vienne à l'égard de la Pologne [95].

* * *

Le prince Metternich arriva à Vienne à la fin du mois d'octobre. Il apportait la proposition officielle de Napoléon d'une alliance offensive [96].

Le conseil des ministres qui devait se prononcer sur la dernière offre

---

92) « Rechberg est alarmé par des nouvelles qui lui parviennent de Paris » — nota lord Bloomfield. - PRO. 42, 15-X.

Le ministre de Bade manda de Paris: « L'émotion produite par la note et le mémorandum du Prince Gortchakoff est loin d'ailleurs d'être effacé ici. Chacun y comprend la portée d'un défi qui doit être relevé tôt ou tard. Si d'une part l'irritation au sujet des notes russes a été profonde bien qu'habilement dissimulée chez l'Empereur Napoléon, de l'autre les amis du maintien de la paix n'en déplorent pas moins encore que le Prince Gortchakoff en se donnant une passagère satisfaction d'amour-propre ait compliqué gratuitement et d'une manière aussi grave une situation déjà tendue et périlleuse ». - Rapport de Paris, 15-X, Generallandesarchiv Karlsruhe, Frankreich No. 48/2060.

93) AE. Autriche, 18-X, 21-X.

« Le gouvernement impérial, toujours prêt à s'avancer dans l'action aussi loin que le décideront les Cabinets d'Angleterre et d'Autriche, attend leurs résolutions ». - Rapport de Paris, 26-X, Geheimes Staatsarchiv, Frankreich 1863.

94) AE. Autriche, 21-X.

95) Smolikowski, vol. CXL, p. 270.

96) « In der polnischen Frage herrscht noch die gleiche Zerfahrenheit wie früher ». - Rapport de Vienne, 29-X, Eidgenossisches Bundesarchiv, Gesandtschaft in Wien.

française eut lieu le 1er novembre, sous la présidence de François-Joseph, en présence de Metternich. Le conseil se prononça contre une entente avec la France, mais décida que l'Autriche devait, sans le proclamer, prendre part à une guerre pour sauvegarder ses intérêts vitaux dans cette partie de l'Europe [97]. A Londres, le chargé d'affaires d'Autriche se trouva « dans la singulière situation » de devoir rassurer lord Russell sur les intentions pacifiques du gouvernement de Vienne. Le ministre anglais se montra inquiet du silence autrichien et français. Il était toujours très sérieusement préoccupé de la question polonaise. Si la guerre devenait inévitable au printemps prochain, il faudrait être préparé à une lutte terrible dans laquelle la Russie pourrait entrer avec des armées nombreuses et formidables. Il était vrai que toute la Pologne serait contre elle; la Pologne ne demandait d'ailleurs pas mieux que de redevenir une nation indépendante sous un prince de la maison d'Autriche [98].

Encore avant le débat du conseil des ministres, Rechberg manifesta à l'ambassadeur de France ses inquiétudes à propos du prochain discours de Napoléon III à l'occasion de l'ouverture des chambres législatives. Il craignait que le gouvernement de Vienne ne fût regardé comme le seul responsable de l'inefficacité de l'action diplomatique des puissances occidentales auprès de la Russie. Il insista sur l'attitude de l'Angleterre qui, au moment de l'envoi de la dernière note, avait refusé les garanties demandées par le cabinet de Vienne. « L'Autriche, il est vrai, a dit qu'elle voulait la paix, si la paix était possible, mais a-t-elle jamais dit: Je ne ferai pas la guerre ? ». Il suggéra donc de lire une déclaration, concertée à l'avance, dans les chambres respectives des trois Etats. Ce serait un blâme énergique contre la Russie et on citerait en quelque sorte la cour du tzar au tribunal de l'Europe [99]. Drouyn le Lhuys répondit que le discours de l'empereur ainsi que l'exposé ministériel qui s'arrêtait aux dépêches russes et ne parlait pas des pourparlers ultérieurs ne contiendraient rien qui fût même désagréable pour l'Autriche [100].

Les Anglais, eux aussi, attendaient avec une appréhension à peine masquée le discours « du grand sphinx impérial » [101].

A Paris, les inquiétudes du public prenaient « une certaine intensité »

---

97) Wereszycki: Austria, p. 241. Schlitter, op. cit., p. 67.
Mülinen avoua au prince Czartoryski que la France avait fait à l'Autriche des propositions assez larges, et telles que, si le traité devait être conclu, on n'aurait qu'à signer ce qui avait été proposé. - Czartoryski, op. cit., p. 384, 8-X.
Rechberg expliqua une fois de plus, cette fois à Schrenk, que son principal but dans la question polonaise était le maintien de la paix. - AE. Bavière, 30-X.

98) Wimpffen à Rechberg, 28-X, HHS. England 62.
« La Question Polonaise a besoin d'être apprise de nouveau à de longs intervalles et chaque fois on finit par comprendre que pour refaire une Pologne, il faut écraser la Russie et mutiler la Prusse et l'Autriche ». - O' Sullivan à Rogier, AE. B, Autriche-Hongrie, 21-X.

99) AE. Autriche 30-X. HHS. Frankreich 77, 1-XI.
Mülinen avertissait Rechberg que la réserve suivie par le gouvernement de Napoléon III dans les dernières phases de la question polonaise devait préparer la diplomatie autrichienne « à quelque coup de théâtre ». - Mülinen à Rechberg, 25-X, HHS. Frankreich 76, rapport No. 44-E.

100) Mülinen à Rechberg, télégramme, 2-XI, ibid.
« On n'est pas sans quelque inquiétude au sujet de ce langage car on observe à ce sujet à Paris une réserve qui ne laisse pas de donner à réfléchir surtout en voyant la bourse de Paris fléchir chaque jour comme à l'approche d'une sorte de catastrophe ». - O' Sullivan à Rogier, AE. B, Autriche-Hongrie 31, 30-X.

101) Buckle, op. cit., vol. IV, lettre de Disraeli, 5-XI, p. 340.

qui se traduisait à la bourse par une baisse sur toutes les valeurs. L'opinion s'évertuait surtout à découvrir de quelle façon l'empereur expliquerait sa politique au sujet de la Pologne [102].

* * *

La diplomatie française, abandonnée par Londres et Vienne, commençait à songer à un nouveau rapprochement avec la Prusse. La pensée n'était pas inattendue; elle hantait les esprits à Paris pendant toute l'année 1863. En automne cette idée se précisait de plus en plus. Elle sera à l'origine du discours de Napoléon III du 5 novembre. Au début de septembre (c'est-à-dire au moment où le congrès de Francfort, appuyé nettement par l'Angleterre, renforçait des méfiances envers l'Autriche), Drouyn de Lhuys disait à Goltz que les perspectives d'une entente franco-prussienne n'étaient pas exclues, et qu'il était par conséquent utile d'en démontrer la possibilité [103]. La réponse russe du 7 septembre et le manque de réaction des deux autres capitales occidentales incita Drouyn de Lhuys à parler de la communauté des intérêts de Berlin et de Paris. Il voyait cette communauté dans la question d'Orient. La France et la Prusse, vu la désagrégation de la Turquie, seraient forcées de se prêter mutuellement appui afin d'obtenir des compensations. « C'est donc la base pour une alliance offensive » — nota le comte Goltz — [104]. Quelques jours plus tard, Morny affirma au diplomate prussien que l'empereur, en ce qui concernait l'affaire de la Pologne, se contenterait de concessions, même minimes, et il suggéra la médiation de la Prusse entre la cour des Tuileries et celle de St.-Pétersbourg [105].

* * *

Le 5 novembre, Napoléon III ouvrit, par un discours, la session des nouvelles chambres. Il l'avait préparé sans aucune consultation des ministres et presque au dernier moment [106]. Le passage le plus important concernait la question polonaise. Le souverain constata que quand l'insurrection avait éclaté les gouvernements de France et de Russie étaient dans les meilleures relations. Il n'hésita pas à déclarer que pendant la guerre d'Italie, et lors de l'annexion de Nice et de la Savoie, le tzar lui

---

102) Rapport de Paris, 30-X, Generallandesarchiv Karlsruhe, Frankreich 48/2060.
« On attend avec une vive impatience ici le discours de l'Empereur, mais on est assez porté à croire que quant aux questions politiques extérieures il sera assez pâle... Plusieurs de mes collègues que j'ai vu ce matin me disent que l'incertitude de l'avenir se fait assez fortement remarquer dans la population Parisienne et cause un malaise d'inquiétude qui se fait surtout sentir dans toutes les transactions ». - Rapport de Paris, 4-XI, Hauptstaatsarchiv Stuttgart, E 70/47/9.

103) Goltz, 3-IX. APP. III, No. 677.

104) Goltz, 1-X. APP. IV, No. 3.

105) Ibid. No. 36, rapport de Goltz, 25-X.
Bismarck déclara à Oubril, le 31 octobre: « A Paris, on est mécontent de l'Angleterre, fort monté contre l'Autriche, et quant à nous, on nous fait « la grimace aimable ». - Ibid. No. 49, Oubril à Gortchakow, 31-X.
Le 18 octobre, le 50-ème anniversaire de la bataille de Leipzig fut célébré en Allemagne avec un sentiment nettement antifrançais, sentiment où l'orgueil national fut mêlé à la crainte d'une nouvelle rencontre militaire avec les armées impériales françaises.

106) Slidell, Paris, à Benjamin, 15-XI, ORN.

avait prêté l'appui le plus sincère et le plus cordial. La cause polonaise était si populaire en France qu'il avait délibérément compromis une des premières alliances du continent et avait élevé la voix en faveur d'une nation, « rebelle aux yeux de la Russie, mais aux nôtres héritière d'un droit inscrit dans l'histoire et dans les traités ». C'était une question européenne et elle n'avait pu être traitée isolément par la France. « Une offense à notre honneur ou une menace contre nos frontières nous imposent seules le devoir d'agir sans concert préalable ». Il regretta qu'une action commune des puissances européennes n'eût pas incité la Russie à arrêter la lutte. Ne voulant pas être réduit à la seule alternative de la guerre ou du silence, il proposa un congrès européen, un congrès relatif non seulement à la Pologne mais à toutes les questions agitant la paix de l'Europe. « Les traités de 1815 ont cessé d'exister. La force des choses les a renversés ou tend à les renverser presque partout. Ils ont été brisés en Grèce, en Belgique, en France, en Italie, comme sur le Danube. L'Allemagne s'agite pour les changer, l'Angleterre les a généreusement modifiés par la cession des îles Ioniennes, et la Russie les foule aux pieds à Varsovie ». Quoi donc de plus légitime et de plus sensé que de convier les Etats de l'Europe à un congrès où les amours-propres et les résistances disparaîtraient devant un arbitrage suprême ? « Entretiendrons-nous toujours de mutuelles défiances par des armements exagérés ? ». Les ressources les plus précieuses devaient-elles indéfiniment s'épuiser dans une vaine ostentation de forces? « Conserverons-nous éternellement un état qui n'est ni la paix avec sa sécurité, ni la guerre avec ses chances heureuses ? » [107].

La veille de son discours l'empereur des Français avait envoyé à tous les souverains de l'Europe une lettre d'invitation à un congrès qui devait avoir lieu à Paris [108].

* * *

Les paroles de Napoléon III eurent une répercussion immense en Europe. Elles suscitèrent une crainte générale de la guerre. Le Second Empire pourrait-il subir un autre échec après celui de l'action diplomatique en faveur de la Pologne ? La réaction des petits cabinets européens était très caractéristique; tous s'empressaient de répondre favorablement à l'invitation du vainqueur de 1856 et de 1859. On lui adressa même deux nouvelles offres d'alliance.

Une de ces propositions d'alliance venait du prince Couza [109]. Il avait déclaré déjà en juillet qu'il était prêt à mettre à la disposition de l'armée française un contingent de ses troupes [110]. Son représentant à Paris lui ayant mandé que la réponse russe était considérée par les puissances occidentales comme une fin de non-recevoir, il avait répété son

---

107) Le discours de Napoléon III - annexe XX.

108) Staats. No. 918.

109) Emerit: Les complots polonais et hongrois en Roumanie en 1863-4. Revue historique du Sud-Est Européen, juillet 1935.

Emerit: Une conversation entre l'empereur Napoléon III et Basile Alexandre. - Revue historique du Sud-Est Européen - avril 1938.

110) AE. Turquie, Bucharest, 17-VII-1863.

offre en demandant de l'argent et des officiers supérieurs [111]. Le prince n'avait parlé en août que de la question polonaise et de la lutte qui se préparait. Il ne cachait plus qu'il désirait une guerre générale, qu'il espérait une occupation de son pays par l'armée française. « On sait que les Français laissent partout des traces profondes de leur passage » déclara le prince. Il précisa enfin son offre de l'appui militaire de 20 à 25 mille hommes [112]. En septembre, le prince parlait en homme « qui cherchait à s'étourdir ou qui attendait quelque événement prochain dont il espérait son salut » [113]. Quelques semaines plus tard Couza exprima son regret que l'affaire de Pologne eût pris une allure plus pacifique [114]. En même temps le prince Czartoryski informa le représentant des Principautés à Paris, Alecsandri, que dans un avenir peu éloigné les Roumains auraient l'occasion d'assumer le rôle qui avait été répudié par la Suède et de se substituer à cette puissance pour participer aux avantages qui résulteraient d'une campagne heureuse contre la Russie. Ces avantages marqueraient pour les Principautés-Unies un accroissement de tout le territoire roumain conquis sur la Russie [115]. Couza répondit que « sa boussole était à Paris » [116]. De multiples causes le poussaient vers une participation active à un conflit général: la crainte de voir son pays sacrifié à l'Autriche, le désir de rompre les liens qui l'unissaient à l'empire ottoman, l'espérance de libérer la Bessarabie [117]. Après le discours de l'empereur, Couza écrivit directement à Paris [118]. « Sire — affirma-t-il — la Roumanie, ses ressources, son armée, son prince, sont aux ordres de Votre Majesté. La Roumanie, qui se lèverait toute entière pour repousser une occupation russe ou autrichienne, accueillera avec bonheur une occupation française ». Napoléon prit acte de l'offre de concours, mais il ne précisa rien ne voulant pas deviner « le secret de la Providence » [119].

Une autre proposition d'alliance venait de la Perse. La cour de Téhéran observait attentivement les événements de Pologne. Des nouvelles parvenues de Paris, qui représentaient la situation comme étant à la veille d'une conflagration générale, l'incitaient à se préparer à une participation active dans une coalition antirusse. Les chefs de Circassie et de Géorgie assuraient le schah que l'apparition d'une armée persane provoquerait un soulèvement de la population et qu'aussi bien les musulmans

---

111) AE. Turquie, Bucharest, 22-VII.

112) 12-VIII, ibid.

113) 4-IX, ibid.

114) 18-IX, ibid.

115) Alecsandri à Couza, 24-IX. - Bossy: Agentia Diplomatică, op. cit.

116) Instruction donnée à Alecsandri, 14-X, ibid.

117) Le prince Couza poussait activement les armements en affirmant au cabinet turc qu'il se préparait à mettre à la disposition de la France, le cas échéant, un corps d'armée. Drouyn de Lhuys fit savoir au gouvernement du sultan que son gouvernement n'avait demandé au prince aucun concours militaire et que la Porte était libre de séquestrer des armes qui passaient par Constantinople. - AE. Turquie, 25-X, 26-X, 29-X.

118) « En attendant on augmente l'effectif des troupes... Le gouvernement lui-même fait des approvisionnement considérables d'armes et de matériel de guerre ». - AE. Turquie, Bucharest, 5-XI.

119) La correspondance entre Napoléon III et le prince Couza est publiée dans: The Polish Review, New York, vol. V, 1960.

que les chrétiens l'aideraient, « à chasser les Moscovites » [120] de leur pays. D'autre part le gouvernement de Téhéran craignait que la Russie ne cherchât comme compensation aux pertes qu'elle pourrait subir du côté de l'Europe une augmentation de territoire qui la rendrait maîtresse des bords de la mer Caspienne et il voulait se garantir contre une telle éventualité par une action directe comme allié de la France. Les armements étaient donc poussés « avec une activité peu commune en Orient »; les Persans pouvaient en outre compter sur une aide des tribus turcomanes qui attendaient impatiemment la possibilité d'arrêter l'expansion russe et de chasser l'occupant des territoires déjà conquis. Le ministre du schah à Paris fit savoir à Drouyn de Lhuys que son cabinet se tenait à la disposition de l'empereur, aussi bien « pour la paix que pour la guerre » [121].

Après le discours du 5 novembre le gouvernement persan exprima le désir d'être admis dans le congrès. Le ministre français répondit qu'il s'agissait seulement des affaires européennes, mais il assura que la Perse serait invitée à toute réunion internationale où ses intérêts devraient être discutés [122].

* * *

En Turquie la perplexité à la suite de l'initiative française était grande. Les milieux turcs touchant à la diplomatie craignaient le voyage du sultan en Europe; son inexpérience des affaires pourrait embarrasser les ministres responsables de la direction de la politique étrangère à Constantinople. D'autre part le cabinet ottoman soupçonnait qu'on lui demanderait à Paris des sacrifices territoriaux, surtout du côté de la Bosnie et de l'Herzégovine. Il interrogeait donc l'ambassadeur d'Angle-

---

120) Les sources françaises confirment la haine des populations chrétiennes du Caucase contre l'occupant russe et leur désir de libération. - AE. Turquie, Trébizonde, 15-XI-1863.

121) La principale force de la Perse était de 60.000 cavaliers. « Les chevaux sont bons, les cavaliers braves, intrépides et durs à la fatigue; mais ils sont mal armés et ne peuvent être remués que par l'intérêt du pillage ». - AG., carton 1674.

« The Shah's army is composed of 72.000 infantry with 30.000 irregular cavalry and 5.000 artillerymen. Total 107.000. About half this number are absent on furlongh... The Persian infantry is divided into 10 divisions. The cavalry is not divided into regular regiments, but each district furnishes its contingent of horses under the tribe chiefs. A regiment is usually about 800 strong, of all ranks, including 60 musicians, but of this number nearly half is generally absent on leave. Persian soldiers can march 30 miles a day for many days, and are content with the simplest food ». - FO. 60/269, Persia. Mémorandum: Military force of Persia, October 1-st 1862.

122) AE. Perse, 20-X, 19-XI, 26-XI, 27-XI, 1863.
AE. Turquie, 27-XI-1863.
FO. 60/273, Persia, 31-X-1863.
FO. 60/275, Persia, 16-IX-1863.
FO. 60/282, Persia, 18-I, 30-I-1864.
FO. 248/215, Persia, Tabreez, 4-IX-1863.

Les Russes se rendaient parfaitement compte du danger qui les menaçait. « Le gouvernement russe — manda le consul français de Téhéran — semble avoir adopté ici une politique toute différente de celle qu'il avait précédemment. La politesse la plus exquise et les prévenances les plus délicates ont remplacé les airs prépotents et grossiers que les représentants russes, depuis le traité de Turkmanchai ne cessaient de prendre vis-à-vis des Persans ». - AE. Perse, 5-I-1864.

« The Circassians are much dated —at the prospect of an European War with Russia soon taking place, in the hope of their receiving further succour, without which it would be vain to expect that they can long continue to maintain so gallant, yet so unequal, a struggle ». - FO. 65/649, Consuls at Soukoum Kalé, Poti, 21-XI.

terre et d'Autriche sur la ligne de conduite à adopter. D'après les Turcs, le discours de Napoléon avait plutôt pour but de justifier son inaction aux yeux de la France, en en attribuant la cause à des obstacles indépendants de sa volonté et provenant des dispositions divergentes des puissances européennes. Enfin le sultan accepta l'invitation et il se déclara prêt à se rendre à Paris pour une réunion des souverains; en ce qui concernait le congrès il promit de s'y faire représenter [123].

Les populations de Bosnie et d'Herzégovine saluèrent le discours de l'empereur comme l'annonce d'une unité serbe, unité réalisée sur les recommandations de la France et de la Russie, autour du Monténégro [124]. La Russie, de son côté, incitait les gouvernements de Serbie et de Roumanie à une révolte. Elle les invitait à profiter de l'occasion et des événements qui devraient se produire au printemps prochain pour conquérir leur indépendance. Le signal devrait partir de Belgrade; les Serbes demanderaient l'évacuation de la forteresse et le prince Michel, forcé par la volonté nationale, proclamerait l'indépendance de son pays et ferait appel aux Slaves de la Turquie pour secouer le joug de la Porte [125]. Drouyn de Lhuys fit part de ces nouvelles à Mülinen [126]. Le prince Couza engageait fortement le cabinet serbe à ne pas se séparer de la France et à vivre en bonnes relations avec la Porte tant que Napoléon ne donnerait pas le signal de l'affranchissement [127].

En Grèce, c'était surtout en Epire, encore sous la domination turque, que les paroles de l'empereur, si favorables aux tendances et aux aspirations des peuples, provoquèrent une vive émotion. L'opinion publique était persuadée que, quel que fût l'accueil fait par les puissances à la proposition française, l'Europe s'engageait dans l'une ou l'autre des deux voies indiquées; celle qui conduisait à la guerre, ou celle des négociations. Les Grecs ne doutaient donc pas que la question d'Orient ne fût bientôt posée par les événements et, sinon résolue comme ils l'entendaient, du moins fort avancée. Georges 1er accepta l'invitation sans réserve. Il se flattait « d'espérer que les intérêts et les droits des chrétiens en Orient » trouveraient en Napoléon III un bienveillant défenseur dans le futur conseil international [128].

L'Espagne adhéra au congrès sans aucune restriction. Le ministre des affaires étrangères, le marquis de Miraflores, expliqua au ministre d'Angleterre auprès de la cour de Madrid que son pays, n'ayant pas d'intérêts directs à la discussion des questions qui pourraient être soulevées à Paris, n'était pas cependant, comme pays catholique, indifférent à la situation qu'on réserverait au pape. Il s'étendit ensuite sur l'impor-

---

123) AE. Turquie, 11-XI, 19-XI, 20-XI. FO. 78/740, Turkey, 12-XI. PRO. 92, 12-XI. HHS. Türkei 81, 12-XI, 15-XI.

124) FO. 7/658, Austria, Ragusa, 19-XII.
En juillet le consul d'Angleterre avait mandé: « The present European pressure on Russia in relation to the Polish question has had its effect at Centinje, and on St. Peters day the Prince made a speech vaguely alluding to insincere friends who had done nothing for Montenegro in the hour of trial. But Russia was of course not named ». - 27-VII, ibid.

125) AE. Turquie, Bucharest, 22-X.

126) Mülinen, Paris, à Rechberg, HHS. Frankreich 76, 7-XI.

127) AE. Turquie, Bucharest, 30-XI.

128) AE. Turquie, Janina, 26-XI.
AE. Grèce, 26-XI. Staatsarchiv No. 982, 26-XI.

tance de la conférence projetée en la comparant au congrès de Vienne de 1815. Il fit ressortir à cette occasion l'injustice faite à l'Espagne pendant ce congrès. Elle n'avait pas été traitée conformément à son rang et à ses services. Sa position, position d'une vieille nation historique, avait été inférieure à celle de la Prusse, « agglomération nationale d'un passé relativement récent ». Or, sans une résistance opiniâtre des Espagnols aucune réunion internationale à Vienne n'aurait eu lieu [129]. La perspective d'un congrès à Paris souriait beaucoup au marquis Miraflores dont la carrière diplomatique commencée à Londres, lors de la signature du traité de la quadruple alliance, aurait pour corollaire et pour fin un acte aussi important que le congrès en perspective [130].

Une réponse favorable parvint aussi de Lisbonne. Le gouvernement portugais ne croyait pas à la réussite de la convocation de la conférence à Paris; il s'abstint donc de formuler une réserve à son acceptation [131].

Leopold 1er donna aussi son adhésion, mais il ne cacha pas au ministre de France auprès de sa cour la crainte que la diversité d'intérêts ne fût un obstacle sérieux à la réunion d'un congrès qui voudrait résoudre toutes les grandes questions de la politique internationale [132]. Russell demanda au gouvernement belge de différer sa réponse relative au congrès jusqu'aux explications supplémentaires de la France [133]. Rogier répondit que, quelles que fussent les réponses des grandes puissances, celle de la Belgique ne serait point « d'une nature compromettante » [134].

En Hollande, l'opinion publique était effrayée par le discours de Napoléon. Elle ne croyait pas à la réussite du congrès et après l'échec de

---

129) AE. Espagne, 12-XI. FO. 72/1063 Spain, 15-XI. Staatsarchiv, No. 968-XI, 14-XI.

« Après la lutte héroïque contre l'Empire Napoléonien, l'Espagne s'est trouvée à la suite de ce Congrès déchue de la position qu'elle occupait avant dans les Conseils des Gouvernements de l'Europe et rejetée au-dessous de la Prusse sur le second plan à côté de la Suède, de la Sardaigne etc. etc. Elle aspire à reprendre la place qu'elle sent lui être due, et désire avoir l'occasion d'élever sa voix à côté des représentants des autres Gouvernements en toute indépendance, selon ses intérêts et sentiments. Voilà nettement et purement le point de vue de l'Espagne en acceptant l'invitation au Congrès, sans autre arrière-pensée, sans aucune influence de parti ». - HHS. Spanien 24, 25-XI.

Avant de répondre, l'Espagne avait demandé au gouvernement de Vienne quelle réponse serait faite par lui à l'invitation française. Le même demande était faite aussi par les ministres des Pays-Bas, de Bavière et de Wurtemberg. AE. B, Autriche-Hongrie 31. 10-XI.

130) AE. B, Espagne 141, 17-XI.

131) AE. Portugal, 16-XI. FO. 63/900 Portugal, 20-XI.

L'opinion publique portugaise s'intéressait toujours vivement à la question polonaise. « La question polonaise et les graves dangers dont elle menace l'Europe tiennent, comme partout ailleurs, aussi à Lisbonne les esprits en émoi. L'opinion publique continue à se montrer, dans toutes les classes de la société, éminemment favorable à la cause des Polonais » - HHS. Portugal 15, 6-VIII.

« Je dois signaler à Votre Excellence tout l'intérêt que le gouvernement et le public, si indifférents en général à la politique extérieure, témoignent en faveur de la cause polonaise, devenue européenne... La presse portugaise s'occupe presque exclusivement de la question polonaise, et c'est a peine si les commentaires au sujet de ces événements laissent place aux nouvelles du pays ». - AE. Portugal, 12-VIII.

132) AE. Belgique, 9-XI, 20-XI. Staatsarchiv, No. 976, 20-XI.

133) Lettre de de Weyer, Londres, 11-XI. AGR. Papiers de Sylvain Van de Weyer, dossier 16.

134) Rogier à de Weyer, 18-XI, AE. B, Grande-Bretagne 43.

Sur l'attitude de la Belgique voir aussi: AE. B, Notes et Mémoires; vol. II, No. 23: Note concernant la proposition d'un congrès européen faite par Napoléon III - Vol. II, No. 29: Note sur les affaires de Pologne. AE. B. Dossier 10. 215: La Belgique et la proposition de congrès général européen de l'empereur Napoléon III en 1863. E. Banning: Les origines et les phases de la neutralité belge.

celui-ci elle voyait surgir une guerre entre la France et l'Angleterre. La Hollande, forcée de se décider, mettrait en péril soit Java soit son territoire européen. Guillaume III, avant de répondre, attendait de connaître la décision de l'Angleterre. Ayant appris son refus, il se déclara prêt « à participer au congrès avec tous les souverains de l'Europe » [135].

Le président de la Confédération Suisse, Fornerod, accepta l'invitation française [136]. Il avait, avant de répondre, demandé au gouvernement belge si le roi Léopold avait reçu une invitation de l'empereur. Le cabinet de Bruxelles répondit affirmativement [137]. La presse se prononça pour l'envoi d'un plénipotentiaire à Paris. Un mémoire du département politique de la confédération adressé au conseil fédéral fit ressortir que la question de Savoie était toujours en suspens, et que l'occasion était unique pour la rappeler « au souvenir de l'Europe » [138]. Le ministre de Suisse à Paris, en remettant la réponse de son gouvernement, exprima l'espoir que la réunion du congrès offrirait l'occasion de régler la question de la neutralité de la Savoie [139]. Drouyn de Lhuys, en se félicitant de l'acceptation suisse, jugea utile de réfuter le passage de cette note qui soulignait la neutralité, l'inviolabilité et l'indépendance du territoire suisse. Il indiqua que l'histoire des événements qui avaient précédé et amené les traités de 1815 avait prouvé que la neutralité de la Suisse était trop aisément méconnue au préjudice de la France [140].

Le discours de l'empereur était accueilli par la presse et le public danois « avec la plus vive satisfaction ». « Toutes les personnes du monde officiel que j'ai eu l'occasion d'entretenir jusqu'ici à ce sujet, m'ont exprimé les sentiments les plus favorables » [141]. Le gouvernement de Copenhague donna son adhésion sans aucune réserve [142].

Charles XV de Suède déclara au ministre de France qu'il accepterait la proposition de prendre part au congrès et qu'il irait lui-même à Paris à la fin des délibérations. La réponse officielle de la Suède fut en date du 15 novembre [143]. A la fin de novembre le roi reçut en audience le ministre d'Autriche. Il ne lui cachait point ses sympathies pour la Pologne. Charles XV constata: « Je m'explique difficilement l'attitude que les grandes puissances ont prise dans cette question. Voir livrée cette malheureuse nation aux cruautés inouïes de la barbarie russe, sans qu'aucune puissance ne vienne à leur aide, n'est pas aisé à concevoir. J'ai là-dessus

---

135) AE. Pays-Bas, 11-XI, 12-XI, 30-XI. FO. 37/408 Netherlands, 11-XI, 30-XI.
AE. B, Pays-Bas 14, 11-XI. Staatsarchiv, No. 984, 29-XI.
« Si le congrès doit se réunir, je ne doute pas que la Hollande s'empressera d'y porter la question de la séparation du Limbourg de la confédération germanique, qu'on désire si vivement ici dans toutes les sphères ». - HHS. Niederlande 16, 10-XI.

136) « Rien de semblable n'était prévu à Berne ». - AE. B, Suisse 4, 7-XI.

137) AE. B, Suisse 4, 12-XI. Eidgenossisches Bundesarchiv, Berne, Polenfrage 1863, No. 2: Zusammentritt eines europäischen Congresses, copie d'une dépêche de Rogier à Grimberghe, chargé d'affaires de Belgique, 9-XI.

138) Ce mémoire se trouve dans le dossier: Polenfrage 1863, ibid.

139) AE. Suisse, 23-XI, 4-XII. FO. 100/141 Switzerland, 17-XI, 25-XI, 26-XI, 30-XI.
Staatsarchiv, No. 980, 23-XI.

140) AE. Suisse, 26-XI.

141) AE. B, Danemark 7², 10-XI.

142) AE. Danemark 18-XI. Staatsarchiv, No. 977, 20-XI.

143) AE. Suède, 14-XI. FO. 73/333 Sweden, 18-XI. Staatsarchiv, No. 969, 15-XI.

des récits détaillés des Suédois qui, malgré moi, combattaient dans les rangs des Polonais. La Suède n'est qu'une puissance de second ordre, je ne puis rien faire, mais si je voulais faire quelque chose pour les malheureux Polonais, je n'aurais qu'à ouvrir la fenêtre, dire deux mots au peuple Suédois, et, par la sympathie sincère qui règne dans mon pays pour les Polonais, cela éclaterait comme un tonneau à poudre, et on surgirait en leur faveur » [144].

Le cardinal Antonelli voyait dans l'invitation de Napoléon III une nouvelle et solennelle reconnaissance du pouvoir temporel de Pie IX. « Si le pape n'avait pas été convoqué au congrès je lui aurais très probablement conseillé de protester contre cette omission » — déclara Antonelli [145]. La présence du pape à Paris était, « aux yeux de plusieurs gens sérieux et haut placés », de nature à amener une importante réaction, favorable au Saint-Siège. C'était aussi l'opinion que l'impératrice Eugénie avait fait exprimer à Rome [146]. Donc Pie IX non seulement accepta l'invitation du gouvernement impérial, mais il déclara qu'il serait prêt à se rendre personnellement à Paris si les souverains conviés par Napoléon s'y réunissaient. Le Saint-Siège voulut souligner par cette attitude son intérêt pour la Pologne catholique défendant désespérément son droit d'appartenir au monde civilisé [147].

La réaction des Etats allemands secondaires était très caractéristique. L'invitation fut adressée aux quatre royaumes et séparément à la Diète de Francfort. Drouyn de Lhuys expliqua qu'il appartenait à la Diète de décider de la forme dans laquelle elle jugeait convenable de se faire représenter. Il lui reconnut pleinement la faculté de provoquer, s'il y avait lieu, de nouvelles invitations et c'était le droit que le gouvernement français se réservait à lui-même dans le cas où la proposition de Napoléon III serait acceptée par les principales puissances [148]. En même temps le ministre enjoignit à ses représentants auprès des cours secondaires d'appuyer sa note et d'influencer les cabinets respectifs pour une acceptation, par la Diète, de l'invitation. Une telle attitude soulignerait l'importance de la Confédération germanique en tant que puissance européenne [149].

Cette décision du gouvernement impérial de n'inviter que les royaumes et la Confédération déplut beaucoup à Karlsruhe [150]. Le ministre de Bade à Paris intervint auprès du ministre français des affaires étrangères. Drouyn de Lhuys expliqua que cette question de l'envoi des lettres et

---

144) HHS. Schweden 15, 24-XI.

145) AE. B, Saint-Siège 11, 21-XI.
Mann manda de Rome à Benjamin: « His Eminence, after a short pause, took a rapid survey of the affairs of the nations of the earth, and drew a rather somber picture of the future, particularly of Europe. He did not attempt to conceal his dislike of England, his want of sympathy with Russia, his distrust of any benefits which might be expected from the congress proposed by France ». - ORN, 11-XI.

146) AE. B, Saint-Siège 11, 28-XI.
Cowley affirma à Russell: « I hear that the Empress is moving heaven and earth to induce the Pope to accept the invitation to come to Paris ». - AR, J 80, 59, 13-XI.

147) AE. Rome, 14-XI, 17-XI, 21-XI. FO. 43/89 B, Rome, 11-XII. Staatsarchiv, No. 978.

148) AE. Allemagne, 12-XI.

149) AE. Hambourg, 5-XI. AE. Hesse-Cassel, 5-XI.

150) Hauptstaatsarchiv Stuttgart, Berichte aus Carlsruhe, 18-XI.

de la mesure à garder en pareille circonstance avait donné lieu à une discussion assez embarrassante. Il fallait trouver la limite où devait s'arrêter l'envoi d'invitations spéciales. En vue de ces difficultés on avait décidé qu'on se bornerait aux quatre rois seulement et cela, souligna Drouyn de Lhuys, non sans éprouver un regret sincère de l'exclusion qui en résultait pour le cabinet de Karlsruhe. On aurait voulu pouvoir écarter tant en raison de l'importance du Grand-Duché, que de l'alliance de parenté existant entre les maisons souveraines non moins que des rapports d'amitié entre les deux gouvernements. Malgré tout son désir de comprendre le Bade dans l'invitation deux motifs principaux et déterminants en avaient empêché Paris. Les réclamations sans fin, qu'une pareille exception, qui n'aurait pu être rationellement motivée auraient suscité: d'abord les autres grands-ducs, puis de proche en proche les autres catégories de princes souverains auraient protesté: le souvenir gardé par le gouvernement impérial d'un antécédent récent où le cabinet français s'étant adressé au sujet de la question polonaise à tous les gouvernements allemands sans distinction aucune, avait reçu de la plupart d'entre eux des réponses, qui repoussaient, bien qu'en termes polis, l'expression d'une opinion quelconque en matière de politique étrangère, et n'attribuaient cette faculté en dehors de la Confédération qu'à l'Autriche et à la Prusse seulement. Drouyn de Lhuys se hâta d'ajouter qu'en vérité il n'en avait pas été ainsi du fait du gouvernement du grand-duc; que dans l'occasion mentionnée il avait été le seul qui eût répondu nettement, et sans se dénier le droit d'avoir une opinion indépendante; il ajouta, que le souvenir de ce fait avait rendu plus pénible au gouvernement impérial la nécessité où il s'était trouvé de ne pouvoir comprendre le pays de Bade dans les limites indiquées. En terminant la conversation, le ministre français souligna que la France s'était réservé le droit, le cas échéant, de revendiquer la présence des autres Etats [151].

La Diète convoqua une commision de sept membres — l'Autriche, la Prusse, les quatre royaumes et le duché de Bade — qui devait préparer un rapport sur la réponse. Le rapport fut favorable à l'acceptation et la Confédération adhéra à la proposition française en promettant d'envoyer à Paris un plénipotentiaire spécial, qui devait être un des diplomates bavarois [152].

L'opinion publique de Bavière se montrait pleine de défiance après le discours de Napoléon. Elle n'y voyait que la guerre. Schrenk expliqua au ministre de France que le congrès était bien difficile, pour ne pas dire impossible à réaliser. Aucune grande puissance, surtout l'Autriche et la Russie qui seraient les plus exposées à des sacrifices, ne voudrait siéger au sein d'un congrès convoqué dans un tel but, sans être rassurée sur les conditions qui devraient servir de point de départ aux délibérations de cette assemblée, et sans connaître d'avance les questions qui y seraient discutées. Un échec du congrès rendrait la guerre inévitable [153]. Néanmoins Schrenk insistait auprès du roi Maximilien pour que l'invitation de Napoléon III fût acceptée. Il fit ressortir que dans un moment

---

151) Rapport de Paris, Generallandesarchiv Karlsruhe, No. 48/2060 Frankreich, 12-XI.

152) AE. Allemagne, 8-XI, 9-XI, 7-XII. FO. 30/209 Germany, 10-XI.
Generallandesarchiv Karlsruhe, Deutscher Bund, 9-XI, 11-XI.

153) AE. Bavière, 10-XI. HHS. Bayern 31, 10-XI.

où tous les partis en Allemagne travaillaient à fonder l'unité nationale au détriment des gouvernements particuliers, il n'était pas sans importance pour les cours royales secondaires d'affirmer leur droit de souveraineté, sans attendre la décision des deux grandes puissances. Il croyait d'ailleurs que la Prusse et l'Autriche chercheraient à écarter du congrès, tout au moins indirectement, les quatre royaumes allemands secondaires; ces royaumes, en prenant part à des délibérations générales de l'Europe, échapperaient en grande partie à l'autorité de la Prusse et de l'Autriche, et perdraient leur caractère de pays soumis exclusivement à Berlin et à Vienne [154]. La diplomatie bavaroise voulait accepter l'invitation, même si l'Autriche ou la Prusse devait s'en abstenir [155].

Le roi de Wurtemberg ne croyait pas à la réussite du congrès. Il le dit franchement au ministre de France. Les nouvelles reçues de Vienne confirmaient pleinement son opinion [156].

Beust était personnellement favorable à la réunion d'un congrès et à l'acceptation de l'invitation impériale [157]. Mais il craignait une rupture entre Paris et Vienne dans la question polonaise. Cette crainte absorbait tellement les milieux gouvernementaux de Dresde « que la question allemande n'était plus pour eux qu'une question secondaire » [158]. Beust usait de son influence auprès des Etats allemands pour les inciter à aller à Paris; cela provoquait une vive inquiétude autrichienne. Le cabinet de Wurtemberg répondit qu'il était disposé à suivre le même parti que Dresde [159]. Le Hanovre n'avait aucune objection à formuler contre la réunion du congrès et Platen disait qu'il ne ferait pas la moindre opposition à l'acceptation de l'invitation [160].

L'invitation fut donc acceptée par les quatres royaumes quoique ni les gouvernements, ni l'opinion publique germanique ne crussent à la réussite de la convocation d'un congrès, moins encore aux sentiments pacifiques de l'empereur des Français [161]. Mais ils tenaient à affirmer leur droit de souveraineté, et cela, précisément, au moment où tant de partis en Allemagne travaillaient à fonder l'unité nationale. L'initiative autrichienne du mois d'août et sa tentative de réforme de la Confédération commençaient à porter leurs fruits.

---

154) AE. Bavière, 19-XI. FO. 9/160 Bavaria, 16-XI.

155) Opinion de Pfordten - AE. Allemagne, 8-XI.
En même temps le ministre du roi de Naples demanda au cabinet de Munich d'intervenir au cours du congrès en faveur de son souverain. Schrenk répondit que son gouvernement ne négligerait pas les intérêts du roi François, si l'occasion s'en présentait, mais qu'il ne pouvait pas se charger du reste. - Geheimes Staatsarchiv, Schrenk au ministre de Bavière à Rome, Die Ereignisse in Polen 1863.

156) AE. Wurtemberg, 8-XI, 16-XI. FO. 82/109 Wurtemberg, 12-XI, 18-XI.
HHS. Württemberg 26, 9-XI. Hauptstaatsarchiv Stuttgart, E 70b/29/4 Gesandtschaft Wien, 7-XI. Gesandtschaft in Paris, No. 24 a/1, 16-XI.

157) « Es sei doch gut » — meint der Minister (Beust) — « dass einmal eine Linie gezogen werde. Wie werde man sich darüber zum Beispiel in Carlsruhe ärgern ». - HHS. Sachsen 30, 11-XI.

158) AE. Saxe, 8-XI.

159) AE. Saxe 11-XI, 15-XI. FO. 68/127 Saxony, 13-XI.

160) AE. Hannover, 12-XI, 14-XI, 19-XI. FO. 34/138, Hannover, 7-XI, 10-XI, 11-XI, 13-XI, 14-XI, 20-XI. HHS. Hannover 19, 10-XI.

161) Staatsarchiv, No. 970, 971, 981, 983, 985.

* * *

En Pologne, le discours impérial incita les insurgés à renforcer la lutte. « En Pologne proprement dite, et aussi dans toutes les contrées composant la Lithuanie et la Livonie polonaise, les paroles prononcées le 5 novembre par l'Empereur des Français en faveur de la nationalité polonaise ont produit un effet immense. Les esprits se relèvent du découragement, la confiance semble revenir, il y a partout un revirement dans l'attitude et les manifestations populaires, et le mouvement insurrectionnel, en augmentant son intensité, a pris de nouveau un grand développement... Bref, on juge ici l'état des esprits en Lithuanie exactement comme un homme d'un grand crédit et d'une observation sûre, qui, à son retour d'un assez long séjour en Lithuanie, s'exprimait dernièrement, en disant: « Jetez à la frontière de Prusse ou sur la plage de la Baltique une cinquantaine de mille de fusils, et vous verrez accourir des centaines de milliers d'hommes lithuaniens pour se les disputer, et alors ceux que la chance aura moins favorisés, ne voudront plus rester en arrière de leurs frères armés, mais combattre, sans armes, à côté d'eux pour délivrer leur pays de la domination russe, dont la haine est enracinée et également répandue dans le coeur de tous les fils de la Lithuanie » [162].

* * *

Toute autre que celle des Etats secondaires européens était la réaction des grandes puissances continentales. Une seule parmi elles adhéra promptement, et sans restrictions, au congrès; ce fut l'Italie [163].

Le gouvernement italien était d'ailleurs convaincu que d'un congrès européen devrait naître non un arrangement pacifique mais un conflit, général [164].

---

162) AE. Prusse, Königsberg, 28-XI-1863.

163) AE. Italie, 7-XI-1863.
FO. 45/44 Italy, 23-XI-1863. Staatsarchiv, No. 979, 22-XI.
Le ministre français à Turin constata: « Si le congrès ne se réunit pas, ce sera la guerre, qu'on envisage sans effroi, qui sera appelée à dénouer une situation que l'Empereur aurait voulu résoudre pacifiquement. Quoiqu'il advienne, le pays sera prêt au printemps prochain, il a une armée, une marine, il aura des alliés dont le concours lui est indispensable. La revendication de ses droits, qu'il aurait faite devant un arbitrage européen, il la fera sur le champ de bataille ». - AE. Italie, 30-XI-1863.
Le consul à Venise manda: « L'Empereur » — proclame le parti italien — « sait bien que le congrès qu'il propose ne sera accepté par aucune grande puissance, et la guerre sortira fatalement de ce refus. Car alors, parfaitement dégagé aux yeux de la France de la responsabilité morale de leurs conséquences, il n'hésitera pas a secourir les peuples opprimés ». - AE. Autriche, Venise, 8-XI.

164) Rapport de Turin, AE. B. Italie 2, 24-XI.
En septembre, l'ambassadeur d'Italie à St. Pétersbourg, le marquis Pepoli, avait suggéré à Gortchakow de chercher un rapprochement avec la France moyennant des concessions pour la Pologne, par exemple le rappel de Mourawiew. Le vice-chancelier refusa de faire aucune concession, l'opinion publique russe ne la tolérerait pas. Drouyn de Lhuys avait noté en marge du rapport de Montebello relatant cette conversation: « Je ne l'avais ni inspirée, ni connue d'avance ». - AE. Russie, 10-IX.
Elliot, de Turin, écrivit à Cowley: « The Emperor's speech has given decided satisfaction here... the omission from the speech of any thing that could be considered complimentary to Austria helped to make it palatable ». - FO. 519/183, 7-XI.
Quelques jours plus tard il nota: « The Italians seem to me to care very little about the Poles and would willingly hand the whole nation over to Austria if they could get Venetia by the arrangement ». - 23-XI, ibid.

A Paris [165], les milieux diplomatiques ne pouvaient se défendre d'un certain scepticisme sur la valeur de la panacée proposée pour remédier aux maux dont souffrait l'Europe. On ne voulait y voir qu'un expédiente imaginé par la cour des Tuileries pour sortir à tout prix de l'impasse polonaise. On colportait dans ces milieux la boutade que le souverain du Second Empire ressemblait à un homme qui, voyant brûler sa maison, s'avisait pour l'éteindre de mettre le feu à toutes les maisons voisines [166]. La question polonaise primait toutes les autres étant la seule dont le public s'occupait [167]. Il accueillit d'ailleurs le discours « avec un grand enthousiasme » [168]. Pour le ministre de Bade les paroles de Napoléon étaient « les plus significatives peut-être que l'Empereur eût jamais prononcé en pareille occasion » [169]. L'opinion des cercles politiques, manda le ministre de Bavière, était partagée; ne prévoyant pas la possibilité de la réunion d'un congrès, on se demandait si on ne serait pas, par conséquent, fatalement amené à la guerre [170]. Le public acceptait la proposition avec enthousiasme, la jugeant grande et belle, facilement réalisable. « Ainsi n'entend-on plus parler que du congrès et de toutes parts s'informe-t-on déjà si les adhésions arrivent » [171]. Le discours de Napoléon, constata le ministre de Belgique, avait fait sur toute l'Assemblée une impression favorable . Cette phrase, « les traités de 1815 ont cessé d'exister », avait été surtout acclamée avec transport et enthousiasme [172]. Les appréhensions auxquelles avait donné lieu la harangue impériale étaient diverses. Parmi les hauts fonctionnaires et dans la grande majorité des membres des deux chambres, elles étaient pacifiques, mais dans le monde financier et dans cette partie du public dont les instincts étaient belliqueux et qui s'étaient déclaré avec ardeur pour la cause polonaise les appréhensions étaient tout autres et l'on ne voyait d'autre solution qu'une guerre prochaine [173].

A Vienne le discours causa une grande alarme. Il y provoqua une

---

165) La rente:

27-X - 67,10	7-XI - 66,90
28-X - 66,90	9-XI - 66,75
31-X - 67,10	10-XI - 66,90
4-XI - 67,20	11-XI - 67,05
5-XI - 66,95	12-XI - 67,35
6-XI - 66,85	14-XI - 67,15

166) Pingaud: Un projet de désarmement de Napoléon III, p. 7.

167) Mülinen, Paris, à Rechberg, 7-XI, HHS. Frankreich 76.

168) Goltz, Paris, à Bismarck, APP. IV, No. 57, 5-XI.

169) Rapport de Paris, 5-XI, Generallandesarchiv Karlsruhe, No. 48/2060 Frankreich.

170) Rapport de Paris, 7-XI, Geheimes Staatsarchiv, Frankreich 1863.

171) Rapport de Paris, 12-XI, ibid., die Ereignisse in Polen 1863.

172) Rapport de Paris, AE. B, France 21, 5-XI.

« The opinion of others, and I think the better opinion, is that it (le discours) foreshadows an European war ». - Slidell, Paris, à Benjamin, 15-XI, ONR.

« His Majesty's speech was much applauded, that portion of it in reference to Poland particularly so. The speech is thought to be an important one, especially as affects Russia. The general impression among the diplomatic corps, so far as I heard it, was that it foreshadows an ultimate war with Russia ». - Dayton, Paris, à Seward, 6-XI, Diplomatic Correspondence.

173) Rapport de Paris, AE. B, France 21, 7-XI.

baisse de toutes les valeurs à la bourse [174]. Rechberg fut « hors de lui ». Il croyait que Napoléon n'avait proposé le congrès que pour dégager sa responsabilité de la guerre qui fatalement commencerait au printemps; en outre, une telle prise de position aurait été impossible sans un accord préalable entre les cabinets de Paris et de St.-Pétersbourg [175].

A Londres, John Russell jugea les paroles de l'empereur très complaisantes pour lui-même, mais très embarrassantes pour les autres capitales. Il s'inquiéta surtout des affirmations relatives aux traités de 1815. Il souligna que les traités qui avaient fixé la frontière entre la France et l'Allemagne n'étaient ni détruits, ni modifiés, ni méconnus ou menacés. Aussi les accords internationaux qui avaient stipulé sur le sort de la Belgique étaient valables et formaient les bases du droit existant. En ce qui concernait le congrès, le ministre anglais affirma que la question la plus épineuse de la politique internationale, à savoir la question danoise, pourrait trouver une solution sans une telle réunion; il se proposa donc de refuser l'adhésion de son pays au projet français. A l'égard du problème de la Pologne, l'Angleterre était décidée de conformer son attitude à celle de l'Autriche [176]. Le gouvernement de Londres n'ignorait pas ce que la France voudrait faire de la Méditerranée et de la rive gauche du Rhin — soulignait le ministre de Belgique. Tout récemment encore l'impératrice avait soutenu passionnément la nécessité de faire évacuer Gibraltar et de remettre l'Espagne en possession de cette importante forteresse militaire [177]. « J'espère bien qu'aucune tête couronnée ne se rendrait à Paris » — déclara la reine Victoria [178]. L'opinion publique anglaise craignait qu'au lieu d'améliorer la situation un congrès ne servirait qu'à l'empirer [179]. Elle approuvait ensuite le ton général et le refus de la note britannique [180].

---

174) AE. B, Autriche-Hongrie 31, 7-XI.
Le ministre de Suisse nota quelques jours plus tard: « Die ursprünglich so ängstliche Stimmung, welche in allen Kreisen herrschte, hat sich gelegt und selbst die Finanzwelt fängt wieder an, sich von ihrem Schrecken zu erholen ». - Eidgenossiches Bundesarchiv, Berne, Polenfrage, rapport de Vienne, 12-XI.

175) AE. Autriche, 8-XI.
FO. 7/656 Austria, 12-XI.
Bloomfield, Reminiscences, vol. II, p. 171-2.
« Nous espérons que le Cabinet Britannique restera fidèle à ses opinions de ce printemps sur les graves dangers d'un congrès européen où toutes les questions possibles seraient soulevées et qui tendrait à un remaniement de l'Europe ». - Rechberg à Wimppfen, HHS. England 62, 6-XI.
Apponyi espérait, pour sa part, que l'Angleterre se montrerait digne du beau rôle qui lui était dévolu dans l'intérêt général. - Apponyi à Rechberg, 18-XI, HHS. England 61.

176) Russell à Bloomfield, Vienne, 9-XI, FO. 7/649 Austria. Russell à Cowley, Paris, 7-XI, 11-XI, 12-XI, PRO. 105. Rapport de Bernstorff, Londres, 9-XI, APP. IV, No. 72.

177) De Weyer, Londres, à Rogier, AE. B, Grande-Bretagne 43, 10-XI.

178) De Weyer au roi Léopold I-er, AGR, Papiers de Sylvain Van de Weyer, dossier 127, 19-XI.
Russell affirma à la reine Victoria: « Lord Russell's impression is that the Emperor as usual is thinking only of his dynasty, and that he has taken a skilfull step to secure it ». - AR, J 80/6, 6-XI.
Cowley constata à Russell: « The more I consider this proposal of a congress the more mischievous and I now add, dangerous it appears to me ». - AR, J 80/5, 8-XI.

179) Rapport de Londres, Geheimes Staatsarchiv, Die Ereignisse in Polen, 16-XI.

180) De Weyer, 18-XI, AE. B, Grande-Bretagne 43.
Russell remarqua: « But the misfortune is that then the congress may decree, I fear it

A la première nouvelle du discours de l'empereur, Gortchakow répondit qu'il n'avait aucune objection à la réunion d'un congrès. « Le vice-chancelier ne pouvait guère s'exprimer autrement puisque c'est lui qui avait mis en avant l'idée d'un congrès il y avait quelques mois » — commenta le ministre de Belgique [181]. Quelques jours plus tard Gortchakow disait que le discours était « de la littérature » [182]. Le monde financier de St.-Pétersbourg était en panique. Le commissaire de la banque d'Etat dut s'abstenir de toute opération, ce qui équivalait à une décision provisoire de la banque d'arrêter ses payements et argent comptant contre des valeurs en papier, l'escompte à la bourse atteignit 12% [183].

L'opinion publique russe se prononça contre l'acceptation de l'invitation impériale. L'exaspération de toutes les classes de la société russe contre la Pologne était telle qu'aucune mesure prise pour la dompter ne paraissait trop sévère [184]. En même temps les armements se poursuivaient avec beaucoup d'activité dans tout l'empire russe [185]. Le langage de la presse et surtout de la « Gazette de Moscou » gardait « à peine le ton d'une discussion convenable ». Les demandes de l'opinion publique russe à l'adresse de son gouvernement pour qu'il entreprît les mesures les plus énergiques afin de dépoloniser et de délatiniser la Pologne ne cessaient de s'amplifier [186].

A Berlin, la première pensée de Bismarck fut l'offre d'un commun arrangement adressée à la cour de Russie [187]. Le gouvernement ne cachait d'ailleurs pas sa surprise causée par le discours [188]. « Napoléon III veut faire avec la plume ce que son oncle faisait avec l'épée » — remarqua Guillaume 1er. [189]. Le roi affirma à Talleyrand, ambassadeur de France, que ce serait un faux calcul que de vouloir baser la tranquillité de l'Eu-

---

would require a million of men to take the deliquents to prison ». - De Weyer, lettre privée, AGR, Papiers de de Weyer, dossier No. 20, 19-XI.

« In the meanwhile the effect of this movement (le discours) has been greatly to concentrate the attention of all nations on this side of the ocean upon the difficulties existing in Europe, and to a corresponding degree to divert it from affairs in the United States ». - Adams, Londres, à Seward, Diplomatic Correspondence, 13-XI.

181) AE. B, Russia 72, 7-XI.

182) Napier, St. Pétersbourg, à Russell, 10-XI, PRO. 84.

183) Rapport de St. Pétersbourg, 17-XI, Geheimes Staatsarchiv, Die Ereignisse in Polen.

184) AE. B, Russie 72, 8-XI, 23-XI.

Russell constata que la fin de l'insurrection ne mettrait malheureusement un terme « ni au régime barbare des Russes, ni à la haine des Polonais, ni enfin aux embarras de la situation ». - Apponyi à Rechberg, 18-XI, HHS. England 62.

185) Thun à Rechberg, 25-XI, HHS. Russland 54.

186) AE. Russie, Moscou, 24-XI.

187) Bismarck à Redern, St. Pétersbourg, 7-XI, APP. IV, No. 63. Circulaire de Bismarck, APP. IV, No. 93, 15-XI.

188) Generallandesarchiv Karlsruhe, No. 48/2663 Preussen, 11-XI.

« Die Thronrede erregte hier, wie auch wohl sonst überall das grösste Staunen ». - Rapport de Berlin, 7-XI, Staatsarchiv Darmstadt, Gesandtschaften, No. 87 e/1, Berlin.

189) 4-XI, APP. IV, No. 55.

rope sur la reconstitution d'une monarchie polonaise indépendante. Si jamais telle chose pouvait se faire, il ne se passerait pas six mois sans que les puissances voisines ne fussent en armes [190].

Quelques jours après le discours et après l'apaisement des premières réactions des cabinets européens, la diplomatie française dévoila aux gouvernements intéressés le but qu'elle poursuivait dans son initiative du congrès. D'une part ce fut l'affirmation aux Autrichiens que la France était toujours prête à une action à deux; mais, d'autre part, c'était une proposition d'entente faite à la Prusse. Logiquement, après l'expérience des dernières années, un rapprochement franco-prussien ne pouvait pas ne pas être envisagé. Le Second Empire, s'il ne voulait pas rester isolé en Europe, n'avait pas d'autre solution. La question polonaise empêchait un accord sincère entre la France et la Russie; Napoléon ne pouvait nullement se désintéresser des Polonais, alliés les plus fidèles du Premier Empire. L'Autriche considérait que toute concession territoriale, qui était le prix d'une alliance avec la France, était inacceptable; elle ne voulait point parler de concessions, car elle était déterminée à garder aussi bien ses provinces polonaises que la Vénétie sans prendre en considération les voeux de leur population [191]. L'Angleterre manifestait trop de défiance envers ses voisins d'Outre-Manche pour que le souverain des Tuileries pût songer un seul instant à une intelligence durable avec ce pays. Il ne resta donc que la Prusse.

Drouyn de Lhuys expliqua au comte Goltz au cours d'une conversation qu'il y avait trois résultats possibles: ou tout le monde accepterait le congrès, ou tout le monde dirait « non », ou les uns diraient « oui », et les autres « non ». Le premier cas serait certainement le plus satisfaisant; mais même dans le second l'empereur n'aurait pas à regretter sa résolution puisqu'on aurait alors bien constaté que c'était lui qui avait cherché à assurer la paix. Il ne s'ensuivrait pas nécessairement que la France se lançât dans une guerre. Elle pourrait donner sa démission des affaires européennes, s'occuper exclusivement de ses affaires intérieures et veiller seulement à ce que ses propres intérêts ne fussent pas compromis. Le dernier cas, enfin, celui où les opinions seraient divisées, offrirait toujours l'avantage d'avoir constaté que quelques puissances avaient à ce sujet les mêmes idées que le cabinet de Paris. Cette identité de leurs appréciations pourrait amener une entente plus intime et s'étendre à d'autres questions. La proposition du congrès pourrait ainsi conduire à un nouveau système d'alliances [192].

Napoléon tenait le même langage trois jours plus tard. Il dicta au marquis Pepoli, ambassadeur italien à St.-Pétersbourg qui retournait à son poste par Paris et Berlin, ses pensées relatives à un rapprochement franco-prussien. L'intermédiaire du diplomate de Victor-Emanuel

---

190) AE. Prusse, 13-XI.

191) Jusqu'à la fin du mois d'octobre Napoléon III croyait à la possibilité d'une alliance avec Vienne. Il assura lord Clarendon au cours d'une conversation privée que l'Autriche était presque prête à l'aider à la reconstruction de « la vieille Pologne de 1772 ». L'Anglais exprima son incrédulité. « Comment — répondit l'empereur étonné — vous doutez donc de la parole d'un ministre? ». « Oui, Sire — répliqua lord Clarendon — parce que tout dépend de qui dit une chose, à qui on la dit, comment c'est dit et à quelle occasion ».
Bloomfield, Reminiscences, II, p. 156.
Bernhardi, Tageblätter, vol. V, p. 137.

192) APP. IV, No. 68, rapport du 8 novembre.

indiquait nettement une pointe anti-autrichienne; la constellation européenne qui devait aboutir à Sadowa commençait à se dessiner [193].

Mülinen manda, quelques jours après le discours, que Napoléon III savait parfaitement que, l'Autriche et la France marchant ensemble, l'Europe serait à leurs pieds. Il était toujours prêt, comme lui avait dit dernièrement « un personnage politique du ministère des affaires étrangères », à régler avec l'Autriche toutes les questions pendantes: la question italienne, la question orientale, la question allemande, même la question danoise. L'Autriche n'avait qu'à exprimer ses voeux et elle verrait que la France était prête à les satisfaire et que si quelquefois elle devrait demander à l'Autriche de légers sacrifices, ces sacrifices seraient largement, grandement compensés. Une occasion unique, d'après ce « personnage », se présentait à la cour autrichienne pour jouer un rôle immense en Europe. Ces idées, ces paroles n'étaient, souligna Mülinen, que la reproduction de la pensée de Napoléon III. « L'entente est entre nos mains » — termina-t-il son rapport [194]. Si le congrès devait réussir le gouvernement français espérait s'entendre avec Vienne sur la direction à lui donner [195]. En même temps, l'impératrice se plaignit auprès du prince Metternich que l'Autriche avait laissé pendant cinq mois le cabinet français dans « la plus profonde ignorance ». « Vous le savez mieux que personne » — précisa-t-elle — « l'Empereur a désiré loyalement marcher avec vous, mais enfin il fallait marcher » [196].

Apponyi, une fois de plus, expliqua à Londres l'attitude de son pays envers la question de l'indépendance de la monarchie polonaise. L'Autriche verrait dans la reconstruction de cette monarchie, fut-ce même dans les limites de 1815, un danger et une menace pour ses provinces polonaises. Les aspirations des Polonais étaient bien connues. Malgré la modération qu'ils feignaient, les limites de 1815 ne seraient qu'une première étape pour arriver a celles de 1772. Son auguste maître, François-Joseph, était irrévocablement résolu à défendre l'intégrité de son empire, il le devait à l'honneur de sa couronne [197].

Ayant pris connaissance du désir anglais de faire échouer le projet français, l'Autriche et la Russie s'arrangèrent pour qu'une telle initiative fût effectivement prise par le gouvernement de Londres. François-Joseph ordonna à Rechberg de ne pas se séparer de l'Angleterre et de conformer sa conduite aux décisions prises par celle-ci [198]. Rechberg, en demandant

---

193) APP. IV, No. 248, rapport de Paris, 23-XII.
Pepoli tenta aussi une démarche directe auprès du tzar. Il entretint Alexandre II de la nécessité d'établir une entente avec la France pour régler la question polonaise que, selon lui, on ne pourrait pacifier autrement. Le tzar remercia l'ambassadeur de ses avis, mais il répondit qu'il ne pouvait partager ses idées. - AE. B, Russie 7[2]; 23-XII.

194) Mülinen à Rechberg, 7-XI, rapport No. 46-B, HHS. Frankreich 76.

195) Metternich à Rechberg, 10-XI, ibid.
Metternich arriva à Paris, retournant de Vienne, le 10 décembre.

196) Eugénie à Metternich, 13-XI, HHS. Frankreich 77.
Annexe XXI.

197) Apponyi à Rechberg, 18-XI, HHS. England 61.

198) Bloomfield, Vienne, à Russell, 12-XI, PRO. 42.
Apponyi écrivit à Rechberg: « Les instructions verbales que Vous m'avez fait l'honneur de me donner lors de mon départ de Vienne, il y a quinze jours, se résument dans les trois

donc conseil à l'ambassadeur de la reine Victoria, et en lui répétant le désir de son souverain, jugea utile d'assurer en même temps Gramont que le cabinet autrichien n'était pas contraire, en principe, à la proposition d'un congrès, mais qu'il voulait préalablement s'entendre avec la France; « exclusivement avec la France » — souligna-t-il [199]. Le même jour il déclara à Werther, ambassadeur de Prusse, que l'Autriche voulait voir une entente préalable entre les quatre grandes puissances, l'Angleterre, l'Autriche, la Prusse et la Russie, une entente formée avant la réponse de chacune de ces puissances [200]. En suivant enfin en ceci la diplomatie anglaise qui, avant de répondre négativement, faisait traîner la négociation relative au congrès par une demande d'éclaircissements supplémentaires [201], Rechberg, de son côté, posa la même question [202]. Drouyn de Lhuys énuméra donc dans une dépêche circulaire les problèmes qui devaient être résolus par un congrès; à savoir: le problème polonais, le problème danois, l'anarchie dans le Bas-Danube, l'hostilité permanente entre l'Autriche et l'Italie, enfin l'occupation française à Rome [203]. Il ne restait plus au cabinet de Londres que de refuser l'invitation française. Russell, pour souligner mieux encore son attitude fit publier la note anglaise avant sa remise au gouvernement de Paris [204]. « L'entente cordiale » du temps de la guerre de Crimée appartenait au passé.

La cour des Tuileries, prévenue de la décision de l'Angleterre [205], pressa, une fois de plus, l'Autriche et la Prusse pour les inciter à un

---

points suivants: Empêcher le Congrès, si c'est possible, en amenant l'Angleterre à se mettre en avant par l'initiative d'un refus; Si le Congrès devenait inévitable, concerter avec le Cabinet Anglais une ligne de conduite commune pour neutraliser les dangers qui pourraient résulter de ce projet; Ne laisser au Gouvernement Britannique aucun doute sur notre ferme intention de ne faire aucun sacrifice territorial et de décliner au Congrès toute discussion de ce genre ». - Apponyi à Rechberg, 22-XI, HHS. England 62.

199) AE. Autriche, 14-XI.

200) Werther, Vienne, à Bismarck, 14-XI, APP. IV, No. 89.

201) Cowley, Paris, à Russell, FO. 27/1482 France, 12-XI.

« Dans les conversations qu'il a journellement avec les membres du corps diplomatique, Monsieur Drouyn de Lhuys déclare ne pas rejeter les traités de 1815. Il reconnait que beaucoup de leurs dispositions sont excellentes. Il explique son point de vue en disant que le passage du discours impérial, d'après lequel ces traités ont cessé d'exister, aurait pour but d'apaiser les anciens ressentiments de la nation française; en s'assemblant, dit le Ministre, les puissances auraient à envisager avant tout les questions qui, en ce moment même, ont mené jusqu'à des hostilités; on verra ensuite quels différents existent en Europe qui pourraient entraîner jusqu'à la guerre et on s'efforcera à les aplanir. Prenant ensuite le texte des traités de Vienne, on en conservera ce qui est bon et on rectifiera ou annulera ce qui aura vieilli ou ce qui aura été changé. Ce résultat formera un nouveau pacte européen; qui, par cela seul déjà qu'il ne portera pas la date de 1815, aura calmé les susceptibilités nationales de la France et permettra au Gouvernement impérial d'inaugurer la politique de paix, but de ses constants efforts ». - Rapport de Paris, 20-XI, Geheimes Staatsarchiv, Die Ereignisse in Polen 1863.

202) AE. Autriche, 17-XI.

203) AE. Angleterre, 15-XI-1863.

204) Staats. No. 967.
Victoria, Letters, vol. I, 19-XI-1863.

205) AE. Angleterre, 22-XI-1863.

« Les nouvelles de Londres commencent déjà à impatienter l'opinion publique. On sent que la méfiance et l'antipathie y ont pris des proportions monstrueuses ». - Metternich à Rechberg, HHS. Frankreich 76, 17-XI.

rapprochement avec la France. Drouyn de Lhuys sollicita Metternich de faire savoir à Vienne que Napoléon III désirait connaître les conditions « sine qua non » de François-Joseph pour l'acceptation du congrès; il répéta que la France était toujours prête à une alliance avec la monarchie danubienne [206]. Napoléon III soulignait que la cour de Vienne avait tort de ne pas profiter de ses bonnes dispositions relativement à une alliance intime avec lui pour précipiter les événements afin d'atteindre un but conforme aux intérêts de Vienne [207]. A Compiègne, la déception après le refus anglais était « cruelle et l'humeur s'en ressentit immédiatement ». Napoléon était triste mais restait fort calme. L'impératrice, au contraire, ne mit aucun ménagement dans ses reproches. Elle dit à Metternich: « Je vous connais sur le bout des doigts. Vous n'avez jamais pensé sérieusement à marcher en avant. Vous vouliez gagner du temps, cela vous était très commode de vous appuyer sur notre inaction et de nous lier les mains. Mais ce qui vous convenait si bien ne nous convient plus. Ne vous en prenez qu'à vous de ce qui vous arrive. Je sais aussi ce que vous allez faire au lieu d'aborder franchement, avec nous, un travail pénible pour tout le monde mais où les plus énergiques tireront le meilleur profit: vous allez encore hésiter, vous livrer à un travail de taupe, vous concerter avec celui-ci et celui-là, et vous arriverez à la guerre de tout le monde. Nous savons tout ce qui se passe et nous ne nous en affligeons que pour vous; car lorsqu'on est décidé à faire sacrifice de toute ambition et de toute arrière-pensée comme nous le sommes, on arrive toujours à la fin à combattre et à subjuguer les méfiances. Vous travaillez la presse allemande pour l'émeuter contre nous, mais vous aurez beau faire, les peuples seront pour nous et les dynasties devront les suivre sous peine d'encourir les plus graves dangers » [208]. « Je vous félicite, vous avez gagné les deux premières manches, nous verrons qui gagnera la troisième. Zurich et Villafranca que j'avais toujours sur la conscience sont devenus aujourd'hui des fardeaux légers vis-à-vis de votre conduite dans l'affaire de Pologne et dans celle qui nous préoccupe actuellement » [209].

Quand Drouyn de Lhuys rencontra l'ambassadeur de Prusse il lui expliqua que la situation était devenue plus claire [210]. L'Angleterre par son refus avait assumé la responsabilité des complications futures; la France, au contraire, avait manifesté ses tendances pacifiques et conciliantes, elle avait pu constater quelles étaient les capitales avec lesquelles elle avait des vues identiques. Et il ajouta: « Si vous avez maintenant quelque chose à nous dire à l'oreille, nous écouterons attentivement; et

---

206) Metternich, Compiègne, à Rechberg, 27-XI, HHS. Frankreich 76.

207) Metternich, Compiègne, 23-XI, ibid.

208) Metternich, Compiègne, 23-XI, HHS. Frankreich 77.

209) Metternich, Compiègne, 27-XI, HHS. Frankreich 76.

210) A Mülinen Drouyn de Lhuys expliqua que de toutes les réponses des grandes puissances la meilleure lui paraissait celle de la Prusse en ce qu'elle n'émettait qu'une seule réserve de forme en demandant que des conférences ministérielles préparassent le terrain. - Mülinen, Paris, à Rechberg, 27-XI, HHS. Frankreich 76.

si nous désirons, de notre côté, nous entendre avec vous sur une question, nous n'hésiterons pas à vous le dire » [211].

* * *

Gortchakow s'intéressa tout d'abord à l'attitude du gouvernement autrichien. Il télégraphiait tous les jours à Vienne pour connaître la conduite que se proposait de suivre cette puissance. En même temps il répétait aux diplomates étrangers, qui lui demandaient des indications sur la politique russe, que tout, en fin de compte, dépendait de l'Angleterre [212]. Après avoir constaté les dispositions des Autrichiens, le vice-chancelier prit l'initiative de former une coalition, « une digue morale contre la dictée et les empiètements de la France ». Il promit « de rester à jamais fidèle à l'alliance anglaise ». L'Angleterre devait, d'après lui, faire tout son possible pour amener une réconciliation entre Berlin et Vienne; « c'était le grand et même l'unique devoir du gouvernement de la reine ». En ce qui concernait les rapports russo-autrichiens, les intérêts de ces deux Etats « n'étaient nullement opposés » [213]. En même temps la diplomatie russe pressait la cour de François-Joseph et celle de Guillaume 1er pour les décider à un rapprochement réciproque et faciliter ainsi la poursuite de la politique commune des quatre puissances [214]. Or, l'Angleterre ne tenait à aucune entente avec le cabinet du tzar, d'autant plus que la mort de Frédéric VI avait envenimé la question danoise. Le prétexte n'était pas difficile à trouver. « Le plan russe d'exterminer les Polonais est atroce mais inéxutable... jusqu'à ce que des mesures plus clémentes envers eux ne seront appliquées, aucune intimité avec la Russie n'est possible » — constata Russell [215].

---

211) Goltz, 29-XI, APP. IV, No. 153.
Interrogé par les Polonais, après son discours, Napoléon répondit: « Il faut durer, attendre ». - Walewska, Quelques récits, Messager Polonais, 1925, No. 160.

212) Redern, St. Pétersbourg, à Bismarck, APP, IV, No. 81, 12-XI.
« Prince Gortchakoff presses me very much for a better understanding with His Majesty's Government, and especially for a frank exchange of views in the present conjuncture ». Napier à Russell, 21-XI, AR, J 80/68.

213) FO. 65/638, Russia, 9-XI, 16-XI.
FO. 65/639, Russia; 21-XI, 22-XI.
PRO. 84, 16-XI, 21-XI-1863.
« Comme tous les Russes — manda de St. Pétersbourg le comte Massignac, chargé d'affaires, après le départ en France du duc de Montebello — le vice-chancelier perd son calme lorsqu'on prononce devant lui le mot « Pologne »... « La Pologne — disait le Russe — est pour nous une question vitale, et à côté d'elle toutes les autres sont secondaires... qu'on nous laisse un peu tranquilles pour la Pologne. Le mieux est de se confier à la loyauté et aux intentions de l'empereur Alexandre. Dès que l'insurrection sera apaisée, et nous y marchons rapidement, il fera plus pour la Pologne qu'on ne lui a demandé ». - AE. Russie, 25-XI-1863.

214) Redern, 20-XI, APP. IV, No. 120.

215) Russell à Cowley, 30-XI, PRO. 105. Russell à Napier, 3-XII, PRO. 114.
St. Clair, attaché d'Angleterre à St. Pétersbourg, était chargé par lord Napier de faire des recherches sur les procédés de Mourawiew. Il constata dans son rapport: « All the severity with which general Mourawiew has been judged by the European press was well deserved by him. The general has been, and is at present, carrying out a system calculated to destroy the Polish element in the provinces; both by barbarous and unprecedented rigour and injustice. The country is rended to a state bording ruin... Not a person however innocent he may be, can for a moment be sure of his personal freedom or of the possession of his property... The property of all Poles is regarded as belonging by right to all government officials... If Poland

La réponse autrichienne à l'invitation au congrès était « courtoise et amicale dans la forme, négative dans le fond » [216]. Celle de St.-Pétersbourg était évasive, elle demandait à Napoléon III de bien préciser les questions qui, à son avis, devraient faire l'objet d'une entente et les bases sur lesquelles cette entente aurait à s'établir [217]. La Prusse accepta l'invitation. Guillaume 1er avança dans sa lettre l'idée que les grandes puissances devraient préalablement s'entendre entre elles sur la marche et la portée des délibérations [218].

Rechberg éprouvait « une réelle satisfaction » après le refus du gouvernement russe [219]. Il était évident, constatait-il à Metternich, que l'Italie et la Pologne devraient être les principaux sujets à examiner dans un congrès réuni pour arranger les affaires de l'Europe. « Comment éviter alors qu'on ne mette sur le tapis des combinaisons relatives à la Vénétie et la Galicie, combinaisons sur lesquelles l'Autriche ne veut même pas entrer en discussion ». Une rupture éclatante du congrès serait donc la conséquence nécessaire d'un incident pareil. L'Autriche ne désirait donc pas aller au congrès, parce qu'elle ne voulait pas qu'on lui proposât des arrangements concernant la Vénétie et la Galicie et qu'elle ne voyait pas la possibilité d'éviter qu'il en fût fait mention [220]. Dans une autre lettre particulière du même jour, Rechberg enjoignit à Metternich «d'apaiser autant que possible un mécontentement dont les premiers effets seraient dirigés contre nous ». A Apponyi, il fit ressortir la nécessité d'un accord entre Vienne et Londres en face de la situation qui pouvait résulter de l'avortement de l'idée du congrès. La déception éprouvée par l'empereur pourrait facilement le porter à des résolutions dangereuses pour le maintien de la paix [221].

Non moins satisfait était le prince Gortchakow. Il considérait l'idée d'un congrès comme enterrée, particulièrement par le refus si net de la part de l'Angleterre, et il cachait à peine la satisfaction qu'il éprouvait

---

should have the good fortune of an armed intervention in her behalf next year, I only hope, that on the grounds of humanity, the European Powers will not forget to add a clause to the next treaty of peace, by which they will demand the return from Siberia and the interior of Russia of the numerous Poles who have been banished from their native land, the majority of them innocent ». - Rapport de St. Clair, FO. 65/650 Russia, 14-XI.

Dans un mémorandum attaché a ce rapport il affirma: « The opinion generally prevailing among all classes is that in case of an armed intervention in favour of the Kingdom by France and England, the peasants of the Gouvernments of Wilna and Kovno, as well as a portion of Grodno, would rise and join in the general struggle for independence » - Ibid.

216) AE. Autriche, 7-XII-1863.

217) AE. Russie, 18-XI-1863. Staatsarchiv, No. 974, 18-XI.

Avant d'avoir reçu cette réponse Drouyn de Lhuys avait écrit à Massignac qu'au mois de mai précédent lorsqu'il s'était agi de fixer la forme des délibérations, le gouvernement français avait proposé le mode le plus large comme celui qui pouvait le mieux se concilier avec les intérêts de l'Europe et la dignité de la cour d'Alexandre II. La diplomatie russe avait laissé à entendre qu'elle aurait consenti à entrer en négociations si les conférences ne devaient pas être limitées aux seules affaires de Pologne. Cette dernière question continuait, à la vérité « d'être un sujet de dissentiment entre le cabinet de St. Pétersbourg et nous », mais à côté de ce problème qui séparait les deux capitales, il en était d'autres sur lesquels les deux pays s'étaient souvent rencontrés. - AE. Russie, 16-XI-1863.

218) AE. Prusse, 13-XI. Staatsarchiv, No. 975, 18-XI.

219) Rechberg à Thun, St. Pétersbourg, 1-XII, HHS. Russland 53.

220) Rechberg à Metternich, Paris, lettre particulière, 8-XII, HHS. Frankreich 77.

221) Rechberg à Apponyi, Londres, 8-XII, HHS. England 62.

à voir l'échec que la France venait de subir [222]. En même temps Revertera informa Rechberg: « Un esprit sombre et malfaiteur traverse la Russie. L'Empereur (le tzar) si doux de caractère, le laisse faire, car il croit que c'est le Génie de la nation qui prend sa revanche de l'outrage qu'on lui a infligé en Pologne. Il y a beaucoup d'analogie entre cette vengeance et celle que feu l'Empereur Nicolas a prise un jour d'un cheval qui avait failli le désarçonner. Il tira son sabre et d'un coup il abattit la noble bête. On en finirait volontiers ainsi de la Pologne et du catholicisme qu'on désespère de rendre aussi docile qu'on voudrait » [223].

* * *

L'Angleterre et l'Autriche déclinaient donc formellement la pensée d'une réunion internationale; les réponses des deux autres États laissaient la porte ouverte aux pourparlers diplomatiques. Napoléon III lança le 8 décembre une nouvelle invitation au congrès restreint dont le programme devait être discuté dans une conférence des ministres des affaires étrangères. Cette invitation fut adressée à tous les gouvernements qui n'avaient pas refusé catégoriquement la première invitation [224]. Et cette fois aussi la plupart des cours secondaires acceptèrent la proposition française.

La Turquie s'était émue en apprenant que la question des Duchés Danubiens aurait dû figurer à l'ordre du jour du congrès; néanmoins, en ne croyant plus à la guerre contre la Russie, elle confirma son intention d'être prête à envoyer un plénipotentiaire spécial à Paris [225]. La réponse favorable parvint naturellement de Turin [226]. L'Espagne se déclara prête à assister au congrès, même si l'Angleterre ne s'y faisait pas représenter, mais elle subordonna son assistance à celle de toutes les grandes puissances continentales [227]. Au Portugal, le duc de Loulé, ministre des af-

---

222) Et le ministre de Bavière ajouta: « La baisse, provoquée par l'ordonnance qui arrêtait l'échange des billets de crédit contre du numéraire métallique, a continué dans une proportion effrayante. Le Rouble qui était à 398 ne valait à la dernière bourse que 350 centimes et tombera probablement encore davantage ». - Rapport de St. Pétersbourg, 8-XII, Geheimes Staatsarchiv, Russland 1863.

223) Revertera à Rechberg, 2-XII, HHS. Nachlass Rechberg, dossier 526.

224) Archives diplomatiques, 1864, I, p. 79.
Rente:
18-XI - 67,15
24-XI - 67,10
25-XI - 67,20 refus anglais
26-XI - 67,00
27-XI - 66,95
28-XI - 66,90
30-XI - 66,60
1-XII - 66,85
7-XII - 66,85
8-XII - 67,00 invitation au congrès restreint
9-XII - 67,30
10-XII - 67,35 la question danoise commence de plus en plus à attirer l'attention de la diplomatie internationale.

225) AE. Turquie, 9-XII, 17-XII, 30-XII-1863.

226) AE. Italie, 24-XII-1863.

227) AE. Espagne, 30-XII.

faires étrangères, exprima le désir de connaître les questions qui seraient débattues au congrès. Il avança l'opinion que cette conférence internationale devait s'occuper aussi des réclamations particulières, et il prévint le ministre français que le cabinet portugais comptait demander aux puissances, quand elles se réuniraient, s'il était juste que l'Espagne se refusât à lui rendre la petite ville d'Olivenza, située près de Badajoz, dont la propriété lui avait été reconnue par les traités de Vienne [228]. Pie IX accepta la nouvelle proposition française; le cardinal Antonelli fit cependant connaître la réserve que « si le concours des puissances catholiques manquait au congrès, le Saint-Père verrait avec déplaisir un grave obstacle à la réalisation de ses dispositions » [229]. Le gouvernement belge, après avoir reçu l'invitation impériale, s'adressa d'une part à La Haye pour sonder l'attitude hollandaise [230], d'autre part il pressa la cour de Vienne de reconsidérer la question de sa conduite et de donner une réponse favorable à l'idée d'une conférence des ministres [231]. Pour sa part, la Belgique accepta d'abord la réunion sans aucune réserve [232], pour la refuser ensuite. Elle éprouverait, vu sa neutralité, « de sérieuses difficultés » à prendre part à des conférences où ne seraient pas représentées les principales puissances européennes [233].

Le ministre des affaires étrangères des Pays Bas ne cachait point sa surprise et son embarras après l'invitation française [234]. Il en parlait ensuite « avec un superbe dédain » et n'y voyait rien de sérieux [235]. Le

---

228) AE. Portugal, 2-I-1864.
« La découverte que le Portugal se proposait de réclamer au congrès la remise de la ville d'Olivença en conformité des stipulations de 1815, a ajouté un nouveau grief contre le traité de Vienne ». - HHS. Spanien 24, 10-XII.

229) AE. Rome, 29-XII-1863.

230) AE. Pays-Bas, 15-XII-1863.

231) FO. 7/657 Austria, 17-XII.

232) AE. Belgique, 1-I-1864.
A la suite une curieuse conversation s'engagea entre la diplomatie belge et française. Le 16 mars, Rogier, premier ministre, montra dans une publication des documents du congrès de Vienne, un projet de lord Castlereagh qui avait eu pour objet de réunir une partie des provinces rhénanes au royaume hollando-belge des Pays-Bas. « On prétend, m'a dit en riant M. Rogier, que si l'Allemagne met la main sur les Duchés, votre gouvernement réclamera une rectification de ses frontières du nord et la création d'un État neutre sur le Rhin. Pourquoi ne serions-nous pas cet État neutre? Donnez-nous Maestricht et Cologne et nous vous séparerons de l'Allemagne par un fort boulevard, une vraie muraille de Chine ». Drouyn de Lhuys invita le marquis de Ferrière le Vager, ministre français à Bruxelles, à encourager les ouvertures de Rogier sans lui laisser entendre aucune parole pouvant entraîner pour le gouvernement de Paris une compromission quelconque. En mai, le marquis trouva l'occasion de remettre Rogier sur son rêve d'une Belgique rhénane. Celui-ci répondit qu'il y persistait et puisque la France ne songeait pas à la supprimer elle ne pouvait que gagner à l'agrandissement de l'État belge. « Il m'a reparlé de Maestricht. Je lui ai dit qu'il ne s'agissait plus là d'une affaire avec la Confédération germanique mais avec la Hollande. — Eh bien, a-t-il répondu, on indemnisera la Hollande ». - AE. Belgique, 16-III, 21-III, 15-IV-1864.
Il est intéressant à noter que cette idée d'une Belgique rhénane avait été mentionnée en mai à Van de Weyer par un ministre anglais, Charles Wood. - Van de Weyer au roi Léopold, 16-V, AGR, Papiers de Sylvain Van de Weyer, dossier 127. - Sur cette question voir aussi: AE. B, dossier 167.

233) Rogier à Beyens, Paris, AE. B, France 21, 20-I-1864.

234) AE. B, Pays-Bas 14, 13-XII.

235) Lettre du baron du Jardin, La Haye, à Rogier. - AGR, Papiers de Charles Rogier, dossier 134, 18-XII.

cabinet de La Haye déclina l'invitation impériale. Il constata qu'il était en dehors des questions dont la solution était si désirable pour le repos de l'Europe et ne saurait pas, par conséquent, concourir à formuler le programme de délibérations futures [236]. Le Danemark et la Suède acceptèrent sans réserve la proposition du congrès restreint [237]. Le gouvernement de Lisbonne ne souleva non plus aucune objection. Le conseil fédéral de la conférération se prononça pour l'acceptation du congrès restreint. La réponse fut remise à Drouyn de Lhuys qui s'abstint de donner un commentaire [238]. La Grèce ne répondit pas et laissa l'affaire tomber sans se prononcer.

En ce qui concernait la Diète de Francfort, elle convoqua de nouveau la commission des sept et la chargea de préparer la réponse; le travail de la commission s'enlisait dans la procédure et la guerre danoise l'empêcha de prendre une attitude quelconque [239]. En ce qui concernait les quatre royaumes, les ministres des affaires étrangères de Bavière et de Hanovre soulevèrent, au moment de recevoir la note française, la question de l'opportunité et ils indiquaient la divergence de vues entre Berlin et Vienne dans cette question, pour que les capitales secondaires allemandes pussent avoir une conduite différente des deux principales puissances germaniques [240]. Le Wurtemberg déclina officiellement [241]. Le baron Beust était pour l'acceptation de l'invitation française et il insista auprès des cours des autres royaumes affirmant qu'il n'y avait pas à hésiter et qu'il fallait se rendre à l'appel du souverain du Second Empire; la complication danoise lui permit de ne pas formuler de réponse et de faire tomber l'affaire [242].

A Vienne, Rechberg s'inquiétait assez sérieusement de la nouvelle initiative de la cour des Tuileries [243]. Il était « si méfiant envers Paris qu'il soupçonnait le cabinet français de vouloir saisir la première occasion venue pour rétablir une entente avec la Russie ». Les paroles prononcés par Drouyn de Lhuys à l'adresse de Metternich augmentaient encore les appréhensions du ministre autrichien [244].

Gortchakow télégraphia, après avoir reçu communication de la nou-

---

236) AE. Pays-Bas, 27-XII.
« La Hollande considère comme une preuve de bon vouloir suffisante l'acceptation du congrès général ». - Rapport de Paris, 29-XII, AE. B, France 1863-1886, supplément.

237) AE. Danemark, 14-XII. AE. Suède, 26-XII.

238) Eidgenossisches Bundesarchiv, Berne, Polenfrage, Das politische Departement der schweizerischen Eidgenossenschaft an der Schweizerischen Bundesrath in Bern, 12-I-1864; - Rapport de Paris, 22-I-1864, ibid.

239) AE. Allemagne, 16-XII.

240) AE. Bavière, 15-XII. Geheimes Staatsarchiv, Die Ereignisse in Polen, 22-1-64.
AE. Hanovre, 19-XII, 28-XII.

241) AE. Wurtemberg, 15-XII, 18-XII. Hauptstaatsarchiv Stuttgart, Gesandtschaft in Paris, No. 24 a/1,18-XII.

242) AE. Saxe, 14-XII, 27-XII.

243) « Graf Rechberg, wird mir versichert, habe geaüssert, er bedauere, dass diese letzte französische Mittheilung nicht etwas früher gekommen sei, es würde sonst die Ablehnung von hier aus in noch entschiedener Weise erfolgt sein ». Rapport de Vienne, 16-XII, Generallandesarchiv Karlsrule, No. 48/2519 Oesterreich.

244) FO. 7/657 Austria, 17-XII.
PRO. 42, 17-XII-1863.

velle proposition française, à Londres, qu'il ne prendrait aucune attitude préjudiciable aux intérêts anglais et qu'il conformerait sa conduite à celle de l'Angleterre [245]. Le vice-chancelier refusa ensuite l'adhésion au congrès restreint; l'absence de l'Angleterre rendait impossible des résultats pratiques [246].

Mais c'était surtout la réponse de la Prusse qui intéressait la diplomatie française. Drouyn de Lhuys, au cours d'une conversation avec Goltz, déclara que la première question, qui pouvait être discutée par la future conférence des ministres, était celle des Duchés Danois. Il disait que si la France et la Prusse étaient unies, elles n'auraient aucune puissance à craindre, ni sur mer ni sur terre. La deuxième question à discuter serait celle des Principautés Danubiennes; et « la troisième celle d'Italie » — remarqua l'ambassadeur de Prusse — le Français ne s'y opposa pas. Bismarck, qui fût éclairé par cette conversation de Goltz avec Drouyn de Lhuys, eut un entretien avec Talleyrand. Il lui dit qu'il savait que l'Angleterre avait rejeté la proposition française, et que l'ambassadeur d'Angleterre travaillait dans le même sens à Berlin « avec le plus grand zéle »; malgré cela, la Prusse consentait à accepter l'invitation de Napoleon III [247]. « Mais — ajouta le premier ministre — savez vous quelle est toujours la vraie pierre d'achoppement entre nous ? C'est la question polonaise. Si elle n'avait pas été posée, vous me trouveriez dans de tout autres dispositions; c'est une question qui crée entre la Russie, l'Autriche et nous une solidarité à laquelle aucune des trois puissances ne peut se soustraire. Ainsi, dans un congrès, je ne pourrais bénéficier de mon indifférence sur les affaires italiennes, parce qu'il me faudrait ménager l'Autriche, si je veux qu'à son tour, elle appuie la défense de nos intérêts polonais. Ne pourrait-on pas, sur ce chapitre-là, nous donner de sérieuses garanties ? Ne pensez-vous pas qu'il serait possible, par exemple, de soustraire cette question au congrès? ». Talleyrand répondit que cette question serait la plus importante dans une réunion internationale. Napoléon III en invitant le tzar, n'avait pas pu avoir en vue de faire sur la Pologne des propositions inacceptables et de nature à amener une rupture dès le début des délibérations. Il ne voyait alors pas le danger que couraient les titres de possession prussienne sur la Posnanie. « Ces provinces ont pour nous une telle importance — reprit Bismarck — que si, par exemple, de grandes calamités venaient à nous frapper et qu'il nous fallût opter entre la cession du Grand-Duché et celle de la rive gauche du Rhin, je conseillerais plutôt d'abandonner notre frontière de l'ouest que de modifier nos limites du côté du nord-est » [248].

---

245) FO. 65/639 Russia, 12-XII, 23-XII.

246) AE. Russie, 22-XII.

Gortchakow déclara ensuite qu'il ne comprenait pas l'utilité pratique d'un congrès restreint. - AE. B, Russie 8, 5-I-1864.

247) « Wegen der deutsch-dänischen Frage glaubt Herr von Bismarck, man sollte mit der Antwort auf den letzten französischen Vorschlag temporisieren ». - Karolyi, Berlin, à Rechberg, 13-XII, APP. IV, No, 215.

248) AE. Prusse, 14-XII, 17-XII.

Goltz, 11-XII, APP. IV, N. 202.

« Die französische Circulardepesche vom 8 d.M. beschäftigt die Gemüter hier sehr lebhaft... Die Lage wird immer Bedenklicher ». - Rapport de Berlin, Generallandesarchiv Karlsruhe, N. 48/2664, Preussen, 14-XII.

Bismarck tint le même langage au général de Fleury qui était arrivé dans la capitale de Guillaume 1er en mission spéciale relative à l'affaire danoise. Le premier ministre lui déclara que le congrès ne devait traiter que la question des Duchés; le congrès, même restreint, mais chargé des problèmes généraux, était impossible. La Prusse et la Russie n'y viendraient, pas plus que l'Angleterre et l'Autriche. « Plutôt mourir — affirma le Prussien — que de discuter nos possessions de Posen. J'aimerais mieux céder nos provinces rhénanes ». Fleury télégraphia à Paris: « Quant aux frontières du Rhin, le mot a été prononcé. Faut-il accentuer ? ». Napoléon III répliqua: « Pour le congrès restreint au Danemark, répondez que vous en référez à votre gouvernement. Ne parlez pas du Rhin et tranquillisez sur Posen » [249].

* * *

La deuxième invitation française se terminait donc par le même échec que la première. Napoléon III pouvait-il rester impassible ? Il fit venir Pasolini, ancien ministre des affaires étrangères, qui avait été, déjà, en juillet, chargé par le gouvernement italien de sonder les intentions de l'Angleterre et de la France envers la Pologne et de proposer à ces deux puissances la formation d'une coalition antirusse englobant en outre l'Autriche et la Suède. Napoléon eut avec Pasolini, le 8 décembre, un long entretien au cours duquel l'empereur souleva de nouveau l'idée d'une telle coalition et il enjoignit à Pasolini d'aller à Londres pour convaincre Palmerston et Russell de la nécessité de libérer la Pologne. Il devait présenter cette proposition comme antérieure au refus anglais de participer au congrès. Le résultat de cette mission [250] ne pouvait qu'être négatif; la question de Pologne avait cessé d'intéresser la diplomatie britannique, ses regards étaient dirigés vers le Danemark [251].

* * *

L'année 1863 se terminait donc par un grave échec pour le prestige de Napoléon III. Il n'avait pas su se décider à l'action qui aurait rencontré en France beaucoup d'enthousiasme, suivi de succès politiques

---

249) Fleury: Souvenirs, vol. II, p. 283-5.
Oubril, Berlin, à Gortchakow, 1-I-1864, APP. IV, N. 277.
Le ministre de Belgique manda de Washington: « Quoique spectateurs d'une révolution qui certes marquera parmi les événements les plus sérieux de notre siècle, l'attention générale s'est exclusivement fixée sur cette proposition inattendue d'un congrès Européen avec la mission, toute nouvelle, de régler, non le passé mais l'avenir. L'appréciation de cette étrange initiative est en ce moment l'unique sujet des conversations et les commentaires les plus contradictoires circulent de toutes parts... J'entends répéter sans cesse: Le Congrès c'est la guerre ». - AE. B, Etats-Unis 7, 17-XII-1863.

250) Pasolini sondait aussi les dispositions du gouvernement anglais dans l'éventualité d'une lutte entre l'Autriche et l'Italie pour la Vénétie.

251) AE. Angleterre, 21-XII-1863.
AE. Italie, 28-XII.
FO. 45/44 Italy, 12-XII.
PRO. 70, 5-XII-1863, 2-I-1864. Elliot, Turin, à Russell.
PRO. 110, 27-XII-1863, Russell à Elliot, Turin.
Case: Franco-Italian Relations 1860-65, p. 259.
Pasolini, op. cit., p. 391-413.
Carteggio, op. cit., III, p. 378-287.
Bernstorff, Londres, 2-I-1864, APP. IV, N. 278.

après le rétablissement de la monarchie polonaise. Pourquoi n'avait-il pas donné le signal tant attendu par des milliers de Français ? Son entourage, l'influence de tierces personnes avaient-ils quelque part dans l'attitude de l'empereur ? Quelle était l'opinion de ceux qui, ayant constamment accès auprès du souverain, avaient pu influencer sa politique?

Le parti de la guerre, le parti de l'action était représenté surtout par l'impératrice, le prince Napoléon, Drouyn de Lhuys, Walewski et l'armée. L'impératrice se passionnait ardemment pour la Pologne catholique [252]; ce fut elle qui commença, en février, à parler au prince Metternich de la nécessité d'une alliance entre Paris et Vienne pour refouler en Asie la Russie schismatique. Elle prenait à coeur la délivrance des Polonais qu'elle regardait « comme des martyrs, elle suivait les récits de la lutte avec un intérêt passionné, et elle faisait tous ses efforts pour décider Napoléon III à intervenir » [523]. Eugénie garda toute sa vie le souvenir du soulèvement polonais. Un demi-siècle plus tard elle évoqua ce souvenir dans une conversation avec Maurice Paléologue. En janvier 1914, l'impératrice raconta au diplomate, partant pour St.-Pétersbourg, l'histoire des relations franco-russes sous le Second Empire. Après avoir retracé la guerre de Crimée, l'impératrice mentionna l'insurrection. « S'animant, s'exaltant, elle évoque, à larges traits, le drame de 1863, les émeutes de Varsovie, la répression terrible, toute la Pologne aveuglée de sang comme dans un abattoir. Vous n'imaginez pas le beau spectacle qu'offrait ce peuple, subitement soulevé pour la défense de sa religion et de sa nationalité. Depuis la révolte de l'Espagne contre la domination française, on n'avait rien vu d'aussi héroïque ». Elle insista sur le rôle décisif, « le sublime », que le clergé catholique avait joué dans la lutte. « Chaque église était un foyer de patriotisme, de colère et d'amour. Les sermons et l'Eucharistie enflammaient les courages. Dans les combats, le chant des hymnes étouffait le bruit des fusillades. Les condamnés marchaient au supplice avec un scapulaire sur la poitrine et l'image du Christ devant leurs yeux. C'est alors seulement que j'ai compris la grande parole de Montalembert: Depuis l'assassinat de la Pologne, l'Europe est en état de péché mortel » [254]. Après cette mélopée lyrique, elle reprend: « Toute la France — et j'en suis fière — vibrait pour la Pologne. Des républicains aux légitimistes, des libres penseurs aux cléricaux, de Jules Favre à Mgr. Dupanloup, du faubourg Saint-Germain au faubourg Sant-Antoine, c'était le même cri d'admiration pour les Polonais et d'horreur contre la Russie. J'étais, je l'avoue, parmi les plus enthousiastes. Pour la première et la seule fois de ma vie, je me suis trouvée pleinement d'accord avec mon farouche ennemi, le prince Napoléon. Je voulais même qu'on rétablît l'ancien royaume de Pologne sous le sceptre d'un archiduc autrichien ». Elle démontra ensuite comme il avait été difficile au gouvernement im-

---

252) Dans les mémoires de l'impératrice rédigés par le comte Fleury nous avons ce passage sur la politique polonaise de Napoléon III: « One of these questions, and one which puzzled him greatly during the first ten years of the Empire, was that of Poland. The Emperor was in the habit, not infrequently, of discussing it for hours on the stretch with the Empress alone or with both the Empress and Prince Napoleon together ». - Comte Fleury: Memoirs of the Empress Eugenie, vol. II, p. 127.

253) Reiset, op. cit., p. 293.

254) « L'Europe est, depuis le partage de la Pologne, en état de péché mortel ». - Le comte de Montalembert: Le Pape et la Pologne, p. 40.

périal de résister à cet emballement de l'opinion publique. Napoléon III ne s'était-il pas institué le champion des indépendances nationales ? La libération de la Pologne n'était-elle pas, comme la libération de l'Italie, un des articles essentiels de son credo politique ? N'avait-il pas maintes fois reproché à Louis-Philippe d'avoir abaissé la France par son inertie et sa pusillanimité devant l'insurrection de 1831 [255]. Elle exposa alors, « avec une vive et sobre clarté », le débat qui s'était poursuivi, durant l'insurrection polonaise, entre Paris et St.-Pétersbourg. La France prenant officiellement le parti de la Pologne; le cabinet des Tuileries s'obstinant à vouloir déférer, devant le tribunal de l'Europe, la cause de la « nation martyre »; la résistance inflexible et l'irritation croissante de l'autocrate russe; Napoléon III obligé de s'arrêter enfin, lorsqu'il s'était attiré d'Alexandre II cette réponse altière, qui faisait apparaître au loin, comme dans un éclair, « toute la pompe hiératique et flamboyante d'un sacre impérial au Kremlin moscovite: « C'est de Dieu seul que je tiens ma puissance. Je ne relève donc que de Lui dans l'accomplissement de mes devoirs envers mes peuples. Et je ne dois de comptes à personne ». Puis, « avec de l'amertume dans les coins de la bouche », elle évoqua le séjour du tzar à Paris en 1867; le cri « d'un avocat insolent »: « Vive la Pologne, Monsieur », enfin l'attentat de Berezowski et les circonstances atténuantes du jury, après que le défenseur eût « copieusement fulminé contre le bourreau de la Pologne » [256]. Le sort voulut que l'impératrice s'éteignit un mois à peine avant la grande revanche polonaise de 1920.

Le prince Napoléon ne s'était pas borné à envoyer un mémorandum à son cousin impérial et à prononcer un discours retentissant au Sénat; quelques jours après son intervention orale, en mars 1863, il soumit à l'empereur un autre projet qui devait précipiter le conflit avec la Russie: il prévoyait sa nomination comme ambassadeur en Suède. L'auteur de ce plan ne doutait pas qu'une telle nomination serait considérée par le tzar comme une provocation et qu'il répondrait par le déclenchement des hostilités [257]. Tous ses conseils étant écartés, le prince, pour ne pas gêner la politique officielle, quitta la France et se rendit en Égypte et en Syrie.

Drouyn de Lhuys s'efforça, de son côté, de provoquer le conflit, la publication dans le « Moniteur Universel » de la note du gouvernement polonais, et l'appui donné à l'expédition polonaise au Caucase à travers les Principautés Unies, étaient faits dans ce bût.

Walewski jouait pendant toute l'année 1863 le rôle d'intermédiaire entre la diplomatie polonaise et la cour des Tuileries. D'une part il influençait les Polonais par ses conseils relatifs à la nécessité de continuer la lutte — les rapports du prince Czartoryski à son gouvernement étaient écrits souvent sous l'impression des conversations avec Walewski —, d'autre part il essayait de convaincre le souverain que le rétablissement de la Pologne était dans l'intérêt de la France et de la dynastie. « Il est de fait que le Comte Walewski devenait tous les jours champion plus fougueux de la nationalité polonaise » — écrivait le ministre de Bavière-

---

255) La crainte de la comparaison de la politique polonaise de Napoléon III avec celle de Louis-Philippe avait hanté toute l'année 1863 la cour des Tuileries.

256) M. Paléologue: Les entretiens avec l'Impératrice Eugénie, Paris, 1928, p. 248-51.

257) Emile Ollivier: L'Empire Libéral, vol. VI, p. 175.

re [258]. Sans connaître les offres d'alliance parvenues à Paris, Walewski prévoyait que la guerre, commencée sans alliés au point de départ, se transformerait vite en une guerre de coalition contre la Russie. Le 8 juillet il adressa une longue note à Napoléon. Il y poussait l'empereur à « une action vive et décisive pouvant mener à la guerre, mais à la guerre partielle et non à une guerre générale, à une guerre dans laquelle si nous n'avons pas d'alliés au point de départ, nous avons toutes les chances d'en trouver en chemin, à une guerre enfin dans laquelle nous serons soutenus par l'opinion publique européenne dont la force est incalculable et à laquelle reste toujours la dernière victoire... Il semble — continua Walewski — que ce serait méconnaître étrangement les intérêts de la France, les intérêts de votre dynastie, ceux de votre gloire, et que ce serait perdre de vue la place qui vous est réservée dans l'histoire, que de ne pas vous conseiller de saisir l'occasion qui s'offre à vous d'accomplir l'oeuvre la plus grande et la plus utile du siècle, la plus grande et la plus utile de votre règne en rétablissant de vos mains la Pologne... La Pologne ne s'est levée que parce qu'il y avait un Napoléon sur le trône de France; elle ne s'est levée que parce qu'elle a cru répondre à l'appel de ce nom en tout temps sacré pour les Polonais; je dis en tout temps, car j'ai pu le constater moi-même, il y a plus de trente ans déjà: lorsque le souvenir de l'empire semblait tendre à s'effacer en France sous l'influence de la réaction, ce souvenir était aussi vivace en Pologne, dans la noblesse, dans l'armée, parmi les paysans, qu'en 1807, ou en 1812, la mémoire de l'Empereur partout respectée, glorifiée, j'oserai presque dire adorée. Le nom de Napoléon a toujours été pour les Polonais le symbole de la résurrection de la patrie et le synonyme d'espérance et de bonheur; Votre Majesté ne voudra pas qu'il perde cette signification » [259]. Napoléon répondit à Walewski qu'il savait bien que la question polonaise était brûlante mais qu'il ne pouvait pas encore préciser sa politique future [260].

L'armée attendait impatiemment la décision impériale. « Elle est feu et flamme pour la guerre » — constata en avril Madame Cornu [261] —. En chantant la « Marseillaise », les régiments se préparaient d'une semaine à l'autre à partir pour la campagne [262]. Le maréchal de France et les officiers de la garde buvaient encore en octobre en faveur d'une guerre pour la libération de la Pologne [263].

Duruy manifestait aussi sa sympathie à la cause polonaise [264]. Il

---

258) Rapport de Paris, 26-VI. Geheimes Staatsarchiv, Frankreich 1863.
Le même jour le ministre de Bade fit ressortir dans son rapport « des sympathies polonaises hautement proclamées » de Walewski. - Rapport de Paris, 26-VI, Generallandesarchiv Karlsruhe, N. 48/2060 Frankreich.

259) Bernardy: Le Comte Walewski, p. 718-721. Poirson: Walewski, p. 289-290. Lewak: Polska Działalność, p. XXVI, p. 252, 315.

260) Cowley, Paris, à Russell, 28-VII, FO. 27/1494, rapport. N. 872.

261) AR, K-54, 20-IV. Senior: Conversations with distinguished Persons, vol. II, p. 251.

262) Rapport de Paris, fin mai, APP. III, N. 531.

263) Le banquet à Versailles du 26 octobre en présence du maréchal Magnan.

264) Duruy avait prononcé le 14 août 1861, à l'occasion de la solennité annuelle de la distribution des prix, un discours pro-polonais. « La France vous regarde avec amour — s'était-il écrié — et la Pologne compte que chacun fera son devoir ». - Bulletin Polonais, Paris, 15 décembre 1894, la note nécrologique sur Victor Duruy, p. 277. Pierre de La Gorce: Histoire du Second Empire, IV, p. 435.

considérait que, dans l'intérêt même de l'équilibre européen, une Pologne devait être reconstituée entre l'Allemagne et la Russie [265]. En 1863 il manifesta cette symphatie par les sujets qu'il donna au concours général: ce fut « le partage de la Pologne en 1772 » pour les candidats en histoire, et pour la composition de vers latins, ce fut « la Pologne en 1863 ».

* * *

Mais les milieux financiers manifestaient une opposition énergique à toute pensée de guerre. Ils étaient représentés au gouvernement par Baroche, Rouher et Fould. Le premier avait déjà, en mars, approuvé le langage réservé que Billault avait tenu au Sénat [266]. En septembre, Fould s'était adressé à lui pour le prier de calmer les appréhensions de la Bourse suscitées par la publication dans le « Moniteur » de la note polonaise. « Vous y pouvez beaucoup par les rapports que vous avez en ce moment avec les gens de finance » [267]. Le 6 novembre, Baroche rassura son fils. « On parle beaucoup, sans doute, à Caen comme ici, du discours d'hier et chacun se demande: est-ce la paix, est-ce la guerre qu'il renferme dans les plis de ses feuillets? La Bourse, par son attitude incertaine et sa défaillance, a déclaré que c'était la guerre et moi je te dis: C'est la paix... Une menace à notre honneur, une menace à nos frontières, nous imposent seules le devoir d'agir sans concert préalable. Or, nous n'avons rien à craindre de semblable, donc nous n'agirons pas sans concert préalable et comme nos vaines tentatives diplomatiques à trois ont démontré l'impuissance, le concert pour agir à trois ne s'établira pas et dès lors — pas d'action, pas de guerre »[268].

Rouher était par principe contraire à un conflit armé. Il voyait la vraie grandeur dans les oeuvres du développement matériel [269]. Il s'était donc prononcé contre la propagande en faveur de la guerre qui se manifestait dans certaines brochures [270].

---

265) La lettre de Victor Duruy publiée par Arsène Houssaye, le « Journal » du 2 décembre 1894.

266) Baroche à son fils Alphonse, le 20 mars: « Nous avons eu au Sénat deux tristes séances. Heureusement, dans la troisième, Billault a prononcé un très excellent et très habile discours qui a produit un grand et bon effet. C'est un chef-d'oeuvre de prudence et d'habileté ». - Maurain: Baroche, p. 305.

267) Fould à Baroche, 27-IX-1863, Bibl. Thiers, dossier 980.

268) Maurain, p. 370.

269) Schnerb: Rouher, p. 179.

270) Le duc de Noailles à Rouher, le 14 juillet: « Je veux vous remercier de la lettre que Vous m'écrivez au sujet de la brochure de mon fils sur la question polonaise, et du jugement très indulgent que Vous en portez. J'admets très bien et je partage vos réserves politiques. Mais il est bon que la politique elle-même ait ses éclaireurs et son avant-garde... On m'a dit que l'Empereur avait lu la brochure de mon fils ». AN.-AB XIX 1512.

Il s'agissait de la brochure d'Emmanuel de Noailles: « La Pologne et ses frontières ». L'auteur s'efforçait de prouver que le partage de l'Etat polonais avait rompu l'équilibre européen au détriment de la France. Depuis la disparition de la Pologne la France n'avait plus eu en Europe une seule alliance sûre. La menace d'une coalition était toujours suspendue sur chaque mouvement du cabinet de Paris. « Que la Pologne ressuscite, qu'elle recouvre son indépendance et ses anciennes limites, et aussitôt notre isolement cesse, le charme funeste est rompu, il n'y a plus contre nous de coalition qui ait une raison d'être permanente; et la Pologne ferme à la Russie le chemin de l'Europe ». En outre, « l'unité européenne a été

Rouher avait critiqué l'insertion de la note polonaise dans le « Moniteur ». Quelques semaines plus tard, il avait écrit à Walewski: il lui disait qu'il comprenait les sympathies pour la Pologne; mais il leur opposait la considération « que la guerre, quelle qu'elle fût, n'était du goût ni de la bourgeoisie, ni des populations de nos campagnes » [271].

L'attitude de Baroche et de Rouher était plutôt passive, elle reflétait leurs vues personnelles, qui étaient certainement influencées par leurs amis appartenant au monde financier [272]. Mais l'action proprement dite était menée par les financiers eux-mêmes, surtout par Fould et la maison de Rotschild [273]. Ils mirent tout en oeuvre pour empêcher le gouvernement français d'entrer en guerre [274].

L'inquiétude, qui devait durer toute l'année 1863, avait commencé dans la deuxième moitié de février, c'est-à-dire après la convention d'Alvensleben. Les milieux financiers jugeaient la situation provoquée par cet accord et par les réactions de la cour des Tuileries, semblables à celles qui avaient précédé les guerres antérieures du Second Empire [275]. « Rothschild est alarmé » — constata Russell [276]. Dès le début du mois d'avril la maison de Rothschild s'efforçait de se déssaisir de l'emprunt russe de 15 millions de livres contracté en 1862 [277]. En même temps Billault, Morny et Persigny reprochaient à l'empereur l'inquiétude générale qui régnait dans les affaires à cause des bruits de guerre [278]. Mais, à la fin de ce mois, après l'envoi de la première note collective des trois puissances, les financiers respirèrent, ils croyaient que la paix était déjà assurée [279]. En juin, la nervosité augmenta de nouveau; Fould demanda à Drouyn de Lhuys ce qu'il devait dire à la Bourse où tout le monde

---

brisée par le schisme et par le tzarisme; et c'est l'unité européenne qu'il s'agit de rétablir. L'Europe finit aujourd'hui à l'Allemagne: au-delà, c'est l'Asie qui commence ».

Emmanuel de Noailles était très lié avec l'émigration polonaise. Il savait le polonais et ses arguments sur le péril russe indiquaient l'influence de la presse polonaise, qui ne cessait jamais, depuis 1831, de parler du péril russe pour l'équilibre européen et de la nécessité, pour le contenir, de rétablir la Pologne.

271) Schnerb, p. 131, 180.

Sa fille, Louise, épouse Baulny, sachant le polonais, publiera des traductions de cette langue dans le « Correspondant », 1892-1899.

272) « La Bourse, voilà notre ennemi principal » — constata en octobre Kozmian. — Kozmian, Listy IV, p. 615.

273) Conti: La Maison Rothschild, vol. II, p. 384.

274) Le marché français cotait, en 1863, cinq emprunts russes au capital total de 46.900.000 livres sterling. Becker: Les emprunts étrangers en France, p. 50-51. Monnin: Guide pratique du Capitaliste, p. 204. Lévy: La Fortune mobilière de la France à l'étranger, Revue des Deux Mondes, mars 1897.

Le commerce de la France avec la Russie était, pour la période 1857-1866, 78 millions de francs à l'importation et 27 millions à l'exportation. Avec l'Angleterre 459 et 694, avec les Pays-Bas 33 et 23, avec la Belgique 231 et 199, avec l'Algérie 52 et 126. Levasseur: Histoire du commerce, p. 800.

275) Goltz à Bismarck, 23-II-1863, APP. III, N. 233.

276) PRO. 105, 25-II-1863, Russell à Cowley, Paris.

277) Rapport de Berlin, 24-IV, FO. 64/541 Prussia.

278) Czartoryski, op. cit., p. 375, 21-IV.

279) Goltz à Bismarck, le 28-IV-1863, APP. III, N. 463.

Rothschild écrivit à ses agents que l'insurrection de Pologne était « un feu de paille » qui s'éteindrait de lui-même. Général Du Barail: Souvenirs II, p. 472.

l'interrogeait sur le cours probable des événements [280]. « La maison de Rothschild est naturellement fortement troublée » — nota Disraeli [281]. A la fin de juin, Lionnel de Rothschild, chef de la maison de Londres, utilisa son influence sur le « Times » et le mit en contact avec l'ambassade russe à Londres. L'organe de la City commença tout de suite une série d'articles antipolonais [282]. En même temps, Lionnel demanda à Apponyi si l'Autriche n'avait pas l'intention de sortir de sa neutralité et de s'allier à la France [283], question très significative de la part du banquier au moment où le cabinet de Vienne essayait d'introduire ses papiers sur le marché financier de Londres [284]. Fould, de son côté, s'efforçait de convaincre Napoléon de la nécessité d'une politique pacifique [285]. « De tous les ministres de l'empereur — nota en juillet le prince Ernst II — le plus pacifique est Fould » [286]. Fould parlait « avec véhémence » de la politique polonaise de l'Autriche. Il l'accusait de faiblesse, de connivence avec l'insurrection polonaise. Il disait qu'on ne lui ferait jamais croire que si le cabinet de Vienne était de bonne foi, des renforts en armes et en argent parviendraient aussi facilement à passer la frontière russo-autrichienne [287]. Quelques semaines plus tard Fould montrait « une entière sécurité » [288]. Il était très satisfait de la situation et voyait « tout couleur de rose ». Pereire ne se lassait de répéter aux spéculateurs du Crédit Mobilier qu'il n'avait jamais trouvé l'empereur plus pacifique. Frémy, directeur du crédit foncier, devait partir pour Vienne pour y organiser, avec l'approbation de Napoléon III, un établissement calqué sur le même modèle. Avant son départ il aurait demandé à Napoléon s'il prévoyait dans un prochain avenir quelques graves complications, qui rendraient l'initiative d'un tel établissement inutile et même dangereuse pour les capitaux français qui allaient s'engager en Autriche. L'empereur s'était s'empressé de calmer les inquiétudes de Frémy; il l'aurait

---

280) Drouyn de Lhuys lui répondit que l'inquiétude de la Bourse était sans fondement; même le refus russe d'accepter les six points n'entraînerait pas le conflit. Fould répéta cette conversation à l'empereur le sollicitant de confirmer l'opinion de son ministre des affaires étrangères. Napoléon fut moins net et il ne voulut exprimer aucun avis sur l'attitude que prendrait la France après l'éventuel refus du tzar. FO. 27/1492, France, 9-VI.

281) Buckle, IV, 21-VII-1863, p. 339.

282) Brunnow à Gortchakow, le 31 décembre 1872: « Durant les discussions dans lesquelles nous avons été engagés avec le cabinet anglais en 1863 au sujet des affaires de Pologne, j'ai su apprécier la valeur des services que le chef de la maison Rothschild, le Baron Lionnel, membre du Parlement, a rendu aux intérêts de la cause que j'étais appelé à soutenir.

L'influence qu'il exerce sur l'organe le plus puissant de l'opinion commerciale dans la cité de Londres est devenue pour nous une force auxiliaire, dont je ne saurais méconnaitre le mérite, ni oublier l'importance ». Grace: Russia and the Times in 1863 and 1873, The Cambridge Historical Journal, vol. I, 1923, p. 95.

283) Apponyi à Rechberg, 29-VII, HHS England 62.

284) Wereszycki: Austria, p. 113.

285) Fould à Baroche, 27-VII, Bibl. Thiers.

286) Ernst II, vol. III, p. 345.

287) Rapport de Paris, 6-IX, HHS Frankreich 77.

288) Rapport de Paris, 20-IX, AE B, France 21.

engagé à ne point remettre son départ [289]. En même temps la maison Rothschild commença à spéculer sur un rapprochement franco-prussien [290].

Pendant toute l'année 1863, la Russie avait poussé vigoureusement ses armements; et, paradoxalement, c'était les Anglais qui l'aidaient à se préparer à un conflit éventuel. Cronstadt, qui, au cas d'une guerre, pouvait s'attendre à l'attaque d'une flotte britannique, était équipé avec les canons et le blindage anglais achetés en 1863 [291].

* * *

L'attitude des ministres, comme Baroche ou Rouher [292], était dictée par le souci de l'intérêt national, par la crainte de voir la France assumer le fardeau principal de la lutte contre la Russie. Mais, il se trouva un personnage de l'entourage de Napoléon qui n'hésita pas à conspirer contre son pays et son empereur et à informer la Russie de ce qui se passait dans le palais des Tuileries. L'était le duc de Morny. Il était lié par de nombreux intérêts financiers à la prospérité de l'Autriche et de la Russie. Étant membre du conseil d'administration du Crédit Mobilier, il devint un des principaux actionnaires de la Société Autrichienne des Chemins de Fer, créée par le Crédit Mobilier pour le rachat des lignes autrichiennes [293]. D'autre part il s'efforçait de réaliser son idée que « La Russie était une mine à exploiter » [294], et il engagea des sommes considérables dans les actions des chemins de fer russes [295]. Il avait donc de sérieux motifs, sans parler de l'expédition du Mexique, qui s'opposaient à l'idée d'un conflit qui pouvait entraîner l'Autriche et la Russie. Il n'avait aucun scrupule à utiliser sa position pour contrecarrer la politique officielle de son pays. Un voyage éclair à St. Pétersbourg à la fin de février était à la base de l'action de Morny [296]. Son comportement ultérieur indiqua

---

289) Mülinen, Paris, à Rechberg, 12-X, HHS Frankreich 76.

290) Lewak: Polska Działalność, rapport de Czartoryski du 13 septembre, p. 330.

291) Napier à Russell, 5-X, FO. 65/638 Russia. Rapport de St.-Pétersbourg, Br. M., vol. CLXXVI, 23-VII.
« Ce n'est pas sans une certaine importance politique que l'Empereur / le tzar /, exactement à l'époque où le revirement en Angleterre a eu lieu su sujet des affaires de Pologne, ait sanctionné la concession de la ligne du chemin de fer de Moscou à Sebastopol à une société de quatre maisons anglaises, qui s'est engagée à construire cette grande et importante ligne en six années, en fixant son capital nominal préalablement à 22.500.000 livres sterling ». Rapport de St.-Pétersbourg, 1-IX, Geheimes Staatsarchiv, Russland 1863.

292) Rouher était personnellement polonophile. « Les Polonais venaient en grand nombre aux réceptions du premier ministre » — nota Marie Walewska. — Walewska: Quelques récits, Messager Polonais, N. 161, 1925.

293) Kupka: Die Eisenbahnen Oesterreich-Ungarns 1822-67, p. 192-201.
Aycard: Histoire du Crédit Mobilier, p. 84, 164-5.

294) Charles-Roux, p. 138, opinion prononcée en 1856.

295) Dupont-Ferrier: Le Marché financier de Paris sous le Second Empire, p. 189, 235. Boutenko: Un projet d'alliance franco-russe en 1856, Revue historique, juillet 1927. Wallon: Les Saint-Simoniens et les chemins de fer, Annales des sciences politiques, mars 1909.

296) Interrogé par Napier sur la nature de la mission de Morny dans la capitale russe, Montebello répondit qu'il n'avait reçu aucune communication de son gouvernement sur ce voyage. Napier à Russell, 4-III, FO. 65/628, Russia.

qu'il s'y entendit avec Gortchakow sur la ligne à suivre et sur le mode de correspondance réciproque. Revenu en France, Morny s'opposa à l'acceptation de la proposition anglaise d'envoyer une note commune à la Russie [297], et surtout au projet d'une alliance avec l'Autriche [298]. En avril, Morny craignait sincèrement l'intervention de l'armée française [299]; cette crainte avait-elle une influence quelconque sur la note conciliante russe d'avril ? En août, il assura le cabinet de St.-Pétersbourg qu'il parviendrait à empêcher Napoléon de prendre une décision pour la guerre [300], et il était toujours l'un de ceux qui conseillaient à l'empereur l'abandon de la cause polonaise [301]. « Je ne me suis pas fait faute d'exprimer mes sympathies très haut » — constata Morny [302].

Il est difficile de saisir toute l'activité de Morny pendant la crise polonaise de 1863. Néanmoins, en analysant la politique russe de cette année il faut toujours se rappeler que St.-Pétersbourg était en contact permanent avec le duc de Morny.

La pression du monde financier sur les dirigeants de la politique internationale s'exerça dans les coulisses, et de pareilles actions laissèrent peu de traces. « La paix du monde — écrivit en octobre Disraeli à une dame de sa connaissance — a été sauvée cette fois, non par des hommes d'Etat, mais par les capitalistes. Une lutte acharnée dura pendant les derniers trois mois entre les sociétés secrètes et les millionnaires européens. Rothschild a gagné » [303].

Or, ni l'influence du parti de la guerre ni celle des financiers ne furent décisives. Ce fut le refus de l'Autriche de s'unir à la France par une alliance offensive qui évita à l'Europe un conflit en 1863, et permit à la Russie d'écraser la Pologne. Pendant toute cette année la diplomatie française chercha la solution du problème polonais par deux actions différentes. A Vienne, le Second Empire sollicita un accord général qui devait assurer non seulement l'indépendance aux Polonais, mais permettre aux deux parties contractantes de résoudre la question allemande et de préparer la solution de celle d'Orient. L'équilibre européen devait être modifié au profit des trois puissances catholiques: l'Autriche, la

---

297) Ollivier, op. cit., VI, p. 167.

298) Rapport de Metternich, Paris, 5-III, Oncken, I, N. 4.

299) Cowley, Paris, à Russell, 19-IV, PRO 59.

300) « Le parti Morny encourage ce cabinet / de St.-Pétersbourg /, sous-main, à tenir ferme et à écraser l'insurrection sans pitié et sans scrupule. Il ne cesse de faire entendre en secret, à St. Pétersbourg, qu'il répond de tenir Louis-Napoléon en échec et qu'il se charge de l'empêcher d'avoir recours aux armes ». - Rapport de Klindworth, 22-VIII, HHS. Belgien 27.

301) Ollivier, op. cit., VI, p. 330.

302) Lettre de Morny à Gortchakow, 8-XI. - Morny: Une ambassade en Russie, p. 235.

303) Buckle IV, p. 339.
Il faut rapprocher cette remarque de Disraeli d'une autre de Napoléon III, prononcée après la guerre de Crimée: « Il ne faut pas se faire illusion, le monde est gouverné par les sociétés secrètes ». - Napoléon à Kisselew, ambassadeur russe à Paris, Revue historique, vol. XXXII, 1886, p. 134.

France et la Pologne. Napoléon III se flattait, dès la formation de l'unité italienne d'inciter François-Joseph à une telle alliance. Les deux missions de Metternich, les constantes allusions des diplomates français restèrent sans résultat. Le lien qui unissait dès 1772 la monarchie des Habsbourg aux deux autres capitales copartageantes se montra plus fort que toutes les propositions de Paris. L'Autriche continuait en 1863 sa politique des temps de la guerre de Crimée; elle ne voulait ni l'affaiblissement de la Russie au prix de l'indépendance de la Pologne, ni la perte de la Galicie.

A St.-Pétersbourg, la diplomatie française s'efforça de renouer le rapprochement franco-russe rompu si brutalement par la convention d'Alvensleben du 8 février. Ce rapprochement devait être suivi de nouvelles concessions aux Polonais. La France était prête à réclamer seulement des concessions pour le Royaume du Congrès et à abandonner les provinces orientales polonaises à leur sort. Elle poussa sa sollicitude à l'égard de cette entente si loin, qu'elle fit entendre qu'elle serait satisfaite de n'importe quelle solution, pourvu que le gouvernement russe montrât le désir de renouveler le dialogue avec la France. Toutes ces offres furent repoussées par le cabinet de St.-Pétersbourg. Celui-ci avait déjà atteint la limite des concessions qu'il pouvait accorder aux Polonais sans courir le risque de mettre en danger les intérêts nationaux russes. Sa grande faute avait été de ne pas accorder ces concessions au lendemain du congrès de Paris. Mais après les premières démonstrations polonaises, démonstrations qui témoignèrent du réveil des espérances nationales attisées par l'unité italienne et l'appui de la France napoléonienne donné au Piémont, par l'expédition française en Syrie et en Indochine, le pays, où le culte de Napoléon 1er était toujours vivant, ne doutait pas qu'il pouvait aussi attendre le secours de Napoléon III. Le régime inauguré par Wielopolski aurait satisfait les Polonais avant 1859; après Magenta et Solférino ils demandèrent l'indépendance. Or, l'indépendance polonaise était incompatible avec les ambitions russes en Europe; la possession de la Pologne donnait au tzar la possibilité d'une politique active envers les puissances européennes. La reconstitution de la Pologne, même dans des limites de 1791, c'est-à-dire sans l'embouchure de la Vistule et sans les provinces prises par l'Autriche, signifierait le refoulement de la puissance russe de l'Europe centrale; c'était aussi l'établissement d'un État dont les intérêts économiques s'orienteraient vers la Mer Noire. Au moment où les Polonais avaient rejeté les concessions obtenues par Wielopolski, il ne restait plus au gouvernement russe que de briser les forces vives de la Pologne par une répression brutale en tâchant ainsi de résoudre à jamais le problème polonais. La « mission pacificatrice » fut confiée par Alexandre II à des généraux parmi lesquels Mourawiew avait acquis l'admiration de ses compatriotes et le plus grands des ordres de la Russie; cette mission était une conséquence de l'impossibilité de composer les intérêts contrastants des Polonais et des Russes. L'entente avec la France était nécessaire à la Russie pour des nouvelles acquisitions de territoires, surtout au sud du Danube. En rendant la Pologne à elle-même, la Russie se priverait de sa base pour une nouvelle poussée vers l'Europe centrale et méridionale. L'indépendance limitée au seul « Royaume du Congrés » éloignerait la question sans la résoudre; les Polonais ne consentiraient jamais à oublier cinq cents ans de leur histoire; ils ne cesseraient de réclamer les provinces qui, grâce

à leurs efforts, étaient devenues des terres de civilisation latine et de religion catholique [304].

Les pressions de la France n'avaient donc aucun succès à St. Pétersbourg. Napoléon demandait de nouvelles concessions en faveur des Polonais, incompatibles avec l'intérêt russe. Alexandre II se préparait à la guerre, mais il ne voulait même pas discuter des conditions qui devaient être trouvées pour faire disparaître le problème polonais, dernier obstacle à une entente russo-française.

Il ne restait donc plus à la France que de chercher une nouvelle combinaison d'alliance et rompre ainsi son isolement diplomatique. Une seule puissance européenne pouvait être prise en considération pour cette nouvelle étape des relations internationales, c'était la Prusse.

---

304) La Pologne d'avant 1772 était un pays presque entièrement catholique; Catherine II imposa, par la force, l'orthodoxie aux masses de rite orientale dans les provinces soumises à sa domination.

Chapitre VI.

« *La Pologne errante s'est assise à notre foyer* ».

LA CRAINTE D'UNE GUERRE AU PRINTEMPS. - LES PRÉPARATIFS RUSSES. - LA FRANCE REPOUSSE LES CONGRÈS À PARIS. - LA DISCUSSION AU SÉNAT ET AU CORPS LÉGISLATIF. - LES RAPPORTS DES PROCUREURS GÉNÉRAUX. - LA POLITIQUE POLONAISE DE L'AUTRICHE, DE LA PRUSSE ET DE LA RUSSIE. - L'EFFONDREMENT DE L'INSURRECTION. - LE RESSENTIMENT FRANÇAIS CONTRE L'AUTRICHE. - NAPOLÉON III CONTINUE À S'INTÉRESSER A LA POLOGNE. - « NON, LA POLOGNE N'EST PAS MORTE ».

L'échec du congrès ne termina pas l'aspect diplomatique de la question polonaise. L'insurrection durait, le gouvernement qui la dirigeait était toujours insaissable; le printemps s'annonçait plein de menaces pour l'Europe; le problème danois compliquait la situation internationale, déjà tendue par les événements de Pologne.

La menace d'une guerre qui pouvait éclater entre la France et la Russie en 1864 préoccupait les chancelleries européennes déjà en octobre 1863 [1]. Les unes avaient envisagé cette éventualité avec espoir, les autres avec une crainte à peine cachée. « Je compte bien — avait déclaré le roi d'Italie — que d'ici au printemps j'aurai l'occasion de me servir de mon armée. Les choses, partout en Europe, tournent à la guerre et je dirai franchement que j'en suis fort aise. Ne vous ai-je pas toujours dit que j'aspirais à voir éclater la guerre » [2]. En janvier, Victor-Emmanuel répéta ses offres d'un appui militaire; il n'attendait que le premier signal de Napoléon. Les forces de la France et de l'Italie seraient, à ses yeux, plus que suffisantes pour triompher de l'Europe tout entière [3].

A Stockholm, le roi et son ministre des affaires étrangères n'avaient pas dissimulé au ministre anglais qu'ils regardaient une guerre au printemps comme très probable; la Russie ne réussirait pas à en finir avec la résistance des Polonais et la France serait alors forcée d'intervenir [4]. En février, le roi de Suéde communiqua confidentiellement au ministre français les rapports de son représentant à St.-Pétersbourg qui s'étendaient sur les préparatifs militaires de la Russie et sur sa crainte de

---

1) Le ministre français à Bade rapportait: « Votre Excellence sait combien les bruits de guerre ont toujours de crédit de ce côté du Rhin. En faisant ses adieux, à la promenade, à une Française qui avait eu l'honneur de le recevoir, le roi de Prusse lui-même y faisait allusion, la veille de son départ », « Au revoir, à l'année prochaine, lui disait-il, si nous conservons la paix ». - AE. Bade, 15-X-1863.

2) AE. Italie, 26-IX-1863.

3) AE. Italie, 2-I-1864. Les rapports du ministre anglais confirmaient ce désir de guerre. FO. 45/56, Italy, 1-I, 7-I-1864. PRO. 70, 2-I-1864.

4) FO. 73/333 Sweden, 23-X-1863.

voir ressusciter la question polonaise. « La conservation de la Pologne — disait un des rapports — lui tient essentiellement à coeur et pour atteindre ce but et ne pas avoir à compter sur les débordements démocratiques de l'Allemagne, elle (la Russie) laissera faire l'Autriche et la Prusse et sacrifiera maintes fois le Danemark, même avec la perspective d'une Scandinavie forte » [5].

D'autre part, le gouvernement russe avait essayé de pousser le prince Couza et le prince Michel de Serbie à une révolte ouverte contre la Turquie. Le signal devait partir de Belgrade et entraîner tous les Slaves de l'empire ottoman. En outre, les Russes se préparaient à utiliser contre l'Autriche l'émigration hongroise et Garibaldi. Si le gouvernement de St.-Pétersbourg — constata le consul français à Bucarest — ne pouvait parvenir à s'allier avec la monarchie des Habsbourg, la Russie se déciderait à provoquer une insurrection générale sur le Danube et d'ouvrir ainsi la question d'Orient qui, dans son opinion, préoccupait les puissances européennes plus que le soulèvement polonais [6].

Lord Russell avait reconnu lui-même que « pour l'Angleterre comme pour la France, la position deviendrait en effet très difficile si la lutte se prolongeait en Pologne, comme il y avait malheureusement lieu de le craindre » [7].

Or, pour Napoléon III le problème polonais restait en suspense; l'empereur des Français ne cachait pas, au cours de ses conversation, que cette question n'était point renvoyée « ad acta » [8]. Drouyn de Lhuys demandait au prince Czartoryski de continuer la lutte; il répétait: « votre espoir est dans l'avenir, dans l'inconnu qui se prépare et qui va surgir d'un jour à l'autre » [9]. Des personnes de l'entourage de Napoléon III insistaient auprès des Polonais, encore au milieu de février, pour que le combat ne cessât pas [10].

---

5) Le baron Budberg, ambassadeur de Russie à Paris, écrivait dès la fin du mois de novembre qu'il n'avait encore jamais trouvé Napoléon III si belliqueux; Budberg croyait que la France commencerait au printemps une guerre pour délivrer la Pologne. - Goltz à Bismarck, 1-XII-1863. APP. IV, No. 153.

6) AE. Turquie, Bucarest, 22-X, 26-X, 3-XI-1863.

7) AE. Angleterre, 2-XII-1863.
Russell tenait le même langage à Apponyi, ambassadeur d'Autriche. - Apponyi à Rechberg, 28-X, 14-XII. - Cowley affirma: « Napoléon expressed his fears that the Polish insurrection would gain fresh force in the spring and be followed by fresh atrocities on the part of the Russians. It would be impossible for France to continue (as) a passive spectator of such a state of things ». - Cowley à Russell, 11-XII, AR, J 80/94.

8) Goltz de Paris, à Bismarck, 1-XII, APP. IV, No. 24.
Slidell de Paris, manda a Benjamin: « The general feeling here in the best informed quarters is that of extreme uneasiness, a sort of presentiment that the peace of Europe will not long be preserved, without any definite opinion as to the quarter from which disturbance may be expected or the circumstances that will bring it about ». - ORN, 15-XII.

9) Rapport de Czartoryski, 30-XII, Lewak, op. cit., p. 415.
Alecsandri manda de Paris: « Pour me résumer, je crois pouvoir définir ainsi le langage de M. Drouyn de Lhuys: probabilités de guerre, communauté d'intérêts entre la France et les Principautés, ouvertures d'alliance ». - Bossy: Agentia, op. cit., p. 298, rapport du 29 novembre.

10) Rapport de Czartoryski, 17-II-1864, Lewak, op. cit., p. 441.
Le consul de France à Trébizonde remarqua: « Les dispositions des populations chrétiennes de la Géorgie sont toujours hostiles au gouvernement russe et les informations qui me sont fournies font toujours mention de leur désir de voir la guerre éclater et une expédition française venir leur prêter son appui ». - AE. Turquie, Trébizonde, 12-I-1864.
Cowley déclara au prince Czartoryski que ce qui se passait en Pologne était horrible et

* * *

Après l'échec de la première proposition française de convoquer un congrès général, le cabinet de Vienne avait demandé à la cour des Tuileries que celle-ci prît l'initiative de rassembler à Paris un congrès restreint à l'affaire danoise; Drouyn de Lhuys refusa [11]. Au milieu du moins de décembre, la diplomatie anglaise cherchait à faire sortir la France de son isolement. Dans une conversation avec l'ambassadeur de France, de la Tour d'Auvergne, Palmerston exprimait le regret que son cabinet eût repoussé d'une manière absolue l'idée d'une conférence internationale. « Mais » ajouta-t-il « laissons le passé pour nous occuper du présent. Cherchons à nous mettre d'accord sur les question qui appellent spécialement, en ce moment, notre sollicitude et commençons par la question danoise, puisqu'elle est celle qui menace le plus de troubler la paix d'Europe... L'Empereur Napoléon sait bien que la base de tout mon système politique, c'est l'alliance avec la France [12]. Au début de janvier, Russell suggéra une réunion à Paris pour régler l'affaire des Duchés danois; ce serait une conférence des puissances qui avaient adhéré au congrès ou, du moins, de quelques-unes d'entre elles, par exemple de l'Espagne, de l'Italie et du Portual; le congrès prendrait de la sorte un caractère européen. Drouyn de Lhuys répondit que la France ne voulait aucune conférence à Paris limitée à la seule question danoise [13].

* * *

Entre temps, la politique française à l'égard du problème polonais fut discutée au Sénat et au Corps Législatif. La discussion commença le 14 décembre au Sénat. Le marquis de Boissy fut le premier orateur. Il insista sur le désir de la paix de la population. Ni l'honneur ni l'intérêt de la France n'exigeaient une intervention armée. Il répétait les mots de Casimir Périer: « Le sang de la France n'appartient qu'à la France ». Il y avait des gens qui demandaient que l'on fît la guerre au nom de

---

qu'au printemps la question polonaise reviendrait « sur le tapis ». - Czartoryski, op. cit., 13-II-1864, p. 386.

Walewski demanda au prince Czartoryski « avec beaucoup d'insistance » des nouvelles sur l'insurrection, il semblait vouloir être assuré que le soulèvement pourrait tenir jusqu'au printemps. - Ibid., p. 387.

11) AE. Autriche, 25-XI, 26-XI.

12) AE. Angleterre, 13-XII.

Cowley remarqua à Russell: « The 'mot d'ordre' is: Let England take the consequence of her refusal. Let her take her own line in the Holstein question. She will soon want us to help her out of her scrape, and "alors nous verrons"». - Cowley, Paris, à Russell, 1-XII, PRO. 59.

13) AE. Angleterre, 1-I, 2-I-1864.

Metternich manda à Rechberg: « Le Gouvernement français ne se sent pas de joie à la pensée des refus qui s'opposent de toutes parts aux insinuations anglaises et si on pouvait on récompenserait Mr. de Beust de sa note assez impertinente adressée à l'Envoyé d'Angleterre ». - HHS. Frankreich 78, 11-I-1864.

Quelques jours plus tard, Metternich affirma: « Deux idées dominent la politique française dans ce moment-ci. On désirerait voir se précipiter les complications, la guerre s'allumer et on voudrait assister à une guerre intérieure en Allemagne. On est résolu à éviter tout ce qui pourrait faire sortir l'Angleterre des embarras de sa situation ». - Metternich à Rechberg, 19-I-1864, ibid.

« Cette guerre du Danemark est odieuse — constata Drouyn de Lhuys au prince Czartoryski —, mais toujours est-il que c'est le principe des nationalités qui domine; ce sont des Allemands qui vont au secours des Allemands ». - Czartoryski, op. cit., p. 389, 15-II-1864.

l'humanité. Au nom de l'humanité. le marquis demanda l'inaction française. La France n'avait rien à se reprocher parce que les Polonais n'avaient jamais rien fait pour elle.

Le baron Vincent: « La Pologne a eu 240.000 hommes tués au service de la France ».

Le marquis de Boissy: « Ça m'est complètement égal... Nous avons fait la grâce, nous avons accordé l'honneur à ces 240.000 hommes d'être admis dans nos rangs... Ils étaient sans patrie, sans feu ni lieu. Que voulaient-ils dans nos rangs ? Nous servir ? Pas du tout. Ils voulaient tâcher de combattre et de vaincre celui qui les possédait... Ils n'avaient rien, ils étaient fugitifs ».

Bonjean: « C'est honteux d'insulter une nation malheureuse ».

Le général comte de Flahaut: « Il est extrêmement pénible d'entendre un tel langage au Sénat ».

Le vicomte de Barral: « Les Polonais sont les derniers alliés qui sont restés fidèles à la France ».

Le marquis de Boissy: « Pour moi l'humanité consiste à épargner le sang de nos soldats ». Et il répéta qu'il ne voulait pas sacrifier un seul soldat français pour sauver tous les Polonais, présents, passés et à venir.

Après lui, la parole fut au général Gemeau qui se prononça pour la paix, l'intérêt français n'étant pas en jeu.

Le discours du marquis de Boissy fut vivement attaqué par la presse. « M. de Boissy lui-même — écrivait le « Journal des Débats » — n'avait pas la prétention d'exprimer le sentiment de la France ni le sentiment de la grave Assemblée à laquelle il appartient, en faisant avec tant de violence, d'injustice et de légèreté le procès de la malheureuse Pologne » [14]. « Les amis de la Pologne doivent des remerciements à M. le marquis de Boissy » — constata l'Opinion Nationale [15]. « On ne peut pas mieux, il est vrai, servir une cause que ne l'a fait M. de Boissy, pour la cause polonaise en croyant l'attaquer. Quand un orateur, à qui on rappelle les cruautés moscovites, répond simplement qu'il ne lui plaît pas de les citer, parce qu'elles gêneraient son raisonnement, le discours de cet orateur cesse d'être sérieux » [16]. « Que les gens au nom desquels a parlé M. de Boissy ouvrent l'histoire depuis la République jusqu'à la chute de l'Empire, ils verront la Pologne d'un pas infatigable suivre notre drapeau » [17]. « Mais comment « discuter » avec le marquis de Boissy » [18]? Boissy « a attaqué la presse à laquelle nous appartenons, il a injurié les Polonais que nous défendons, et préconisé l'alliance russe, que nous détestons » [19]. « Cette pauvre Pologne a été bien maltraitée par l'orateur... On peut être pour ou contre l'intervention de la France en Pologne; mais un point sur lequel tout le monde devrait être d'accord, c'est celui de la légitimité d'un mouvement qui porte tout un peuple à revendiquer, au prix de son sang, son indépendance et ses droits imprescriptibles » [20].

---

14) Journal des Débats, 16-XII-1863.

15) Opinion Nationale, 16-XII.

16) Patrie, 16-XII.

17) Siècle, 16-XII.

18) Union, 16-XII.

19) Monde, 16-XII.

20) Gazette de France, 16-XII.

La discussion reprit le 17 décembre à l'occasion du paragraphe de l'adresse qui exprimait la confiance dans la sagesse de la conduite de l'empereur à l'égard de la question polonaise. Ce fut le comte de Ségur d'Aguesseau qui la commença. Il blâma d'abord les injures qui avaient été dirigées au début de cette discussion contre les Polonais. Il assura que toute l'armée, depuis le maréchal jusq'aux soldats, étant sympathique à la cause du soulèvement, attendait impatiemment le signal qui lui permettrait de voler au secours des insurgés. Il souligna l'intérêt européen qui exigeait le rétablissement de la Pologne. L'État polonais avait toujours été un rempart pour la civilisation. « Au XVII[e] siècle, supprimez la Pologne et son immortel Sobieski, et l'Europe est inondée par les Turcs. Au XIX[e] siècle, supprimez la Pologne et l'Europe est bientôt cosaque ». Il flétrit ensuite les procédés de Mourawiew.

Le général Husson: « Mourawiew est un tigre altéré de sang humain ».

Le comte de Ségur d'Aguesseau: « Ces actes abominables aux yeux de tous, excepté aux yeux du vieux parti russe, ces actes ont-ils été désavoués? Non, ils ont été récompensés par l'empereur de Russie qui a adressé à l'auteur, à l'inventeur de ces abominables cruautés, un rescrit de gratitude et l'une des premières décorations de l'Empire » [21]. La dernière réponse russe avait été une « véritable insolence ». Il n'y avait qu'une seule réplique à la déclaration du tzar qu'il ne relevait que de Dieu et de sa conscience, et qu'il n'avait aucun compte à rendre à l'Europe de la manière dont il gouvernait la Pologne; cette réplique c'était l'action. « Le devoir de l'Europe, de la France, c'est de ne pas laisser exterminer un peuple placé sous sa protection, sous sa garantie; parce que deux puissances reculent devant leur devoir, ce n'est pas un motif pour que la France n'accomplisse pas le sien; la Providence fera le reste ».

Le deuxième orateur fut le marquis de La Rochejaquelein. Il commença par affirmer que le discours de Ségur-d'Aguesseau ferait du mal à la Pologne: « les paroles que vous avez entendues seront vengées ». Le soulèvement polonais n'était pas national, mais révolutionnaire; les chefs des troupes polonaises cachaient leurs noms. « Est-ce que dans une guerre vraiment nationale les choses se passent ainsi ? ».

Le cardinal Donnet, archevêque de Bordeaux: « Si les chefs de l'insurrection polonaise changent de nom, c'est pour ne pas compromettre leur familles ».

Le marquis de la Rochejaquelein: « Quand on porte le drapeau d'une insurrection nationale, est-ce que l'on compte pour quelque chose sa famille, ses enfants, ses biens ? ». Il se prononça non seulement contre une intervention armée, mais il attaqua vivement la diplomatie française à cause de ses rapports avec le gouvernement polonais. « Il n'y a pas à traiter avec un gouvernement occulte, il faut le combattre » [22].

---

21) L'Hôtel Lambert avait publié, à la fin de novembre, le recueil des ordonnances russes relatives à la répression du soulèvement, « Le Code Rouge ». Cette publication, comme les brochures de Montalembert, était très lue et très commentée par l'opinion publique.

22) « M. Le comte de Ségur-d'Aguesseau s'est rendu l'interprète énergique, éloquent de l'opinion qui, dans l'ardeur et la vivacité de son dévouement à la Pologne, ne reculerait devant aucun moyen pour assurer le triomphe de cette noble cause, pas même devant la guerre, la guerre immédiate » ... « M. le marquis de La Rochejaquelein se plaint d'être calomnié par la presse, mais au risque de nous attirer ce reproche, nous sommes forcés de dire qu'en lisant son discours nous avons cru souvent lire celui de M. de Boissy» - Journal des Débats, 19-XII-1863.

« Il n'est pas une parole, il n'est pas un mot de M. de Ségur-d'Aguesseau qui puissent être réfutés... Jusqu'au courage, jusqu'à l'h'héroïsme, M. de La Rochejaquelein nie tout à la

La discussion continua le lendemain, 18 décembre. Le premier orateur fut Bonjean. Il constata d'abord l'isolement de la France. « Je ne vois ni alliance, ni ressources, ni possibilité d'agir ». Il se laissa vite emporter par le sujet, et, ne pouvant plus se contenir, s'écria: « le Christ est mort pour l'âme humaine, la Pologne meurt pour la civilisation d'Occident... Entre la victime de Pilate et celles de Mourawiew, ces insultes [celles de Boissy et de Rochejaquelein] sont un point de ressemblence de plus ». Un peu calmé, Bonjean poursuivit son exposé. In répondit aux reproches de l'anarchie qui avait entraîné la chute de la Pologne. Cette anarchie remontait au temps du liberum veto, « déjà loin de nous ». Un siècle est déjà passé, et, en un siècle, le caractère d'un peuple et la marche des choses éprouvent de bien profondes modifications. « Les Polonais, je le répète, sont aujourd'hui un des peuples les plus faciles à gouverner de l'Europe ». Etait-il-juste, pour juger une nation, de fouiller dans tout son passé et d'invoquer contre elle des souvenirs éteints? Pouvait-on reprocher à la France du Second Empire les guerres de religion ? « Les Polonais sont des rebelles, dit-on, mais pour s'exprimer ainsi il faut supposer que la domination de la Russie est légitime. Or, elle est le résultat du partage de 1772, qui a été un crime: elle est donc le résultat d'un crime ». La lutte faisant rage en Pologne était une lutte des civilisations. En Russie, le tzar « est chef de la religion, il est maître des corps et des âmes. Naturellement l'empereur-pontife ne doit supporter dans ses États aucun autre culte rival du sien. De là des persecutions... C'est une nécessité de position. Au temporel il y a des nécessités également fatales. En Russie, l'État est tout, l'individu n'est rien ». En terminant, il exprima la crainte que la Russie, par les moyens dont elle se servait pour détruire la Pologne, n'amenât le communisme.

Le dernier des orateurs fut Dupin. Après avoir évoqué la sympathie de la France pour la cause polonaise, la fraternité des armes du temps du Premier Empire, le lien du catholicisme, il se prononça contre une intervention armée. La guerre provoquerait une coalition antifrançaise, avec une participation active de l'Angleterre. L'adresse, exprimant la confiance dans la sagesse de l'empereur, fut votée à l'unanimité des 125 voix; le gouvernement ne prit pas la parole, se réservant de le faire dans la discussion au Corps Législatif. Cette discussion ne devait commencer qu'à la fin de janvier 1864.

Néanmoins, la question polonaise fut évoqué deux fois avant cette date. Le 24 décembre, Thiers, prenant la parole au sujet du projet d'emprunt de 300 millions de francs, fit allusion à la politique extérieure. « Quant à la paix, je déclare que j'en suis le partisan décidé... Je regarde l'Europe, je vois des fautes à commettre, des fautes mortelles peut-être, je ne vois pas un grand intérêt français à servir ». Cette intervention de Thiers provoqua une discussion; Guéroult et Havin se prononcèrent pour la guerre, Ollivier pour la paix [23]. Le 12 janvier 1864, Latour du Moulin

---

Pologne. Il accuse de lâcheté les chefs que les généraux de Berg et de Mourawiew suspendent aux gibets de Varsovie et de Wilno, il demande, pour écrire l'histoire, la vérité au « Moniteur russe ». - Patrie, 19-XII.

« Le discours que M. Ségur-d'Aguesseau a prononcé... était un discours vraiment français... Celui de M. de La Rochejaquelein ne sous semble d'aucune nation; il n'a même pas le mérite d'être franchement russe ». - Siècle, 19-XII.

23) Le lendemain, Ollivier reçut une députation de ses électeurs, « conduite par un certain Tirard », qui exprima leur blâme de l'attitude prise par lui. - Ollivier, op. cit., VI, p. 468.

toucha au problème polonais, repoussant l'idée d'une intervention armée. « Je ne voudrais compromettre le sang et les trésors de la France pour une cause dans laquelle ne sont engagés ni son honneur, ni ses intérêts ».

Le 23 janvier 1864 était le premier anniversaire du début de l'insurrection; la presse lui consacra de longs articles. « Nous ne pouvons laisser passer cette date glorieuse et funèbre sans payer un sincère et douloureux tribut de notre sympathie à la malheureuse Pologne, à cette nation, rebelle aux yeux de la Russie, mais, aux nôtres, héritière d'un droit inscrit dans l'histoire et dans les traités » [24]. « Voilà une année tout entière que ce régime de l'assassinat fleurit à la face de l'Europe. Et l'Europe assiste, l'arme au bras, à ce martyre » [25]. « Après un an de lutte inégale, après s'être imposé les plus douloureux sacrifices, après avoir souffert les plus odieuses persécutions, les Polonais poursuivent l'affranchissement de leur pays » [26]. « La Pologne est debout... Quel droit avons-nous de considérer la partie comme perdue tant qu'elle-même conserve l'espoir de la gagner » [27].

La discussion au Corps Législatif relative au paragraphe 7 de l'adresse commença le 28 janvier 1864. Le texte de ce paragraphe disait: « Sire, les souvenirs de notre histoire, les sentiments d'humanité qui nous animent, excitent nos plus vives sympathies pour le sort des Polonais. Nous avons vu avec douleur que les efforts combinés des trois grandes puissances n'ont pu parvenir à résoudre cette grave question selon vos intentions bienveillantes. Nous ne pouvons non plus méconnaître que l'appui sincère et cordial de la Russie a été utile à la France dans une occassion importante. Nous espérons que l'esprit de conciliation qui anime les deux souverains parviendra à écarter tout ce qui pourrait faire obstacle aux bonnes relations entre les deux puissances. Aussi avons-nous accueilli avec une satisfaction profonde cette noble idée d'un congrès européen, dont l'initiative sera pour votre règne un éternel honneur. La France à laquelle vous avez rendu la splendeur et la gloire, vous sait gré de ne pas compromettre ses trésors et le sang de ses enfants pour des causes dans lesquelles ne sont engagés ni son honneur ni ses intérêts. Laissez sans regrets, Sire, quelques préventions injustes accueillir avec défiance vos loyales et pacifiques propositions. Les idées nobles et saines que Dieu fait éclore dans le coeur des souverains pour le bien de l'humanité font leur chemin dans le monde et prennent racine dans le coeur des peuples. Attendez avec calme l'effet de vos paroles généreuses. La France homogène, compacte, sûre de sa force, confiante en vous, ne redoute aucune agression; elle n'a aujourd' hui d'autre ambition que celle d'assurer son repos, de développer son bien-être matériel par le travail et la paix, son bien-être moral par la pratique sincère et granduée des libertés civiles et politiques » [28].

---

24) Journal des Débats, 23-I-1864.

25) Opinion Nationale, 23-I-1864.

26) Patrie, 23-I.

27) Temps, 22-I.

28) Ce paragraphe fut rédigé par Morny. Le texte primitif avait exprimé l'espoir que la cause polonaise, qui avait amené le refroidissement des rapports entre la France et la Russie, serait écartée des relations réciproques. L'opposition de 120 députés, conduite par Louis Le Hon, avait imposé la suppression de cette affirmation.

Après l'ouverture de la séance, le président de la Chambre, le duc de Morny, lut l'amendement proposé par onze députés. Cet amendement demandait la reconnaisance des Polonais comme belligérants [29]). Le premier orateur fut David. Il développa des arguments de son amendement, en insistant sur le rôle de la France et de Napoléon, qui marchaient à la tête de la société européenne et ne pouvaient donc rester indifférents « aux tristes résultats de perfidies et de crimes qui avaient amené le partage de la Pologne ». La tentative faite pour résoudre pacifiquement les difficultés du problème avait échoué, il convenait d'assister d'une façon utile les insurgés. « Les Polonais sont l'avant-garde de la civilisation aux prises avec la barbarie. Voyes les Russes dépasser en barbarie les Tartares leurs ancêtres; voyez-les condamner aux supplices les plus horribles non pas les combattants, mais par mesure générale, tous ceux qui sont susceptibles d'agir et de penser ». La reconnaissance des Polonais comme belligérants serait le témoignage « de notre indignation en présence des tortures infligées à plusieurs millions d'êtres humains, à plusieurs millions de catholiques ».

Le deuxième orateur fut Charles Kolb-Bernard. Il présenta la question polonaise comme intéressant l'Europe toute entière. En ce qui concernait la France il voyait dans l'État polonais indépendant son plus sûr allié. Mais cette question avait aussi un autre aspect. « La lutte entre la Pologne et la Russie, c'est la lutte non pas seulement de deux peuples, mais de deux principes. C'est la civilisation occidentale avec ses principes de liberté, de nationalité, de dignité humaine, de propriété individuelle aux prises avec l'idée despotique, théocratique et communiste de l'Orient... C'est la domination absolue, c'est le monde tout entier qu'il faut à son prosélytisme et à son ambition. C'est à ce titre que la Russie veut renverser la Pologne, comme un obstacle qui la sépare de l'Occident; et c'est ainsi que la cause polonaise est, je le répète, la cause même de la civilisation européenne... La Russie ne veut pas plus du catholicisme que du polonisme. C'est l'un et l'autre qu'il s'agit pour elle d'extirper, sachant trop bien que c'est par le catholicisme que vit la nationalité de la Pologne, et qu'elle serait à jamais vaincue le jour où le signe de sa foi serait effacé de son front ». Kolb-Bernard donna, pour appuyer ses affirmations les résultats des persécutions. Sous Catherine II, au moment de sa mort, trois ans à peine après le traité de Grodno qui avait solennellement promis aux Polonais la liberté de leur culte, l'Eglise catholique avait perdu sept millions d'âmes. Sous Nicolas, ses pertes avaient été de deux millions et demi d'âmes. Il souligna ensuite le rêve de la domination mondiale des Russes. « Le rêve d'une nation qui, par la Pologne russifiée et décatholisée, aura atteint le coeur de l'Europe où la Prusse l'aidera à pénétrer; d'une nation qui, des montagnes du

---

29) L'amendement fut proposé par Jérôme David, Matthieu Cazelles, Louis Belmontel, Pierre Roy de Loulay, Louis Curé, David Pagézy, le général baron Joseph Gorsse, le colonel Louis Réguis, Pierre Corneille, Girou de Buzareingues et le vicomte Justinien Clary. Il était ainsi conçu: « Sire, la question polonaise est une question d'humanité et d'ordre public européen; la France n'a pas la mission de prendre les armes pour une cause qui, examinée sous tous les aspects, ne saurait être considérée comme ayant produit une offence à notre honneur ou une menace contre nos frontières; nous devons cependant épuiser l'action de notre concours moral en faveur de la Pologne, à laquelle Votre Majesté a donné publiquement les témoignages d'une sympathie profonde; nous croyons à l'opportunité de reconnaître comme belligérants les Polonais, non pas rebelles, mais héritiers d'un droit inscrit dans l'histoire et dans les traités ». L'initiateur de cet amendement fut le baron David.

Caucase, jette ses regards sur la Perse et sur toute l'Asie où elle travaille chaque jour à affirmer et étendre sa domination et qui a son chemin tout tracé vers les Indes et la Chine; c'est le rêve d'une nation agitée de je ne sais quel pressentiment sinistre de sa grandeur et de sa mission, et qui, se tenant prête pour une de ces irruptions fatidiques dont les Goths et les Vandales nous rappellent le caractère diluvien, a les yeux fixés avec fanatisme sur le tzar qu'elle appelle son père, qui, plus que Dieu, est son dieu et dont elle attend le signal pour prendre sa course à travers le monde; nation qui, fière de sa servitude comme une autre serait de sa liberté, a en même temps la force de sa foi et la foi de sa force, aspirant à s'appeler le peuple-tzar comme les Romains s'appelaient le peuple-roi, et dont le chef, sous prétexte d'émancipation et de libéralisme, supprima le servage pour supprimer l'aristocratie, afin d'établir son commandement absolu et direct sur son peuple transformé en une grande armée socialiste et devenu l'instrument d'un de ces redoutables cataclysmes qui changent la face de la terre ». C'était donc pour prévenir l'Europe du cataclysme d'une « barbarie moscovite » que le rétablissement de la Pologne était nécessaire. « Messieurs, Tacite vit encore; c'est encore la tyrannie faisant autour d'elle la solitude et l'appelant la paix; c'est ainsi que bientôt l'on pourra dire de nouveau: L'ordre règne à Varsovie ».

L'orateur suivant, Corneille, regrettait qu'une coalition ne fût pas formée pour arracher la Pologne à l'emprise moscovite », que les puissances européennes n'eussent pas saisi l'occasion pour affaiblir la Russie. « Vous vous rappelez que dernièrement quelques vaisseaux russes étant allés dans le nord de l'Amérique, que des fêtes ont été données aux officiers et que, dans les réunions diverses qui ont eu lieu à cette occasion, les Américains s'écriaient en s'adressant aux Russes: A vous l'Europe; et les Russes, en s'adressant aux Américains: A vous les Amériques ». Qu'attendait donc la France pour agir? Il fallait rétablir la Pologne, qui, placée au nord de l'Europe, serait là comme un boulevard, comme une forteresse inexpugnable « pour défendre les peuples de l'Occident contre toute invasion moscovite ». En exprimant une fois encore son regret qu'une guerre n'eût pas éclaté, il s'associa à l'opinion que la sagesse de l'empereur saurait concilier toutes choses, le présent comme l'avenir; néanmoins il voterait pour que les insurgés polonais fussent reconnus comme belligérants. Le gouvernement qui avait annoncé qu'il prendrait la parole dans la discussion sur cet amendement, s'abstint; la Chambre repoussa le projet de David.

Un autre amendement, proposé par l'opposition de gauche, vint en discussion; il demandait la rupture des relations diplomatiques avec la Russie [30]. « En présence de la lutte héroïque soutenue par la Pologne — y était-il dit — nous ne pouvons nous borner à l'expression d'une vaine sympathie pour son droit de nation indépendante. Le gouvernement, qui d'abord avait solennellement condamné ses efforts, les a ensuite encouragés; nous croyons que la voie dans laquelle il est entré est sans issue. Au nom de l'intérêt européen, nous demandons que, imitant l'exemple donné par la France et l'Angleterre à l'égard du roi de Naples, il rompe

---

30) Présenté par: Jules Favre, Alfred Darimon, Alexandre Glais-Bizoin, Ernest Picard, Alexandre Marie, Joseph Magnin, Jacques Hénon, Emile Ollivier, Eugène Pelletan, Alfred Darimon et Jules Simon.

les relations diplomatiques avec une puissance qui foule aux pieds les traités et les règles éternelles de l'humanité » [31].

Pelletan fut le premier à prendre la parole. Il commença par la lecture de la réponse de Billault à Jules Favre faite au printemps pendant la première discussion du Corps Législatif sur la question polonaise. « Le gouvernement impérial est trop sensé pour donner, par de vaines paroles, un aliment trompeur à des passions insurrectionnelles, il est trop jaloux de sa dignité et de celle de la France pour laisser répéter pendant quinze ans, dans une adresse, des paroles inutiles et des protestations vaines ». Le seul résultat de cette déclaration était une lutte sans pitié qui faisait rage en Pologne. Pelletan souligna que la brutalité de Mourawiew n'était pas possible sans le consentement de son souverain, il n'était que « l'alter ego » du tsar Alexandre [32]. Après avoir critiqué âprement la politique de la diplomatie française au cours de l'année 1863, il constata que la dernière réponse russe avait été une insulte à la France, et à l'Empereur. La France ne pouvait rester les bras croisés, elle devait agir, elle devait interrompre ses relations diplomatiques avec la Russie.

Morny protesta contre l'attribution des procédés de Mourawiew au tzar. « Il en est plus affligé que qui que ce soit ». Et il ajouta: « la Russie est un pays démocratique, plus démocratique peut-être qu'aucun autre en Europe » [33]. Le duc défendit ensuite la politique du gouvernement; il souligna avec force que ni l'intérêt ni l'honneur français n'exigeaient une guerre.

Guéroult insista, en revanche, sur l'intérêt français dans la question polonaise. « Il y a quelque chose aujourd'hui de plus dangereux que de

---

31) Ollivier nota dans son « Empire Libéral »: « Je m'efforçai d'entraîner la gauche à se prononcer dans mon sens [désir de la paix]. Picard n'avait jamais pris feu pour la Pologne. « Nous sommes — disait-il — nos propres Polonais ». Thiers nous exposa avec sa clarté ordinaire la folie d'une expédition sans motif sérieux. Guéroult et Havin restèrent irréductibles, Jules Favre hésitait: il avait là une occasion pour un beau discours, il ne se décidait pas à le laisser échapper. Nos autres collègues ne voulaient pas la guerre, mais encore moins l'impopularité. Nous transigeâmes: il fut entendu que nous nous prononcerions pour la paix, tout en affirmant nos sympathies en faveur de l'insurrection ». - Ollivier, VI, p. 469.

L'initiative de gauche fut donc inspirée par la crainte de perdre la popularité. La réunion préalable de ces députés avait deux textes à choisir. Le second texte, repoussé par la majorité, et soutenu surtout par Adolphe Guéroult et Léonor Havin, était ainsi conçu: « Après la révolution de 1830, la France, pendant dix-huit ans, a fait des voeux en faveur de la Pologne par l'organe de ses mandataires. En renouvelant aujourd'hui ces mêmes voeux, le Corps Législatif demande qu'ils ne soient pas stériles. Aujourd'hui que la Russie foule aux pieds les traités et outrage les lois les plus saintes de l'humanité, nous croyons le moment venu de secourir efficacement la Pologne, et de mettre au service de ce grand intérêt français et européen autre chose que de vaines protestations ».

32) Morny protesta contre cette affirmation en demandant la parole après l'orateur.

33) Cette remarque inattendue provoqua des commentaires de toute la presse d'opposition. « Nous sommes disposés à croire M. de Morny quand il affirme que la Russie est le pays le plus démocratique de l'Europe. C'est la vérité. Tous les Russes sont égaux. Un signe du tzar envoie en Sibérie un prince sans plus de formalité qu'un simple soldat ». - Monde, 31-I-1864.

« Quand à l'éloge personnel que M. le président de la Chambre a fait de l'empereur Alexandre et de la société russe, nous ne dirons qu'un mot. Que l'empereur Alexandre soit bon, honnête et libéral, que la Russie soit le pays le plus démocratique de l'Europe, nous acceptons volontiers sur ce point le témoignage de M. de Morny. La seule observation que nous ayons à faire, c'est que ce qui est en cause aujord'hui devant l'opinion publique en France et en Europe, ce ne sont ni les qualités personnelles de l'empereur Alexandre, ni l'état social de la Russie; ce sont uniquement les actes odieux du gouvernement russe et sa conduite à l'égard de la Pologne ». - Journal des Débats, 30-I-1864.

secourir la Pologne, c'est de l'abandonner. Quand on s'appelle Napoléon III, on ne peut pas se laisser dire et laisser dire par l'histoire que la Pologne, partagée sous Louis XV qui ne s'est pas encore relevé de cette honte, abandonnée sous Louis-Philippe, a été exterminée sous Napoléon III. Si je donne le conseil de la guerre au gouvernement, ce n'est pas un ennemi qui le lui donne ».

La discussion sur la Pologne se poursuivit le lendemain, 29 janvier. Havin, répondant aux arguments de Morny, se prononça pour la guerre. « L'honorable président a dit que combattre pour la Pologne, c'était combattre pour une cause qui n'était pas la nôtre. Elle n'est par la nôtre effectivement aujourd'hui, parce que la Russie n'est pas à nos frontières, mais vous ne savez pas si dans un temps qui n'est pas très éloigné, vous n'aurez pas à vous défendre contre ces hordes qui dans ce moment ont envahi la Pologne ». Jules Favre demanda d'abord une déclaration de la part du gouvernement. Il exprima ensuite l'opinion qu'un rapprochement franco-russe serait aussi longtemps impossible que le partage de 1772 ne serait pas effacé. Il regretta que la guerre de Crimée n'eût pas résolu le problème polonais. Favre attaqua vivement le cabinet impérial pour sa politique polonaise. Losqu'un governement comme celui de la France négociait, il devait prévoir toutes les éventualités, même la dernière. S'il n'était pas décidé à tout risquer, à faire la guerre, il ne devrait pas faire entendre sa voix, car, au bout de la négociation, il rencontrait ceci quand l'insuccès en était le dénouement: d'abord l'agrandissement de l'adversaire, sa propre diminution, le mécontentement de ses propres populations et l'excitation des espérances auxquelles il avait donné l'essor.

Le dernier orateur était le porte-parole du gouvernement, Rouher; c'était la première fois qu'un ministre devait parler au sujet de la Pologne devant le nouveau Corps Législatif. Rouher ne s'était préparé d'abord qu'à une déclaration qui aurait dû être lue devant le Sénat. Déjà, le 7 novembre, il avait demandé à Drouyn de Lhuys quelle interprétation serait donnée aux lettres des souverains relatives à la proposition du Congrès [34]. Napoléon, avait dicté la réponse lui-même: « L'Empereur dans son discours d'ouverture a supposé que le Congrès serait ou général ou partiel. Le refus de l'Angleterre a rendu la seconde hypothèse la seule possible. Les réponses des souverains nous font espérer que le Congrès partiel pourra encore avoir lieu. Des négociations se poursuivent dans ce moment et nous devons croire qu'une entente établie entre les Puissances intéressées dans certaines questions permettra de conjurer les dangers qui menacent le repos de l'Europe » [35].

---

34) Rouher à Drouyn de Lhuys, AN, AB-XIX, 7-XI-1863.

35) Rouher à Drouyn de Lhuys, AN. AB-XIX, 7-XI-1863. A cette lettre de l'empereur fut jointe une autre avec deux remarques.

« A Stuttgart, l'Empereur, dans ses conversations avec le Tzar, a abordé la question de la Pologne et a cherché à faire entendre que le meilleur moyen d'assurer la durée et l'intimité de l'alliance avec la France dont le gouvernement russe se montrait si jaloux était de faire spontanément quelque chose pour la Pologne. Mais l'Empereur Alexandre, aussi bien que le Prince Gortchakow, n'ont voulu entendre parler d'aucune ouverture à ce sujet ».

« Dans le Congrès de Paris, il n'a pas été question de la Pologne officiellement en séance; on en a seulement parlé dans des conversations particulières. Le Comte Walewski en a entretenu le Comte Orlow directement et lui en a fait parler par Lord Clarendon. Le premier Plénipotentiaire russe a toujours répondu que le Tzar avait à leur égard les projets les plus généreux,

Maintenant, quand la question danoise menaçait de provoquer un conflit général et de faire ainsi rebondir le problème polonais, il fallait défendre la politique française envers la Pologne insurgée qui implorait l'appui de Napoléon III. Rouher commença par rappeler l'entente franco-russe après 1859. Il regrettait que le gouvernement de St.-Pétersbourg n'ait pas voulu trouver une solution de la question polonaise pendant les années 1856-1862. Dès 1863 le problème était devenu européen, il fallait le traiter de concert avec les autres grandes puissances. La France n'était pas responsable de l'échec des négociations diplomatiques. Il n'hésita pas à qualifier d'infructueux tous les efforts des capitales européennes pour améliorer le sort des Polonais. Mais une action isolée était « impossible et disproportionnée aux intérêts que nous avions à sauvegarder ». « Ne croyez pas, Messieurs, que je tienne ce langage sans une certaine amertume intérieure. Je le confesse, j'ai des sympathies profondes pour cette nation malheureuse... Je n'oublie pas que, de 1796 à 1814, la Pologne errante s'est assise à notre foyer, et que ses soldats ont combattu pendant vingt ans à côté des soldats de la France... L'honorable M. Pelletan vous disait hier: La cruauté ne prive pas seulement les Polonais de leur patrie, elle veut aussi leur arracher la patrie céleste, et éloigne des mourants le prêtre qui devrait les consoler à leur dernière heure. Oh, non, Dieu n'est pas injuste comme vous l'avez supposé; à l'homme qui meurt victime du dévouement à son pays, martyr de sa religion, que le prêtre assiste ou non à sa dernière heure, le royaume de Dieu est ouvert ». Il se prononça pourtant contre la reconnaissance des Polonais comme belligérants et contre le rappel de l'ambassadeur. Ou ces mesures « conduisent comme une conséquence nécessaire à une déclaration de guerre très prochaine, ou elles ne sont que des aveux d'impuissance et de faiblesse ». Après avoir exprimé son regret que le refus anglais avait fait échouer l'idée du congrès, il termina en constatant: « La France ne fait pas la guerre à l'étranger sans concert préalable, à moins que ses frontières et son honneur ne soient mis en péril ».

L'amendement fut repoussé; douze députés seulement votèrent pour [36]. Les mêmes douze se prononcèrent contre l'adoption de l'adresse. La presse, commentant le vote de la Chambre, affirma avec tristesse qu'elle n'avait pu faire autrement sans provoquer une guerre, guerre qui trouverait la France isolée en face d'une Europe coalisée. « Toutes les formules de compassion pour les malheurs de la Pologne, de sympathie pour son héroïsme, ne peuvent plus en effet cacher que l'abandon de sa cause. Toutes les démonstrations de blâme et d'irritation contre la Russie ne peuvent que constater la vanité d'une colère sans effet, si elles n'aboutissent pas à se réaliser dans un grand acte » [37]. « Si jamais la fatale impuissance qui paralyse l'Europe et la rend incapable de venir en aide au droit, à la justice et aux intérêts de sa propre conservation, a éclaté d'une façon douloureuse, c'est bien, hélas, dans les débats relatifs

---

mais que la simple mention de leurs affaires au Congrès aurait pour effet certain de retarder le moment où l'Empereur Alexandre pourrait prouver ses généreuses intentions à leur égard ».

Sur la déception de Napoléon III et les promesses russes voir aussi: K. Rheindorf: Die Schwarze Meer (Pontus) - Frage 1856-71, Berlin, 1925, p. 133.

36) Pierre Dorian s'est joint aux auteurs de l'amendement.

37) Temps, 30-I-1864.

à la Pologne » [38]. « Nous ne pouvons plus parler de la Pologne sans un sentiment de tristesse... de la Pologne où trône Mourawiew le Kalmouk hideux. Nous nous sentons humiliés pour le peuple russe, qui se déshonore par un patriotisme sauvage, et dont le tzar très clément a fait une bande de pillards et de meurtriers, humiliés pour notre France, qui connaît tous ces crimes et qui ne les a pas encore châtiés. Il est temps que cela finisse. M. de Morny a raison: il faut choisir entre la paix et la guerre. Trêve aux vaines paroles, aux déclarations inutiles! choisissons entre le péril de l'action et l'aveu de notre impuissance... Mais ne disons pas, comme l'honorable M. de Morny, que la Russie est une démocratie. Une démocratie qui a le tzar pour pontife, Katkow pour frère prêcheur, et le pendeur de Wilno pour exécuter des hautes oeuvres! une démocratie faite de despotisme au sommet et de communisme à la base. Si cela était vrai, ce serait à dégoûter du nom de démocrate » [39]. « Que la Pologne partagée en trois, et trois fois partagée, aspire à reprendre en Europe parmi les nations le rang qu'elle y occupait avant 1772, c'est son droit et nous ne le lui avons jamais contesté... Mais si l'on mesurait le sang que le général de Berg et que le général Mourawiew ont versé par leurs répressions rigoureuses, avec tout le sang que diplomates et journalistes ont fait couler par leurs trompeuses excitations, les plus cruels ne seraient pas les généraux russes » [40]. « L'opposition, fidèle à son rôle, a fait tout ce qu'elle a pu, depuis deux jours, pour envenimer le débat sur la Pologne; mais elle n'a pas réussi. Comment, en effet, pouvait-on se laisser prendre à une politique qui outrage la Russie sans conclure à la guerre et qui encourage la Pologne en proclamant la nécessité de la paix? Une telle politique, sans solution précise, entre la paix et la guerre, ne peut avoir pour but que d'inquiéter les esprits sans prendre aucune espèce de responsabilité. Cette fois encore, la loyauté des explications a triomphé de l'injustice des attaques » [41].

* * *

Les rapports des procureurs généraux [42] confirmèrent les sentiments exprimés per le Sénat et par le Corps Législatif: crainte d'une guerre commencée par la France isolée, indignation de l'opinion publique des procédés de répression employés par les Russes. Ils soulignaient en outre, plus que ne pouvaient le faire les députés, l'irritation contre l'Angleterre et sa duplicité. « Les affaires de Pologne continuent à exciter une sympathie unanime mais qui ne demande plus aujourd'hui à se traduire par une intervention armée » [43]. « La Pologne continue à attirer de sympathiques regards, seulement elle a cessé d'ébranler et d'entraîner l'opinion. Le parti de la guerre voit chaque jour ses rangs s'éclaircir et la politique

---

38) Union, 30-I-1864.

39) Opinion Nationale, 30-I-1864.

40) Presse, 30-I-1864.

41) Constitutionnel, 30-I-1864.

42) AG, G/9-94, G/9-97, correspondance générale. AN. BB/30, 370-388, rapports des procureurs généraux.

43) Bas-Rhin, AG, 2-I-1864.

de l'abstention a pour elle la nation tout entière » [44]. « La proposition du congrès et l'attitude de l'Angleterre ont eu pour effet de bien faire comprendre à tous la vraie situation des choses et de mettre un terme à ces imprudentes pensées d'intervention, soulevées inopportunément par quelques esprits aventureux » [45]. « L'opposition ardente et suspecte d'hostilité à nos institutions présentes est la seule qui pousse à la guerre » [46]. « L'impression produite par le refus de l'Angleterre de participer au congrès proposé par l'Empereur a profondément froissé le sentiment national. Les sympathies sont toujours, a quelques exceptions près, pour le maintien de la paix. La guerre à l'Angleterre avec de fortes alliances continentales est la seule aujourd'hui qui pourrait être acceptée avec résolution » [47]. « La Pologne est populaire: la guerre ne l'est pas, surtout si nous devions agir seuls » [48]. « La conservation de la paix est le voeu général et persévérant des populations de mon ressort. Leur vive sympathie pour la Pologne ne va, nulle part, jusqu'à sacrifier l'intérêt national à cette sympathie » [49]. « La haine pour l'Angleterre est plus prononcée que jamais; la population est prête aux sacrifices pour l'abattre; dans les autres questions on veut la paix » [50]. « On ne veut pas d'une guerre menée contre le continent sans alliés, on craint l'Angleterre qui peut attaquer la France sur mer, en détruisant son commerce et bloquer l'armée du Mexique » [51]. « Nos cultivateurs sont sensibles à la gloire des armes françaises, mais ils redoutent la guerre pour les charges qu'elle ferait peser sur eux. Ils savent d'ailleurs, que si elle était nécessaire pour sauvegarder les intérêts de la France, l'Empereur n'attendrait pas d'y être poussé par l'opinion publique » [52]. « Le désir de la paix domine dans ce ressort, et tout en éprouvant un sentiment d'horreur pour les actes du gouvernement russe envers la Pologne, la guerre qu'entreprendrait isolément la France, pour y mettre un terme, répandrait l'alarme dans ce pays » [53].

Il existait néanmoins toujours une fraction de l'opinion qui ne reculait pas devant la perspective d'une guerre contre la Russie; commencée sans alliances, cette guerre ne tarderait pas à se transformer en une vaste coalition européenne. « Dans le monde politique comme dans le monde des affaires, il y des gens qui persistent à garder des idées de guerre » [54]. « Comment avoir foi dans l'Angleterre et l'Autriche pour le succès d'une question dont toute la gloire doit rejaillir en résultats féconds sur la France... Notre politique personnelle est-elle donc attachée au bon vouloir de ces États ? Pourquoi n'agirions-nous pas par nous-

---

44) Besançon, AG, 12-I.

45) Bordeaux, AN. 20-I.

46) Dijon, AG, 11-I.

47) Doubs, AG, 17-XII-1863.

48) Douai, AN, 6-1-1864.

49) Metz, AG, 15-I.

50) Montpellier, AN, 11-I.

51) Nancy, AG, 5-I.

52) Pau, AN, 22-I.

53) Poitiers, AN, 19-II.

mêmes, et pourquoi, quand l'Angleterre trouve des alliés pour le mal, ne chercherions-nous pas à contracter des alliances à notre tour pour faire le bien ? Nos tentatives d'alliances échoueraient-elles aussi ? Sommes-nous à ce point isolés ? » [55]. « Avec une bonne armée gardant nos frontières du Rhin et nos flottes opérant dans la Baltique, qu'avons-nous à craindre ? Nous ne sommes en 1813 ! La France regorge d'hommes courageux et dévoués: elle a des arsenaux remplis, ses ressources ne sont pas épuisées... La peur de la guerre nous semble donc peu réfléchie » [56].

* * *

Les premiers mois de printemps devaient donner une solution définitive à l'insurrection. Le gouvernement polonais, encouragé par les rapports du prince Czartoryski qui demandaient la continuation de la lutte, n'hésita pas à engager ses dernières ressources en hommes et en argent pour tenir jusqu'en avril, le conflit danois et les hostilités commencées sur les bords de la Baltique laissaient espérer une intervention active de la France [57]. La crainte de cette intervention dicta à la Russie sa politique d'appui donnée aux puissances germaniques. Thun fit ressortir la lenteur du jugement et le manque de précision qui caractérisait l'action du cabinet russe dans la question danoise. On serait presque tenté de supposer, nota-t-il, que le prince Gortchakow voyait dans une complication qui détournait les regards de l'Europe des affaires de Pologne un avantage pour son pays [58]. Le vice-chancelier exprimait ensuite le désir qu'aucune intervention internationale n'empêchât la Prusse et l'Autriche de terminer le différend de l'Allemagne avec le Danemark [59]. Les dépêches parvenues à Dresde de St.-Pétersbourg soulignaient que la Russie

---

54) Union, 10-XII-1863.

55) Gazette de France, 21-XII-1863.

56) Siècle, 31-I-1864. La Gazette de France du 1-I-1864 cite le couplet relatif à la Pologne chanté dans les salons légitimistes: - De ces martyrs que brise la torture - Le vent du Nord apporte les sanglots - N'oublions pas, ce serait un parjure - Ceux que l'Elster a roulés dans les flots - Quand leurs enfants que soutient l'espérance - Ont invoqué la foi du souvenir - Doivent-ils dire en invoquant la France - France, ma soeur ! je ne vois rien venir.

Imprimée, la revue du marquis de Massa ne contenait plus ces refrains. - Marquis de Massa: Les Cascades de Mouchy, revue en un acte de l'année 1863.

57) Le gouvernement français était au courant, grâce au rapport de son courrier diplomatique du 18 décembre 1863, des préparatifs polonais pour la campagne d'hiver, mais il n'ignorait pas non plus que, sauf un secours extérieur, le soulèvement ne durerait plus que 4-5 mois. - AE. Mémoires et Documents, Pologne 34, 18-XII-1863.

Le prince Napoléon avoua au prince Czartoryski qu'un agent français avait été envoyé en Pologne pour rendre compte de l'état actuel du pays. Après un séjour de 6 semaines, l'agent était revenu avec la conviction que la domination russe était désormais impossible en Pologne, que l'insurrection, bien qu'affaiblie, pouvait ancore durer et même prendre de plus grandes proportions. - Czartoryski, op. cit., p. 368, 13-II-1864.

« Pendant l'insurrection de Pologne — nota Wilhem Froehner — presque chaque jour je déchiffrais une dizaine de lettres, en allemand venant de ce pays. Elles émanaient des agents secrets de Napoléon qui devaient le tenir au courant des agissements des Russes et des Polonais ». - Wilhelm Froehner: Souvenirs de la Cour Impériale, Revue des Deux Mondes, avril 1931.

58) Thun, St.-Pétersbourg, à Rechberg, 11-XII, HHS. Russland 54.

59) AE Suède, 16-II, 29-II-1864.

était résolue à tout sacrifier, même le Danemark, pour obtenir une pacification prompte et complète de la Pologne [60].

En même temps la Russie poursuivait ses armements sur une grande échelle [61]. Elle craignait toujours de voir la question polonaise ressusciter. Cette crainte faisait oublier, pour le moment, sa haine contre la cour de Vienne dont le cabinet de St.-Pétersbourg se rapprochait chaque jour davantage. « Les éloges et les attentions pour l'Autriche vont crescendo » — nota le ministre de Suède [62]. A Paris, l'idée se faisait jour de plus en plus que Vienne était d'accord avec la Russie pour l'aider à étouffer le mouvement national polonais [63]. Alexandre II exprima l'espoir qu'il pourrait avoir le concours des paysans « pour rétablir la tranquillité; quant à la noblesse, elle n'avait qu'à émigrer si elle n'était pas satisfaite [64]. « La Russie sévit contre les malheureux Polonais en pleine liberté et en vainqueur absolu. L'irritation et l'esprit de vengeance en Russie, particulièrement près du clergé orthodoxe sont si forts... Dans cet esprit vif et ce sens hostile des journaux s'expriment aussi des personnes de toutes les classes et des positions les plus élevées. J'ai observé une certaine satisfaction générale de la bonne occasion qui se présente pour anéantir l'Église catholique » [65]. En avril 1864 Mourawiew arriva à St. Pétersbourg et fut reçu avec « des ovations et témoignages de sympathie de la part de l'armée et des plus hauts dignitaires de l'empire » [66]. Son voyage était triomphal. A chaque station, des députations de paysans venaient le saluer, au milieu d'acclamations assourdissantes. A la gare d'arrivée, il était attendu par une multitude composée de grands seigneurs, de grandes dames, d'officiers de la garde, d'employés des ministères. On prit Mourawiew et on le porta en triomphe jusqu'à son domicile, au seuil duquel les sommités du parti moscovite le reçurent avec des transports de joie; une grande dame, la comtesse Bloudoff, lui présenta le pain et le sel [67].

Le pape protesta publiquement contre ces persécutions en Pologne. Dans son discours il déclara qu'il avait à se plaindre d'un puissant monarque, qui heureusement n'appartenait pas à l'Église catholique, mais

---

60) AE Saxe, 23-IV-1864.

61) Rapport de St.-Pétersbourg, 30-XII, Geheimes Staatsarchiv, Russland 1863. AE. Suède, 10-II-1864.

62) AE. Suède, 25-II-1864.

63) HHS. Frankreich, 28-II-1864.

64) Pepoli, St.-Pétersbourg, à Minghetti. - Carteggio, op. cit., III, p. 387, 12-XII.

65) Rapport de St.-Pétersbourg, Geheimes Staatsarchiv, Russland 1864, 18-V-1864.

66) 18-V-1864, ibid.

67) J. Lubomirski: Histoire Contemporaine, V, p. 128.
Les « Preussische Jahrbücher » constataient: « Kein Bankett und kein Fest, das nicht mit Telegrammen an den russischen Vorkämpfer zu Wilna und an den Moskauer Publicisten /Katkow/ geschlossen hätte... Als Murawiew die Residenz besuchte, wurde er von der Blüte der Petersburger Damenwelt auf dem Bahnhof empfangen und wie ein römischer Triumphator mit patriotischen Versen begrüsst; man suchte sich in Ausdrücken der Begeisterung für ihn zu überbieten und die verschieden Versuche, welche gemacht wurden, um dem allgemeinen Taumel Einhalt zu thun, dienten nur dazu, die einmal in Zug gekommene Bewegung zu verstärken... Der Dienst in den Murawiewschen Kanzelleien galt für ein Ehrenamt, das man auch ohne Gehalt, aus blossem Patriotismus übernahm ». Russlands innere Politik von 1861 bis 1863. Preussische Jahrbücher, vol. XXIV, 1869, p. 730-1.

qui la persécutait depuis longtemps [68]. En réponse Alexandre II adressa un manifeste à l'armée de terre. Il y exprima à Mourawiew « sa gratitude cordiale » pour les « excellentes mesures couronnées d'un si heureux succès ».

En février 1864 l'Autriche proclama l'état de siège en Galicie [69]. En outre la diplomatie autrichienne et russe commençaient à travailler de concert contre l'émigration polonaise [70]. Drouyn de Lhuys considérait la proclamation de l'état de siège en Galicie comme un succès éclatant de la Russie. « Il y a un an, à pareille époque — constata-t-il avec amertume — les actes du cabinet de Vienne le montraient animé à l'égard de la Pologne de sentiments bien différents » [71].

La Prusse ne resta pas non plus inactive. Bismarck chercha à renouer ses contacts avec le gouvernement polonais, et à le persuader de l'inutilité de combattre; la continuation de la lutte ne servirait à rien, son interruption sauverait la vie à de nombreux insurgés [72].

Les trois cours copartageantes agissaient de concert à Dresde en pressant le gouvernement saxon de prendre des mesures d'expulsion contre les Polonais, qui, traqués chez eux, cherchaient refuge dans la capitale de leurs anciens rois. Le ministre russe accusait le cabinet saxon de tolérer que Dresde fût devenu « le siège, non seulement de la révolution polonaise, mais de la révolution cosmopolite » [73]. Bismarck, en

---

68) Le discours eut lieu le 24 avril 1864.

Odo Russell avait constaté en mars: « France is very unpopular in Rome at present, as Austria was in Lombardy before the war, but England is quite as unpopular because she is accused of having abandoned the Poles and the Danes ». Odo Russell à John Russell, PRO. 77, 5-III-1864.

Le 9 avril 1864 l'ambassadeur d'Autriche, baron Bach, eut une audience. Le pape lui dit avec tristesse: « Vous verrez que le gouvernement russe va prendre prétexte de l'insurrection polonaise pour extirper le catholicisme en Pologne, comme il l'a déjà fait avec un succès presque complet dans les autres provinces de l'empire ». - Bach à Rechberg, 16-IV, HHS. Vatican 206.

Après le discours de Pie IX, Bach manda: « Le Pape a saisi la première occasion qui s'offrit de parler en public, pour déverser sur l'Empereur de Russie tout le courroux de Son âme ulcérée par les souffrances innombrables et les persécutions incessantes auxquelles la religion est assujettie en Russie ». - 7-V-1864, ibid.

69) Bach manda de Rome: « Cette mesure a été, comme de raison, appréciée d'une façon différente par les partis en présence. Les "zelanti", qui désirent l'affranchissement de la Pologne parce qu'elle est catholique, et les "italianissimi" qui veulent son indépendance parce que ce serait un pas de plus vers le triomphe général du principe des nationalités, sont furieux et se servent à l'envie des épithètes les plus fortes pour condamner la conduite de l'Autriche ». - Rapport du 16 avril 1864, ibid.

70) « Les rôles sont distribués; l'agent d'Autriche se plaint des Polonais, l'agent de Russie se plaint des Hongrois ». - AE. Turquie, Bucharest, 29-IV-1864.

D'autre part le gouvernement de St.-Pétersbourg s'efforçait d'opérer un rapprochement avec la Turquie. « Tous les agents russes à Constantinople — nota l'ambassadeur de France — sont devenus humbles et même doucereux ». Il ajouta: « S'il me fût resté des doutes à cet égard, ils eussent été levés par une conversation que j'ai eue avec Moustapha Pacha d'Egypte, qui spontanément m'a entretenu en le critiquant avec amertume, de ce singulier rapprochement que la Porte semblait prendre au sérieux, sans prévoir que les affaires de Pologne arrangées, elle retrouverait la Russie aussi arrogante que par le passé. Il me faisait remarquer, qu'en attendant, la Russie avait profité de la bonne volonté qu'elle rencontrait pour achever la conquête de la Circassie et pour jeter sur les frais du Sultan cent mille Circassiens qui coûteront cent millions de piastres ». - AE. Turquie, 14-IV-1864.

71) AE. Autriche, 5-III-1864.

72) Feldman: Negocjacja Kłobukowskiego, op. cit.

73) AE. Saxe, 6-IV, 9-IV, 23-V-1864.

aidant la Russie à en finir avec le soulèvement, repoussa toute idée de mesures brutales contre les Polonais sujets prussiens. Le premier ministre de Guillaume 1er commença sa politique envers les Polonais en s'efforçant de les gagner à la pensée d'une union prusso-polonaise [74]. Il représenta cette politique à la diplomatie française comme étant dictée par le désir de ménager l'opinion publique de France. « Je n'oublie pas — déclara-t-il à Talleyrand — l'impression pénible que la proclamation de l'état de siège en Galicie a causée à l'Empereur Napoléon, c'est une considération de beaucoup de poids pour nous ». Il attira ensuite l'attention de l'ambassadeur sur le sort réservé aux Polonais par Alexandre II. « En 92, rien de pareil ne s'est passé en France, c'est du communisme pur » [75].

* * *

L'insurrection s'effondra effectivement au printemps de 1864. En mars, l'expédition polonaise dut quitter la Circassie. Les Polonais, sans aucun appui extérieur, ne pouvaient plus contenir la pression des troupes russes; leur échec signifiait en même temps la fin de l'indépendance du Caucase.

Le gouvernement anglais, surtout Palmerston et Russell. insista auprès du prince Czartoryski, pendant son séjour de mars à Londres, pour qu'il ordonnât de cesser le combat; il n'avait plus aucun espoir que la question polonaise redevînt une question internationale susceptible d'intéresser les capitales européennes [76]. A son retour de Londres, Czartoryski visita Mocquard. Celui-ci lui déclara: « Il n'y a en ce moment aucune chance de guerre, il est de votre devoir de dire cette vérité à vos amis, car il serait coupable de ne pas arrêter l'effusion de sang et de maintenir le pays dans des illusions ». Mocquard fit ensuite l'apologie de la politique impériale ». Dès le début — précisa-t-il — l'empereur a tout fait pour engager les deux puissances, l'Autriche et l'Angleterre, à une action commune; la première nous a trahi et a même communiqué à la Russie les propositions que nous lui avons faites; l'Angleterre nous a abandonné. Ajoutez à cela la situation intérieure qui ne manque pas d'être grave, et l'on peut se convaincre que la France ne peut rien faire pour le moment. Vous agissez donc bien en prévenant le pays qu'il ne peut pas compter sur une intervention » [77]. Mais ce furent les paroles de Napoléon III qui décidèrent le prince à envoyer à son gouvernement la demande de mettre fin à l'insurrection. L'empereur constata avec tristesse qu'il ne pouvait que conseiller aux Polonais de déposer les armes. « En effet — déclara-t-il

---

74) Bismarck était toujours harcelé par le projet du Grand Électeur de l'année 1661 qui prévoyait la réunion des couronnes de Prusse et de Pologne sur la tête d'un Hohenzollern. C'était surtout dans la période 1864-70 que cette idée dictait la politique polonaise de la Prusse. Bismarck insista sur la nécessité de la connaissance de la langue polonaise par les rois de Prusse, et il pressa l'héritier présomptif de faire apprendre le polonais à son fils, renouant ainsi la tradition de la maison de Hohenbollern, tradition rompue par Frédéric-le-Grand. Les régiments polonais de l'armée prussienne, pendant la campagne de 1870, attaquaient aux sons de l'Hymne national polonais; Bismarck, lui-même, parlait ostensiblement à ces soldats dans leur langue maternelle. - Feldman: Bismarck, p. 228-267.

75) AE. Prusse, 21-V-1864.

76) Wereszycki: Anglia, p. 168. Lewak: Polska Działalność, p. 456.

77) Czartoryski, op. cit., p. 390, 8-IV-1864.
« Czartoryski est profondément découragé » — nota Alecsandri — Bossy; Agentia, rapport du 15 avril 1864, p. 338.

— la situation est mauvaise: Vous devez la vérité à vos compatriotes; il n'y a en ce moment aucune chance de succès pour vous... Tout sang versé serait désormais sans but... Il n'y a aucune chance. L'année dernière, le prince Metternich m'a dit que si l'insurrection durait encore deux mois, l'Autriche serait obligée de s'en mêler. Aujourd'hui la situation a bien changé » [78]. Le rapport relatant cette conversation ne parvint pas au chef du gouvernement polonais; Romuald Traugutt fut, le 11 avril, arrêté par les Russes; quelques jours plus tard le dernier grand détachement polonais passa la frontière autrichienne [79]. L'insurrection polonaise était finie.

* * *

Le ressentiment du gouvernement français envers l'Autriche était un des résultats immédiats de l'échec diplomatique des puissances occidentales dans la question polonaise; il fallut attendre Sadowa pour que ce sentiment changeât. « Il ressort nettement de toutes les remarques de Napoléon III combien est grande son animosité contre le cabinet de Vienne et qu'il a abandonné toute pensée d'une alliance avec la cour de François-Joseph » — avait souligné avec une satisfaction à peine cachée le comte Goltz [80]. « Il ne faut pas se dissimuler que notre refus définitif a fortement impressionné l'Empereur » — manda Metternich. Et il ajouta: « Je n'ai jamais vu l'Empereur si découragé et se donner si peu de peine à ne pas le montrer. Tout le monde à Compiègne en est frappé. Nos amis comme nos ennemis le trouvent impénétrable » [81]. Napoléon fit à Metternich un tableau très sombre de l'état de choses en Pologne. Il assurait que si la Russie ne parvenait pas à étouffer l'insurrection cet hiver, et avec l'aide de l'Autriche, le printemps verrait se prolonger et s'envenimer « la guerre des bêtes fauves ». L'empereur, constata Metternich, s'était informé le plus exactement possible sur l'état des choses. Il connaissait tous les faits et gestes des autorités autrichiennes en Galicie et il faisait « un tableau déchirant de la barbarie russe ». « Comme je connais l'Empereur, je vois qu'il est profondément chagriné de ne pouvoir rien faire dans cette question. Il avait, encore lors de mon arrivée à

---

78) Czartoryski, p. 392, 18-IV-1864. Lewak: Polska Działalność, rapport de Czartoryski du 24 avril 1864.

79) Après l'arrestation de Traugutt et le passage de la frontière par Hauke-Bosak, l'organisation insurrectionelle exista encore un certain temps, mais la lutte armée cessait de plus en plus. Les petits groupes d'insurgés, dispersés et sans aucune liaison entre aux, résistèrent jusqu'au printemps 1865. Le dernier détachement, défait le 29 avril 1865, était commandé par le prêtre Brzóska. Comme la plupart des chefs tombés aux mains des Russes, Brzóska fut pendu. Le membres du gouvernement polonais furent pendus publiquement à Varsovie le 5 août 1864. Le dernier membre du gouvernement fut arrêté et exécuté en décembre 1864. - S.N.: Souvenirs, le jour du 5 août 1864 à Varsovie. Bulletin Polonais, Paris, octobre 1891. - La journée du 5 août à Varsovie, ibid., octobre 1896.

Palmerston, en parlant de la question danoise, constata: « Un grand pays comme la Russie peut se conduire en Pologne comme bon lui semble, mais un petit pays doit respecter ses engangements ». - AE. Angleterre, 25-I-1864.

80) Rapport de Goltz, 11-XII, APP. IV, No. 202.

81) Metternich à Rechberg, rapport No. 59-B, 14-XII, HHS. Frankreich 76.

Cowley remarqua: « I do not think I ever saw the Emperor so morose or out of spirits ». - Cowley à Russell, AR, J 80/99, 13-XII.

Le ministre de Belgique nota que Napoléon ne mettait aucun soin, contre son habitude, à dissimuler sa mauvaise humeur contre l'Autriche. Il était « profondément blessé, triste et découragé ». - Rapport de Paris, AE. B, France 21, 16-XII.

Paris, de grandes illusions sur la possibilité de faire faire des concessions à la Russie, sauf compensation. Aujourd'hui ses illusions sont devenues des déceptions qui l'aigrissent et le tourmentent... Je le répète, c'est la question polonaise qui Lui tient le plus à coeur et c'est cette question qui formera certainement la base de Ses décisions ultérieures » [82]. « Compiègne est devenu l'antre du lion — précisa Metternich dans sa lettre personnelle — on ne peut l'en faire sortir. Ma conversation avec Lui m'a laissé en somme une impression peu agréable. Inquiet, fort triste, découragé et aigre. Voilà ce qu'il est dans ce moment-ci. Tout le monde est sur le qui-vive » [83]. Quelques semaines plus tard le prince constata que l'impératrice prétendait toujours que l'Autriche avait trompé Napoléon III sur ses intentions dans la question polonaise [84].

L'animosité française envers le cabinet de Londres était à peine moindre. A l'occasion du jour de l'an et des félicitations adressées à Napoléon par le corps diplomatique, l'empereur n'avait dit aucune parole à l'ambassadeur d'Angleterre, il l'avait à peine salué [85].

Après la proclamation de l'état de siège en Galicie la position de Metternich aux Tuileries était « secouée »; Napoléon reconnut à Goltz que toutes les prédictions de ce dernier en ce qui concernait la politique polonaise du gouvernement de Vienne se vérifiaient complètement [86]. En juillet, après un séjour à Fontainebleau, l'ambassadeur de Prusse put constater qu'il régnait à la cour impériale une assez forte irritation contre la Russie et même contre Alexandre II personnellement, bien qu'on regrettât de voir compromise l'alliance russe. Mais « elle (la Cour) est peut-être encore plus mécontente de l'Autriche qu'elle accuse de l'avoir

---

82) Metternich à Rechberg, 14-XII, rapport No. 59-C, HHS. Frankreich 76.

Klindworth affirma dans son rapport d'octobre: « Quel sera l'avenir de la Pologne? Nul ne le sait, mais, à coup sûr, si entre les mains des hommes, qui se flattent souvent d'échapper au fardeau que leurs propres fautes ont produit ou que celles de leurs pères leur ont légué, cet infortuné pays est condamné à succomber encore une fois, et il saura attendre, comme il sait agir, il revivra tôt ou tard. Toutefois, il aura la satisfaction d'emporter dans les plis de sa nouvelle veste de forçat russe, la plus grande part des destinées de Louis-Napoléon! Son étoile s'éclipsera le jour où, délaissée par Lui, l'insurrection Polonaise périra dans la lutte, jusqu'ici si courageusement soutenue par elle. Tous les esprits intelligents et impartiaux en France, amis et ennemis de l'Empereur, conviennent de la justice de cette appréciation. Lui-même ne l'ignore pas, un secret instinct le Lui dit, et Il S'en tourmente ». - Rapport de Klindworth, 17-X, HHS. Belgien 27.

Cent ans plus tard ce sera l'opinion des historiens français. « L'importance de la révolte polonaise pour l'évolution des relations internationales ne saurait être surestimée: l'année 1863 est l'année tournante pour le Second Empire ». - J. Droz: Restaurations et Revolutions, p. 624.

83) Metternich à Rechberg, lettre particulière, 14-XII, HHS. Frankreich 77.

84) Metternich à Rechberg, 7-I-1864, HHS. Frankreich 79.

« Un homme politique me disait ce matin: « Nous avons eu à redouter une entente entre la France et l'Autriche; grâce aux incidents de la question polonaise, ce danger à été écarté ». - Rapport de Turin, 4-II-1864, AE. B, Italie 2.

85) Rapport de Paris, AE. B, France 21, 2-I-1864.

Déjà en décembre Cowley s'était plaint à Metternich du manque de courtoisie de la part de Napoléon III envers sa personne ». - HHS. Frankreich 76, 14-XII, rapport No. 59-B.

« La presse comme le public américain ont accueilli avec joie les symptômes de refroidissement qu'ils ont cru découvrir dans les relations des deux grandes puissances occidentales ». - Rapport de Washington, AE. Etats-Unis, 12-I-1864.

86) Rapport de Goltz, 4-III-1864, APP. IV, No. 24.

trahie dans l'affaire polonaise » [87]. L'impératrice ce cacha pas à Goltz son espoir de voir rebondir la question polonaise dans son aspect diplomatique; elle croyait que le roi de Prusse, roi « qui avait délivré au Nord une nation opprimée », devait dans un temps plus ou moins proche s'intéresser à la Pologne [88].

* * *

La diplomatie française s'efforça de revenir au problème polonais à la veille du traité de paix qui termina la guerre danoise. Talleyrand, revenu de Paris à son poste, proposa au comte Chotek, chargé d'affaires d'Autriche à Berlin, de convoquer un congrès pour résoudre trois questions pendantes: celle de l'Italie, celle de la Pologne et celle des Duchés Danois. Un tel congrès serait, d'après Talleyrand, « fécond en bénéfices », surtout pour le cabinet de Vienne; l'Autriche se déroba une fois de plus [89].

En même temps, en octobre 1864, Napoléon III et Alexandre II se rencontrèrent à Nice. L'empereur parla au tzar de la Pologne; mais celui-ci répondit que le temps de la clémence n'était pas encore arrivé. Les deux souverains se séparèrent après deux jours « de controverse stérile » [90].

Néanmoins, la politique polonaise du Second Empire n'était pas close. Napoléon III noua des relations avec le nouveau chef de l'émigration polonaise, le prince Adam Sapieha [91]. Il s'intéressa surtout aux relations polono-autrichiennes et écouta avec sympathies les plans d'une possible action des Polonais, des Italiens, des Serbes, des Hongrois et des Roumains contre la monarchie danubienne [92]. Le docteur Conneau fut désigné comme homme de liaison entre l'empereur et les Polonais. La question polonaise resta donc toujours présente dans la diplomatie secrète de

---

87) Goltz à Guillaume I-er, 11-VII-1864, APP. V, No. 199.

88) Goltz à Bismarck, 11-VII-1864, APP. V, No. 201.
En juillet 1864 Drouyn de Lhuys, en parlant de l'insurrection, la qualifia comme « l'incident polonais ». - HHS. Frankreich 78, 27-VII-1864.

89) Chotek à Thile, secrétaire du ministère des affaires étrangères à Berlin, 27-X-1864, APP. V, No. 318.

90) Cowley, Paris, 18-XII-1864, Wellesley: Conversations, p. 228.
Alecsandri affirma: « Ici on est unanime à considérer l'entrevue de Nice comme chose parfaitement avortée, au point de vue du rapprochement migeoté par M. M. de Budberg et de Morny, négociateurs de l'entrevue... L'accord n'a pu être établi sur aucune question, celle de la Pologne a fait baisser le thermomètre au-dessous de zéro ». - Rapport de Paris, 18-XI-1864, Boissy: L'agentia, op. cit., p. 362.
Revertera remarqua chez le tzar les impressions pénibles rapportées de France. « Les pommes cuites qui Lui ont été jetées a Lyon aux cris de "Vive la Pologne!". Les soins exagérés de la police de Nice qui l'ont rendu odieux à presque tout le monde, et les largesses faites par l'Empereur Napoléon à l'émigration polonaise au moment de son retour à Paris. D'un autre côté l'Empereur Napoléon s'est montré très froissé du message que le Prince Gortchakow Lui avait fait parvenir de Darmstadt au nom du Tzar, par l'entremise du Marquis Pepoli. Ce message, Votre Excellence le sait probablement, renfermait l'avis que la Pologne devait rester étrangère aux pourparlers des deux Empereurs ». - HHS. Russland, 23-XI-1864.

91) Czartoryski et Walewski se retirèrent pour le moment des entreprises de cette émigration.

92) L'audience du 28 mai 1864. - Kieniewicz: Adam Sapieha, p. 150.

Napoléon III. Ce souverain pensa, en octobre 1864, à créer une légion polonaise auprès de l'armée italienne; Conneau eut à ce sujet des conversations avec l'ambassadeur d'Italie, Nigra, mais, interrogé lui-même par ce diplomate, Napoléon donna une réponse évasive qui laissa tomber ce projet [93].

La persécution de l'Église de Pologne se poursuivait sans relâche. « Il n'y a plus aujourd'hui à se faire illusion sur le but que poursuit le Gouvernement russe — constata Revertera. — Il est clair et prouvé qu'il a entrepris une croisade contre la Pologne de 1815 et contre l'Église catholique. Tous les moyens lui sont bons, et il se sert avec la plus grande désinvolture des armes qu'il emprunte au socialisme, désorganisant à la fois la propriété, l'école et l'Église. On se dit probablement que de longtemps une occasion pareille ne se retrouvera, où l'on puisse accomplir l'oeuvre de destruction, sans craindre d'être dérangé par personne. Aussi le Gouvernement ne s'arrête-t-il devant aucune considération... et il frappe où il peut, sans pitié ni miséricorde » [94]. Le terrorisme exercé par Mourawiew, continua Revertera, était « sans exemple dans l'histoire de l'Europe ». L'opinion publique le regardait « comme un des sauveurs de la Russie ». Elle applaudissait à toutes les mesures dont la pointe était dirigée « contre l'Europe et le catholicisme ». « La propagande qui détruit en Lithuanie, en Podolie, en Volhynie et dans l'Ukraine des Églises catholiques, et qui les remplace par de nouvelles Églises orthodoxes richement subventionnées; cette propagande, comme on le voit, ne néglige aucun moyen pour arriver à l'« unification politique et religieuse de la Russie » y compris le Royaume de Pologne. Réussira-t-elle ? » [95]. « Des instincts sauvages ont pris, j'espère pour peu de temps, le dessus dans les sphères gouvernementales de Russie. On ne veut pas concilier, on veut détruire les éléments récalcitrants de la Pologne, et toutes les forces matérielles ou morales qui les soutenaient... Le type de l'énergie, l'idole devant laquelle malheureusement on s'incline aujourd'hui en Russie, c'est Mourawiew » [96].

En septembre 1864 le Vatican publia une encyclique aux évêques polonais, datée du 30 jullet 1864, dans laquelle le gouvernement russe était trés sévèrement blamé pour sa guerre à outrance faite à l'Église. En réponse, le chargé d'affaires de Russie, Meyendorff, plaça sous les yeux du Saint-Père toute une série de documents prouvant la participation des prêtres polonais et surtout des moines à la dernière insurrection

---

93) Ibid., p. 170.

Le gouvernement français voulut en outre inciter les Polonais à s'enrôler dans la Légion Étrangère Mais, la perspective d'être envoyés au Mexique n'enthousiasma pas les insurgés réfugiés en Europe occidentale. - Drouyn de Lhuys à Turgot, Berne, AE. Suisse, 29-IV-1865.

A la fin de 1864 l'état de Siège en Galicie était un peu modifié. Cette mesure alarma le gouvernement russe. Gortchakow déclara au comte Revertera qu'il doutait de l'opportunité de faire en ce moment-ci des concessions à la population polonaise d'une province qui avait subi le contre-coup de la dernière insurrection. - Revertera, 23-XI-1864, HHS. Russland 55.

94) HHS. Russland 55, 2-XII-1864, rapport No. 10-A.

Aux questions posées par Revertera et relatives aux rapports de la Russie avec Rome, Gortchakow répondit « par des invectives contre le Saint-Père ». - Ibid.

95) Rapport No. 10-B, ibid.

96) Revertera, 12-XII,1864, ibid.

polonaise. Il y avait même des photographies les représentant, la croix à la main, à la tête des insurgés [97]. La continuation de la persécution, et surtout l'abolition des couvents en Pologne, provoqua au début de 1866 la rupture des relations diplomatiques entre la Russie et le Saint-Siège.

A la fin de 1864, Napoléon III expliqua au prince Metternich sa politique envers le soulèvement. Je n'ai pas fait la guerre pour la Pologne parce que l'intérêt de la France ne l'exigeait pas, et je ne la ferai dans aucune éventualité analogue » [98].

Le problème polonais devint de nouveau actuel, comme un problème intéressant la diplomatie européenne, après Sadowa. Il fut évoqué pendant les conversations franco-autrichiennes; le spectre de la Pologne surgit de nouveau devant la cour de Vienne; celle-ci ne voulant prendre aucun engagement ni envers la France ni envers la question polonaise, sonda encore en juillet 1870 le cabinet de Paris sur sa politique polonaise que la France mènerait après la « prochaine victoire ».

* * *

En ce qui concernait l'opinion publique, elle s'intéressa assez longtemps à la Pologne. Les conférences littéraires, organisées au profit des blessés polonais, eurent une popularité considérable et il fallut en donner une seconde série [99]. Parmi les brochures publiées en 1864, celle de Montalembert [100] était la plus lue et la plus citée et discutée par la presse [101]. L'impératrice Eugénie, après en avoir pris connaissance avait dit: « Je n'avais pas besoin de cela, étant très Polonaise » [102]. Napoléon refusa de la prendre en main. Il déclara à Madame Cornu qui voulut le provoquer à une discussion sur la Pologne: « Ne m'en parlez pas, cela me fait trop de mal » [103].

---

97) Rapport de Rome, 27-IX-1864, HHS. Vatican 206.

98) Metternich, 5-XII-1864, HHS. Frankreich 79.

Le rapport de l'ambassadeur d'Autriche sur cet entretien fut approuvé par Napoléon lui-même.

99) Ces conférences furent données par: Saint-Marc Girardin, Legouvé, Laboulaye, Lachambeaudie, Henri Martin, Foucher de Careil, Wolowski, F. de Lesseps, Albert Gigot, Viennot, Lefèvre-Pontalis, Jung, Jules Simon, A. Barbier, Odilon-Barrot.

100) Le Comte de Montalembert: Le Pape et la Pologne, Paris 1864, 56 p.

101) « La civilisation moderne, si orgueilleuse de ses progrès, de son empire universel... est restée muette et impuissante devant ce spectacle monstrueux dressé à sa porte, d'une nation expropriée, mutilée, égorgée avec une régularité savamment implacable en plein dix-neuvième siècle. La civilisation s'est déclarée vaincue par la barbarie »... « Du milieu de ce silence glacial de l'Europe, de cette indifférence universelle, une voix s'élève, une seule, pour répondre au cri de détresse de la Pologne agonisante. C'est la voix de la religion »...

« A l'heure qu'il est, on peut dire qu'il n'y a de vraiment grand en Europe que deux opprimés: Le Pape et le peuple polonais... Il y a eu un jour où l'Europe s'est émue, s'est armée, s'est ruée contre le colosse moscovite. Et pourquoi? Pour maintenir intact et inviolable l'empire ottoman... Pour défendre la domination turque sur les races chrétiennes du Levant... L'Europe est, depuis le partage de la Pologne, en état de péché mortel ».

102) Kozmian: Listy, vol. IV, 22-VI-1864, p. 611.

103) Ibid., 14-VI-1864, p. 657.

Une des chansons interdites en 1364 était « La Colombe de Varsovie ». - Ponteil: Les chansons interdites sous le Second Empire.

Le problème polonais fut encore évoqué quelques fois au Corps Législatif, sans apporter rien de nouveau aux expressions de sympathie des orateurs [104].

La Pologne resta populaire pour toute cette génération [105]; la défaite de 1870 forçait le cabinet français à chercher une alliance russe, mais les Parisiens chantaient toujours: « Non, la Pologne n'est pas morte » [106].

---

104) Jules Favre: 12-V-1864, 10-IV-1865. Rouher: 12-V-1864. Ornano: 12-VI-1865.

105) Il faut citer parmi les preuves de cette popularité les romans de la comtesse Sophie de Ségur qui ridiculisaient les Russes en exaltant les Polonais.

« L'Auberge de l'Ange Gardien » - 1-re édition en 1863, 2-e en 1864, 6-e en 1870, 15-e en 1888, 26-e en 1917, 35-e en 1939.

« Les Deux Nigauds » - 1-re et 2-e en 1863, 5-e en 1870, 20-e en 1919, 33-e en 1939.

« Le Général Dourakine » - 1-re en 1863, 5-e en 1869, 23-e en 1914, 32-e en 1939.

106) Emile Marcelin: Souvenirs de la Vie Parisienne, Paris 1888, chapitre sur la Pologne.

CONCLUSION

Le soulèvement polonais de 1863, nommé aussi le soulèvement de janvier, était l'aboutissement d'une évolution qui avait son origine dans la guerre de Crimée. Cette guerre, et surtout le fait que la France napoléonienne — le culte de Napoléon 1er n'était nulle part si fort qu'en Pologne — était aux prises avec le principal auteur des partages, éveilla les espérances polonaises. Les Polonais commencèrent à se préparer à une lutte à côté de leur ancien allié français. Une vaste conspiration naquit en Pologne; elle n'attendait que le mot d'ordre de Napoléon III pour soulever le pays entier contre l'occupant moscovite [1]; Les émigrés polonais voyaient leur but principal dans la création d'une armée polonaise en Occident et dans la proclamation par les alliés de l'indépendance polonaise. Ils s'adressèrent même au prince Napoléon pour lui proposer le trône des Jagellons.

A la déception générale des Polonais, Napoléon III ne leur demanda que de se tenir tranquilles et de ne pas compliquer par leurs initiatives l'action de sa diplomatie. Il déclara franchement qu'il ne ferait rien dans la question polonaise sans le consentement des autres puissances, surtout de l'Angleterre et de l'Autriche. La génération des Polonais qui avait déja vu deux désastres nationaux, ceux de 1831 et 1848, ne voulait point risquer la vie de ses compatriotes et elle refusa de forcer la main de la France en commençant, malgré tout, l'insurrection nationale. Elle persévéra d'autant plus dans cette attitude qu'elle voyait la répugnance de l'empereur à passer outre aux objections de Londres et de Vienne et à prendre en mains la solution du problème polonais.

L'Angleterre ne voulait que maintenir la puissance de la Russie, surtout sa puissance terrestre; Londres n'a jamais envisagé le refoulement des Russes de l'Europe orientale; au contraire, l'Angleterre regardait la force de la Russie comme l'obstacle necessaire et principal à l'hégémonie française en Europe. Le rétablissement de la Pologne ne pouvait que rompre cet équilibre des forces au profit des Français.

L'Autriche repoussait obstinément tous les projets de Napoléon de former une alliance antirusse, de reconstituer l'État polonais et de modifier la carte de l'Europe de façon à assurer la prépondérance aux puissances catholiques: la France, l'Autriche et la Pologne. L'histoire diplomatique du Second Empire entre 1854 et 1863 se résume dans les constantes offres d'alliance à l'Autriche de la part de Napoléon III, aux

---

1) Cette conspiration englobait aussi des soldats polonais qui servaient sous les drapeaux russes; des officiers polonais, parmi lesquels se trouvait probablement le futur dictateur de 1863, Romuald Traugutt, étaient prêts à ouvrir aux alliés les portes de Sébastopol, mais ils ne voulaient pas agir avant que des régiments polonais n'aient pris part au siège.

quelles François-Joseph opposait des refus non moins constants [2]. Les partages de la Pologne avaient liés St.-Pétersbourg et Vienne depuis 1772; ce lien était si solide que toutes les promesses de Paris n'ont réussi à le briser.

La France subordonna sa politique polonaise aux décisions de ses alliés. Elle s'efforçait de convaincre l'Autriche et la Prusse que leur intérêt national exigeait que la Russie soit refoulée de l'Europe orientale, et qu'une Pologne indépendante soit crée. Mais les deux puissances allemandes, qui par leur concours militaire avaient permis aux Russes de s'établir en Europe, ne voyaient que le péril polonais et que le danger de perdre leurs provinces polonaises. Le gouvernement français ne prit aucune initiative dans cette question; après la chute de Sébastopol il demanda à l'Angleterre son consentement pour poser le principe de l'indépendance polonaise. L'Angleterre refusa; le gouvernement français se décida à signer la paix, quoiqu'il eût pu éspérer que la prolongation du conflit lui permettrait de créer un second Etat napoléonien en Europe. Il n'y a qu'une seule explication possible de cette politique de Napoléon III; la Pologne n'était pour lui qu'un beau rêve sentimental; il n'y voyait point la réalité politique et militaire, qui lui était nécessaire afin de consolider et perpétuer une Europe française.

Le problème polonais fut évoqué au Congrès de Paris. Les diplomates russes promettaient, dans leurs conversations privées tout ce qu'on leur demandait. Quand Lord Clarendon parla de la Constitution de 1815, Orlow répondit que le tsar ne songeait qu'à la rétablir; quelques jours plus tard il assura Clarendon qu'il avait reçu une dépêche d'Alexandre II, dans laquelle celui-ci confirmait les paroles de son réprésentant. Les Russes s'efforçaient seulement à écarter la question polonaise des pourparlers officiels du Congrès. Ni l'Angleterre ni la France ne désiraient la rupture de la conférence; elles affirmaient donc qu'elles avaient confiance dans la sincérité des promesses russes.

Quelques semaines à peine après la signature du traité de paix le tzar lança aux Polonais, qui l'avaient accueilli à Varsovie avec un enthousiasme unique dans les annales polono-russes, ces mots: « Point de rêveries, messieurs, tout ce que mon père a fait est bien fait, je le maintiendrai ». Ces mots s'adressaient non seulement aux Polonais, mais aussi à la France et à l'Angleterre; c'était la vraie réponse du tzar au demandes qu'on avait faites à Orlow.

La guerre de Crimée était la dernière déception pour cette génération qui avait vu les drapeaux français à Varsovie et à Wilno; cette génération, dont était Chopin, mort en 1849, disparaissait toute entière avec la mort du dernier roi, non couronné, de la Pologne, le prince Adam Czartoryski, en 1861.

La génération suivante, élevée dans le culte du grand Corse, demanda à son nevenu ce qu'elle devait faire pour réconquérir sa patrie. « Faites valoir vos droits » — répondit le souverain des Tuileries. Les Polonais ne tardèrent pas à le faire.

---

2) La guerre d'Italie n'était qu'un incident passager dans cette longue tentative française d'obtenir une alliance autrichienne, elle résulta d'ailleurs du refus de Vienne de cette alliance pendant la guerre de Crimée, comme le désastre de Sadowa résulta du refus autrichien des années 1861-1863.

Ce qui caractérisait la politique française après le Congrès de Paris, c'était son étonnante activité. La France se posa comme principale protectrice des nationalités opprimées et du catholicisme persécuté. La rencontre à Varsovie des trois monarques copartageants avait exaspéré les Polonais. Ils y répondirent par des manifestations nationales qui étaient en même temps des manifestations religieuses. Ils voulurent montrer à Napoléon III que l'Église était persécutée non seulement en Asie mais aussi, et surtout, en Europe orientale; les massacres du 27 février et du 8 avril 1862 avaient leurs origines lointaines en Indochine et en Syrie.

Malgré la journée du 27 février, les Polonais s'efforcèrent de ne pas envenimer leurs rapports avec Alexandre II; ils lui adressèrent une pétition réclamant l'amélioration des conditions de la vie nationale et ils illuminèrent Varsovie le 3 mars, anniversaire de l'avènement du tzar, pour prouver leur volonté d'une entente avec la cour de St.-Pétersbourg. Le tzar refusa toute concession. Les Polonais répondirent à ce refus par de nouvelles manifestations politiques et religieuses, et ils se mirent en deuil. Le massacre du 8 avril rendit impossible toute tentative de conciliation; ce massacre amena fatalement l'échec du programme de Wielopolski, et la résolution de tenter un soulèvement national.

Le soulèvement, commencé par une poignée de jeunes gens à peine armés, désorientés par de longs mois de conspiration, ne devint national que le jour où Napoléon III demanda qu'il durât; toute la nation se joignit alors aux « rouges », même Wielopolski était en contact avec le gouvernement polonais qui dirigeait la lutte. « Durez », répété par l'empereur plusieurs fois, restait le mot d'ordre des insurgés. L'excellente organisation de l'insurrection, la discipline et l'obéissance aveugle aux ordres du gouvernement clandestin étaient le résultat de cette demande de Napoléon III.

Celui-ci s'efforça d'abord de se tenir loin du mouvement polonais. Ce ne fut que la convention prusso-russe du 8 février qui le décida à agir. La France soulignait toujours aux Russes qu'elle s'intéressait particulièrement au sort des Polonais. Le problème polonais pesait sur les rapports entre Paris et St.-Pétersbourg dès le début de l'agitation polonaise. La campagne antifrançaise menée en Pologne par les Russes, les signes de sympathie pour les Polonais de la part de l'opinion publique française rendaient difficiles les efforts des diplomates de maintenir les bonnes relations entre la France et la Russie. Alexandre II, en signant la convention avec la Prusse, fit savoir à Napoléon, qui se regardait comme l'arbitre de l'Europe, qu'il y avait des questions européennes, qui ne devaient pas intéresser la France, quoiqu'elle affirmât le contraire. Napoléon ne pouvait laisser cette démonstration sans réaction; pourtant il ne voulait pas rompre avec la Russie; il proposa donc à Londres et à Vienne de protester contre la convention d'Alvensleben auprès du cabinet prussien; la diplomatie française essuyait le premier refus de l'année.

Non découragé, Napoléon III renouvela à l'adresse de la monarchie danubienne ses offres précédentes, d'alliance antirusse. La cour des Habsbourg déclina cette proposition; les offres d'une telle alliance de la part de la France et les refus de l'Autriche devaient se répéter tous les mois de cette sinistre année 1863.

Malgré celà, l'Angleterre craignait l'entente franco-autrichienne, et

un remaniement de la carte de l'Europe par cette entente; Londres, après l'échec de la première mission de Metternich, proposa d'envoyer une note de protestation à St.-Pétersbourg. L'envoi de cette protestation devait, d'après les intentions des diplomates anglais, empêcher la conciliation franco-russe. Le gouvernement anglais craignait cette conciliation, car elle ouvrirait la voie aux tentatives de résoudre le problème polonais, et tous les autres problèmes européens, surtout ceux des Balkans.

Napoléon III ne consentit à envoyer cette note qu'après le refus autrichien d'une alliance et le refus russe de discuter avec lui la question de la Pologne. Il réussit à associer le cabinet de Vienne à cette démarche; il y poursuivait un triple objectif: premièrement Napoléon pouvait espérer que la Russie céderait enfin devant la pression des trois grandes puissances européennes [3]; en second lieu, l'action commune engageait de plus en plus les capitales protestantes, et il était assez difficile de prévoir que Londres et Vienne abandonneraient complètement la France à la fin de l'année [4]; la communauté de l'action en faveur de la Pologne empêcherait l'Angleterre et l'Autriche de se déclarer hostiles à la France si celle-ci se décidait à la guerre; troisièmement enfin en prolongeant la discussion diplomatique, la France espérait de pouvoir entraîner soit l'Angleterre soit l'Autriche dans une coalition antirusse, coalition qui, après une guerre victorieuse, transformerait complètement la carte de l'Europe.

Napoléon III ne savait pas que dès le début de cette action diplomatique il était déjà isolé et même trahi. Le cabinet de Londres avisa la Russie, par l'entremise de la cour de Hesse-Darmstadt, que sa participation à la note commune des trois capitales européennes n'avait pour objet que de lier Napoléon III et de l'empêcher de prendre une décision unilatérale. L'Autriche n'hésita même pas à discuter avec l'ambassadeur russe des termes de la dépêche à envoyer à St.-Pétersbourg. Mais, c'était surtout Morny qui contrecarrait l'action de son souverain; désirant à tout prix la paix en Europe, il tenait la Russie au courant des projets et des agissements du gouvernement français. En analysant l'histoire diplomatique de l'année 1863 il faut toujours se rappeler que la Russie était constamment informée, et même secourue, par le duc de Morny.

Le nom de Napoléon était tellement lié à celui de la Pologne que dès que la France officielle eût prononcé les premiers mots de sympathie pour les insurgés, les premières offres d'alliance offensive parvinrent à Paris. La Suède, l'Italie, le Danemark se déclarèrent prêts à s'associer aux armées françaises dans leur campagne contre la Russie; la Turquie

---

3) L'invitation adressée aux Etats secondaires et aux Etats-Unis de s'associer aux protestations des puissances occidentales avaient pour but de former une coalition morale et de démontrer aux Russes que non seulement la France mais que tous les pays réclamaient l'amélioration du sort des Polonais.

4) L'Angleterre et l'Autriche ne pouvaient protester vainement et puis se retirer sans obtenir de satisfaction. Il était impossible de prévoir en mars 1863 que la Russie braverait inopinément toutes les notes des trois principales puissances européennes. Les gouvernements de Londres et de Vienne en laissant la France isolée et humiliée subirent elles-mêmes une perte du prestige. La guerre danoise de l'année suivante se déroula malgré les protestations anglaises et la répugnance de l'Autriche à s'y engager. Elle n'était possible que par l'appui moral donné à la Prusse par la France qui s'efforçait ainsi de sortir de l'isolement créé autor d'elle par la défection de l'Angleterre et de l'Autriche.

fit entendre qu'elle ne saurait être neutre dans un conflit qui mettrait aux prises une coalition européenne avec son ennemi héréditaire; les Principautés Danubiennes et la Perse n'attendaient que le signal de la lutte pour se joindre au probable vainqueur.

Presque toutes ces offres d'alliance étaient liées à la diplomatie secrète de Napoléon III. Rien n'est plus mal connu dans l'histoire diplomatique du XIXe siècle que cette diplomatie privée du maître des Tuileries. Et nous n'avons que des débris de cette action pour l'année 1863. Il y a plus de points d'interrogation que de réponses à ce sujet. Que signifiait le voyage de Benedetti en Turquie, entrepris en avril ? Quels étaient les détails des conversations entre Napoléon III et Charles XV ? Nous ne les connaissons que d'après une lettre privée du ministre anglais; certains de ces détails sont confirmés par d'autres sources; mais que sait-on exactement des conversations avec le roi de Suède? Un agent spécial fut envoyé en juillet à Palmerston pour le convertir à une action commune. Qui était-il? Que dit-il au premier ministre anglais? [5]. Le voyage du prince Napoléon en Angleterre en septembre avait-il une signification politique ? Pourquoi Walewski ne fut-il pas agréé comme ambassadeur à Londres ? La pression du Vatican sur la monarchie des Habsbourg était-elle spontanée ? Et combien d'actions nous sont complètement inconnues ?

Cette diplomatie occulte provoqua une réaction occulte non moins vigoureuse [6]. Disraeli nous parle d'une lutte dans les coulisses entre une conspiration révolutionnaire internationale et le monde financier de l'Europe occidentale. « Et cette fois Rothschild a vaincu » — nota-t-il. Que voulut-il dire ? Les agissements de Morny, étaient-ils liés avec cette lutte menée par la City ? De quelle façon l'influence de la City était-elle déterminante pour la conduite du cabinet de Vienne qui cherchait en ce moment à placer son emprunt sur le marché de Londres ? L'or russe qui changea l'attitude du Times, était-il étranger au comportement de tant d'Anglais ?

Autant de questions sans réponse. Le ministre belge à la cour des Tuileries constata dans ses mémoires à propos de Napoléon III. « L'Empereur avait enfoui dans son tiroir le plan d'augmentation et de réorganisation de son armée, que le maréchal Randon avait élaboré au lendemain de la campagne d'Italie. Ainsi donc, plus de guerre continentale et prochaine. Mais il existe d'autres armes que l'épée, « l'ultima ratio regum », pour lacérer des traités et opérer des bouleversements territoriaux: il y a les arrangements secrets, les intrigues diplomatiques appuyées par la menace d'un conflit, les occasion saisies ou provoquées en spéculant sur les convoitises d'autres puissances, les marchandages, les compensations, les pourboires, et, brochant sur tout, la réunion d'un Congrès, ce « dada » plusieurs fois enfourché par l'Empereur.

C'est à quoi Napoléon III a consacré les années de trêve entre la campagne d'Italie et la première des grandes guerres européennes, dont il n'a pas été l'instigateur. C'est l'âge d'or de sa diplomatie secrète qui

---

5) Lettre du secrétaire du roi des Belges, 31 juillet 1863. Garsou: Un écho diplomatique, op. c.

6) Un rôle important dans cette réaction contre la politique de l'empereur était joué par Léopold I-er.

ne fut jamais plus active, le beau temps des tentatives opérées dans l'ombre, à l'écart de sa diplomatie officielle. « Nulle période n'est, à mon avis, plus intéressante dans l'histoire de l'impénétrable César, ni plus révélatrice des buts qu'il a poursuivis. Nulle époque dans ce règne de dix-huit années, parvenu à son apogée et penchant déjà vers un rapide et irrémédiable crépuscule, n'est cependant demeurée plus fermée aux invéstigations des historiens » [7].

Napoléon III savait qu'il pouvait former une coalition en s'appuyant sur les États secondaires. Mais il chercha surtout l'alliance autrichienne, et, si possible, l'alliance anglaise. La guerre de Crimée ne lui avait-elle pas appris que ces deux puissances étaient farouchement opposées à l'indépendance de la Pologne, qu'elles considéraient la Pologne comme une seconde France sur la Vistule ? L'Autriche était cependant décidée, en repoussant toujours d'une façon nette toutes les propositions françaises, à prendre part à une guerre pour empêcher la France d'avoir une influence exclusive en Europe orientale. L'Angleterre était décidée, de sa part, à appuyer l'Autriche pour les mêmes raisons; l'empereur avait donc cette coalition à la portée de sa main, il fallait seulement se décider à commercer le premier. Napoléon III recula devant une telle décision. N'était-il pas sûr de la force offensive de son armée ? craignait-il de trouver l'Angleterre et l'Autriche d'abord neutres et puis liées à la Russie dans une coalition antifrançaise ? Il ne voulait rien risquer, il désirait avoir une alliance bien signée avant de donner l'ordre de marcher. Telle n'a pas été son attitude en 1870.

Il reste une seule explication de la politique polonaise de Napoléon III en 1863, comme d'ailleurs en 1854-56. Il l'a donné lui-même à Metternich, en 1864. « Je n'ai pas fait la guerre pour la Pologne, l'intérêt français ne l'exigeait pas ».

Le soulévement polonais précipita l'évolution de certains rapports internationaux, changea l'aspect des autres. Il empêcha la France d'intervenir, au moins diplomatiquement, dans la guerre civile des Ètats-Unis; il empêcha la Russie de réaliser ses projets au Japon, en Perse et dans les Balkans; il empêcha enfin une entente franco-russe dans la question dynastique de la Grèce. Il précipita le refroidissement des relations entre Paris et Vienne; la capitale danubienne repoussait toujours un rapprochement avec la cour des Tuileries, Napoléon essuyant de constants refus autrichiens s'approcha de la Prusse. Le soulèvement montra enfin l'animosité persistante de l'Angleterre envers toute politique active de la France. Londres était opposé aussi bien à une entente franco-russe qu'à une entente franco-autrichienne. Cette animosité dicta sa politique polonaise à l'Angleterre, qui à aucun prix ne désirait voir la Pologne indépendante; elle avait accepté la paix en 1856 pour ne pas donner l'assentiment à la création de l'État polonais; elle était décidée à intervenir en 1863 pour empêcher la France d'avoir une influence exclusive sur la formation de la Pologne.

Le soulèvement amena enfin la Russie à rompre un certain rapprochement existant avec la France et à signifier au maître du Second Empire par la convention du 8 février qu'il y avait en Europe des problèmes qui ne devaient pas l'intéresser. Exaspérée par l'intervention diplomatique,

---

7) Beyens: Le Second Empire vu par un diplomate belge, vol. I, p. 310.

la Russie humilia personnellement Napoléon III en le faisant « confrère » de Mourawiew.

En 1859, la cour de St.-Pétersbourg avait refusé de souscrire au démembrement de l'Autriche, comme l'Autriche avait refusé pendant la guerre de Crimée de prendre part à un démembrement de la Russie; en 1863 ce fut de nouveau le tour de François-Joseph de sauvegarder l'empire moscovite. La solidarité entre ces deux puissances, née du partage de 1772, était plus forte que les offres d'alliance de la France. Et le problème polonais devait toujours peser dans les rapports franco-russes.

Ce problème était insoluble pour la Russie. Elle avait besoin des territoires polonais pour pouvoir mener une active politique européenne, pour pouvoir toujours user de la pression de sa force sur les affaires d'Allemagne et celles des Balkans. L'indépendance polonaise signifierait le refoulement de la Russie de l'Europe orientale; la Russie ne voulait accepter un tel refoulement et les Polonais ne voulaient pas accepter la présence des Russes dans leur pays. Les chocs violents étaient inévitables, parce que c'était toujours la force qui devait résoudre l'antagonisme polono-russe. La lutte, compliquée encore par la différence de la civilisation, prenait des aspects brutaux d'extermination.

La Russie ne désirait pas l'insurrection polonaise en 1863; tout ce que son intérêt national permettait était octroyé à Wielopolski [8]. Les Polonais demandaient d'autres concessions, surtout l'indépendance politique. Il ne resta donc plus que le langage des armes. Ce n'était pas d'un coeur léger qu'Alexandre II devint, après son pére le plus grand destructeur de l'Église catholique et de la civilisation latine que connût le XIX[e] siècle.

La France paya chèrement son manque de décision vis-à-vis du problème polonais. Elle se trouva de nouveau isolée en face des armées de l'Allemagne unifiée. Jules Favre eut la douloureuse surprise de constater que la première barricade allemande qu'il rencontra en revenant de Ferrières était occupée par des Polonais. Tous les appels français à l'Europe restaient vains. « Ces espérances ont été trompées, et la seule page ajoutée à l'histoire de France est la dépêche du prince Gortchakow » [9].

Saint Mary's University
Halifax, N.S.
Février 1963

---

8) Sur le programme de Wielopolski: S. Bóbr-Tylingo: La France et les rapports polono-russes, 1860-62, Antemurale, IV. p. 113-116, 121-125.

9) Voir chapitre IV, note 115.

ANNEXES *)

ANNEXE I.

Paris, le 13 novembre 1862.

Metternich à Rechberg, lettre personelle.

...Lorsque j'entends parler d'alliance avec l'Empereur Napoléon, ma première question est toujours: où est l'apport (Wo ist der Brocken zum Hinwerfen). C'est ce que je fis tout franchement. Walewski me répondit: « croyez vous que les affaires en Allemagne ne s'embrouilleront pas au point de vous rendre notre neutralité sinon notre appui moral nécessaire? Et si cela est croyez vous que pour ce qui concerne le Rhin, l'Empereur n'aimerait pas mieux s'arranger avec vous que de nouveau avec la révolution ».

Je me tins pour dit et brisai à la conversation pour ne parler que du rôle joué ici par mon ami Bismarck.

Je profitai néanmoins de ma conversation intime avec Mr. Drouyn de Lhuys pour lui toucher un mot de l'apport que Bismarck pourrait bien dans le temps offrir à l'Empereur pour acheter son appui contre les petits Princes, les petits Royaumes et peut-être en dernière analyse contre le grand Empire d'Autriche.

Le Ministre s'attendait évidemment à ce que je touchasse un jour cette corde très sensible. Il me parla avec une franchise qui me parut entière. Je dis « parut » car ici on ne peut être assez sur ses gardes. Le Ministre m'affirma sur son honneur que M. de Bismarck n'avait pas même essayé de lui insinuer un arrangement quelconque de ce genre mais il ne nia pas que dans sa pensée, si jamais nous nous trouvions face à face avec la Prusse une pareille éventualité ne serait pas impossible. Après quelques minutes d'hésitations M. Drouyn de Lhuys me dit: Il est bien entendu qu'aujourd'hui je ne suis pas pour vous le Ministre des Affaires Etrangères mais un vieil ami qui vide son sac. Vous ne me ferez pas l'injure de croire que malgré l'échec que j'éprouvai auprès du Comte Buol pendant la guerre de Russie, échec que j'ai deploré dans votre intérêt, car ma retraite et l'intermezzo italianissime et révolutionnaire n'aurait pas eu lieu, vous ne me ferez pas l'injure de croire que je sois resté assez peu conséquent avec moi-même pour ne pas préférer l'alliance entre la France et l'Autriche à toute autre. Je suis bien aise que vous me parliez de M. de Bismarck car l'éventualité dont il s'agit me pèse sur le coeur et je ne voudrais pas prévoir la réussite d'une

*) La langue française des documents qui suivent est celle qui fût en usage des cours, des chancelleries et des ambassades du XIX siècle; elle n'est pas toujours conforme aux règles de l'Académie. L'auteur a eu soin de ne rien changer à ce qu'il a trouvé dans les documents.

combinaison éventuelle qui allierait de nouveau l'Empereur et la France à la révolution !

Je lui répondis : « mais qu'y pouvons nous faire ? ».

Mr. Drouyn de Lhuys parla longuement de la puissance qu'aura toujours sur l'esprit de l'Empereur la perspective de ce qu'il appelle une rectification de frontières et conclut en me disant qu'il ne voyait pas pourquoi le cas échéant nous ne pourrions pas offrir les mêmes avantages tout en permettant à l'Empereur de ne pas retremper sa main dans les souillures de la révolution.

Je remerciai le Ministre de sa confiance et lui fis comprendre que son insinuation, quelque amicale qu'elle peut être ne me paraissait pas devoir amener de grands résultats pour le moment mais je le priai de vouloir bien se rappeler de l'offre qu'il m'avait faite d'être le cas échéant un intermédiaire prudent mais zêlé des idées d'alliance franco-autrichienne car il se pourrait qu'à un moment donné je les lui rappelasse.

Le ministre me promit de m'avertir confidentiellement de l'époque à laquelle il serait bon de reprendre cet entretien et nous convinmes d'attendre jusque là avant d'en reparler.

De ma conversation il résulte :

que M. Drouyn de Lhuys affirme préférer des arrangements avec nous aux avances de la Prusse,

qu'il a promis de nous avertir des éventualités de ce genre,

et enfin qu'il donne en plein dans les théories des limites naturelles.

(HHS. Frankreich 74)

Paris, le 18 décembre 1862.

Metternich à Rechberg, lettre personnelle.

...Drouyn de Lhuys... attend que les événements se dessinent pour examiner la question des alliances futures. Il établit en règle que l'intérêt sera l'unique mobile d'une entente future avec nous et se réserve l'examen consciencieux de cet intérêt pour appuyer auprès de l'Empereur l'attitude qu'il conviendra de prendre réciproquement, admettant dès à présent que l'entente avec nous pourra avoir des chances plus efficaces que celle avec tout autre Gouvernement. Ce qui me paraît le plus sûr et le plus satisfaisant c'est que j'aie pu prendre solennellement acte des assurances que le Ministre m'a données au sujet de la franchise et de la loyauté dont il usera envers moi à l'occasion, que des propositions ambiguës arrivent de Berlin ou que des insinuations plus claires lui paraissent nous devoir être faites de ce côté-ci.

... Je prie Votre Excellence de bien se persuader que l'Empereur ne sera jamais partisan très chaleureux de ce qu'on désigne par le nom de Gross-Deutschland. L'Autriche et la Prusse s'entendant dans l'intérêt de la Puissance de l'Allemagne n'est pas ce que Sa Majesté peut désirer de plus heureux pour Elle. Aussi s'applaudirat-t-elle toujours de nos démélés, de nos luttes intestines et tâchera-t-Elle de s'arranger en temps et lieu avec celui qui Lui offrira plus et avec plus d'autorité. Le plus fort sera son allié naturel s'il lui donne des compensations et s'il détruit en partie son rival. Ce point fixé, on peut à la rigueur prévoir qu'il aimera mieux s'arranger avec nous qu'avec la Prusse et encore mieux avec la Révolution si elle triomphe de nous deux. M. Drouyn de Lhuys ne veut

pas la Révolution, donc il fera son possible pour s'arranger avec nous. Il est très difficile et très risqué de mettre les points sur les « i » et de faire des propositions pratiques pour le moment. Aussi n'ai-je pas touché et me suis-je bien gardé de toucher à la moindre question de frontière. Il est clair qu'au jour des arrangements plus précis, c'est M. Drouyn de Lhuys qui en prendra l'initiative et je crois que cela vaut mieux. Une grande considération pour lui sera l'attitude que prendront l'Angleterre et la Russie. Il m'a prié de lui donner à ce sujet les données que nous serions dans le cas d'obtenir à ce sujet.

(HHS. Frankreich 74)

Paris, le 30 décembre 1862.

Metternich à Rechberg, lettre personnelle.

M. Drouyn de Lhuys a repris hier, envers moi, l'initiative d'une conversation sur la question allemande. Il m'a dit que les détails d'un entretien assez vif entre Mr. de Bismarck et votre Envoyé à Berlin commençaient à percer dans le public en Allemagne, et que Mr. de Talleyrand, lui en ayant touché quelques mots, ajoutait que le sentiment d'aigreur et de vivacité entre nous avait pris dans les derniers temps des proportions assez graves. L'Envoyé de France à Berlin, a, en outre, annoncé ici que la première démarche hostile faite par le Gouvernement prussien serait probablement le rappel du Ministre fédéral à Francfort. Mr. Drouyn de Lhuys me dit qu'il pouvait m'assurer comme premier résultat pratique de notre entente confidentielle, que malgré des insinuations qu'il prétend n'avoir pas encore été faites mais qui pourraient l'être de la part du Cabinet prussien, le Représentant de France continuerait à occuper son poste auprès de la Diète. Il ajouta qu'il ne comprenait pas bien l'attitude belliqueuse de Mr. de Bismarck dont le Ministère ne lui semblait pas encore bien assis à l'intérieur, et dont l'isolement en Allemagne même lui paraissait devoir l'engager à plus de prudence. Mr. Drouyn de Lhuys se demande s'il a vraiment des projets d'alliance au dehors et si vraiment il ne se fait pas illusion sur l'attitude que prendront les autres Puissances, la France notamment. Il me donne les assurances les plus solennelles qu'après avoir conféré longtemps avec l'Empereur il avait acquis la conviction que Sa Majesté se rangeait entièrement à sa manière de voir, et ne voulait s'engager en aucune façon à la suite de la politique prussienne. Tant que l'institution fédérale, dont il croit l'Europe en quelque sorte solidaire, ne sera pas sérieusement attaquée, le Gouvernement français fort de l'approbation de l'Empereur ne se mêlera pas des affaires intérieures et des rivalités en Allemagne. Le jour où le mouvement atteindra une certaine proportion qui obligera les voisins de l'Allemagne à s'en préoccuper, la France prendra en considération sérieuse la question de savoir de quel côté elle trouvera la sauvegarde la plus efficace de ses intérêts. L'attitude que prendront les autres Grandes Puissances entrera nécessairement en ligne de compte et occupera une place considérable dans les résolutions qu'on aurait à prendre. Sans avoir assez étudié la question pour savoir dès à présent de quel côté se trouve le tort ou le droit, Mr. Drouyn de Lhuys croit pouvoir affirmer que dans les dernières phases de la question c'est l'Autriche qui s'est montrée la plus habile, et qu'une politique portant en tête de son drapeau l'alliance avec tout succès pencherait dès aujourd'hui de notre côté et cher-

cherait à étendre le cercle très restreint et encore peu pratique d'une entente secrète entre la France et l'Autriche. Mr. Drouyn de Lhuys se dit fort peu partisan d'une pareille politique à profits marqués d'avance. Il espère que son nouveau passage au ministère se marquera par sa conduite prudente et loyale, repectuense pour les droits acquis et les traités. La proposition que je lui fais, d'user réciproquement de la plus grande franchise et de laisser la porte ouverte à un accord mesuré mais loyal au fur et à mesure que les élements s'en présenteront, lui convient mieux qu'une intrigue de Cabinet inopportune et prématurée. Il ajouta que je pouvais croire à la parole qu'il me donne de m'avertir de tous les incidents qui se produiraient soit du côté de Berlin soit de celui des Grandes-Puissances qui se trouvent en dehors des questions en litige dans l'intérieur de la Confédération.

Dans un de nos derniers entretiens Mr. Drouyn de Lhuys m'avait affirmé que la circulaire française relativement au traité de commerce franco-prussien serait la dernière manifestation de ce genre et qu'on laisserait à la Prusse seule le soin de se débattre avec ses confédérés.

Je viens de Vous demander, Monsieur le Comte, si dans l'intérêt de l'échange de franchise dont je suis convenu avec le Ministre Vous me permettriez de lui fournir sous forme d'annotations les détails que je croirais pouvoir lui donner au sujet de la lutte qui se prépare entre la Prusse et nous. Les dernières communications portent un caractère trop confidentiel pour que j'aie osé en profiter, et les données verbales ne me semblent pas avoir la valeur d'extraits prudents et d'un choix rigoureux que je pourrais lui lire après en avoir consciencieusement contrôlé la rédaction française. S'il Vous convenait, Monsieur le Comte, de tenir Mr. Drouyn de Lhuys au courant de notre manière d'envisager les points en litige entre la Prusse et Nous et de dévancer ainsi les appréciations inspirées à Mr. de Talleyrand par le Cabinet prussien, le plus simple serait peut-être de faire rédiger à Vienne même des extraits dans le genre de celui que je me permets de Vous soumettre.

Les détails ne tarderont pas à percer dans le public, déjà le Courrier du Dimanche donne un aperçu de ce qui s'est passé entre Mr. de Bismarck et le Comte Karolyi, et je crois qu'il est de notre intérêt de ne pas trop tarder à édifier le Ministre en lui donnant tous les moyens d'asseoir son jugement, et l'opinion publique par la presse, sur la vérité des faits, et la force de notre bon droit.

Le Comte Mülinen Vous entretiendra verbalement de cette affaire et prendra Vos ordres en mon nom.

(HHS. Frankreich 74)

ANNEXE II.

Une note de Klindworth.

Bruxelles, ce 6 février 1863.

L'Empereur Napoléon et l'insurrection Polonaise.

En général tout mouvement révolutionnaire sur le Continent dont il n'est pas le confident ou l'instigateur, demeure profondément antipathi-

que à l'Empereur des Français. Déjà, sous ce rapport, la récente insurrection en Pologne devait déplaire à Louis-Napoléon, quand même la force des choses et le simple calcul de Ses propres intérêts et de leur communauté avec ceux du Cabinet de St.-Pétersbourg sur plusieurs points de la politique Européenne, ne Lui démontreraient pas suffisamment qu'il n'y aurait rien à gagner, mais beaucoup à perdre pour Lui s'Il Se mêlait, en quoi que ce soit, d'un mouvement dont Il ne peut, il va sans dire, condamner *le principe* auquel il se rattache, mais dont Il blâme *le fait*, en le qualifiant envers Ses Ministres « d'importun, de téméraire et de stérile ».

Dans Ses entretiens avec la fraction aristocratique de l'Emigration Polonaise, l'Empereur a choisi pour thème de soutenir « que la Pologne a tout à attendre et à espérer du système pratiqué aujourd'hui par le Marquis Wielopolski, personnage, selon Louis-Napoléon, non moins Polonais de coeur et d'âme que la Prince Ladislas Czartoryski, et que tout soulèvement comme tout acte violent de la part de la démocratie Polonaise ne pourraient que nuire au developpement de ce système, ralentir sa marche bienfaisante, et empêcher ou même arrêter à jamais de nouvelles, de plus larges et de plus profondes conséquences ».

En résumé, toute saine politique commande à Louis-Napoléon le silence et l'abstention dans les affaires de la Pologne. Pourtant l'esprit de parti, l'Orléanisme et tête, n'en exploite pas moins cette conduite négative pour faire valoir, que, dans cette question, le régime impérial ne fait que suivre l'ancienne politique adoptée par les Gouvernement de Juillet, politique que le Bonapartisme avait vivement attaqué en 1830, et qu'il est obligé aujourd'hui de renier sur les bords de la Vistule les maximes qu'il a pratiquées et défendues, les armes à la main, sur les rives du Tessin.

Cette insinuation, quoiqu'elle ne rencontre nulle part d'âpres censeurs ni d'amis passionnés, ne manque cependant pas de gêner et d'embarrasser l'Empereur. C'est pourquoi, sous ce point de vue purement personnel, Louis-Napoléon désire vivement que les yeux du public Parisien soient promptement détournés des affaires de la Pologne, et que celles-ci n'émotionnent plus l'opinion en France. Seulement, dans une des dernières séances du Conseil des Ministres, Il n'a pas caché la crainte qu'Il éprouve de voir le Gouvernement Russe ne pas employer les moyens les plus propres et les plus efficaces pour mettre au plus vite un terme à la lutte.

En attendant, le Cabinet de St. Pétersbourg, s'il n'est pas trop exigeant, doit être satisfait, comme l'est le Baron Budberg, du langage dont s'est servi Mr. Billault au Corps législatif dans la séance du 5 de ce mois, touchant les événements de la Pologne. Mais il eût été à désirer pour la dignité du régime impérial et dans l'intérêt de la morale publique que ce langage ait été tenu *par un autre.* Nul doute que ce Ministre-orateur s'est élevé, avec raison, contre le retour d'insipides et stériles paragraphes en faveur de la Nationalité Polonaise, tels qu'ils étaient formulés dans les adresses des Chambres électives du temps du Roi Louis-Philippe, seulement ce blâme, sortant de la bouche d'un renégat politique, n'à dû provoquer que des sarcasmes, tout le monde se rappelant que Mr. Billault ancien membre de l'extrême Gauche, avait régulièrement voté en faveur de ces mêmes paragraphes sous le représentatif de Juillet.

Le Prince Napoléon qui toujours avait encouragé les démocrates

Polonais de l'Emigration, leur reproche aujourd'hui de ne pas se rendre sur le terrain de la lutte, les stimulant de rattraper le temps perdu. Comme si lui-même, en Turquie et en Italie, il avait jamais payé de sa personne.

(HHS. Belgien 26)

ANNEXE III.

Apponyi à Rechberg.

No. 12, B. Londres, 18 février 1863.

Monsieur le Comte,

J'ai donné lecture à Lord Russell de la Dépêche de Votre Excellence en date du 11 février constant, relative à l'attitude prise par le Gouvernement Impérial en face des troubles qui ont éclaté dans le Royaume de Pologne.

Le Ministre a écouté cette communication avec un grand intérêt et a exprimé itérativement combien il appréciait et approuvait la modération des vues et des dispositions bienveillantes manifestées par le Gouvernement de l'Empereur en cette occasion, en ajoutant que cette conduite lui paraissait la plus propre à calmer les esprits et à empêcher que l'agitation et le désordre ne se propage en Galicie.

A ce propos, je crois devoir mentionner une démarche faite auprès de moi, ces jours derniers, par Lord Feilding, un des membres les plus actifs du parti catholique, qui, en général, s'agite beaucoup en faveur de la Pologne. Lord Feilding est venu me consulter sur l'opportunité et les chances du succès d'une mission que voudraient lui confier les Chefs de l'émigration polonaise de Paris, parmi lesquels il m'a nommé le Prince Czartoryski et le Comte Ladislas Zamoyski. Ces messieurs désireraient qu'il se rendit à Vienne où son nom et sa position lui donneraient accès auprès de l'Empereur et des Ministres, afin de plaider la cause de la Pologne et d'obtenir une intervention diplomatique du Cabinet Impérial auprès de la cour de Russie. « Vous pourrez nous être très utile — lui écrit-on — vous aurez peu à dire, seulement des documents à présenter qui expliqueront toute l'affaire ».

J'ai fortement déconseillé à Lord Feilding de se charger d'une pareille mission, qui d'après ma profonde conviction, ne pourrait aboutir à aucun résultat et le compromettrait inutilement. Le Gouvernement Impérial tout en cherchant à éviter en Galicie toute mesure de compression et à ne pas heurter de front le sentiment national, ne pouvait pas intervenir en faveur d'une insurrection que la Russie — de quelque manière qu'on envisageait d'ailleurs sa conduite récente en Pologne — était parfaitement en droit de combattre et de supprimer; il le pouvait d'autant moins qu'il serait obligé, quoique à regret, d'en faire autant si le mouvement révolutionnaire venait à s'étendre sur le territoire

autrichien. Quant à intercéder pour l'indépendance de la Pologne, notre auguste maitre ne saurait demander à la Russie de donner un exemple que Lui-même n'était nullement disposé à suivre. L'Empereur avait plus de 4 millions de sujets polonais; Son Empire renfermait des nationalités diverses; plaider en faveur de la reconstitution de la Pologne, ce serait renoncer à la Galicie et fournir un précédant dangereux à la Hongrie et à la Vénétie. Lord Feilding pouvait donc être sûr de n'essuyer à Vienne qu'un refus cathégorique, outre qu'on ne lui reconnaîtrait pas la qualité de se mêler d'une question qui, comme Anglais, ne le regardait en aucune façon.

Mon interlocuteur qui, ainsi qu'il me l'avoua, avait supposé les intentions et les dispositions de l'Autriche bien différentes de celles que je venais de lui exposer, me remercia de mes conseils et me quitta bien résolu, à ce qu'il m'a semblé, de renoncer à la singulière mission qu'on voulait lui confier.

Je crois devoir ajouter que Lord Feilding est un converti et qu'il est fils ainé du Comte de Denbigh, qui réclame l'honneur d'être parent de la maison d'Habsbourg [1].

(HHS. England 60)

ANNEXE IV.

Paris, le 14 mai 1861.

Metternich à Rechberg, rapport no. 36-C.

Le mutisme de l'Empereur au sujet de la question romaine ne parait pas encore avoir été rompu. Il est certain que des pourparlers sont incessamment échangés entre Paris et Turin. Ce qu'il y a de positif, c'est que toutes les combinaisons mises en avant par les journaux rétribués par le Comte de Cavour, tels que le Nord, l'Opinion Nationale, l'Indépendance Belge, et publiées plutôt pour tâter le terrain que par suite de données certaines, sont complètement fausses. Jamais peut-être la pensée de l'Empereur n'a été couverte d'un nuage aussi épais, ce qui me ferait presque croire que rien n'est décidé.

J'ose à peine me lancer dans les « on dit » sur la manière dont l'Empereur juge la question italienne, je crois cependant devoir consigner ici les confidences que m'a faites un personnage dont les rapports quotidiens avec l'Empereur me sont connus. Voici comment s'est exprimé mon interlocuteur.

L'Empereur, comme Représentant des idées nouvelles, comme Chef d'une nation qui L'a élu à cause de son origine napoléonienne et révolutionnaire ne peut se rapprocher franchement des anciennes dynasties.

---

1) Le 26 février Rechberg constata qu'Apponyi s'était entièrement conformé aux désirs du gouvernement de Vienne en conseillant à Lord Fielding de renoncer à la mission dont l'émigration polonaise avait voulu le charger. Et il ajouta: « Nous verrions avec regret que les troubles qui ont éclaté en Pologne prissent des proportions de nature à les faire devenir une question de politique internationale. Nous voulons chercher avant tout à éloigner un pareil résultat. Mais, si nous ne pouvons l'empêcher, nous devons du moins veiller à conserver notre liberté d'action ». - HHS. England 62. Rechberg à Apponyi, 26-II.

Pour que l'Empereur tournât le dos à la révolution et devint le plus ferme appui de l'élément conservateur, il faudrait que certaines questions qui, tant qu'elles ne seront pas résolues, donneront une force de logique indestructible aux aspirations nationales, il faudrait qu'elles fussent courageusement abordées par les souverains eux-mêmes.

Or, si les Souverains qui ont pour eux la force de la pensée dynastique prenaient une grande résolution et en accueillant l'Empereur Napoléon dans leur sein, détruisaient à tout jamais les causes de malentendus qui doivent nécessairement subsister entr'eux et le protecteur forcé des derniers débris des nationalités opprimées, rien ne serait plus facile que de s'arranger et de faire succéder à une ère de méfiances réciproques la paix assurée et la bonne entente fixée à tout jamais.

Pour cela, il faudrait avant tout que la Russie, la Prusse et l'Autriche reconstituassent une Pologne indépendante, en replaçant sur le trône de la Pologne la dynastie de Saxe: la Prusse s'indemniserait en reculant ses limites jusqu'aux frontières de la Bohème; la Russie retrouverait une nouvelle force, en revendiquant la souveraineté du littoral de la Mer Noire et en prenant une position inexpugnable sur les Dardanelles et l'Autriche compenserait largement la cession de la Gallicie, en s'annexant les côtes orientales de l'Adriatique.

L'Empereur François-Joseph devrait en outre céder la Vénétie, dont la garde paralyse tous ses mouvements et vide les coffres de l'Etat, dans son propre intérêt d'abord et puis dans celui du Saint-Père et du Roi de Naples qu'il serait alors facile de réintégrer dans leurs Etats, par suite d'une entende loyale avec la France. Rien ne s'opposerait à ce que l'Autriche n'abandonnant pas son influence séculaire en Allemagne s'étendit peu à peu vers l'Occident.

Telles sont les confidences qui me furent faites, après un de ces voyages entrepris au crayon rouge à travers la carte de l'Europe dont Sa Majesté est si prodigue. Ce que mon interlocuteur m'a caché et ce qui, selon moi, n'aurait pas dû être oublié, c'est que l'Empereur ne manquerait certes pas de revendiquer, pour prix de ses combinaisons empreintes de toute légérie bonapartiste que nous Lui connaissons, les provinces rhénanes et les forteresses occidentales de l'Allemagne, sans perdre de vue d'un autre côté les chances que pourra obtenir à Naples Son cousin Murat et celles que pourrait avoir Son cousin, le Prince Napoléon d'être élu Roi de Pologne, au grand préjudice du Roi de Saxe.

(HHS. Frankreich 69)

ANNEXE V.

Paris, le 22 février 1863.

Metternich à Rechberg, rapport No. 8-B.

Le moment est venu, je crois, de profiter des avantages de notre situation.

En me permettant de proférer cet avis je sens toutes les difficultés, tous les dangers qui se cachent sous des séductions d'une politique

d'aventure; aussi je prie Votre Excellence de croire que loin de me laisser déconcerter par les avances qui nous sont faites déjà et qui se multiplieront de plus en plus, je cherche à répondre à la confiance qui m'est témoignée en observant les règles d'une prudence d'autant plus nécessaire, que les entraînements sont plus grands.

Je crois cependant pouvoir dès à présent affirmer que si une entente sur toutes les questions qui nous préoccupent est désirable avec les deux puissances occidentales, le moment n'a jamais été aussi propice. J'ajouterai que les éléments ne se sont jamais présentés d'une façon aussi avantageuse pour nous et que la présence de Mr. Drouyn de Lhuys au ministère des affaires étrangères me paraît être la circonstance la plus heureuse possible. Plusieurs entretiens que j'ai eu avec ce ministre depuis le commencement des complications actuelles me permettent également d'assurer Votre Excellence que cet homme d'état comprend avec une grande délicatesse de sentiment politique, avec un tact exquis les exigences de notre situation particulière, et si, comme tout porte à le croire nous serons bientôt talonnés de ce côté-ci, du moins aurai-je la force de modérer et de mesurer de concert avec lui l'élan qui ne tardera pas à être donné.

L'opinion publique, la presse révolutionnaire, le Prince Napoléon lui-même se montent déjà à l'idée de l'opportunité d'une alliance entre l'Autriche et la France. Les hommes d'état conservateurs et les organes de la presse catholique s'expriment dans le même sens et tout me porte à craindre que d'ici à peu de temps nous ne soyons en butte aux insinuations et même aux sollicitations de tous les partis qui constituent le Gouvernement et la nation, dont l'initiative fiévreuse et la puissance incontestée préoccupent l'Europe.

Paris, le 22 février 1863.

Metternich à Rechberg, rapport No. 8-C.

M. Drouyn de Lhuys semble tellement heureux de la situation avantageuse que nous fait notre politique en face des complications du jour qu'il se laisse aller à des rêves dont la réalisation ne me paraît pour le moment ni facile, ni désirable. Heureusement se prête-t-il à composition et ses instincts antirévolutionnaires me sont-ils garants de sa modération.

On conçoit d'ailleurs que cet homme d'état se réjouisse de se voir pousser par l'Empereur et par l'opinion publique dans les voies qui seules lui sont sympathiques. L'entente à trois entre l'Autriche, la France et l'Angleterre lui a paru toute sa vie la seule déstinée selon lui à réconcilier la dynastie napoléonienne avec les principes conservateurs, la seule enfin capable de déchirer l'ancien pacte de Napoléon III avec la révolution. Mr. Drouyn de Lhuys se croit à la veille de parvenir à amener cette combinaison qu'il préfére à toute autre. Les fautes de la Russie, les sottises de Mr. de Bismarck et l'impuissance de la révolution italienne lui paraissent avoir amené les choses au point où doit commercer la réalisation de son rêve. Si la véhemence de son désir, l'élan de ses convictions le portent facilement à outrepasser les limites d'une pru-

dence réfléchie, ces mobiles mêmes l'amèneront à ne pas commettre de fautes, à ne pas faire des démarches irrefléchies de peur de voir tomber dans l'eau des plans formés depuis si longtemps. Je ne puis décrire ici l'impression profonde, la joie sincère que la lecture de Votre dépêche du 11 sur les événements de Pologne lui ont causées...

Il ajouta que jusqu'à l'ébruitement de la signature de l'acte en question, l'Empereur avait été parfaitement résolu à ne pas s'immiscer dans les complications survenues entre l'Empereur Alexandre et ses sujets polonais, mais c'est selon lui à l'entente Russo-Prussienne que l'Europe sera redevable de voir sortir cette question de ses limites naturelles et se poser diplomatiquement. Il ajouta que, dans sa pensée trois éventualités pourront se présenter, et c'est de notre attitude en face de ces éventualités que dépend l'entente loyale et intime qu'il voudrait amener. En me parlant ainsi, le Ministre me pria de lui permettre de devancer les événements, de faire de la politique fantaisiste même, bien sûr qu'il était que je ne penserai pas qu'il ne prétende en rien circonscrire la parfaite liberté de nos décisions.

Ou les événements en Pologne seront arrêtés avant que l'action diplomatique ne se soit interposée.

Ou ils se prolongeront assez pour permettre aux Puissances occidentales de demander à la Russie de se conformer aux traités de 1814 et 15 en concédant aux Polonais l'autonomie qui se trouve parfaitement réalisée en Galicie.

Ou ils prendront une tournure telle que la reconstitution complète de la Pologne devienne une probabilité.

En ce qui concerne la première de ces éventualités, Mr. Drouyn de Lhuys déclare que en restant neutres, en ne nous associant pas à un acte imprudent, en ménageant notre position de manière à ne pas ameuter contre nous les Polonais, nous avons fait tout ce qu'il pouvait désirer, nous avons droit à la reconnaissance à la déférence même de l'Empereur, et il ne doutait pas qu'il lui serait possible de nous donner bientôt sur toutes les questions qui nous préoccupent des preuves du bon vouloir de la France.

Si la seconde éventualité se présentait, notre abstention ne changerait rien aux dispositions de l'Empereur, mais notre appui moral Le rapprocherait entièrement de nous. Notre coopération serait peu gênante parce qu'elle est presque assurée par les circonstances, car en ayant donné l'exemple de la foi aux traités et en octroyant le statut de Gallicie nous avons assez fait pour donner un appui précieux aux observations que les deux Puissances occidentales adresseraient éventuellement à Berlin et à St.-Pétersbourg, et le blâme indirect infligé par notre abstention, au traité intervenu entre les deux Puissances du Nord serait également consideré comme suffisant.

Il n'y aurait qu'un point délicat sur lequel il serait possible qu'on nous sondât tout en se déclarant prêt à accepter les arguments excellents que nous pourriors produire pour notre refus. Ce point c'est la question de Cracovie. Le nec plus ultra qu'on nous demanderait serait de nous déclarer prêts, en ce qui concerne Cracovie, d'en revenir à l'ancien état des choses dans le cas où à Varsovie on voulut réaliser les promesses faites par l'Empereur Alexandre le 13-25 Mai 1815. Pour rester bien net et précis dans ces conclusions Mr. Drouyn de Lhuys me

dit que si nous nous montrions coulants sur le point, il serait prêt à s'engager avec nous sur toute autre question.

En ce qui concerne la troisième éventualité, le Ministre avoue que ce n'est que du tripotage politique, et il ne l'a touché que pour faire sous-entendre que si nous contribuions dans une mesure quelconque à la reconstitution de la Pologne, l'alliance lui paraitrait faite de façon à nous faire compenser la cession d'une partie de la Gallicie du côté que nous désignerions.

J'ai écouté la longue argumentation de Mr. Drouyn de Lhuys, argumentation que je me suis efforcé de résumer le plus nettement possible, avec une attention suivie.

Je l'ai remercié de sa confiance et je l'ai prié d'user d'une pareille franchise dans tous ses rapports avec nous. Je lui ai dit que je ne connaissais les idées de mon Auguste Maître et de mon Gouvernement que dans la mesure des principes exprimés par la dépêche que je lui avais communiquée, et que je ne pouvais par conséquent le suivre dans le champ des suppositions. Je conclus en lui disant: Si Vous voulez arriver avec quelque chance de réussite à une entente entre les trois Puissances, assurez Vous d'abord du concours net et précis de l'Angleterre et apportez dans Vos propositions à Vienne, une modération et un respect pour nos principes de loyauté et de dignité, qui seuls pourront offrir un résultat également désirable, je ne le nie pas, pour nos deux pays. Ne nous prenez pas pour des cavouriens et pour un Gouvernement enclin à faire de l'hypocrisie ou de la finasserie politique. Ce que nous faisons et ce que nous disons nous pourrons toujours le faire et le dire à la face de l'Europe entière. Nous voulons le bien de tous et le triomphe définitif de l'ordre et de la légalité. Nos intérêts sont simples et connus de tous, et si je ne me trompe, ils concordent assez avec les intérêts réels d'une dynastie loyale comme la Votre et d'une nation puissante comme la France pour que les avantages d'une entente entre nous soient parfaitement réciproques.

Paris, le 22 février 1863.

Metternich à Rechberg, rapport No. 8-D.

Le Comte Walewski est heureux de pouvoir enfin donner libre cours à ses sympathies polonaises. Il s'exalte sur notre compte d'une façon si compromettante que j'ai été forcé de le prier de vouloir bien poser quelques limites à ses illusions et à ses rêves. Il a profité de l'occasion pour me conjurer de contribuer de tous mes efforts à bien faire comprendre au Gouvernement Impérial que le moment est venu où l'alliance avec nous n'est plus un leurre, mais deviendra une réalité pourvu que nous prêtions la main. « Tout dépend de l'Autriche ! » me dit le Comte Walewski, « Tout dépend de la France », lui ai-je répondu et j'ai réussi, je crois, à lui en faire comprendre les raisons.

Il m'a annoncé hier qu'il avait rapporté à l'Empereur notre conversation et que Sa Majesté allait un de ces jours me parler dans le sens exact de mes conseils. « Dites bien à l'Empereur », lui ai-je répété, « que nous ne pouvons rien écouter qui sentirait de loin à un tripotage révo-

lutionnaire et priez le de ne pas dévancer les événements qui serviront seuls à la règle de notre conduite ».

(HHS. Frankreich 75)

ANNEXE VI.

St.-Pétersbourg, le 25 mars 1863.

Vicomte de Jonghe à Rogier.

L'attitude de la France, le langage de la presse, les discours prononcés au Sénat et en général les allures douteuses du cabinet des Tuileries dans la question Polonaise depuis l'origine de l'insurrection ont vivement impressionné l'Empereur Alexandre et excité chez Lui une grande méfiance envers l'Empereur Napoléon et son gouvernement, et l'on a remarqué que Sa Majesté Impériale ne dissimulait guère les sentiments d'aigreur que Lui inspire en ce moment le Gouvernement Français, vis à vis duquel le cabinet Impérial s'est montré cependant si obsequieux depuis la paix de Paris.

Par contre l'attitude de l'Autriche, si habile depuis l'origine de l'insurrection, qui d'abord avait été mal jugée ici, est appréciée aujourd'hui à sa juste valeur et le Comte Rechberg a su par sa circonspection se concilier jusqu'au certain point les sympathies de l'Occident et gagner la confiance de la Cour de Russie.

Je tiens de source certaine que l'Empereur a exprimé de la manière la plus explicite au Ministre d'Autriche la satisfaction que lui causait la conduite de son gouvernement vis à vis de la Russie et il lui a dit combien il était heureux de voir qu'enfin les anciens bons rapports entre les deux pays étaient rétablis.

Il y a peu de jours, le Comte Thun qui quitte la carrière diplomatique pour rentrer dans la vie privée a eu l'honneur de remettre ses lettres de rappel à Sa Majesté Impériale. L'Empereur lui a non seulement répété les paroles mentionnés plus haut, en le chargeant de les faire parvenir à Vienne, mais il ne lui a pas caché non plus et avec un sentiment plein d'amertume le manque complet de confiance que lui inspirait l'Empereur des Français et Son Gouvernement, en ajoutant que l'on devait se préparer aux éventualités que les intentions cachées et les arrières pensées du Gouvernement des Tuileries pouvaient faire surgir d'un moment à l'autre en Europe.

« Je suis on ne peut plus satisfait », a ajouté encore Sa Majesté Impériale, « que nos rapports avec l'Autriche soient maintenant aussi satisfaisants qu'avec la Prusse, et je désire qu'ils le deviennent également entre Berlin et Vienne. Pour réaliser ce désir j'ai fait écrire déjà à M. de Bismarck de tâcher d'aplanir les difficultés qui peuvent vous séparer ».

L'Empereur Alexandre a touché aussi dans cette conversation, qui mérite d'attirer l'attention de Votre Excellence, la question d'Orient sur laquelle il désirerait que les deux cabinets fussent d'accord. « Je ne

nourris aucun projet hostile à la Turquie, a-t-il dit au Comte Thun, vous pouvez être persuadé de la sincérité de mes paroles. La Russie est trop grande déjà et nos réformes intérieures sont un sujet de trop graves préoccupations pour que je cherche à réaliser aucun projet ambitieux. Je désire le maintien de la Turquie, mais cherchons à améliorer la situation des chrétiens sujets du Sultan, c'est le meilleur moyen de consolider son existance ».

Mr. le Ministre d'Autriche en exprimant tous ses remerciements à l'Empereur pour les paroles qu'il venait d'entendre, et en lui témoignant combien il était heureux de voir se rapprocher intimement la Russie et l'Autriche, crut pouvoir lui demander au moment où il le quittait, la permission de lui exprimer franchement sa pensée toute entière et de lui dire que nulle part plus qu'à Vienne on n'appréciait sa droiture, sa sincérité, ses loyales et généreuses intentions, mais que les actes posés par les interprêtes de sa politique n'étaient pas en harmonie avec ses intentions; que pour arriver aux résultats pratiques d'une bonne entente désirée réciproquement, il devrait en être autrement et que par exemple les agents russes en Autriche devraient renoncer à la propagande slave qu'ils y exercent ouvertement.

Sa Majesté Impériale tout en prenant la défence de ses agents a cependant écouté avec bienveillance les observations de Mr. de Thun et lui a répété qu'il désirait que toute cause de froissement disparut à l'avenir entre Son Gouvernement et celui de Vienne.

Il y a dans dans tout ce qui précède la preuve manifeste non seulement des soupçons et du mécontentement qu'excite ici la France et qui n'existent guère contre l'Angleterre, mais aussi d'un désir réel chez l'Empereur de Russie de voir se reconstituer l'alliance de trois cabinets de Petersbourg, de Vienne et de Berlin. Cette alliance ne se reconstruira pas par des traités, ni par des actes diplomatiques; mais la force des choses l'amènera peut-être. Ce sera là un des résultats de l'insurrection Polonaise.

Toutefois la présence du Prince Gortchakoff à la tête du Cabinet Impérial empêchera peut-être Sa Majesté Impériale de persister longtemps dans ses pensées actuelles. Tout en se montrant lui-même aujourd'hui moins attiré vers la France, il est plus que probable que Mr. le Vice-Chancelier qui depuis sept années a tout sacrifié à l'alliance Française, reviendra ainsi, à moins que des circonstances imprévues ne s'y opposent, à chercher à réaliser ce désir qui a inspiré et dirigé toutes ses démarches jusqu'à ce jour.

P. S. Mr. de Balabine qui dans toute sa correspondance se loue beaucoup de l'Autriche a télégraphié ici que le Prince de Metternich n'a rencontré chez son gouvernement aucune disposition favorable aux projets que la France aurait pu lui soumettre.

Il résulte aussi d'une dépêche du Baron de Budberg rendant compte de son entretien avec l'Empereur Napoléon que Sa Majesté Impériale aurait témoigné son étonnement en apprenant de la bouche de l'Ambassadeur de Russie toutes les concessions faites dans ces deux dernières années à la Pologne, et qu'elle aurait dit qu'elle allait en informer M. Billault, chargé de traiter la question Polonaise au Sénat.

On veut supposer que l'Empereur avait feint d'ignorer ces concessions afin de chercher dans cette ignorance un prétexte pour faire

rentrer sa politique dans une voie plus calme. Depuis la réception de la dépêche de Mr. de Budberg on a fait ici un travail qui doit édifier complètement le cabinet des Tuileries sur les réformes accomplies et en voie d'accomplissement en Pologne.

La retraite de Langiewicz a porté un grand coup à l'insurrection, mais ne l'a pas cependant complètement anéantie et il existe encore sur plusieurs points des bandes qui maintiennent l'agitation et le désordre en Pologne; on croit cependant que les encouragements efficaces de l'étranger venant à manquer, la révolution Polonaise se trouvera de nouveau vaincue après une inutile et douloureuse effusion de sang.

(AE. B. Russie 71)

ANNEXE VII.

Darmstadt, le 16 mai 1863.

Dalwigk à Reiset.

Note verbale.

Le Président du Conseil des Ministres, Ministre de la Maison et des affaires étrangères de Son Altesse Royale le Grand Duc de Hesse a communiqué verbalement à Son Excellence Monsieur le Comte de Reiset, Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur des Français, en deux occasions, la première sous la date du 22 avril, la seconde sous celle du 11 de ce mois, ses opinion sur la question Polonaise. Il a, en particulier, exposé les motifs qui, selon lui, doivent empêcher le gouvernement Grand Ducal de s'associer aux démarches que les Grandes Puissances ont faites à cet égard à St.-Pétersbourg.

Dans la première de ces conversations le Ministre du Grand Duc a fait observer, que le mouvement Polonais a excité peu de sympathie en Allemagne, que les égards dûs à l'opinion publique et dont les Gouvernements Français et Allemands doivent particulièrement tenir compte, ne sont pas également déterminants dans les deux pays. On sait trop bien ici, qu'on ne peut y compter sur l'affection des Polonais. On y est, en outre, parfaitement convaincu, du moins c'est l'intime considération du Baron de Dalwigk, qu'aucune concession, quelque large qu'on puisse l'imaginer, de la part de l'Empereur Alexandre, ne satisferait les partis dominants en Pologne, aussi longtemps que l'entière indépendance de ce Royaume ne sera pas proclamée. En 1830, les Polonais avaient tout ce que, d'après l'opinion du M. le Comte de Reiset, on devrait leur accorder aujourd'hui: administration séparée, budjet spécial, armée séparée, institutions parlementaires. Et cependant la sanglante Révolution de 1831 n'en a pas moins éclaté. Quant à la restauration de l'ancienne Pologne, quelque déplorable que soit le fait du partage de ce pays, le Gouvernement Grand Ducal considérerait une telle restauration comme incompatible avec les intérêts de l'Allemagne, dont elle compromettrait gravement l'état de possession actuel. Et pour l'Empereur Alexandre une telle résolution, ou même une concession qui y tendrait,

serait une impossibilité, parce qu'elle porterait une atteinte mortelle tant à l'orgueil national qu'à l'intérêt russe, ce que pourrait mettre en danger la personne et la dynastie de l'Empereur lui-même. Le Baron de Dalwigk est intimément convaincu, que toute pression. de la part de l'étranger, pour déterminer le Cabinet de St.-Pétersbourg à de telles concessions en faveur de la Pologne retarderait bien plus qu'elle ne favoriserait les améliorations possibles que le noble coeur de l'Empereur Alexandre n'est certainement pas disposé à refuser à ce malheureux pays. L'intervention de petits Etats, qui n'ont pas un intérêt personnel et direct à la pacification de la Pologne, comme c'est le cas pour la France, l'Angleterre et l'Autriche, ne pourrait manquer d'exciter beaucoup d'aigreur à St.-Pétersbourg et de troubler les bons rapports avec la Maison Impériale Russe, sans atteindre en aucune manière le but désiré. Elle contribuerait, en outre, à augmenter les dissentiments qui existent déjà entre les deux Grandes Puissances allemandes dans certaines vues politiques, tandis qu'il est sans doute dans les intentions aussi bien que dans les intérêts des Etats secondaires allemands de faire disparaître ces divergences de vues.

Les principes d'après lesquels le Marquis Wielopolski désire améliorer le sort de sa patrie, sont, selon l'opinion du Baron de Dalwigk, les seuls applicables. Mais ces principes n'ont pas besoin d'être recommandés à St.-Pétersbourg, puisque le Marquis Wielopolski est à la tête de l'administration en Pologne. Le Gouvernement Grand Ducal serait en effet dans un embarras réel sur ce qu'il aurait à répliquer au Gouvernement Russe, si celui-ci, en réponse à une invitation générale de notre part à retablir l'ordre et le contentement en Pologne, nous demandeit de lui faire à cet égard des propositions spéciales.

Dans la seconde conversation avec Monsieur le Comte de Reiset, à la suite de nouvelles dépêches que ce dernier venait de recevoir de Paris, le Baron de Dalwigk lui fit observer qu'il était de plus en plus convaincu de l'impossibilité qui existe d'appaiser les troubles de Pologne par des voies pacifiques. A l'insurrection actuelle des Polonais se sont associés depuis peu des révolutionnaires de tous les pays, Anglais, Italiens, Allemands et Français. Si la Pologne obtenait une indépendance entière ou partielle, elle deviendrait, selon l'opinion du Baron Dalwigk, une seconde Italie au nord, un foyer perpétuel de tentatives révolutionnaires. L'ancienne Pologne avec sa puissante aristocratie n'existe plus. Le parti républicain qui employe jusqu'à l'assassinat comme moyen de remplir le but qu'il se propose, a maintenant le dessus. Le Baron de Dalwigk n'en déclare pas moins que si les démarches que Sa Majesté l'Empereur des Français fait auprès du Cabinet de St.-Pétersbourg et qui sont dictées par les plus nobles motifs et par les sympathies que la France nourrit depuis si longtems pour la Pologne, devaient amener un résultat satisfaisant, de concert avec les efforts de l'Angleterre et de l'Autriche, et prouver le peu de fondement des craintes ci dessus exprimées, il serait heureux de pouvoir au nom de Son Altesse Royale le Grand Duc de Hesse, saluer un tel résultat. Le Baron de Dalwigk peut assurer d'avance Monsieur le Comte de Reiset de la sincérité et vivacité des voeux qu'on fait ici pour le complet succès des démarches que Sa Majesté l'Empereur Napoléon dirige en ce moment dans le but salutaire dont il s'agit. Si du reste il y avait besoin d'une garantie particulière pour inspirer pleine confiance aux vues du Cabinet Impérial Français cette garantie

serait assurée aux yeux du Baron de Dalwigk dans le caractère si justement et hautement honoré ici de Son Excellence Monsieur le Ministre Drouyn de Lhuys.

(Staatsarchiv Darmstadt: Staatsministerium No. 79/21, Die polnische Angelegenheit 1863).

ANNEXE VIII.

Apponyi à Rechberg.

Nr. 32 A-E. Londres, 6 mai 1963.

Je viens de voir Lord Russell qu'une indisposition avait empêché de me recevoir ces jours derniers. Il me demanda tout de suite quelle impression les réponses russes avaient produit sur l'esprit de Votre Excellence. Lorsque je le lui eus dit il me répondit qu'il partageait entièrement ce jugement, que ces dépêches lui semblaient calmes et prudentes (considerate) qu'elles n'excluaient pas la possibilité d'une entente et ouvraient la voie à des négociations ultérieures. Il me confia que le Conseil des Ministres aurait desiré qu'on pût s'en tenir là, mais avait fini par reconnaître que cela était impossible et qu'une fois engagée dans cette discussion, il fallait profiter du bon vouloir apparent de la Russie pour obtenir d'elle des concessions réelles et sérieuses. Comment et par qui seraient entamées ces nouvelles ouvertures, quelle en serait la portée, il ne le savait pas encore. Le Cabinet français déclarait qu'il ne prendrait d'initiative qu'à l'invitation de l'Angleterre et cette insinuation semble embarasser Lord Russell. Il me demanda si Votre Excellence ne formulait aucun programme et semble évidemment regretter que tel ne soit pas le cas, car ce qu'il voudrait, c'est une base de discussion. Il pense, quant à lui, que la constitution de 1815 serait le *moins* qu'on puisse demander pour l'avenir, sauf à se contenter pour le moment d'une suspension d'armes d'un an et d'une administration entièrement polonaise, à l'exclusion de l'élément russe. Quant aux anciennes provinces polonaises, incorporées à la Russie, il croit que les Puissances n'ont pas le droit d'en parler, puisque d'après les Traités, ces provinces doivent être considérées comme russes et qu'on ne saurait demander à l'Empereur Alexandre le démembrement de son Empire.

A cette occasion Lord Russell me raconta que lorsque le Comte André Zamojski avait été conduit à St.-Pétersbourg l'automne dernier, il avait demandé à l'Empereur d'accorder des institutions nationales non seulement au Royaume, mais aussi aux anciennes provinces polonaises, lui promettant que, s'il voulait être le père et le bienfaiteur de son peuple, il aurait la Pologne à ses pieds. Sa Majesté aurait répondu: « Il n'y a que par la terreur qu'on puisse Vous gouverner », et le Prince Gortchakoff aurait ajouté dans un entretien subséquent: « Si Vous nous y forcez, nous ferons de la Pologne un monceau de ruines et de cadavres ».

Lord Russell qui tient ces détails du Comte Ladislas Zamojski, ne trouve pas ces dispositions très encourageantes ni très conformes aux sentiments de clémence et de conciliation que la Russie affecte en ce moment. Il craint aussi qu'un système de terreur et de sévérité ne soit inauguré lorsque le délai de l'amnistie sera expiré et verrait dans ce fait un grave danger de plus pour la situation. Car les Puissances qui ont pris en mains la cause de Pologne devraient considérer une pareille conduite comme un manque de bonne-foi de la part de la Russie, après les promesses de modération et de conciliation qu'elle vient de donner, et les complications les plus graves pourraient s'en suivre. Sans croire que la guerre soit une résolution arrêtée dans la tête de l'Empereur Napoléon, Sa Seigneurie pense cependant que, dans ce cas, ce Souverain aurait un prétexte plausible pour ses velleités belliqueuses et l'Angleterre serait obligée de le laisser faire.

Au reste, Lord Russell m'a itérativement exprimé la confiance que la paix pourrait être maintenue à la condition que la Russie ne se montrât pas trop obstinée. Pas plus que l'Autriche, l'Angleterre ne désire la guerre et la conviction — que le Ministre partage avec Votre Excellence — que cette guerre ne pourrait pas rester localisée, la lui fait redouter d'autant plus qu'il comprenait qu'elle pourrait, tôt ou tard, être détournée de son but primitif.

« Les nouvelles d'Amérique sont un peu plus rassurantes » — me dit Sa Seigneurie — « Mr. Seward montre des dispositions conciliantes; mais le danger existe toujours et l'Angleterre doit y être préparée, car cette question l'intéresse plus directement que celle de Pologne et prend la première place dans ses préoccupations ».

Je profitai de ces paroles pour observer au Ministre que c'est précisément le danger toujours menaçant d'un conflit avec l'Amérique qui doit engager l'Angleterre à joindre ses efforts aux nôtres pour prévenir une guerre européenne, dans laquelle elle ne pourrait rester à la longue, simple spectateur. Or, dès que les Etats-Unis verraient l'Angleterre impliquée dans un conflit européen, ils en profiteraient pour donner libre cours à leurs ressentiments, et deux guerres à la fois seraient cependant trop, même pour la puissance britannique. Lord Russell en convint et ajouta que la question polonaise méritait d'être bien examinée et approfondie entre nos deux Cabinets, pour combiner ce qu'il y aurait à faire pour lui donner une solution pacifique et satisfaisante.

Au moment où je quittai le Ministre, on lui apporta le télégramme contenant les paroles conciliantes dont le « Moniteur » accompagne la publication des réponses russes. Ces paroles causèrent à Sa Seigneurie une vive satisfaction et il y voit un gage de plus du maintien de la paix.

Londres, 6 mai 1863.

Apponyi à Rechberg, rapport No. 32-B.

Samedi matin, le 2 mai l'Ambassadeur de Russie a communiqué à Lord Russell la réponse du Cabinet russe à la dépêche anglaise du 10 Avril, et deux heures après mon Collègue se rendait chez moi pour me donner connaissance de cette réponse ainsi que de celles adressées à

Vienne et à Paris, et me raconta l'entretien qu'il venait d'avoir avec le Principal Secrétaire d'Etat.

Mr. de Brunnow m'a dit qu'il avait cru devoir faire précéder la lecture de la dépêche du Prince Gortchakoff de quelques mots d'introduction, prononcés avec une certaine solemnité. Le Gouvernement Impérial — lui aurait-il dit — a accueilli Votre démarche dans l'esprit d'amitié et de conciliation dont Vous Vous dites Vous-mêmes animés et il y répond dans ce sens. Il accepte la base des traités sur laquelle Vous Vous êtes placés et il espère ouvrir, par ces dispositions, la voie à des pourparlers et à une entente ultérieure sur la question polonaise.

« Oh, that's very good, very good » — se serait plusieurs fois écrié Lord Russell.

Le Baron Brunnow lui donna ensuite lecture de la Dépêche. D'après ce que me dit mon Collègue, le Ministre rendit justice au ton calme et modéré de cette pièce et la première impression qu'il en reçut, sembla plutôt favorable. Comme de raison il dut réserver son jugement définitif pour le moment où il en aurait mûrement pesé le contenu et l'aurait soumis à Lord Palmerston et au Conseil.

J'eus ensuite avec le Baron de Brunnow un entretien intime dans lequel nous échangeames librement nos idées. Je lui observai que tout en admettant le caractère courtois et conciliant des trois réponses, il ne me semblait pas qu'elles avançaient beaucoup la question vers une solution pratique. J'y cherchais en vain des promesses, des engagements offrant des garanties en faveur d'un ordre de choses plus acceptable par les deux Puissances qui se montraient les plus exigeantes dans la question polonaise.

« Mais nous ne pouvons pas promettre, cependant, ce que personne ne nous a demandé, ni faire des concessions que personne n'a formulées » — me dit l'Ambassadeur.

« Je n'ai pas d'avis à émettre à ce sujet — répondis-je — mais n'aurait-il pas mieux valu ne pas attendre que des concessions soient formulées et demandées, et prendre l'initiative de mesures que l'Angleterre et la France finiront par exiger; car Vous ne sauriez croire que leur action diplomatique s'arrêtera aux mots que vous venez d'échanger ».

« Il faudra voir ce qui arrivera — fut la réponse de Mr. de Brunnow — pour le moment nous ne pouvons qu'attendre. Si l'Empereur Napoléon veut nous faire la guerre j'espère au moins qu'il nous la fera seul, et en ce cas nous saurons bien en venir à bout ».

Avec tous les ménagements possibles, je demandai à mon interlocuteur comment l'armée russe qui, après trois mois d'efforts, n'était pas venue à bout des bandes indisciplinées, mal armées, mal organisées, sans commandement central et que leurs amis même n'évaluent pas à plus de 18.000 hommes, ferait pour résister à une armée française composée de troupes d'élite et qui aurait pour elle les sympathies du pays.

Mr. de Brunnow répondit que selon lui, la guerre de Pologne avait été très mal conduite jusqu'à présent. Il considére la présence du Grand Duc Constantin comme une calamité et ne peut attendre le jour où ce Prince, ainsi que le Marquis Wielopolski, auront quitté le pays, pour faire place au Général Berg qui seul, par son énergie et par un système de forte repression pourra mettre un terme à l'insurrection. Au besoin, on pourrait faire venir l'armée du Caucase qui, quoique réduite, pré-

sente encore un chiffre assez respectable, « et d'ailleurs — ajouta l'Ambassadeur d'un air assez découragé — chacun fait ce qu'il peut ».

J'observai à mon Collègue qu'outre le danger qu'il y aurait à dégarnir entièrement le Caucase, le système de réaction sévère que devrait inaugurer le Général Berg, fournirait à la France un nouveau prétexte de guerre, car l'Empereur Napoléon ne me paraissait pas disposé à permettre que l'insurrection polonaise fut étouffée dans le sang.

Je ne cite cette conversation que pour indiquer les embarras inextricables dans lesquels, de l'aveu même de son représentant, se trouve placé le Gouvernement russe. L'impression que m'a laissé le Baron de Brunnow est celle d'un homme très découragé et acceptant par nécessité l'espèce de fatalité qui pèse sur la politique qu'il a à défendre ici.

(HHS. England 60)

ANNEXE IX.

Londres, le 25 avril 1863.

De Weyer à Léopold I-er, lettre personnelle.

Votre Majesté verra, par les dépêches confidentielles que j'adresse aujourd'hui au Ministère, quelles sont les vives appréhensions de la plupart des Membres du Cabinet et de quels dangers la paix générale est menacée. En conséquence la France redouble d'activité, étend partout le réseau de ses intrigues, et cherche surtout à enlacer l'Autriche dans ses trames. L'Angleterre, prévoyant sans doute la possibilité d'une rupture avec les Etats-Unis, a dès les premières ouvertures qui lui ont été faites pour une action commune à St.-Pétersbourg, pris toutes ses précautions, et a déclaré qu'elle ne se laisserait point entraîner au délà d'une action diplomatique. Une guerre avec l'Amérique ouvre à l'Empereur de nouvelles chances pour la réalisation de l'idée qu'il n'a jamais perdu de vue. Il y a quelques jours que, dans un de ses épanchements auxquels il se livre volontiers avec des intimes ou des complices dont il se croit sûr, il dit au Ministre d'Italie, en recommandant à sa cour plus de prudence et de circonspection: vous jouez mal votre jeu en demandant toujours à grands cris Rome et Venise; plus vous en désirez la possession, plus vous devez vous en taire. Suivez mon exemple: personne plus que moi ne désire occuper un jour Bruxelles; personne n'en parle moins, ou au besoin ne proteste plus ouvertement du contraire. Je garde à cet égard un silence ou un langage qui me conduira bien plus sûrement à mes fins. Je n'inquiète personne, ne force point les gouvernements à se mettre sur le qui vive constamment. Lorsque Lord Russell porta cet entretien avec le Ministre d'Italie à la connaissance de Lord Palmerston, sa Seigneurie répondit: L'Empereur n'a pas dit toute sa pensée: Ce n'est pas Bruxelles, mais bien Anvers qu'il convoite. Nous savons parfaitement à cet égard à quoi nous en tenir.

(AGR, Papiers de Sylvain Van de Weyer, dossier 127)

ANNEXE X.

Londres, le 29 avril 1863.

De Weyer à Rogier, rapport No. 151. Très confidentiel.

Après avoir, cet après-midi, vidé avec Lord Russell la question de la démarche à faire auprès du Cabinet de St.-Pétersbourg, Sa Seigneurie me dit: « D'après les nouvelles reçues ce matin, l'aspect général des affaires est plus pacifique ». « Est-ce, lui dis-je, du côté des Etats-Unis que vous êtes plus rassuré ? ». « Non — répliqua-t-il — nous ne pouvons, de ce côté, encore rien affirmer avec quelque certitude; ce sont les affaires continentales qui nous inquiètent un peu moins. Nous avons lieu de croire que les réponses que nous recevrons de St.-Pétersbourg seront polies et seront conçues de manière à donner satisfaction à la France. Cela étant, Lord Cowley pense, et je suis aussi de cet avis, que l'Empereur Napoléon ne tentera rien du côté de la Baltique. Mais c'est là notre opinion d'aujourd'hui, qui peut être modifiée demain, sur d'autres données. Bien des choses dépendent de ce qui se passera en Pologne, et du plus ou moins d'agitation de l'opinion en France. Nous apprenons par la même voie, que la Russie, qui a pénétré sans peine dans les desseins de la Suède, envoie un corps d'armée considérable en Finlande ».

(AE. B, Grande-Bretagne 43)

ANNEXE XI.

Londres, le 28 avril 1863.

De Weyer à Rogier, rapport No. 146, *très confidentiel.*

Hier, pendant mon séjour au château de Windsor, j'eus une longue et intéressante conversation avec Lord Palmerston. Je la résumerai ici en quelques mots. « L'état de nos relations avec les Etats-Unis, me dit-il, ne m'inspire point des inquiétudes aussi vives qu'à plusieurs de mes collègues. Pour moi, je suis convaincu que, malgré le ton insultant de la plupart de leurs journaux, presque tous rédigés par des Irlandais réfugiés, les Américains du Nord, qui ont déjà toutes les peines du monde à tenir tête au Sud, se garderont bien de se mettre l'Angleterre sur les bras et qu'en conséquence, après s'être fait vivement presser par nous, ils nous rendront justice, donneront la main-levée aux navires indûment et illégalement saisis et feront parvenir, à leurs Amiraux, officiers de Marine et Commandants de croisières, l'ordre de mettre plus de circonspection et de mesure dans leurs actes de surveillance. Vous comprenez que l'Angleterre, qui dans les guerres maritimes, qui peuvent survenir, est bien plus souvent appelée à être belligérante que neutre,

ne doit point, de son côté, limiter imprudemment les droits des belligérants, ni poser, avec les Etats-Unis des précédents qui pourraient être invoqués contre elle. En conséquence, nous n'exigerons point des Américains l'admission des principes dont nous repousserons nous-mêmes l'application en cas de guerre. J'espère que, la question ainsi présentée, ils entendront raison. Mais telle est l'irritation des Etats-Unis, causée par l'insuccès de leur blocus, telle est leur susceptibilité nationale, toutes les fois que l'Angleterre est en jeu, que les appréhensions de mes Collègues sont parfaitement justifiées. A mes yeux, une guerre continentale est bien plus imminente. Dans la dernière conférence que m'a demandée M. de Bernstorff, je me suis fait un devoir de lui signaler tous les dangers de la situation. Je lui ai dit, et j'espère qu'il le répétera au Baron de Brunnow, que je ne croyais rien qui empêchât l'Empereur Napoléon d'expédier une armée par Riga, de jeter soixante mille hommes en Pologne, et de s'y maintenir, avec l'appui de la population, pendant tout le temps nécessaire pour bien asseoir l'indépendance de ce pays (c'est l'idée que l'entourage de l'Empereur vient de formuler de la manière suivante « on va par mer, et on revient par terre) ». « Mais, répartit M. de Bernstorff, l'Allemagne tout entière se leverait contre la France ». L'Allemagne, lui-répondis-je ne fera rien de pareil, les populations abandonneront leurs Gouvernements, et sympathiseront avec les Polonais et les Français. J'ai tenu le même langage au Comte Apponyi, qui m'était venu lire une longue série de questions posées par M. de Rechberg. L'Autriche désirait savoir ce que ferait l'Angleterre dans les diverses complications qui pourraient résulter des difficultés actuelles. Je lui répondis que l'Angleterre ne s'expliquait jamais à l'avance sur des cas hypothétiques; mais, ajoutais-je, « il y a une chose dont l'Autriche peut, dès à présent, être parfaitement sûre: c'est que l'Angleterre ne se battra jamais contre la Pologne et son indépendance ».

Cet entretien, dont vous appréciez toute l'importance, se termina par quelques mots fort aimables pour la Belgique. Je marchais d'un pas tremblant; Lord Palmerston m'offrit le bras, et me dit, tout chancelant qu'il était lui-même: « appuyez-vous sur moi ». — « Nous comptons bien, repliquai-je, en toute circonstance, sur votre appui ». — « Oui, oui, dit-il, il faut que l'Angleterre et la Belgique marchent bras dessus, bras dessous ».

(AE. B, Grande-Bretagne 43)

ANNEXE XII.

Londres, le 7 mai 1863.

De Weyer à Rogier, rapport No. 160, *très confidentiel.*

J'ai eu, cet après midi, un assez long entretien avec Lord Russell au sujet des notes Russes adressées aux trois Puissances en réponse à leur démarche combinée en faveur de la Pologne. Lord Russell reconnaît l'habileté avec laquelle ces pièces sont rédigées, il admet que

le ton en est conciliant et poli; mais, au fond, il n'y trouve rien de satisfaisant; et, à ses yeux, l'orage qui menace l'Europe est loin d'être conjuré. « En repoussant, me dit-il, de suivre l'Empereur des Français sur le terrain où il voulait nous entraîner dans les énergiques représentations qu'il voulait adresser à la Prusse, nous avons momentanément détourné le coup qui menaçait cette Puissance. L'Empereur, qui ne brusque rien mais qui n'abandonne jamais une idée, est aujourd'hui dans des voies pacifiques; mais combien de temps ces dispositions dureront-elles ? Il n'attend peut-être qu'un nouveau prétexte, une nouvelle faute du Cabinet de Berlin, pour ressaisir une occasion plus favorable; dans son imprudence, M. de Bismarck est précisément l'homme à fournir le prétexte et à commettre la faute, avec cette outrecuidance qu'il prend pour la fermeté. Déclarer que la Prusse considérerait comme un casus belli l'entrée d'une flotte française dans la Baltique, n'est pas une solution. Que ferait la Prusse si quatre ou cinq Puissances tombaient enfin d'accord sur l'avenir à assurer à la Pologne ? Le Prince Gortchakoff a fort habilement exploité les points de vue différents sous lesquels l'Angleterre, la France et l'Autriche envisagent pour le moment cette question; mais, cela aussi, n'est pas une solution, et force lui sera d'en venir à quelque chose de pratique ».

« La Russie, lui répondis-je, ne vous eût-elle point singulièrement embarrassé si elle vous eût pris au mot, et accepté le rétablissement des Traités de 1815, avec l'interprétation que vous leur donnez? Je m'étonne que, convaincue comme elle doit l'être, que les Polonais ne se seraient point contentés de cette concession, fût-elle même accompagnée d'une amnistie sérieuse, je m'étonne, dis-je, qu'elle ne se soit point placée sur ce terrain ».

« Elle eût, sans doute, en agissant ainsi, répartit Lord Russell, fermé en quelque sorte la bouche à l'Angleterre; mais, d'un côté, elle n'eût point satisfait la France, qui a posé la solution de la question Polonaise dans des termes bien plus vagues et plus élastiques; et, d'un autre côté, je ne pense pas que, dans l'état actuel des esprits en Russie, l'Empereur Alexandre ait assez de liberté d'action pour faire une concession aussi large. Si je suis bien informé, le vieux parti Russe trouve que l'Empereur a déjà été trop loin, et exige les mesures de répression les plus sévères. De quelque côté que je jette les yeux, je ne vois que graves embarras et dangers imminents. Il est impossible de prévoir d'un jour à l'autre ce qui peut sortir de cet état de choses ».

Ce sont là, Monsieur le Ministre, de graves paroles; j'ai tâché de reproduire textuellement cet entretien, dont le caractère très confidentiel ne vous échappera point.

(AE. B, Grande-Bretagne 43)

ANNEXE XIII.

Londres, le 18 mai 1863.

Apponyi à Rechberg, lettre personnelle.

L'expédition de ce jour était entièrement rédigée lorsque K. est venu ce matin m'apporter les Notes ci-jointes sur une entrevue qu'il a eu hier

avec Lord Palmerston. K. prend l'entière responsabilité de l'exactitude de ses notes et, pour ma part, je n'en doute pas, car elle ne font que confirmer avec plus de force et de franchise les prévisions émises dans mes rapports et les conclusions que j'ai tirées du langage plus prudent et réservé de Lord Russell.

Depuis plus de huit jours K. m'assurait qu'une négociation secrète se poursuivait entre Lord Palmerston et l'Empereur Napoléon directement. Cette négotiation paraît avoir abouti à un accord complet dont la guerre contre la Russie semble être la conséquence inévitable. Si, comme le dit K., le rôle de l'Angleterre dans cette guerre n'est pas encore bien défini, il est évident au moins qu'elle laissera faire l'Empereur et que sa neutralité sera aussi bienveillante que possible. Les dispositions de Lord Palmerston envers l'Autriche sont encore très bienveillantes et il n'admet pas la possibilité que nous puissions faire cause commune avec la Russie. Quant à la Prusse, il en parle avec le plus souverain mépris, ne voit en elle que le satellite de la Russie dont elle devra partager le sort et la considère comme un Etat gouverné « par un fanatique et par un fou » (sic) et voué à la ruine.

Ce que Palmerston a dit à K. sur la combinaison d'un archiduc comme Roi de Pologne, m'a frappé d'autant plus que je n'avais pas dit un mot à notre Agent sur les confidences que j'avais reçues de Lord Russell à ce sujet. Il paraît donc que la chose est plus sérieuse que je ne la pensai à prime abord.

La situation se dessine de plus en plus et je dois craindre que nos efforts pacifiques et conciliants ne deviennent bientôt inutiles. Le moment des grandes décisions semble donc approcher pour nous, et le dilemme que j'ai pris la liberté de poser dans ma lettre du 6 courant me paraît devenir chaque jour plus inévitable. La neutralité est impossible, Votre Excellence en convient Elle-même; une politique hardie et décidée pourrait seule, à mon humble avis, nous sauver des plus grands désastres et nous assurer, dans un cataclisme européen, des résultats avantageux et un Avenir puissant et brillant.

Londres, ce 18 mai 1863.

Annexe à la lettre du Comte Apponyi du 18 *mai* 1863.

Substance d'un nouvel entretien avec Lord Palmerston.

Lord Palmerston, dans une longue entrevue que j'ai eue avec lui, Dimanche, 17 du courant, m'a dit en résumé ce qui suit, sur la question polonaise:

1) « Traiter avec la Cour de St. Pétersbourg, c'est absolument comme si l'on traitait avec les Japonais ou les Chinois, c'est du verbiage asiatique; les Russes, comme tous les peuples semi barbares, n'admettent pour tout argument que ceux qui sont teints dans le sang et ne reconnaissent d'autre logique que celle du canon ».

2) « Le Cabinet Impérial est à même de pouvoir facilement comprendre que la partie est très sérieusement engagée avec la Russie et les Gouvernements d'Angleterre et de France ».

3) « Il est possible que la question solennellement posée comme

elle l'est aujourd'hui à la face de l'Europe, aura encore quelques phases à parcourir, mais que le Conseil des Ministres de l'Empereur, dans sa sagesse prévoyante, ne saurait manquer de reconnaître que, de toute manière tôt ou tard, elle devra aboutir à l'émancipation de la Pologne Russe, et se résoudre par l'établissement d'un Etat indépendant et libre sur les bords de la Vistule ».

4) « Il n'a absolument aucun avis à donner au Cabinet Impérial dans cette crise, et se borne seulement à exprimer le vif désir de voir l'Autriche continuer à marcher d'accord avec le Gouvernement de la Reine, et à rester unie avec lui; toute autre politique, et notamment celle qui s'inspirerait des tendances et des projets Russes dans l'affaire, lui paraîtrait fatale pour la Monarchie Autrichienne, dont la conservation a été, et sera toujours, le grand objet de la sollicitude des Ministres et de tous les hommes d'Etat Britanniques ».

5) « Un Congrès serait peut-être le moyen d'éviter la guerre, en supposant que la Russie consentirait à y prendre part, comme d'un autre côté, une pareille réunion pourrait peut-être aussi hâter plutôt que prévenir le conflit; au surplus, lui, Lord Palmerston, n'y verrait aucun inconvénient pour l'Angleterre, à la condition toutefois qu'on ne se mettrait au tapis vert que lorsque les trois Cabinets seraient bien positivement d'accord sur le progamme des demandes qu'on adresserait à la Russie dans cette éventualité ».

6) « Depuis longtemps il avait essayé, mais en vain, de ramener le Cabinet de Berlin à une entente avec l'Autriche, chose si avantageuse pour les deux Puissances Allemandes comme pour l'Europe ! Aujourd'hui, il en était à abandonner la Prusse à Sa mauvaise destinée! ».

7) « Lord Cowley lui mandait que, depuis un mois, l'esprit public en France était moins enthousiaste pour le rétablissement de la Nationalité Polonaise qu'il ne l'avait été avant, mais que cela ne signifiait pas grand chose, attendu que l'Empereur Napoléon représentait à lui seul l'opinion publique en France, surtout du moment où il est question de faire battre le tambour ».

8) « Enfin, il ne voit pas pourquoi l'Autriche s'alarme tant en face d'un changement de Dynastie qu'une guerre contre la Russie amenerait certainement à Varsovie, car pour elle, selon lui, elle pourrait bien avoir la chance qu'un Archiduc d'Autriche fût placé sur le nouveau trône Polonais ».

A tout cela, Lord Palmerston a ajouté que pour son compte, si les choses en arrivaient là, il était persuadé que l'Empereur Napoléon ne s'opposerait certainement pas à ce qu'un Prince de la Famille Impériale, l'Archiduc Ferdinand Maximilien par exemple, devînt le nouveau Souverain de la Pologne ».

Londres, ce 18 mai 1863.

Annexe à la lettre du Comte Apponyi du 18 *mai* 1863.

K. a eu hier Dimanche, 17 du courant, un très long entretien avec Lord Palmerston.

Cet entretien ne lui a pas laissé le moindre doute sur les points suivants :

1) « Que Lord Palmerston s'est mis tout récemment d'accord avec l'Empereur des Français sur le fond de la question Polonaise ».

2) « Que leur concert a pour but final de chasser les Russes du Royaume de Pologne, et d'établir, à la place de la souveraineté de l'Empereur Alexandre, une nouvelle Dynastie à Varsovie ».

3) « Qu'ils tiennent beaucoup, Lord Palmerston surtout, à ce que l'Autriche ne se sépare pas d'eux dans le conflit, mais que même, s'il en était autrement, ils n'exécuteraient pas moins leurs desseins. Lord Palmerston d'ailleurs n'admettant pas que le Cabinet Impérial puisse faire cause commune avec la Russie, » enfin.

4) « qu'il y a eu déjà des pourparlers entre Louis-Napoléon et le premier Ministre Anglais sur la nouvelle souveraineté à établir à Varsovie, Lord Palmerston ayant mis en avant, vis-à-vis M. K. le nom de S. Altesse Impériale l'Archiduc Ferdinand Maximilien, comme un Prince dont la candidature pour la couronne Polonaise serait, sans aucun doute, aussi agréable à l'Empereur Napoléon qu'elle le serait à l'Angleterre ».

Lord Palmerston n'est pas, en principe, contraire à la réunion d'un Congrès, sous la condition cependant qu'on conviendrait d'avance de la part des trois Cabinets d'un programme, touchant les conditions à imposer à la Russie dans la question dont il s'agit, et qui devrait être discuté dans cette réunion. Cette condition préalablement accomplie, Lord Palmerston ne s'opposerait pas à la participation d'un Congrès. Toutefois, il a ajouté: « Il y aurait dans une pareille réunion des Puissances de l'ancien Congrès de Vienne autant de chances pour que contre la paix; elle pouvait aussi bien mener au maintien de la paix, qu'elle serait capable de hâter une rupture avec la Russie. Quant à l'Autriche, il me semble qu'elle ne risquerait pas grand chose en donnant son consentement à un Congrès dans cette concurence, bien entendu notre entente à trois une fois solidement établie et clairement définie, surtout après les concessions que l'Empereur des Français vient de lui faire à ce sujet pour une pareille éventualité ».

Nul doute que Lord Palmerston ne se soucie, pour le compte de l'Angleterre, que fort médiocrement d'une pareille réunion, et là-dessus il a bien raison.

K. a trouvé Lord Palmerston impénétrable sur le point si, l'éventualité d'une guerre admise et projetée entre les deux Gouvernements, l'Angleterre serait ou non partie belligérante.

(HHS. England 62)

ANNEXE XIV.

Darmstadt, le 15 juin 1863.

Reiset à Drouyn de Lhuys, rapport.

J'ai dernièrement diné à Mayence chez son Altesse Royale le Grand Duc où se trouvait la Princesse Alice qui, depuis peu est de retour d'Angleterre. Cette princesse qui, comme je l'ai dit dans une de mes précédentes dépêches, est, je crois, chargée par la reine d'entretenir

les meilleurs relations possibles, au milieu des événements actuels, entre elle et l'impératrice de Russie, s'est mise à causer longtemps après le diner avec mon collègue Mr. de Labensky, au sujet des affaires de Pologne. Le salon dans lequel se passait cette conversation, où il n'y avait, en plus de ces deux personnes, que le grand duc, le comte de Lutzow et moi, est si petit que j'ai à peu près entendu l'entretien qui a eu lieu entre la Princesse Alice et mon collègue de Russie.

M. de Labensky s'étant plaint de ce que l'Angleterre lui paraissait être très montée contre la Russie, la Princesse Alice lui répondit que cela n'était pas, qu'elle arrivait de Londres et que bien loin de vouloir la guerre, la pensée constante du gouvernement de la reine était de calmer et de retenir la France pour l'empêcher d'entrer dans une voie belliqueuse.

Je suis persuadé qu'à l'heure qu'il est, la Princesse Alice écrit toujours dans ce même sens à St.-Pétersbourg et que le cabinet anglais se sert ainsi d'elle pour représenter notre souverain comme disposé à mettre le feu partout.

Cette conversation m'a rappelé ce que m'avait dit, il y a un mois, le Prince Alexandre à son retour de Londres que Lord John Russell lui avait peint l'Empereur sous les mêmes couleurs. « L'Empereur, avait ajouté le ministre anglais, n'attend que la fin des affaires du Mexique pour commencer la guerre du côté de la Russie, mais, malgré cela, je pense qu'il ne se décidera pas à la faire sans le concours d'une grande puissance, et il se berce de l'espoir d'avoir l'Autriche avec lui ».

Le fait est que le mot d'ordre de l'Angleterre en Allemagne est aujourd'hui de faire passer l'Empereur comme étant très décidé à la guerre. On voudrait faire croire que s'il ne l'a fait pas, ce sera grâce aux entraves mises par l'Angleterre à ses prétendus projets ambitieux.

(AE. Hesse Darmstadt et Nassau)

ANNEXE XV.

New York, le 30 Octobre 1863.

Lettre de l'amiral Reynaud.

Division Navale des Mers des Antilles et de l'Amérique du Nord.
Cabinet de l'Amiral.

Monsieur le Ministre,

Je crois devoir rendre compte directement et particulièrement à Votre Excellence, de la conversation que j'ai eu aujourd'hui même, avec un capitaine de vaisseau de la marine Russe.

Cet officier supérieur, polonais d'origine, commandait dernièrement une corvette dans la division des mers de Chine. Quand il a eu connaissance de l'affaire de Pologne, il a offert sa démission à son amiral, qui naturellement n'a ni voulu ni pu l'accepter. Ne voulant plus servir la Russie, il a quitté son bâtiment, proprement dit, il a déserté, s'est

embarqué clandestinement sur un navire de commerce américain, est arrivé à San Francisco, et s'est rendu à New York par la voie de Panama: arrivé avant-hier il part demain pour l'Europe, changeant de nom à chaque instant afin de faire perdre ses traces.

J'ai connu cet officier dans la première guerre de Chine, il était embarqué sur le bâtiment que montait l'amiral Poutiatine quand nous avons fait le premier traité à Tien-Sin.

Il m'a assuré que le gouvernement Russe songe depuis quelques années à une guerre possible avec les puissances occidentales de l'Europe. Que dans cette prévision le grand duc Constantin a demandé separément à trois amiraux leur opinion sur la manière la plus efficace d'employer les forces navales; que les trois avis émis separément, s'étant trouvé à peu près identiques, avaient été adoptés.

Ils consistent à abandonner toute idée de mouvements agressifs dans les mers d'Europe et même dans celle de l'Atlantique, et de s'y borner à une guerre purement défensive. Que tous les efforts seraient portés dans la mer Pacifique. Que dans ce but, des bâtiments russes sous le prétexte d'exploration scientifique avaient été reconnaître les côtes de la Nouvelle Calédonie et Port de France, ainsi que les positions anglaises de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie, et que en cas de guerre la division du Pacifique se porterait de suite sur nos établissements de Taïti et de la Nouvelle Calédonie afin de les détruire, et en agirait de même avec les colonies anglaises. S'attachant aussi à détruire les navires de commerce. La division actuellement à New-York attend la tournure que prendront les choses en Europe, et suivant les cas doublera le cap Horn pour renforcer la division actuelle de la mer Pacifique.

Ma dernière dépêche avait indiqué à Votre Excellence que l'on attendait encore les bâtiments de Russie. Cet officier m'a confirmé cette assertation, modifiée en ce sens qu'un seul de ces navires appartient à cette division, que les 3 autres sont affectés de suite à celle de l'océan Pacifique. S'ils viennent sur la côte des Etats-Unis ce ne sera que comme relâche de navigation.

Il m'a assuré que l'on construisait aux Etats-Unis deux bâtiments en fer, blindés, destinés à défendre les ports de l'entrée du fleuve Amour, et celui de Nouy, situé, m'a-t-il dit, par 41° de latitude, et près de l'isthme qui rejoint la côte de Corée au continent d'Asie.

Ces bâtiments dits être construits pour le gouvernement américain, seront démontés, embarqués sur des navires de commerce et remontés sur la côte de Californie. Il paraît aussi que le personnel excédent le chiffre réglementaire des équipages de la division mouillée à New-York, est destiné à l'armement de ces deux bâtiments. Les deux capitaines seraient ici, munis de leur commission de commandement. (Je vais chercher à découvrir où et comment se construisent ces deux bâtiments).

Le navire sur lequel cet officier est venu de Shang-haï à San Francisco, a relâché au Japon, où il a rencontré la frégate Semiramis, il a vu l'amiral Jaurès et lui a donné quelques renseignements, moins complets, m'a-t-il dit, que ceux qu'il me transmettait.

Il doit rencontrer ce soir un officier polonais comme lui, et embarqué sur une des frégates en rade, et dans le cas où il aurait quelque chose à ajouter à ce que je viens de relater à Votre Excellence, il m'en donnera avis par une lettre qu'il déposera au consulat en s'embarquant

demain matin. Cette note, dans le cas où je la reçoive me parviendra trop tard pour que je puisse la joindre à cette dépêche, que je suis obligé de terminer vu la fermeture de la poste [1].

Je prie Votre Excellence de m'excuser si je lui adresse une lettre ainsi détaillée, que j'ai été obligé d'écrire très rapidement pour ne pas manquer le courrier.

Je suis avec profond respect...

Le C. amiral, commandant en chef Reynaud

(Marine BB/4, 828)

30 Novembre 1863.

Copie d'une note remise par un Polonais, officier de Marine au service de la Russie.

L'issue désastreuse de la guerre de Crimée a amené un changement radical dans les vues de la Russie sur l'Extrême Orient et sur les moyens de partager l'empire des mers avec ses rivaux. Elle a reconnu que dans le présent état des choses elle ne pouvait songer à jouer un rôle actif dans les mers d'Europe, mais qu'en revanche l'Océan Pacifique était un champs ouvert à ses entreprises. Les succès relatifs qu'elle y avait obtenus pendant la guerre lui ont fait espérer que c'était la seule partie du globe où elle pouvait lutter avec avantage contre les marines de France et d'Angleterre si elle avait dans ces parages une puissante base d'opérations, une flotte nombreuse et des alliances assurées. Son audace, sa duplicité, son affinité naturelle avec les peuples de l'Asie et la concordance de ses vues avec celles des Etats-Unis d'Amérique, devaient l'amener en peu de temps, sinon à atteindre entièrement son but, du moins à s'en rapprocher au point où les résultats obtenus suffirent pour trahir l'ensemble de ses plans.

Le but que la Russie se propose d'atteindre est celui-ci: 1) Partager la domination de l'Océan Pacifique avec les Etats-Unis, à l'exclusion des puissances occidentales, 2) à cet effet, miner leur influence en Orient, et profiter de la première guerre pour y ruiner leur commerce et 3) dans tous les cas, posséder dans ces mers lointaines une force capable de menacer les intérêts commerciaux de la France et de l'Angleterre, pour les empêcher par cette intimidation de contrecarrer sa politique européenne.

I. Réorganisation de la Marine. — La réorganisation de la marine russe entreprise depuis la guerre de Crimée s'opére en conformité avec ce but. Elle doit se borner en Europe à un rôle purement défensif, et porter toutes ses forces agressives dans l'Océan Pacifique. Dans la Baltique et la mer Noire, la Russie a augmenté considérablement le nombre de ses chaloupes canonnières; elle construit des batteries flottantes et des monitors pour la défense des côtes, elle exerce ses équipages au

---

1) A ce rapport de Reynaud est jointe une note, sans date, qui dit: « L'officier de marine Polonais qui m'a fourni les renseignements que j'ai eu l'honneur de transmettre à Votre Excellence par le dernier courrier, n'a pu rencontrer aucun des officiers russes avant son départ. J'avais omis son nom dans ma lettre, il se somme Wladislas Zbyssewski ». Le nom de cet officier polonais était Władysław Zbyszewski.

maniement des navires de ce genre. Dans la mer Noire cependant, elle a trouvé le moyen de préparer l'attaque, sans violer ouvertement les traités. Elle y a créé une compagnie de navigation à vapeur qui la met en mesure dès aujourd'hui de maintenir des communications avec le Caucase, et de jeter au besoin et en quelques jours une armée de 30 à 40 milles hommes sous les murs de Constantinople. Si l'on y ajoute les quelques croiseurs dont elle a besoin pour garder ses côtes, on aura un tableau complet des forces navales dont elle dispose en vue des éventualités qui peuvent surgir en Europe.

C'est dans l'Extrême Orient que la Russie peut et veut devenir une puissance maritime prépondérante. C'est là qu'elle se prépare à attaquer ses ennemis. La flotte de long-cours n'est que la réserve de sa marine d'outre-mer; ses chantiers de l'Europe ne construisent que des navires destinés à l'Océan Pacifique. Depuis plus de trois ans on n'y travaille plus qu'à des bâtiments légers et bon marcheurs qui pourront être armés en course, et détruire le commerce européen dans l'extrême-Orient. Ses expéditions vers la Chine et le Japon se multiplient. L'escadre qui s'y trouve dans ce moment, jointe à celle de l'amiral Lissovski qui est à New-York, et à quelques bâtiments qui croisent dans la Méditerranée, et qui ont la même destination, est plus que suffisante pour porter un coup sérieux au commerce et aux colonies européennes dans le Grand Océan, puisque au jugement de l'amirauté russe, il suffirait d'une flotte de 6 frégates et de 19 bâtiments légers environ, pour agir efficacement dans le but que l'on se propose.

En effet, si l'on considére que la France et l'Angleterre ont de nombreuses colonies et un commerce étendu à protéger, et que leurs forces doivent par là même être disséminées sur tous les points du globe, qu'en outre elles sont obligées de conserver le gros de leur forces en Europe en cas de guerre avec la Russie, on voit quel avantage peut avoir sur elles dans ces mers lointaines une puissance qui n'a rien à défendre et qui peut concentrer une force respectable pour les attaquer isolément. Libre de ses mouvements toujours à même de choisir le lieu et l'heure du combat, l'escadre russe de l'Océan Pacifique pourrait aisément soit se disperser pour faire la course, soit se réunir sur un point donné pour attaquer à l'improviste Taïti ou Melbourne, soit enfin profiter de sa supériorité momentanée pour livrer des combats à des navires du guerre. Il est passé à l'état de doctrine dans la marine russe du Pacifique que l'attaque est son seul but, et que plus celle-ci sera soudaine, audacieuse, même folle, plus elle aura de chances de succès à cause de son imprévu.

Il est donc certain que dès ce moment la Russie possède dans l'Océan Pacifique, ou près d'y entrer, des forces navales suffisantes pour menacer sérieusement le commerce et les colonies des puissances maritimes d'autant plus que la possession des communications télégrapiques et postales de la Sibérie lui donne une avance de 20 jours sur ses ennemis pour annoncer à ses amiraux la déclaration de guerre et pour commencer ses opérations.

II. Base d'opérations dans l'Océan Pacifique. — Bien que la base d'opérations maritimes que la Russie se propose d'avoir dans l'Océan Pacifique ne soit pas encore solidement établie, les succès qu'elle a obtenus dans cette voie sont si rapides et si éclatants qu'on peut prévoir leur totale réussite et que sa marine y trouve déjà un ferme appui.

La conquête de l'Amour et des rivages de Mandchourie n'est que le commencement d'un plan habilement combiné. Il est inutile de rappeler par quelle mesure s'opéra l'acquisition des rivages mantchous. Il importe seulement de remarquer que cette conquête, toute précieuse qu'elle est à cause de ses ports et de la richesse du pays en bois de construction et produits minéraux, n'est pas complète aussi longtemps que la Corée n'en fait pas partie, et que ce nouvel empire ne s'étend pas jusqu'aux monts que les Russes considèrent comme ses frontières naturelles. Ils ont fait déjà une tentative infructueuse pour reculer leurs limites de la rivière Ousouri au Soungari, et ils convoitent la Corée qui est habitée par une population nombreuse et intelligente, et qui domine le golfe de Pe-tche-li, tout en fermant l'entrée de la mer du Japon.

Cette mer est destinée dans les plans de la Russie à devenir une rade russe, dont le rivage intérieur doit fournir à ses flottes la base d'opérations nécessaire. Cette mer est entourée par les îles de l'archipel Japonais. Toutes ses issues à l'exception de la plus septentrionale, sont aux mains du Japon; or il est de la première importance pour la Russie de s'en rendre maître. Ce but peut être atteint par l'acquisition des deux îles de Matsmaï (ou Yeso), et de Tchousima. En s'emparant de la première, la Russie commande les deux détroits qui l'avoisinent: celui de Sanguar par le port à Hakodadé, où l'influence russe est déjà si solidement établie que les indigènes y ont appris la langue russe; et celui de la Pérouse, par le port d'Aniva, situé à l'extrêmité méridionale de l'île de Sanghaline dont une moitié appartient à la Russie, et dont l'autre ne pourrait pas se maintenir en la possession du Japon, sitôt que Matsmaï serait russe. Une troisième issue de la mer du Japon est celle que les Anglais appellent Inland-sea (mer intérieure). Elle est obstinément fermée aux étrangers par le Gouvernement Japonais lui même. La Russie soutient cette interdiction, et elle la maintiendra d'autant mieux lorsqu'elle sera parvenue à établir son influence d'une manière durable sur cet empire. Enfin le sud de la mer du Japon est dominé par les deux îlots de Tchousima, sur lesquels la Russie a depuis longtemps des projets arrêtés pour en faire une nouvelle Malte qui tiendra en respect toute flotte qui voudrait pénétrer dans la mer du Japon. Tel est le plan dont la Russie a commencé l'exécution et il s'est fallu de bien peu, il y a un an, que Tchousima ne soit tombée en sa possession. Il suffit de jeter les yeux sur la carte pour voir l'importance que la Russie retirerait de la possesion d'un vaste empire dont la Corée fournirait le contingent de population, et dont les abords seraient défendus par le Japon, devenu vassal comme il ne peut manquer de l'être dans ce cas. Ports magnifiques, bois de construction, richesses minérales, population agricole ou maritime, tout s'y trouve à souhait, et n'attend qu'une main pour en faire un tout formidable. Après la réussite de ce plan, la mer du Japon sera l'antre d'où les escadres et les corsaires menaçeront le commerce et les colonies européennes, et si les flottes européennes en forcent l'entrée, les vaisseaux russes en sortiront par toutes les issues ouvertes pour eux, fermées pour l'ennemi.

III. Les alliances de la Russie. — Ces plans seraient difficilement réalisables sans l'appui que peut lui fournir l'alliance d'une Puissance maritime, riveraine du Pacifique, et regardant d'un oeil jaloux les progrès de l'Europe dans l'Extrême Orient. Les Etats-Unis sont d'accord avec

la Russie pour considérer le Grand Océan comme leur domaine exclusif, et les affinités de tendances qui caractérisent ces deux Etats, leur haine pour l'Europe et la perspective de profits communs, en font des alliés naturels, surtout dans leur politique en Asie. Cette alliance sera fortifiée par les liens qui sont à la veille de s'établir entre la Californie et les possessions russes de l'Amour. Le Gouvernement russe, mauvais colonisateur, est décidé à abandonner aux Américains le soin de coloniser le nouvel empire qu'il est en train de fonder. C'est donc le commerce américain qui fournira les nouvelles colonies; c'est la marine marchande de l'Amérique qui aura le privilège d'importer et d'exporter tous les produits; c'est la population américaine qui viendra retirer les profits matériels pendant que la Russie, pour un temps du moins, ne se sera réservé que la puissance politique. Ces liens d'intérêt, joints à la communauté des tendances, font réellement de la Russie et de l'Amérique des alliés naturels, très puissants dans le Grand Océan.

La communauté de leurs vues éclate surtout au Japon. Ils veulent en faire une puissance maritime, leur alliée, ou plutôt leur vassale et leur instrument. On sait que le Japon possède une population de 40 millions d'habitants, intelligents, actifs, entreprenants, braves, et généralement très bons marins. En fournissant une flotte à l'empire du Japon, on obtiendrait un instrument docile, d'une portée incalculable, dont on tournerait aisément le coup contre les Européens. Toute la politique de la Russie est dirigée vers ce but. Elle tend à se concilier l'amitié des Japonais, et elle y réussit. N'ayant pas de commerce à protéger, elle se pose au Japon comme une Puissance désintéressée, qui tient à coeur de maintenir les droits et la force du Japon contre les prétentions immodérées et la rapacité des Européens. Elle lui persuade qu'elle a des intérêts identiques aux siens, des ennemis communs, et qu'en qualité de voisine, elle est son alliée naturelle et la plus à même de le secourir.

Quelle que soit la part de succès que l'on doive attribuer à l'habileté de la Russie, le fait est que son pavillon est le plus respecté par le peuple japonais, et ce qui plus est, le plus aimé, tandis que les Anglais y sont abhorrés et les Français tenus et suspicion. La Russie encourage secrètement le Japon à tenir ses ports fermés, malgré les traités, à refuser le passage par la mer Intérieure; elle offre toujours sa médiation, et évite, à ses propres dépens, toute occasion de blesser le sentiment national de ses futurs vassaux. Voyant une révolution s'approcher au Japon, elle compte en tirer profit. Elle flatte et protège le prince tributaire de Matsmaï, et n'attend qu'une occasion favorable pour armer le palais de son consulat à Hakodadé, pour en faire un fort qui dominera la ville et le port, et facilitera la soumission de l'île.

Une politique en tout point semblable est suivie à l'égard de la Chine. La Russie lui a plusieurs fois offert son secours contre l'insurrection, et l'année passée il était convenu entre l'amiral Popoff et l'ambassadeur russe à Pe-king, qu'au seul mot de *oui* envoyé par celui-ci, l'amiral devrait prêter main forte aux Impériaux. Ce *oui* devait signifier la cession de toute la région comprise entre l'Ousouri et le Soungari, affluents de l'Amour. Lorsque cette région appartiendra à la Russie, il sera fort difficile à la Corée de ne pas tomber sous sa domination. D'ailleurs, à Vladivostock, la Russie se trouve aux portes de cette province; elle est prête à profiter, pour s'en emparer, d'un moment où les Puis-

sances européennes jugeront possible de prendre pied sur les côtes de la Chine.

Il est superflu de faire ressortir l'importance des plans de la Russie, et l'avantage que leur réalisation donnera sur les Puissances européennes. Il est juste cependant, de remarquer que cette réalisation est d'autant plus probable que les Puissances occidentales, confiantes dans leurs forces et se jalousant entre elles, se méprennent trop sur la force réelle de la Russie, et qu'à un moment donné, l'exécution de ces plans peut être si avancée qu'il faudra de grands efforts pour détruire ce qu'aujourd'hui pourrait aisément être réduit à néant.

(AE. Mémoires et Documents, Russie 46)

ANNEXE XVI.

Londres, le 28 juillet 1863.

Van de Weyer à Léopold I-er.

Dans mes dernières dépêches au Ministère, j'ai brièvement exposé: 1) que rien ne serait plus impopulaire en Angleterre qu'une guerre pour la Pologne; 2) que la Pologne est un mythe aux yeux de la plupart des hommes politiques de ce pays; 3) que l'on ne cherche nullement ici l'affaiblissement de la Russie; 4) que l'on n'y est nullement tenté de faire conjointement avec la France une guerre qui ne serait ni justifiable dans son principe, ni praticable dans les moyens d'exécution; 5) que l'Autriche n'est pas du tout disposée à faciliter à la France la conquête de la rive gauche du Rhin; et enfin 6) qu'à part toutes ces considérations, l'Angleterre se gardera bien, dans l'état actuel des affaires et des esprits aux Etats-Unis de se laisser entraîner dans des complications européennes.

Quelques mots que j'ai eu hier occasion d'échanger avec Lord Russell m'ont confirmé dans mes conjectures. « La France, me dit-il, se trouve en présence des deux puissances du monde les plus pacifiques, l'Angleterre et l'Autriche, qui veulent la paix et comprennent peu l'ardeur belliqueuse de M. Drouyn de Lhuys. Dites, je vous prie, au Roi que M. de Rechberg, dans son entretien d'adieu avec M. Thiers, lui tint à peu près ce langage: Il résulte de quelques passages de votre histoire et des opinions que vous avez exprimées ici que vous croyez l'Autriche disposée au moyen de bonnes compensations, à faire bon marché de la rive gauche du Rhin. Détrompez-vous et détrompez vos amis politiques: l'Autriche, quelques que soient ses sentiments envers la Prusse, défendrait cette partie du territoire de la Confédération Germanique comme si ses propres Etats étaient attaqués ».

J'ai tout lieu de croire, d'après quelques mots échappés à M. Gladstone, que le paragraphe du discours de la Couronne relatif à la Russie, sera de nature à ne point allarmer. Il y aura aussi, me dit-il, un paragraphe conciliant à l'adresse du Brésil. La décision du Roi des

Belges a été, à mes yeux, empreinte de la plus grande sagesse et de la plus parfaite dignité [1].

(AGR. Papiers de Sylvain Van de Weyer, dossier 127)

ANNEXE XVII.

Mémoire sur les dangers qui menacent le Catholicisme en Lithuanie et en Ruthénie-Blanche.

Août 1863.

Remis par le prince Czartoryski en septembre 1863.

Au moment où la question polonaise est l'objet d'une préoccupation si légitime et si générale, il est un côté moins présent à l'esprit du public qui néanmoins mérite l'attention la plus sérieuse des hommes d'Etat, surtout dans les pays dont la prospérité et la grandeur sont si intimement liées aux destinées de l'Eglise Catholique Romaine. Nous voulons parler de la question religieuse en Pologne, particulièrement dans les provinces annexées à l'Empire russe, où la religion catholique depuis cent ans ne cesse d'être en butte à une persécution cruelle et profondément calculée.

La liberté religieuse dans ces provinces a été garantie, même après le partage par les traités de Varsovie du 18 septembre 1773 et de Grodno du 13 juillet 1793. Mais si dès le premier jour la Russie a montré que pour elle tous les traités déstinés à protéger la religion catholique étaient nuls et non avenus, à l'époque où nous sommes nous la voyons prête à consommer les attentats et occupée à anéantir tout ce qui reste de catholiques, non plus seulement grecs-unis, mais catholiques latins dans ces malheureuses provinces.

Dans la Lithuanie, le diocèse de Vilna compte environ 600.000 latins; dans celui de Minsk la majorité de la population appartient, nominalement du moins, au schisme gréco-russe, qui lui a été imposé par l'Empereur Nicolas en 1839. Dans la Ruthénie Blanche, il n'y a que peu de latins et leur nombre est formé presque exclusivement des propriétaires et des bourgeois de villes.

En Lithuanie, il y a peu de grandes propriétés. L'administration de chaque domaine, s'il n'est pas exploité par le propriétaire lui-même est confié à un régisseur ou fermier principal qui réside dans le village entouré de 60 à 80 maisons occupées par des paysans moitié schismatiques et moitié latins. Tout ce qui est attaché à l'exploitation du domaine est latin. La chapelle ou l'église est attenante à la maison du propriétaire est d'une influence extrême pour le maintien de la religion. Il empêche, autant qu'il peut les mariages mixtes et aide les curés catho-

---

1) Il s'agissait d'une médiation du roi des Belges à propos d'un conflit entre le Brésil et l'Angleterre, conflit provoqué par la différence du tempérament entre la population brésilienne et les marins anglais.

liques et les guide dans les rapports si épineux qu'ils sont forcés d'avoir avec les autorités.

A côté des propriétaires et de leurs gens il y a la petite noblesse dont les membres ne se distinguent des paysans que parce qu'ils ont été de tout temps exempts de corvée. Ils cultivent eux-mêmes la petite parcelle de terre qui les fait vivre. Le Gouvernement russe leur a ôté leur titre de noblesse et les a fait « odnodworsi » c'est-à-dire « paysans libres ». Cette petite noblesse est latine ou si du moins, par suite de mariages mixtes, elle compte un certain nombre de schismatiques pour la forme, les traditions catholiques sont encore très vivantes en elle.

La population des campagnes si l'on en excepte un petit nombre de latins, est devenue schismatique. La langue qu'elle parle est un patois, sinon polonais, au moins beaucoup plus rapproché du polonais que du russe. Les traditions du rite uni sont encore vivantes chez elle, entretenues sans cesse par les propriétaires. Mais ces paysans par malheur font une classe tout à fait sans instruction, grâces aux soins constants du gouvernement russe qui a supprimé et qui défend toutes les écoles, remettant aux soins du pope seul leur éducation morale et religieuse: c'est dire assez, que ces malheureuses populations que le Catholicisme élevait à une culture supérieure, sont menées par ce schisme à l'abrutissement.

Depuis longtemps déjà, grâce au mouvement général des idées en Europe et aux sympathies si vivement manifestées pour la cause de la Pologne, le gouvernement russe prévoit que tôt ou tard le Royaume lui échappera. Il profite avec d'autant plus de soins de la situation actuelle pour extirper complètement de la Lithuanie l'élément polonais, qui se confond avec le Catholicisme dans sa haine. Or, voici comment il procède: les actes officiels dont les extraits sont annexés au présent mémoire font foi de tout ce que nous allons dire.

Les instructions données par le général Mourawieff et par tous les autres généraux en fonction dans la Lithuanie et la Ruthénie portent que:

1) Quiconque sera pris les armes à la main sera exécuté et tous les biens confisqués.

2) Quiconque aura pris la part la plus légère au mouvement, soit en fournissant de l'argent, du blé ou quoique ce soit aux insurgés, ou en les avertissant de la présence des soldats, ou en ne les dénonçant pas, quand même ces insurgés seraient les frères ou les fils, sera puni par la déportation en Sibérie de la famille toute entière et la confiscation immédiate de tous les biens.

C'est là le résumé de l'ordonnance en 19 articles, publiée par le « Courrier de Vilna », journal officiel russe du 8 juin 1863. On y désigne tout spécialement aux rigueurs des chefs militaires et aux mauvaises passions des paysans, à qui toute licence est donnée, les propriétaires, les gérants de leurs biens, les curés des paroisses et les supérieurs des couvents (art. 13). L'article 17 déclare que « les liens du sang et de parenté ainsi que la violence exercée par les insurgés ne sauront être pris comme excuse en considération surtout quand il s'agit d'écclésiastiques ».

Les mêmes prescriptions se retrouvent dans les circulaires du général Dlotowski, gouverneur de Witebsk. Il y est dit, que tous les propriétaires nobles ou autres et en leur absence, leurs intendants s'engageront par écrit sur l'honneur et sous la garantie de leur fortune et de leur

vie à livrer les insurgés à l'autorité sans égard à la parenté ou autres considérations personnelles (art. 4 d'une circulaire du 17-29 mai).

Une circulaire du 28 juin déclare que les propriétaires ou intendants étant arrêtés ou traduits devant un conseil de guerre, leurs familles seront immédiatement chassées de ces propriétés. La famille toute entière répondant pour chaque individu, il est clair que la population catholique toute entière est enveloppée dans une proscription sans merci et sans pudeur. Aussi ne voit-on depuis trois mois que transports continuels en Sibérie de tous les points de la Lithuanie, et il est clair que ceux qui restent, aux termes des ordonnances russes, méritent tout aussi bien d'être déportés. Car il n'y en a pas un seul qui ne puisse être atteint à la volonté du Gouvernement, par quelqu'un des articles des circulaires citées plus haut.

Une grande partie des biens des catholiques est déjà confisquée, et les journaux russes réclament hautement le partage au profit des colons russes des terres enlevées aux Lithuaniens sous prétexte d'insurrection. « L'Invalide Russe », journal semi-officiel, du 5-17 juillet déclare « que l'exécution d'un pareil projet rencontrera en Russie des sympathies unanimes ». C'est à l'aide d'une pareille colonisation, ajoute ce journal qu'on parviendrait avec le temps à remplacer le peuple laborieux de la Samogitie (population toute catholique) par l'élément russe, qui soutenu par le patriotisme inébranlable de notre nation détruirait à tout jamais, dans ce pays la ligne du Polonisme et du Catholicisme. Pour compléter l'effet de ces mesures, il est hors de doute que le Gouvernement russe appliquera jusqu'au bout les plans de Pagodine, c'est-à-dire que s'il reste par hasard quelque propriétaire polonais et catholique, on le forcera à vendre ses biens et à émigrer, de telle sorte que dans peu d'années tout ce qu'il y a de population polonaise et catholique sera remplacé par des propriétaires russes, la plupart anciens fonctionnaires qui recevront ces domaines du Gouvernement en guise de pensions de retraite.

Les catholiques disparaissent, il est trop clair que le clergé disparaîtra également (Car à quoi bon les pasteurs, là ou il n'y a pas de brébis ? Et sans pasteurs comment sauver les derniers restes du troupeau). Ainsi avant une génération il ne restera plus ni latins ni uniates et la frontière du schisme aura empiété de cent lieues sur l'Europe. Et si les souverains catholiques n'y mettent aucun obstacle, s'ils n'appuient pas le Saint-Père dans ses réclamations auprès de l'Empereur de Russie, l'Europe l'apprendra lorsque le mal sera déjà accompli et déjà irréparable.

On a reproché il est vrai au clergé polonais la part qu'il prenait aux agitations politiques comme ne s'accordant pas avec les devoirs pacifiques de son ministère sacré. Mais comment pourrait-il se soustraire à tout sentiment national et politique, lorsqu'il a acquis à force de souffrances la conviction, qu'il n'y aura dans les provinces polonaises aussi longtemps qu'elles resteront sous la domination russe aucune sécurité pour l'Eglise catholique, aucun avenir pour la conservation de son culte, aucune puissance légale à laquelle le prêtre persécuté puisse en appeler des traitements de ses persécuteurs ? Qu'y-a-t-il d'étonnant alors, si le clergé sentant profondément le lien intime qui unit le Catholicisme à la Nationalité polonaise se range ouvertement du côté du droit national? Le gouvernement russe ne distingue pas dans ses rigueurs l'élément catholique de l'élément polonais. Il accorderait volontiers toutes

sortes de libertés aux Polonais en échange de leur apostasie, convaincu qu'il est que l'apostasie par une pente irrésistible les menerait au Panslavisme.

Mais en dehors de la Religion, en dehors de la question des dogmes positifs, il y a une question de morale qui intéresse tout culte et toute société, nous voulons parler de la politique actuelle suivie par le gouvernement russe à l'égard de tant de millions d'hommes et de la démoralisation sociale qu'il provoque sciemment et volontairement dans les vastes provinces qu'il est censé de gouverner.

Conçoit-on en effet le degré de démoralisation introduit dans un pays par un gouvernement qui lance la partie moins éclairée, grossière et brutale de la société sur la classe élevée, ceux qui n'ont rien sur les propriétaires; qui excite, encourage et provoque par tous les moyens légalement et publiquement, tous les genres de cupidité et tous les genres de crimes; en telle sorte que tous les excès commis actuellement dans les provinces polonaises y compris l'assassinat et le viol (nous ne parlons pas du pillage et de l'incendie) peuvent être mis sans aucune exagération sur le compte du gouvernement russe.

Voyez en effet ce qui résulte du texte même des mesures prises par l'administration et l'effrayant commentaire que les faits se chargent de donner aux arrêtés publiés par le Gouvenement.

D'abord les paysans sont encouragés de toutes manières à dénoncer, chasser, livrer non seulement ceux qui font acte d'insurrection, mais ceux-mêmes qu'ils soupçonnent d'être opposés au gouvernement, par cela même tous ceux contre lesquels ils voudraient exercer une vengeance, tous ceux dont ils convoitent les biens.

On promet aux paysans les terres de ceux qu'ils dénoncent.

On leur abandonne le butin des maisons qu'ils ont pillées.

On leur donne une prime en argent pour chaque insurgé vrai ou faux et même pour chaque suspect livré à l'autorité.

Enfin quoiqu'on n'ait pu l'inscrire dans les circulaires et arrêtés publiés, il est manifeste que tous les genres de crimes commis par une populace déchainée jouissent de la plus complète impunité.

Citons les actes officiels qui constatent que le gouvernement russe qui accuse la Révolution d'avoir soulevé ses provinces, emploie pour les réduire les moyens les plus révolutionnaires.

L'article 6 de la circulaire de Mourawieff déjà citée plus haut porte que: Les munitions et les armes enlevées aux populations seront remises à l'administration militaire et employées à l'armement des gardes villageoises (formées des paysans eux-mêmes).

L'article 13 qui désigne à la dénonciation les propriétaires, curés, supérieurs des couvents ajoute: « Il sera recommandé aux paysans de surveiller ceux qu'on leur indiquera ».

Une circulaire du même Mourawieff publiée par le « Courrier de Vilna » du 30 juin porte ceci:

« Je recommande à Votre Excellence de publier un arrêté par lequel les propriétés et constructions qui forment le patrimoine de la petite noblesse et des odnodworsi etc. avec tout ce qui s'y trouve soient mises à la disposition des paysans. Les terres seront données en usufruit aux journaliers et paysans qui ne possèdent pas de terrains en propre... Votre Excellence veillera à ce qu'après avoir rassemblé les paysans l'ordonnance ci-dessus leur soit lue, et qu'on leur déclare que je leur

confie la mission de contenir la noblesse turbulente... Ils seront chargés d'arrêter sans aucun égard pour le rang et la fortune tous ceux qui se montreront coupables ou qu'ils soupçonneront ».

Une autre circulaire du 4 juillet déclare que: « chaque population devra désigner ceux qui (parmi les nobles etc.) ne méritent pas de confiance ».

Quant au partage du butin fait par les paysans unis aux soldats il est réglé également par des circulaires publiées à Vilna et à Kiev.

Le « Courrier de Vilna » du 18 juillet renferme encore une circulaire du général Mourawieff: « Je me suis convaincu, dit le général, que les paysans avaient contribué de concert avec les troupes à l'apaisement de la révolte fomentée dans le pays par les propriétaires polonais et le clergé catholique... Je vous recommande d'annoncer aux paysans que pour les encourager à poursuivre et à extermier les insurgés, je désigne une somme de trois roubles pour chaque insurgé arrêté par eux... la somme sera de cinq roubles pour un insurgé pris les armes à la main ».

Ce qui précède est extrait d'un petit nombre de pièces officielles. Mais que serait-ce si l'on voulait maintenant passer en revue les atrocités commises dans tout le pays, pas les bandes ivres de pillage et de sang, déchainées par un Gouvernement qui récompense la dénonciation du père par le fils et du frère par le frère qui déclare suspectes aux yeux des masses abruties par tous les moyens possibles plusieurs classes de la société, qui fait exercer la surveillance par des pauvres qui ont intérêt à déclarer suspects ou coupables tous ceux qui possédent quelque chose; qui enfin — car dans la pratique c'est à quoi tout aboutit — provoque et récompense l'assassinat! Ce dernier moyen a été pratiqué dans la Ruthenie-Blanche et la Livonie polonaise, provinces où l'élément latin est peu nombreux et ou l'on a espéré en finir par une jacquerie de quelques jours. Les paysans russes, « Raskolniks », qui chassés de la Russie il y a deux siècles par la persécution religieuse du schisme, avaient trouvé alors un asile généreux sur la terre polonaise, ont été déchainés sur les propriétaires et sur les catholiques quel qu'ils fussent par le Gouvernement moscovite. Pendant trois jours les Raskolniks ont tué, pillé, massacré avec une parfaite impunité. En trois jours quarante sept grandes propriétés ont été détruites, presque tous les catholiques ont disparu, ceux qui n'ont pas péri encombrent les cachots de Dunabourg, de Mohilew et les routes de la Sibérie. En même temps leurs meurtriers reçoivent de trois à cinq roubles par tête de prisonnier ou autres victimes et des centaines de médailles envoyées de Pétersbourg ont été distribuées à ces fidéles exécuteurs des instructions du Gouvernement.

Faut-il rappeler encore ces profanations continuelles des églises aussi bien en Ruthénie-Blanche que dans le reste de la Lithuanie, profanations commises non seulement par des Raskolniks et des paysans mais encore par des soldats que conduisaient des commandants supérieurs! L'aspect de ces profanations démeurées impunies affaiblira pour longtems malheureusement au sein des populations le sentiment religieux si intimement lié au respect dû et accordé par tout Gouvernement aux maisons de Dieu.

Nous nous arrêtons: nous n'avons voulu présenter ici qu'un court résumé de faits absolument certains et incontestables. En présence de ce tableau si court et si incomplet nous nous sentons saisis d'horreur et nous nous demandons s'il n'est pas temps que le Siège Apostolique

pour la première fois depuis Grégoire XVI, élevant la voix d'une manière sollennelle, arrache publiquement le masque à une puissance qui se déclare victime de l'esprit révolutionnaire des Polonais catholiques; qui non contente d'exterminer le Catholicisme se plait encore à le calomnier en le rendant responsable des conséquences inévitables du désespoir où elle pousse depuis longtemps des populations opprimées, qui donne à tous les gouvernements et à tous les peuples de l'Europe aujourd'hui ruinée sourdement par le socialisme, l'exemple de la mise en pratique par l'autorité elle-même du socialisme le plus effréné.

Dans l'anarchie des principes qui est la plaie de ce temps, est-il un plus noble attribut de la souveraineté que de proclamer et de défendre hautement la morale et la probité dans les affaires d'Etat ? Un gouvernement si souvent parjure ne cesse en Russie de faire appel dans les proclamations à la foi du serment. Il y a là un danger immense, si les peuples s'habituent à voir leurs gouvernements fouler aux pieds les lois sacrés de la conscience et de la morale, sans qu'aucune voix d'une autorité incontestée ose jamais s'élever pour protester contre ces attentats, le jour viendra, s'il n'est déjà venu, où l'idée même du droit de la fidélité du devoir dans les rapports de gouvernements à gouvernés, de sujets à souverain aura disparu de l'esprit des peuples, alors ce sera le règne de la force.

L'initiative que le Saint-Père a prise dans sa lettre adressée à l'Empereur de Russie permet d'espérer qu'il ne s'arrêtera pas dans cette voie. Mais combien le Saint-Père se sentirait plus fort, s'il était soutenu par les souverains catholiques. Et quel souverain le premier pourrait lui prêter concours, si ce n'est l'auguste successeur de ceux, qui ont toujours été les plus fermes défenseurs de la foi catholique, qui ont eu l'honneur insigne d'être le bras séculier de l'Eglise, et qui ont mérité pour eux et pour leur postérité le titre glorieux de Majesté Apostolique. Il y a près de cent ans, lorsque apparaissaient sur l'horizon du Nord les premiers signes de cette tempête, qui devait renverser la Pologne, le Souverain Pontife conjura l'Empereur des Romains de détourner de la République Chrétienne ce désastre qui la menaçait et de venir en aide à la nation Polonaise. Après un siècle de bouleversements, suite déplorable du partage de la Pologne, ces paroles n'ont rien perdu de leur énergie et de leur actualité, et le monde catholique pourrait aujourd'hui les adresser à l'Empereur actuel:

« Illud spectare catholici principes potissimum debent, Tuque inprimis, ne si schismaticis vires accesserint et potentia, ipsa res catholica labefactetur, et aliquando prope ad nihilum redigatur. Quam ob rem qui summum in cristiana Republica tenes locum et catholicae Ecclesiae constitutus es Custos et Vindex. Te oramus in Domino et obtestamur ut omnia consilia, studia et officia, omnemque conferas diligentiam ad gregem dominicum in his regionibus ex schismaticis prope faucibus et ore liberandum. Profecto id a Te ipsa tua dignitas postulat, ipsa etiam efflagitat animi tui magnitudo, cui nulla major tribui poterit laus quam si inclytae nationi in ea re benefeceris [1]).

(HHS. Russland 54)

---

1) Lettre de l'année 1767 du pape Clement XIII.
Ce fut la diplomatie française qui remit ce mémoire à Pie IX.

ANNEXE XVIII.

Nymphenburg, 1 August 1863.

Maximilien II à Schrenk, lettre personnelle

Mein lieber Herr Staatsminister Freiherr von Schrenk!

Die sogennante polnische Frage ist in mehrfachen Beziehungen äusserst gefahrvoll für Deutschland. Käme es in Folge ihrer Lösung zur Wiederherstellung eines gesonderten Polenreiches, so würde dasselbe voraussichtlich sogleich der Alliirte Frankreichs und ein Feind Deutschlands sein. Die Nachbarschaft eines solchen Reiches wäre für Deutschland weit bedenklicher als die Russlands, weil letzteres noch lange nicht in dem Masse konsolidirt ist, um nach aussen angriffsweise vorgehen zu können. Die bisherige Behandlung der polnischen Frage hat ausserdem den Nachtheil, dass Oesterreich und Preussen einander immer mehr entfremdet werden und dass die zwischen beiden bestehende Spaltung die Eroberungspläne Napoleons in Italien und am Rhein begünstigt. Wenn diese Spaltung nur auch zum Theil durch das Vorgehen Preussens veranlasst ist, so scheint Mir an derselben doch auch die österreichische Politik viel Schuld zu tragen, eine Politik, welche Ich im eigenen Interesse Oesterreichs nicht gutheissen zu können glaube. Oesterreich stellt mit Frankreich und England Forderungen an Russland, welche dieses nicht bewilligen kann, wie zum Beispiel die Bewilligung der Waffenruhe, oder die, wenn sie erfüllt werden, Oesterreich selbst wegen ihrer Rückwirkung auf Galizien, Ungarn, Böhmen und Venedig verderblich werden müssen, jedenfalls aber der Bildung eines besonderen Polenreiches den Weg bahnen und damit die zuerst erwähnte Gefahr näher bringen. Käme es in Folge einer Zurückweisung dieser Forderungen zum Kriege, was Oesterreich später vielleicht mit dem besten Willen nicht verhüten kann, so ist es in die Alternative gesetzt, entweder neutral zu bleiben und es dadurch, wie vor zehn Jahren im orientalischen Kriege, mit Allen zu verderben oder mit Napoleon einen Krieg gegen Russland zu führen, der die Wiederherstellung Polens, also auch den Verlust Galiziens, und eine Einbusse Deutschlands am Rhein leicht zur Folge haben könnte. Mir scheint, es wäre richtiger gewesen, wenn Oesterreich den polnischen Aufstand sogleich benützt hätte, um sich mit Russland auszusöhnen und auch Preussen näher zu kommen, zumal auch die Schleswig-Holsteinische Frage das Zusammengehen der beiden deutschen Grossmächte fordert. Damit nun das Unheil, welches aus der bisherigen oesterreichischen Politik in der polnischen Frage hervorgehen könnte, wenn möglich fern gehalten werde, müssten, glaube Ich, die deutschen Mittelstaaten und zuerst Bayern Alles aufbieten, um in Oesterreich einen Wandel in seiner Politik hervorzurufen. Ich habe damit begonnen, dass Ich Meine Auffassung Seiner Majestät dem Kaiser von Oesterreich in Regensburg mittheilte und glaube wahrgenommen zu haben, dass Meine Ideen Eingang bei ihm fanden. Ich wünsche nun, dass auf dem begonnenen Wege fortgefahren werde, und dass man in Wien Vostellungen mache, um es von weiterem Vorgehen gegen Russland abzuhalten und zur Formulirung der Bedingungen zu bewegen, unter welchen es sich mit Preussen und Russland zu

gemeinsamer Haltung vereinigen würde für den Fall, dass Frankreich und England um Polens Willen Krieg anfangen. Vielleicht wäre ein gegenseitiges Schutz und Trutzbündniss auf 10 oder 20 Jahre zwischen Oesterreich, Preussen und dem Bunde, Fallenlassen des französischen Handelsvertrags und von anderer Seite das Aufgeben der Bundesreformpläne eine geeignete Basis der Verständigung. Auf solcher Grundlage könnte man gewiss auch von Russland die nöthigen humanen Concessionen erlangen. Zur Ausführung solcher Vorstellungen ist aber selbstverständlich eine grosse Vorsicht nothwendig. Es darf nur mündlich verhandelt werden und erst, wenn in Wien ein entsprechendes Resultat erreicht ist, dürfte man in Berlin vertraulich anknüpfen. Am liebsten würde Ich es sehen, wenn Sie selbst irgendwo mit dem Grafen Rechberg zusammenträfen, um das Nöthige einzuleiten. Indem Ich den Vollzug dieses Meines Wunsches in Ihre Hände lege, sehe Ich einer seinerzeitigen Berichterstattung über die getroffenen Massregeln und die gewonnenen Resultate entgegen.

(Geheimes Staatsarchiv, Die Ereignisse in Polen 1863)

ANNEXE XIX.

Paris, le 8 Octobre 1863

Mülinen à Rechberg.

Secrète No. 1.

Conformément aux ordres de Votre Excellence, j'ai engagé M. le Prince Ladislas Czartoryski qui a passé chez moi ce matin, à me faire connaître le point de vue qui lui avait fait désirer de se rendre à Vienne.

D'un entretien de deux heures que j'ai eu avec le Prince, il résulte pour moi la conviction que le Gouvernement français n'est point étranger à la démarche qu'il a tentée et je considère le sujet comme assez important pour Vous en transmettre, Monsieur le Comte, tous les détails. J'aurai l'honneur de les faire parvenir à Votre Excellence par la prochaine occasion sûre.

« Le moment serait venu, me dit mon interlocuteur, d'envisager la question polonaise en face, afin de chercher un moyen de la trancher. Les Russes par leur système d'extermination mettent l'Europe en présence de deux dangers. Ou les Polonais exaspérés par le feu et le fer que promènent sans discernement dans le pays leurs dominateurs seront poussés à la frénesie et la direction du mouvement échappant aux modérés passera à la révolution qui jusqu'à ce jour n'a pas eu un mot à dire. La Pologne en ce moment se divise en deux partis: les modérés et les impatients. Les premiers ne voulaient pas le soulèvement afin de ne point mettre l'avenir sur une seule carte. Les seconds trouvaient leur position tellement terrible qu'ils l'ont précipité, dans l'idée que tout valait mieux que le statu quo. Ce sont ceux-ci qui par des mesures intempestives, par des proclamations absurdes dépassent le but. Le désespoir aidant ils pourraient bien avec le temps se jeter dans les bras de la révolution impuissante encore, au point que ni Mazzini ni ses con-

sorts ne voient de très bon oeil l'affaire de Pologne. Actuellement la couleur modérée a assez d'empire pour avoir forcé Mierosławski et son parti d'une dizaine d'individus à renoncer à représenter un principe à part pour se mettre au service de la cause nationale en courbant la tête devant le pouvoir qui dirige le mouvement.

Le second danger qui git dans l'éventualité où les Russes devenus maîtres de la révolution et puisant dans leur victoire une force nouvelle, réveilleraient le panslavisme et poursuivant leur rève d'autre fois prépareraient à l'Europe et surtout à l'Autriche de graves embarras.

L'Empereur des Français sympathique à la cause de Pologne qui est en outre pour lui une question d'existence ne peut l'abandonner. Dans ce moment il est hésitant comme cela lui arrive souvent, mais la force des choses le poussera à agir. Son Gouvernement s'appuie sur les masses et sur l'armée qui ne permettront jamais à la Russie d'exterminer les Polonais. Si l'Empereur ne les suivrait pas, il préparerait la ruine de sa dynastie. Il le sent et ne peut oublier en outre que l'indépendance de la Pologne est une idée napoléonnienne, soubassement de son trône qui s'écroulerait du moment où après l'avoir laissé se développer il en ferait bon marché. Son devancier le Gouvernement des Orléans a croulé sur deux questions, celle de Pologne et celle de Pritchard, impliquant toutes les deux une sympathie et une antipathie et touchant à la corde de la dignité nationale, si facile à faire vibrer.

Ma conviction, continua la Prince, est donc que la France napoléonienne ne peut abandonner la Pologne, mais elle désire, si c'est possible, la règler d'accord avec l'Europe.

C'est ici que commence le rôle de l'Autriche qui est, je n'hésite pas à le dire, la clef de la situation. Elle a en ce moment une occasion presque unique de se fortifier encore plus et de se débarasser de ses deux grands ennemis: La Russie et la Prusse, en portant un coup décisif à la révolution qui, la question polonaise une fois réglée, manquera d'aliments essentiels. Son but doit être de rétablir comme le disait feu le Prince de Metternich, un coussin entre la Prusse et la Russie d'un côté et l'Autriche de l'autre. La Pologne reconstituée, avec un Prince de votre choix sera votre alliée naturelle. Ses intérêts le lui conseillent impérieusement. Son histoire le lui commande. Puissance de second ordre, catholique romaine avec une civilisation occidentale, elle fera cause commune avec l'Autriche contre le protestantisme de la Prusse amoindrie et le schisme russe sortant d'une civilisation orientale. Il est indispensable pour Vous de combattre toute influence de la Russie sur vos Slaves et le jour où la Pologne sera, ce danger cessera ».

Aux observations que je fis à mon interlocuteur sur les difficultés de la politique qu'il préconisait, à mes arguments basés sur les antécédents, sur le respect traditionnel de l'Autriche pour les droits acquis, sur l'éloignement qu'elle aura toujours pour une politique d'envahissement, en un mot sur son aversion pour tout ce qui ressemblait à courir l'aventure, le Prince Czartoryski me répondit que le premier devoir de l'Autriche était, à son humble avis, de sauvegarder ses intérêts contre ceux qui disaient assez hautement leurs intentions dirigées contre elle. La Russie voulait l'enfermer dans un cercle de fer en s'étendant dans la partie septentrionale de la Turquie, tandis que la Prusse tendait à l'expulser de l'Allemagne en la refoulant au nord comme la Russie au

sud. Enfin la révolution en Italie fermait l'anneau du cercle en tachant de la chasser de Venise.

« D'un seul coup il vous est loisible, ajouta le Prince, de mettre à néant tout cet échafaudage de dangers et de calamités; affaiblir la Russie, diminuer la Prusse, tuer la révolution. Si vous pouviez faire remonter d'un an la question je comprends que Vous le feriez volontiers, afin de conserver le statu quo. Je le comprends d'autant mieux que moi-même j'ai fait mon possible pour empêcher la révolution d'éclater, mais les Russes qui à leur point de vue devaient la désirer, l'ont rendu inévitable. Maintenant nous sommes en face d'un état de choses qu'il faut savoir envisager, car j'ai la conviction qu'il n'est plus possible d'étouffer la question de Pologne. A l'Autriche il appartient de la diriger, de la conduire, afin que le mouvement ne prenne pas une direction en contradiction avec ses intentions, ses aspirations, ses véritables intérêts.

Mais il est juste et prudent que Vous preniez Vos précautions, qu'avant de Vous prononcer, Vous posiez vos conditions, Vous demandiez Vos garanties, et ici on acceptera tout ce que Vous demanderez, on est prêt à s'entendre avec Vous sur le terrain qui Vous conviendra, qui sera le vôtre. Une fois la France et l'Autriche d'accord le Gouvernement anglais, sous la pression de l'opinion publique, ne pourra pas rester en arrière ».

Dans une lettre suivante, j'aurai l'honneur de développer à Votre Excellence de quelle nature sont ces garanties, et comment le Prince Czartoryski entend trancher le noeud gordien de la situation.

Je ne crois pas inutile de formuler mon impression que le langage tenu par mon interlocuteur, tant dans ce qui précède que dans ce qui sera consigné dans ma lettre suivante concorde trop avec différentes paroles échappées à des personnages français pour que je ne cherche pas une corrélation entre les opinions du Prince Czartoryski et celles de l'Empereur Napoléon et je n'hésite pas à croire, comme j'ai été dans le cas de l'insinuer plus haut à Votre Excellence, que derrière mon interlocuteur se trouve le Gouvernement français, qui ne voulant pas s'exposer à un nouveau refus, a commencé par adopter l'attitude de la réserve pour nous provoquer à marcher de l'avant. La conspiration du silence n'ayant point abouti au gré de ses désirs, il essaie de la conspiration de la confiance.

Paris, le 8 octobre 1863.

Mülinen à Rechberg.

Secrète No. 2.

Entamant le côté: garanties et compensations, Mr. le Prince Czartoryski me dit:

« La Pologne tend à recupérer une existence nationale indépendante et demande à cet effet le Duché de Varsovie, la Lithuanie et pour le moins les provinces polonaises sujettes de la Prusse. Quant à la Galicie, je mentirais si je Vous disais que nous en ferons le sacrifice à tout jamais. Il est difficile pour nous de déclarer que nous y renonçons, avant que l'indépendance du pays soit fondée. Ce jour là au contraire, Vous nous trouverez très faciles et très coulants sur la question des

frontières. Nous tiendrons compte des besoins, des nécessités des intérêts de l'Autriche et n'oublierons point que c'est à elle que nous devons notre existence politique ».

Je n'ai pas voulu, en entrant en discussion sur ce point, me donner l'apparence de l'approuver et n'ai par conséquent pu approfondir la signification réelle de ces paroles, mais j'ai tout lieu de croire qu'elles s'appliquaient aux parties de la Galicie plus ruthènes que polonaises et aux nécessités stratégiques que dans tout partage le Gouvernement ne saurait perdre de vue.

Mon interlocuteur continua ainsi :

« De deux choses l'une, ou Vous gardez pour le moment la Galicie comme gage, ou Vous fixez dès maintenant les compensations qui vous sont indispensables. Où les trouver ces compensations ? Mais tout naturellement en Prusse, en Turquie, le long du cours du Danube. La Silésie catholique et les Lusaces, anciennement à Vous, retourneront volontiers sous Votre sceptre et la Prusse diminuée déjà par la perte de ses provinces polonaises, privée des provinces réunies à l'Autriche et peut-être de l'ancienne Saxe faisant retour au Royaume de Saxe se trouvera reduite à l'état de Puissance de second ordre, tandis que Vous fortifierez l'élément allemand chez Vous par la Silésie afin de contrebalancer l'augmentation de l'élément slave que Vous apporteraient la Bosnie et les portions de territoire situées derrière la Dalmatie et l'Istrie, et s'étendant au moins jusqu'à la crète des Montagnes. Votre puissance en Allemagne serait sans partage et en Vous attachant les populations catholiques du nord de la Turquie qui ont tout à gagner au change, en prenant pied dans les provinces danubiennes Vous étoufferiez les sympathies russes en Servie, foyer incandescent de révolution pour Vous.

Il s'agit maintenant d'indemniser la Turquie afin d'éviter qu'elle ne croule et de gagner l'appui de l'Angleterre. Puissance désorganisatrice dans les provinces slaves, la Turquie a une mission civilisatrice ailleurs. C'est vers ce côté qu'il faudrait tourner ses efforts en dégageant l'Angleterre d'une grande préoccupation. Donnez à la Turquie le Caucase, la Circassie, l'Arménie, la Géorgie, la Crimée, toutes provinces qui détestent la Russie et Vous enlevez le chemin de l'Inde à la cupidité moscovite. Par cette combinaison Vous détachez de la Turquie les portions chrétiennes de son territoire, et Vous lui donnez des provinces en lutte incessante avec la domination russe, dont les populations en grande partie musulmanes ne demandent pas mieux que de reconnaître la suzeraineté de la Porte qui, j'ai de puissants motifs pour le dire, accepterait avec plaisir ce troc.

Vous m'objecterez peut-être de courir l'aventure et me demanderez ce qui serait la part de la France dans ce remaniement territorial et si sa coopération active n'etraînerait pas la cession des provinces rhénanes. Je n'hésite pas à Vous déclarer que non. En France on commence à ne plus avoir goût aux agrandissements. Déjà l'acquisition de Nice et de la Savoie a plus d'opposants que d'admirateurs. Mais admettons que la France veuille également avoir le prix de ses sacrifices, vous pouvez lui offrir la partie française de la Belgique, moins Anvers devenant ville libre ou faisant retour à la Hollande, à condition qu'elle renonce à tout jamais au Rhin allemand. Vous lui cédez des populations françaises, comment voulez-vous qu'elle en réclame d'autre foncièrement allemandes. Quant à la dynastie régnante, rien ne s'oppose à ce que, si l'Autriche

ne veut pas mettre un de ses Archiducs sur le nouveau trône, elle ne soit acceptée avec reconnaissance par le nouvel Etat ».

Enfin le Prince en me parlant en terminant de l'Empereur et de ses vues, de ses hésitations et de ses sympathies, me dit, que de la connaissance qu'il avait de ce Souverain, il avait puisé la conviction qu'en Italie il ne voulait pas de l'unité, que jusqu'à présent, il avait laissé faire par faiblesse mais que son but serait d'avoir un Royaume du Sud, les Etats du Pape et l'Italie du Nord moins la Vénétie séparée de ces derniers par une Toscane allongée allant d'une mer à l'autre.

En mêlant l'Italie à la question de Pologne, je ne suis pas éloigné de croire que mon interlocuteur a voulu insinuer que ce grave sujet de préoccupation pour l'Autriche pourrait bien être introduit dans la discussion des compensations et des garanties.

Comme Votre Excellence voudra bien le remarquer, je me suis abstenu de discuter avec mon interlocuteur qui n'avait point qualité à cet effet, me bornant autant que possible à l'écouter afin de rendre compte, aussi exactement que ma mémoire me le permettrait, de ses vues qui, si elles ne sont réellement que la reproduction de celles de l'Empereur des Français ont à ce titre une certaine importance.

(HHS. Frankreich 77)

ANNEXE XX.

(5 novembre 1863).

Discours de Napoléon III.

...Quand éclata l'insurrection de Pologne, les gouvernements de Russie et de France étaient dans les meilleurs relations; depuis la paix, les grandes questions européennes les avaient trouvés d'accord, et, je n'hésite pas à le déclarer, pendant la guerre d'Italie, comme lors de l'annexion de Nice et de la Savoie, l'empereur Alexandre m'a prêté l'appui le plus sincère et le plus cordial. Ce bon accord exigeait des ménagements, et il m'a fallu croire la cause polonaise bien populaire en France pour ne pas hésiter à compromettre une des premières alliances du continent, et à élever la voix en faveur d'une nation, rebelle aux yeux de la Russie, mais aux nôtres héritière d'un droit inscrit dans l'histoire et dans les traités.

Néanmoins, cette question touchait aux plus graves intérêts européens; elle ne pouvait être traitée isolément par la France. Une offence à notre honneur ou une menace contre nos frontières nous imposent seules le devoir d'agir sans concert préalable. Il devenait dès lors nécessaire, comme à l'époque des événements d'Orient et de Syrie, de m'entendre avec les puissances qui avaient pour se prononcer des raisons et des droits semblables aux nôtres.

L'insurrection polonaise, à laquelle sa durée imprimait un caractére national, réveilla partout des sympathies, et le but de la diplomatie fut d'attirer à cette cause le plus d'adhésions possible, afin de peser sur la Russie de tout le poids de l'opinion de l'Europe. Ce concours de voeux

presque unanime nous semblait le moyen le plus propre à opérer la persuasion sur le cabinet de St.-Pétersbourg. Malheureusement, nos conseils désintéressés ont été interprétés comme une intimidation, et les démarches de l'Angleterre, de l'Autriche et de la France, au lieu d'arrêter la lutte, n'ont fait que l'envenimer. Des deux côtés se commettent des excès qu'au nom de l'humanité on doit également déplorer.

Que reste-t-il donc à faire ? Sommes-nous réduits à la seule alternative de la guerre ou du silence ? Non.

Sans courir aux armes comme sans nous taire, un moyen nous reste: c'est de soumettre la cause polonaise à un tribunal européen. La Russie l'a déjà déclaré, des conférences ou toutes les autres questions qui agitent l'Europe seraient débattues ne blesseraient en rien sa dignité.

Prenons acte de cette déclaration. Qu'elle nous serve à éteindre, une fois pour toutes, les ferments de discorde prêts à éclater de tous côtés, et que, du malaise même de l'Europe, travaillée par tant d'éléments de dissolution, naisse une ére nouvelle d'ordre et d'apaisement.

Le moment n'est-il pas venu de reconstruire sur de nouvelles bases l'édifice miné par le temps et détruit pièce à pièce par les révolutions ?

N'est-il pas urgent de reconnaitre par de nouvelles conventions ce qui s'est irrévocablement accompli, et d'accomplir d'un commun accord ce que réclame la paix du monde ?

Les Traités de 1815 ont cessé d'exister. La force des choses les a renversé ou tend à les renverser presque partout. Ils ont été brisés en Grèce, en Belgique, en France, en Italie, comme sur le Danube. L'Allemagne s'agite pour les changer; l'Angleterre les a généreusement modifié par la cession des îles Joniennes, et la Russie les foule aux pieds à Varsovie.

Au milieu de ce déchirement successif du pacte fondamental européen, les passions ardentes se surexcitent et, au Midi comme au Nord, de puissants intérêts demandent une solution.

Quoi donc de plus légitime et de plus sensé que de convier les puissances de l'Europe à un congrès où les amours-propres et les résistances disparaîtraient devant un arbitrage suprême?

Que de plus conforme aux idées de l'époque, aux voeux du plus grand nombre, que de s'adresser à la conscience, à la raison des hommes d'Etat de tout les pays et de leur dire:

Les préjugés, les rancunes qui nous divisent n'ont-ils pas déjà trop duré ?

La rivalité des grandes puissances empêchera-t-elle sans cesse les progrès de la civilisation ?

Entretiendrons-nous toujours de mutuelles défiances par des armements exagérés ?

Les ressources les plus précieuses doivent-elles indéfiniment s'épuiser dans une vaine ostentation de nos forces ?

Conserverons-nous éternellement un état qui n'est ni la paix avec sa sécurité, ni la guerre avec ses chances heureuses ?

Ne donnons pas plus longtemps une importance factice à l'esprit subversif des partis extrêmes, en nous opposant par d'étroits calculs aux légitimes aspirations des peuples.

Ayons le courage de substituer à un état maladif et précaire une situation stable et régulière, dût-elle coûter des sacrifices.

Réunissons-nous sans système préconçu, sans ambition exclusive,

animés par la seule pensée d'établir un ordre de choses fondé désormais sur l'intérêt bien compris des souverains et des peuples.

Cet appel, j'aime à le croire, sera entendu de tous. Un refus ferait supposer de secrets projets qui redoutent le grand jour; mais, quand même la proposition ne serait pas unanimement agréée, elle aurait l'immense avantage d'avoir signalé à l'Europe où est le danger, où est le salut. Deux voies sont ouvertes: l'une conduit au progrès par la conciliation et la paix; l'autre, tôt ou tard, mène fatalement à la guerre par l'obstination à maintenir un passé qui s'écroule.

Vous connaissez maintenant, Messieurs, le langage que je me propose de tenir à l'Europe. Approuvé par vous, sanctionné par l'assentiment public, il ne peut manquer d'être écouté, puisque je parle au nom de la France.

ANNEXE XXI.

Compiègne 13 Novembre, 1863.

L'Impératrice Eugénie au prince Metternich (copie).

Mon cher Prince,

Hier en rentrant chez moi, j'ai trouvé Votre lettre, je n'ai presque pas reconnu Votre écriture, tellement il y avait de temps que je n'en avais pas vu, mais je ne veux pas Vous faire une querelle d'allemand et je Vous dirai tout bonnement qu'elle m'a fait plaisir, en la voyant; moi, au contraire, je suis toute remontée; cette longue série d'échecs ne me plaisait guère, Vous savez à quel point je déteste tout ce qui n'aboutit pas, aussi en voyant une route dégagée devant mes yeux, je me sens toute autre que dans cette impasse où nous nous étions fourrés à trois et où on aurait pu nous chanter la chanson:

« ils étaient trois qui voulaient se battre »...

En voyant Vos « hélas » sur le discours de l'Empereur, permettez-moi de Vous dire que c'est bien Votre faute; le temps que Vous avez gagné était perdu pour nous; Vous nous avez laissés dans la plus profonde ignorance depuis cinq mois, nos dernières notes avaient clos la discussion, quand Votre opinion publique commençait à s'émouvoir des atrocités commises..... la nôtre nous reprochait notre indifférence et surtout notre impuissance. Vous le savez mieux que personne, l'Empereur a désiré loyalement de marcher avec Vous, mais enfin il fallait marcher; nous avons dit « Amen » à toutes les propositions, accepté sans nous plaindre des nécessités de chasse qui paralysaient les affaires, on a suivi tant bien que mal toutes les démarches, bien que persuadé où cela menerait. Avez-Vous donc le droit de Vous croire blessés, si une entente qui eût pu être féconde mais qui a dû se déclarer impuissante a été remplacée par un appel conciliant à l'Europe, où chacun a sa place et peut la remplir dignement. Croyez-moi, nous avons

fait tout ce que nous pouvions faire, mais Vous ne voyez les choses qu'à Votre point de vue, ce qui Vous empêche d'être juste. L'Empereur veut la paix et on lui reproche de vouloir sans cesse la troubler; il n'a pas d'ambition et pourtant tous Vos journaux lui reprochent de chercher des prétextes pour s'emparer du Rhin. Mais s'il est sans ambition pour ce qui regarde une extension de territoire, il ne saurait être assez jaloux de l'influence de la France; la guerre de Crimée nous a coûté assez cher pour qu'elle nous rapporte du moins d'être écoutés; le silence eût pu être digne et utile même à la Pologne, jusqu'à un certain point, mais nous n'avons eu ni honneur, ni profit dans notre campagne diplomatique. Espérons donc des lumières d'un Congrès ce que nous n'avons pu obtenir et s'il n'aboutit pas, que chacun prenne devant l'Europe la part de responsabilité qui lui revient tout entière. Vous me dites que Vous trouvez dans la jubilation tous ceux qui Vous sont contraires, mais c'est tout naturel, les ennemis profitent des fautes que l'on commet. C'est pour cela qu'il ne faut pas en faire.

(HHS. Frankreich 77)

BIBLIOGRAPHIE.

I SOURCES

1. MANUSCRITS [1].

ALLEMAGNE.

Darmstadt: *Staatsarchiv.*

Gesandtschaften. 28 b. — Paris 1857-1865.
Gesandtschaften. 87 e/1 — Berlin 1863.
Staatsministerium 79/21 — Die polnische Angelegenheit 1863.

Hambourg: *Staatsarchiv.*

Hanseatische Gesandtschaft Berlin: Politische Berichte 1859-1864.

Karlsruhe: *Generallandesarchiv.*

No. 48/2060 — Frankreich 1863.
No. 48/2519 — Oesterreich 1863.
No. 48/2662-4 — Preussen 1862-63.
No. 48/3009-10 — Diplomatische Specialakten Russland II, 1855-1866.

Munich: *Geheimes Staatsarchiv.*

Belgien — 1863
Die Ereignisse in Polen 1863.
Frankreich — 1863
Grossbritannien — 1863
Politische Hauptberichte der k. Bayerischen Gesandtschaften 1863.
Rom — 1863
Russland — 1863-1864
Schweiz — 1863.

Stuttgart: *Hauptstaatsarchiv.*

Hausarchiv: CCCXIV/7 — Briefe des russischen Kanzlers Fürsten Gortchakoff an Ihre Majestät die Königin Olga 1851-1871.
Gesandtschaft in Paris, no. 24 a/1 — 1862-66.
Ministerium des Auswärtigen:
E 70/33/13 — Carlsruhe 1860-65.
E 70/47/9 — Paris 1860-63.
E 70/73/2 — Berichtschreiben des Gesandten von Ow an den Kabinettschef des Königs während dessen Aufenthalt in Nizza, 1863 Januar 9-April 10 [2].
E 70/73/3 — Berichtschreiben des Gesandten von Ow - 1863 [2].
E 70b/29/4 — Gesandtschaft Wien. Concepte zu politischen Berichten des Gesandten von Ow - 1863.
E 72/124 — Petersburg 1862-63.

---

[1] Cette bibliographie des sources manuscrites ne comprend que les documents auxquels nous avons emprunté des références.

[2] Les rapports de Vienne.

Londres.

A) Public Record Office

Admiralty: 1/5833 — 1863.

Archives du Foreign Office [3].

Austria	1863	Prussia, Königsberg, Stettin	1863-64.
Austria, Ragusa	1863	Prussia, Dantzig, Cologne	1863-64.
Bavaria	1863-64.	Rome	1863-64.
Belgium	1863	Russia	1863-64.
Denmark	1863	Russia, Soukoum-Kalé	1863-64.
France	1863-64.	Russia, attaché, vol. 650	1863.
Germany	1863-64.	Saxony	1863-64.
Greece	1863.	Spain	1863.
Hanover	1863.	Sweden	1863-64.
Hans Towns	1863.	Switzerland	1863.
Italy	1863-64.	Turkey	1863-64.
Japan	1862-63.	Turkey, Moldavia	1863-64.
Netherlands	1863.	Turkey, Wallachia	1863-64.
Persia	1862-64.	USA	1863.
Persia, Tabreez	1862-64.	USA, New-York	1863.
Portugal	1863-64.	USA, San-Francisco	1863.
Prussia	1863-64.	Wirtemberg	1863.

FO. 96/27 — 1862-67: Minutes, memoranda, etc. Lords Russell, Clarendon and Stanley

FO. 391/4 — Hammond Papers: From Lord Clarendon, 1856 to 1870

FO. 519/ — Cowley Papers:
179 – Clarendon 1863-65
183 – From Elliot 1859-1867
191 – From Hammond 1863-64
195 – From Layard 1853-67
201 – Letters to Cowley 1850-68.
207 – From Ministers of French Government 1852-65.

German Foreign Ministry Archives [4]

10/304 – Acta betr. Secretanda zur Polnischen Angelegenheit – 1863.

Papiers privés de John Russell, PRO. 30/22/ [5]

22	Palmerston	1862-63	81	Prussia	1863
32	Miscellaneous	1860-65.	84	Russia	1863
37	Unites States	1863	92	Turkey	1863
42	Austria	1863	97	United States	1863
47	Belgium	1863	99	To Austria	1863
59	France	1863	105	To France	1863-64
62	France, Embassy in London	1863	107	To Germany	1863
63	Germany	1863	110	To Italy	1863
70	Italy	1863	111	To Rome	1863
76	Rome	1863	113	To Prussia	1863
77	Rome	1864-65.	114	To Russia	1863
78	Sweden	1863	116	To Turkey	1863

B) British Museum

Papiers de Layard - vol. XXI-XXII, CLXXIV-CLXXVIII [6]

C) Instytut Historyczny Imienia Generała Sikorskiego
Manuscrit 2225 - X. W. Meysztowicz: Dwie rozmowy z Murawiewem-Wieszatelem

---

[3] Abréviation: FO.

[4] Abréviation: GFM.

[5] Abréviation: PRO.

[6] Abréviation: Br. M.

Windsor.

Archives Royales [7]

H 50 – Poland 1848-1863
H 51 – Poland 1863-1864
J 80 – Louis Napoleon. The Congress 1863-1864
K 54 – Paris: March-May 1863

AUTRICHE

Vienne.

Haus - Hof - und Staatsarchiv [8]

Baden 46	–	1862-64
Bayern 31	–	1863
Belgien 25	–	1862
Belgien 26	–	1863 Berichte I-IV
Belgien 27	–	1863 Berichte V-XII, Varia, Weisungen.
Darmstadt 60	–	1863-64
England 58	–	1862 Berichte VII-XII, Varia.
England 60	–	1863 Berichte I-VI.
England 61	–	1863 Berichte VII-XII.
England 62	–	1863 Weisungen, Varia.
Frankreich 69	–	1861 Berichte I-VI
Frankreich 72	–	1862 Berichte I-VI.
Frankreich 73	–	1862 Berichte VI-XII, Weisungen I-V.
Frankreich 74	–	1862 Weisungen VI-XII, Varia, Privatbriefe des Fürsten Metternich, Comte Mülinen.
Frankreich 75	–	1863 Berichte I-IX.
Frankreich 76	–	1863 Berichte X-XII, Weisungen I-VI.
Frankreich 77	–	1863 Weisungen VII-XII, Varia.
Frankreich 78	–	1864 Berichte I-X.
Frankreich 79	–	1864 Berichte XI-XII, Varia, Weisungen I-III.
Griechenland 23	–	1863
Hannover 19	–	1863
Hessen-Cassel 83	–	1863
Nachlass Rechberg 525	–	Frankreich. Privatbriefe des Fürsten Richard Metternich aus Paris.
Nachlass Rechberg 526	–	Russland, Polen (Aufstand 1863), Ukraine.

Nachlass des Grafen Felix Wimpffen 1861-1874.

Niederlande 16	–	1863
Portugal 15	–	1863
Preussen 80	–	1863 Berichte I-V.
Preussen 83	–	1863 Varia, 1864 Berichte I.
Russland 52	–	1862 Berichte.
Russland 53	–	1862 Weisungen, Varia. 1863 Weisungen.
Russland 54	–	1863 Berichte, Varia.
Russland 55	–	1864 Berichte, Weisungen, Varia.
Sachsen 29	–	1862 Berichte VIII-XII, 1863 Berichte I-VII.
Sachsen 30	–	1863 Berichte VIII-XII, Weisungen, Varia.
Schweden 15	–	1863
Schweiz 32	–	1863
Spanien 24	–	1863-64
Türkei 80	–	1863 Berichte I-VI
Türkei 81	–	1863 Berichte VII-XII.
U.S.A. 20	–	1863
Vatican 204	–	1862
Vatican 205	–	1863
Vatican 206	–	1864
Württemberg 26	–	1863 Berichte I-XI.
Württemberg 28	–	1863 Varia, Berichte 1864

---

[7] Abréviation: AR.

[8] Abréviation: HHS.

Bruxelles

Archives du ministère des affaires étrangères [9]

Autriche-Hongrie 30	–	1862
Autriche-Hongrie 31	–	1863
Confédération Germanique 10	–	1863
Danemark 7[1]	–	1863
Danemark 7[2]	–	1863
Espagne 14[1]	–	1863
Etats-Unis 7	–	1863
France 20	–	1863
France 21	–	1863
France, supplément	–	1863
Grande-Bretagne 43	–	1863-64
Grande-Bretagne 2, Supplément	–	1863
Italie 2	–	1863
Pays-Bas 14	–	1863
Portugal 10	–	1863
Prusse 21	–	1861-62
Prusse 22	–	1863-65
Russie 6[2]	–	1862
Russie 7[1]	–	1863
Russie 7[2]	–	1863
Russie 8	–	1864-65
Saint-Siège 11	–	1861-63
Suisse 4	–	1863
Turquie 10	–	1863
Dossier 167	–	Note sur la cession à la Prusse des cinq cantons belges de St. Vith, Malmédy, Cronenbourg, Scheiden et Eupen, ainsi que l'arrondissement de Bittbourg.
Dossier 10. 215	–	La Belgique et la proposition de congrès général européen de l'empereur Napoléon III en 1863 - Mémoire présenté par Jean Balteaux, bibliothécaire-adjoint à l'examen pour l'obtention du grade de Bibliothécaire (Session du mois d'octobre 1923) [10].

Notes et Mémoires, vol. II.

No. 23 – Note concernant la proposition d'un congrès européen faite par Napoléon III, 1863-4.

No. 29 – Note sur les affaires de Pologne. Intervention de la Belgique en 1863 [11].

Archives Générales du Royaume [12]

Papiers de Frère-Orban:	No. 634 – Lettre de Devaux concernant les difficultés nées entre l'Autriche et la Russie, Bruxelles, 31 juillet 1863.
Papiers de Charles Rogier	No. 113 – Lettres du comte P. de Bouchgrave d'Altena, chef de cabinet du ministre des affaires étrangères.
	No. 134 – Lettres du baron A. du Jardin, ministre à La Haye.
Papiers de Sylvain Van de Weyer:	No. 20 – Lettre privée du 28 avril 1863.
	No. 127 – Lettres à Léopold I-er.
	No. 274 – Lettre de Van Praet, 26 avril 1863.

---

[9] Abréviation: AE. B.

[10] Mémoire écrit d'après les rapports diplomatiques conservés dans les archives du ministère des affaires étrangères à Bruxelles et d'après les réponses des souverains publiées par le « Moniteur Universel » de Paris. C'est une étude polycopiée de 41 pages, in 4°.

[11] Note écrite en novembre 1867 par George Devaux. Il constate que « cette manifestation européenne n'eut aucun résultat: elle n'empêcha pas le gouvernement Impérial d'envoyer peu de temps après le Général Mourawief à Vilna et le Général Berg à Varsovie ».

[12] Abréviation: AGR.

Paris.

Archives du ministère de la guerre [13].

C^{1} 29	–	Camp de Châlons en 1863
2139-	–	Rapports annuels à l'Empereur Napoléon III
G^{9} 90-100	–	Correspondance générale 1863-64
1605	–	Autriche
1569	–	Bade
1559	–	Bavière
1478	–	Danemark
1678	–	Egypte
1634	–	Europe
1387	–	Italie
1674	–	Perse
1534	–	Prusse
1535	–	Prusse
1567	–	Saxe
1482	–	Suède
1498	–	Russie
1499	–	Russie
1622	–	Turquie
1623	–	Turquie, Principautés Danubiennes
1568	–	Wurtemberg

Archives du ministère de la marine [14]

BB^{2} 421	–	Mouvements
BB^{3} 737	–	Consuls de France
BB^{4} 827	–	Mémoires divers
BB^{4} 828	–	Rapports
BB^{4} 831	–	Mission navale du Levant

Archives du ministère des affaires étrangères [15]

Allemagne	1863-64	Perse	1862-64
Angleterre	1862-64	Portugal	1863-64
Angleterre, consuls, vol. 40	1863	Prusse	1862-64
Autriche	1862-64	Prusse, consulats	1863-64
Autriche, Venise	1863	Rome	1863-65
Bade	1863-64	Russie	1863-64
Bavière	1863-64	Russie, Moscou	1863-64
Belgique	1863-64	Russie, Riga, Odessa, Tiflis	1863-64
Danemark	1863-64	Russie, Varsovie	1862-63
Danemark, Kiel	1863	Saxe	1863-64
Espagne	1863	Saxe-Weimar	1863
Etats-Unis	1863	Suède	1863-64
Etats-Unis, New-York	1863	Suède, Christiania	1863
Etats-Unis, San-Francisco	1863	Suisse	1863
Grèce	1863-64	Turquie	1863-64
Hambourg	1863	Turquie, Belgrade	1862-64
Hanovre	1863	Turquie, Bucharest	1862-64
Hesse-Cassel	1863	Turquie, Galatz	1863-64
Hesse-Darmstadt et Nassau	1863	Turquie, Janina	1863-64
Italie	1863-64	Turquie, Jassy	1863-64
Japon	1862-63	Turquie, Jérusalem	1863-64
Pays-Bas	1863	Turquie, Trébizonde	1863-64
		Wurtemberg	1863

Mémoires et Documents:

Pologne 34
Russie 46
Les papiers de Thouvenel
Les papiers de Rouher

---

[13] Abréviation: AG.

[14] Abréviation: Marine BB.

[15] Abréviation: AE.

Archives Nationales [16]

AB XIX 1512	–	Papiers de Cerçay
BB[18] 1669	–	Manifestations en faveur de la Pologne
BB[18] 1667, 1694, 1670, 1676	–	Justice
BB[18] 1681	–	Discours de Napoléon III
BB[30] 367-388	–	Rapports des procureurs généraux
F[12] 2683	–	Rapports du Consul à St. Pétersbourg

Bibliothèque Thiers

Papiers de Baroche
No. 980, 1014

PAYS-BAS.

La Haye.

Algemeen Rijksarchief.
No. 159 – Polen 1863

SUISSE.

Berne.

Eidgenossisches Bundesarchiv
Polenfrage 1863
No. 359 – Gesandtschaft in Paris 1863
No. 376 – Gesandtschaft in Turin 1863
No. 397 – Gesandtschaft in Wien 1863

2. DOCUMENTS IMPRIMÉS.

Aegidi K. Klauhold A.: *Staatsarchiv. Sammlung der officiellen Aktenstücke zur Geschichte der Gegenwart 1863-64.*

Archives Diplomatiques 1863-64. Paris.

Die Auswärtige Politik Preussens 1858-71. Berlin, 1932-1945 [17].

Bossy R. V.: *Agentia Diplomatică a Romanei în Paris.* Bucuresti, 1931. 402 p.

Code Rouge. Ordonnances et circulaires des généraux. Paris, 1863, 46 p.

Czartoryski W.: *Affaires de Pologne.* Paris, 1863, in-4°, XXXIV-128 p.

Executive Documents printed by order of the House of Representatives, during the first session of the thirtyeighth Congress, 1863-64. Washington 1864. Papers relating to Foreign Affairs [19].

---

[16] Abréviation: AN.

[17] Abréviation: APP.

[19] Abréviation: Diplomatic Correspondence.

Expositio documentis munita eorum curarum quas Summus Pontifex Pius IX assidue gessit in eorum malorum levamen quibis in ditione Russica et Polona Ecclesia Catholica afflictatur. Romae MDCCCLXX, in-8°, 236 p. [18].

Filipowicz T.: *Confidential Correspondence of the British Government respecting the Insurrection in Poland: 1863.* Paris, 1914, in-4°, XXXV-453 p.

Further Correspondence respecting the Insurrection in Poland. London, 1863, in-fol.

I Documenti Diplomatici Italiani. Prima serie 1861-1870. Volume II, Roma MCMLIX.

Lewak A.: *Polska Działalność Dyplomatyczna* (L'action diplomatique polonaise 1863-64). Varsovie, 1937, in-4°, LV-487 p.

Lutostański K.: *Les partages de la Pologne et la lutte pour l'indépendance.* Paris, 1918, in-fol. XIX-712 p.

Official Records of the Union and Confederate Navies in the War of the Rebellions. Series II, volume 3, Washington, 1922 [20].

Oncken H.: *Die Rheinpolitik Kaisers Napoleon III von 1863 bis 1870.* Berlin, 1926, in-8°, 3 vol.

Srbik H.: *Quellen zur deutschen Politik Oesterreichs 1859-1866.* Berlin, 1934, in-8°.

Wellesley V. Sencourt R.: *Conversations with Napoleon III.* London, 1934, in-8°, 388 p.

Wydawnictwo Materyałów do Historyi Powstania 1863-1864, vol. V. Lwów 1894.

3. PRESSE.

Charivari

Constitutionnel

Correspondant

Courrier du Dimanche

France

Gazette de France

Journal des Débats

Monde

Moniteur Universel

Opinion Nationale

Patrie

Pays

Presse

Revue Contemporaine

Revue des Deux Mondes

Siècle

Temps

Union

---

[18] Bibliothèque Nationale, Paris: E 9404 (4).

[20] Abréviation: ORN.

4. CORRESPONDANCE, LETTRES, MÉMOIRES.

Argyll G. Eighth Duke of:	Autobiography and Memoirs. London 1906, in-8°, 2 vol.
Barante baron de:	Souvenirs 1782-1866. Paris, 1901, in-8°, 8 vol.
Baroche J.:	Second Empire. Notes et Souvenirs. Paris 1921, in-4°, XI-661 p.
Barthez Dr.:	La famille impériale à Saint-Cloud et à Biarritz 1856-1867. Paris, 1913, in-8°, III-260 p.
Berner E.:	Kaisers Wilhelm des Grossen Briefe, Reden, Schriften. Berlin, 1906, in-8°, 2 vol.
Bernhardi T.:	Tageblätter. Leipzig 1893-1901, in-8°, 8 vol.
Beust F.:	Aus Drei Viertel-Jahrhunderten. Stuttgart 1887, in-4°, 2 vol.
Beyens baron:	Le Second Empire vu par un diplomate belge. Paris 1926, in-8°, 2 vol.
Bigelow J.:	Retrospections of active life. New-York, 1910, in-4°, 3 vol.
Bismarck O.:	Gesammelte Werke. Berlin, 1924-1935. 15 vol.
	Bismarck und Russland. Enthüllungen über die Beziehungen Deutschlands und Russlands. Berlin 1888, in-8°, 268 p.
Bloomfield G.:	Reminiscences of Court and Diplomatic Life. London, 1883, in-8°, 2 vol.
Canrobert maréchal:	Souvenirs d'un siècle. Paris, 1902-1913, 6 vol.
Castellane maréchal:	Journal. Paris, 1897, in-8°, 5 vol.
Colson colonel:	Carnet. Nouvelle Revue Rétrospective, 1901.
	Correspondance de Guizot avec Léonce de Lavergne. Paris, 1910, in-16, VII-218 p.
	Correspondance du Duc d'Aumale et de Cuvillier-Fleury. Paris, 1912, in-8°, 4 vol.
Czartoryski W.:	Pamiętnik 1860-1864. Varsovie 1960, 402 p.
Dabot H.:	Souvenirs et impressions d'un bourgeois du Quartier Latin. Péronne, 1899, in-8°, VI-298 p.
Dalwigk R.:	Tagebücher. Berlin, 1920, in-4°, VIII-535 p.
Darimon A.:	Histoire d'un parti. Paris, 1887, in-16, VII-430 p.
Darimon A.:	L'opposition libérale sous l'Empire 1861-1863. Paris, 1886, in-16, 417 p.
	Documents du Comité Central pour la cause polonaise. Paris, 1863 [21].
Doudan X.:	Mélanges et Lettres. Paris, 1877, in-8°, 4 vol.
Du Barail, général:	Mes Souvenirs. Paris 1895, in-8°, 4 vol.
Du Camp Maxime:	Souvenirs d'un demi-siècle. Paris, 1949, in-8°, 2 vol.

[21] Bibliothèque Nationale, Paris: Fol. M. 1432.

Duncker M.:	Politischer Briefwechsel. Berlin, 1923 in-8⁰, XXIV-487 p.
Du Petit-Thouars B.: vice-amiral	Ses Notes et Sa Correspondance. Paris, 1906, in-8⁰, VIII-415 p.
Ebeling A.:	Napoleon III und sein Hof. Köln 1892-4, in-8⁰, 3 vol.
Eckardt J.:	Aus der Petersburger Gesellschaft. Leipzig 1880, in-8⁰, 415 p.
	Entretiens rétrospectifs sur les choses en Allemagne. Revue de France, juillet-septembre 1877.
Ernst II, Herzog von Sachsen-Coburg-Gotha:	Aus meinem Leben. Berlin 1887-89, in-4⁰, 3 vol.
Feliński Z.:	Pamiętniki (Mémoires). Cracovie 1897, in-16, 2 vol.
Fleury comte général:	Souvenirs. Paris, 1897, in-8⁰, 2 vol.
Fleury comte:	Memoirs of the Empress Eugenie. London, 1920, 2 vol.
Franz Joseph I:	Briefe an seine Mutter. München. 1930, in-8⁰, 413 p.
Friedrich, Kaiser:	Tagebücher 1848-1866. Leipzig, 1929, in-8⁰, LI-582 p.
Fröhner W.:	Souvenirs de la Cour Impériale. Revue des Deux Mondes, avril 1931.
Gayot A.:	Guizot et Madame Laure de Gasparin. Paris, 1934, in-8⁰, 647 p.
Gooch G. P.:	The Later Correspondence of Lord John Russell 1840-1878. London, 1925, in-8⁰, 2 vol.
Greville H.:	Leaves from Diary. London, 1905, in-8⁰, 368 p.
Gruner J.:	Rückblick auf mein Leben. Deutsche Revue, septembre 1907.
Halicz E.:	Dokumenty archiwum wiedeńskiego o powstaniu styczniowym. Wojskowa Akademia Polityczna im. F. Dzierżyńskiego. Biuletyn. Seria Historyczna, I, avril 1958.
Hauterive E. de	Napoléon III et le Prince Napoléon. Paris, 1925, in-8⁰, X-412 p.
Houssaye A.:	Souvenirs d'antan: Victor Duruy. Journal, 2 décembre 1894.
Jeż T.:	Od kolebki przez życie (Souvenirs de ma vie). Cracovie, 1936, in-8⁰, 3 vol.
Jollivet G.:	Souvenirs d'un Parisien. Paris, 1928, in-8⁰, XI-275 p.
	La Journée du 5 août 1864 à Varsovie. Bulletin Polonais, Paris, 15 octobre 1896.
Kozmian A.:	Listy (Lettres). Lwów, 1896, in-4⁰, 4 vol.
Lamartine A.:	Oeuvres complètes, Mémoires politiques. Paris, 1863, in-8⁰.
La Roncière le Noury:	Correspondance Intime. Paris, 1928, in-8⁰, 2 vol.
Ledemé P. Lieutenant-Colonel:	Lettres à sa famille. Montlingeon, 1905, in-8⁰, XXXIX-466.
	Lettres inédites de George Sand et du Prince Napoléon. Revue des Deux Mondes, août-septembre 1923.
Lewak A.:	Corrispondenza Polacca di Giuseppe Garibaldi. Cracovie, 1932, in-8⁰, 147 p.
Loë, Freiherr von:	Erinnerungen aus meinem Berufsleben. Stuttgart, 1906, in-8⁰, VIII-140 p.
Loftus A.:	The Diplomatic Reminiscences 1837-1862. London, 1892, in-8⁰, 2 vol.

Loftus A.:	The Diplomatic Reminiscences 1862-1879. London, 1892, in-8°, 2 vol.
Malmesbury:	Memoirs of ex-minister. London, 1884, in-8°, 2 vol.
Marcelin E.:	Souvenirs de la vie parisienne. Paris, 1888, in-16, III-XIX-322 p.
Mérimée P.:	Lettres à la Comtesse de Montijo. Paris, 1930, in-4°, 2 vol.
Mérimée P.:	Lettres à Panizzi. Paris, 1881, in-8°, 2 vol.
Mérimée P.:	Oeuvres Complètes. Paris 1927, in-8°.
Mérimée P.:	Une Correspondance inédite. Paris, 1897, in-8°, VI-332.
Meyendorff P.:	Politischer und Privater Briefwechsel. Berlin, 1923, in-8°, 3 vol.
Mickiewicz W.:	Emigracja polska (L'émigration polonaise). Cracovie, 1908, in-8°, 172.
	Carteggio tra Marco Minghetti e Giuseppe Pasolini. Torino, 1924-1930, 4 vol.
Montalembert Ch.:	Lettres à la Comtesse Sophie Apponyi. Revue des Deux Mondes, novembre 1913.
Morny Ch.:	Une ambassade en Russie. Paris, 1892, in-16, XII-244 p.
Murawiew:	Der Dictator von Wilno. Memoiren des Grafen M. N. Murawiew. Leipzig, 1883, in-16, LII-202 p.
Nanroy Ch.:	Aus den letzten Jahren des Zweiten Kaiserreiches. Deutsche Revue, juillet 1890.
Ollivier E.	L'Empire Libéral. Paris, in-16, 17 vol.
Paléologue M.:	Les Entretiens avec l'Impératrice Eugénie. Paris, 1928, in-8°, 276 p.
Palmerston Lord:	Correspondance Intime. Paris, 1879, in-8°, 2 vol.
Pasolini G.:	Memorie 1815-1876. Torino 1877, 662 p.
	Die polnische Revolution vom Jahre 1863. Aus dem Tagebuche eines verstorbenen Diplomaten. Deutsche Revue, 1892, IV-1893, I.
Popiel P.:	Pisma (Oeuvres). Cracovie, 1893, in-8°, 2 vol.
Quinet E.:	Lettres d'exil. Paris, 1885, in-8°, 4 vol.
Quentin-Bauchart P.:	Etudes et souvenirs sur la Deuxième République et le Second Empire. Paris, 1902, 2 vol.
Radziwiłł A. Princesse:	Souvenirs. Paris, 1931, in-16, XXVIII-310.
Redesdale Lord:	Memoires. London, 1915, in-8°, 2 vol.
Reiset comte de:	Mes souvenirs, l'unité italienne. Paris, 1903, in-8° 536 p.
Revertera Fr.:	Erinnerungen eines Diplomaten in St. Petersburg 1860 bis 1863. Deutsche Revue, mars-avril 1903.
Roon:	Denkwürdigkeiten. Breslau, 1892, in-8°, 2 vol.
Rousse E.:	Lettres à un ami. Paris, 1909, in-8°, 2 vol.
Schlözer K.:	Petersburger Briefe 1857-1862. Berlin, 1923, in-8°, XV-303 p.
Schlözer K.:	Römische Briefe 1864-69. Berlin, 1913, in-8°, XII-279 p.
Schultze J.:	Kaiser Wilhelms I Briefe an Politiker und Staatsmänner. Berlin, 1931, in-8°, 2 vol.
Senior N.:	Conversations with distinguished Persons during the Second Empire. London, 1880, in-8°, 2 vol.

Senior N.:	Conversations with M. Thiers, M. Guizot and other distinguished Persons during the Second Empire. London, 1878, in-8⁰, 2 vol.
Seward F.W.:	Reminiscences. New-York, 1916, in-8⁰, X-489 p.
S. N.:	Souvenir, le jour du 5 août 1864 à Varsovie. Bulletin Polonais, Paris, octobre 1891.
Sophie, Reine des Pays-Bas:	Lettres à M. X. Revue de Paris, mars 1903.
Tański J.:	Cinquante années d'exil. Paris, 1880, in-8⁰, 206 p.
Thiers A.:	Correspondance. Paris, 1904, in-8⁰, 4 vol.
Thouvenel E.:	Le secret de l'Empereur. Paris, 1889, in-8⁰, 2 vol.
Victoria:	Letters 1837-1861. London, 1907, in-8⁰, 3 vol.
Victoria:	Letters 1862-1878. London, 1926, in-8⁰, 2 vol.
Viel-Castel H.:	Mémoires. Paris, 1884, in-8⁰, 6 vol.
Vitzthum von Eckstädt:	St. Petersburg und London 1852-1864. Stuttgart, 1886, in-8⁰, 2 vol.
Walewska Maria:	Quelques récits du temps passé. Messager Polonais, Varsovie, 1925, No. 110-115, 159-162, 233-237. 1926, No. 14-24, 60-69.
Zamoyska J.:	Wspomnienia (Souvenirs) Londyn 1961.
	Jenerał Zamoyski. Poznań, 1930, in-8⁰, 6 vol.

II ETUDES

Ashley E.: *The life of Viscount Palmerston.* London, 1876, in-8°, 2 vol.

Aus dem Leben des Oberpräsidenten Carl von Horn. Deutsche Revue, 1913.

Aycard M.: *Histoire du Crédit Mobilier.* Bruxelles, 1867, in-8°, IV-584 p.

Bac F.: *Le prince Napoléon.* Paris, 1932, in-8°, 249 p.

Banning E.: *Les origines et les phases de la neutralité belge.* Bruxelles, in-8°, 276 p.

Becker H.: *Les emprunts étrangers en France.* Paris, 1880, in-8°, 78 p.

Bernstein P.: The economic aspect of Napoleon III's Rhine policy. *French Historical Studies,* North Carolina State College, I, 1960.

Berthet-Leleux F.: *Le vrai Prince Napoléon.* Paris, 1932, in-8°, 330 p.

Biernawski L.: *Napoléon III et l'insurrection du 22 janvier 1863.* Pologne, Paris, 1928.

Biernawski L.: *Pie IX et la Pologne.* Pologne, Paris, 1928.

Bigelow J.: *France and the Confederate Navy.* London 1888, in-8°, V-247 p.

Bonfadini R. *Vita di Francesco Arese.* Torino, 1894, p. 545.

Bossy R. V.: *L'Autriche et les Principautés-Unies.* Bucarest, 1938, in-4°, 412 p.

Boudou A.: *Le Saint-Siège et la Russie* 1848-1883. Paris, 1922-25, in-8°, 2vol.

Boulenger M.: *Le Duc de Morny.* Paris, 1925, in-8°, IV-247 p.

Bourgeois E.: *Manuel historique de politique étrangère.* Paris, 4 vol.

Bóbr-Tylingo S.: Un congrès européen manqué (1863). *The Polish Review,* New-York, vol. V, 1960.

Bóbr-Tylingo S.: La Convention d'Alvensleben. *Etudes Slaves et Est-Européennes,* Montréal, vol. IV, 1959-60.

Bóbr-Tylingo S.: Do tajnej dyplomacji Napoleona III (1863). *Teki Historyczne,* vol. XI, 1960-61.

Bóbr-Tylingo S.: La France et les rapports polono-russes 1860-62. *Antemurale,* Rome, vol. IV, 1958.

Bóbr-Tylingo S.: Międzynarodowe koła finansowe wobec powstania styczniowego. *Teki Historyczne,* vol. VIII, 1956-57.

Bóbr-Tylingo S.: Napoléon III et la question polonaise, 1860-1862. Politique. *Revue internationale des doctrines et des institutions.* Paris, avril-juin 1959.

Bóbr-Tylingo S.: Ogólnoeuropejska interwencja dyplomatyczna w 1863 roku. *Teki Historyczne,* Londres, vol. IX, 1958.

Bóbr-Tylingo S.: O niedoszłych sojuszach Francji z 1863 roku. *Teki Historyczne,* vol. VII, 1955.

Bóbr-Tylingo S.: Państwa Związku Niemieckiego wobec powstania styczniowego. *Teki Historyczne*, vol. V, 1951-52.

Bóbr-Tylingo S.: Polska wyprawa na Kaukaz w 1863 roku. *Bellona*, Londres, avril 1958.

Bóbr-Tylingo S.: Polska wyprawa przez Księstwa Naddunajskie w 1863 roku. *Bellona*, vol. XLIII, 1961.

Bóbr-Tylingo S.: La première intervention diplomatique en 1863. *Etudes Slaves et Est-Européennes*, Montréal, vol. VII, 1963.

Bóbr-Tylingo S.: Stany Zjednoczone A. P. a powstanie styczniowe. *Teki Historyczne*, vol. XI, 1960-61.

Bratianu G.: *Napoléon III et les nationalités*. Paris, 1934, in-16, 146 p.

Buckle G. E.: *The Life of Benjamin Disraeli*. London, 1914-20, in-8°, 6 vol.

Cambridge History of Poland. Cambridge, 1941-50, in-4°, 2 vol.

Case L.: *Franco-Italian Relations* 1860-1865. Philadelphia, 1932, in-8°, XII-351 p.

Case L.: *French Opinion on the United States and Mexico 1860-67*. New-York, 1936, XXIII-452 p.

Case L.: *French Opinion on war and diplomacy during the Second Empire*. Philadelphia 1954.

Cassagnac G.: *Histoire populaire de l'Empereur Napoléon III*. Paris, 1874, in-4°, 2 vol.

Chambrier J: *Entre l'apogée et le déclin*. Paris, 1908, in-8°, 356 p.

Charles-Roux F.: *Alexandre II, Gortchakoff et Napoléon III*. Paris, 1913, in-4°, 560 p.

Clark C. W.: *Franz Joseph and Bismarck*. London, 1934, in-8°, XI-635 p.

Coleman A.: *The Polish Insurrection of 1863 in the Light of New-York Editorial Opinion*. Williamsport, 1934, in-8°, 131 p.

Contenson L.: Lamartine, secrétaire de légation. Son mémoire de concours en 1826. *Revue d'histoire diplomatique*, juillet 1925.

Corti E.: *The Downfall of three dynasties*. London, 1934, IX-397 p.

Corti E.: *La Maison Rothschild*. Paris, 1930, in-8°, 2 vol.

Corti E.: *Unter Zaren und gekrönten Frauen*. Salzburg-Leipzig, 1936, XXIII-448 p.

Daszyńska-Golińska Z.: *L'accroissement de la population en Pologne à l'époque des partages. La Pologne au VII Congrès international des sciences historiques*. Varsovie, 1933, in-4°.

Debidour A.: *Histoire diplomatique de l'Europe*. Paris, 1891, in-8°, 2 vol.

Delord Taxile: *Histoire illustrée du Second Empire*. Paris, 1880-83, in-8°, 6 vol.

Dennett T. Seward's Far Eastern Policy. *American Historical Review*, octobre 1922.

Dontenville J.: Les idées napoléoniennes: la politique étrangère de Napoléon III. *Revue des études napoléoniennes*, novembre 1923.

Dontenville J.: Les rapports de la France avec la Russie sous Napoléon III. *Nouvelle Revue*, mars 1931.

Droz J. Genet L. Vidalenc J. *L'Epoque contemporaine, Restaurations et Révolutions* 1815-1870. Paris, 1953, in-16, XVI-659 p.

Droz J.: *Histoire diplomatique 1648-1919.* Paris, 1952, in-16, 619 p.

Duplay M.: Les Polonais et les Russes chez Madame de Ségur. *Grande Revue,* octobre 1918.

Dupont-Ferrier P.: *Le Marché financier de Paris sous le Second Empire.* Paris, 1926, in-8°, X-245 p.

Duruy Victor. Nécrologie. *Bulletin Polonais,* Paris, décembre 1894.

Duveau G.: Les relations internationales dans la pensée ouvrière 1840-65. *Actes du congrès historique du centenaire de la révolution de 1848.* Paris, 1948.

Eckardt J.: *Berlin und Petersburg.* Leipzig, 1880, in-8°, VIII-270 p.

Eckardt J.: *Von Nicolaus I zu Alexander II.* Leipzig, 1881, in-8°, VI-426 p.

Emerit M.: Les complots polonais et hongrois en Roumanie en 1863-64. *Revue historique du Sud-Est Européen,* juillet 1935.

Emerit M.: Une conversation entre l'empereur Napoléon III et Basile Alexandri. *Revue historique du Sud-Est Européen,* avril 1928.

Engel-Janosi F.: *Graf Rechberg.* Berlin, 1927, in-8°, VIII-152 p.

Esslinger E.: *Kaiserin Eugenie und die Politik des zweiten Reiches.* Stuttgart, 1932, in-8°, XI-228 p.

Feldman J.: Bases des rapports polono-anglais entre 1788 et 1867. *Extrait du Bulletin de l'Académie polonaise des Sciences et des Lettres. Classe d'histoire et de philosophie,* Cracovie, 1932.

Feldman J.: *Bismarck a Polska.* Cracovie, 1947, in-4°, 430 p.

Feldman J.: Bismarck et la question polonaise. *Revue Historique,* mai 1934.

Feldman J.: *Mocarstwa wobec powstania styczniowego.* Cracovie, 1929, in-8°, 46 p.

Feldman J.: Negocjacja Kłobukowskiego w Berlinie. *Kwartalnik Historyczny,* 1933, vol. XLVII.

Fellenius K.: Szwecja a sprawa polska w 1863 r. *Przegląd Współczesny,* janvier, août, octobre 1938.

Fitzmaurice E.: *Life of Lord Granville.* London, 1905, in-8°, 2 vol.

Les Français qui prirent part à l'insurrection polonaise de 1863. *Bulletin Polonais,* Paris, juillet 1914.

Fridieff M.: L'opinion publique française et l'insurrection polonaise de 1863. *Monde Slave,* juin 1938.

Friese M.: *Russland und Preussen vom Krimkrieg bis zum polnischen Aufstand.* Berlin, 1931, in-8°, VIII-389 p.

Garsou J.: Chazal et Napoléon III 1863-1870. *Revue belge de philologie et d'histoire,* 1949, vol. XXVII.

Garsou J.: *Un écho diplomatique de l'insurrection polonaise de 1863.* Flambeau, Bruxelles, août 1939.

Golder F.: The Russian Fleet and the Civil War. *American Historical Review,* juillet 1915, vol. XX.

Goutel E.: Cent ans d'histoire polonaise. *Correspondant,* mars 1909.

Goyau G.: *Un roman d'amitié entre les deux adversaires politique Falloux et Persigny.* Paris, 1928, in-8°, 245 p.

Grabiński J.: *Un ami de Napoléon III: Le comte Arese.* Paris, 1897, in-16, 259 p.

Grace W.: Russia and the Times in 1863 and 1873. *Cambridge Historical Journal,* 1923.

Grappin H.: *Histoire de la Pologne.* Paris, 1922, in-8°, 446 p.

Guichen Vicomte de: *Questions d'histoire diplomatique et économique contemporaine.* Paris, 1933, in-8°, 224 p.

Hallberg Ch.: *Franz Joseph and Napoleon III 1852-1864.* New-York, 1955, in-8°, 448 p.

Hanotaux G.: *Henri Martin.* Paris, 1885, in-16, VII-338 p.

Harley J.: Great Britain and the Polish insurrection of 1863. *Slavonic Review,* vol. XVI, 1938.

Heinze G.: *Bismarck und Russland bis zur Reichsgründung.* Würzburg, 1939, in-8°, 110 p.

Helfert Freiherr von: Russland und die katholische Kirche in Polen. *Oesterreichische Revue,* vol. III-IV, 1865-67.

Hellwig F.: *Der Kampf um die Saar 1860-1870.* Leipzig, 1934, in-8°, XXIV-277 p.

Hengelmueller: Graf Alois Karolyi. *Deutsche Revue,* juillet-octobre 1914.

Henry P.: *Napoléon III et les peuples.* Clermont, 1943, in-8°, 127 p.

Im Kampf für Preussens Ehre. Aus dem Nachlass des Grafen Albrecht v. Bernstorff. Berlin, 1906, in-4°, XV-686 p.

Jerrold B.: *The Life of Napoleon III.* London, 1882, in-8°, 4 vol.

Jomini A.: *Etude diplomatique sur la guerre de Crimée.* Paris, 1874, in-8°, 2 vol.

Kaiser K.: *Napoleon III und der polnische Aufstand von 1863.* Berlin, 1932, in-8°, XVI-164 p.

Kieniewicz S.: *Adam Sapieha.* Lwów, 1939, in-4°, X-474 p.

Klaczko J.: *Deux chanceliers: le prince Gortchakow et le prince de Bismarck.* Paris, 1876, in-8°, VI-449.

Klaczko J.: *Etudes de diplomatie européenne.* Paris, 1866, in-8°, XIV-449.

Kobryńczuk J.: *Alexandre II und die Polen in den Jahren 1856-62.* Francfort a. M., 1933, in-8°, 48 p.

Koht H.: *Die Stellung Norwegens und Schwedens im deutsch-dänischen Konflikt, zumal während der Jahre 1863 und 1864.* Kristiana, 1908, in-4°, X-348 p.

Konarski S.: *Armorial de la noblesse polonaise titrée.* Paris, 1958, in-8°, 489 p.

Koźmian S.: *Das Jahr 1863.* Wien, 1896, in-8°, XIII-404 p.

Kucharzewski J.: *The Origins of modern Russia.* New-York, 1948, in-8°, XIX-503 p.

Kupka P.: *Die Eisenbahnen Oesterreich-Ungarns 1822-1867.* Leipzig, 1888, in-8°, X-386 p.

La Gorce P.: *Histoire du Second Empire.* Paris, 1894-1905, in-8°, 7 vol.

La Mara: *Marie von Mouchanoff-Kalergis.* Leipzig, 1911, in-8°, XIX-330 p.

Lano P.: *L'impératrice Eugénie.* Paris, 1891, in-8°, 285 p.

Lecanuet P.: *Montalembert.* Paris, 1902, in-8°, 3 vol.

Lenz M.: König Wilhelm und Bismarck in Gastein 1863. *Deutsche Rundschau*, Berlin, novembre 1906.

Lescoeur R.: *L'Eglise de Pologne*. Paris, 1868, in-8°, CXI-247 p.

Lesueur E.: *Le Prince de la Tour d'Auvergne*. Paris, 1930, in-16, 317 p.

Levasseur E.: *Histoire du commerce de la France*. Paris, 1912, in-8°, 2 vol.

Lévy R.: La Fortune mobilière de la France à l'étranger. *Revue des Deux Mondes*, mars 1897.

Lewak A.: L'action de la diplomatie polonaise en 1863 et 1864. *Bulletin International de l'Académie Polonaise des Sciences et des Lettres. Classe d'histoire et de philosophie, Cracovie, janvier 1937.*

Lewak A.: *Dzieje emigracji polskiej w Turcji* (Histoire de l'émigration polonaise en Turquie). Varsovie, 1935, in-4°, 280 p.

Lewak A.: Garibaldi wobec polskich dążeń do niepodległości (Garibaldi et les aspirations polonaises vers l'indépendance). *Przegląd Współczesny*, novembre 1932.

Lewak A.: *Giuseppe Mazzini e l'emigrazione polacca*. Casale, 1925, in-8°, 143 p.

Lewak A.: Szwajcaria wobec powstania 1863-64 (La Suisse et le soulèvement de 1863). *Przegląd Współczesny*, décembre 1938.

Lewak A.: Włoskie stronnictwo ruchu wobec powstania styczniowego (Le parti d'action italien et le soulèvement de janvier). *Kwartalnik Historyczny*, vol. XXXVII, 1923.

Lhéritier M.: L'avenèment de la dynastie danoise en Grèce 1862-63. *Revue Historique*, 1925.

Lisicki H.: *Le marquis Wielopolski*. Paris, 1881, in-8°, 2 vol.

Lord R.: Bismarck and Russia in 1863. *American Historical Review*, octobre 1923.

Lolié F.: *Le Duc de Morny et la Société du Second Empire*. Paris, 1909, in-8°, X-366 p.

Lorentowicz J.: *La Pologne en France. Essai d'une bibliographie raisonnée*. Paris, 1935-41, in-8°, 3 vol.

Lubomirski, prince J.: *Histoire contemporaine*. Paris 1889-96, in-8°, 7 vol.

Manteuffel-Szoege G.: *Geschichte des polnischen Volkes 1772-1914*. Berlin, 1950, in-8°, XII-304 p.

Markiewicz S.: La Pologne dans l'oevre et la vie de Mérimée. *Extrait de la Revue de littérature comparée*, 1953.

Der Marquis Wielopolski und die polnisch-russischen Aussöhnungsversuche. *Deutsche Rundschau*, Berlin, 1881.

Martin T.: *The Life of the Prince Consort*. London, 1880, in-8°, 5 vol.

Matter P.: La Prusse et la révolution de Pologne en 1863. *Annales des sciences politiques*, septembre 1905.

Maurain J.: *Baroche*. Paris, 1936, in-8°, XV-526 p.

Maxwell H.: *Life and Letters of the Fourth Earl of Clarendon*. London, 1913, in-8°, 2 vol.

Mickiewicz W.: L'émigration polonaise. *Revue Bleue*, octobre 1926.

Mickiewicz W.: Le centenaire d'Edgar Quinet et la Pologne. *Bulletin Polonais*, Paris, mars 1903.

Montfort H.: La Pologne. Paris, 1945, in-8°, 348 p.

Monnin P.: *Guide pratique du Capitaliste, du Rentier et du Spéculateur à la Bourse.* Paris, 1883, in-8°, 464 p.

Morawski K.: *Polacy i sprawa polska w dziejach Italii w latach 1830-66.* (L'Italie, les Polonais et la question polonaise 1830-66). Varsovie, 1937, in-8°, 228 p.

Mühlman: *England und die polnische Frage im Jahre 1863.* Goettingen, 1934, in-8°, 59 p.

Muret P.: La politique française dans l'affaire des Duchés. *Revue d'histoire moderne et contemporaine,* 1911.

Oncken H.: *Grossherzog Friedrich I von Baden und die deutsche Politik von 1854-1871.* Berlin und Leipzig, 1927, X-84-533 p.

Ornando Comte: *La Vie passionnante du Comte Walewski.* Paris, 1953, in-16, 249 p.

Pagès G.: La politique extérieure de Napoléon III. *Bulletin of the International Committee of Historical Sciences,* 1933.

Petit E.: *Eugène Pelletan.* Paris, 1913, in-8°, XV-281 p.

Pingaud A.: La politique extérieure du Second Empire. *Revue Historique,* 1927.

Pingaud A.: Napoléon III et le désarmement. *Revue de Paris,* mai 1899.

Pingaud A.: Un projet de désarmement de Napoléon III. *Séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques,* novembre 1931.

Pingaud A.: Un précurseur: Napoléon III et l'organisation de la paix. *Revue des travaux de l'Académie des sciences morales et politiques,* mars 1937.

Pingaud A.: Une page de la politique secrète de Napoléon III. *Revue de France,* décembre 1931.

Platzhoff W.: Rhein und Osteuropa in der französischen Aussenpolitik. *Elsass-Lothringisches Jahrbuch,* 1928.

Poison P.: *Walewski.* Paris, 1934, in-16, 335 p.

La Pologne et Mourawiew. *La vérité française,* 7 juin 1906.
Pologne-Suisse. *Recueil d'études historiques.* Varsovie, 1938, in-4°, IX-173 p.

Ponteil F.: *Les chansons interdites sous le Second Empire.* Révolution de 1848, mars 1935.

Privat E.: *L'Europe et l'Odyssée de la Pologne au XIX siècle.* Lausanne, 1918, in-8°, 252 p.

Rain P.: Les relations Franco-Russes sous le Second Empire. *Revue des études historiques,* novembre 1913.

Reclus M.: *Jules Favre.* Paris, 1912, in-16, IX-575 p.

Renouvin P.: *Le XIX-e siècle. I. de* 1815 *à* 1871. Paris, 1954, in-8°, 421 p.

Ritter G.: Bismarck und die Rheinpolitik Napoleons III. *Rheinische Vierteljahresblätter,* 1950-51.

Roloff G.: Napoleon III und der polnische Aufstand im Jahre 1863. *Historische Zeitschrift,* janvier 1939.

Rothfels H.: Bismarck und die Nationalitätenfragen des Ostens. *Historische Zeitschrift,* 1932.

Rothfels H.: *Bismarck und der Osten.* Berlin, 1934.

Eine russische geheime Denkschrift von 1864. *Deutsche Rundschau*, Berlin, juillet 1880.

Saint-Amand I.: *Napoléon III.* Paris, 1906, in-8°, III-430 p.

Saint-Amand I.: *Le règne de Napoléon III.* Paris, 1901, in-8°, 318 p.

Saint-Cyr Hugues: *Le Général Colson.* Paris, 1872, in-8°, 101 p.

Salomon H.: *L'ambassade de Richard Metternich à Paris.* Paris, 1931, in-4°, 312 p.

Schazmann P.: Napoléon III, précurseur de la Société des Nations. *Revue historique*, avril 1937.

Scheidt H.: *Konvention Alvensleben und Interventionspolitik der Mächte in der polnischen Frage 1863.* Würzburg, 1936, in-8°, 109 p.

Schlitter H.: Die Frage der Wiederherstellung Polens im österreichischen Ministerrat 1863. *Oesterreichische Rundschau*, 1919.

Schnerb R.: *Rouher et le Second Empire.* Paris, 1949, in-8°, 351 p.

Sears L.: A confederate Diplomat at the court of Napoleon III. *American Historical Review*, janvier 1921.

Seignobos Ch.: Le Second Empire, dans Lavisse: *Histoire de France contemporaine.* Paris, 1921.

Sencourt R.: L'impératrice Eugénie et la politique étrangère. *Revue de Paris*, mai 1932.

Smolikowski P.: Do sprawy polskiej w Rzymie 1861-64. (Rome et la question polonaise 1861-64). *Przegląd Polski*, Cracovie, 1899.

Simpson F.: *Louis Napoleon. The recovery of France.* London, 1923, in-8°, XIII-396 p.

Skałkowski A.: *Aleksander Wielopolski.* Poznań, 1947, in-4°, 3 vol.

Sobieski W.: *Histoire de Pologne.* Paris, 1934, in-8°, 318 p.

Stern A.: *Geschichte Europas von* 1815 *bis* 1871. 10 vol.

Stern A.: *L'insurrection polonaise de 1863 et l'impératrice Eugénie.* Revue Historique, 1921.

Tarsaïdzé A.: *Czars and Presidents.* New-York, in-8°, XIX-384 p.

Thomas A.: *Second Empire.* Paris, 1906, in-4°.

Vandenbosch A.: *Dutch Foreign Policy since 1815.* La Haye, 1959, in-4°, X-318 p.

Vogt E.: *Die hessische Politik in der Zeit der Reichsgründung*, 1863-1871. München, 1914, IX-229 p.

Wallon M.: Les Saints-Simoniens et les chemins de fer. *Annales des sciences politiques*, mars 1909.

Wawrzkowicz E.: Konwencja Alwenslebena. *Przegląd Współczesny*, janvier 1930.

Wellesley F.: *The Paris Embassy during the Second Empire.* London, 1928, in-4°, XIV-337 p.

Wendt H.: *Bismarck und die polnische Frage.* Halle, 1922, in-8°, 98 p.

Wereszycki H.: *Anglia i Polska w latach 1860-65.* (L'Angleterre et la Pologne 1860-65). Lwów, 1934, in-8°, 207 p.

Wereszycki H.: *Austria a powstanie styczniowe* (L'Autriche et le soulèvement de janvier). Lwów, 1930, in-8°, 312 p.

Wereszycki H.: Great Britain and the Polish Question in 1863. *English Historical Review*, janvier 1935.

Widerszal L.: *Sprawy kaukaskie w polityce europejskiej w latach 1831-1664* (La question du Caucase dans la politique européenne 1831-1864). Varsovie, 1931, in-8°, 268 p.

Winiarski B.: *Les Institutions politiques en Pologne au XIX siècle.* Paris, s. d. in-8°, VIII-271 p.

Zingeler K.: *Karl Anton Fürst von Hohenzollern: ein Lebensbild.* Leipzig, 1911, in-8°, 303 p.

Zollman A.: *Reich und Staat in der Politik Oesterreichs 1862-63.* Berlin, 1940, 111 p.

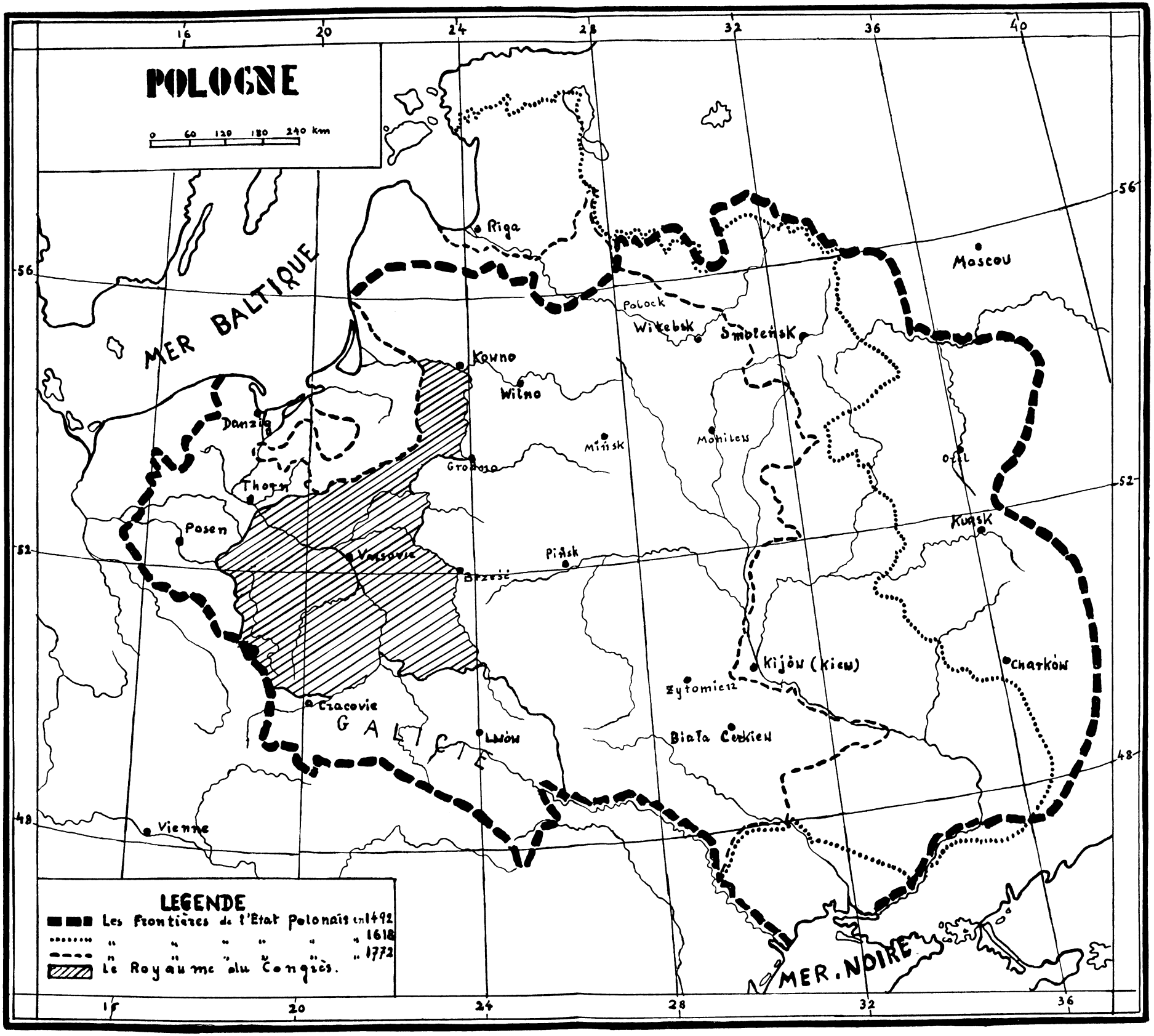
Zółtowski A.: *Border of Europe.* London, 1950, in-8°, XVI-348 p.

Liste des noms *)

Ali Pacha	—	ministre turque des affaires étrangères
Alvensleben Gustav	—	général prussien, envoyé à St. Pétersbourg
Antonelli Giacomo	—	cardinal, secrétaire d'Etat
Apponyi Rudolf	—	ambassadeur d'Autriche à Londres
Arese François	—	diplomate italien
Bach Alexandre	—	ambassadeur d'Autriche à Rome
Balabine Victor	—	ambassadeur de Russie à Vienne
Baroche Jules	—	ministre français
Barrot Odilon	—	homme d'Etat français
Benjamin Judah	—	américain, secrétaire d'Etat (Etats du Nord)
Bernstorff Albert	—	ambassadeur de Prusse à Londres
Beust Frédéric	—	ministre des affaires étrangères de Saxe
Bigelow John	—	diplomate américain (Etats du Sud) résident à Paris
Bloomfield John	—	ambassadeur d'Angleterre à Vienne
Brunnow Ernest	—	ambassadeur de Russie à Londres
Buchanan Andrew	—	ambassadeur d'Angleterre à Berlin
Budberg André	—	ambassadeur de Russie à Paris
Bulwer Henri	—	ambassadeur d'Angleterre à Constantinople
Clermont-Tonnere, commandant	—	attaché militaire de France à Berlin
Colson, général	—	attaché militaire de France à St. Pétersbourg
Cowley Henri	—	ambassadeur d'Angleterre à Paris
Czartoryski Władysław	—	chef de la diplomatie polonaise
Dalwigk Charles	—	ministre des affaires étrangères de Hesse
Dayton William	—	ministre américain (Etats du Nord) à Paris
Drouyn de Lhuys Edouard	—	ministre français des affaires étrangères
Fuad Méhémed Pacha	—	ministre turc de la guerre
Goltz Robert	—	ambassadeur de Prusse à Paris
Gramont Antoine, de	—	ambassadeur de France à Vienne
Gros Jean	—	ambassadeur de France à Londres
Hall Charles	—	ministre danois des affaires étrangères
Hammond	—	sous-secrétaire au Foreign Office
Jerningham	—	ministre d'Angleterre à Stockholm
Jonghe	—	ministre de Belgique à St. Pétersbourg

*) *Cette liste, faite pour faciliter l'orientation du lecteur, ne contient que les noms de certains diplomates mentionnés plusieures fois dans cette étude.*

Karolyi Louis	— ambassadeur d'Autriche à Berlin
Klindworth George	— agent secret de la diplomatie autrichienne
Layard	— sous-secrétaire au Foreign Office
Maesen Van de	— ministre hollandais des affaires étrangères
Mandeström Christian	— ministre suédois des affaires étrangères
Mann	— ministre américain (Etats du Sud) à Bruxelles
Mensdorff-Pouilly Alexandre	— gouverneur de Galicie
Metternich Richard	— ambassadeur d'Autriche à Paris
Miraflores	— ministre espagnol des affaires étrangères
Moltke	— ministre de Danemark à Paris
Mocquard Jean	— secrétaire de Napoléon III
Montebello Napoléon, de	— ambassadeur de France à St. Pétersbourg
Morny Charles, de	— ministre français
Napier Francis	— ambassadeur d'Angleterre à St. Pétersbourg
Nigra Constantin	— ambassadeur d'Italie à Paris
Nothomb Jean	— ministre de Belgique à Berlin
O' Sullivan de Grass	— ministre de Belgique à Vienne
Oubril Paul,	— ambassadeur de Russie à Berlin
Pasolini Giuseppe	— diplomate italien
Pepoli Joachim	— ambassadeur d'Italie à St. Pétersbourg
Platen	— ministre des affaires étrangères de Hannovre
Rechberg Jean	— ministre autrichien des affaires étrangères
Reiset Gustave	— ministre de France à Darmstadt
Reuss Henri VIII	— diplomate prussien
Roggenbach	— ministre des affaires étrangères de Bade
Rogier Charles	— premier ministre belge
Russell John	— ministre anglais des affaires étrangères
Sartiges	— ambassadeur de France à Turin
Schrenk Charles	— ministre bavarois des affaires étrangères
Seward William	— secrétaire d'Etat américain (Etats du Nord)
Slidell John	— ministre américain (Etats du Sud) à Paris
Talleyrand Charles	— ambassadeur de France à Berlin
Thun Guido	— ambassadeur d'Autriche à St. Pétersbourg
Werther Charles	— ambassadeur de Prusse à Vienne
Weyer Sylvain	— ministre de Belgique à Londres
Wittgenstein, de	— ministre des affaires étrangères de Nassau
Zamoyski Władysław	— diplomate polonais


POLOGNE
0 60 120 180 240 km
16 20 24 28 32 36 40
56 52 48
MER BALTIQUE
Riga
Mascou
Polock
Witebsk
Smolensk
Kowno
Wilno
Danzig
Minsk
Mohilew
Grodno
Thorn
Posen
Warschau
Brzesc
Pinsk
Orel
Kursk
Kijow (Kiew)
Chatkow
Zytomierz
Cracovie
GALICIE
Lwow
Biala Cerkiew
Vienne
MER NOIRE
LEGENDE
Les Frontières de l'Etat Polonais en 1492
" " " " " " 1618
" " " " " " 1772
Le Royaume du Congrès.

Polskie Towarzystwo Historyczne na Obczyźnie

"Teki Historyczne" (Historical Papers)

W druku tom XII za lata 1962-63 poświęcony setnej rocznicy powstania styczniowego, zawiera sześć rozpraw i materiały źródłowe do jego historii, oraz inne z różnych okresów dziejów porozbiorowych.

Skład główny B. Świderski, 20, Queens Gate Terrace, London, S.W.7.

MARIAN KUKIEL

DZIEJE POLSKI POROZBIOROWE

Londyn. M. Świderski, 1962

HENRYK PASZKIEWICZ

THE MAKING OF THE RUSSIAN NATION

Darton, Longman and Todd
London 1962 (£ 3.3.0.)

INSTITUTUM HISTORICUM POLONICUM ROMAE
VIA DEGLI SCIPIONI 284 - ROMA

ELEMENTA AD FONTIUM EDITIONES

Vol. I — *Polonica ex Libris Obligationum et Solutionum Camerae Apostolicae. Collegit* J. Lisowski pp. XV + 292, 1960.

Vol. II — « *Liber Disparata Antiqua Continens* » Praes. E. Winkler paginae XVIII + 190, 19 tabulae, 1960.

Vol. III — *Repertorium Rerum Polonicarum ex Archivo Orsini in Archivo Capitolino,* I pars. Coll. W. Wyhowska-De Andreis pp. XVIII + 162, 29 tabulae, 1961.

Vol. IV — *Res Polonicae Elisabetha I Angliae Regnante Conscriptae ex Archivis Publicis Londoniarum.* Ed. C. H. Talbot, pp. XVI + 311, 9 tabulae, 1961.

Vol. V — *Repertorium Rerum Polonicarum ex Archivo Dragonetti de Torres in Civitate Aquilana* Ed. P. Collura, pp. XI + 86, 4 tabulae, 1962.

Vol. VI — *Res Polonicae Iacobo I Angliae Regnante Conscriptae ex Archivis Publicis Londoniarum.* Ed. C. H. Talbot, pp. XI + 396, 8 tabulae, 1962.

Vol. VII — *Repertorium Rerum Polonicarum ex Archivo Orsini in Archivo Capitolino,* II pars. Coll. W. Wyhowska-De Andreis pp. XIV + 250, 11 tabulae, 1962.

In praeparatione:

Documenta Polonica ex Archivo Generali Hispaniae in Simancas. Prima Pars. Ed. V. Meysztowicz.

Res Polonicae ex Archivo Regni Daniae. Prima Pars. Ed. L. Koczy.

Res Polonicae ex Archivo Ottomanico Constantinopolitano Ed. A. N. Kurat.

Res Polonicae Elisabetha I Angliae Regnante Conscriptae ex Museo Britannico. Ed. C. H. Talbot.

DEPOSITARII:

(pro continente Europeo)
« ORBIS CATHOLICUS », LIBRERIA
117-120, piazza Montecitorio - Roma
Lit. 5.500

(pro aliis partibus)
B. H. BLACKWELL Ltd
Broad Street - Oxford
England
£ 3.3.0

PRAETIUM 3.500 Lit.

TIPOGRAFIA «EDIGRAF» - VIA VALDINIEVOLE, 69 - ROMA